



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

18e Législature — 3e session

Vol. 2 – Séances du 9 mars au 20 avril 1934

1934

Texte établi par Isabelle Rodrigue et Josée Levasseur

Orateur : l'honorable Téléphone-Damien Bouchard

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

18e Législature – 3e session

Vol. 2 - Séances du 9 mars au 20 avril 1934

1934

Séance du vendredi 9 mars 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 8 modifiant l'article 599 du Code de procédure civile concernant l'insaisissabilité de certains traitements et salaires;

- bill 32 concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 60 modifiant la loi de l'instruction publique.

Le bill suivant a été rejeté:

- bill 153 modifiant la loi des salaires de certains officiers de justice et la loi concernant les palais de justice et les prisons.

**Exemptions de
taxes municipales**

M. Desmarais (Richmond) demande, appuyé par le représentant de Matapédia (M. Dufour), la permission de présenter le bill 190 modifiant la loi des exemptions de taxes municipales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:

**Fonds de
l'assistance publique**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 24 janvier 1934, pour copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette

province, depuis le 15 mars 1933 inclusivement, et se rapportant au chapitre 76, 23 George V, loi modifiant la loi de l'assistance publique de Québec relativement aux fonds de l'assistance publique. (Document de la session no 76)

**Commission des eaux courantes,
1933**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dépose sur le bureau de la Chambre le vingt-deuxième rapport de la Commission des eaux courantes de Québec, 1933. (Document de la session no 77)

Questions et réponses:

**Ministère de l'Agriculture, somme autorisée
par ordre en conseil, 13 juillet 1933**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$25,000 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après l'ordre en conseil approuvé le 13 juillet 1933, par le lieutenant-gouverneur, et portant le numéro 1495: 1. À qui cette somme a-t-elle été payée?

2. Pour quelles fins?

3. Comment a-t-elle été répartie?

4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$25,000?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): (Voir le tableau à la page suivante)

**Ministère de l'Agriculture, somme autorisée
par ordre en conseil, 17 janvier 1934**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$25,000 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après l'ordre en conseil approuvé le 17 janvier 1934, par le lieutenant-gouverneur, et portant le numéro 133: 1. À qui cette somme a-t-elle été payée?

2. Pour quelles fins?

3. Comment a-t-elle été répartie?

4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$25,000?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): (Voir le tableau à la page suivante)

Budget 1933-1934

Ordre en conseil no 1495 du 13 juillet 1933:.....	\$25,000.00
Ordre en conseil no 133 du 17 janvier 1934:.....	<u>\$25,000.00</u>
	\$50,000.00
26 juil. Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, juin.....	\$ 2,221.13
24 août Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, juillet	1,386.27
2 sept. Les producteurs de sucre d'érable, salaire de propagandiste	225.00
2 sept. Les producteurs de sucre d'érable, annonces.....	2,302.05
22 sept. Les producteurs de sucre d'érable, expédition de sucre	159.42
22 sept. Les producteurs de sucre d'érable, 50 % des déboursés, <i>re</i> démonstrations à Montréal	275.70
22 sept. Les producteurs de sucre d'érable, a-c subvention 1933-1934.....	1,800.00
22 sept. Les producteurs de sucre d'érable, balance de la subvention 1933-1934.....	1,800.00
23 sept. Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, août.....	836.07
17 oct. Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, septembre	1,369.23
7 nov. Cooper & Co. Stores, Ltd., règlement <i>re</i> vente du miel.....	5,877.06
22 nov. Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, octobre.....	1,366.84
22 déc. Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, novembre.....	1,021.58
8 janv. Les producteurs de sucre d'érable, subvention spéciale.....	5,000.00
8 janv. La Cie de L'Événement, publicité, propagande agricole.....	400.00
9 janv. Le Soleil, limitée, publicité, propagande agricole.....	150.00
19 janv. Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, décembre	1,796.38
22 fév. Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, janvier.....	<u>1,045.72</u>
<i>Dépensé à date</i>	\$29,032.45

**Ministère de l'Agriculture, somme autorisée
par ordre en conseil, 21 juillet 1932**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$50,000 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après l'ordre en conseil approuvé le 21 juillet 1932, par le lieutenant-gouverneur, et portant le numéro 1786: 1. À qui cette somme a-t-elle été payée?

2. Pour quelles fins?
3. Comment a-t-elle été répartie?
4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$50,000?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): (Voir le tableau ci-dessous)

Budget 1932-1933

Ordre en conseil no 1786 du 21 juillet 1932:.....	\$50,000.00
19 juil. L'Agence canadienne de publicité, dessins, patates	\$ 200.00
1 ^{er} août Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, juin.....	1,232.54
25 août Véronique Durand, frais de voyage en Europe	200.00
25 août Jeanne Drouin, frais de voyage en Europe	200.00
25 août Cyrille Vaillancourt, frais de voyage en Europe	500.00
30 août Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, juillet	598.77
2 sept. Société coopérative des producteurs de lin, de Vaudreuil et Soulanges, subvention, pour entrepôt.....	1,000.00
9 sept. Cyrille Vaillancourt, frais de voyage en Europe	1,000.00

Budget 1932-1933 (suite)

9 sept.	Véronique Durand, frais de voyage en Europe	500.00
9 sept.	Jeanne Drouin, frais de voyage en Europe	500.00
10 sept.	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, août	853.12
15 sept.	Chas-A. Harrison, agent commercial, propagande	774.00
20 sept.	Coopérative fédérée de Québec, salaires et dépenses des prop.	1,242.74
18 oct.	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, septembre	1,217.32
10 nov.	Cyrille Vaillancourt, frais de voyage en Europe	400.00
21 nov.	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, octobre	996.40
30 nov.	Société coopérative agricole de Val-d'Espoir, expédition de pois verts aux États-Unis	2,576.62
9 déc.	Les producteurs de sucre d'érable, march. aux expos	887.63
21 déc.	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, novembre	809.64
30 déc.	Véronique Durand, bulletin recettes culinaires	175.00
31 déc.	The Gazette Printing Co., impressions et buvards	2,432.34
19 janv.	J. Howitt & Son, Ltd., impressions	675.54
25 janv.	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, décembre	1,121.48
9 fév.	Les producteurs de sucre d'érable, subvention spéciale	4,200.00
9 fév.	Les producteurs de sucre d'érable, march. aux expos	706.97
9 fév.	Les producteurs de sucre d'érable, march. aux expos	180.67
16 fév.	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, janvier	913.54
18 fév.	Les producteurs de sucre d'érable, subvention	3,000.00
4 mars	Marcelle Gagnon, frais de voyage	150.00
9 mars	Chas-A. Harrison, agent commercial, frais de démonstration <i>re</i> sucre d'érable	47.67
13 mars	Les producteurs de sucre d'érable, dépt. exposition à Montréal	59.72
14 mars	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, février	731.54
18 mars	Coopérative fédérée de Québec, subvention <i>re</i> abattoir de Princeville	11,300.00
24 mars	Les producteurs de sucre d'érable, subvention <i>re</i> propagande	350.00
4 avr.	Véronique Durand, frais de voyage en Europe	326.43
4 avr.	Jeanne Drouin, frais de voyage en Europe	349.96
12 avr.	Cyrille Vaillancourt, frais de voyage en Europe	358.30
25 avr.	Marcelle Gagnon, frais de voyage	138.94
27 avr.	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, mars	1,284.67
8 mai	Chas-A. Harrison, agent commercial, démonstration des produits de l'érable	349.58
11 mai	La Cie de L'Événement, propagande spéciale	200.00
27 mai	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, avril	950.30
2 juin	Société coopérative des producteurs de lin, de Vaudreuil et Soulanges, subvention spéciale	1,000.00
5 juin	Marcelle Gagnon, frais de voyage	149.96
30 juin	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, mai	723.26
30 juin	Les producteurs de sucre d'érable, subvention spéciale <i>re</i> publicité	500.00
30 juin	The Gazette Printing Co., impressions	1,470.00
30 juin	Les producteurs de sucre d'érable, marchandises	56.47
30 juin	Edmond Chassé, publicité pour propagande agricole	250.00
		<hr/>
		\$49,841.12

**Ministère de l'agriculture, somme autorisée
par ordre en conseil, 9 juillet 1931**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme
de \$50,000 mise à la disposition du ministre de

l'Agriculture, d'après l'ordre en conseil approuvé le
9 juillet 1931, par le lieutenant-gouverneur, et
portant le numéro 1838: 1. À qui cette somme
a-t-elle été payée?

2. Pour quelles fins?

3. Comment a-t-elle été répartie? **L'honorable M. Godbout (L'Islet):** (Voir le
 4. Quand a été payé chacun des items tableau ci-dessous)
 composant ces \$50,000?

Budget 1931-1932

Ordre en conseil no 1838 du 9 juillet 1931:.....	\$50,000.00
3 juil Chas-A. Harrison, agent commercial, bal. salaires et dépenses, mai	\$ 1,095.20
29 juil. Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, juin.....	1,467.07
20 août Les producteurs de sucre d'érable, pour échantillons aux expositions.....	1,034.87
25 août Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, juillet	1,416.64
26 sept. Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, août.....	941.92
30 sept. Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, août.....	82.95
19 oct. Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, septembre	1,331.33
25 nov. Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, octobre.....	1,156.74
18 déc. Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, novembre.....	1,041.35
22 janv. Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, décembre	1,159.42
26 janv. Coopérative fédérée de Québec, publicité <i>re</i> patates	3,144.27
7 fév. Coopérative fédérée de Québec, publicité <i>re</i> patates	714.28
9 mars Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, janvier.....	1,290.39
16 mars Les producteurs de sucre d'érable, analyses et recherches	175.00
4 avr. Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, février	955.86
12 avr. Coopérative fédérée de Québec, déficit <i>re</i> expo. fromage.....	3,188.18
20 avr. Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, mars	1,062.07
30 avr. Cie d'imprimerie et de lithographie canadienne, limitée, impression de brochures	1,300.00
2 mai Les producteurs de sucre d'érable, analyses et recherches	175.00
23 mai Cie d'imprimerie et de lithographie canadienne, limitée, dessins	245.00
26 mai Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, avril	997.56
6 juin Les producteurs de sucre d'érable, analyses et recherches	175.00
20 juin Coopérative fédérée de Québec, publicité <i>re</i> patates	158.60
21 juin Les producteurs de sucre d'érable, subvention.....	5,000.00
25 juin Les producteurs de sucre d'érable, subvention	150.00
25 juin Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, mai.....	883.75
25 juin Les producteurs de sucre d'érable, prêt	10,000.00
25 juin Les producteurs de sucre d'érable, subvention spéciale.....	4,000.00
25 juin Société coopérative agricole, Abitibi-Est, subvention spéciale	3,000.00
25 juin Société coopérative agricole de Grondines, subvention spéciale.....	780.00
30 juin Société coopérative agricole de Cap-d'Espoir, subvention spéciale	538.77
30 juin J. W. Delaney, fret, <i>re</i> exp. de patates.....	<u>5.92</u>
	\$48,667.14

**Ministère de l'Agriculture, somme autorisée
par ordre en conseil, 7 août 1930**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$50,000 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après l'ordre en conseil approuvé le 7 août 1930, par le lieutenant-gouverneur, et portant le numéro 1708: 1. À qui cette somme a-t-elle été payée?

2. Pour quelles fins?
 3. Comment a-t-elle été répartie?
 4. Quand a été payé chacun des items
 composant ces \$50,000?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): (Voir le tableau à la page suivante)

Budget 1930-1931

Ordre en conseil no 1708 du 7 août 1930:		\$50,000.00
23 juil.	Chas-A. Harrison, agent commercial, bal. salaires et dépenses, juin.....	\$ 584.17
8 août	Société coopérative des tabacs de Joliette, acompte, subvention.....	10,000.00
12 août	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, juillet	833.44
13 sept.	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, août.....	1,014.35
11 oct.	Société coopérative des tabacs de Joliette, balance subvention	28,000.00
20 oct.	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, septembre	1,229.66
26 nov.	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, octobre.....	953.85
22 déc.	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, novembre	1,044.79
23 janv.	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, décembre	1,383.43
12 fév.	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, janvier.....	972.89
8 mars	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, février	702.35
27 avr.	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, mars-avril	1,758.40
5 mai	Rock City Tobacco, Cigars, échantillons pour bureau de Londres	10.53
26 mai	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, avril	1,340.81
30 juin	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, mai.....	<u>171.33</u>
		\$50,000.00

**Ministère de l'Agriculture, somme autorisée
par ordre en conseil, 8 février 1930**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$8,000 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après l'ordre en conseil approuvé le 8 février 1930, par le lieutenant-gouverneur, et portant le numéro 220: 1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Comment a-t-elle été répartie?
4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$8,000?

l'Agriculture, d'après l'ordre en conseil approuvé le 16 octobre 1929, par le lieutenant-gouverneur, et portant le numéro 2118: 1. À qui cette somme a-t-elle été payée?

2. Pour quelles fins?

3. Comment a-t-elle été répartie?

4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$32,000?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Réponse aux questions précédentes. (Voir le tableau à la page suivante)

**Ministère de l'Agriculture, somme autorisée
par ordre en conseil, 5 septembre 1929**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$10,000 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après l'ordre en conseil approuvé le 5 septembre 1929, par le lieutenant-gouverneur, et portant le numéro 1760: 1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Comment a-t-elle été répartie?
4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$10,000?

**Ministère de l'Agriculture, somme autorisée
par ordre en conseil, 16 octobre 1929**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$32,000 mise à la disposition du ministre de

Budget 1929-1930

Ordre en conseil no 1760 du 5 septembre 1929:.....	\$10,000.00
Ordre en conseil no 2118 du 16 octobre 1929:	\$32,000.00
Ordre en conseil no 220 du 8 février 1930:	<u>\$ 8,000.00</u>

\$50,000.00

22 juil.	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, juin.....	\$ 92.07
21 août	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, juillet	941.76
25 sept.	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, août.....	696.99
19 oct.	Les producteurs de sucre d'érable, acompte, subvention	15,000.00
23 oct.	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, septembre	913.15
29 oct.	Les producteurs de sucre d'érable, balance subvention.....	14,185.00
21 nov.	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, octobre.....	764.24
12 déc.	Les producteurs de sucre d'érable, subvention spéciale.....	1,831.46
23 déc.	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, novembre.....	784.76
21 janv.	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, décembre	1,148.25
11 fév.	Les producteurs de sucre d'érable, subvention spéciale.....	8,377.50
22 fév.	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, janvier.....	702.75
26 mars	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, février	1,045.00
23 avr.	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, mars	1,126.05
31 mai	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, avril	933.38
27 juin	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, mai.....	1,016.15
30 juin	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, juin.....	<u>441.49</u>

\$50,000.00

**Ministère de l'Agriculture, somme autorisée
par ordre en conseil, 6 juin 1929**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$575 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après l'ordre en conseil approuvé le 6 juin 1929, par le lieutenant-gouverneur, et portant le numéro 1057: 1. À qui cette somme a-t-elle été payée?

2. Pour quelles fins?
3. Comment a-t-elle été répartie?
4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$575?

**Ministère de l'Agriculture, somme autorisée
par ordre en conseil, 24 avril 1929**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$22,655.75 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après l'ordre en conseil approuvé le 24 avril 1929, par le lieutenant-gouverneur et portant, le numéro 759: 1. À qui cette somme a-t-elle été payée?

2. Pour quelles fins?

3. Comment a-t-elle été répartie?
4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$22,655.75?

**Ministère de l'Agriculture, somme autorisée
par ordre en conseil, 14 septembre 1928**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$10,000 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après l'ordre en conseil approuvé le 14 septembre 1928, par le lieutenant-gouverneur, et portant le numéro 1713: 1. À qui cette somme a-t-elle été payée?

2. Pour quelles fins?
3. Comment a-t-elle été répartie?
4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$10,000?

**Ministère de l'Agriculture, somme autorisée
par ordre en conseil, 6 septembre 1928**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$1,200 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après l'ordre en conseil approuvé le

6 septembre 1928, par le lieutenant-gouverneur, et portant le numéro 1654: 1. À qui cette somme a-t-elle été payée?

2. Pour quelles fins?

3. Comment a-t-elle été répartie?

4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$1,200?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Réponse aux questions précédentes. (Voir tableau ci-dessous)

Budget 1928-1929

Ordre en conseil no 1654 du 6 septembre 1928:.....	\$ 1,200.00
Ordre en conseil no 1713 du 14 septembre 1928:.....	\$10,000.00
Ordre en conseil no 759 du 24 avril 1929:.....	\$22,655.75
Ordre en conseil no 1057 du 6 juin 1929.....	<u>\$ 575.00</u>

\$34,430.75

27 août	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, juillet	\$ 700.11
17 sept.	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, août.....	701.21
27 août	Cyrille Vaillancourt, frais de voyage, congrès agricole.....	1,200.00
19 oct.	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, septembre	1,053.25
22 nov.	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, octobre.....	731.28
20 déc.	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, novembre.....	718.28
21 janv.	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, décembre	1,190.18
26 fév.	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, janvier.....	775.28
22 mars	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, février	675.44
24 avr.	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, mars	1,006.91
30 mars	Mechanics Supply, barils pour sirop d'érable	10,000.00
5 avr.	Mechanics Supply, barils pour sirop d'érable	3,099.60
8 avr.	Mechanics Supply, barils pour sirop d'érable	4,700.40
8 avr.	W. D. Brath & Son, Ltd., barils pour sirop d'érable.....	1,155.75
21 mai	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, avril	814.59
31 mai	C.-Guy Bishop, barils pour sirop d'érable.....	3,700.00
27 juin	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, mai.....	750.32
10 mai	W. D. Brath & Son, Ltd., barils pour sirop d'érable.....	575.00
29 juin	Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses, juin.....	<u>883.15</u>

\$34,430.75

**Ministère de l'Agriculture, somme autorisée
par ordre en conseil, 5 mars 1928**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$2,407.33 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après l'ordre en conseil approuvé le 5 mars 1928, par le lieutenant-gouverneur, et portant le numéro 344: 1. À qui cette somme a-t-elle été payée?

2. Pour quelles fins?

3. Comment a-t-elle été répartie?

4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$2,407.33?

**Ministère de l'Agriculture, somme autorisée
par ordre en conseil, 24 août 1927**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$10,000 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après l'ordre en conseil approuvé le 24 août 1927, par le lieutenant-gouverneur, et portant le numéro 1435: 1. À qui cette somme a-t-elle été payée?

2. Pour quelles fins?

3. Comment a-t-elle été répartie?

4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$10,000?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Réponses
aux questions précédentes. (Voir le tableau ci-dessous)

Budget 1927-1928

Ordre en conseil no 1435 du 24 août 1927:	\$10,000.00
Ordre en conseil no 344 du 5 mars 1928:	<u>\$ 2,407.33</u>
	\$12,407.33
24 août Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses.....	\$ 2,500.00
19 oct. Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses.....	1,000.00
18 nov. Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses.....	1,000.00
19 déc. Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses.....	1,000.00
20 janv. Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses.....	1,000.00
24 fév. Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses.....	1,000.00
27 mars Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses.....	572.83
8 mai Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses.....	932.68
30 juin Chas-A. Harrison, agent commercial, salaires et dépenses.....	642.23
30 juin Coopérative fédérée de Québec, acompte frais de voyage de MM. J.-Arthur Paquet et Paul Caron, re nouveaux marchés à la Jamaïque	2,000.00
30 juin Coopérative fédérée de Québec, balance ditto	407.33
30 juin Chas-A. Harrison, agent commercial, acc. salaires et dépenses, juin	<u>352.26</u>
	\$12,407.33

**Loi fédérale
de l'enseignement professionnel,
1931**

M. Guertin (Hull): 1. Le gouvernement a-t-il conclu un arrangement avec le gouvernement fédéral relativement à la loi fédérale désignée sous le nom de "loi de l'enseignement professionnel, 1931"?

2. Dans la négative, des négociations ont-elles été commencées dans l'intention de conclure un tel arrangement?

3. Dans la négative, le gouvernement a-t-il étudié l'opportunité d'un tel arrangement, afin que tous les avantages accordés par le gouvernement fédéral aux provinces profitent aux habitants de cette province?

4. Le gouvernement a-t-il l'intention de profiter de cette loi?

5. Dans l'affirmative, quand?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Non.

2. Non.

3. Oui, mais les règlements prévus par l'article 5 de ladite loi n'ont pas encore été formulés par le gouverneur général en conseil, et aucun arrangement n'a été conclu avec aucune autre province.

4. Oui.

5. Dès que les dispositions nécessaires auront été prises par le gouvernement fédéral.

**Charte de
Grand'Mère**

M. Crête (Laviolette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 99 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Crête (Laviolette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Corporation de crédit et d'entreposage

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 modifiant la charte de la Corporation de crédit et d'entreposage soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Samuel Julius Smilovitz

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 permettant à Samuel Julius Smilovitz de changer son nom de famille en celui de Smiley soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Max Schwartz

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 permettant à Max Schwartz de changer son nom de famille en celui de Swards soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Succession Marie-Blanche Rolland

M. Fortin (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 autorisant le changement d'un des coexécuteurs testamentaires de la succession de feu dame Marie-Blanche Rolland, épouse de Joseph-Henri Desrochers, médecin, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Opérations forestières et bûcherons

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que les résolutions concernant le bill 44 relatif aux opérations forestières et aux bûcherons soient maintenant lues une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes à étudier l'approbation en deuxième lecture des

résolutions relatives au projet de loi concernant les bûcherons pour constituer une commission qui, d'après le gouvernement, doit améliorer la situation des bûcherons. Nous avons fait valoir nos raisons pour amender ce bill, de façon à le rendre efficace. Quelques remarques s'imposent avant l'adoption de ces résolutions. Succinctement, voici quels sont les faits.

Nos bûcherons, qui représentent plus de 20,000 ouvriers, ont eu à se plaindre des traitements injustes qu'ils recevaient de la part de leurs employeurs. Il ne fait pas l'ombre d'un doute que les bûcherons ont été victimes d'abus. Non seulement on les payait à des salaires ridicules, mais, de l'aveu même des enquêteurs du gouvernement, on les traitait comme des bêtes de somme; ils étaient parqués comme des êtres non humains. La preuve a été également faite que, dans nombre de cas, ils étaient privés des services du médecin et qu'ils étaient confinés dans des camps antihygiéniques. Le rapport incomplet des enquêteurs sur l'affaire de Rouyn le prouve amplement. Les déclarations des députés ministériels en cette Chambre le démontrent péremptoirement. Le problème est grave.

Nous sommes rendus au 9 mars; les chantiers sont à la veille de terminer leurs opérations. Cependant, le gouvernement n'a encore rien fait malgré que le mal, à l'état aigu, dure depuis deux ans. Et remarquons qu'il ne s'agit pas seulement d'une question de piastres, mais de notre capital humain. Le gouvernement a fait preuve d'un grand zèle à emprisonner de pauvres bûcherons du district de Rouyn et n'a rien fait pour stopper l'exploitation dont ils sont les victimes. On n'a pas condamné ceux qui ont condamné les bûcherons. On n'a pas montré de sympathie pour ceux qui peinent et qui souffrent le plus. La grève de Rouyn a été jugée par les tribunaux et j'ai confiance aux juges, mais le gouvernement aurait dû agir avant. Dans cette loi, le gouvernement ne manifeste aucune sympathie pour les bûcherons. La mesure qu'il propose n'a pour but que de temporiser. Le gouvernement s'est montré indifférent et est coupable de mauvaise gouverne.

Les résolutions sont lues une deuxième fois.

M. l'Orateur: Je ne suis pas certain si un débat est fermé sur la deuxième lecture des résolutions. Je n'ai pas voulu, cependant, interrompre l'honorable chef de l'opposition. Adoption des résolutions maintenant?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, prochaine séance.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 relatif aux opérations forestières et aux bûcherons soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne pouvons étudier le projet de loi tant que les résolutions ne seront pas agréées et adoptées.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous pouvons étudier le projet du moment que le ministre a informé la Chambre que le lieutenant-gouverneur a agréé les résolutions.

M. l'Orateur: Je crois que, dans les circonstances, la Chambre peut procéder à l'étude du projet de loi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La deuxième lecture sera-t-elle adoptée?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oh non!

M. Guertin (Hull): M. l'Orateur, je prétends que nous ne pouvons pas prendre une décision sérieuse, tant que nous ne posséderons pas tous les détails au sujet de l'industrie forestière. On devrait demander à Ottawa, qui fait une enquête économique actuellement, d'étendre son droit de regard à l'industrie forestière et aussi du Canada tout entier, afin de se rendre compte si l'industrie forestière peut survivre et si elle est exploitée par des financiers véreux ou si ce sont les bûcherons qui sont trop exigeants.

L'honorable ministre des Terres et Forêts a fait une importante déclaration hier, à l'effet que l'agitation communiste serait dirigée par Moscou. Pourquoi le gouvernement ne fait-il pas une enquête complète sur les opérations financières et la situation des bûcherons?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Cette question, mon honorable ami vient de le dire, relève du fédéral qui est libre de faire toutes les enquêtes qui lui plairont. Nous faisons nous-mêmes, actuellement, une enquête complète concernant les problèmes relevant de notre juridiction et dont le rapport sera sous peu remis à la Chambre.

M. l'Orateur: Adopté?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oh non! Il s'agit de discuter seulement le principe du bill. À cette étape de la procédure, nous enregistrons notre dissidence sur les moyens pris par le gouvernement

pour remédier aux maux dont souffrent les bûcherons et qui ne sont qu'une mesure dilatoire. Nous ne croyons pas à l'efficacité de la mesure.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous allons considérer le bill en comité plénier.

M. Duplessis (Trois-Rivières) discute de l'opportunité d'ajourner la discussion à cause du petit nombre de députés présents¹.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dit que le sujet a été épuisé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous ne pouvons étudier le bill en comité plénier avant d'avoir adopté les résolutions.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Nous pouvons adopter la partie du projet qui n'est pas affectée par les résolutions.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous procédons ainsi pour ne plus retarder les travaux de la Chambre. Nous prendrons les clauses qui ne sont pas couvertes par les résolutions. Le sujet est d'ailleurs pas mal épuisé. Mon honorable ami le chef de l'opposition, de même que son collègue de Hull, qui part toujours pour dire quelque chose, ont eu la chance de dire tout ce qu'ils ont voulu hier.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'aime mieux parler pour ne rien dire que de parler pour ne rien faire, comme le gouvernement.
(Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai pas dit que mon honorable ami parlait pour ne rien dire. C'est le contraire que j'ai affirmé. Mais je prétends que nous avons eu un débat complet hier.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.
Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 1.

Les articles 1 à 10 du chapitre 44A, introduit par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés.

Le comité étudie l'article 11 du chapitre 44A, introduit par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"11. La commission et aucun de ses membres, non plus que son secrétaire et toute personne désignée en vertu de l'article 16, peuvent être recherchés personnellement en raison d'un acte fait par eux dans l'exercice de leurs fonctions."

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose un amendement. Cet article est amendé et après le mot "article 16," le mot suivant est ajouté: "ne".

L'amendement est adopté.

L'article 11 du chapitre 44A, introduit par l'article 1 du projet de loi, ainsi amendé, est adopté.

L'article 12 du chapitre 44A, introduit par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

Le comité étudie l'article 13 du chapitre 44A, introduit par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"13. Tout concessionnaire forestier ou entrepreneur doit, avant de commencer des opérations forestières, soumettre à la commission tous les détails prévus à l'article 14 concernant les opérations forestières qu'il désire entreprendre."

M. Duplessis (Trois-Rivières): N'a-t-on pas les rapports des compagnies d'après la loi des terres et forêts?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Oui, mais la commission qui sera nommée aura le pouvoir d'examiner toute matière ou tout élément lui permettant d'accomplir ses tâches. Elle aura accès aux livres et aux documents de tout propriétaire de limites à bois ou concessionnaire qui, pour sa part, devra soumettre un rapport exposant les salaires accordés, les heures de travail, le mode de rémunération, les coûts d'hébergement, des vêtements et des outils. Je suis prêt à répondre à toutes les questions que me posera mon honorable ami.

En vertu de la loi, nous avons le droit de demander des détails aux concessionnaires forestiers sur ce qui concerne les rapports entre le concessionnaire forestier et le gouvernement, et sur les travaux des concessionnaires, mais non des sous-entrepreneurs. Toutefois, nous n'avons pas le droit d'imposer les salaires dans les camps.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourtant, vous avez passé un arrêté ministériel pour imposer aux compagnies de payer un salaire raisonnable et de bien traiter les bûcherons. L'honorable ministre admet-il qu'il possède, par la loi des terres et forêts, tous les pouvoirs de fixer les salaires des bûcherons?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Oui, mais ce n'est pas d'après la loi des terres et forêts. Le gouvernement a un moyen de forcer les compagnies à obliger leurs entrepreneurs à payer des salaires raisonnables. Nous avons dit aux compagnies dans l'arrêté que nous leur accorderions des réductions de droits de coupe, à condition qu'elles paient des salaires raisonnables aux ouvriers en forêt, en intervenant auprès des entrepreneurs.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, rien n'empêcherait le gouvernement d'imposer des obligations aux compagnies, quant aux salaires et aux conditions hygiéniques. Alors, nous avons raison de dire que cette loi est inutile et que le gouvernement aurait mieux fait d'exiger les salaires raisonnables d'une partie aussi importante de la population. Au lieu de présenter une loi inutile, pourquoi le ministre n'exercera-t-il pas les pouvoirs qu'il reconnaît avoir?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): On sait le contraire. On sait que nous avons fait enquête et la loi actuelle remédiera aux abus.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a eu de la misère et des larmes chez les bûcherons, et le gouvernement aurait dû y voir auparavant.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): L'honorable chef de l'opposition ne fait que répéter des assertions qu'il a déjà faites. Devons-nous recommencer le débat? Nous avons fait enquête et la loi fera disparaître des abus.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le gouvernement avait fait enquête, il aurait constaté les abus, et il avait tous les pouvoirs nécessaires pour y mettre fin. L'honorable ministre, qui semble bien disposé à nous renseigner aujourd'hui, nous l'a avoué avec franchise qu'il avait les pouvoirs de réprimer les abus.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): En vertu de la loi que nous présentons, la commission aura le droit d'exiger tous les renseignements possibles des compagnies sur les

listes de paye, les outils, les conditions hygiéniques, etc. La commission exercera ainsi un contrôle efficace et une heureuse influence auprès des compagnies et les forcera à bien traiter leurs bûcherons. Je suis certain que les résultats justifieront le gouvernement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement n'a aucun système d'inspection efficace sur les droits de coupe, ce qui fait que le gouvernement a perdu de grosses sommes d'argent.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Mon département a un système d'inspection parfaitement organisé. Mes enquêteurs de coupe n'examinent que les bois coupés et non les livres de salaires. Le fait pour la commission d'enquêter sera suffisant pour maintenir les salaires à un niveau raisonnable et le prix des outils à un taux juste.

L'article 13 du chapitre 44A, introduit par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement devrait fixer la mesure légale de la corde de bois à 128 pieds. Il y a eu de graves abus sous ce rapport.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): La commission pourra remédier à cela dès qu'elle se mettra à l'œuvre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les poids et mesures sont sous la juridiction exclusive d'Ottawa. Nous ne pouvons imposer une mesure nouvelle.

Nous pourrions conférer avec Ottawa, afin d'obtenir une corde uniforme pour tout le Canada. Nous nous aboucherons sûrement avec Ottawa à ce sujet.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les inspecteurs du département ont-ils constaté parfois les mauvais traitements? Ont-ils fait des remarques au ministre à ce sujet?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Oui. L'an dernier, particulièrement, nos inspecteurs ont déclaré que, dans un trop grand nombre de chantiers, les conditions étaient mauvaises au point de vue de l'hygiène et au point de vue des salaires. C'est pour cette raison que nous avons mis une condition quand nous avons accordé une réduction des droits de coupe par arrêté ministériel.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement peut réviser chaque année les droits de coupe quand on demande de renouveler la licence?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Certainement. Nous avons droit d'augmenter ou diminuer les droits de coupe.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Et, chaque fois que le gouvernement renouvelait la licence, il pouvait et peut encore exiger que l'on paie un salaire raisonnable et que l'on traite bien les bûcherons. Donc, la loi est inutile. On veut tenir des registres pour obtenir des renseignements que les inspecteurs peuvent donner. Le gouvernement a tous les pouvoirs pour régler la situation, et la commission n'ajoute rien, ne corrige rien, à moins qu'on ne lui donne des pouvoirs plus étendus. Ce qu'il faut, c'est une action organisée et pas simplement un bureau d'enregistrement.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): La loi aura de bons résultats.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre ne peut attaquer la justesse de mon argumentation.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Qualité d'électeur municipal

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 182 modifiant le Code municipal relativement à la qualité d'électeur.

Adopté.

En comité:

M. Taschereau (Bellechasse): Entre la date de la préparation du rôle et le jour de l'élection, si un électeur locataire devient propriétaire et qu'on l'assermement au bureau de votation, il ne peut jurer qu'il est locataire et il perd son droit de vote. Le projet a pour but de faire disparaître cette anomalie.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai reçu une lettre à ce sujet, et je ne me souviens plus de sa teneur. Nous allons adopter le projet en comité, et nous remettrons la troisième lecture à plus tard.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Très bien.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Commission municipale de Québec

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce sont de petits amendements qui nous sont demandés par la Commission.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Salaire minimum des femmes

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 33 modifiant la loi du salaire minimum des femmes soit maintenant lu une troisième fois.

M. Bertrand (Saint-Sauveur) propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Yamaska (M. Élie), que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les mots suivants: "le bill soit renvoyé de nouveau en comité plénier, avec instruction de l'amender de façon à protéger le dénonciateur."

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 4, tel qu'amendé en comité plénier le 1^{er} mars courant, qui se lit comme suit:

"4. L'article 12 de ladite loi, tel que remplacé par les lois 20 George V, chapitre 46, section 4, et 23 George V, chapitre 39, section 2, est de nouveau remplacé par le suivant:

"12. Tout patron qui contrevient à la présente loi, à un arrêté en conseil adopté sous l'autorité d'icelle, ou à une disposition quelconque d'une ordonnance de la commission, est passible, en sus des frais, pour la première infraction, d'une amende

de pas moins de cinquante dollars, mais n'excédant pas deux cents dollars, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de pas moins d'un mois, et de pas plus de deux mois, et pour toute infraction subséquente, en sus des frais, d'une amende de pas moins de cent dollars, mais n'excédant pas trois cents dollars, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de pas moins de deux mois mais n'excédant pas trois mois.

"Pour la troisième offense, le patron ou, si c'est une corporation, le gérant ou tout officier ou employé remplissant les fonctions de gérant, et tout directeur, ayant sciemment participé à trois offenses en un an, sera passible, sur conviction sommaire, d'un mois de prison."

M. Bertrand (Saint-Sauveur): J'ai un amendement à suggérer à la demande de l'honorable député de Chambly (M. Béique)², pour que le nom d'un délateur, dans un cas de violation de la loi, soit tenu secret.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le même article est dans la loi des liqueurs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si c'est dans la loi des liqueurs, c'est bon³.

M. Bertrand (Saint-Sauveur) propose qu'à la suite de l'article 4, on ajoute le paragraphe qui suit:

"Le nom du dénonciateur devra être tenu secret et aucun témoin interrogé au cours d'une poursuite intentée en vertu de la présente loi ne peut être contraint de dire s'il est le dénonciateur dans cette poursuite. Il ne peut non plus lui être posé de question ayant pour objet d'établir que la poursuite a été intentée sur la plainte d'un dénonciateur ou tendant à faire connaître le nom du dénonciateur."

L'article 4, ainsi amendé, est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 33 modifiant la loi du salaire minimum des femmes soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Taxe sur les corporations

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 14 modifiant la loi de la taxe sur les corporations.

En comité:

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par l'honorable M. Stockwell (Brome) et dont le texte se lit comme suit:

1. Qu'au lieu d'imposer les taxes spécifiées à l'article 5 de la loi de la taxe sur les corporations, Statuts refondus, 1925, chapitre 26, sur toute compagnie de chemin de fer urbain ou tramway exploitant une ligne de chemin de fer ou de tramway dans la province, ces taxes seront imposées sur chaque compagnie de tramway exploitant une ligne de tramway ou de véhicules non sur rails, ou les deux.

2. Que les taxes spécifiées dans l'article 5 de ladite loi de la taxe sur les corporations soient, à compter du 1^{er} juillet 1933, exigibles et dues par le syndic, fidéicommissaire, liquidateur ou receveur qui continue en cette qualité les opérations dans cette province de toute corporation, compagnie, société, raison sociale ou association mentionnée dans l'article 3 de la loi susdite.

3. Que le capital versé d'une compagnie, dont il est question dans l'article 4 de ladite loi de la taxe sur les corporations, lorsqu'il se rapporte à des actions sans valeur nominale ou au pair, signifiera le capital représenté par les biens de la compagnie, déduction faite de ses dettes telles que démontrées par ses états financiers, pourvu toutefois, que, lorsque ses dettes excèdent ses biens ou leur sont équivalentes, ou lorsque ses biens excèdent ses dettes d'un montant de moins de cinq dollars par action, alors, et dans chacun de ces cas, le capital payé sans valeur nominale ou au pair imposable, soit censé équivaloir à une somme représentant cinq dollars par action.

4. Qu'au lieu des taxes mentionnées dans la section IX de l'article 5 de ladite loi de la taxe sur les corporations, il soit imposé aux compagnies de tramways, où le système de tramways est remplacé, en tout ou en partie, par des véhicules exploités autrement que sur rails, une taxe annuelle de cinquante dollars pour chaque mille ainsi remplacé.

5. Que la taxe prescrite par la section 5a de ladite loi de la taxe sur les corporations soit imposée pendant une période de temps comprenant quatre années fiscales consécutives, l'année fiscale en cours le 19 février 1932, devant, dans chaque cas, compter comme étant la première de ces quatre années.

6. Que, dans tous les cas où il y a défaut de fournir, aux époques déterminées, en vertu de la division IIa de ladite loi de la taxe sur les corporations, un état ou des renseignements exigés en vertu d'icelle, le trésorier de la province pourra, à sa discrétion, établir le montant qui, pour les fins de ladite division IIa, représentera les profits taxables.

L'honorable M. Stockwell (Brome) donne les détails de la législation proposée et dresse le portrait des différents types de compagnies mutuelles.

M. Duplessis (Trois-Rivières) prétend avoir reçu, depuis le débat de la semaine dernière, quantité de lettres d'hommes importants qui le félicitent pour son opposition à la taxation des compagnies canadiennes, alors que les compagnies étrangères, elles, en sont exemptées.

L'honorable M. Stockwell (Brome): Dans le cas des compagnies extra-provinciales, des agents locaux paient au gouvernement un pour cent de la valeur de chaque police émise.

M. Duplessis (Trois-Rivières) renvoie aux Statuts de 1928 de la province de Québec⁴.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dit ne pas considérer les Statuts.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Lloyd's, le groupe d'assureurs anglais, est une "compagnie" au sens des lois québécoises de l'assurance. S'il est possible pour le trésorier de leur charger 1 % sur les primes touchées dans la province de Québec, il devrait être possible également de leur charger, ainsi qu'à d'autres organisations mutuelles similaires, la taxe de 1½ % sur les profits.

Pourquoi la compagnie Lloyd's d'Angleterre est exemptée alors que nos compagnies canadiennes doivent payer la taxe de 1½ % sur les profits?

L'honorable M. Stockwell (Brome) affirme qu'il n'y a pas moyen d'atteindre les Lloyd's.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le chef de l'opposition joue sur les mots. Et, Statuts de 1928 ou pas, la Lloyd's n'est pas une compagnie au sens couvert par cette taxe sur les profits des compagnies.

L'honorable M. Stockwell (Brome): Je ne

réclame pas une augmentation de taxe, loin de là, mais je veux simplement pouvoir faire pour un autre deux ans encore ce qui a été autorisé deux ans auparavant.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Raison de plus pour inclure les Lloyd's et les autres, s'ils ont profité d'une exemption de cette taxe. Au sens de la loi provinciale de 1928, les Lloyd's ont été spécifiquement et nominalement reconnus comme compagnie. Cette dernière fait pour environ \$800,000 d'affaires et ne paie pas de taxe.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

En réalité, ce n'est pas une compagnie mais, au sens de la loi, c'est une compagnie.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La distinction est subtile. Tout de même, comme il s'agit d'une loi qui a pour but de taxer les corporations mais d'exempter les Lloyd's, on doit les considérer comme compagnies.

J'ai ici Lord Halsbury⁵, qui dit que les Lloyd's sont une compagnie. Un Statut de la province de Québec dit la même chose.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Montrez-moi donc le volume de Lord Halsbury. Je crois que, s'il disait ce que vous prétendez, vous le liriez tout haut⁶.

Je vous remercie de ce cadeau. Voici un passage qui dit que les Lloyd's assurent personnellement leurs assurés et assument la responsabilité personnellement. C'est exactement ce que j'ai dit à l'honorable chef de l'opposition l'autre jour. Que mon honorable ami lise son volume⁷!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pendant que

je lis Halsbury, que l'honorable premier ministre lise donc le Statut de la province de Québec qui définit les Lloyd's comme une compagnie!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous pouvons les assimiler aux compagnies, mais les Lloyd's sont un groupe de particuliers, c'est ce que dit Lord Halsbury.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si les Lloyd's sont des particuliers, comment perçoit-on la taxe sur leurs opérations?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Par leur agent. Si un citoyen de Trois-Rivières paie une prime de \$100 à l'agent des Lloyd's, ce dernier prend un dollar et l'envoie au trésorier de la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi ne pas taxer leurs profits alors?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Parce que je l'ai dit, nous ne pouvons pas contrôler les profits.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les compagnies

se plaignent des Lloyd's.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Parce que les Lloyd's chargent meilleur marché.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois, et une deuxième fois sur division.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 50

Loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires

Un député pour l'honorable M. Godbout (L'Islet)⁸ propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 11 modifiant la loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Un député pour l'honorable M. Godbout

(L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de l'assistance publique

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ces amendements ont été suggérés par le Dr Lessard. Nous allons le référer au comité des bills publics.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi des pensions

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 58 modifiant la loi des pensions.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose: Que, conformément à l'article 8 de la loi des pensions, Statuts refondus, 1925, chapitre 11, tel que modifié par la loi qui accompagne la présente résolution, le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du chef d'un département, pourra ajouter aux années de services effectifs de toute personne mentionnée dans l'article 2 de ladite loi des pensions, tel autre nombre d'années, n'excédant pas dix, qu'il paraîtra juste de lui accorder.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il faut que quelqu'un ait été 10 ans dans le service civil pour avoir droit à la pension.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Y a-t-il des cas particuliers?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, il n'y a pas de cas particuliers. Nous voulons simplement nous montrer généreux envers nos employés, quand le cas se présente, qu'il y a de la maladie ou autres circonstances imprévues chez eux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le meilleur moyen de se montrer généreux est de payer les pensions.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Elles sont payées, car il y a un fonds spécial.

M. Fisher (Huntingdon) et M. Bertrand (Saint-Sauveur) posent quelques questions.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois.

Cautionnement des salariés du gouvernement

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 40 modifiant la loi des employés publics relativement au cautionnement de ceux qui sont salariés par le gouvernement.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose: Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à prendre, pour tenir lieu du cautionnement des fonctionnaires ou employés publics, une police collective de garantie, et à acquitter la prime de cette police à même le fonds consolidé du revenu.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Palais de justice et prisons: assurance, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) insiste pour que le gouvernement utilise le terrain et les matériaux de l'ancien palais de justice de Sainte-Scholastique pour y établir un refuge pour jeunes garçons, ou autre institution d'utilité générale pour la province et dans l'intérêt de la municipalité de Sainte-Scholastique.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
S'il est possible d'acquérir les terrains à des conditions raisonnables, le gouvernement étudiera la possibilité de doter Sainte-Scholastique d'une telle institution.

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait quelques remarques au sujet des prisons et palais de justice.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
On a fait toutes sortes de légendes au sujet des palais de justice et prisons. Il y en a plusieurs de ce genre. Il y en a une qui veut qu'un geôlier ait permis à un prisonnier de sortir un soir, mais après lui avoir dit: "N'entre pas après 9 heures, car la porte sera fermée."

Une autre légende veut qu'un autre geôlier ait laissé la porte ouverte un soir et qu'il ait trouvé six prisonniers de plus le lendemain matin. Ce sont des légendes.

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre raconte des légendes. Est-il au courant d'un

fait qui s'est passé non loin d'ici? Un brave négociant avait été poursuivi par la Commission des liqueurs et condamné à la prison. Quelque temps après, une nouvelle plainte fut portée contre le même négociant et remise aux avocats de la Commission. Ceux-ci s'écrièrent:

"Il ne peut pas avoir commis d'offense, il est en prison." Averti de sa prétendue méprise, l'agent persista quand même dans sa plainte. On fit enquête et on découvrit que le geôlier, qui était un homme débonnaire et paternel, avait permis au prisonnier de vaquer à son commerce durant le jour, quitte à réintégrer la prison chaque soir. Or, pendant l'une de ses absences, le négociant avait de nouveau violé la loi des liqueurs.

(Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
C'est une des nombreuses légendes dont j'ai parlé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Au contraire, le fait est authentique et récent. Et, pour l'édification du premier ministre, je lui citerai un autre cas qui s'est passé à Joliette. Un individu avait été condamné à la prison pour vol. Le geôlier avait un commerce de laitier et il chargeait son prisonnier non seulement de livrer le lait chaque matin, mais de percevoir les sommes dues par le client.

L'individu remplissait sa tâche de confiance à la plus grande satisfaction de geôlier à qui le prisonnier remettait jusqu'au dernier sou perçu. Mais, un jour, le prisonnier disparut, et il emporta non seulement le produit de la collection, mais aussi une vache. On ne les revit jamais plus, le prisonnier et la vache.

(Rires)

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Palais de justice et prisons: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Sociétés de secours mutuels

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 68 modifiant la loi des assurances de Québec relativement aux sociétés de secours mutuels soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 50.

NOTES

1. Il semblerait qu'il n'y aurait qu'une trentaine de députés présents en Chambre.

2. Dans leur édition du 10 mars 1934, selon *Le Canada*, à la page 9, *L'Action catholique*, à la page 9, et *La Presse*, à la page 26, cet amendement est présenté par M. Sauvé, tandis que *Le Nouvelliste*, à la page 3, *The Chronicle-Telegraph*, à la page 3, *La Tribune*, à la page 11, *Le Soleil*, à la page 6 et *L'Événement*, à la page 8, l'attribuent à M. Duplessis. Cependant, dans le dossier d'archive du bill 33, M. Bertrand figure clairement comme proposeur de l'amendement, en l'absence de M. Béïque.

3. Il est précisé dans *L'Événement* du 10 mars 1934, à la page 8, que l'amendement est soumis au ministre du Travail et à son sous-ministre, M. Gérard Tremblay, qui est appelé sur le parquet, aux côtés de l'honorable M. Arcand.

4. *The Gazette* du 10 mars 1934, à la page 6, mentionne que M. Duplessis tente de faire parvenir les Statuts de 1928 au premier ministre, pour qu'il puisse prendre connaissance de la loi modifiant la loi

des assurances de Québec (S.Q., 18 George V, 1928, article 5).

5. Les journalistes rapportent une anecdote plutôt cocasse. M. Duplessis demande à un page d'aller lui chercher Lord Halsbury. Il semblerait que le page, à qui M. Duplessis avait fait cette requête, serait revenu bredouille en affirmant: "Y est pas là, le Monsieur." En fait, M. Duplessis demandait probablement un des 31 volumes du traité *Laws of England 1907-1917*, compilé par Hardinge Starley Giffard, comte d'Halsbury et Lord chancelier d'Angleterre de 1886 à 1892 et de 1895 à 1905. *The Gazette* du 10 mars 1934, à la page 1 précise que "the one-time Chief Justice of England and Lord Chancellor deals learnedly with the subject of companies and insurance." C'est M. Sauvé qui finalement ira chercher le volume en question.

6. *L'Événement* du 10 mars 1934, à la page 8, souligne que le volume traverse la Chambre.

7. Le même volume de Lord Halsbury retraverse la Chambre.

8. *La Patrie* du 10 mars 1934, à la page 37, nous apprend que l'honorable M. Godbout est absent durant la séance.

Séance du mardi 13 mars 1934

Présidence de l'honorable T. D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Loi des produits laitiers

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) pour **l'honorable M. Godbout (L'Islet)**¹ demande, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), la permission de présenter le bill 64 modifiant la loi des produits laitiers.

Ce projet de loi a pour but d'accorder le pouvoir à la Commission de l'industrie laitière de déterminer le prix maximum et le prix minimum pour le lait. Cette loi empêchera aussi les magasins à chaîne de donner du lait gratuitement avec des achats, dans un but de publicité. Cette pratique empêcherait le producteur d'obtenir un juste prix.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

M. l'Orateur: Ordre du jour. Interpellations.

Questions et réponses:**Travaux publics accordés sans soumission, 1931-1934**

M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis le 1^{er} mai 1931 inclusivement jusqu'au 15 février 1934, combien la province a-t-elle dépensé, pour l'exécution de travaux publics accordés, sans qu'il ait été demandé des soumissions par la voie des journaux: *a.* Par l'entremise du ministère de la Voirie;

b. Par l'entremise du ministère de la Colonisation;

c. Par l'entremise du ministère des Travaux publics?

L'honorable M. Stockwell (Brome):
a. \$4,110,338.11. Ce montant comprend tous genres de travaux: entretien, réfection, et construction. Toutefois, sur ce montant, des soumissions ont été demandées pour une somme de \$737,862.36, mais non par la voie des journaux.

b. \$710,785.31. Ce montant comprend tous genres de travaux, tels que l'ouverture, la construction et la réparation de chemins et ponts, y compris l'achat de bois et matériaux, comprenant aussi la construction d'entrepôts frigorifiques et de classification de poisson. Toutefois, sur ce montant des soumissions ont été demandées pour une somme de \$462,367.02, mais non par la voie des journaux.

c. \$213,291.19 pour ponts-routes et, dans chaque cas, le contrat a été accordé à la plus basse soumission.

Immeubles de la Commission des liqueurs

M. Smart (Westmount): 1. À combien s'élève la valeur réelle des immeubles appartenant à la Commission des liqueurs de Québec?

2. Où sont situés ces immeubles?

3. Quelle est la valeur réelle de chacun desdits immeubles?

4. Ces immeubles sont-ils affectés par aucunes charges, privilèges ou hypothèques?

L'honorable M. Stockwell (Brome): 1. 2. et 3. En vertu des Statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 37, article 19, tous les biens que la Commission a acquis sont la propriété du gouvernement de la province. Ces propriétés sont situées:

a. À Montréal, au Pied-du-Courant;

b. À Québec, rue Dalhousie.

Leur valeur aux registres est de:

a. \$2,043,203.40.

b. \$1,461,689.

Taxées à: *a.* \$1,328,000.

b. \$1,025,000.

4. Non.

Compagnie de conserves de Napierville, limitée

M. Élie (Yamaska): 1. À quelle date a été incorporée, en vertu des lois provinciales de Québec, la compagnie de conserves de Napierville, limitée (Napierville Cannery Co., Limited)?

2. Quels ont été les premiers directeurs de cette compagnie?

3. D'après les rapports fournis au gouvernement, quels ont été, jusqu'à date, les directeurs de ladite compagnie?

4. Depuis le 1^{er} janvier 1929 jusqu'au 15 février 1934, la province a-t-elle accordé des octrois, subsides ou subventions à ladite compagnie? Dans l'affirmative:

a. Combien?

5. Depuis le 1^{er} janvier 1929 jusqu'au 15 février 1934, la province a-t-elle garanti les dettes ou obligations contractées par ladite compagnie? Dans l'affirmative:

a. Quand?

b. Pour quel montant?

c. Quelles sont les dépenses faites par la province à ce sujet, depuis le 1^{er} janvier 1929 jusqu'au 15 février 1934?

d. Quels sont les déboursés faits par la province à ce sujet, depuis le 1^{er} janvier 1929 jusqu'au 15 février 1934?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Le 28 février 1929.

2. Euclide Charbonneau, senior, cultivateur; Arthur-Pierre Beaulieu, régistrateur; Wilfrid Cadoua, maître-boulangier; Jules Bisailon, maître-boulangier; Jos.-Nap. Hudon, maître-d'hôtel; Ovila Morin, bourgeois; J.-Eucl. Charbonneau, fils, cultivateur.

3. J.-E. Charbonneau, fils, Napierville; A.-P. Beaulieu, Napierville; Ovila Morin, Napierville; Alfred Boudreau, Napierville; J.-Armand Pinsonneault, Sherrington; Zénon Isabelle, 10452, boulevard des Ormes, Montréal.

4. Oui.

4*a.* \$5,016.64.

5*a.* Le 5 novembre 1931; le 8 juillet 1932; le 22 avril 1933.

5*b.* \$45,000; \$10,000; \$11,000.

5*c.* Aucune.

5*d.* Aucun.

**Coût mensuel total
par personne,
pour les secours directs**

M. Guertin (Hull): Quel a été le coût mensuel total par personne pour les secours directs chaque mois depuis janvier 1933 dans chacune des villes suivantes: Montréal, Québec, Hull, Sherbrooke, Trois-Rivières, Chicoutimi, Verdun, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan Falls, Joliette, Lachine, Saint-Hyacinthe, Sorel, Valleyfield?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Il n'est pas de l'intérêt public de fournir les renseignements demandés.

**Dépenses pour écoles élémentaires,
1932-1933**

M. Guertin (Hull): 1. Combien a été dépensé pour la construction, l'agrandissement et l'amélioration des écoles élémentaires de cette province en 1932-1933?

2. Quel a été le montant et le pourcentage de la contribution du gouvernement?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. \$639,435 en dehors de Montréal et de Québec.

2. \$479,130 - soixante-quinze pour cent (75 %).

**Charles Marquette,
services retenus**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Un M. Charles Marquette, de Montréal, est-il à l'emploi de la province et dans l'affirmative: *a.* Depuis quelle date? *b.* À quel titre?

2. Quelle somme globale a été payée par la province audit Charles Marquette à quelque titre que ce soit:

a. Du 1^{er} janvier 1930 au 31 décembre 1930 inclusivement?

b. Du 1^{er} janvier 1931 au 31 décembre 1931 inclusivement?

c. Du 1^{er} janvier 1932 au 31 décembre 1932 inclusivement?

d. Du 1^{er} janvier 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Non. Le département a retenu en 1931, 1932 et 1933, les services de M. Charles Marquette, pour l'achat des terrains requis aux fins d'élargissement des routes, et afin de déterminer les indemnités à être payées dans les cas de règlements à l'amiable et dans les cas d'expropriations.

a. Rien.

b. \$11,500.

c. \$19,640.

d. \$22,513.

Travaux de la Chambre:

Question de privilège

M. Francoeur (Montréal-Dorion): M. l'Orateur, j'aurais voulu, avant l'ordre du jour, faire une communication à la Chambre, sur une question de privilège. Ne pourrais-je pas le faire maintenant?

M. l'Orateur: L'ordre du jour étant appelé, il faut le consentement unanime de la Chambre pour permettre à l'honorable député de parler.

Une voix de l'opposition: Trop tard!

M. l'Orateur: Je vous conseillerais de remettre vos observations à demain.

M. Francoeur (Montréal-Dorion): Je me reprendrai à la prochaine séance.

Demandes de documents:

Date d'achat des débetures, 1933

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant: Relativement aux fonds d'amortissement placés par la province, à quelle date ont été achetées toutes et chacune des débetures mentionnées à l'état no 2 des *Comptes publics de la province de Québec*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933.

Adopté.

Dépôt de documents:

Date d'achat des débetures, 1933

L'honorable M. Stockwell (Brome) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date de ce jour, pour la production d'un état indiquant: Relativement aux fonds d'amortissement placés par la province, à quelle date ont été achetées toutes et chacune des débetures mentionnées à l'état no 2 des *Comptes publics de la province de Québec*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1933. (Document de la session no 78)

Loi des produits laitiers

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 64 modifiant la loi des produits laitiers.

Adopté.

Taxe sur les corporations

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose l'adoption des résolutions relatives au bill 14 modifiant la loi de la taxe sur les corporations.

Adopté sur division.

Loi des pensions

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose l'adoption des résolutions relatives au bill 58 modifiant la loi des pensions.

Adopté sur division.

Taxe sur les corporations

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 modifiant la loi de la taxe sur les corporations soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 3 de la loi de la taxe sur les corporations, Statuts refondus, 1925, chapitre 26, est modifié:

"a. En remplaçant les mots: "Toute compagnie de chemin de fer urbain ou de tramway y exploitant une ligne de chemin de fer urbain ou de tramway", dans les vingt-troisième, vingt-quatrième et vingt-cinquième lignes du paragraphe 2 par les mots: "Toute compagnie de tramway exploitant une ligne de tramway ou de véhicule non sur rails ou les deux;"

"b. En y ajoutant, à la fin dudit article l'alinéa suivant:

[["Également ces taxes sont et ont toujours été dues par et exigibles du syndic, fidéicommissaire, liquidateur ou receveur qui continue, en cette qualité, les opérations, dans cette province, de toute

corporation, compagnie, société, raison sociale ou association ci-dessus mentionnée."]]

Cet article est amendé et les mots "et ont toujours été" sont remplacés par "depuis le premier juillet 1933".

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 4 de ladite loi, tel que modifié par la loi 20 George V, chapitre 26, section 1, est de nouveau modifié:

"a. En retranchant les mots: "de cette province", dans la troisième ligne du paragraphe 8°;

"b. [["En y ajoutant, après le mot: "dettes", dans la quatrième ligne du paragraphe 10°, les mots: "telles que démontrées par ses états financiers, pourvu, toutefois, que lorsque ses dettes excèdent ses biens ou leur sont équivalentes, ou lorsque ses biens excèdent ses dettes d'un montant de moins de cinq dollars par action, alors et dans chacun de ces cas le capital payé sans valeur nominale ou au pair imposable sera censé équivaloir à une somme représentant cinq dollars par action."]]

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avec cet article nouveau, les compagnies devront payer la taxe sur des profits qu'elles n'ont pas perçus en pratique, ce qui pourra constituer une augmentation de taxes.

L'honorable M. Stockwell (Brome): Il n'y a en jeu qu'une question de comptabilité.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement ne réclame pas aux Lloyd's anglais ou aux compagnies américaines la taxe qu'il réclame aux compagnies canadiennes. Cela n'est pas raisonnable. On n'exige pas non plus des compagnies étrangères les mêmes garanties que des compagnies canadiennes. On protège donc des compagnies étrangères, au détriment des compagnies canadiennes.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"[[3. L'article 5 de ladite loi, tel que modifié par les lois 16 George V, chapitre 61, section 2; 20 George V, chapitre 26, section 2, 21 George V,

chapitre 28, section 1, et 22 George V, chapitre 23, section 1, est de nouveau modifié en y ajoutant après le mot: "opération", dans la troisième ligne de la division IX, les mots: "et où la compagnie de tramway exploite des véhicules non sur rail, cinquante dollars pour chaque mille de parcours en exploitation".]]"

Cet article est amendé et les mots "la compagnie de tramway exploite" sont remplacés par "le système de tramways en exploitation est remplacé en tout ou en partie par". Les mots "en exploitation" sont remplacés par "ainsi remplacé".

L'amendement est adopté.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 6, qui se lit comme suit:

"6. L'article 5c de ladite loi, tel qu'édicte par la loi 22 George V, chapitre 23, section 2, est modifié:

"a. En y ajoutant après le mot: "taxe", dans la sixième ligne, les mots: "ou pour établir que cette taxe n'est pas exigible";

"b. En y ajoutant les alinéas suivants:

"Les dispositions de l'article 9 de la présente loi s'appliquent *mutatis mutandis* au présent article.

[["Dans tous les cas où il y a défaut de fournir, aux époques déterminées, un état ou des renseignements exigés par le présent article, le trésorier de la province peut, à sa discrétion, établir le montant qui, pour les fins de la présente section, représente les profits taxables".]]

L'honorable M. Stockwell (Brome): Tout ce que je souhaite faire en ce moment, c'est clarifier certains éléments dans le texte du bill.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans ce cas, le gouvernement pourrait taxer les Lloyd's. Le gouvernement prétend ne pouvoir atteindre les Lloyd's et les obliger à faire rapport. Il a maintenant un moyen facile de les atteindre, les forcer à faire rapport, etc.

Le gouvernement a des sympathies tout à fait singulières pour les compagnies étrangères, au détriment des compagnies canadiennes. Celles-ci sont obligées de déposer une garantie pour le paiement des polices et de payer une taxe sur leurs profits nets. Or, le gouvernement dispense les compagnies réciproques, notamment les Lloyd's de ces obligations.

Le moins que l'on puisse demander, c'est que le gouvernement traite nos compagnies au moins sur un pied d'égalité avec les compagnies étrangères. L'argument qu'on ne peut atteindre ces compagnies étrangères est futile. Nous croyons, par exemple, que, dans l'État américain de l'Illinois, on a imposé aux Lloyd's le dépôt de \$250,000 pour garantir le paiement des polices échues.

Le premier ministre a prétendu que les Lloyd's ne sont pas une compagnie ou corporation, et il alléguait ce prétendu fait pour se justifier de ne pas les taxer. Les Lloyd's sont non seulement une compagnie, d'après une déclaration spéciale et littérale de notre loi provinciale, mais même une compagnie en vertu de la loi anglaise, car les Lloyd's furent incorporés en 1871 sous le règne de la bonne reine Victoria, chapitre 34.

En plus, cette corporation, reconnue spécifiquement comme compagnie par une loi de Québec, doit déposer en Angleterre une somme de 5,000 livres comme garantie de paiement des primes. (Lloyd's Act)

Le gouvernement provincial a une drôle de façon de protéger nos compagnies canadiennes. Celles-ci ont protesté d'ailleurs contre cette inégalité de traitement qui leur est infligée, et elles ont raison. D'autant plus qu'il n'est pas plus difficile de percevoir la taxe du représentant des Lloyd's que du représentant des autres compagnies canadiennes qui, elles, paient.

La taxe de 1½ % sur les profits des corporations a été imposée il y a deux ans. Mais il était stipulé qu'elle prendrait fin le 19 février 1934. Cette taxe a rapporté annuellement \$700,000. Elle n'existe plus depuis le 19 février dernier. Donc, le gouvernement établit une nouvelle taxe. Bien plus, il la fait rétroactive au 19 février.

Et pendant qu'un grand nombre de compagnies ont payé cette taxe depuis deux ans, les compagnies d'assurance réciproque, comme les Lloyd's et les banques, ont été exemptées et le sont encore. Elles devraient être mises au même rang que les compagnies qui paient.

L'article 6 est adopté.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. La version française de l'article 5a de ladite loi, tel qu'édicte par la loi 22 George V, chapitre 23, section 2, est modifiée en remplaçant le mot "réalisés", dans la sixième ligne, par le mot: "faits"."

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'an dernier, les corporations ont-elles été taxées sur les profits faits ou encaissés?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Sur les profits déclarés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que cela veut dire profits faits ou encaissés?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ça devait être les profits faits.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demanderais à l'honorable trésorier de répondre à ma question.

L'honorable M. Stockwell (Brome): Un des buts de mon projet est de rendre la version française de la loi conforme à la version anglaise qui dit: "Profits made".

M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans le cas où il y a doute, le bénéfice va au contribuable.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Avec un Écossais comme trésorier, nous n'avons rien à craindre.

L'honorable M. Stockwell (Brome): Je veux que le bill soit daté du 19 février dernier, date à laquelle l'ancien pouvoir gouvernemental de lever la taxe en question a expiré.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'en conclus que c'est une augmentation de la taxe en dépit du fait que le gouvernement a promis qu'il n'y aurait pas d'augmentation de taxe. C'est une condamnation de la comptabilité du gouvernement. Le trésorier tient compte des recettes possibles, mais seulement des dépenses payées, de sorte qu'il devient plus facile d'annoncer des surplus ou des déficits moindres.

L'article 4 est adopté.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"[[5. L'article 5b de ladite loi, tel qu'édicte par la loi 22 George V, chapitre 23, section 2, est modifié:

"a. En remplaçant le mot "deux", dans la sixième ligne, par le mot "quatre";

"b. En remplaçant le mot "deux", dans la neuvième ligne, par le mot "quatre".]]"

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je m'oppose à ce que les effets de cette loi transitoire soient prolongés encore de deux ans. Je tiens à répéter que plusieurs compagnies d'assurances canadiennes m'ont écrit pour se plaindre des privilèges accordés aux compagnies d'assurances étrangères comme les Lloyd's et les compagnies réciproques.

L'article 5 est adopté.

Le comité ajoute l'article 7, qui se lit comme suit:

"7. Les articles 4, 5 et 6 de la présente loi sont considérés être en vigueur à compter du, et depuis le, 19 février 1934."

Le nouvel article 7 est adopté.

L'ancien article 7, devenu en conséquence l'article 8, est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus une première fois.

Loi des pensions

L'honorable M. Stockwell (Brome) demande la permission de présenter le bill 58 modifiant la loi des pensions.

Il s'agit de permettre au lieutenant-gouverneur en conseil d'ajouter un maximum de 10 ans aux années de service d'un fonctionnaire, aux fins de lui servir une pension.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Cautionnement des salariés du gouvernement

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution relative au bill 40 modifiant la loi des employés publics, relativement au cautionnement de ceux qui sont salariés par le gouvernement.

La résolution est lue une deuxième fois.

Fermes pour ex-détenus

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 38 concernant l'établissement de fermes pour y recevoir les personnes à leur sortie de prison.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le procureur général à organiser une ou des fermes pour recevoir, à leur sortie d'un pénitencier, d'une prison, d'une école de réforme, d'une école d'industrie, d'un asile d'aliénés ou de tout autre lieu de détention ou d'internement, et avec leur consentement, les personnes qui sont dans les conditions voulues par les règlements et que cette ou ces fermes seront organisées et aménagées suivant les plans et devis approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

2. Que, dans le but de se procurer les terrains nécessaires pour l'établissement d'une ou deux fermes, le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à acquérir à l'amiable ou par expropriation, les immeubles nécessaires, ainsi que tous les droits immobiliers, charges, baux à loyers ou baux emphytéotiques, rentes constituées ou autres droits quelconques affectant ces immeubles et que toute expropriation nécessitée aux fins de la loi qui accompagne les présentes résolutions sera faite conformément à la loi des chemins de fer de Québec, Statuts refondus, 1925, chapitre 230, *mutatis mutandis*.

3. Que le coût de l'établissement de chaque ferme, y compris l'acquisition des terrains nécessaires et de l'aménagement, ne devra pas excéder la somme de cinquante mille dollars.

4. Que, pour assurer le paiement du coût des constructions et des travaux nécessaires à l'établissement de ces fermes et de leur aménagement, ainsi que pour pourvoir à l'acquisition des terrains, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à payer, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises, ou il pourra, pour les mêmes fins, autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province.

5. Que ces obligations ou rentes inscrites seront émises aux taux d'intérêt, pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et seront payables, intérêt et principal, aux époques et à un ou aux endroits qu'il indique.

6. Que les deniers requis pour les dépenses que nécessite la mise à exécution de la section II de la loi qui accompagne les présentes résolutions soient payés à même le fonds consolidé du revenu.

M. le président, nous avons eu l'occasion, lors du débat sur l'adresse, de donner les grandes lignes de ce projet de loi. C'est une tentative que nous faisons. Sera-t-elle heureuse? Je l'espère. Nous avons constaté que, dans nos prisons, bon nombre des prisonniers sont des récidivistes. Ainsi, à la prison de Montréal, d'après un rapport du 8 janvier dernier, sur 400 et quelques prisonniers, il y en avait 222 pour une première offense et 196 récidivistes. Il faut dire que la prison n'est pas toujours un lieu de correction, elle est trop souvent un endroit où les jeunes détenus apprennent à devenir des criminels endurcis, et ce, malgré les bons exemples que les prisonniers reçoivent des directeurs.

Je pense que, si une ferme était établie dans un endroit assez éloigné de Montréal, qui est le grand centre, cela ferait du bien. Évidemment, on ne contraindra pas les prisonniers à s'en aller sur cette ferme, mais ceux qui sortent de prison avec seulement quelques dollars dans leurs poches et qui ne savent pas où aller, pourraient demander leur admission. Ils recevraient un salaire, pas très considérable, et ils apprendraient la culture de la terre. Quelques mois plus tard, ils pourraient sortir de la ferme et deviendraient peut-être des colons et des citoyens utiles à la société.

Plusieurs journaux ont commenté notre projet très favorablement. J'ai reçu de l'adjudant de l'Armée du salut de Québec une lettre me félicitant de ce projet. Je suis heureux de rendre hommage à l'Armée du salut, qui fait du bien, souvent à ceux qui sortent de prison, en leur procurant un abri jusqu'à ce qu'ils se soient trouvé un emploi. Voici ce qu'il m'écrit²:

"J'ai lu avec beaucoup de plaisir que vous avez l'intention de faire quelque chose pour les prisonniers qui sortent de nos institutions pénitentiaires. La législation n'est pas encore acceptée, mais je ne puis m'empêcher de vous féliciter du bel effort humanitaire que vous voulez accomplir.

"Non seulement cela sera bon pour le Québec, mais c'est sans doute un précédent que l'on crée ici et qui amènera les autres provinces à

emboîter le pas, je l'espère bien, elles qui pendant si longtemps ont tenté d'implanter un projet semblable, sans jamais pouvoir obtenir de résultats concrets.

"Moralement et spirituellement, le projet est splendide. Économiquement, je suis certain qu'après quelques années, avec la production des prisonniers établis sur les fermes et la réduction dans le nombre de prisonniers récidivistes, vous serez amplement dédommagés de frais encourus.

"On ne peut de toute façon jamais vraiment monnayer les valeurs, et je suis persuadé que votre investissement produira d'excellents résultats, à la fois pour aujourd'hui et pour l'avenir.

"C'est avec grand plaisir que l'Armée du salut fera tout ce qui lui sera possible de faire pour soutenir ce précieux projet.

"Que Dieu vous bénisse.

"(signé) J. A. McElhiney, adjudant"

Voilà donc la tentative que nous voulons faire. Nous n'obligerons personne à aller sur ces fermes. Mais ceux qui voudront s'en prévaloir et qui voudront bien se conduire, suivre la discipline qui y sera imposée, travailler raisonnablement à produire des légumes et des fruits dont la ferme aura besoin, recevront un petit salaire et seront habillés et nourris gratuitement.

Je crois que nous faisons là une bonne œuvre que nous pourrions replacer, dans la société, de pauvres gens qui sont souvent tombés à cause de la misère, en leur offrant, à leur sortie du pénitencier, de la prison ou de l'école d'industrie, de cultiver la terre. À Montréal, à la prison de Bordeaux, nous constatons cette année que nous avons 300 ou 400 prisonniers de moins que les années dernières, et ceci, probablement à cause du régime du secours direct. Il y a cependant des prisonniers qui aiment leur séjour en prison. Il y a bien des gens en prison qui se sont rendus coupables d'une offense simplement pour être logés et nourris.

Le gouverneur de la prison me disait que des prisonniers lui disent souvent, le matin, en sortant: "Gardez-moi ma cellule, car je reviendrai ce soir." Et, dans la journée, ils cassaient une vitre pour revenir à la prison le soir même. Nous rendrons donc service à la société et à ces gens en leur accordant l'opportunité de recommencer leur vie.

Nous voulons essayer de relever les ex-prisonniers. Ils recevront une rémunération qui ne sera pas élevée. C'est ce qu'a fait le gouvernement fédéral à Valcartier. Le gouvernement y a établi une ferme pour les jeunes gens sans emploi. Il y a là 2,000 jeunes gens qui reçoivent \$0.20 par jour, qui travaillent, qui sont habillés et nourris.

L'ordre et la discipline les plus complets règnent dans le camp. Encore une fois, c'est une expérience que nous tentons et nous espérons qu'elle sera heureuse. Si elle ne l'est pas, nous pourrions discontinuer. Nous avons confiance, je le répète, que notre projet est bon et qu'il offrira l'occasion à des malheureux de refaire leur vie et de redevenir de bons citoyens.

(Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes au 13 mars. Nous commençons le troisième mois de la session. Ce projet, annoncé dans le discours du trône, ne nous est présenté qu'aujourd'hui. Le gouvernement a donc montré fort peu de diligence en la matière comme, d'ailleurs, pour de nombreuses et importantes mesures qui n'ont pas encore été soumises à l'étude de la Chambre.

Ce projet de loi est important, je le reconnais, mais il me semble qu'avant de s'intéresser à cette classe de notre population, ou plutôt, en même temps que nous voulons aider ces malheureux, l'on devrait se préoccuper du sort des fils de cultivateurs et des jeunes gens en général, pour qui l'établissement est un problème urgent. J'attire de nouveau l'attention du gouvernement sur ce problème que l'on semble négliger. Nous n'avons pas encore devant nous les mesures nécessaires pour aider les cultivateurs, les colons, qui en ont le plus pressant besoin. Ces gens n'ont commis aucune offense, et ils ont droit aussi d'être aidés. Je crois que le devoir du gouvernement aurait d'abord été d'aider les citoyens soucieux de la loi.

Toutefois, je crois que le but de la loi est bon. Le problème dont a parlé le premier ministre est important. Il est certain que le prévenu sorti de prison, sans ressource, sans argent, est dans une situation assez difficile et qui peut l'engager à retourner à une vie criminelle. Tout en approuvant le projet, je ferai remarquer au premier ministre que l'on devrait modifier l'organisation de nos prisons, afin de séparer les jeunes, ou les prisonniers qui y vont pour la première fois, des récidivistes. Le voisinage, la fréquentation de ces derniers n'est pas salubre aux jeunes qui purgent une première sentence. Il est certain que nous n'avons pas dans nos prisons la ségrégation qui s'impose pour empêcher que les criminels endurcis contaminent les jeunes condamnés qui en sont souvent à une première offense de peu de gravité.

Il m'a été donné de visiter un établissement pénitentiaire, et j'ai été surpris de constater combien il y avait de jeunes gens, de 25 à 28 ans, pour une bonne partie. Ces jeunes gens doivent être éloignés du compagnonnage des bandits notoires.

Le projet de loi que nous présente le gouvernement est une bonne initiative qui rendra service à bon nombre de prisonniers. Le premier ministre a raison quand il parle des gens qui veulent retourner en prison, faute de gîte et de nourriture. L'initiative est heureuse, comme celle du gouvernement fédéral à Valcartier. Il ne faut pas confondre cependant le prisonnier récidiviste avec celui qui est victime d'un accident. Encore une fois, l'initiative du gouvernement est une bonne initiative.

Outre le fait d'établir que le gouvernement est autorisé à verser \$50,000 pour cette entreprise, les dispositions soumises au comité ne fournissent pas assez de détails. Je ferai une réserve au projet. Il y est dit que le gouvernement aura le droit de dépenser \$50,000 par ferme qu'il établira. Le gouvernement devrait limiter le nombre de fermes qu'il pourra acheter. Je crois qu'on devrait donner contrôle à la Chambre sur la dépense de ces deniers. J'appuie l'initiative en y mettant les réserves que je viens de mentionner.

M. Guertin (Hull): Il est bon d'aider les repris de justice à amender leur vie. Mais je crois que l'on devrait inclure dans ce projet de loi les orphelins forcés de sortir des institutions à 13 ans qui, à leur sortie, ne savent pas où se réfugier. Si on organisait une ferme spéciale pour les enfants qui sortent des écoles d'industrie et des orphelinats, ce serait une bonne initiative. Il vaut mieux prévenir que guérir. Il y aurait peut-être lieu d'amender la loi dans ce sens.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous ne pouvons évidemment pas mêler les orphelins avec les repris de justice. Nous allons commencer par notre projet de loi et nous verrons. Les sociologues nous demandent de pourvoir au rétablissement des prisonniers. S'il y a lieu d'établir les enfants sur des fermes, ce ne devrait pas être sur les mêmes que les prisonniers où, pour employer l'expression d'un certain M. Gobeil³, ils risqueraient d'être contaminés. Nous aurons des fermes pour y établir les enfants à leur sortie des écoles d'industrie.

M. Guertin (Hull): Un journal a dit que je voulais mêler les orphelins aux ex-prisonniers.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les bons journaux n'ont pas coutume de vous attaquer.

M. Guertin (Hull): Loin de moi l'idée de vouloir mêler les orphelins et les ex-prisonniers. Je

m'oppose au titre de la loi. Le gouvernement devrait le changer.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il n'est pas question d'appeler ces établissements "Fermes pour les gens qui sortent de prison". Le titre de la loi est peu important. Il sera consigné dans les Statuts seulement.

M. Guertin (Hull): Mais on devrait changer le nom de la loi. D'après le titre qu'on lui a donné, on assimile aux prisonniers les enfants des écoles d'industrie. C'est de nature à faire du tort aux élèves des écoles d'industrie. L'honorable premier ministre sera le premier à vouloir changer ce nom l'an prochain.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous donnerons de jolis noms à ces fermes. La ferme Jeanne-Mance, par exemple.

Une voix: Ou Jeanne Corbin⁴.

M. Guertin (Hull): Je répète que le gouvernement devrait s'occuper de l'avenir des enfants qui sortent des orphelinats et des écoles d'industrie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le gouvernement s'est vivement intéressé aux institutions pour placement des jeunes gens sortis des écoles d'industrie. Nous avons déjà cinq de ces institutions. La première au Lac-Saint-Jean, la seconde dans le comté de Dorchester, la troisième au lac Sergent, la quatrième à Saint-Ferdinand d'Halifax, et l'autre à Sully, dans le comté de Témiscouata. Il y a une moyenne de 75 enfants par institution. Nous faisons plus de bien que mon honorable ami de Hull le pense.

M. Guertin (Hull): Qui dirige ces institutions?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Des communautés que nous subventionnons. Le gouvernement a l'intention de placer la ferme des jeunes prévenus sous la direction de communautés religieuses spécialisées dans les établissements agricoles de ce genre. Quant aux autres prévenus âgés, il faudra, évidemment, les placer sous la direction d'un surintendant.

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre de l'Agriculture ne pourrait-il pas nous donner un rapport sur la situation de ces établissements?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je fournirai au député de Hull un rapport qui l'édifiera sur la valeur de ces orphelinats.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que l'honorable premier ministre n'acceptera pas ma suggestion de limiter à deux le nombre des fermes, puisqu'elles coûteront \$50,000?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Très bien. Mais une sera peut-être suffisante pour le moment, disons: n'excédant pas deux. Nous allons donc amender les résolutions et fixer une limite de deux fermes. Le coût de chaque ferme ne devra pas excéder \$50,000.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 38 concernant l'établissement de fermes pour y recevoir les personnes à leur sortie de prison.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 concernant l'établissement de fermes pour y recevoir les personnes à leur sortie de prison soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. le président, comme je le disais tout à l'heure, nous voulons donner de jolis noms à ces fermes. Mon honorable ami de Hull vient de m'adresser deux suggestions. Il me propose que nous les appelions les "Pieuses Fermes du Repentir" et les "Fontaines de la Miséricorde". Je le remercie de ses suggestions. L'intention du gouvernement est de confier la

direction des fermes pour les jeunes aux communautés de frères qui dirigent les établissements du même genre dans la province. Quant aux hommes, ils ne se soumettraient pas facilement aux frères et ils seront sous la direction de surintendants.

M. Barré (Rouville): Je n'ai rien à dire au sujet de ces noms, mais il me semble important de souligner un danger. La situation actuelle est tellement dure pour certains jeunes gens qu'ils peuvent songer à commettre une offense pour aller au pénitencier, afin d'arriver ensuite à devenir pensionnaires de l'État sur ces fermes. C'est peut-être une invitation. La législation est bonne, mais elle ne remplira pas son but. On prend le problème à l'envers. On devrait se préoccuper davantage de ceux qui sont sollicités à mal faire par le temps de crise où nous sommes, quitte à s'occuper ensuite de ceux qui ont mal fait. Avant d'aider les jeunes gens qui font de mauvais coups, pourquoi ne pas aider la jeunesse saine?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce danger-là est très problématique. Le jeune homme qui commettrait un crime pour aller en prison et ensuite s'établir sur une ferme, serait mûr pour la ferme. Il aura besoin d'aller réfléchir sur la ferme. Les individus assez crétins pour avoir de telles visées relèvent plutôt de l'asile, et, à tout événement, de pareils individus seront mieux sur les fermes que dans la vie sociale.

M. Barré (Rouville): L'honorable premier ministre ne m'a pas compris. Je n'ai pas dit que j'approuvais le jeune homme qui se ferait condamner pour pouvoir s'établir ensuite sur une ferme. Je prétends que l'on incite le jeune homme à faire cela.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si des jeunes gens commettent un crime en vue de parvenir à ces fermes, ils méritent assurément d'y subir un entraînement. Ils sont suffisamment pervers pour qu'on s'occupe d'eux.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Qualité d'électeur municipal

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 182 modifiant le Code municipal relativement à la qualité d'électeur soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code de procédure civile, article 83

M. Dugas (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 187 modifiant l'article 83 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

M. Dugas (Joliette) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Dugas (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Motions des députés:

Travail des pères de famille

M. Francoeur (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Saintonge), que cette Chambre prie le gouvernement de rechercher s'il ne serait pas possible de réglementer le travail de façon que, dans le commerce et l'industrie, on soit tenu d'employer des pères de famille de préférence aux célibataires, des hommes de préférence aux femmes ou filles qui ne sont pas obligées de subvenir à leur subsistance ou à celle de leur famille, et de façon que le chômage se trouve ainsi réduit.

Par cette motion, je demande au gouvernement de réglementer le travail féminin dans les diverses industries ou commerces de façon à procurer du travail aux pères de famille, en éliminant le travail des femmes mariées et des jeunes filles qui n'ont pas besoin de gagner leur vie. Je souhaite encore qu'elles

soient remplacées par les jeunes gens qui ne peuvent plus trouver de travail depuis la crise.

M. l'Orateur, je tiens à rassurer ceux qui pensent que j'ai de l'animosité pour les femmes et les jeunes filles qui travaillent. J'entends tout simplement faire mon devoir. Loin de vouloir léser les intérêts féminins, je prends ici la défense des véritables intérêts de la femme ou de la jeune fille. La femme mariée ne devrait pas être appelée à gagner la vie de sa famille, et la jeune fille qui travaille et qui devient ainsi indépendante de sa famille ne tire de cette situation rien de bon, que ce soit au point de vue physique ou moral. Je crois que nous devons d'abord protéger le père de famille qui a besoin de gagner pour les siens.

J'ai été élu dans mon comté de Montréal-Dorion par le vote des hommes. Je ne veux pas dire par là que les femmes ne doivent pas être protégées. Si je parle du travail des femmes, c'est justement pour les protéger, pour les replacer dans leur rôle et donner sa position au père de famille, tout en éliminant la jeune fille qui ne travaille pas pour aider aux siens, mais seulement pour le plaisir de la chose. Mon but est de défendre la femme, de lui assurer une protection dont elle a besoin. Il ne s'agit point là de manœuvre politique ou de mesquinerie.

Les féministes à tous crins, qui crient partout à l'émancipation de la femme, n'ont autre chose en vue que de mousser, comme cela s'est fait surtout depuis le début de la crise, leur avenir politique ou, encore, de défendre leur propre bourse. Cinquante pour cent des effets de la crise ont été causés par l'ingérence des femmes dans l'industrie, le commerce et la finance, surtout dans la province de Québec.

Ce n'est que depuis que le travail féminin a été aussi répandu que l'on parle du droit de vote des femmes, de manœuvres féminines et de la ruine du foyer. Je ne crains pas de dire que le travail féminin est en grande partie responsable de la crise que nous subissons. Il y a contribué pour le moins autant que la machine. Ce n'est d'ailleurs que depuis la guerre que la femme a pris une place si prépondérante dans le commerce, la manufacture, le bureau.

Il fallait remplacer les hommes qui étaient au front. La femme se mit à travailler. L'industrie, devant le travail organisé, a inventé la machine. L'imprévoyance du législateur a eu ce résultat que les "trade unions" internationales ont fait de plus en plus de progrès en notre province.

La guerre est venue qui a sacrifié des milliers de mâles. Il fallut faire appel à la femme pour remplacer l'homme jusque dans les fabriques de munitions, afin d'assurer des armes aux défenseurs de la patrie. Pendant que l'homme se battait, la femme a pris sa place à l'usine pour tourner des obus.

Et c'est alors que les employeurs constatèrent que la femme pouvait souvent donner un rendement égal à celui de l'homme, et cela, pour un salaire beaucoup moindre. Le malheur, c'est que la guerre finie, la situation n'a pas changé à cet égard. Les industriels, avec l'assentiment des gouvernements, se lancèrent dans une surproduction inouïe. Ce fut la production à outrance pour remplir les vides dans les emmagasinements. Les services de la femme, aussi adroite que l'homme, furent nécessaires. La femme avait encore sa place dans le travail de l'usine, de la fabrique, de l'atelier ou du magasin. La femme avait alors contracté l'habitude de gagner sa vie en dehors du foyer. La crise est venue. La femme est restée à l'usine et l'homme en est sorti.

Devant cette situation, n'est-on pas en droit de se demander quel sort est réservé aux chômeurs masculins, dont le nombre grandit toujours? Actuellement, la femme mariée travaille, l'homme reste à la maison; la jeune fille travaille et le jeune homme se chauffe les pieds au foyer, parce que personne ne peut l'employer. Et quelle est la conséquence de tout cela? La natalité illégitime s'accroît et la natalité légitime décroît. Les statistiques de nos tribunaux augmentent. L'oisiveté est la mère de tous les vices; et les jeunes gens qui ne font rien, parce qu'ils ne peuvent trouver d'ouvrage, fautent. Les gouvernements restent indifférents.

Où allons-nous avec ce système? Que fera-t-on de ces jeunes gens, surtout à Montréal, où ils fourmillent? La population est grouillante de jeunes gens qui veulent travailler. Le problème est grave. Les gouvernants ne semblent pas se préoccuper de l'avenir de notre jeunesse. Et, pourtant, M. Bennett (Rires) avait promis de donner du travail à tout le monde.

Le premier ministre du Canada n'a même pas enrayer le travail de la femme et n'a pas pris le parti du chômeur masculin. Si tant de jeunes gens deviennent des criminels, c'est un peu parce qu'ils ne peuvent gagner leur vie, des jeunes filles ou des femmes prenant leur place. Je regrette que le plan Gordon⁵ soit établi de telle sorte que beaucoup pensent qu'ils n'en peuvent profiter s'ils ne vivent de secours directs. Les grands travaux remédiateurs de colonisation promis par le gouvernement fédéral n'ont pas été faits.

Les statistiques démontrent qu'actuellement le travail féminin l'emporte sur le travail masculin par 80 %. Le pouvoir d'achat ne renaîtra pas par le peu d'argent que la femme apporte au foyer. La distribution de la surproduction dans tous les pays se fera en remettant chacun à sa place, en donnant un

emploi avec un salaire raisonnable à l'homme qui doit subvenir aux besoins de sa famille.

L'industrie et le commerce ont assez exploité la vie de famille et la vie sociale par le travail féminin. Dans Québec, depuis deux ans, par les nouvelles législations sociales, on s'est surtout occupé de faire mieux rémunérer le travail féminin. Il faut bien protéger le travail féminin, comme celui de l'homme, mais pas au point où le travail féminin devient une lutte contre le travail masculin. Le travail féminin prive d'emploi un grand nombre de commis, de comptables, de sténographes, d'hommes de bureau. C'est celui à qui incombent les responsabilités du foyer qui doit travailler. Je ne pense pas que l'argent gagné par les femmes et les jeunes filles puisse vraiment être dépensé de manière à activer l'industrie et le commerce.

Il n'y a pas que la femme de la ville qui vient prendre la place de l'homme. Les jeunes filles de la campagne émigrent aussi vers les grands centres, malheureusement, où elles sont sûres d'obtenir un emploi. Cette situation s'accroît de jour en jour. La désertion des campagnes est un peu attribuable à l'anomalie qui fait que femmes et jeunes filles remplacent l'homme au travail. La jeune fille des campagnes vient compromettre sa santé en travaillant à la ville. Un journal de Québec, qui se prétend indépendant, nous annonçait que deux questions intéressant les femmes seront discutées à la Chambre. Ce journal affirme que le travail de la femme est un problème complexe et qui provoque des mesquineries. Depuis trois ans, je traite cette question du travail féminin, et j'ai évité de faire des mesquineries.

La gravité de la situation a été constatée par un récent congrès tenu en France, à Paris, sur le travail féminin, et où 400 délégués représentaient 22 nations. Dans tous les pays, le travail féminin a augmenté, créant de ce fait une crise terrible. On a constaté les tristes conséquences du travail féminin, soit pour la santé de la femme, soit pour l'éducation des enfants. En Allemagne, 1,645,000 femmes travaillent; en Belgique, 115,000; en Espagne, 60,000; aux États-Unis, 3,000,000. À Montréal, 100,000 femmes et jeunes filles travaillent, et nous avons 46,000 familles sous le secours direct. Il me semble que ce n'est pas une mesquinerie d'envisager un aussi grave problème et de se demander si toutes ces femmes ont besoin de gagner leur vie. Nos jeunes gens perdent confiance en l'avenir. N'est-il pas temps que nous prenions les moyens de remédier à cette situation, de ramener la mère au foyer, en donnant de l'emploi au chef de la famille? D'autre

part, si nos jeunes gens travaillaient, ils chercheraient à se fonder un foyer. Je voudrais donc qu'il soit fait une forte pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il accentue le retour à la terre et réglemente le travail féminin. Il faudrait donc faire une enquête chez nous, afin de reconnaître le mal et de le guérir.

Le congrès, tenu à Paris, a réclamé des lois pour prévenir le travail féminin. Je félicite l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Arcand) des lois qu'il a fait voter avant toutes les autres provinces. Mais nous devons prendre des mesures pour que la femme retourne et reste au foyer.

La machine aratoire perfectionnée a éloigné les femmes de la campagne. Je demande au gouvernement et à l'opposition - même à l'opposition - de faire une forte pression auprès du gouvernement fédéral pour augmenter le mouvement du retour à la terre, dans l'intérêt de nos jeunes gens, et enrayer le travail des femmes et des jeunes filles. L'honorable chef de l'opposition s'intéresse à l'avenir de notre jeunesse qui lui inspire des craintes. Voilà une occasion de se rendre utile au lieu de critiquer. Il devrait agir plutôt que de critiquer, et se servir de son influence auprès de M. Bennett.

Les grandes compagnies ont prospéré grâce au travail des ouvriers. Pour assurer le succès du mouvement en faveur du retour de la femme au foyer et de l'homme au travail, il faut que tous coopèrent, grands comme petits. Que chacun fasse sa part! Que toutes les classes de la société fassent les sacrifices qui s'imposent et nous verrons la fin de la crise. Aux États-Unis, on a fait quelque chose. Au Canada, on n'a rien fait. Pourquoi, par exemple, ne pas embellir nos campagnes par le redressement de nos grand-routes? Dans les villes comme Montréal, les jeunes gens et les pères de famille pourraient obtenir du travail si le gouvernement fédéral complétait le terminus du C.N.R., agrandissait le bureau de poste, si le gouvernement provincial agrandissait le palais de justice, et le reste, comme on le lui demande depuis longtemps, afin de donner du travail, en vertu du plan fédéral de secours aux chômeurs. Que tous s'unissent et la dépression disparaîtra en 1934!

Je termine, M. l'Orateur, en suggérant que, pour contrôler le travail féminin, nous devrions obliger la femme à obtenir une carte d'identité prouvant qu'elle est soutien de famille ou dans la nécessité de travailler pour gagner sa propre vie. On devrait nommer des comités qui feront enquête sur le travail féminin. J'ai confiance que le premier ministre et ses collègues donneront au problème leur plus grande attention.

(Applaudissements)

M. Saintonge (Beauharnois): M. l'Orateur, j'ai écouté avec un vif intérêt l'honorable député de Montréal-Dorion (M. Francoeur). Je le félicite de son dévouement aux problèmes de l'heure. Le débat qu'il vient d'entamer offre un vaste aspect. Je m'accorde avec lui, et je crois que le travail féminin est un mal qui ronge notre société, avec comme suite, dans une certaine mesure, le chômage et ses malheureux effets.

Toutefois, je ne m'entends plus avec lui sur la manière de guérir le mal. Il pose la question du travail salarié des femmes, mais il ne fait pas les distinctions nécessaires. Il demande à l'État d'intervenir directement comme médecin et de prescrire des palliatifs artificiels au lieu de lui demander de prendre des mesures qui supprimeront non seulement les effets, mais aussi les causes.

Que faut-il penser de la suggestion faite au gouvernement: réglementer le travail, tant dans le commerce que dans l'industrie, afin de donner de l'emploi aux pères de famille de préférence aux célibataires, et aux hommes de préférence aux femmes ou jeunes filles qui ne sont pas obligées de subvenir à leurs propres besoins ou à ceux de leur famille, pour réduire le nombre des chômeurs?

La question est plus complexe que cela. Les savants et les économistes s'évertuent à lui trouver une solution. Il y a chez nous, comme dans les autres parties du monde, actuellement, un mouvement d'idées qui fait trouver exécrables les façons de penser, d'aimer, de travailler, que l'on trouvait excellentes il n'y a pas encore très longtemps. On va jusqu'à affirmer que tout est à refaire. Il est temps de revenir à une plus saine conception des choses. De nos jours, on a surtout tendance à tout remettre entre les mains de l'État. On veut que l'État agisse et pense pour tout le monde. Les individus sont menacés dans les forces vives de leur spontanéité et de leurs inclinaisons. Le gouvernement, selon la grande majorité de ceux qui ne veulent plus se servir de leur initiative, devrait prendre la houlette et se constituer le grand berger.

Il est temps que cela cesse et que nous revenions à la saine doctrine qui assigne à chacun dans sa sphère, ses droits, ses devoirs, ses pouvoirs et ses obligations. Nous sommes un peuple trop jeune pour nous en remettre à l'État de tout ce que nous pouvons faire nous-mêmes. Nous avons le devoir de rester libres!

Autrefois, on considérait comme un grand malheur qu'une femme fût forcée d'aller travailler en dehors du foyer conjugal ou paternel. On considérait comme un malheur de devenir le débiteur d'une banque. On faisait des sacrifices afin de reconquérir son indépendance. Le chef de famille gagnait toutefois un salaire qui lui permettait de faire vivre les siens.

Le budget familial était équilibré, la femme faisait honneur à sa vraie place, c'est-à-dire à son foyer. Sa tâche n'était pas au-dessus de ses talents et de ses forces.

Dans l'industrie et le commerce, on ne songeait pas à s'allier pour supprimer la concurrence, et moins encore à recourir aux services du gouvernement: celui-ci représentait l'arbitre entre les compagnies privées, comme il représentait l'intérêt public, la sauvegarde de la communauté. Il n'avait pas la prédominance des fonctions économiques qu'on veut lui donner aujourd'hui.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Comme il est 6 heures, l'honorable député pourrait peut-être continuer ce soir.

M. Saintonge (Beauharnois) propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Morel), que le débat soit ajourné au cours de la présente séance.

Adopté. Le débat est ajourné.

Dépôt de documents:

**Division du comté de Hull
pour fins électorales**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 20 février 1934, pour copies de toutes correspondances, résolutions, etc., entre le gouvernement ou l'un de ses membres et toutes personnes relativement à la division du comté de Hull pour fins électorales ainsi qu'à la création d'une nouvelle division d'enregistrement pour le comté de Gatineau. (Document de la session no 79)

**Rapport de l'archiviste de la province,
1932-1933**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'archiviste de la province de Québec pour 1932-1933. (Document de la session no 80)

**Emprunts de Saint-François-Xavier
de Chicoutimi**

M. Fortin (Beauce) veut présenter une motion.

Des voix de l'opposition soulignent que l'Orateur a déjà annoncé qu'il quitterait le fauteuil de la présidence.

M. Fortin (Beauce) fait remarquer qu'il n'est que 5 h 55.

M. l'Orateur suppléant consent à la présentation de la motion.

M. Fortin (Beauce) pour **M. Delisle (Chicoutimi)** propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), que toutes les règles se rapportant aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés soient suspendues; qu'il lui soit permis de présenter la pétition des syndic de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions concernant les emprunts faits par les syndic de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi; que l'article 498 du Règlement soit suspendu pour que ladite pétition soit lue et reçue à la présente séance; et qu'il lui soit permis de présenter le bill 121 ratifiant certaines résolutions concernant les emprunts faits par les syndic de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi, comme s'il avait été déposé dans les délais prescrits par l'article 497 dudit Règlement et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté sur division.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- des syndic de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions concernant les emprunts faits par les syndic de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi.

M. Fortin (Beauce), pour **M. Delisle (Chicoutimi)** présente, en conséquence, le bill 121 ratifiant certaines résolutions concernant les emprunts faits par les syndic de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Travaux de la Chambre:

**Compagnies de chemin de fer,
congédiement de Québécois**

M. Francoeur (Montréal-Dorion): M. l'Orateur, je veux attirer l'attention de la Chambre sur le fait

que l'on veut supprimer un certain nombre de trains du C.P.R. et du C.N.R. Il y a sur ces trains, entre Québec et Montréal, des employés, surtout des employés des wagons-réfectoires (restaurants), qui ont été avertis qu'ils perdaient leur position. Ce sont tous des Canadiens français et nous devons nous intéresser à leur sort.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je conseille à mon honorable ami de Montréal-Dorion d'inscrire une motion au *Feuilleton* et, si elle est adoptée, nous la transmettrons à Ottawa.

M. Francoeur (Montréal-Dorion): J'accepte la suggestion.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Charte de Montréal-Est

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 113 refondant la charte de la ville de Montréal-Est. Les amendements sont adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 52 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la signature de certains jugements.

Remboursement de droits:

**The Church Society
of the Diocese of Quebec**

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), que

les honoraires payés pour le bill 96 concernant The Church Society of the Diocese of Quebec soient remis aux promoteurs moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet l'extension d'un culte religieux et le développement d'oeuvres publiques et charitables.

Adopté.

Motions des députés:

Travail des pères de famille

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie ce jour: Que cette Chambre prie le gouvernement de rechercher s'il ne serait pas possible de réglementer le travail de façon que dans le commerce et l'industrie, on soit tenu d'employer des pères de famille de préférence aux célibataires, des hommes de préférence aux femmes ou filles qui ne sont pas obligées de subvenir à leur subsistance ou à celle de leur famille, et de façon que le chômage se trouve ainsi réduit.

M. Saintonge (Beauharnois): M. l'Orateur, vouloir faire intervenir le gouvernement afin d'empêcher les femmes de travailler, c'est vouloir chambarder tout notre système économique. Est-il possible de remplacer presque toutes les femmes par des chômeurs? Il me semble que le geste ne serait pas beau, même si nous accordions aux femmes les secours de la loi du chômage. Oh! Je suis pour que les pères de famille soient traités avec égard. Mais nous ne pouvons pas supprimer complètement le travail féminin.

Il (M. Saintonge) cite le révérend père Doncoeur, s.j., qui a dit que la femme doit, autant que possible, rester au foyer, à sa famille, et félicite les journaux qui ont encouragé l'enseignement ménager.

L'éducation ménagère de la femme est un moyen de la ramener au foyer. Mais c'est dans les esprits et dans les cœurs que doit s'opérer le changement que l'on souhaite, sans la contrainte que l'on a suggérée à tort. Comme remèdes efficaces et fondamentaux au problème, je suggère le retour à la terre que le gouvernement encourage, la décentralisation, la petite industrie domestique, et une meilleure répartition de la population selon les villes et les communautés rurales. L'intervention gouvernementale est vaine. Je crois que l'on obtiendra plus de résultats par des moyens naturels que par des moyens

artificiels, comme ceux que suggère mon honorable ami de Montréal-Dorion (M. Francœur).

(Applaudissements à droite)

M. Guertin (Hull): Le gouvernement ne devrait avoir aucune objection à cette motion de l'honorable député de Montréal-Dorion, que je félicite de sa persistance et de sa constance à ramener cette motion chaque année, sous une forme variée. Je félicite également le député de Beauharnois. Il me semble cependant que nous discutons dans le vide et que nous devrions poser des actes dans une législation. Mais, après tout, nos discours auront toujours pour effet d'éveiller l'opinion publique.

Le recensement fédéral a démontré qu'à Montréal 250,000 hommes et 85,000 femmes travaillent. À Québec, 34,207 hommes sont au travail contre 13,989 femmes. Ceci prouve l'importance du travail féminin. À Montréal, il y a plus de jeunes filles que de jeunes garçons qui travaillent. C'est l'ordre des choses renversé. Au seul bureau de placement provincial de Québec, elles sont sept ou huit, ces jeunes filles qui n'ont pas besoin de travailler pour vivre. Plusieurs d'entre elles devraient être renvoyées chez elles pour faire place aux jeunes hommes. On a tort de voir la sténographie comme une classe d'emplois exclusivement réservée aux filles.

Le gouvernement devrait prêcher par l'exemple. Pourquoi la Chambre ne demanderait-elle pas au gouvernement de commencer le premier? À la Commission des accidents du travail, il y a 134 employés, dont 57 hommes et 77 femmes. Dans le service civil intérieur, il y a 1,823 employés, dont 1,538 hommes et 300 femmes. Dans le service civil extérieur, il y a 6,240 employés, dont 5,086 hommes et 1,159 femmes. Voilà des statistiques de 1933.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce que cela comprend les femmes qui font le ménage?

M. Guertin (Hull): Je l'ignore.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cela doit les comprendre.

M. Guertin (Hull): Combien y en a-t-il? Soixante-quinze?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y en a plus que cela, près de 150.

M. Guertin (Hull): J'ai ici des cas particuliers de jeunes filles qui travaillent pour le gouvernement. Celles qui ont le plus de congés ont les plus gros salaires.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Les connaissez-vous personnellement ou si vous parlez par oui-dire? (Rires)

M. Guertin (Hull): Oh! Je ne les connais pas. La même chose se pratique au gouvernement d'Ottawa. On y donne du travail à des jeunes filles et on décourage ainsi les jeunes gens.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Si beaucoup de jeunes filles sont à l'emploi du gouvernement, l'opposition ne les dédaigne pas non plus. Est-ce vous qui choisissez les jeunes filles qui travaillent pour l'opposition?

M. Guertin (Hull): Je vous demande pardon. Je n'ai rien à faire avec l'opposition.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Mais, l'an dernier, vous en étiez une des lumières, vous étiez *persona grata* dans l'opposition et vous deviez les choisir?

M. Guertin (Hull): Oh! Non, jamais! Je n'ai jamais eu mon mot à dire dans le choix des employées de l'opposition, pas plus l'an dernier que cette année. La plupart du temps, la jeune fille travaille pour sa toilette.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Mon honorable ami de Hull ne devrait pas généraliser comme cela. Il y a des cas dignes de la plus vive admiration. La plupart des jeunes filles travaillent par obligation. Il y en a qui font vivre toute une famille.

M. Guertin (Hull): Que l'honorable premier ministre ne me fasse pas dire ce que je n'ai pas dit!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Ne le dites pas et nous ne vous le ferons pas dire.

M. Guertin (Hull): Je ne généralise pas. Je ne parle pas des jeunes filles qui gagnent leur vie et celle de leurs familles. Et je ne blâme pas le gouvernement de Québec seulement. Je blâme aussi le gouvernement d'Ottawa, puisque la même chose existe. En Italie, Mussolini a réduit le travail féminin à 5 % dans les bureaux publics. Le gouvernement de notre province devrait faire une enquête sur chaque cas. Je suggère que l'on exige une déclaration assermentée des jeunes filles et des femmes qui voudraient être fonctionnaires. Je suis heureux que la

Chambre ait fait du progrès sur ce sujet. J'espère que nous en viendrons bientôt aux actes, après les belles paroles que nous avons entendues. On devrait avoir une clause, dans la loi, accordant la préférence aux jeunes gens à capacités égales.

L'honorable M. Arcand (Maisonnette):

M. l'Orateur, il est intéressant de suivre avec attention l'évolution de cette expression d'opinions variées à propos de cette question d'une grande importance. Dans certaines périodes, on cherche à utiliser le travail de la femme. Dans d'autres, on le met de côté. La guerre a accentué le travail de la femme et on ne s'en est pas plaint jusqu'à il y a deux ans. Cette situation de crise, dont on se plaint, est due non pas au travail féminin, mais au marasme dans les affaires dont nous souffrons depuis quatre ans.

La cause de ces plaintes est la paralysie du commerce et de l'industrie, due à une politique imprévoyante du gouvernement fédéral. Le gouvernement de Québec, comme les gouvernements des autres provinces et le gouvernement du dominion, s'est toujours intéressé au bien-être des femmes qui travaillent. Je profite de l'occasion pour remercier la Chambre de son appui unanime au projet pour améliorer la loi du salaire minimum des femmes.

Le député de Hull a reproché aux députés de Montréal-Dorion et de Beauharnois d'avoir félicité le gouvernement. Il a eu tort. Le gouvernement s'est intéressé et s'intéresse au bien-être de la femme qui travaille. Il a passé la loi du salaire minimum des femmes. Il a amendé cette année la loi des établissements industriels pour l'appliquer aux établissements commerciaux.

Le bien-être de la femme et de la jeune fille, dans l'industrie, ne sera acquis que par la coopération de tous. Le problème est sérieux. Le ministère du Travail l'étudie, et avec l'aide de toutes les personnes de bonne volonté, il lui trouvera une solution. Je remercie mes collègues de leur collaboration. Je ne veux pas en dire trop. Mais je suis persuadé que, d'ici quelque temps, on nous sera reconnaissant de l'aide que nous aurons apportée à tous les travailleurs de cette province, et surtout aux femmes et aux jeunes filles employées dans l'industrie et le commerce.

(Applaudissements à droite)

M. Francoeur (Montréal-Dorion): Profitant de mon droit de réplique, je félicite mon collègue de Beauharnois (M. Saintonge) d'avoir fait une aussi belle étude de la question. Il a dit que l'État ne doit pas s'ingérer dans cette affaire. Je crois qu'on doit agir selon les besoins de l'époque. Il fut un temps où

il n'était pas nécessaire d'une intervention de l'État en pareille matière. Sans demander une législation immédiate, je tiens à dire que le temps des discours achève. Le monde est à un tournant de son histoire. Aux grands maux, il faut les grands remèdes. Le gouvernement devrait faire tout en son possible pour enquêter sur cette question.

Il n'appartient pas tant aux gouvernements des provinces qu'au gouvernement fédéral de légiférer sur cette question. Je crois, avec l'honorable député de Hull, que le temps est venu d'agir. Mais mon honorable ami (M. Guertin) n'est pas encore détaché de ses amis d'Ottawa. Il se dépouille difficilement du vieil homme. Il oublie sans doute que le grand chef d'Ottawa a promis bien des mesures qu'il n'a même pas présentées. Depuis quatre ans, le gouvernement d'Ottawa n'a rien fait pour améliorer les conditions au pays. Ce n'est pas une question de parti, mais il est évident que les bons hommes se trouvent du côté du Parti libéral. Je répète que l'on devrait créer une carte d'identité pour les femmes qui travaillent et je fais cette suggestion au gouvernement avec la conviction qu'il l'acceptera.

(Applaudissements à droite).

M. Bertrand (Saint-Sauveur): M. l'Orateur.

Une voix ministérielle: À l'ordre! À l'ordre!

M. l'Orateur: L'honorable député ne peut parler. Avant sa réplique, l'honorable député de Montréal-Dorion a invité ses collègues à prendre la parole avant lui. Maintenant, il est trop tard.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Très bien.

La motion, étant mise aux voix, est adoptée.

Bureau central des écoles protestantes de Montréal

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 32 concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de l'instruction publique

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 60 modifiant la loi de l'instruction publique.

Adopté.

En comité:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui a suggéré ces amendements?

L'honorable M. David (Terrebonne): Tous les amendements nous sont demandés par le Conseil de l'instruction publique.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme le déclarait M. Cyrille Delâge, surintendant de l'Instruction publique avant la session, les pensions aux instituteurs et institutrices n'ont-elles pas encore été payées?

L'honorable M. David (Terrebonne): Les histoires à propos d'instituteurs à la retraite qui n'auraient pas été payés sont fausses. Ce que j'ai comme information, c'est qu'il ne resterait que trois pensions qui ont subi un délai, dû au fait que le dossier ait été retardé.

Lorsque le chef de l'opposition a posé la question, il y a 15 jours, je me suis enquis auprès de M. Noël qui a répondu qu'il ne restait que six ou sept pensions en retard.

Il est faux d'affirmer que le gouvernement a employé l'argent du fonds à d'autres fins. Il faut effectivement puiser dans la réserve du fonds de pension, car lorsque les salaires des instituteurs décroissent, les revenus du fonds se trouvent à diminuer également.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Lors de la déclaration du surintendant, les pensions avaient-elles été payées?

L'honorable M. David (Terrebonne): Je n'ai pris aucun renseignement sur la question.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3⁶, qui se lit comme suit:

"3. L'article 73 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du toute corporation scolaire et sur la recommandation du surintendant, après avis et pour des raisons jugées avantageuses, changer le nom de toute municipalité scolaire."

Cet article est amendé et les mots suivants sont ajoutés à la suite du paragraphe: "Ledit changement prendra effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*."

L'amendement est adopté.
L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 4 à 11 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Insaisissabilité de certains traitements et salaires

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 8 modifiant l'article 599 du Code de procédure civile concernant l'insaisissabilité de certains traitements et salaires.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Opérations forestières et bûcherons

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill 44 relatif aux opérations forestières et aux bûcherons.

M. Guertin (Hull): J'ai signalé à l'honorable premier ministre une erreur dans le rapport de M. Maxime Morin, qui a fait enquête à Rouyn. Il y avait erreur de date au sujet de la lecture de l'Acte des émeutes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. Morin admet qu'il y a eu erreur. Il a transcrit son rapport d'après des notes et il s'est trompé de date. Il a dit que c'était le 5 et c'était le 11.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y avait une autre erreur dans le rapport. M. Morin disait que les bûcherons tiraient six à huit dollars la corde, tandis que c'était six à huit dollars le mille pieds de bois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Tout a été corrigé.

Les résolutions sont adoptées sur division.

Loi des agents de recouvrement

M. Guertin (Hull) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 176 modifiant la loi des agents de recouvrement relativement au cautionnement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi du salaire minimum des femmes

M. Guertin (Hull) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 185 modifiant la loi du salaire minimum des femmes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose: Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante

mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ponts-routes, \$450,000, *moins*: montant applicable au capital, \$200,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Aux pages 178 et 179 des *Comptes publics*, on voit à l'item des ponts-routes que \$600,000 ont été inscrits comme prévisions budgétaires, que le budget supplémentaire comporte \$33,275 pour le même item, que les mandats spéciaux indiquent une dépense additionnelle de \$145,921.27, soit un total de \$779,196.97. Or, l'état 45 des *Comptes publics* indique une dépense de seulement \$49,637.33. Puis, dans la colonne voisine sous l'en-tête: "Moins que les prévisions": \$729,559.65. Est-ce à dire que l'on n'a dépensé que \$49,000?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): On a dépensé \$723,000 qui sont allés au compte des dépenses capitales.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Or, le ministre admet que l'on a dépensé comme dépenses capitale \$723,000, en plus de \$49,000. En réalité, on a dépensé plus que le budget prévu. On joue donc sur les mots de façon à tromper le public et on fabrique de faux états financiers.

De même sur les mandats spéciaux, le ministre déclare qu'ils n'ont pas été dépensés. Or, un mandat spécial est une dépense urgente pour une dépense imprévue. C'est la définition légale du mandat spécial. Ces mandats spéciaux, puisqu'on n'en avait pas besoin, étaient donc irréguliers en marge de la loi. La façon de présenter la situation tend à faire croire que l'on a économisé plus de \$729,000. C'est tromper la population et indigne d'un gouvernement bien tenu.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Les *Comptes publics*, dans une autre page, donnent le détail de \$723,000 dépensés pour dépenses capitales, pour ponts-routes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'état 45 indique que l'on aurait épargné \$729,359, alors que c'est tout le contraire. La majeure partie est classée comme dépense au compte capital, dépense qui alors n'est pas calculée dans le déficit annuel.

C'est une nouvelle preuve que le déficit de \$7,000,000 est, en réalité, beaucoup plus élevé. Car rien que sur un item, on trouve une dépense accrue de \$723,000 qui aurait dû être ajoutée aux dépenses

ordinaires et augmenter le déficit de \$7,000,000 d'autant. Ce genre de comptabilité est voulu et délibéré. On veut tromper le public et l'emmêler dans la comptabilité des dépenses et des revenus publics.

Il (M. Duplessis) parle d'un pont à Disraëli, réparé à grands frais pendant l'élection complémentaire de Wolfe⁷.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): J'étais malade et alors le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault), qui conduisait l'élection ministérielle dans Wolfe, était ministre suppléant des Travaux publics.

M. Duplessis (Trois-Rivières) dénonce les couches de sable mises sur la neige pendant l'élection, dans les endroits où il n'en était pas besoin, et qui ruinaient les chemins. On a voulu compléter ces beaux travaux par ceux du pont. Pourquoi, sur l'item des ponts-routes, dans le budget, on place \$200,000 comme dépenses capitales?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Il s'agit de certains travaux projetés.

M. Duplessis (Trois-Rivières) parle du pont de Caughnawaga.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Une commission a été formée pour la construction du pont de Caughnawaga, parce que c'était nécessaire dans les circonstances. Beaucoup de grands ponts en Amérique ont été construits suivant le même système.

Les contrats à la société Janin ont été accordés à la suite de soumissions demandées à quelques particuliers, mais non demandées par la voie des journaux. Si le gouvernement avait demandé des soumissions par les journaux, des compagnies étrangères auraient soumissionné beaucoup plus bas et le contrat ne serait pas allé à une compagnie de la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Même dans tel cas, le gouvernement n'était pas obligé d'accorder le contrat, mais il aurait pu en profiter pour demander aux entrepreneurs de la province de faire les travaux pour le même prix que le plus bas soumissionnaire. On me dit que le gouvernement voulait que la compagnie Janin ait le contrat. Non seulement on n'a pas demandé de soumissions par les journaux, mais on affirme que si le gouvernement avait demandé des soumissions par la voie des journaux, le gouvernement aurait sauvé près de \$400,000.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Les entrepreneurs ont terminé leur contrat plus tôt qu'ils ne s'y étaient engagés.

M. Guertin (Hull): Qui percevra les taux de péage entre la date de la fin de la construction et la date fixée?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Ce sera la Commission du pont du lac Saint-Louis. L'argent perçu lui servira à rencontrer ses obligations.

M. Duplessis (Trois-Rivières) pose quelques questions à propos du pont de l'île d'Orléans.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière)

déclare que, sur le pont de l'île d'Orléans, il reste encore environ \$100,000 à dépenser, en plus de la somme de \$1,746,000.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée sur division.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. *The Gazette* du 14 mars 1934, à la page 1, nous indique que M. Godbout est absent temporairement.

2. Cette lettre a été reconstituée, vu l'impossibilité de pouvoir la vérifier à la source.

3. Samuel (Sam) Gobeil, député fédéral conservateur de Compton (1930-1935), avait critiqué l'Université de Montréal pour son athéisme susceptible de "contaminer" la jeunesse.

4. Dans leur édition du 14 mars 1934, *L'Action catholique*, à la page 9, et *La Presse*, à la page 8,

attribuent cette réplique au député de Hull. Les deux Jeanne, l'une fondatrice de l'Hôtel-Dieu de Montréal, et l'autre, militante communiste, avec un dossier policier, avaient déjà fait l'objet d'un vif échange entre M. Taschereau et M. Guertin, le 7 mars 1934, au cours de l'étude en comité plénier des résolutions relatives au bill 44 concernant les bûcherons et les opérations forestières.

5. Le plan Gordon, aussi connu sous le nom d'entente Gordon-Francoeur, a pour fin première d'obvier à la crise du chômage par le retour à la terre. Wesley Ashton Gordon, conservateur, fut ministre fédéral de l'Immigration et de la Colonisation, ministre des Mines (1930-1935) et ministre du Travail (1932-1935).

6. Anciennement l'article 4, avant que le bill 60 ne soit amendé au comité permanent des bills publics en général. Il redeviendra l'article 4, après les amendements apportés par le Conseil législatif.

7. Thomas Lapointe fut élu député libéral lors de ce scrutin du 14 novembre 1933.

Séance du mercredi 14 mars 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 10 modifiant la loi des mines de Québec;
- bill 45 modifiant la loi des poseurs de tuyauterie;
- bill 106 concernant les coiffeurs pour dames de la province de Québec.

Loi des mines

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 10 modifiant la loi des mines de Québec. Les amendements sont lus une première fois.

Poseurs de tuyauterie

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 45 modifiant la loi des poseurs de tuyauterie. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Coiffeurs pour dames

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 106 concernant les coiffeurs pour dames de la province de Québec. Les amendements sont lus une première fois.

Recours de droit commun pour accidents du travail

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 165 modifiant la loi des accidents du travail, 1931, pour rétablir, en faveur de l'accidenté, le recours de droit commun contre une personne autre que son employeur soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but de mon projet est de rendre à l'ouvrier accidenté un droit qui ne devrait pas lui être refusé. Avant l'adoption de la loi des accidents du travail, en 1931, l'accidenté, en plus de son droit à une indemnité de son patron, pouvait poursuivre, en vertu du droit commun, toute autre personne qui pouvait être responsable de l'accident.

Ce droit que possédait l'accidenté lui a été enlevé par la loi des accidents du travail de 1931, et il a été transporté à la Commission des accidents du travail, qui seule maintenant peut l'exercer.

Je veux rétablir ce droit qu'avait l'accidenté en 1931, parce que l'indemnité du patron n'est toujours que partielle et ne représente pas la somme réelle des dommages subis.

Car cette indemnité est une sorte de compromis entre le patron et l'ouvrier où chacun abandonne une partie de ses droits.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je propose que le projet soit référé au comité des bills publics.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, je ne veux pas que le bill soit renvoyé au comité des bills publics pour y être enterré sans bruit. À ce compte, je préfère le discuter séance tenante. Je demande le vote maintenant.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non. Je suis sérieux. C'est un projet de loi important et nous devrions l'étudier au comité permanent des bills publics.

Je n'aurai aucune objection à ramener ce bill devant la Chambre, même si le comité des bills publics lui était hostile.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien! Très bien!

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Cautionnement des salariés du gouvernement

L'ordre du jour appelle l'adoption de la résolution relative au bill 40 modifiant la loi des employés publics relativement au cautionnement de ceux qui sont salariés par le gouvernement. La résolution est adoptée sur division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 40 modifiant la loi des employés publics relativement au cautionnement de ceux qui sont salariés par le gouvernement..

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome): Il s'agit d'une simple formalité. Nous voulons tout simplement que, dans le cas de décès d'un employé, le cautionnement ou la garantie qu'il a fourni puisse être transporté au nom de son successeur.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie le titre du projet de loi qui se lit comme suit:

"Loi modifiant la loi des employés publics relativement au cautionnement de ceux qui sont salariés par le gouvernement."

Le titre du projet de loi est modifié et se lit désormais comme suit:

"Loi modifiant la loi des employés publics relativement au cautionnement des officiers ou employés publics."

L'amendement est adopté.

Le titre, ainsi amendé, est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement au titre. L'amendement est lu une première fois.

Taxe sur les corporations

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements apportés par le comité plénier au bill 14 modifiant la loi de la taxe sur les corporations.

Les amendements sont lus une deuxième fois sur division.

Demandes de documents:

Transport des colons et de leurs familles

M. Authier (Abitibi) propose, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Paquet), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copies de toute correspondance échangée entre un département quelconque du gouvernement provincial avec le gouvernement fédéral ou avec les autorités du C.N.R. ou du C.P.R. ou toute autre personne, relativement au coût du transport des colons, de leurs familles et de leur ménage et tout ce qui a trait généralement aux problèmes de la colonisation.

M. l'Orateur, permettez-moi d'évoquer quelques-uns des aspects du problème de la colonisation dans notre province. Nous avons actuellement plus de colons que jamais et nous avons un plus grand nombre d'aspirants colons. Mais nous avons moins d'argent pour les aider et ils ont moins de ressources eux-mêmes. Il y a donc crise dans le domaine de la colonisation comme ailleurs. Si nous avions de l'argent, nous aurions encore plus de colons, car des milliers de chômeurs citadins aspirent à aller se fixer sur des terres neuves.

Les rapports du ministère pour les deux dernières années établissent que les colons sont plus nombreux sur nos terres neuves. Le chômage dans l'industrie a renvoyé à la terre une foule d'ouvriers, et il a détourné des villes le flot des campagnards. Nous avons des gens qui accepteraient de se faire colons s'ils avaient l'assurance de réussir à se créer une existence convenable. Seraient-ils capables de se créer une existence nouvelle? Oui, pour ceux qui ont les qualités d'intelligence, d'énergie et de patience nécessaires. On aurait bien tort de verser dans nos régions de colonisation tous les miséreux qui s'imaginent qu'il s'agit de changer de place pour changer de fortune. Le choix des colons est d'importance primordiale. Mais il faut de l'argent pour ceux qui s'en vont sur les terres neuves.

N'ayant pas trop d'argent à consacrer à la colonisation, le gouvernement se doit de n'en pas trop dépenser pour ceux qui sont fatalement voués à l'insuccès. Pour longtemps encore, nous n'avons pas à craindre de manquer de colons. Parmi les milliers de cultivateurs pauvres qui ont des familles nombreuses; parmi les milliers de fils de cultivateurs qui ne peuvent trouver place dans nos paroisses actuelles, il est facile de faire le choix d'autant plus qu'il y a plus de colons que nous pouvons en établir sur nos terres neuves. Ce serait de la folie que de vouloir retourner au temps où les colons se débrouillaient seuls. Ce temps-là fut une époque sombre de notre histoire, celle où les fils de la province s'expatriaient. Le gouvernement l'a compris.

L'honorable M. Joseph-Édouard Perrault, dans la fin du règne de Sir Lomer Gouin, a dépensé \$5,000,000 pour la colonisation. L'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Laferté) a continué la politique de son prédécesseur. Il a consacré à la colonisation près de \$25,000,000 depuis 1920 et a fait plus que n'ont pu faire les gouvernements des 50 années précédentes.

Dans les deux dernières années, le ministre de la Colonisation a maintenu les services nécessaires à la colonisation autant que le lui a permis son budget diminué. Il a diminué les primes de défrichement, mais il a été généreux dans la distribution des grains de semence. Il a ralenti la construction des chemins de colonisation deux années durant, mais cela a été partiellement compensé par les travaux entrepris pour remédier au chômage. Ces travaux cependant seraient bien plus utiles s'ils étaient entrepris en été ou en automne, plutôt qu'en hiver. Il est vrai cependant qu'une partie de ce travail pourrait être amorcée dès l'hiver par des chômeurs.

La compression du budget de la province a forcé le ministre à supprimer trois genres d'octrois qui étaient très utiles aux colons. On a cessé le drainage des terres qui a été très utile de 1928 à 1930; et aussi de faire des petits prêts à termes moyens; et on a supprimé aussi le fonds dit de charité qui était distribué par les missionnaires-colonisateurs. Ces trois octrois ont rendu de grands services aux colons sérieux. En conséquence, je prie le ministre de la Colonisation de tâcher de prendre les mesures nécessaires pour rétablir dès cette année ces trois services. Il ne faut pas abandonner notre vaillant colon.

Si les colons ont moins d'argent, ils ont aussi moins de ressources à leur disposition. La mauvaise situation de l'industrie forestière de la province et du dominion a enlevé bien des ressources aux colons. La crise forestière a atteint nos gens qui devaient

compter sur leurs salaires de bûcherons ou la vente de leur bois. Là où règne encore l'industrie forestière, là où l'activité reprend dans l'industrie et le commerce des produits forestiers, la part que l'on fait aux colons est encore trop faible. Nous apprécions cependant les efforts que fait, pour résoudre ce problème, le gouvernement qui n'est pas responsable de cet état de choses.

Je renouvelle la demande que j'ai déjà faite au ministre des Terres et Forêts de permettre l'exportation aux États-Unis du bois des colons aussi longtemps que l'industrie canadienne ne sera pas capable de l'acheter à des prix convenables. Je lui demanderais aussi de considérer, avec son collègue de la Colonisation, la convocation d'une conférence de tous les intéressés dans la production, le transport, le commerce et l'industrie du bois à papier, afin de trouver les moyens d'assurer une part raisonnable à chacun des revenus de cette grande industrie nationale.

Il serait bon également que l'on adopte chez nous un code¹ similaire à celui qu'a instauré aux États-Unis le président Franklin D. Roosevelt. Il s'agit du bien-être de milliers de colons, de bûcherons et d'ouvriers. Les colons pour leur part ne demandent que de coopérer à la prospérité générale du pays. Ils ne peuvent s'organiser pour faire valoir leur cause eux-mêmes. C'est pourquoi je prie les honorables ministres de la Colonisation et des Terres et Forêts de prendre l'initiative de réunir cette conférence.

Des officiers des chemins de fer nationaux ont déclaré qu'ils favoriseraient une diminution des taux de transport du bois, si les colons devaient profiter de cette diminution. Pour atteindre ce but, il faudrait des arrangements entre les producteurs de bois et les administrateurs de chemins de fer et, pour cela, une autre conférence serait nécessaire. Nous aurions quelques autres demandes à faire à nos chemins de fer. Les taux actuels sont trop élevés. Le transport des colons et de leurs effets de ménage coûte trop cher. On estime qu'il en coûte actuellement \$150 pour transporter une famille avec son ménage de Montréal en Abitibi. C'est le quart de l'allocation du retour à la terre. Ces tarifs paraissent odieux, quand on les compare à ceux qui ont été accordés pour favoriser l'immigration européenne dans l'Ouest canadien.

Mais la colonisation, à côté des difficultés qu'elle rencontre, est favorisée par des initiatives nouvelles, depuis 1932. Les principales sont le retour à la terre, d'après le plan Gordon, et l'aide à l'établissement des fils de cultivateurs, annoncée l'an dernier par le premier ministre. Jusqu'ici, le plan Gordon concernant le retour à la terre a remporté

beaucoup de succès. Je souhaite que l'on continue l'application de ce plan le 1^{er} mai prochain.

Le rapport du ministère de la Colonisation détaille la mise en œuvre dans notre province du plan Gordon. Tout ce que je peux dire, c'est que nous avons d'excellentes nouvelles de la colonie fondée cet hiver dans l'Abitibi, sur les bords du lac Loïc. Nous aurons là une paroisse qui fera honneur au nom qu'elle s'est choisi, celui de l'honorable ministre de la Colonisation: "Laferté".

(Applaudissements à droite)

Mais, ce qui doit nous réjouir, ce sont les concours qui s'offrent en faveur de la colonisation. Dans l'exécution de ce plan, il y a eu des concours précieux. Le plan Gordon a intéressé les autorités de la cité de Montréal. L'échevin Léon Trépanier² conduit depuis deux ans une habile campagne du retour à la terre en faveur des cultivateurs déracinés et qui chôment dans la métropole.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'échevin Henry Lemaître Auger³, aussi.

M. Authier (Abitibi): En effet, l'échevin Trépanier n'est pas le seul à avoir aidé les anciens cultivateurs déracinés qui étaient sans travail dans les villes. M. Paul Gouin, fils de l'ancien premier ministre de cette province, et aussi président du comité de colonisation de la Saint-Jean-Baptiste, s'est aussi occupé de ce mouvement et il a écrit des choses que j'approuve entièrement. Il a fait un appel en faveur de la nomination d'une commission d'étude pour coopérer avec le ministre de la Colonisation et l'appuyer auprès de l'opinion publique.

Son Excellence Mgr Georges Gauthier, archevêque-coadjuteur de Montréal, a appuyé lui aussi le grand mouvement agricole dans son récent mandement sur les questions économiques: "L'agriculture, a-t-il dit, ne fait pas de l'argent mais elle fait des hommes. Sa valeur sociale, nationale et humaine dépasse sa valeur économique."

À Québec, Son Honneur le maire Joseph-Ernest Grégoire a déclaré qu'il entend coopérer avec les gouvernements pour favoriser le retour à la terre. Saluons aussi ici le mouvement généreux qui s'appelle l'Oeuvre de secours aux colons.

Pas plus tard que la semaine dernière, la voix auguste de Son Excellence le cardinal Villeneuve s'élevait pour recommander à la Société Saint-Jean-Baptiste de cette capitale de mettre la colonisation au premier rang de ses préoccupations. Il en a donné la raison profonde en des paroles émouvantes que je demande la permission de citer⁴:

"Depuis que je parcours vos paroisses, dit-il, dans le diocèse et ailleurs, à la joie que j'éprouve se mêle cette inquiétude mortelle pour l'avenir. Comment ne pas s'inquiéter à la vue de tant de jeunes gens, fils de nos fécondes familles rurales, livrés à l'oisiveté et exposés à tout ce qui en dérive?"

"D'après des statistiques que je tiens de mes curés, qui sont incomplètes, et que je n'ai même pas eu le temps de totaliser avec exactitude, il y a environ 5,000 célibataires et plus de 1,000 ménages qui cherchent des terres où s'établir et qu'on ne parvient pas, faute de ressources ou faute d'espace, à installer.

"Un prêtre qui s'intéresse à cette question parce que comme moi il y voit, à part l'aspect civique, l'aspect moral et le salut des âmes, a cru pouvoir, grâce à des calculs graduellement établis, me donner les chiffres suivants.

"Il y aurait dans notre province, en ce moment, 75,000 familles besogneuses, dont plus de 60,000 dans nos villes surpeuplées. Environ 60,000 jeunes gens, isolés ou fils de nécessiteux, cherchent leur voie. Il y en aurait 200,000, âgés de 15 à 24 ans, pour lesquels l'avenir est sans issue, à moins qu'ils ne déplacent les pères de famille actuellement employés. Je serais curieux d'avoir sur ces sujets des statistiques officielles et plus précises.

"Les affaires auront beau revenir - et cela prendra du temps - le problème foncier demeure, et je vous invite, messieurs de notre société nationale, de toutes nos sociétés, à ne point détourner vos yeux du problème. Il est aussi tragique qu'inéluctable et prend les allures d'un spectre.

"La surproduction fantaisiste, la création des besoins factices, qui ont causé la plaie actuelle de l'urbanisme et le dépeuplement des campagnes, ont rompu l'équilibre entre l'élément rural et l'élément ouvrier de notre population.

"Il faut y voir. Sans quoi, la misère jettera bientôt dans les bras de tous les systèmes les plus subversifs peut-être un demi-million des nôtres.

"Je ne dis certes point ces choses à la légère ni sans trembler.

"Vous le savez déjà, dit l'archevêque de Québec, je suis persuadé que l'État ne peut tout faire et surtout qu'il a besoin de tous les concours pour réussir dans sa mission. Depuis son arrivée dans le diocèse de Québec, j'ai nourri le projet d'organiser une société diocésaine de colonisation. Il m'apparut naturel de fixer son point d'appui en notre école d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière. Mais elle s'étendra dès que possible à tout le diocèse. Je l'ai mise aussi sous la protection de saint Jean-Baptiste."

Que Son Éminence me permette de dire ici que j'apprécie surtout le fait que sa société diocésaine de colonisation a fondé sa première colonie dans l'Abitibi. Elle y est bienvenue. Monsieur l'abbé Dechêne en parle dans son rapport au ministre de la Colonisation. Il a fait campagne en faveur de la colonisation. Renouvelant le geste des fondateurs de la colonie du lac Saint-Jean, il a demandé l'aide du gouvernement et celle des marchands de gros de Québec qui ont alors donné un char complet de provisions pour ces colons et fait des dons généreux. L'Union catholique des cultivateurs s'est débarrassée des idées étroites de quelques-uns de ses anciens officiers qui prétendaient que, sous prétexte de colonisation, nous voulions envoyer des gens crever de faim dans la forêt. Son président, M. Albert Rioux, prête une collaboration fort utile aux champions de la cause des terres neuves.

Les administrateurs de nos deux grands chemins de fer ont mis leurs bureaux de publicité au service de la colonisation dans notre province. Cela nous a valu la campagne remarquable de M. Ernest Laforce, l'agent de colonisation des chemins de fer nationaux, qui mérite certainement d'être cité à l'ordre du jour.

Dans une conférence récente, M. l'abbé Georges-Marie Bilodeau, missionnaire-colonisateur, se réjouissait de ces nouveaux concours si précieux. Il ajoutait qu'il n'en fut pas toujours ainsi et qu'il y a six ou sept ans il fallait être pas mal original pour soutenir la cause de la colonisation. Si vous voulez me permettre, M. l'Orateur, de citer quelques souvenirs personnels, j'avouerai que j'ai été toute ma vie l'un de ces originaux et que cela m'a valu parfois des encouragements bien propices à me faire persévérer dans ce genre.

Il y a 17 ans déjà, ayant été invité à parler de colonisation aux membres de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, au Monument national, j'en profitais pour exhorter tous les patriotes à une union sacrée qui réunirait toutes les influences en faveur d'une politique plus généreuse de colonisation. Sir Lomer Gouin daigna m'écrire qu'il avait lu ma conférence avec intérêt et, deux ans plus tard, il la citait dans son discours qui annonçait cette politique plus généreuse que nous avons appelée de nos vœux. Ce souvenir me console d'avoir été un original, suivant la formule de M. l'abbé Bilodeau.

Sir Lomer confia la réalisation de son programme nouveau à un ministre actif et énergique, l'honorable M. Perrault, que l'honorable premier ministre actuel sut maintenir à ce poste durant 10 années, avant de le condamner à la Voirie! Malgré la situation difficile que lui faisait l'engouement alors intense pour l'expansion industrielle, il fonda un

grand nombre de paroisses nouvelles et recula les bornes de notre domaine agricole.

L'honorable ministre actuel de la Colonisation (l'honorable M. Laferté) est entré au ministère avec la crise, ce qui n'est pas pour lui rendre la tâche plus facile. Mais, le sachant animé d'un patriotisme profond, soutenu par les concours puissants de nos chefs religieux et civils, appuyé par l'opinion publique qui réalise presque l'union sacrée en faveur de la colonisation, j'ai confiance qu'il obtiendra pour celle-ci la place qu'elle doit occuper dans nos préoccupations nationales: la première.

(Applaudissements)

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):

M. l'Orateur, j'offre d'abord mes plus sincères félicitations au proposeur de cette motion pour le remarquable plaidoyer qu'il a fait en faveur de la colonisation. C'est toute la question rurale qui se trouve posée par cette motion, qui embrasse, suivant ses propres termes "tout ce qui a trait aux problèmes de la colonisation". L'honorable député de l'Abitibi (M. Authier) a traité le sujet sous plusieurs aspects intéressants, avec le talent et la compétence qu'on lui connaît; il nous a fait valoir l'obligation que nous avons tous, de développer et de favoriser, autant que nous le pouvons, tout notre patrimoine rural, la terre comme le peuple qui l'habite. Représentant actif et dévoué d'une des plus belles régions de colonisation, il était tout désigné pour étudier, dans cette Chambre, un problème qui, aujourd'hui plus que jamais, est d'importance immédiate, nationale et "racique". Ce problème de la terre comporte un sujet si vaste, si gros de conséquences, parfois si compliqué, que ce n'est pas sans hésitation que je l'aborde.

Coloniser veut dire, chez nous, augmenter de toute manière notre domaine rural. La colonisation a aussi été appelée la mère et l'avant-garde de l'agriculture; sa fin pratique est l'augmentation de la population rurale, et, en même temps, l'extension et l'amélioration du sol, de façon à accroître la production des denrées de première nécessité. Je n'ai pas la prétention de venir proposer des solutions infaillibles, mais je désire simplement remplir mon devoir comme représentant d'un comté essentiellement rural, habité par des agriculteurs, des colons et des pêcheurs.

Tout en traitant de la question au point de vue général, je veux considérer certains aspects qui concernent spécialement nos électeurs. Pendant les 30 dernières années, notre province a bénéficié d'une prospérité extraordinaire qui nous fait trouver encore plus dure la crise actuelle, mais je me réjouis de voir

qu'à l'étranger on admire la solidité des finances de notre province. Il (M. Rochette) rappelle aussi la période d'industrialisation à outrance et la prospérité instable qui en est résultée et explique que l'agriculture en a grandement souffert, car c'est alors que l'on enregistra un immense exode de campagnards vers les villes.

Aujourd'hui, la crise est venue avec le chômage, et nous nous demandons comment provoquer un nouvel élan vers une nouvelle prospérité. De tous temps et dans tous les pays, quand une crise, une guerre ou une catastrophe quelconque ont secoué les bases mêmes de l'État, l'on s'est toujours retourné vers la valeur stable, la terre; l'on a reconnu que la pratique de l'agriculture, de façon intense, demeure le meilleur moyen de réparer les désastres. Nous devons faire de même. Notre race est agricole d'abord. Nos familles sont nombreuses et terriennes. Et si, attirés par la prospérité factice, nos paysans ont envahi nos villes, ils comprennent maintenant leur erreur et ils demandent à retourner sur la terre. Prêtons une oreille attentive à tous ces déracinés du sol. Ne condamnons pas nos campagnes à l'abandon.

Le grand Sully⁵ a sauvé de la ruine définitive une France appauvrie par des guerres malheureuses, en préconisant que le labourage et le pâturage sont les ressources les plus précieuses. Et le poète Virgile sauva un jour la civilisation romaine en publiant ses *Géorgiques*⁶, poèmes de la terre, qui démontrèrent à ce peuple, épris d'expansion territoriale insensée, que l'intégrité nationale dépend avant tout du contrefort agricole et rural. Chez nous, cette solution, par la renaissance rurale, s'impose, de façon plus impérieuse encore. Le devoir de tout patriote, aujourd'hui, est d'inspirer à notre peuple, qui a trop oublié sa tradition nationale, un amour passionné pour ce sol qui, pareil jadis à ce qu'il est aujourd'hui, sut toujours nous produire des laboureurs et des héros. "Les campagnes, a dit Montesquieu⁷, sont en quelque sorte le laboratoire où se créent les forces du bien."

Il ne suffirait pas de coloniser notre sol, il faut coloniser nos âmes, coloniser les individus, coloniser notre politique. La terre a fait la province de Québec, il faut que la province revienne à la terre.

L'on me permettra de mentionner ici spécialement le cas du colon-pêcheur. L'industrie de la pêche a souffert de la crise et, conséquemment, bon nombre de nos pêcheurs ont abandonné la mer. Encore, de nos jours, un grand nombre cessent de se livrer à ce métier traditionnel pour eux. Pour mettre fin à cette situation, favorisons l'enseignement des méthodes modernes de pêche, l'organisation de

grandes industries poissonnières. Nos colons-pêcheurs s'attacheront ou retourneront au sol et à la mer avec enthousiasme. Donnons-leur un coin de terre et un coin de mer, et vous verrez comme ils sauront de nouveau tirer parti des deux. Dans Charlevoix, des centaines de colons pourraient trouver asile dans nos forêts, sur les bords du Saint-Laurent et prospérer, si nous voulons les aider. L'on me permettra ici de dire ma joie de voir que la législation s'intéresse au sort des colons pour l'améliorer.

Ramenons le colon-pêcheur à la terre, mais restituons-lui en même temps la mer. C'est un détail psychologique qui a son importance. Les fils de Charlevoix-Saguenay, que l'on voit éparpillés par toute la province, et dont un grand nombre désirent retourner au sol, insistent pour revenir à une région maritime. Je les connais bien, je les comprends, et je sais que ce n'est pas un simple caprice. Leurs ancêtres, venus de Normandie, de Bretagne ou d'autres pays marins, ont apporté ici, avec l'amour ardent du sol, une passion pour la mer. Accoutumés de vivre près du bruit des vagues, ils ont besoin de la mer par atavisme et par habitude. Nos efforts ne doivent pas se borner au retour du fils à la terre, il nous faudra aussi consolider la prospérité rurale. Colonisation et agriculture tiennent étroitement l'une à l'autre.

Dans mon comté, les sols ont été améliorés et il peut maintenant offrir des milliers d'acres qui peuvent être mis en valeur avantageusement. Il y a maintenant, grâce à l'initiative du gouvernement, de beaux jardins, de magnifiques petits lopins de terre sur la Côte-Nord. Ce système est merveilleux pour le colon-pêcheur. Toutefois, les beaux territoires de la côte sont inaccessibles une grande partie de l'année et je demande au gouvernement de construire une route carrossable le long du littoral dès que les finances le permettront. Cela favorisera le développement de l'agriculture, de la pêche, de l'industrie forestière et du tourisme.

Je tiens à reconnaître ici le travail considérable et les résultats précieux obtenus par le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Laferté). J'apprécie hautement tout ce que le gouvernement a fait pour l'avancement de l'agriculture en général. Le gouvernement veut évidemment continuer cette politique car, malgré la diminution de nos revenus, la colonisation et l'agriculture pourront encore compter sur des crédits non diminués. La loi inspirée par le premier ministre, par laquelle le gouvernement accorde une allocation annuelle de \$100 pendant trois années consécutives pour favoriser l'établissement des fils de cultivateurs sur des terres abandonnées,

peut produire des résultats précieux. Toutefois, je dirai que cette législation est trop restreinte: outre qu'elle ne permet pas l'établissement d'un nombre suffisant d'agriculteurs, elle ne favorise point l'installation de colons sur les terres de la couronne.

M. l'Orateur, on sait tout le bien qu'a déjà accompli la Société de colonisation de l'archidiocèse de Québec et l'on ne saurait trop louer l'œuvre féconde des associations de secours aux colons et d'aide aux pêcheurs. Ces deux organisations grâce au zèle infatigable de leurs officiers et de leurs membres, ont déjà rendu et rendent encore des services inappréciables à nos ruraux qui bénéficient de leurs soins vigilants. Je crois de mon devoir de rendre ici un juste hommage au dévouement de madame Laferté, épouse distinguée du ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries qui, en sa qualité de présidente de l'Oeuvre de l'aide aux pêcheurs, a déjà tant fait pour améliorer la situation sur notre littoral maritime.

(Applaudissements)

Tous, nous devons, par tous les moyens à notre disposition, seconder des efforts aussi généreux que nécessaires.

Après l'été glorieux que nous avons vécu, durant ces années de prospérité, nous avons subi l'invasion des feuilles mortes d'automne, qui ont recouvert notre pays de son morne manteau; la neige, la glace ont ensuite engourdi notre sol, paralysé notre commerce, notre industrie, même notre peuple. La crise est venue. L'œuvre de renaissance rurale en est essentiellement une de grande envergure. Il ne faut pas en demander des résultats économiques immédiats. Mais elle est nationale et patriotique, et tous, d'un commun accord, nous devons nous emparer de cette idée pour la vivifier, la colorer, la rendre efficace.

Nous sommes à un tournant. Il faut de la souffrance pour faire un grand peuple. Si nous le voulons tous, nous la vaincrons cette crise, et nous consoliderons en même temps et pour toujours la vie et l'avenir de notre race. Nous renforcerons notre rempart rural, nous doublerons notre production, nous enrichirons notre sol, nous ferons renaître la chère vieille terre du Québec qui sut toujours se rajeunir. Aimons-la, non comme un être inerte, mais comme la meilleure amie de notre peuple. "Elle rit, elle tressaille autant et plus que nous-mêmes, tantôt saine, tantôt souffrante; elle connaît comme nous l'épuisement et la force, la jeunesse et la mort." Il ne tient qu'à nous de la rendre et de la garder féconde, généreuse, et puissante. La victoire finale, nous l'aurons, assurée, belle, décisive, si nous sommes fidèles, à l'ordre du jour de Nelson, avant la bataille

de Trafalgar⁸: "Messieurs, le pays compte que chacun fera son devoir." (England expect that every man will do his duty)

(Applaudissements)

M. Duval (Montcalm) rend hommage à son prédécesseur, l'honorable J.-L. Perron⁹. M. l'Orateur, je veux féliciter le gouvernement de ce qu'il a fait pour les colons et les cultivateurs, malgré la progression descendante de ses revenus. Je me permets de féliciter surtout l'honorable ministre de la Colonisation de son dévouement à la belle cause des colons, et l'on peut avoir la certitude de voir surgir en grand nombre de nouvelles paroisses.

Le système des primes de défrichement et de labour doit continuer, ainsi que celui de la construction des chemins nouveaux qui permettent aux colons de gagner quelques sous pour s'acheter des habits et du matériel et de satisfaire aux premiers besoins. Je demande aussi à l'administration de continuer à donner des graines de semences aux colons et aux cultivateurs et à assurer le retour à la terre aux cultivateurs déracinés.

La politique du ministre de la Colonisation qui accorde \$300 à un père de famille pour établir son fils sur la terre est excellente. Ce programme a été institué à la suggestion du premier ministre, et il est merveilleux. Toutefois, on ne devrait pas la limiter à 10 personnes par comté. On devrait s'imposer les sacrifices nécessaires pour faire davantage.

Il (M. Duval) fait un appel pour l'encouragement à la jeunesse agricole et aux fils des colons et souhaite que la petite industrie prenne de plus en plus d'essor. Il parle des producteurs de tabac du comté de Montcalm et suggère au gouvernement d'utiliser le territoire sur la route Saint-Donat - Saint-Michel-des-Saints comme terres de colonisation.

Je termine, M. l'Orateur, en demandant au gouvernement de toujours montrer de la sollicitude à la classe agricole, afin qu'elle ne soit plus jamais tentée de désertir les centres ruraux pour aller augmenter le nombre des chômeurs des villes, car l'agriculture seule parviendra à sortir Québec de la crise.

M. Paquet (Montmagny)¹⁰: M. l'Orateur, je suis heureux de féliciter l'honorable député de l'Abitibi (M. Authier) de son discours. Je félicite également le député de Montcalm (M. Duval) et le député de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette). Je me suis particulièrement réjoui du discours du député de l'Abitibi. Je m'y intéressais d'autant plus que je suis fier de lui avoir conseillé de s'établir dans l'Abitibi et d'avoir contribué à son élection de 1923.

Je connais bien la colonisation. J'ai assisté au début de la région du lac Saint-Jean, colonisée par des gens de Charlevoix, que l'honorable député qui a parlé et si bien tantôt (M. Rochette) connaît bien. J'y ai connu notre ancien collègue, M. J.-B. Carboneau, aujourd'hui gouverneur de la prison de Québec, qui a beaucoup fait pour la colonisation au Lac-Saint-Jean.

Il (M. Paquet) rappelle ce qui s'est fait dans la région du lac Saint-Jean, il y a une quarantaine d'années. La région du lac Saint-Jean est maintenant habitée presque entièrement. Nous avons maintenant l'Abitibi et le Témiscamingue, qui ont fait de grands progrès depuis ma première visite en 1910, sous la direction du ministère des Terres et Forêts, dont l'honorable député de l'Abitibi était l'agent, puis du ministre de la Colonisation.

Il reste encore des lots en nombre assez considérable dans les divers comtés de la rive sud et autres. Il faudrait créer un conseil économique qui dirait officiellement ce qu'il faut faire. L'augmentation de la population rurale permettra à la population urbaine de vivre.

Je suis moi aussi un de ces originaux qui pensent et parlent colonisation et qui croient à la colonisation. Je crois que c'est chez moi une vocation et j'y ai répondu. Il reste encore toutefois plusieurs endroits dans la province où l'on pourrait coloniser avec profit.

La colonisation n'est pas seulement une œuvre de misère. Elle ne consiste pas seulement en du défrichement. C'est une œuvre d'une importance économique considérable. Cet aspect de la question a été récemment mis en lumière par M. Paul Gouin, mentionné plus tôt, dans un discours au Club Kiwanis de Québec, il y a quelques semaines : "Un pays qui colonise progresse, grandit et s'enrichit." Le problème de l'heure est le suivant : "Qu'allons-nous faire de nos fils?" La colonisation peut résoudre le problème.

Nous devons l'existence à la colonisation. Nous en avons vécu depuis trois siècles. Nous n'occupons pourtant encore que 50 % des terres arables. Prenons-nous trois siècles à coloniser la deuxième partie? Il faudra marcher plus vite, car les besoins augmentent plus vite.

À l'heure actuelle, la colonisation s'impose, surtout pour l'établissement des fils de cultivateurs et des jeunes gens en général. Il ne faut plus retarder. Il nous faut établir nos fils. C'est un grave problème. Allons-nous les laisser à rien faire dans les villes, c'est contraire à leur nature et à leur fierté. Nous ne pouvons pas piétiner sur place et exposer plus longtemps nos jeunes à croupir dans l'inactivité et le

chômage. D'ailleurs, le peuple qui colonise grandit et s'enrichit.

Il nous faut une politique très à la page, qui fasse une chose pour chacun et mette chacun et chaque chose à sa place. Et ce n'est pas aussi difficile qu'on le dit d'accomplir cette tâche. Il faut tout d'abord bien se mettre dans la tête que la colonisation est l'œuvre principale.

La colonisation consiste à reconnaître d'abord un pays, à constater sa valeur, à l'organiser, à le développer, à le peupler. C'est pour nous le service principal. C'est pour cette œuvre qu'il faut utiliser tous les services administratifs d'un pays. L'agriculture, la voirie, le chemin de fer, le commerce, l'industrie sont les compléments logiques de la colonisation qui ouvre un pays, une province, et qui doit en demeurer la base.

La question de la colonisation est au-dessus de toutes les questions politiques. Pour la bien comprendre, il faut avoir l'esprit, le sentiment national. L'esprit national! Ne devons-nous pas travailler à l'intensifier? Car, c'est le fil d'Ariane qui nous guidera dans l'orientation de notre vie économique, c'est l'esprit national qui nous permettra de vivre la vie qui nous est propre.

En certains milieux, des gens ont osé dire que les colons sont des fous. Peut-être, mais ce sont des fous nécessaires qui ont une vocation sublime. C'est avec de pareils fous que s'est peuplé notre pays. Des originaux amateurs de terres nouvelles, et venus de France, ont fait de notre pays, de notre peuple ce qu'il est aujourd'hui. La plupart du temps, si le colon ne réussit pas, c'est qu'il n'a pas eu l'aide à laquelle il a droit.

Connaissions-nous bien nos colons? Ils ne sont pas riches, l'honorable ministre de la Colonisation a été ému de leur misère, de leur pauvreté. Leur vigueur et leur courage l'ont émerveillé! Ce sont des gens qui, n'ayant peut-être pas réussi ailleurs, aiment la terre et veulent en extraire leurs subsistances. Ils sont enthousiasmés, ils veulent agrandir leur domaine, qui est le domaine national. Mais pour cela, il faut les aider comme d'ailleurs le gouvernement l'a fait. Le ministre de la Colonisation a toujours été heureux de faire des heureux grâce à son budget de charité, et ce budget devrait lui être rendu.

Je demande le rétablissement du fonds de charité qui était auparavant à la disposition des missionnaires-colonisateurs. Dans leurs tournées, les missionnaires rencontrent bien des misères qu'ils pourraient secourir s'ils avaient le fonds qu'on leur accordait auparavant. La charité est le complément

de la justice. Et, parfois, l'exercice de la charité empêche un désastre, une faillite.

"Emparons-nous du sol!" Répétons-nous avec un grand Canadien¹¹. Nous avons des milliers de jeunes gens qui veulent travailler. Ils ne s'en vont plus aux États-Unis, les portes sont fermées. Il nous faut les établir ici. C'est là une des plus importantes tâches de l'heure. En l'exécutant, nous réglerons d'une façon patriotique et économique le problème si angoissant du placement des jeunes gens.

Pour l'accomplissement de cette tâche, il y a bien des systèmes en présence. Il ne faut pas trop perdre nos énergies et notre temps à chercher quel est le meilleur système. Agissons! Les uns préconisent un petit salaire. C'est peut-être bien, mais j'ai plutôt confiance en la colonisation encouragée par des primes que l'on doit faire généreuses, assez élevées pour permettre aux colons de vivre, de progresser. Il ne faut accorder de primes que quand on a de l'ouvrage d'accompli. C'est là le meilleur moyen d'avoir de bons colons.

L'État ne peut pas tout faire, raison de plus pour les pouvoirs publics de favoriser l'organisation des sociétés de colonisation qui pourront faire beaucoup, parce que, dans l'exercice de leur tâche, elles agissent de façon paternelle, ou maternelle si l'on aime mieux.

Je salue le travail accompli par ces sociétés de colonisation.

Avant de terminer, qu'il me soit permis de faire une autre suggestion. L'on reconnaît que le concours des techniciens agricoles est nécessaire pour les cultivateurs, afin de les inciter à mieux cultiver. N'est-il pas plus nécessaire encore de mettre à la disposition des colons des instructeurs qui leur apprennent à mieux coloniser? On juge bon d'apprendre à des cultivateurs établis l'art de cultiver, alors, pourquoi pas enseigner aux colons qui sont des apprentis cultivateurs comment s'y prendre pour faire de la terre et la faire fructifier?

Il faudrait connaître mieux nos colons, ce qui nous permettra davantage de les aider. Il (M. Paquet) cite quelques extraits de *Maria Chapdelaine*. Il fait un appel à toutes les bonnes volontés et, rappelant le mot de Clemenceau, il demande à tous d'accomplir sa tâche sans compter seulement sur le voisin.

(Applaudissements à droite)

M. Taschereau (Bellechasse): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Québec (M. Bédard), l'ajournement du débat, avec entente qu'il sera repris au cours de la présente séance.

Adopté. Le débat est ajourné.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 49 modifiant la loi des cités et villes;
- bill 88 concernant la Maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal¹²;
- bill 98 concernant la succession de feu dame Fortunate Blanchard;
- bill 112 concernant la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes;
- bill 163 modifiant l'article 123 de la loi des cités et villes;
- bill 171 modifiant l'article 1150 du Code de procédure civile.

Loi des pensions

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 modifiant la loi des pensions soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes)¹³: Explications.

L'honorable M. Stockwell (Brome): Le projet est basé sur les résolutions que la Chambre a adoptées. À l'avenir, les garanties prises par le gouvernement sur certains fonctionnaires, tels que les shérifs, seront attachées à la fonction plus qu'à la personne.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que les employés de la Commission des liqueurs sont considérés comme des employés civils?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, mais les employés du service de la surveillance,

qui passeront sous la direction du procureur général, deviendront membres du service civil.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. L'article 10 de ladite loi est abrogé."

Cet article est retiré.

L'article 4, devenu l'article 3, est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Poursuites pour infraction à des lois particulières

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 62 modifiant la loi du département du procureur général relativement à la direction des poursuites pour infraction à des lois particulières.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que l'ordre soit révoqué et que le bill soit retiré.

Adopté.

Succession de Louis-Ovide Grothé

M. Dugas (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. Fortin), que toutes les règles se rapportant aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés soient suspendues; qu'il lui soit permis de présenter la pétition de l'honorable Raoul-Ovide Grothé et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les substitutions créées au testament de feu Louis-Ovide Grothé; que l'article 498 et le deuxième paragraphe de l'article 494 du Règlement soient suspendus; et qu'il lui soit permis de présenter le bill 122 concernant les

substitutions créées au testament de feu Louis-Ovide Grothé, comme s'il avait été déposé dans les délais prescrits par l'article 497 dudit Règlement et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée lue et reçue:

- de l'honorable Raoul-Ovide Grothé et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les substitutions créées au testament de feu Louis-Ovide Grothé.

M. Dugas (Joliette) présente, en conséquence, le bill 122 concernant les substitutions créées au testament de feu Louis-Ovide Grothé.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Emprunts de Saint-François-Xavier de Chicoutimi

M. Delisle (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 ratifiant certaines résolutions concernant les emprunts faits par les syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Prescription en matières commerciales

M. Desmarais (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 189 modifiant le Code civil concernant la prescription en matières commerciales soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explications.

M. Desmarais (Richmond): Le but du projet est de prolonger de cinq à 10 ans le délai de la prescription.

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Est-ce que cela comprend les billets et les comptes?

M. Desmarais (Richmond): Oui.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Exemptions de taxes municipales

M. Desmarais (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 190 modifiant la loi des exemptions de taxes municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet est meilleur que l'autre. (Rires)

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Transport des colons et de leurs familles

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, ce jour: Qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance échangée entre un département quelconque du gouvernement provincial avec le gouvernement fédéral ou avec les autorités du C.N.R. ou du C.P.R. ou toute autre personne, relativement au coût du transport des colons, de leurs familles et de leur ménage et tout ce qui a trait généralement aux problèmes de la colonisation.

M. Taschereau (Bellechasse): M. l'Orateur, je n'ai pas l'intention de retenir longtemps l'attention de cette Chambre en commentant la motion offerte par le député de l'Abitibi sur la politique de colonisation du gouvernement. Je le félicite de son éloquent et utile discours de cet après-midi. L'absence de débat sur l'adresse en réponse au discours du trône et sur le budget a eu ce résultat que plusieurs députés n'ont pas dit tout ce qu'ils voulaient à propos de colonisation. Nous n'avons pas eu l'occasion de parler de colonisation, de discuter cette politique de colonisation du gouvernement, ni de dire ce que pense le peuple de cette province sur les efforts constants qui ont été faits depuis quelques années, dans ce domaine. Le député de l'Abitibi nous l'a offerte.

Cette question est des plus importantes. Depuis la crise, un grand nombre de médecins nous ont offert leurs remèdes à la situation. Nous avons eu les secours directs aux chômeurs, dont on a déploré les tristes effets, et les travaux publics entrepris par les gouvernements pour leur donner un peu de travail. Et ces remèdes ont assiégé le Trésor de plusieurs municipalités et gouvernements.

Ces secours directs étaient nécessaires cependant pour soulager la misère, mais ils ne peuvent pas durer. Ce n'étaient que des palliatifs. Les

contribuables ne peuvent plus supporter le fardeau. Les municipalités ne peuvent plus payer, la source de taxation fédérale et provinciale est tarie et celui qui a payé ne peut supporter de fardeau additionnel. Et, cependant, la crise n'est pas finie. Le Trésor public ne peut rester en butte aux appels réitérés qu'on lui fait et il faudra trouver autre chose.

Devons-nous continuer les secours directs ou entreprendre, aux frais de l'État, de nouveaux travaux publics? Il en coûte cher, et surtout quand les ententes sont tripartites. Je n'y suis pas opposé, mais il ne faut pas paralyser les activités normales du gouvernement. Et l'on ne peut guérir le mal si on ne le soigne à sa racine. On a dit, à Ottawa, au cours de la Conférence interprovinciale, que le gouvernement devra bientôt cesser cette politique de secours directs.

Beaucoup croient que la crise ne date que de 1930. C'est une erreur. Elle a éclaté en cette année, mais elle date de plus loin que cela. Les causes sont bien antérieures à cette date et elles sont nombreuses. L'accumulation de ces causes a fait rompre l'équilibre. La principale était sans doute la désertion des campagnes provoquée pendant la guerre. Nos jeunes gens des campagnes ont trouvé du travail dans toutes les villes où l'industrie florissait, et ils ont quitté la terre paternelle. Les fils de cultivateurs voulaient voir le progrès, mais il s'est développé bien plus dans leur imagination qu'en réalité.

En 1911, il y avait 966,942¹⁴ personnes dans les villes de Québec et 1,038,934 dans les campagnes. En 1921, 1,332,589¹⁵ dans les villes et 1,038,096 dans les campagnes. Enfin, en 1931, la population dans les villes était de 1,813,606, et la population dans les campagnes, de 1,060,649. Donc, en 20 ans, la population des villes s'est augmentée de 846,763 personnes ou 85 %, tandis que, dans les campagnes, elle n'augmentait que de 21,715 personnes, ou 2 %.

On constate la même chose dans les autres provinces. Ce grand changement est dû à l'activité industrielle de la guerre, dans les fabriques d'obus, et à l'activité de l'après-guerre dans les mêmes fabriques transformées en établissements industriels d'où sortaient des produits de toutes sortes. Tant que les villes ont pu donner de l'emploi à leurs nombreuses populations, tout a bien été et il y avait même rareté de main-d'œuvre dans nos campagnes. Mais, les fabriques d'obus fermant leurs portes, les manufactures en général voyant la demande pour leurs produits diminuer, les capitaux investis dans ces entreprises devinrent inactifs et parfois perdus. Le chômage est né de ces conditions. Les travaux publics et les secours directs ont été alors des palliatifs nécessaires mais non permanents.

On voit combien le mal est grand. Le remède à cette situation est le retour à la terre et l'encouragement à l'agriculture et à la colonisation.

(Applaudissements à droite)

Le gouvernement l'a compris et a encouragé le mouvement de colonisation. Son œuvre est bien connue. Grâce à son activité, de mai à juillet 1931, il a placé sur des terres 2,550 familles. De juillet 1931 à juin 1932, il en a placé 3,679, et 3500 de juin 1932 à juillet 1933. Ce qui fait en tout 9,729 familles. Si on compte une moyenne de cinq personnes par famille, c'est donc près de 50,000 personnes qui ont été placées sur des terres. On compte encore que 12,000 personnes ont été placées depuis le 1^{er} juillet 1933, ce qui porte à environ 60,000 le nombre des colons revenus sur des terres, grâce à l'initiative du gouvernement depuis 1932.

De plus, le gouvernement s'est intéressé au sort des nouveaux colons, en leur accordant des subsides. En 1931-1932, il leur a accordé \$740,000¹⁶ pour plusieurs fins. Il a dépensé \$391,017¹⁷ en travaux de voirie, \$112,282 en primes de défrichement et \$45,000 en autres dépenses. C'est donc \$1,300,000 que le gouvernement a donné aux colons. Un autre mouvement de retour à la terre a été inauguré il y a deux ans, parallèlement au nôtre, en vertu du plan Gordon, pour lequel le gouvernement provincial a dépensé \$265,490.26.

Grâce à ces efforts du gouvernement, le pourcentage de population rurale a augmenté l'an dernier. Il est maintenant de 50.4 %, soit 1,498,580 personnes contre 49.6 % dans les villes, soit 1,478,420. Voici d'ailleurs les chiffres depuis 20 ans. En 1911, 48 % dans les villes et 52 % dans les campagnes; en 1921, 56 % dans les villes et 44 % dans les campagnes; en 1931, 63 % dans les villes et 36 % dans les campagnes. Ces chiffres sont assez éloquentes. On voit donc l'augmentation considérable, 14 %, qui s'est faite, grâce aux efforts du gouvernement et d'autres organisations pour encourager le mouvement de colonisation et de retour à la terre, chez nous.

Si nous avons ainsi rétabli sur des terres un grand nombre d'anciens agriculteurs, le problème est maintenant de les maintenir sur ces terres. Pour cela, il faut les aider. Le gouvernement du Québec a aussi décidé de donner \$300 à chaque père de famille qui plaçait son fils sur une terre. Le paiement se fait \$100 par année. On a dû limiter le nombre de ces octrois à 10 par comté agricole. Dans Bellechasse, le gouvernement a reçu 75 demandes et a fait enquête sur chaque cas. C'est là une des meilleures politiques du gouvernement et, avec plusieurs de mes collègues, je demande qu'elle soit continuée et que le nombre des octrois soit augmenté. Les enquêtes sont

faites dans un grand nombre de cas, et il sera facile d'encourager de cette façon le retour à la terre. On constate aujourd'hui le bon résultat de la politique de retour à la terre du gouvernement provincial.

Ne serait-il pas possible aussi d'affecter à la colonisation des terres qui furent dans le passé concédées pour la coupe du bois? Voulez-vous un exemple? Dans mon comté, dans les régions de Saint-Camille et de Sainte-Sabine, il y a des concessions forestières inexploitées. Ce sont des endroits propres à la culture. Ne serait-il pas sage que ces terres retournent à la couronne pour être concédées à des colons? On pourrait indemniser les détenteurs actuels en leur en concédant d'autres dans des endroits moins propices à la colonisation, mais aussi propices aux exploitations forestières.

Un autre moyen d'aider les colons serait de les aider dans la vente de leur bois. Mais, ici, les chemins de fer peuvent jouer un grand rôle en diminuant leurs taux. Il faudrait réduire les taux de fret pour le transport des produits de la terre ou de la forêt, la construction de chemins de colonisation, l'encouragement à l'agriculture, comme par le passé, l'encouragement à certaines industries, comme celle du charbon de bois, par exemple, et celle du bois de chauffage.

Je félicite le député de Portneuf (M. Gauthier) de sa motion pour le charbon de bois et le député de Laurier (M. Poulin) de sa motion pour l'utilisation du bois de chauffage. J'adresse aussi des compliments aux ministres de la Colonisation et de l'Agriculture. Le gouvernement a bien aidé les colons en dépensant, seulement en 1933, \$1,397,017 à même les subsides ordinaires, pour la construction de chemins de colonisation. Et, puisque aussi bien la colonisation ne peut progresser si l'agriculture est stagnante, je félicite le ministre de l'Agriculture d'aider de toutes façons possibles, à la fois, l'agriculture et la colonisation. Le ministre de l'Agriculture a eu l'an dernier un budget de dépenses ordinaires de \$2,800,000.

M. l'Orateur, si nous devons aider le colon, il ne faut pas détruire l'initiative, car l'individualisme est bien préférable à l'étatisme. Ne laissons pas croire aux colons qu'au bout de deux ou trois ans ils seront pensionnaires de l'État. C'est l'individualisme qui a contribué à grandir bien des pays, et c'est l'étatisme et le collectivisme qui en ont perdu d'autres. Comment voulez-vous avoir des colons qui constitueront un actif national si vous allez au-delà de ce que le gouvernement a fait et de ce qu'il propose de faire? Ce serait détruire l'œuvre admirable si bien commencée.

Dans le même ordre d'idées, prenons garde de traiter trop à la légère la question du crédit agricole. Les moins bien avantagés sont souvent les colons qui ont emprunté du gouvernement fédéral. Ne voit-on pas, dans bien des paroisses, de nombreuses terres vendues par le shérif parce que l'échéance des emprunts accordés est arrivée? Trop grande facilité de crédit crée le malheur du colon. La facilité de crédit a nui à l'agriculture, et elle est la cause qu'un grand nombre de fermes soient abandonnées. Notre province, parce qu'elle a moins abusé du crédit agricole, traverse la crise mieux que les autres. Quand la crise finira, nous serons en meilleure situation, car nos taxes et notre dette seront moins élevées.

En terminant, permettez-moi de formuler le vœu que le gouvernement continue sa politique de retour à la terre à base de colonisation et d'agriculture sur le même plan progressif qui a été suivi dans le passé. Cette politique a donné de meilleurs résultats que tout ce qui s'est fait dans les autres provinces. Nous créerons ainsi dans nos campagnes une race jeune, forte et, comme la plus vieille, elle sera le grand facteur de notre développement futur et l'élément stable réfractaire aux idées malsaines et subversives qui bouleversent le monde à l'heure actuelle.

M. Lamoureux (Iberville): Je ne serai pas long. Je ne le suis jamais. Je demande au gouvernement, pour l'amour du bon Dieu, qu'il s'occupe enfin des cultivateurs pour leur donner un crédit agricole. Je crois aussi que le gouvernement devrait augmenter le nombre des octrois de \$300 aux cultivateurs, pour établir leurs fils, et le porter à 20 par comté. J'offre quelquefois des fleurs et je lance aussi des épines. Le problème, c'est qu'il y a trop de monde dans les villes.

Je crois aussi que le gouvernement doit soutenir le cultivateur par un bon crédit pour l'aider à rencontrer ses obligations et l'empêcher de vendre sa terre et de s'en aller en ville. Inutile de parler de retour à la terre, si le gouvernement ne prend tous les moyens pour empêcher les cultivateurs de quitter la campagne. Il faut le crédit agricole.

M. Morel (Témiscouata): Je représente un comté de colonisation pour les trois quarts. J'ai eu la visite de l'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Laferté) qui trouvait que je demandais beaucoup pour mon comté. Il a été satisfait et a porté aux colons un encouragement précieux et une aide substantielle. Il y a cependant encore bien des choses à faire dans mon comté.

Je désire corriger une fausse interprétation d'un discours que j'ai déjà prononcé et dans lequel j'avais parlé de salaires. Jamais je n'ai réclamé un salaire de 50 sous par jour, comme règle générale. Je parlais alors des célibataires et j'ai soutenu que, plutôt que de rien donner, il vaudrait mieux leur donner 50 sous, en plus de la nourriture et du vêtement.

Plusieurs colons se sont établis dans mon comté depuis 1931, et les progrès ont été rapides. Toutefois, il reste encore beaucoup à faire. Je demande donc au gouvernement de construire des routes dans les nouvelles paroisses de colonisation. Cela ouvrirait de nouvelles régions au commerce et des débouchés aux colons, et la construction permettrait aux colons de gagner quelques sous.

Le mouvement de colonisation dans Témiscouata se poursuit tous les jours. Les demandes de lots sont très nombreuses. Il y a, dans mon comté, 17 paroisses dont 12 de colonisation. Sur ces 12, quatre ont surgi de terre depuis 1931 et prospèrent.

Il faut donner du travail plutôt que des secours directs aux journaliers, en leur accordant 50 sous par jour et les vêtir. Ces personnes seront heureuses de travailler.

Je suggère aussi au ministre de la Colonisation d'accorder 20 % en primes sur ses défrichés, au lieu de 10 %. Il faudrait aussi enlever la prime de 10 % aux colons qui ne résident pas sur un lot. Il faudrait ensuite accorder des primes aux colons célibataires qui risquent de se décourager. On devrait leur accorder 20 % et, si la chose n'est pas possible cette année, au moins 15 %.

Les gouvernements de Québec et d'Ottawa pourraient donner chacun \$200, ce qui forme \$400, pour l'établissement des colons, même si les municipalités ne peuvent payer leur \$200, en vertu du plan Gordon. On pourrait même, s'il le faut, suspendre les primes de défrichement pour accorder cette subvention de retour à la terre.

La colonisation est l'œuvre primordiale. Il faut coloniser tandis que l'atmosphère est favorable et que les besoins sont pressants. Le gouvernement devrait, il me semble, contracter un emprunt de \$25,000,000 à dépenser, à raison de \$5,000,000 par année durant cinq ans. Le gouvernement a déjà voté \$17,000,000 pour l'expansion de la voirie, millions qui ont été répartis sur plusieurs années avec le succès que l'on sait. On devrait faire de même pour la colonisation, c'est-à-dire la développer selon un plan d'ensemble dont l'exécution se ferait en cinq ans.

Le gouvernement devrait aussi échanger les seigneuries, afin que le développement des paroisses

ne soit pas retardé. Dans mon comté, la seigneurie Thomas détient 100,000 acres de terre dans nos seigneuries. Ne pourrait-on les échanger, afin d'y établir des colons et d'assurer l'expansion des paroisses intéressées? On a fait cela ailleurs.

L'honorable premier ministre est le piédestal de la province de Québec qui se repose sur lui.

L'honorable M. Laferté (Drummond)¹⁸:

M. l'Orateur, je remercie l'honorable député de l'Abitibi et tous les orateurs qui l'ont suivi des paroles élogieuses qu'ils ont eues pour le gouvernement et le ministre de la Colonisation. Je leur pardonne en me rappelant le mot de Joseph de Maistre¹⁹ que "l'exagération est le mensonge des honnêtes gens".

(Applaudissements)

M. l'Orateur, tous les membres de cette Chambre connaissent le système ordinaire en vertu duquel nous favorisons la colonisation de plusieurs manières différentes, soit en ouvrant des chemins nouveaux, en construisant des ponts en bois, en donnant des primes de défrichement, de résidence, d'abatis et de labour, en fournissant gratuitement des graines de semence, en construisant des écoles dont le département de l'Instruction publique paie entièrement le coût, en procurant à nos colons des gardes-malades, en faisant parfois des dons gratuits aux plus miséreux et aux plus nécessiteux, etc.

Ainsi, pendant l'année écoulée, mon département a ouvert 195.62 milles de chemins d'hiver; il a parachevé 288.45 milles de chemins de roulage; il a réparé 577.16 milles de chemins détériorés, et il a construit des ponts et des ponceaux sur une longueur de 23,163 pieds. Bref, nos activités ont porté sur une longueur totale de 1,061.23 milles.

(Applaudissements)

Et je passe aux lots de colonisation que nous avons vendus. Le nombre de lots vendus pour fins de colonisation est de 2,242, et ces lots couvrent une superficie de 205,974 acres, sans compter les quelque 2,250 autres lots sur lesquels nous avons placé des colons chômeurs à titre d'occupants ou d'après le plan Gordon.

Pendant l'année, nos colons ont fait 25,512 acres de premier labour sur leurs lots non encore patentés, ce qui représente une augmentation de 2,546 acres sur l'année précédente. De même, ils ont fait 36,063 acres d'abatis ensemencés pour la première fois, soit une augmentation de 6,322 acres sur l'année 1931-1932. La Chambre connaît l'heureuse politique inaugurée par mon illustre prédécesseur (l'honorable M. Perrault), celle des primes de défrichement.

(Applaudissements)

Voici, année par année, les montants qui ont été payés comme primes à nos défricheurs pour les encourager dans leur dur labeur:

1923-1924.....	\$ 30,000.00
1924-1925.....	67,240.00
1925-1926.....	143,236.00
1926-1927.....	121,000.00
1927-1928.....	208,000.00
1928-1929.....	206,865.00
1929-1930.....	227,747.00
1930-1931.....	245,000.00
1931-1932.....	696,000.00
<i>Total.....</i>	<i>\$1,945,088.00</i>

auquel il convient d'ajouter le montant à être payé cette année, à savoir en 1932-1933, soit une somme variant de \$500,000 à \$550,000 environ, formant un grand total de \$2,495,088 approximativement.

(Applaudissements)

Alors qu'en huit ans nous avons fourni gratuitement à nos colons une somme de \$250,000 de graines de semence, soit une moyenne de \$31,250 par année, en 1930-1931, nous leur avons accordé à cette fin \$33,176.61, en 1931-1932, malgré la crise, une somme de \$95,831.31 et, en 1932-1933, une somme de \$253,418.71, sans compter une autre somme de \$190,856.08 qui a été accordée à la classe agricole par mon collègue, l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout).

Ne voulant pas nous arrêter en aussi bonne voie, nous avons, pendant l'année 1931, ajouté à notre politique générale de colonisation ce que j'appellerai le "système spécial" d'établissement avec permis d'occupation, et ce, sans avoir recours aux formalités ordinaires du billet de location. En vertu de ce système, nous avons établi pendant l'été de 1931, 5,694 familles dans nos différentes régions de colonisation, et ce comme suit:

Abitibi.....	407
Beauce.....	192
Bellechasse.....	35
Bonaventure et Gaspé.....	300
Champlain.....	50
Charlevoix.....	124
Chicoutimi.....	907
Frontenac.....	31
Kamouraska.....	11
L'Islet.....	12

Lotbinière.....	198
Matapédia.....	329
Mégantic.....	20
Montmagny.....	335
Nicolet.....	10
Rimouski.....	91
Saint-Maurice.....	81
Sherbrooke.....	25
Témiscamingue.....	130
Témiscouata.....	742
Dorchester.....	140
Lac-Saint-Jean.....	1,066
Saguenay.....	303
Labelle.....	50
Gatineau.....	90
Portneuf.....	<u>15</u>
<i>Total</i>	5,694

Comme ces familles se composent d'une moyenne d'environ six personnes, l'on se rend compte de l'importance qu'a pris, dans la province de Québec, le mouvement du retour à la terre. Une somme de \$1,289,815.28 a été payée pour l'établissement de ces familles, soit pour des frais de déplacement, pour construction de camps ou de maisonnettes, pour achat d'animaux ou d'instruments de travail, pour primes spéciales de défrichement ou encore pour achat et distribution de provisions de bouche, ou pour autres fins utiles.

Ces familles n'ont pas eu de loyer à payer, de bois ou de charbon à acheter, de taxe d'eau à rencontrer et, par ailleurs, elles ont eu des jardins avec lesquels elle ont pu se sustenter et n'ont pas tardé à se rendre compte que leur sort n'était pas comparable à celui des chômeurs de nos villes.

Mais, puisque je mentionne les activités du département de la Colonisation au cours de l'été 1931, il serait injuste d'ignorer les 841 familles qui ont été rapatriées des États-Unis et également placées sur la terre. Ces 841 familles ne représentent pas moins de 3,364 personnes. Du mois de janvier 1932 à juin 1933 inclusivement, nous avons rapatrié avec allocations, 186 familles comprenant 825 personnes, qui ont rapporté au pays une valeur approximative de \$289,095. De plus, nous avons rapatrié, dans le même espace de temps, mais sans allocations, 440 familles, comprenant 2,017 personnes, qui ont rapporté au pays une valeur approximative de \$636,155.

Je dois cependant à la vérité de dire qu'à cause de l'abandon par le gouvernement d'Ottawa de

la somme de \$50,000 qu'on nous octroyait annuellement, pour fins de rapatriement, et de la crise que nous traversons, nous allons être forcément obligés de restreindre considérablement cette politique qui nous a donné dans le passé d'excellents résultats, tout en laissant ouvert à Nashua le bureau établi à cette fin et qui continuera de donner tous les renseignements dont auraient besoin ceux-là de nos frères franco-américains qui voudraient revenir sur la terre ancestrale.

Non seulement nous avons donné une attention spéciale à la colonisation, en vertu du système ordinaire en vigueur depuis un grand nombre d'années, non seulement nous avons aussi établi en 1931 le système spécial d'occupation sans billet de location, système dont j'ai parlé précédemment, mais voulant favoriser davantage nos braves colons, j'avais l'honneur, au cours de l'avant-dernière session, de faire adopter une loi pour promouvoir davantage le retour à la terre, loi en vertu de laquelle le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre de la Colonisation à se porter adjudicataire de tout immeuble ou partie d'immeuble mis en vente pour taxes municipales, ou à acheter des immeubles que les municipalités locales possèdent déjà, suivant les prescriptions de l'article 737 du Code municipal, lorsque nous jugeons qu'il est dans l'intérêt de la colonisation, dans une localité, d'agir ainsi, et pourvu que le montant de l'acquisition n'excède pas dans chaque cas la somme de \$100 ou \$5 l'arpent.

À la dernière session, j'ai demandé à la Chambre d'amender cette loi, de manière à pouvoir acheter également les lots qui pourraient être disponibles, pour les mêmes fins, et qui seraient offerts en vente pour taxes scolaires.

On a dit que gouverner c'est prévoir. Or, cette sage législation aura pour effet de pouvoir nous procurer le nombre de lots requis pour faire face aux demandes qui nous seront faites, si la poussée vers les terres neuves se continue avec autant d'intensité qu'au cours des dernières années.

Laissez-moi vous dire, M. l'Orateur, que depuis que cette loi relativement récente est en vigueur, nous avons acquis 264 lots pour lesquels nous avons payé la somme de \$19,808.87.

Mais il y a plus; et outre les divers systèmes de colonisation que je viens de signaler à la Chambre, nous sommes allés encore plus loin, et nous avons accepté de coopérer avec Ottawa au sujet de ce qu'il est convenu d'appeler "le plan Gordon", plan en vertu duquel il est accordé à chaque famille de colons qui va s'établir sur une terre une somme de

\$600, dont \$200 payables par le gouvernement fédéral, \$200 par le gouvernement provincial et \$200 par la municipalité intéressée à envoyer de ces familles sur des terres neuves.

Le 6 mai 1932, j'écrivais au très honorable M. Bennett pour lui demander de coopérer avec nous sous ce rapport, et le 11, je recevais du premier ministre une lettre me félicitant du résultat que nous avions obtenu jusqu'à date et me disant qu'il référerait ma demande à l'honorable ministre de la Colonisation et de l'Immigration.

Quelque temps après, je recevais de l'honorable M. Gordon une lettre m'exposant son projet tripartite et, immédiatement, je lui répondais pour lui représenter que ce projet n'était pas suffisamment pratique, en ce sens qu'un très grand nombre de nos municipalités, surtout à cette époque de dépression financière et économique, refuseraient d'accepter un tel projet, et, pour protéger nos municipalités, je lui faisais l'offre, au nom du gouvernement de cette province, de les décharger complètement de l'obligation qu'on voulait leur imposer et je lui proposais de payer 50 % du coût de l'établissement de ces nouveaux colons, ajoutant que le gouvernement provincial paierait la même proportion.

Comme la saison avançait et que je n'avais pas de réponse, le 16 juin j'adressais un message à M. Gordon pour lui demander à quelle décision il en était arrivé.

Le 18, un samedi, je recevais une lettre du ministre de la Colonisation et de l'Immigration, refusant notre proposition d'exempter les municipalités du paiement d'un tiers et s'en tenant fermement à son premier projet.

Je saisis l'occasion la plus rapprochée pour soumettre à mes collègues de l'Exécutif cette décision finale et définitive des autorités fédérales, et faute de mieux, et afin d'éviter des critiques qu'on n'aurait pas manqué de nous faire, nous décidâmes d'accepter le plan Gordon tel qu'on nous le proposait, ou plutôt qu'on nous l'imposait.

Nous avons eu raison de faire tout notre possible pour protéger nos municipalités et essayer de les exempter de payer, car la presse, j'oserais dire sans exception, approuva d'emblée notre manière de voir et, les 27 et 28 juin, le *Star* et *La Presse*, entre autres, ne craignaient pas d'affirmer que nous étions dans la bonne voie et qu'Ottawa aurait dû se conformer à notre point de vue.

On se convaincra par ce qui précède que, s'il y a eu des retards, ils ne sauraient en aucune façon nous être imputables. En effet, si Ottawa avait

accepté notre proposition, le mouvement aurait été déclenché beaucoup plus tôt, et nous n'aurions pas été obligés d'attendre le bon vouloir des municipalités intéressées, bon vouloir que, dans bien des cas, on a été très lent à nous faire connaître. En m'exprimant ainsi, qu'on veuille bien croire que ce n'est pas un reproche que je fais aux municipalités, parce qu'il est facile de comprendre qu'avant d'entrer dans un mouvement de cette envergure et de dépenser un montant aussi considérable, il fallait y penser deux fois.

Puisque je suis sur ce sujet, on me permettra de donner quelques brèves statistiques en ce qui concerne les municipalités avec lesquelles nous sommes, au début de cette politique, entrés en communication. Toutes alors n'ont pas été d'accord, il est facile de le constater. Ainsi, des 118 intéressées à ce mouvement du retour à la terre, 45 ont demandé des renseignements auxquels elles n'ont pas donné suite; 6 ont accepté le mouvement par résolution sans spécification; 30 l'ont accepté par résolution et avec spécifications; 21 ont refusé en alléguant pauvreté; 9 ont soumis leurs conditions, un a protesté et refusé énergiquement, et enfin, 17 ont bénéficié de l'entente.

Le mouvement fut donc déclenché et nous nous mîmes à la besogne avec tout le soin et la diligence possibles. Il s'agissait d'abord de choisir l'endroit le plus propice pour l'établissement des nouveaux colons, et il n'y eut de notre part aucune hésitation quelconque à choisir pour cette fin les cantons de Rémigny, de Desandrouins et de Montbeillard, dans le Témiscamingue, d'abord parce qu'on trouve à cet endroit un sol de première classe et dont la valeur ne se discute pas, en second lieu parce que les familles de colons nouvellement établies se trouvent dans le voisinage immédiat de la zone minière de la province qui traverse une période d'activité exceptionnelle et qui assurera un marché avantageux à leurs produits agricoles, et enfin parce que la somme sur laquelle chaque famille peut compter lui permettra de mettre rapidement son lot en valeur, sans avoir à se tourmenter pour le pain quotidien.

Cet excellent territoire est situé entre deux lacs d'une longueur de 30 milles, ces deux lacs étant réunis par une rivière de six milles appelée Rivière Solitaire, laquelle sert de base à notre organisation. Le sol y est sans contredit l'un des plus fertiles de notre province et il a l'avantage d'être traversé du sud au nord par une route magnifique reliant le vieux Témiscamingue agricole au nouveau champ minier et industriel.

Il s'agissait non seulement de faire un bon choix du nouveau territoire à coloniser, mais il fallait aussi faire un choix des plus judicieux des colons à y établir. Nous avons à cette fin nommé un comité auquel nous avons donné carte blanche et exempt de toute ingérence politique. Ce comité se composait d'un représentant de mon département, M. Sam Marcotte, d'un représentant du gouvernement fédéral, M. J. G. Russell, d'un représentant du chemin de fer Canadien Pacifique, M. J.-E. Legault et enfin d'un représentant du chemin de fer Canadien National, M. J.-E. Laforce.

Je tiens à déclarer que tous les membres du comité en question ont fait preuve d'un dévouement à nul autre pareil et méritent pour leur travail désintéressé les plus grandes louanges.

Le choix que l'on a fait dans les diverses municipalités qui ont accepté de participer au mouvement a été excellent et l'on s'est appliqué particulièrement à éliminer un grand nombre d'applications et à n'accepter de préférence que celles venant de personnes qui avaient déjà été cultivateurs ou colons.

Puisque j'ai parlé des membres du comité, qui n'ont ménagé ni leur temps ni leurs peines pour faire de cette entreprise un succès, vous me permettrez de féliciter et de remercier sincèrement les membres de nos diverses sociétés de Saint-Vincent de Paul qui, comme toujours, ont été de véritables apôtres et nous ont grandement aidés. Notre plus cordiale gratitude est également acquise à plusieurs groupes de citoyens qui nous ont vendu divers objets à des prix ridiculement bas, quand ils n'en faisaient pas un don à nos colons, ainsi qu'à la presse qui n'a jamais manqué l'occasion de souligner au public nos diverses activités.

Ces vaillants défricheurs du sol ont quitté la ville pour un grand nombre d'entre eux sans un sou de dette, grâce à nos institutions charitables et philanthropiques, et je n'oublierai jamais, pour ma part, la joie qui rayonnait sur leur figure et l'émotion qui m'étreignait lorsque j'allais les saluer à la gare et leur souhaiter bon voyage, lors de leur départ pour la région lointaine du Témiscamingue.

Tout avait été prévu et, en arrivant là-bas, les nouveaux colons avaient tout ce qu'il fallait pour s'installer aussi confortablement que possible et commencer une nouvelle vie qui est loin de leur faire regretter les misères endurées jusque-là. Il me tardait d'aller leur rendre visite avec quelques-uns de mes officiers et les membres du comité chargé de faire leur recrutement. J'hésitais cependant à cause des dépenses qu'un voyage de cette nature ne manquerait pas d'occasionner, lorsque je reçus l'offre généreuse

du Canadien Pacifique de me rendre sur les lieux dans un char privé, gratuitement mis à ma disposition. Le voyage fut très intéressant et très impressionnant et tous ceux qui y prirent part constatèrent avec plaisir que nos colons étaient satisfaits et qu'aucun d'eux ne se plaignait.

Nous fûmes réellement émerveillés des progrès accomplis dans l'espace de quelques semaines à peine, et nous restâmes convaincus que la colonisation est encore appelée à jouer un grand rôle dans notre province.

(Applaudissements)

Vous seriez surpris, M. l'Orateur, du nombre incalculable de témoignages d'appréciations que nous avons reçus de différentes sources pour cette politique véritablement intensive et qui, je vous l'avoue, a dépassé les prévisions mêmes les plus optimistes.

Le *Northern Miner*, en date du 27 octobre 1932, disant entre autres choses:

"Quebec Province is carrying on a quiet campaign of colonisation throughout the District of Abitibi, in the area of mining developments. In the past year a number of settlers have been placed on townships south and southeast of Rouyn, roads have been provided, families have been moderately financed and a general but mild supervision has been exercised over their activities.

"It is understood that a sum of approximately \$600.00 is advanced to the pioneer families, which are drawn from the older areas of Quebec where unemployment is rife. This policy of assisted emigration colonisation appears to be a wise one, particularly as the farmers are being placed on townships which have good soil, very fair timber and very little exposed rock. Prospecting in the areas affected by the influx of colonist has not in the past been successful and claims staked in the boot of seven years ago have probably all lapsed²⁰."

Le 14 décembre 1932, la Chambre de commerce de Montréal approuvait notre politique de colonisation dans les termes suivants:

"Le comité de législation et celui de l'agriculture ont fait rapport qu'ils approuvaient l'initiative du gouvernement provincial d'établir des chômeurs dans la région du Témiscamingue, à la Rivière Solitaire, étant donné que l'on ouvre par là de nouveaux débouchés au commerce et que les terres qui serviront à l'agriculture sont de première classe." (Voir *Le Canada* du 15 décembre 1932)

La Presse du 23 décembre 1932, dans un "Premier-Montréal", après avoir donné certaines statistiques, ne craignait pas d'affirmer que "Le

mouvement du retour à la terre a produit en somme d'excellents résultats et mérite le plus grand encouragement."

Mais il y a plus, et il faut non seulement considérer ce que nous avons fait dans la province de Québec, mais procédant par comparaison, nous rendre compte de ce qui s'est fait dans les autres parties du dominion en vertu du même système. À cette fin, j'ai communiqué avec M. Robert J. G. Stead, directeur du service de publicité du département de l'Immigration et de la Colonisation d'Ottawa, non seulement pour le mettre au courant de nos diverses activités et pour lui donner les renseignements que nous possédions, mais pour savoir à quoi m'en tenir, quant à ce qui avait été fait dans les autres provinces dans le même domaine.

Or, M. Stead nous écrivait le 13 janvier 1933:

"The summary of activities of other provinces which you asked for has been delayed as in some cases the reports have been rather meagre and in no case have they been as comprehensive as the report which you were good enough to supply for your province. However, I give you the following brief outline of the information so far received²¹", et dans une lettre qu'il m'adressait le même jour et que je résume, il ajoutait que l'Île-du-Prince-Édouard n'avait pas pris part au mouvement, qu'il n'avait pas reçu de nouvelles du Nouveau-Brunswick, non plus que de la Colombie anglaise et que l'Alberta avait placé 51 familles, Ontario 54, la Nouvelle-Écosse 94, le Manitoba 185, la Saskatchewan 380 et le Québec 527. Notre vieille province était donc encore en tête de toutes ses sœurs de la Confédération, dans ce domaine comme dans plusieurs autres d'ailleurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien de colons ont été placés sur des terres en dehors du plan Gordon?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Je donnerai les renseignements à mon honorable ami.

Enfin, le 8 février 1933, un débat avait lieu au Sénat et l'honorable sénateur Gustave Lacasse de la province sœur ne craignait pas de déclarer de son siège: "On ne saurait douter que l'idée s'est graduellement répandue et a gagné du terrain. Certains gouvernements ont adopté et perfectionné des projets bien conçus en ce sens, mais je regrette que ma propre province ne soit pas en tête de ce mouvement progressiste.

"L'honneur en revient à la vieille province de Québec, et l'Ontario traîne en arrière. Mes

honorables collègues apprendront avec intérêt que la province de Québec, au cours des deux dernières années, a distribué \$600,000 aux colons sous forme de primes, qu'elle a dépensé près de deux millions pour établir ou améliorer des routes dans les régions éloignées du Nord, et que près de 9,000 familles ont été prises dans des villes surchargées pour être placées sur de nouvelles terres, où elles deviennent peu à peu indépendantes.

"L'établissement de 6,500 familles, l'établissement de routes et de ponts et le drainage de certaines terres a coûté moins de deux millions et demi. Si l'on divise par six ces 6,500 familles, on voit que l'État a dépensé \$385 pour l'établissement d'une famille. Je m'appuie, pour cette affirmation, sur une parole de l'honorable Hector Laferté, ministre de la Colonisation de Québec." (Voir *La Presse* du 9 février 1933)

En résumé, je dois dire à la Chambre qu'en vertu du plan Gordon, nous avons établi sur des terres, en 1932-1933, 527 familles, comprenant 3,290 personnes, et que, depuis le début de l'année 1933 jusqu'à date, nous avons établi 300 familles, soit environ 1,800 personnes, sans compter 75 autres familles de Montréal qui sont supposées partir en mars.

Dois-je ajouter que nous avons donné récemment un montant spécial de \$4,000 pour fournir de la laine à nos braves colons et que ces derniers sont enchantés de la nouvelle faveur que nous leur avons faite?

Dois-je mentionner également les œuvres importantes entreprises par des personnes charitables de mon département et d'ailleurs, qui travaillent discrètement, afin d'améliorer le sort de nos braves défricheurs? Je n'ose le faire pour ne pas blesser leur modestie, mais je profite de la circonstance pour leur offrir de la part des fils du sol l'hommage ému de ma gratitude et de ma profonde reconnaissance.

Il est une œuvre assez récente, entre autres, dont vous avez entendu parler et au sujet de laquelle je désirerais dire un mot. Il s'agit de l'établissement des fils de cultivateurs sur des terres. Nous avons promis d'accorder à dix pères de famille par comté rural qui établiront un de leur fils sur une terre une somme de \$100 par année pendant trois ans. C'est une manière tangible et palpable de garder nos jeunes gens sur le sol natal. Parlant en mon nom personnel, et non pas au nom du gouvernement, j'espère que ce nombre, si les circonstances et le budget le permettent, pourra plus tard être augmenté. Une telle politique a nécessité un grand nombre d'enquêtes.

Ce travail se continue, et à l'heure actuelle j'ai le plaisir d'informer la Chambre qu'il y a eu des demandes dans 73 comtés et que, dans 55 d'entre eux, ces demandes ont déjà été étudiées. Neuf cent vingt-sept cas ont été examinés. Sur ce nombre, 303 demandes ont été refusées, 164 cas sont en suspens et 460 ont été acceptés. Je formule les vœux les plus ardents pour que cette politique nous donne d'excellents résultats.

Il est une légende qui, heureusement, tend de jour en jour à disparaître et dont je désire détruire, si possible, les derniers vestiges: c'est celle qui existe et surtout qui existait autrefois, à l'effet que les marchands de bois avec lesquels d'ailleurs je n'ai aucun contact et que je n'ai aucun intérêt à protéger, bien au contraire, sont les ennemis irréconciliables des colons et font tout en leur pouvoir pour entraver les progrès et les succès des défricheurs du sol.

Sans doute, les intérêts de ces deux classes de personnes ont été opposés un certain nombre d'années, et il y a eu à cet égard des plaintes qui n'étaient peut-être pas dénuées de tout fondement. Mais le temps qui est un grand guérisseur et l'action énergique du gouvernement ont fait disparaître ou amoindri considérablement un pareil état de choses, et c'est un plaisir pour moi de constater que, s'il y a encore amélioration à avoir sous ce rapport, un grand progrès a été accompli.

Ainsi, pour ne vous en donner qu'un exemple, laissez-moi vous dire qu'à l'automne 1932, l'un de mes officiers, M. J.-E. Caron, surintendant des ventes, se rendait à Cabano où il assistait à une conférence entre messieurs les curés de la région et les représentants de la compagnie Fraser. Le but de cette conférence était d'obtenir de celle-ci l'assurance qu'elle achèterait le bois de pulpe des colons; car, par décision du bureau de direction de ladite compagnie, il avait été convenu qu'elle n'en achèterait pas cette année dans la région du Témiscouata.

Nous avons représenté à ces messieurs qui, si l'on ne coupait que du bois de sciage, plusieurs colons seraient sans travail et perdraient même le fruit du bois mou qui ne pouvait être transformé en billots et ne serait bon que pour du bois de pulpe. Après discussion de part et d'autre, les représentants de la compagnie Fraser, M. McLaughlin et Chs. G. Power²², M.P., obtinrent du bureau chef de la compagnie l'autorisation d'acheter 6,000 cordes de bois à pulpe provenant des défrichements des colons des cantons de Biencourt et d'Auclair.

Cette promesse assurait donc un revenu de près de \$100 à quelque 300 colons établis à cet endroit. Les autres colons, ils sont près de 200 dans

ces cantons, qui n'ont pas de bois de pulpe dans leur défrichement, leur lot étant en bois franc, auront le privilège de travailler aux chantiers que la compagnie fera aux environs et ce, sur la base de \$1 par jour. Ce geste de la compagnie Fraser mérite d'être signalé à la Chambre, ne fût-ce que pour détruire cette légende que les compagnies et les colons sont des ennemis irréconciliables.

Non seulement la compagnie en question s'est conformée à l'entente intervenue entre mon département, les curés de la région et les colons, entente acceptée avec plaisir et empressement de part et d'autre, mais subséquemment à cette entente, ladite compagnie m'informait qu'elle avait décidé de donner encore plus d'avantages aux colons, ce dont je n'ai pas manqué de la remercier.

Il est important, il me semble, de souligner ce fait à la Chambre, à une époque où l'on s'imagine que les capitalistes et les marchands de bois sont les ennemis des colons, et d'ajouter que, bien avant la crise des bûcherons, mon département, très discrètement, s'occupait de protéger nos fils du sol et de leur donner pleine et entière satisfaction.

Plusieurs personnes sont, de bonne foi sans doute, sous l'impression que le budget de mon département a été diminué; et, à cette fin, l'on se base sur le fait que l'item principal de ce budget qui était il n'y a pas très longtemps de \$1,000,000 a été réduit à \$600,000. C'est vrai dans un sens, si on considère purement et simplement le budget annuel voté par la Chambre.

Mais d'un autre côté, que l'on n'oublie pas que, cette année, mon budget est exactement le même que celui de l'an dernier et qu'il n'y a pas eu un iota de retranché. Que l'on n'oublie pas également, ce qui est encore plus important, qu'il faut tenir compte non seulement du budget qui m'est voté pour fins de colonisation, mais de tout ce que nous dépensons de diverses autres manières pour les mêmes fins, et ce, à même le fonds consolidé du revenu.

Abordant la question sous un autre aspect, je suis en état d'affirmer que mon budget, loin d'être diminué, a augmenté dans une proportion considérable dont il y a lieu de tenir compte. Ainsi, il faut ajouter à cette somme de \$600,000 un montant de \$19,808.87 pour 264 lots achetés jusqu'à date en vertu de la loi pour promouvoir le retour à la terre. Il convient aussi d'ajouter une autre somme approximative de \$73,000 à être dépensée sous peu pour nos fils de cultivateurs. Il convient également d'ajouter aux montants plus haut mentionnés une somme de \$265,490.26 pour l'établissement de nos colons, en vertu du plan Gordon, depuis que cette politique est en vigueur.

Et, à ce sujet, la Chambre voudra bien remarquer qu'en vertu des règlements qui nous sont imposés par Ottawa, nous sommes pratiquement obligés, lorsque nous établissons des colons sur des terres en vertu de ce plan, de fournir à nos colons des chemins, des gardes-malades et des écoles en très grand nombre, écoles dont mon collègue, l'honorable secrétaire de la province (M. David), paie entièrement le coût, ce qui représente encore un montant considérable.

Mais il y a plus, M. l'Orateur, et à toutes ces sommes, il convient d'ajouter ce que nous avons donné à nos colons sous forme de secours directs et de travaux de chômage.

Ainsi, pour tous ces genres de travaux, je dois attirer l'attention de la Chambre sur le fait que mon département a dépensé, depuis 1932 jusqu'à date, une somme de \$2,181,737.

Tout ceci forme un montant considérable et ne comprend pas l'achat de laine au montant de \$4,000 en faveur de nos colons et ne comprend pas non plus les œuvres importantes entreprises par des personnes charitables de mon département et d'ailleurs, afin d'améliorer, tel que je l'ai mentionné plus haut, le sort de nos braves défricheurs qui ont reçu sous des formes différentes de secours et des montants très appréciables.

Mas il y a plus, et si je réfère au budget des dépenses du gouvernement fédéral pour l'année financière se terminant le 31 mars 1935, je constate que, contrairement aux montants augmentés que la province de Québec paie à ses colons, tel que je viens de l'établir, le gouvernement d'Ottawa a diminué considérablement ses subsides en faveur de nos hardis pionniers.

Ainsi, si vous réferez à la page 21 du budget du gouvernement fédéral pour l'année 1934-1935, vous constaterez qu'en ce qui a trait à l'item: "salaires à l'immigration et dépense casuelle", il y aura cette année une diminution considérable de \$177,712.

À l'item 52 relativement au "Plan de colonisation de l'Empire, y compris les subventions que le gouverneur général en son conseil pourra autoriser," j'y vois une diminution de \$5,000.

À l'item 53, intitulé: "Secours aux Canadiens nécessiteux à l'étranger", je constate une diminution de \$1,000, ce qui fait en tout et partout pour la branche de l'Immigration et de la Colonisation du gouvernement fédéral, une diminution totale de \$183,712.

Je remarque à la même page qu'à l'item: "Établissement des anciens combattants et autres colons sur les terres", il y a également dans le budget une diminution de \$238,704.32

Tous ces chiffres, M. l'Orateur, se passent de commentaires. En les comparant les uns aux autres, il est facile de constater que la province de Québec augmente sans cesse ses subsides en faveur de nos colons, lorsque Ottawa les diminue dans une proportion considérable.

Il n'est donc pas surprenant qu'à cause des faits plus haut mentionnés et des nombreuses œuvres que nous accomplissons en leur faveur, nos colons soient absolument satisfaits du traitement que nous leur accordons.

Je m'en suis rendu compte au cours des voyages que j'ai faits chez eux, pendant la dernière saison, et je ne suis pas surpris que des esprits bien pensants affirment, non sans raison, que notre mouvement de colonisation à l'heure actuelle est le plus beau jamais entrepris depuis l'époque du grand intendant Jean Talon.

Après avoir visité dans le cours de l'été plusieurs colonies, entre autres celles des comtés de Bonaventure, Rimouski et Témiscouata, j'avais l'honneur, au commencement du mois d'octobre dernier, de me rendre pour la troisième fois dans l'immense et intéressant territoire de l'Abitibi. Partout, j'ai constaté des progrès marquants et ce voyage, comme pour tous les personnages qui m'accompagnaient, a été des plus réconfortants. Sans entrer dans les détails, me permettez-vous de vous dire qu'au cours de ma visite dans la paroisse de La Reine, j'ai senti mon patriotisme grandir en constatant le développement énorme qui s'y est opéré jusqu'aux limites mêmes de la frontière ontarienne.

Vous voyez là de braves défricheurs qui savent traverser la crise comme des hardis pionniers qu'ils sont et préparent à leurs enfants un bel avenir. Les terres sont déboisées, chacun vit dans la paix et le contentement; et à quelques pas seulement de l'église paroissiale, on vous montre la frontière ontarienne où la forêt est encore vierge et où il n'y a pas même un commencement de colonisation.

C'est la grande épopée canadienne-française qui se continue: sur la terre québécoise, la colonisation dans toute son ampleur et, à quelques arpents plus loin, sur le territoire ontarien, la forêt vierge qui n'a pas encore été entamée.

En faisant la comparaison qui s'imposait, je ne pouvais m'empêcher de constater que nos compatriotes sont les dignes continuateurs de ceux qui ont fécondé et labouré notre sol de leurs sueurs et dans les veines desquels circulait le même sang que celui qui coule dans nos veines; et en admirant ainsi leurs travaux et leurs labeurs, je ne pouvais m'empêcher de me rappeler les vers de Louis Fréchette²³:

"Ô notre histoire,- écrivain de perles ignorées -,
Je baise avec amour tes pages vénérées!"

Aussi je ne suis pas surpris du grand nombre d'appréciations que nous recevons tous les jours au sujet de notre politique de colonisation, soit de la part des patriotes intéressés à ce mouvement, de colons que nous avons protégés ou de journaux de toutes nuances qui se rendent compte de l'effort que nous faisons pour aider les nôtres à rester attachés au sol natal ou à y retourner, sauf, bien entendu, une ou deux exceptions que je mentionnerai avant la fin de mes remarques.

J'ai par-devers moi, comme je viens de le mentionner, un nombre considérable d'appréciations de tous genres, mais je ne veux pas prendre le temps de la Chambre inutilement et lui citer tous les témoignages que nous avons reçus des quatre coins de la province, témoignages qui sont d'ailleurs conformes aux faits et à la politique bienfaisante et efficace que nous poursuivons depuis un grand nombre d'années.

Parmi ces témoignages, je n'en mentionnerai qu'un en particulier, celui du *Journal*, organe de nos amis de la gauche qui disait, le 24 août dernier: "Que de légendes n'avons-nous pas entendues sur les misères endurées par les colons du "Retour à la terre"!... que d'histoires sur l'impossibilité de leur réussite!..."

"Une visite dans les régions colonisées par les "Retours à la terre" vous convaincra que, chez les Canadiens, la force physique, le courage, la moralité, et le niveau intellectuel sont encore de mise, qu'il coule encore du sang de pionnier dans les veines de milliers de familles canadiennes."

Encore une fois, je pourrais citer des centaines et des centaines de témoignages encore plus élogieux que celui du *Journal*, mais je m'arrête pour ne pas trop retenir le temps de la Chambre.

M. l'Orateur, en dépit de tout ce que je viens de dire au sujet de la politique bienfaisante qui est la nôtre depuis plusieurs années et des témoignages sans nombre que nous recevons chaque jour, je sais qu'on n'en continuera pas moins à nous critiquer injustement, et dans cette Chambre, et en dehors.

On veut, en effet, et à tout prix, prendre à Québec le pouvoir que l'on va perdre à Ottawa. C'est l'éternelle histoire qui se répète. En effet, Eschyle²⁴ n'a-t-il pas prétendu que Prométhée a "doué les hommes d'aveugles espérances!" (Louis Barthou, *La Revue des Deux Mondes*, du 15 novembre 1933, page 312) Nos adversaires me font penser à ce qu'on a dit de Jean Marras, ami et contemporain de

Leconte de Lisle, qui appartenait à une jeunesse tumultueuse "qui discutait de tout sans oublier le reste".

Il n'est donc pas surprenant que les critiques acerbes et injustes dont nous sommes l'objet de la part de certains membres de l'opposition se répandent en dehors de la Chambre. L'an dernier, je citais le triste cas du Dr Duguay²⁵, député de Lac-Saint-Jean à la Chambre des communes et du Dr Lamarre²⁶, ancien candidat battu dans l'Abitibi.

Ce pauvre Dr Duguay, que j'ai fustigé de mon siège comme il convenait, ne s'est guère corrigé, et comme preuve à l'appui de mes prétentions, vous me permettrez de vous lire une lettre signée de sa main et adressée à M. Syviard Larouche, un de nos inspecteurs, lettre ainsi conçue:

Chambre des communes
Canada

Saint-Joseph d'Alma, novembre

M. Syviard Larouche,
Sainte-Monique,
Lac-Saint-Jean,

Monsieur,

J'apprends que vous refusez de l'ouvrage à certaines personnes sous prétexte qu'ils ont quelques vaches et que ceci est une restriction faite par le gouvernement fédéral. De plus, je dois vous dire que c'est à vous de déterminer les nécessités s'ils ont besoin de travailler ou non.

Je ne vous défends pas de mentir à pleins poumons, mais s'il vous plaît, Monsieur, jetez les ordures que vous avez à jeter sur vos semblables, il y en a tout plein dans le ministère provincial.

Bien à vous,

(signé) Dr L. Duguay, M. P.

Quand on entretient de pareils sentiments à l'égard des autorités de sa province, il est clair qu'on ne peut juger leurs actes d'une manière impartiale et ce qui est beaucoup plus grave, en se comportant de cette manière, on contribue à soulever notre brave population contre l'autorité légalement constituée.

En ce qui concerne le Dr Lamarre, que notre ami le dévoué et sympathique député de l'Abitibi a écrasé et archi-battu aux dernières élections provinciales, il a continué à s'intéresser à sa manière

aux colons établis depuis une couple d'années dans le comté de Témiscamingue. Il paraît que ce brave docteur s'est même servi de mon nom, en se disant mon ami, alors que je ne le connais pas du tout, pour obtenir d'un certain nombre de colons de l'endroit des signatures sous de fausses représentations, et ce, sur des documents en blanc qu'il s'engageait à remplir lui-même.

Il promettait d'améliorer leur sort et de leur procurer des animaux, des outils, des instruments, etc. Un certain nombre de braves gens se sont laissés prendre à ce jeu.

Or, le Dr Lamarre, avec ces signatures, transmettait aux journaux des plaintes et des jérémiades qu'il inventait sous la signature de ces colons, mais ces derniers n'ont pas manqué de protester énergiquement chaque fois que la chose est parvenue à leur connaissance.

Vers le même temps, il prétendait et soutenait dur comme fer que les colons de la Rivière Solitaire mouraient de faim, qu'on ne leur fournissait pas ce qui était nécessaire à leur subsistance, qu'ils étaient tellement faibles qu'ils ne pouvaient travailler, etc. Or, il trouvait le moyen d'organiser dans un temps de crise comme celui que nous traversons et auprès de gens qu'il prétendait affamés et anémiés, des fêtes sportives avec marathon, séance de boxe, séance de lutte, course de cinq milles, tirage au câble entre hommes forts, etc., le tout suivant programme imprimé que l'on m'a fait parvenir et portant comme entête: "Ouverture par l'orchestre yougoslovaque du Dr Hildège Lamarre".

Heureusement que nous avons été mis au courant de la situation et que nous avons dépêché sur les lieux un officier du département chargé de faire comprendre à ces braves gens que ce n'était pas le temps, à cette époque de l'année, de faire de la lutte et de la boxe, alors qu'ils pouvaient exercer leurs activités en luttant contre la forêt et dans un domaine beaucoup plus profitable pour eux et leur famille.

Ces braves gens ont compris: la fête a été manquée et tous sont retournés à leurs occupations. Il n'en reste pas moins vrai que la fête en question, organisée par le Dr Lamarre, contredisait éloquemment les rapports de disette reçus vers cette époque, alors que l'on prétendait que nos colons étaient exténués de nourriture!

Puisque je suis sur ce sujet, l'honorable chef de l'opposition sera peut-être intéressé d'être au courant de quelques extraits d'une lettre signée par le même Dr Lamarre à son adresse, en date, à Rouyn, du 10 novembre dernier, et qui a paru dans un journal de Montréal.

"Mon cher Monsieur Duplessis,

"Vous permettrez bien à un pauvre ex-candidat conservateur, un des plus humbles, je vous l'assure, de faire une mise au point concernant la récente convention de Sherbrooke²⁷.

"Comme j'ai été attaqué presque sauvagement dans les journaux de la part du grand chef conservateur de l'Abitibi, maître Lucien Ladouceur d'Amos, il me semble que j'ai le droit de dire un mot de vérité concernant les épaulettes de chef que vous portez avec tant d'orgueil et de distinction.

"Nous étions huit délégués, dont trois de l'Abitibi et cinq du Témiscamingue. Cependant, personne de nous ne put être admis dans la salle de délibérations, parce qu'on nous refusait nos lettres de créance. Pourtant, nous étions bien les seuls représentants de ces deux comtés, après avoir parcouru la jolie distance de 700 milles pour s'y rendre.

"Pourquoi votre comité nous a refusé nos lettres de créance? Peut-être parce que nous avons censuré le bill Dillon²⁸, la pension des veuves et des orphelins, sans oublier celle des vieillards. Permettez-moi de vous dire que vous êtes un grand méchant, un gros vilain. Cependant, je puis vous dire que, dans le choix de délégués et substituts pour Trois-Rivières, vous étiez moins scrupuleux, mon ami, parce que deux délégués ou substituts qui se sont rendus à Sherbrooke pour voter pour vous étaient deux libéraux avérés qui furent admis comme membres du club Laurier de Trois-Rivières le 11 janvier 1932, et les noms de ces messieurs sont: M. Aimé Roy et M. Jos. Guay, aussi de Trois-Rivières. Allez, pour votre propre satisfaction, visiter les livres du secrétaire dudit club et vous constaterez si je dis vrai.

"Il me semble que vous auriez pu prendre ces conservateurs dans Trois-Rivières ou bien, dans un cas pressé, en emprunter deux du clan de l'ex-député libéral de Trois-Rivières, M. Bettez, pour qui vous vous donniez tant de trouble à faire élire.

"Je comprends la joie qu'a pu éprouver mon ami M. Taschereau, car c'est un fait unique dans l'histoire des conventions que le premier ministre libéral d'une province fasse choisir le chef de l'opposition à son goût.

"Je vous connais, mon cher Monsieur Duplessis, comme un avocat habile, mais je suis persuadé que si, par la ruse, vous parveniez à vous emparer de la position de premier ministre de la province à la place de M. Taschereau, vous pouvez être certain que les bleus vous enlèveront l'indemnité parlementaire de \$4,000 comme chef de l'opposition parce que c'est comme la Constitution: un homme ne peut être chef de l'opposition et premier ministre en même temps.

"Je dois vous féliciter car vous avez beaucoup de talent, et vous êtes un digne élève de votre ancien professeur et chef, M. Arthur Sauvé, car à l'élection de 1919, quarante-cinq députés furent élus par acclamation, et là-dessus, 44 libéraux et un seul conservateur, et le conservateur, c'était lui. Ce fut un des tours de force les plus mémorables de la part de M. Gouin durant toute sa brillante carrière politique.

"Vous avez profité, mon cher Monsieur Duplessis, des leçons de vos anciens chefs Borden et Meighen qui gagnèrent l'élection de 1917 avec des paquets provenant des soldats morts ou vivants en Europe et distribués dans tout le Canada à la demande des candidats unionistes battus. À la convention de Sherbrooke, vous avez fait la même chose, car votre comité a jonglé avec les lettres de créance, et vous avez fait voter des gens de Montréal avec des procurations appartenant aux délégués de l'Abitibi, Témiscamingue, la Beauce et plusieurs autres comtés que je ne connais pas. Ça a l'air drôle, mais c'est vrai.

"Vous vous êtes vengé contre mes amis et contre moi-même, mais c'est méchant de votre part, grand, grand vilain, va! C'est encore une leçon de votre ancien chef, votre cher M. Meighen qui, pour se venger des pauvres jeunes gens qui avaient fui dans les bois pour se débarrasser de la conscription, la guerre finie, pour les punir, les fit condamner à de fortes amendes ou à la prison, et comme conclusion, pour fêter l'année de la victoire, ces pauvres jeunes déserteurs, manquant d'argent, durent remplir à pleine capacité tous les cachots de la province. Cependant, les électeurs de la province le récompensèrent de sa noble action en le battant à l'élection générale de 1921 par 65 à zéro."

Et la lettre contient encore cinq autres paragraphes du même genre. J'ai pensé qu'un tel document de la part d'un de ses partisans ou de ses anciens partisans pourrait intéresser l'honorable chef de l'opposition.

Puisque j'en suis aux critiques malséantes et acerbes faites contre mon département par des gens de la plus entière mauvaise foi, me permettez-vous, M. l'Orateur, de vous citer le cas d'un journal de Montréal, *Le Patriote*, qui m'a pris à parti parce que je n'avais pas assisté à Montréal, au Gesù, à la démonstration en l'honneur de ce grand apôtre de la colonisation que fut Mgr Labelle. Il est vrai que je n'étais pas présent, mais c'était pour une simple et unique raison, bien compréhensible: je n'avais pas été invité.

Vous me direz peut-être, M. l'Orateur: "Pourquoi donner tant d'importance aux élucubrations

des Drs Duguay & Lamarre et de certaines feuilles de dix-septième ordre?"

Vous avez peut-être raison. Mais je vais, si vous le voulez bien, vous parler de deux organes infaillibles de la province de Québec, les seuls organes sérieux ou prétendus sérieux qui, tel que je le mentionnais au cours de mes remarques, ont fait exception à la règle générale et ont trouvé le moyen, au milieu du grand concert d'éloges que nous recevions de tous côtés, de faire bande à part et de critiquer injustement mon département, comme vous allez le voir. Inutile d'ajouter que tout le monde aura reconnu *Le Devoir* et *L'Action catholique*.

Allons d'abord, si vous le voulez bien, avec *Le Devoir*. L'organe montréalais a publié depuis plusieurs semaines une série d'articles sur la colonisation, et j'admets qu'au point de vue style, ces articles étaient bien rédigés. On y a donné des statistiques intéressantes, vantant le courage de nos colons, de nos missionnaires-colonisateurs, etc., mais en se gardant bien de faire l'éloge du gouvernement. Je me trompe, M. l'Orateur, et je dois à la vérité de dire que, dans l'un de ces articles, celui du 13 décembre dernier, l'on a mentionné une petite scierie portative que nous avons donnée aux colons d'une de nos régions.

La scierie portative semblait seule compter aux yeux du rédacteur de ces articles. Les primes, les chemins, les ponts en bois, les graines de semence, les écoles de mon honorable ami le secrétaire provincial, les gardes-malades, et tout ce que nous avons fait pour les colons, cela c'était lettre morte, mais on condescendait à souligner le fait que nous avions donné une scierie portative à nos colons. C'est autant de pris à l'acquit de mon département et je note cette bienveillance du journal montréalais, tout en constatant que *Le Devoir* n'a pas hâlé cette fois avec la stricte vérité et les intérêts de la vraie colonisation.

Mais cela n'est rien comparé au journal québécois, qui s'est donné pour mission de tout restaurer dans le Christ. Je vais me borner, pour le moment, à vous citer deux exemples typiques de la mentalité de ce journal à l'égard de mon département, en ce qui concerne l'œuvre importante de la colonisation.

Le 11 décembre dernier, à côté de l'article principal de rédaction et en caractères très visibles, un article intitulé: "D'autres cas" était publié sous la signature de T. P. (lisez Thomas Poulin).

Permettez-moi de vous donner lecture de cet article: "Les cas des bûcherons se multiplient. Ils seront bientôt aussi nombreux que les bûcherons

eux-mêmes. Un de nos amis de Sainte-Pétronille, fils d'Orléans, vient de nous raconter l'aventure d'un parent à lui, de Saint-Éloi de Témiscouata.

"Ce parent, au cours de l'automne, décida d'aller se faire colon en Abitibi. Il obtint du ministère un lot de colonisation et se rendit le travailler. Il n'eut pas le temps de faire longue besogne, car on vint lui enlever son lot, prétextant ci ou ça. Il ne se découragea pas et prit un autre lot, mais avec un résultat bientôt identique.

"Ce voyant, il se dit qu'il paraissait inutile de se faire colon dans ce territoire et se rendit dans un chantier. Il travailla de son mieux près de deux mois. Il croyait bien recueillir une bonne somme, car le tas de bois qu'il avait devant lui paraissait considérable. Sa surprise fut grande lorsqu'il apprit que tout ce bois ne faisait que 10 cordes. On lui paya à raison de \$1 la corde.

"Voilà comment on fait des colons, et ensuite, comment nos gens peuvent s'enrichir."

Aussitôt après avoir lu l'article en question, je fis faire une enquête pour savoir de quel colon il s'agissait et priai, par l'intermédiaire d'un de mes officiers, *L'Action catholique* de nous donner le nom du colon en question qui aurait été si maltraité. Nous apprîmes de la rédaction de *L'Action catholique* qu'il s'agissait d'un nommé Labrie.

Je donnai des instructions pour qu'on repassât toutes nos filières, afin de savoir ce qui en était. Ce travail fut assez long et on constata que nous n'avions pas de tel nom au département. Je poussai plus loin l'enquête et m'adressai à l'un de nos officiers, M. Louis Simard, de La Sarre, Abitibi. Le 16 décembre, M. Louis Simard, agent des terres à cet endroit, écrivait à M. J.-É. Caron de mon département la lettre suivante:

"Monsieur,

"En réponse à votre lettre du 12 courant concernant l'article paru sur *L'Action catholique*, qu'un M. Émile Labrie était venu dans l'Abitibi pour s'établir et qu'il n'avait pu se procurer un lot; je dois vous dire que, vers le 18 octobre dernier, Émile Labrie est monté dans un char de provision et d'animaux envoyé par la Société de colonisation de Sainte-Anne et que, rendu dans Roquemaure, il a dit à notre inspecteur Perreault, devant deux témoins, MM. Alphonse Charest et Adélard Guimont, qu'on lui avait représenté ces lots plus beaux qu'ils le sont en réalité, et que, vu qu'il n'était pas habitué aux travaux de colonisation, il préférerait retourner chez lui.

"Il y avait deux de ses amis montés en même temps que lui qui se sont établis sur des lots, à savoir: Oscar Soucy, lot 28-II et Ludger Roy, lot 36-III, Roquemaure.

"Il y avait en octobre dernier 150 lots de livres dans Roquemaure, et chose certaine que M. Émile Labrie aurait pu se choisir un lot en étant certain d'avoir un des plus beaux lots de la province de Québec, s'il l'eût désiré.

Respectueusement soumis,

(Signé) Louis Simard
Agent des terres

Ne croyez-vous pas, M. l'Orateur, que dans les circonstances et avant de publier un article semblable, *L'Action catholique* aurait dû se renseigner à meilleure source? Je sou mets la chose à votre bienveillante considération et je suis sûr que vous partagerez ma manière de voir.

Mais ce n'est pas tout et j'arrive maintenant au cas fameux d'un nommé Armand Brisson, lequel restera légendaire.

Le 7 juin 1933, dans un *Premier-Québec*, M. Thomas Poulin, de *L'Action catholique*, écrivait un article intitulé "Un appel au secours" dans lequel il disait, entre autres choses:

"Nous avons, par ailleurs, sous les yeux une lettre que nous adressent six colons d'une autre région et d'une autre colonie de retour à la terre, celle de Packington, nous demandant d'intercéder pour qu'on vienne à leur secours. Ces colons sont des chefs de famille de 9, 11 et 13 personnes. Ces gens ont vu mourir leurs chevaux de faim et disent être dans le plus grand besoin, n'avoir qu'une paire de chaussures pour la famille, une hache pour quatre hommes, etc."

C'était, comme vous le voyez, une affirmation très sérieuse.

Nous ne savons pas, au département, de quoi il s'agissait, et il fallut encore une fois prendre, auprès du pieux journal, les renseignements requis pour avoir plus de précisions, afin de savoir à quoi nous en tenir.

Nous apprîmes qu'il s'agissait de cinq colons du nom de: Armand Brisson, Arthur Langlois, Émile Bouchard, Jean-Baptiste Dumont et Arthur Beauregard.

Or, nous constatâmes dans nos filières au sujet de ces cinq colons les faits suivants, à savoir que: (Voir le tableau à la page suivante)

Avait reçu du département:

Armand Brisson	\$1,058.66
Arthur Langlois	1,450.26
Émile Bouchard	971.88
Jean-Baptiste Dumont.....	710.64
Arthur Beauregard	650.87

et ce, suivant détail que j'ai actuellement en ma possession et comprenant secours directs, primes spéciales, primes de défrichement, coupes d'arrérages, grains de semence, bois vendus, vêtements, couvertures, patates, etc., sans compter de la part de certains de ces messieurs de nombreuses quêtes fructueuses à domicile, et sans compter le fait que ces messieurs avaient refusé de travailler à raison de \$2 par jour, voulant se faire nourrir par l'État.

Vous admettez avec moi, M. l'Orateur, que ces cinq colons, au sort desquels s'était grandement intéressée *L'Action catholique* de Québec, ont été loin d'être maltraités par mon département.

Je dois aller plus loin et ajouter que celui qui paraissait le chef de ces cinq mécontents était Armand Brisson, soldat de retour du front, un nomade et non pas un colon. En 1931, lors de notre système d'établissement, il vint s'établir dans Témiscouata, où nous l'avons traité comme tous les autres colons, lui accordant, ainsi que je viens de le mentionner, la jolie somme de \$1,058.66 dont plusieurs chômeurs de la ville et plusieurs citoyens de cette province auraient été satisfaits, et ce, sans compter le produit assez substantiel de ses quêtes dans la région, événement qui est parvenu à notre connaissance quelque temps après.

Nous n'avons pas cependant tardé à constater que ce monsieur soulevait nos colons contre l'autorité établie et était un être dangereux.

Nous avons donc dû prendre les moyens nécessaires pour le faire disparaître de la région, et ce, dans l'intérêt bien entendu de la colonisation. Or, savez-vous ce que ce monsieur, qui s'est fait défendre par *L'Action catholique* comme un pauvre martyr contre l'administration autocratique de mon département, a fait vers la même époque?

Je vous le donne en cent, je vous le donne en mille.

Rendus à Rimouski, un soir que Son Excellence lord Bessborough et lady Bessborough revenaient d'un voyage officiel dans les Provinces maritimes, ils décidèrent d'y passer la nuit. Il était environ 11 heures du soir. Un citoyen assez bien mis s'avance près du train vice-royal et dit aux aides de camp: "Je suis le maire de Rimouski et j'aimerais,

demain matin, avant le départ de Son Excellence, avoir, ainsi que les membres de mon conseil, une entrevue avec le gouverneur général." Il disparaît dans la circulation, les aides de camp font part de cette demande à lord Bessborough, qui paraît un peu surpris à première vue, vu qu'il n'est pas en voyage officiel à Rimouski mais qui, finalement, avec la meilleure grâce du monde, accepte de recevoir le maire et les échevins de la ville de Rimouski et fixe l'entrevue à 9 h 30 le lendemain matin.

Ses deux aides de camp partent immédiatement, frappent à la porte de notre estimable collègue, l'honorable député de Rimouski, qui est en même temps maire de sa ville, et lui disent sans autres commentaires que Son Excellence le gouverneur serait enchanté de le recevoir dans son char privé, avec les membres de son conseil, le lendemain matin à 9 h 30. Le Dr Moreau reste un peu surpris, mais se conforme à cet ordre du représentant de Sa Majesté et téléphone immédiatement à tous ses collègues, les échevins de la ville de Rimouski, pour les prier de se rendre avec lui rencontrer le gouverneur général le lendemain matin à l'heure plus haut mentionnée.

Ces messieurs arrivent à la porte du char privé de Lord Bessborough. Les salutations d'usage ont lieu et finalement, le gouverneur général demande au maire à et à ses échevins ce qu'il peut faire de bon pour eux. Grande surprise de la part du maire et des échevins, qui disent au gouverneur général: "Nous ne savons pas ce dont il s'agit, mais vous nous avez fait demander et nous avons répondu à votre invitation."

Lady Bessborough regarde son mari et lui fait remarquer que la veille au soir, elle a trouvé pour le moins singulier que des gens aussi polis que ceux qui vivent dans la province de Québec viennent solliciter une entrevue à une heure aussi tardive.

Tout le monde se regarde et rit de bon cœur, parce qu'on constate qu'on est en présence d'un farceur qui a voulu jouer un tour au maire de Rimouski.

Le Dr Moreau s'excuse, présente ses hommages à lord et à lady Bessborough et se tourne vers ses collègues du conseil de ville et leur fait remarquer que, d'après lui, il n'y a qu'un homme dans la ville de Rimouski pour s'être mis dans la tête de jouer un tour semblable et que ce doit être Armand Brisson. On prend des renseignements à bonne source et on constate qu'en effet Armand Brisson a été vu la veille à la portière du char privé de Son Excellence pour solliciter de ses aides de camp, à titre de maire de Rimouski, une entrevue au gouverneur général.

C'est là, M. l'Orateur, le colon que mon département a maltraité et que *L'Action catholique* a défendu dans ses colonnes.

J'ai cru devoir mettre devant la Chambre quelques-uns de ces faits pour qu'à l'avenir, on se rende compte de la croyance qu'on doit ajouter aux attaques du pieux journal de la rue Sainte-Anne, lorsqu'il critique la politique de colonisation de mon département et se fait l'égout collecteur de toutes les doléances sans fondement de nos faux colons.

Après cela, comment voulez-vous, M. l'Orateur, qu'un assez grand nombre de personnes de bonne foi ne croient pas, au moins partiellement, de telles élucubrations? Des gens qui, sans se renseigner suffisamment, font contre le gouvernement de cette province des attaques aussi injustes et aussi déloyales, remplissent un bien triste rôle, alors qu'ils se sont pourtant donné pour mission d'éclairer et d'assainir l'opinion publique.

Démasqués comme ils le méritent, je suis convaincu qu'ils n'en persisteront pas moins demain à avoir recours à leurs menées souterraines et à la continuation de leur œuvre délétère.

Quant à mes collègues et à votre humble serviteur qui partageons le lourd fardeau de l'administration, nous allons continuer de rendre dans tous les domaines le plus de services possible à notre population, "n'attendant, suivant l'expression de René Doumic²⁹, du bien que nous ferons d'autre récompense que de l'avoir fait."

M. l'Orateur, encore une fois, que l'on soit bien convaincu, Monsieur, que nous allons continuer, en essayant si possible de l'amplifier, l'œuvre bienfaisante et salutaire que nous avons entreprise, sans nous occuper des roquets de la basse politique qui s'acharnent à nos talons, nous rappelant, comme l'a si bien dit Félix Pyat³⁰, que "le peuple peut parfois se tromper, mais qu'après tout, c'est un grand logicien qui ne manque jamais de conclure." Il a conclu ce peuple dans le bon sens du mot à dix reprises différentes depuis 1897, et après bientôt 37 années de pouvoir, nous pouvons, je crois, répéter la parole du général MacMahon³¹ à la presqu'île de Malakoff: "J'y suis, j'y reste!"

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quand les documents demandés pour cette motion, et qui ont provoqué ce débat, seront-ils disponibles?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Ils vous seront acheminés le plus tôt possible, mais cela ne comprendra pas toute la correspondance des dernières années relative à la colonisation.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je félicite les députés ministériels, tout particulièrement le proposeur de la motion, des considérations et suggestions faites au cours de la journée. Il s'est fait nombre de discours intéressants sur la colonisation au cours de la journée. D'aucuns ont vanté le gouvernement, d'autres ont fait des suggestions importantes. Je n'ai pas, quant à moi, l'intention de me lever pour faire ce qu'on appelle ordinairement "mon discours sur le retour à la terre", mais je me demande ce qui va rester de pratique de tout ce débat.

Car enfin, M. l'Orateur, la motion de l'honorable député de l'Abitibi n'a été proposée que pour permettre tous les discours qui ont été prononcés et ne conclut à rien du tout. Il n'y a rien de pratique là-dedans. Ce débat ne donnera aucun résultat. Tout ce que l'honorable député de l'Abitibi a demandé, c'est la correspondance échangée entre le gouvernement et les compagnies de chemin de fer. Aucun vœu, aucune demande, aucune politique définie dans aucun sens.

Nous sommes donc en droit de nous demander quelles sont les mesures que le gouvernement entend nous présenter comme résultats logiques de ce débat. Le gouvernement nous donnera-t-il un crédit rural, comme l'a demandé le député d'Iberville et comme nous, de l'opposition, l'avons réclamé depuis tant d'années? Aidera-t-il à la colonisation en restaurant les primes de labour et de défrichement telles qu'elles étaient l'an dernier, avant que le gouvernement ne les réduisît de 50 %? Augmentera-t-il les crédits de la colonisation, de l'agriculture, réduits de \$500,000 et \$800,000 respectivement l'an dernier?

Le député de Bellechasse (M. Taschereau) a indiqué quelques-unes des causes de la rupture de l'équilibre démographique entre les campagnes et les villes, et comment nos ruraux ont émigré dans les villes. Mais il a oublié l'une des causes principales: l'industrialisation à outrance, suite de la surcapitalisation.

Quant au mouvement du retour à la terre, je rappellerai ce que disait mon prédécesseur, l'honorable Arthur Sauvé, ex-chef de l'opposition et ministre des Postes, au premier ministre au cours de la session qui a précédé l'élection de 1927: "Vous avez permis la fondation des villes-champignons qui dépeuplent les campagnes", disait-il. "Vous prêchez partout l'industrialisation à outrance, vous faites miroiter devant les ruraux les avantages de l'industrie. Ne craignez-vous pas que cette surindustrialisation ne forme en nos villes des foyers

de misère et de mécontentement qui seront le cimetière de l'agriculture?" Et l'honorable premier ministre répondait en haussant les épaules que le chef de l'opposition ne faisait que chanter des funérailles et le traitait de broyeur de noir.

À quoi sert de faire des efforts pour retourner des gens sur la terre, si nous n'arrêtons pas le flot qui déserte la campagne pour envahir les villes? Qu'avons-nous fait, depuis le début de la session, pour endiguer ce fleuve? Nous sommes à la fin de la session et nous n'avons entendu parler d'aucune mesure pour aider la classe agricole. Nous avons entendu un plaidoyer vigoureux, un plaidoyer *pro domo* de l'honorable ministre de la Colonisation. Le ministre n'a pas même daigné prendre en compte les diverses suggestions qui lui ont été faites tout au long du débat de l'après-midi et n'a pas davantage donné suite aux plaintes des députés libéraux qui se sont levés.

Il a essayé de démontrer que tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes. Je ne veux pas me faire le défenseur du gouvernement fédéral, mais c'est grâce à la contribution du gouvernement fédéral que l'honorable ministre a commencé son mouvement de retour à la terre.

(Murmures à droite)

J'entends quelqu'un à droite dire que j'ai du front. Ceux qui ont du front, ce sont ceux qui disaient en 1930 qu'ils n'avaient pas besoin d'Ottawa pour aider les chômeurs et réclament l'aide d'Ottawa maintenant. Je reproche à l'administration son indifférence face à cette question et la tiens responsable de la plupart des problèmes qu'éprouvent les cultivateurs et les colons dans cette province.

La motion portant dépôt de documents, concernant le transport et les problèmes des colons est adoptée.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose: Qu'un crédit n'excédant pas six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des différends ouvriers de Québec, Statuts refondus, 1925, chapitre 97:

traitement du registraire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

M. Guertin (Hull): Les crédits du ministre du Travail ne sont pas suffisants pour la mise en vigueur des lois adoptées en cette Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député de Hull veut remplir le rôle de chef de l'opposition.

Il faut être certain que, pour la mise en vigueur des lois qu'il a approuvées, le gouvernement aura tout l'argent nécessaire. Je puis l'assurer à l'honorable chef... Je demande pardon, à mon honorable ami de Deux-Montagnes (M. Sauvé).

(Rires)

M. Guertin (Hull) fait allusion au rapport de M. Maxime Morin qui a fait enquête à Rouyn.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je tiens à rendre à M. Maxime Morin le témoignage qu'il est un des bons officiers de la province. Il est un de nos confrères distingués du Barreau et il remplit très bien ses fonctions. Lorsque nos honorables amis seront au pouvoir, ils se réjouiront de l'avoir à leur service. J'ai bien peur cependant que cela prenne du temps. (Rires)

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

La séance est levée à minuit dix minutes.

NOTES

1. Il s'agit de la National Recovery Administration (NRA), au cœur du programme de reprise du premier New Deal (nouvelle redistribution des richesses). Créée par le National Industrial Recovery Act du 16 juin 1933, la NRA établissait les règles de la

concurrence équitable et améliorerait les salaires et les horaires de travail.

2. Journaliste de formation, Léon Trépanier fut échevin du quartier Lafontaine de 1921 à 1938, et leader du Conseil municipal de 1928 à 1930 et de 1932 à 1934.

3. Cet échevin du quartier Saint-Jacques, à Montréal, sera le ministre de la Colonisation (1936-1939) dans le cabinet Duplessis et deviendra le premier curateur public de la province de Québec (1945-1947).

4. Ce discours a été reconstitué, vu l'impossibilité de le vérifier à la source.

5. Maximilien de Béthune Sully (1560-1641), conseiller d'Henri IV, fut chargé d'assainir les finances par une gestion rigoureuse et la revalorisation de l'agriculture. Il aimait répéter: "Pâturage et labourage sont les deux mamelles dont la France est alimentée, les vraies mines et trésors du Pérou."

6. Cette épopée écrite par le poète latin Virgile, (entre 36 et 29 avant J.-C.), comprend quatre chants qui traitent: des cultures et des champs, de l'arboriculture et de la vigne, de l'élevage des troupeaux, et de l'agriculture. Le terme géorgique est issu du mot grec "*georgikos*" qui signifie "poèmes de la terre".

7. Charles Louis de Secondat de Montesquieu (1689-1755), moraliste, philosophe, penseur français du siècle des Lumières, et auteur notamment de *De l'esprit des lois* (1748) et *Lettres persanes* (1721).

8. Le 21 octobre 1805.

9. L'honorable M. J.-L. Perron, décédé en 1929, était député du comté de Montcalm et ministre de l'Agriculture.

10. *Le Canada* du 15 mars 1934, à la page 6, nous apprend que M. Paquet a fait son discours "sans consulter de notes, sans lire aucun texte".

11. Ludger Duvernay (1799-1852), fondateur de l'Association Saint-Jean-Baptiste, lança ce mot d'ordre en 1834.

12. L'index des *Journaux de l'Assemblée législative* indique, de façon erronée, que ce bill aurait été rapporté du Conseil législatif, sans amendement, à deux reprises, soit lors des séances du 14 mars et du

18 avril 1934. Or, ce bill n'est, de plus, nullement inscrit à la séance du 18 avril dans les *Journaux de l'Assemblée législative*, p. 424.

13. Selon les journaux du 15 mars 1934, tels *L'Action catholique*, à la page 3, *Le Canada*, à la page 5, et *The Chronicle-Telegraph*, à la page 3, c'est M. Sauvé qui dirige l'opposition en l'absence de M. Duplessis, indisposé par une grippe. Il a dû quitter l'Assemblée législative vers le milieu de la séance.

14. Selon *Le Soleil* du 15 mars 1934, à la page 24, il s'agit de 968,842 personnes, tandis que *Le Devoir* du même jour, à la page 8, écrit 968,843 personnes.

15. *Le Soleil* du 15 mars 1934, à la page 24, mentionne 1,322,569 personnes.

16. Selon *La Presse* du 15 mars 1934, à la page 25, il s'agit de \$740,835.

17. *L'Action catholique* du 15 mars 1934, à la page 9, mentionne \$439,017.

18. *Le Devoir* du 15 mars 1934, à la page 8, laisse croire que M. Laferté lit un texte de 55 pages: "Il a donné moult statistiques, cité une foule de cas particuliers de colons, le tout émaillé de mots de Louis Barthou, de contemporains de Laconte de Lisle, etc."

19. Monarchiste et attaché au pouvoir papal, Joseph de Maistre (1753-1821) fut l'un des pères de la philosophie contre-révolutionnaire française.

20. *Le Northern Miner*, en date du 27 octobre 1932, disait entre autres choses:

"La province de Québec conduit à travers l'Abitibi, dans le domaine du développement minier, une campagne discrète de colonisation. L'année dernière, bon nombre de colons ont été envoyés dans les cantons au sud et au sud-est de Rouyn, des routes ont été construites, de modestes fonds ont été débloqués pour les familles, et leurs activités furent supervisées de façon sommaire. Comme on le sait, une somme d'environ \$600 est avancée aux familles pionnières qui viennent des vieux quartiers du Québec, où sévit le chômage.

"Cette politique de colonisation assistée paraît judicieuse, particulièrement parce que les cultivateurs sont placés dans des cantons ayant un bon sol, où l'on trouve suffisamment de terres boisées et peu de zones rocheuses. Les prospections, effectuées par le passé dans les endroits affectés par

l'arrivée des colons, n'ont pas été fructueuses, et les concessions, jalonnées il y a sept ans, sont sans doute devenues caduques."

21. Or, M. Stead nous écrivait le 13 janvier 1933:

"Le compte rendu que vous nous avez demandé, concernant les activités dans les autres provinces, a été retardé puisque, dans certains cas, les rapports étaient plutôt avarés en informations et loin d'être aussi exhaustifs que celui que vous avez bien eu l'obligeance de soumettre à notre province. Je vous fais néanmoins parvenir un aperçu des informations recueillies jusqu'à ce jour."

22. Charles Gavan Power fut député libéral de Québec-Sud à la Chambre des communes de 1917 à 1955, année où il fut nommé sénateur. Entre 1935 et 1944, il dirigea divers ministères, notamment Pensions et Santé, Poste, Défense nationale.

23. Louis Fréchette (1839-1908), poète dramaturge, journaliste, avocat, député libéral de Lévis au Parlement fédéral (1874-1878) et greffier du Conseil législatif du Québec (1889-1908). Son recueil de poésie, comprenant *Les Fleurs boréales* (1879) et *Les Oiseaux de neige* (1880), fut couronné par l'Académie française.

24. Eschyle (525-456 avant J.-C.) est un poète tragique grec dont l'œuvre a survécu.

25. Joseph Léonard Duguay fut député conservateur de Lac-Saint-Jean de 1930 à 1935.

26. Lors des élections générales en 1931, le Dr Hildège Lamarre, candidat conservateur indépendant dans Abitibi, n'a pu recueillir que 173 votes, contre 2,685 pour les libéraux et 1,376 pour les conservateurs.

27. M. Duplessis fut choisi chef du Parti conservateur du Québec, lors de ce congrès tenu au début d'octobre 1933.

28. Il s'agit de la loi modifiant la loi des élections contestées de Québec (22 George V, chapitre 20), présentée par Joseph Henry Dillon (Montréal-Sainte-Marie), et entrée en vigueur le 17 décembre 1931. (Pour note plus détaillée, voir les séances du 25 janvier et 9 février 1934)

29. René Doumic (1860-1937), homme de lettres et critique littéraire français, qui a écrit, entre autres, *Études sur la littérature française* et *Les Hommes et les idées du XIX^e siècle*.

30. Félix Pyat (1810-1889), journaliste et politique socialiste français, par ses nombreux écrits, a fait l'analyse du mouvement ouvrier au XIX^e siècle.

31. Le général Patrice MacMahon prit d'assaut la tour de Malakoff, le 8 septembre 1855, ce qui entraîna la chute de Sébastopol et la fin de la guerre de Crimée.

Séance du jeudi 15 mars 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Terres en culture
de Montréal-Ouest**

M. Rhéaume (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Morel), que toutes les règles relatives aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés soient suspendues; qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Eugénie Décarie et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les terres en culture dans la ville de Montréal-Ouest; que ladite pétition soit lue et reçue à la présente séance; que l'article 498 du Règlement soit suspendu; et qu'il lui soit permis de présenter le bill 123 concernant les terres en culture dans la ville de Montréal-Ouest, comme s'il avait été déposé dans les délais prescrits par l'article 497 dudit Règlement et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté sur division.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de Eugénie Décarie et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les terres en culture dans la ville de Montréal-Ouest.

M. Rhéaume (Jacques-Cartier) présente, en conséquence, le bill 123 concernant les terres en culture dans la ville de Montréal-Ouest.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Rapports de comités:

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de faire rapport que le préambule du bill 108 modifiant les limites du

territoire de la corporation scolaire de la paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice, dans le comté de Saint-Jean, n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Votre comité recommande de prolonger au 29 mars prochain inclusivement les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 181 modifiant le Code civil relativement aux baux de maisons.

Les bills suivants ont été rejetés:

- bill 180 détachant le deuxième rang du canton d'Armagh du district électoral de Bellechasse et l'annexant au district électoral de Montmagny, pour faire partie de la paroisse de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud, pour toutes les fins;

- bill 115 autorisant le changement d'un des coexécuteurs testamentaires de la succession de feu dame Marie-Blanche Rolland, épouse de Joseph-Henri Desrochers, médecin.

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 29 mars prochain inclusivement les détails relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

**Modification de la carte électorale,
Bureau provincial de médecine**

M. Taschereau (Bellechasse) demande, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Saurette), la permission de présenter le bill 191 modifiant la loi

médicale de Québec relativement à la division de la province pour les fins de l'élection du Bureau provincial de médecine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Loi des liqueurs alcooliques, revenus de la taxe du chômage

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Relativement à la taxe dite "taxe du chômage", imposée par la loi modifiant la loi des liqueurs alcooliques, 22 George V, chapitre 32, et au timbre spécial qui doit être apposé sur chaque bouteille: Quels sont, pour la province:

1. Les revenus bruts?
2. Les revenus nets?
 - a. Du 19 février 1932 au 31 décembre 1932 inclusivement?
 - b. Du 1^{er} janvier 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement?

L'honorable M. Stockwell (Brome): 1. a. \$267,062.45; b. \$315,154.15.
2. a. \$267,062.45, moins le coût de l'impression des timbres à raison de 55 cents par mille timbres; b. \$315,154.15, moins le coût de l'impression des timbres à raison de 55 cents par mille timbres.

Loi des mines

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 10 modifiant la loi des mines de Québec.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il me semble que les amendements vont un peu loin.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Non, ils permettent tout simplement au ministre de contrôler les travaux, qui devront recevoir son approbation.

Adopté sur division. Les amendements sont, en conséquence, lus une deuxième fois.

Taxe sur les corporations

L'ordre du jour appelle l'adoption de l'amendement apporté par le comité plénier au bill 14 modifiant la loi de la taxe sur les corporations.

Adopté sur division.

Loi des pensions

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements apportés par le comité plénier au bill 58 modifiant la loi des pensions.

Adopté sur division.

Organisation d'une loterie

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 41 autorisant l'organisation d'une loterie pour fins éducationnelles et d'assistance publique.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose: 1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'organiser une loterie appelée "Loterie de la province de Québec," et d'en déterminer la durée, les tirages, les conditions et les modalités.

2. Que le produit de la loterie, après déduction des montants déterminés pour les lots et de ceux nécessaires pour acquitter les dépenses d'organisation et de la vente des billets et les autres dépenses incidentes, ainsi que les traitements des officiers et employés nommés en vertu de l'article 3 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, soit employé exclusivement à des fins éducationnelles ou d'assistance publique, poursuivies dans la province et désignées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer les officiers et employés nécessaires pour la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, et que le traitement de ces officiers et employés soit fixé conformément aux dispositions de la loi du service civil, Statuts refondus, 1925, chapitre 10.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, en attendant la perception des sommes provenant de la loterie, pourra autoriser le trésorier de la province à avancer, à même le fonds consolidé du revenu, les

deniers requis pour en payer les dépenses d'organisation et de la vente des billets et les autres dépenses incidentes, ainsi que les traitements des officiers et employés nommés en vertu de l'article 3 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, et qu'une comptabilité spéciale de ces avances soit tenue au département du Trésor, et le produit de cette loterie devra d'abord être employé à leur remboursement.

5. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra édicter, amender ou abroger des règlements, en ce qui concerne toutes les matières qui se rattachent à l'organisation de la loterie, et à la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions non prévues par l'article 1 de ladite loi.

6. Que le pouvoir attribué au lieutenant-gouverneur en conseil, par l'article 1 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, ne sera exercé que si une loterie, de la nature de celle visée par ladite loi, n'est pas prohibée par un Statut du Parlement du Canada, et que ce pouvoir ne puisse non plus être exercé, si le Parlement du Canada autorise le gouvernement canadien à organiser une loterie générale dans tout le Canada pour des fins semblables à celles prévues par les dispositions précédentes.

7. Que le secrétaire de la province soit chargé de la mise à exécution de la présente loi.

M. l'Orateur, avant d'étudier le bill dont il est question, je crois que certaines remarques s'imposent. Les loteries, à travers le monde, ont été, à différents temps, différemment appréciées. On en a discuté quelquefois la moralité, on en a discuté davantage l'opportunité, mais finalement, au cours du siècle, et plus particulièrement des années que nous vivons, il semble qu'un peu partout on en ait accepté le principe.

Ce ne serait pas, je crois, exagéré que de prétendre qu'il est humain que de vouloir tenter parfois le hasard, et celui-là qui le niera, qui niera cet instinct, cette tendance chez l'homme, commettra, il me semble, une bien grave erreur. Est-ce que j'exagérerais si je disais que, comme dans la vie, tout est loterie? La naissance en est une première, la réussite et le succès aussi. Un simple hasard parfois change complètement la vie d'un homme. Un événement imprévu, un accident de la route de la vie change son orientation. D'un homme qui n'avait pas de succès, le hasard fait un homme qui en a, comme souvent, au contraire, un simple accident de la route de la vie enlève en quelques heures tout le succès qu'un homme jusque-là avait eu. C'est conséquemment affirmer que très souvent la destinée d'un homme est le résultat du hasard.

Certains sceptiques ou ironistes pourraient dire, m'entendant parler, que je mets de côté les qualités inhérentes de l'homme qui lui permettent volonté, énergie, intelligence, et talents de faire son chemin seul s'il le veut. Loin de là. Je ne le nie pas. Je reconnais toutes ces qualités comme essentielles; je dis que simplement, quelquefois, elles ne suffisent pas. De plus, dans tout être humain, qu'on veuille bien l'admettre ou le nier, peu importe, il y a l'esprit de chance. Il cherche, je le disais tantôt, à tenter le hasard. Le pari pour lui est chose habituelle, que ce soit dans les sports, que ce soit aux courses, que ce soit à la bourse.

Demandez à n'importe quel homme, quel qu'il soit, si de temps à autre, il n'aime pas à tenter la chance. S'il vous répond non, acceptez sa parole s'il vous la donne. S'il ne vous la donne pas, vous pouvez en douter.

Ce désir de jeu, ce désir de tenter la chance est à l'origine des loteries. Les loteries ne sont pas choses nouvelles et les premières remontent fort loin. Elles ont été, en effet, particulièrement nombreuses et populaires, ainsi que nous enseigne l'histoire au cours des quatre cents dernières années. Même avant cela, les premières dont il est fait mention sont sous Auguste, dans Rome, et sous Néron. J'avoue qu'elles étaient fort rudimentaires. Elles consistaient en certains jours de jeux, de cirques, à laisser tomber dans la foule des petits billets sur lesquels étaient inscrits, par exemple, la mention: un esclave, un cheval, un pot de fer ou de terre, etc. Les autres billets étaient en blanc. La foule se précipitait pour ramasser les petits billets et celui-là qui, par exemple, ramassait celui sur lequel était inscrit "un esclave" allait le réclamer, de même que celui qui avait sur son billet "un cheval" allait réclamer le cheval. C'était, on l'avouera, fort rudimentaire.

C'est en Italie, au XIV^e siècle, que pour la première fois apparaît la loterie organisée. Elle était privée et non d'État. Elle porte le nom de "Lotto". On me pardonnera de ne pas donner ici de détails, car les combinaisons de ces loteries faites avec des chiffres sont innombrables.

En 1533, pour la première fois en France est accepté le principe des loteries, et ceci, après que depuis longtemps dans les Pays-Bas, à Gand, à Utrecht, à Bruges, et ailleurs on l'avait accepté. En 1533, en France, la première loterie est donc organisée, et ce qui est intéressant de noter, c'est que c'est pour des fins de charité. À quelque temps de là, vers 1589, avait lieu à Malines - j'espère ne pas trop ennuyer la Chambre avec ces détails, je veux simplement l'intéresser avec les origines - une

grande loterie, reconnue et permise officiellement par Charles Quint. C'est donc dire que de grands noms se sont attachés aux loteries dans le passé.

En ce qui regarde les loteries françaises, je cite d'un livre intéressant, publié par Pierre Coste, sur *"Les loteries d'État en Europe et la Loterie Nationale"* (1933). Aux pages 21 et 23, certains détails éclaireront, j'en suis sûr, la Chambre. "Une autorisation fut accordée par François I^{er} à Jean Laurent d'établir des loteries, à condition qu'il versât au Trésor royal un droit annuel de 2,000 livres tournois¹. Cette autorisation fut accordée sous le prétexte d'empêcher les jeux illégaux (qu'on note bien les jeux illégaux) et, en particulier, l'exportation des capitaux qui résultaient des nombreuses souscriptions des loteries étrangères.

Sous Louis XIII et Louis XIV, on continue et finalement, sous Louis XV, après avoir refusé d'accepter la loterie comme officielle, on l'accepta comme un divertissement pour la Cour, alors qu'on distribuait 3,000 billets gratuitement aux dames. Celles qui ont le gros lot sont très heureuses. En 1699, la France organise une loterie nationale au profit de ses pauvres et, deux ans plus tard, le produit d'une loterie permet la construction de l'Hôpital général de Paris et la fondation de celui de Lyon. Une loterie en faveur des pauvres est organisée. Angers organise aussi une loterie pour construire un collège, et Amiens, un hôpital. On voit par là qu'à la base de l'autorisation donnée pour des loteries en France, il est toujours question de charité et d'éducation.

Lorsque vint la tourmente en 1789, en France, comme il arrive souvent dans ces moments-là, on veut se montrer plus puritain qu'on ne l'est et on défend toute loterie. En effet, la Convention les abolit en 1793. Toutefois, on les permet pour fins de charité seulement et à des conditions fort difficiles à accepter.

Ce qui intéressera peut-être la Chambre sera de savoir que la Nouvelle-France ne fut pas sans avoir le désir, elle aussi, de goûter aux jeux du hasard qu'est la loterie. Nos ancêtres, en effet, aimaient à tenter la fortune. Dans le rapport de M. Pierre-Georges Roy, archiviste de la province de Québec, 1923-1924, il est question des loteries sous le Régime français. On trouve, à la page 141, ce qui suit, extrait d'un mémoire anonyme: "J'y ajouterais seulement un article sur lequel vous trouverez peut-être étrange que je ne dise rien, savoir si M. le gouverneur fait quelque commerce. Je vous dirai que non, mais que Madame la gouvernante, qui est d'humeur à ne pas négliger l'occasion du profit, a fait, jusqu'à la fin de l'hiver dernier, tenir dans le

Château de Québec une chambre, pour ne pas dire une boutique, pleine de marchandises et trouvé moyen après cela de faire une loterie pour écouler ce qu'elle n'avait pu vendre." Et la lettre ajoute que la gouvernante fit plus d'argent avec la loterie des articles qu'elle n'avait pu vendre qu'avec tout le reste. "Dès 1688, on faisait des loteries dans Québec. On y faisait le tirage d'un ciboire, d'une poivrière, d'un fusil, de 74 paires de pantoufles brodées en soie. Nos pères étaient donc fort humains et ils aimaient à tenter la chance. Les loteries furent rétablies en France en 1789, pour fins éducationnelles et de charité. En 1836, on interdit toute loterie, excepté pour les œuvres de bienfaisance et les arts."

Aux pages 144, 145 et suivantes, on donne la nomenclature des articles qui furent mis en loterie par des particuliers avec ou sans l'autorisation du gouverneur, ce qui est impossible à savoir. On note la loterie du nommé Comparet (23 mars 1727), loterie de Jean-Baptiste Lozeau (1730), loterie du sieur Landron, loterie du sieur Bruguière (1732), loterie de Gaspard Chaussegros de Léry, ingénieur en chef de la Nouvelle-France (1732), etc. On y trouve qu'on mettait à peu près tout en loterie, pantoufles, bas, chevaux, vases précieux.

La France change souvent de régime et, à chaque régime, les lois semblent changer aussi. En 1836, on interdit de façon définitive toute loterie en France, sauf pour des œuvres de bienfaisance ou encouragement aux arts. En 1909, Georges Clémenceau, se rendant compte qu'il y a des loteries privées qui fonctionnent, prépare une loi, et Aristide Briand, en 1910, la complète, ce qui rend impossible pour la France la tenue de loteries privées ou publiques.

En 1933, M. Lucien Lamoureux² propose la loterie qui, à l'heure actuelle, est connue du monde entier et qui a pour but de légaliser un gain qu'elle juge légitime et, deuxièmement et surtout, de garder en France les capitaux qui peuvent aller à l'étranger pour des loteries.

Avant d'ajouter quelques détails sur la question morale que je mentionnais tantôt, je citerai, si l'on veut bien me le permettre, ce que monsieur l'abbé Brouillard dit, lorsqu'il se prononce, dans les *Cahiers d'action religieuse et sociale*, du 15 janvier 1934. Il affirme que la morale chrétienne tolère la loterie, comme elle le fait de tout autre jeu de hasard joué dans des conditions convenables de modération et d'honnêteté.

J'aimerais maintenant mettre un jalon. Il y a peu de taxes qui soient volontaires. Il y a les taxes d'amusement, les taxes sur les sports, les courses; il y en a sur l'achat de produits alcooliques, mais il n'y

a pas de taxes qui soient plus volontaires que celle-là, que les citoyens de la province de Québec paieront, bien entendu s'ils le veulent bien, pour encourager nos maisons d'éducation et de charité en prenant des billets de loterie. Aucune taxe n'est agréable à celui qui est appelé à la payer. Quand le produit d'une taxe est destiné à des œuvres d'éducation et de charité, cette taxe évidemment rencontre moins d'opposition; mais combien une taxe indirecte imposée par l'entremise d'une loterie est plus agréable.

J'aurais aimé infiniment être capable de citer en cette Chambre des chiffres pour établir le montant des sommes qui s'en vont du Canada et de la province de Québec, chaque année, en billets de loteries de toutes sortes. Je n'ai pu me procurer ces détails pour l'excellente raison que ceux là qui s'en occupent n'aiment pas à en faire publicité. Toutefois, j'ai un détail; un seul agent distributeur d'une des plus grandes loteries au monde, (qu'on me permette de ne pas la mentionner), affirmait à un de ses sous-agents que l'an dernier il avait vendu 120,000 livrets de 10 billets, le livret à \$1 chacun, soit \$1,200,000 pour un seul agent.

M. Guertin (Hull): L'honorable ministre peut-il nous donner son nom?

L'honorable M. David (Terrebonne): Ce serait commettre une indiscretion.

M. Guertin (Hull): Si le procureur général le connaissait.

L'honorable M. David (Terrebonne): J'aime à me mêler de mes affaires. (Rires)

L'honorable M. David (Terrebonne): Dans un numéro du *Readers' Digest*, un article publié par Howard McLellan tendra, je crois, à renseigner cette Chambre sur ce que les loteries étrangères peuvent drainer d'argent de notre pays. Une déclaration récente du département des Postes de Washington atteste que les loteries seules ont drainé des États-Unis, dans les dernières trois années, trois milliards de dollars. Ceci ne comprend pas les loteries américaines qui fonctionnent, sans que le gouvernement le sache et puisse les arrêter. Dans l'État de New York et dans la Nouvelle-Angleterre, on peut affirmer que chaque mois les opérateurs, les vendeurs de billets disposent pour au moins au-delà de \$8,500,000 de billets de loteries étrangères. Dans un autre cas, il était saisi 17,000,000 de billets de loterie falsifiés.

Dans une ville de 10,000 âmes, il y avait, aux États-Unis, 112 loteries locales qui fonctionnaient. Dans une autre ville de 90,000 âmes de la Nouvelle-Angleterre, les deux tiers de la population jouent à la loterie tous les jours de l'année, et l'article se termine en déclarant que "dans un grand nombre d'États, pour mettre fin à cette exploitation de la masse par quelques-uns, on a accepté le principe de la loterie gouvernementale".

La loterie nationale française avait pour but original de rapporter au Trésor \$17,000,000, mais elle a dû être diffusée pour permettre à tous les Français, et aux étrangers à travers le monde qui voulaient y participer, de le faire, avec le résultat que le produit atteint maintenant \$140,000,000. À Panama et au Mexique, il y a des loteries qui fonctionnent et rapportent près de \$20,000,000 par année.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a eu les bons de Panama aussi.

L'honorable M. David (Terrebonne): Ils n'étaient pas bons. (Rires)

M. Guertin (Hull): Quelle est la source de ces renseignements?

L'honorable M. David (Terrebonne): Le *Reader's Digest*, la digestion de ce qu'on lit. (Rires)

M. Guertin (Hull): La Chambre devra faire la digestion.

L'honorable M. David (Terrebonne): En Espagne, au moment de la Noël, on fait une loterie de \$25,000,000. Mussolini, qui a aboli bien des choses, conduit lui-même un grand nombre de loteries pour les travaux publics en Italie. Hitler a aussi installé une loterie et la Suisse a une loterie nationale qui devient très populaire. Je mentionne ces faits pour établir que ce que nous tentons de faire, d'autres l'ont fait avant nous, qui étaient aussi avertis et peut-être davantage. La Grande-Bretagne ne veut pas accepter le principe des loteries, et pourtant, il n'y a pas un pays dans le monde où il se vend autant de billets de loterie. Le premier billet de loterie aux États-Unis a été acheté en 1775 par George Washington.

On m'objectera; vous avez au Code criminel une prescription de la loi qui interdit les loteries. Nous avons égard à cette défense. La résolution et le bill pourvoient que la loterie ne pourra avoir lieu que s'il n'y a aucune loi prohibitive à l'encontre.

Nous pourrions aussi que, s'il plaisait à la Chambre des communes d'accepter le principe d'une loterie nationale, la nôtre disparaîtrait, car il y a lieu de compter que, si une loterie nationale canadienne était établie, le produit serait divisé au *prorata* de la population de chacune des provinces.

Le projet mentionne que la loterie devra être approuvée par le gouvernement fédéral. J'espère qu'Ottawa ne bloquera pas le projet. Combien pourrions-nous réaliser? On me permettra de répondre que c'est là un énorme point d'interrogation. Mais j'affirme que le montant perçu, en accordant 60 % en lots et en allouant 40 % pour les institutions et les frais d'administration, atteindra bien près de \$2,000,000, sans exagérer. J'aime mieux mettre les chiffres bas et arriver à un grand total plus tard.

Quant aux buts de la loterie, la loi les mentionne: fins de charité et éducationnelles. Nous avons fondé l'assistance publique en temps de prospérité. Au cours de cette session - je n'entends référer à aucun débat antérieur - allusion a été faite à nos hospices, à nos orphelinats, à nos hôpitaux et à nos institutions de charité. Nous avons un fonds d'assistance publique qui ne peut fonctionner - on l'aura compris immédiatement - qu'en temps de prospérité, puisque nous comptons exclusivement sur le luxe, si je peux dire, pour le grossir. Depuis deux ou trois ans, à cause des difficultés que nous traversons, le peuple de notre province n'a cru pouvoir mieux faire - et qui l'en blâmera? - que de se priver d'amusements pour ne pas priver la maison du pain, avec le résultat que le sou du pauvre, le sou du repas, le pourcentage des courses et des paris mutuels ont affreusement baissé. Nous voulons pouvoir dire au peuple: Tout en tentant votre chance, vous aidez les pauvres et aux maisons d'éducation.

Nous irons devant le peuple, si la Chambre nous le permet, et nous lui dirons et je tiens à le répéter: voici une taxe volontaire; nul d'entre vous n'est obligé de l'accepter; vous pouvez la refuser, mais, si vous l'acceptez, en même temps que vous courez votre chance et que vous cédez peut-être à un attrait, vous rendez service aux pauvres et vous rendez service aux maisons qui instruisent notre jeune génération. Certes, j'ai beaucoup d'attachement pour tous les hôpitaux et les maisons d'hospitalisation, d'hébergement de la province, mais il est une institution dont je ne dirai que quelques mots, qui est chargée de fournir à une partie très importante de notre province, les hommes qui demain composeront l'élite de notre population. Les hommes ne sont pas éternels. Leur passage même à la direction des affaires ne peut être que temporaire, lorsqu'il n'est pas souvent

simplement éphémère. Les hommes passent; il en faut d'autres qui prennent leurs places. Dans un peuple où l'on ne chercherait pas à faire remplacer ceux qui partent par des hommes encore plus compétents, par des hommes mieux préparés, par des hommes d'une instruction plus intensive, on aurait tort.

Je regarde donc nos universités, celle de Québec comme celle de Montréal, de McGill, de Lennoxville, comme des réservoirs d'énergie et de volonté dont la génération de demain aura besoin. Rien ne serait plus pitoyable, et je ne me place pas au point de vue strictement canadien-français, je me place au point de vue canadien, parce que nous sommes un tel apport dans l'ensemble des forces de notre pays, que de voir l'Université de Montréal disparaître pour une cause financière. Quel désastre national ce serait! Plus nous instruirons le Canadien français, plus nous orienterons son esprit, plus nous en ferons une compétence, plus le Canada sera fort, plus le Canada sera grand. Le pays ne peut pas se dispenser de l'apport canadien-français.

(Applaudissements)

Aussi bien, je pense en ce moment à cet édifice sur un flanc du Mont-Royal, opposé à celui-là où est un cimetière. Une population à peu près égale à celle de Montréal est dans le cimetière. S'il fallait que sur l'autre versant la bâtisse demeurât inachevée, le cimetière que nous ouvririons là serait plus pénible encore pour nous que celui déjà rempli.

Je me rappelle avec une fierté, un orgueil, un attachement, que je ne cache pas, les trois années que j'ai passées à l'Université de Montréal. Je voudrais que toute la province m'entendît, lorsque j'affirme que l'Université de Montréal n'est pas la maison du riche, qu'elle n'est pas la maison des fils de famille, que ce ne sont pas seulement les fils de pères qui "ont le moyen" qu'on y rencontre. Au contraire, l'immense majorité des 1,441 étudiants qui la fréquentent sont des fils d'ouvriers, de cultivateurs, de petits marchands, d'épiciers, que le hasard de la naissance n'a pas empêchés d'avoir un cerveau susceptible d'un développement tel que demain, placés à la tête des affaires, ils pourront se tourner vers leurs compatriotes, dans des moments de crise, alors que les esprits sont aigris, alors que la rumeur va montante, alors que le découragement sépare des cœurs et des hommes, et leur dire comme je le fais aujourd'hui: "Un peuple qui garde sa tête, un peuple qui nourrit son intelligence, son cerveau, par une instruction bien ordonnée, regardez ce qu'il peut faire avec des fils sortis de la plèbe, du peuple, de la masse, car moi, j'en suis!"

(Applaudissements)

Je dis donc aux députés qui ici sont des représentants de divisions rurales de la région de Montréal: "Lorsqu'on vous parle de l'Université de Montréal, n'éloignez pas celui qui vous approche." En réalité, la proportion des fils de la campagne à l'Université de Montréal est plus forte, plus grande que la proportion des fils de la cité même. Aussi bien, ne serez-vous pas, M. le président, ne serons-nous pas tous heureux, à l'aide de cette souscription volontaire que sera la loterie, de pouvoir demain assurer les autorités de l'Université de Montréal qu'elles peuvent continuer leur œuvre, parachever leurs constructions, recevoir leurs étudiants, les intelligences de chez nous, pour que, regardant l'avenir, nous ne le craignons pas?

(Applaudissements)

Je termine par un appel aux autorités fédérales. Je sais qu'il est toujours difficile de discuter ce que l'on dit être dicté par la conscience. Je sais que, sur maintes matières, il se trouve des "conscientious objectors", mais pourquoi, puisqu'il semble - et j'ose espérer que je ne me trompe pas - puisqu'il semble, dis-je, qu'il y a dans cette Chambre entière, complète unanimité, et puisque nous avons le courage de venir en avant les premiers, pourquoi nous refuser?

Une fois de plus, la province de Québec prend les devants et dit aux autorités fédérales, au très honorable M. Bennett, au très honorable M. Meighen qui se prononçait contre le principe des loteries, l'an dernier: "Je n'ai pas le droit de discuter votre opinion, mais bien que vous soyez convaincus que vous avez raison, pourquoi n'admettriez-vous pas que nous aussi nous puissions avoir raison? Vous voulez faire le bien d'une façon, nous voulons le faire d'une autre. Laissez-nous l'occasion d'aider nos maisons de charité et nos maisons d'éducation." Et je termine en disant à Ottawa: "Je vous en prie, permettez-nous de faire du bien dans notre province."

(Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, l'honorable secrétaire provincial, comme toujours, a parlé avec éloquence. Il a fait un discours très intéressant. Je m'accorde avec lui sur les principes qu'il a émis dans une partie de ses remarques. Les remarques que je vais faire ne sont dictées par aucun souci politique, mais seulement par l'intérêt de la population. Le principe des loteries offre des avantages et des ennuis. En même temps, l'opposition souhaite y accorder la plus loyale considération en basant son attitude sur les faits et les

circonstances. Dans le bill, le secrétaire provincial demande quatre choses différentes: premièrement, l'établissement d'une loterie; deuxièmement, l'établissement d'une loterie sous le contrôle du gouvernement provincial; troisièmement, la sujétion de la loi à certains articles du Code criminel, qui est de juridiction fédérale; quatrièmement, il n'y aura pas de loterie provinciale si Ottawa décide d'en instituer une de niveau national.

Le secrétaire de la province a parlé des différents pays où l'on a établi des loteries, et des succès qu'ils avaient aussi obtenus. On a parlé de la France. J'ai devant moi un article d'un journal de France où l'on parle précisément de cette question des loteries contre laquelle s'est élevée l'Association industrielle, commerciale et agricole de Lyon. Cette association française importante estime que les loteries présentent de graves inconvénients. Le journal dit:

"La loterie sera donc reconstruite, et fera encore des millionnaires et des malheureux, l'an prochain. C'est contre cela qu'une association s'élève parce que cette loterie bouleverse l'économie de la nation française." La loterie française rapporte plus d'argent au gouvernement et ceux qui achètent des billets de loterie n'achètent pas autre chose. Donc même en France, il y a des opinions contraires à la loterie.

Dans notre pays, d'autres citoyens ont exprimé des opinions opposées aux loteries, et l'an dernier, au Sénat, lorsque le débat a été soulevé, des protestations se sont élevées tant du côté libéral que conservateur. On me permettra de citer des opinions de sénateurs³ très en vue, non pas pour en faire une question de politique, mais pour bien montrer que dans tous les partis politiques du Canada, les opinions sont fort partagées. Il y a souvent de grandes divergences d'opinion dans un même parti. M. le sénateur Raoul Dandurand⁴, un homme politique libéral distingué, disait notamment ce qui suit:

"La loterie est un jeu de hasard reposant sur un aléa. Il est permis de séduire notre jeunesse avec l'idée d'obtenir sans effort de l'argent par le seul fait du hasard; nous ne devrions pas tenter la jeunesse en faisant miroiter une loterie à ses yeux. L'un des plus dangereux arguments que l'on ait évoqués, c'est que le système de loterie apporterait les fonds dont beaucoup de nos hôpitaux ont un grand besoin. Notre principal souci, dans la question qui nous occupe, ne m'apparaît pas moins être de ne rien entreprendre qui puisse encourager la pratique du jeu de hasard parmi notre jeunesse."

"Voici ce que disait aussi un autre sénateur libéral, l'honorable James Murdock⁵: "C'est la fièvre du jeu du hasard et l'appétit du gain facile qui ont mis le Canada et le monde entier dans la situation où ils se trouvent aujourd'hui. Et cependant, on vient devant nous avec un projet de loi pour légaliser les jeux de hasard... Pourtant, nous avons vu il y a quelques années des hommes faire beaucoup d'argent. Plusieurs parmi eux, qui comptaient trop sur le hasard, ont échoué au pénitencier... Même dans le peuple, j'ai vu les conséquences effroyables de la manie de la spéculation, de la fièvre du jeu du hasard. Misère et détresse! À quoi servira donc la terrible leçon que nous avons reçue, si les législateurs sanctionnent un truc qui excitera dans la masse comme dans l'élite la tension naturelle à la spéculation?"

Le sénateur conservateur Archibald Gillis⁶ ajoute: "Je ne vois pas en quoi la consécration du jeu de hasard puisse améliorer la moralité de notre peuple ou lui être spirituellement ou matériellement d'une aide quelconque." Enfin, le sénateur libéral Georges Parent⁷, fils de l'ancien premier ministre de cette province, a dit ce qui suit: "Ce bill légitimerait chez nous les jeux de hasard purs et simples. Et, de ceci, personne ne veut... Je suis opposé à toute législation qui ferait des provinces des compétitrices dans la vente de billets de loterie au peuple canadien."

Pour ma part, je ne suis pas prêt à accepter tous les arguments pour et contre les loteries, car elles peuvent avoir leur utilité. Nous avons déjà dans nos Statuts une loi adoptée en 1869, chapitre 36, 32 Victoria⁸, qui permet les loteries privées, sous certaines conditions et pour certaines fins. Il n'y a pas l'ombre d'un doute qu'il peut y avoir du bon, comme il peut y avoir du mal, dans cette loi proposée.

Toutefois, sans me prononcer sur la question de principe, je considère que pour réussir, une loterie pour fins éducationnelles et de charité devrait être placée en dehors de tout favoritisme politique, sans s'occuper du parti au pouvoir ni de la couleur de ceux qui nous gouvernent. Quand je dis cela, c'est pour n'importe quel gouvernement bleu ou rouge, pour les gouvernements d'aujourd'hui comme pour ceux de demain. À mon avis, on ne devrait pas confier l'organisation et l'opération de ces loteries au lieutenant-gouverneur en conseil, mais adopter un autre régime.

On a parlé de l'Université de Montréal. Je suis un de ses élèves et, malgré ma faible expérience, j'ai trop profité de ses enseignements et du

dévouement de ses professeurs distingués pour ne pas reconnaître combien elle est indispensable et essentielle au développement et au progrès de notre race. Il faut lui venir en aide, mais de manière rationnelle en écartant d'elle toute influence politique. Nous devons nous poser la question: Devons-nous faire dépendre son sort et son progrès des jeux du hasard? N'y a-t-il pas danger de nuire à son prestige et ne vaut-il pas mieux recourir à des moyens plus permanents? L'œuvre de l'Université de Montréal est trop importante pour être subordonnée à des fins de hasard.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je comprends très bien et j'apprécie les suggestions de l'honorable chef de l'opposition, ainsi que l'esprit dans lequel il les a faites. Mais me permettra-t-il de lui dire que l'*Irish Sweepstake*, qui a été institué en 1930 pour aider aux hôpitaux irlandais, a rapporté, en trois ans, \$25,000,000?

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une somme importante sans doute, mais le ministre conviendra qu'il faut approprier les remèdes suivant les besoins et la mentalité propre à chaque population. Et puis, on me permettra de remarquer que, par cette loi, on déclare nettement que la loi fédérale n'est pas bonne. Est-ce la meilleure manière de procéder? Encore une fois, je ne me prononce pas contre la loi, mais je discute son opportunité. L'honorable secrétaire provincial ne croit-il pas que notre premier devoir est de respecter la loi? J'ai des doutes sur l'opportunité de ce projet. Mais pouvons-nous passer une loi qui ne pourra être opérante que si une autre loi est changée? Est-il sage pour nous, législateurs, de faire une telle loi, sujette à une législation fédérale?

L'honorable M. David (Terrebonne): Si nous adoptons notre loi, Ottawa pourra, dès la présente session fédérale, modifier le Code criminel. Nous pourrions profiter de la loi d'Ottawa, qui sera encore en session et pourra légiférer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela ne détruit pas mon argument. Je ne me prononce pas sur le mérite de la question. Je ne fais que signaler les dangers de la loi. Ainsi, la loterie pourrait tarir les sources de la charité privée. L'opposition discutera les détails de la loi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. le président, j'ai écouté l'honorable chef de

l'opposition avec beaucoup d'attention et je me demande encore s'il est sérieux, et s'il est pour ou contre la loi. Son discours ne jette pas beaucoup de lumière sur le sujet. C'est mon impression qu'il va voter en faveur du bill. Je ne lui reproche pas. Le ton de son discours me l'a laissé supposer. Je crois bien que, comme la chose lui arrive parfois, il a voulu se faire l'avocat du diable.

J'ai eu l'occasion, à Ottawa, lors de la dernière Conférence interprovinciale, de proposer de changer la loi sur les loteries et de demander la collaboration des autres provinces. Et je vous dirai que, même dans les coulisses, on m'a dit: "Allez-y". Il y avait même parmi les interlocuteurs un certain nombre de "conscientious objectors", des puritains, qui, ouvertement, étaient contre la tenue des loteries au Canada.

Vous ne sauriez croire comme il est parfois très ennuyeux d'être procureur général de la province de Québec et d'être obligé d'appliquer la loi fédérale actuelle qui prohibe les loteries. L'article 236 du Code criminel interdit toute loterie, sous quelque forme que ce soit, sous peine de deux années d'emprisonnement pour toute contravention. Il n'y a pas d'exception, si ce n'est dans le cas d'un bazar où l'on peut mettre un objet en loterie, à condition qu'il ne vaille pas plus de \$50 et que la loterie est autorisée par le maire. De plus, cet objet doit avoir été offert en vente, sans que l'on ait pu en disposer.

Toutefois, cet article du Code criminel fait une exception, et je me demande qui l'a suggéré. Il permet aux Canadiens de prendre part à des loteries qui se tiennent à Londres sous les auspices de l'Art Union de Grande-Bretagne et d'Irlande⁹. Pourquoi une telle exception? Il n'est pas permis de dépenser un seul dollar au Canada pour une loterie locale, mais on peut dépenser des millions, même jusqu'à son dernier sou, pour des loteries qui se tiennent à Londres. J'ai assez de fierté nationale pour dire que ce qui se fait à Londres nous devrions pouvoir le faire aussi.

Actuellement, nous sommes obligés d'appliquer l'article 236 du Code criminel. Ce matin même, je recevais de M. Edwards, sous-ministre de la Justice à Ottawa, une liasse de billets d'une loterie organisée par une école de religieux en faveur de leur école même. Et le sous-ministre me disait: "C'est vous qui êtes le procureur général de la province de Québec; mordez!" Appliquez la loi!" Il nous faut marcher, c'est la loi. J'ai été obligé de poursuivre des hôpitaux et je serai obligé de le faire tant que la loi fédérale actuelle existera. La peine imposée est de deux ans de prison. L'Université de Montréal a

commencé une souscription avec tirage. Encore une fois, nous sommes dans une situation extraordinaire et très ennuyeuse dans Québec, car il nous faut sévir contre tous ceux qui tiennent des loteries, qui vendent des billets, qui en achètent, quelque bon et excellent que puisse être leur but. Nous ne savons pas l'argent qui part de notre province pour des loteries étrangères.

L'Université de Montréal a cru trouver un système quelconque pour réaliser les fonds qui lui sont nécessaires. On est venu nous soumettre ce plan. J'ai répondu: "En vertu de l'article 236 du Code criminel, si vous faites une loterie, je serai obligé de saisir vos billets." Il n'y a pas d'autre chose à faire que de demander à Ottawa d'amender le Code criminel. Encore une fois, la loi est très sévère. Tous les journaux qui annoncent une loterie, tous ceux qui achètent, vendent ou distribuent des billets sont passibles d'un emprisonnement de deux ans. Lors de la dernière Conférence interprovinciale, j'ai demandé à M. Hugh Guthrie, ministre de la Justice, d'amender cette loi. M. Guthrie a avoué que la loi actuelle va trop loin. M. Bennett a répondu: "Nous présenterons au Parlement un projet pour modifier cette loi, dès la prochaine session, et nous en ferons une question libre." Ce qui veut dire que les députés seront amenés à voter sur le sujet selon leurs convictions personnelles.

Une législation a été présentée au Sénat pour légaliser les loteries, et la Chambre haute l'a acceptée par une bonne majorité. Sera-t-elle acceptée aux Communes, je ne le sais pas, mais je le souhaite. Quelle est actuellement la situation dans la province de Québec? Les ressources de l'assistance publique sont insuffisantes pour les besoins, et l'enseignement supérieur requiert des subsides plus considérables. Il nous faut trouver d'autres sources de revenus. Car les fortunes privées ont été écornées, sinon détruites par la crise. Nous ne pouvons plus demander aux riches de faire les sacrifices qu'ils faisaient, ni grever le peuple de taxes nouvelles. D'ailleurs, bon nombre des riches d'hier sont devenus les pauvres d'aujourd'hui.

L'obole de chacun pourrait nous aider. Sait-on que l'argent de la province de Québec est drainé par les loteries de France, d'Irlande, d'Espagne, d'Australie et même des Indes? L'autre jour, à une réunion, il n'y avait pas un seul homme qui n'ait pas sorti de sa poche un billet de loterie. Lors de la Conférence interprovinciale à Ottawa, lorsque j'ai parlé de loteries, j'ai dit à ces messieurs qui m'écoutaient: "Je suis certain que si je regardais dans vos poches, j'y trouverais probablement un billet de loterie." Il n'y en a pas un qui a nié cela.

L'argent de la province de Québec, comme celui des autres provinces, est donc drainé par les loteries des pays étrangers. Si nous avions une loterie dans Québec, nous serions donc assurés que tous y contribueraient. Mais il y a plus. Je crois que les Canadiens français de la Nouvelle-Angleterre voudraient prendre part à notre loterie et aider ainsi les institutions de bienfaisance de notre province.

Constamment, je reçois des États-Unis des plaintes au sujet des billets vendus chez nos voisins, portant que ces billets sont ceux d'une loterie tirée tous les mois dans la ville de Québec et tenue sous le patronage du gouvernement provincial. Ce qui est évidemment faux, car ces prétendues loteries n'existent pas.

Sir Thomas Tait écrivait qu'en 1932, les hôpitaux irlandais ont retiré \$50,000,000 des loteries et sweepstakes d'Irlande. Il affirme que la population de la moitié du Canada prend des billets de loteries étrangères. La loterie nationale française a fait \$35,000,000 de profits. Ces profits sont composés non seulement de l'argent des Français, mais aussi du nôtre et de celui de tous ceux qui y souscrivent dans le monde entier. Pourquoi ne pourrions-nous pas avoir notre loterie pour aider nos institutions d'enseignement ou d'assistance publique?

Je voudrais, pour ma part, que nous ayons une grande loterie canadienne, sous le contrôle du gouvernement d'Ottawa. Le chef de l'opposition (M. Duplessis) dit qu'il a peur de nous, du lieutenant-gouverneur en conseil; moi je n'ai pas peur d'Ottawa, quel que soit le gouvernement au pouvoir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas dit que j'avais peur du gouvernement, mais que je le redoutais.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous n'avons pas peur du gouvernement d'Ottawa, quel qu'il soit, et nous ne le redoutons pas. Nous sommes moins peureux que mon honorable ami! Nous voulons demander à Ottawa de créer une loterie nationale, comme celle qui existe en France. Cela vaudrait mieux qu'une loterie dans chacune des provinces de la Confédération parce que, si chaque province a sa loterie, il y aura un concours entre elles, et l'on se demande où cela pourrait conduire. Tandis que, si nous avons une loterie nationale, sous les auspices du gouvernement fédéral, je sais qu'en outre d'être aussi honnêtement conduite, les profits en seront divisés au *pro rata* de la population de chacune des provinces pour fins éducationnelles et

charitables. Nous pourrions aider nos institutions de charité, nos maisons d'éducation, avec ces revenus. Ottawa, qui avait prohibé les titres, vient de revenir sur sa décision. On pourra de même, un jour, revenir sur la décision au sujet des loteries, et ce jour n'est pas éloigné. Lorsqu'on nous aura donné une loterie nationale, nous dirons: "Allez-y! Nous abandonnons la nôtre!"

Malgré la loi sévère qui prohibe les loteries, il s'en organise partout actuellement. Nous sommes incapables de faire respecter la loi, car l'opinion publique les veut et elle compte sur ces loteries. Nous désirons nous rendre à la demande générale. Le Sénat vient de voter la loi des loteries. J'espère que M. Bennett, qui nous a dit franchement qu'il soumettrait la question des loteries à la Chambre des communes laissera la question libre pour les députés, amendera le Code criminel pour nous permettre, à nous de la province de Québec, d'organiser ces loteries. J'ai confiance que cette Chambre sera unanime à voter pour cette loi. Nous pourrions alors aider davantage la grande institution canadienne, catholique et nationale qu'est l'Université de Montréal.

Je ne sais pas encore de quelle façon nous procéderons. Nous ferons peut-être venir de France un des hommes attachés à la grande loterie nationale française, pour lui demander d'organiser notre loterie provinciale. C'est la procédure que nous avons suivie, lorsque nous avons créé notre système des statistiques provinciales, qui est le meilleur au Canada.

Je voudrais que la Chambre fût unanime à dire qu'une loterie provinciale est nécessaire, et sauverait même, peut-être, une de nos grandes institutions universitaires catholiques et canadiennes-françaises.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable premier ministre a mal commencé et il a bien fini. Il est bien permis d'indiquer les écueils. L'honorable premier ministre veut que la Chambre soit unanime à demander au gouvernement fédéral d'abroger sa loi, ou du moins d'en excepter la province de Québec dans son application. Le premier ministre a eu des réflexions excellentes quand il parlait de la nécessité de garder dans la province l'argent des contribuables québécois.

Mais, au début, il y a eu des remarques qui n'étaient sans doute pas si heureuses. Alors, je lui citais les opinions des honorables sénateurs libéraux Dandurand, Parent et Murdock, et il a dit que j'étais l'avocat du diable. Et puis, je ne sache pas que j'aie

défendu le gouvernement, pour que le premier ministre me décerne pareil titre. Quant à la loi, l'opposition a toujours demandé que l'on empêche le drainage de notre argent à l'étranger. Je suis heureux que le premier ministre reconnaisse enfin ce que l'opposition prêche depuis si longtemps: la nécessité de garder notre argent. Nous sommes heureux que le premier ministre en reconnaisse enfin la nécessité. Nous ne voulons pas nous opposer au bill, mais simplement indiquer les corrections susceptibles de l'améliorer, d'en amener le succès, et ce, dans l'intérêt de tout le monde. J'ai exprimé mes doutes sur l'opportunité de la mesure. N'y a-t-il pas danger que la loterie provinciale tarisse la charité privée pour les petits bazars? L'opposition, de grand cœur, est cependant prête à coopérer avec le gouvernement dans toute mesure à aider des institutions qui ont besoin d'aide.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je tiens à rappeler à l'honorable chef de l'opposition que, lorsque j'ai présenté la loi de l'assistance publique, on a parlé de dangers; on a exprimé la crainte de voir tarir la source de la charité publique. Or, depuis que la loi de l'assistance publique est en vigueur, jamais la charité privée ne s'est exercée avec plus d'empressement pour les bonnes œuvres.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y aurait lieu que cette Chambre adopte une adresse au gouverneur en conseil, à Ottawa, pour lui demander d'amender le Code criminel, de façon à permettre à Québec d'instituer une loterie. La Chambre pourrait adopter une adresse qui comporterait en même temps l'assurance que ces loteries seraient organisées en marge de toute partisanerie politique. Si le gouvernement veut présenter cette adresse, l'opposition est prête à la seconder et à la voter.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je crois que la suggestion du chef de l'opposition est excellente. Toutefois, une requête de notre part ne recevrait peut-être pas de réponse avant que notre session soit finie. Il vaut mieux passer la loi qui pourra fonctionner dès qu'Ottawa aura amendé son Code. Le but de la loi est de permettre à la province d'organiser une loterie, du moment que le gouvernement fédéral lèvera l'interdiction.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition a parlé et apporté sa coopération; elle considère qu'elle a fait son devoir. Au gouvernement de prendre la responsabilité de ce qui arrivera.

M. Barré (Rouville): On a parlé d'aider l'Université de Montréal. Il reconnaît que l'Université remplit un rôle essentiel. Ne pourrait-on pas faire bénéficier les écoles de rangs de la loterie? Il faut s'occuper de la base, qui est la classe agricole, et partant, de l'instruction appropriée aux besoins de cette classe. Les fils de cultivateurs ont certains droits, même si leur cause n'a pas été plaidée avec autant d'éloquence que celle dont a fait preuve l'honorable secrétaire de la province pour défendre l'Université de Montréal.

L'honorable M. David (Terrebonne) remercie le représentant de Rouville de le lui rappeler. Il souligne que le bill parle d'instruction, et non d'une université, et dit qu'il pense aux fils de cultivateurs dans le sens où ceux-ci deviendront plus tard des étudiants des universités. Je n'ai pas oublié les écoles de rangs, qui n'ont pas de meilleur ami et de plus grand admirateur que moi. Je reconnais la nécessité de veiller avec un soin jaloux sur la classe agricole, de lui donner toutes les facilités de l'instruction. C'est aider la classe agricole que d'aider l'université, car celle-ci ne reçoit-elle pas surtout des fils de cultivateurs, d'ouvriers, dans une large majorité?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill pourvoit clairement à ce que réclame le député de Rouville (M. Barré). On y lit, en effet, pour fins éducationnelles, ce qui couvre tout le champ.

Il (M. Duplessis) lit le texte des résolutions qui dit: "le secrétaire de la province". Qu'est-ce que cela veut dire "le secrétaire de la province"?

L'honorable M. David (Terrebonne): (Souriant) Pas grand-chose à l'étranger.

Les résolutions relatives au bill 41 sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois.

Motions des députés:

Salaires dans les établissements industriels et les maisons de commerce

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 6 mars courant, sur

la motion proposée le même jour: Que cette Chambre; considérant que nombre d'employeurs profitent du chômage actuel pour payer à leurs employés des salaires minimes, dérisoires même; considérant qu'il importe de mettre fin à ces abus, à cette exploitation de la misère humaine; exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre des mesures immédiates pour assurer un salaire équitable aux journaliers en général, de même qu'aux hommes et aux femmes qui travaillent pour les établissements industriels ou pour les maisons de commerce.

M. Turcotte (Richelieu): M. l'Orateur, permettez-moi de féliciter très sincèrement l'honorable député de Montréal-Dorion (M. Francoeur) de l'occasion qu'il a fournie à ses collègues de parler d'une question qui est toujours d'actualité, celle du salaire des employés dans toutes les branches de l'actualité industrielle et commerciale de notre province. La question des salaires est une des plus importantes dans les relations entre employeurs et employés; et, si elle était réglée un jour à la satisfaction de tous, une des grandes causes de conflit entre patrons et travailleurs disparaîtrait. Je n'ai pas la prétention de croire que nous pouvons résoudre ce grand problème au cours de ce débat, mais, puisque c'est du choc des idées que jaillit la lumière, je veux donner mon humble opinion sur le sujet qui nous occupe, grâce à l'heureuse initiative de notre honorable collègue de Montréal-Dorion.

Une crise financière, comme jamais peut-être on n'en vit, étreint actuellement le monde, et tout particulièrement le travailleur. On cherche à faire peser la responsabilité sur telle ou telle cause. Les économistes attribuent le malaise actuel à la surproduction, à la spéculation effrénée, aux trusts, au luxe, au gaspillage et que sais-je, mais ils ne disent pas où se trouve le remède, et la crise continue toujours et, par le seul fait qu'elle continue, elle s'aggrave encore sans cesse. On dit que la situation s'améliore. Cela se peut, mais un dixième de la population du Canada vit de secours directs et un autre dixième vit très misérablement.

Il est cependant bien des remèdes qui seraient bien de nature sinon à guérir le mal dont nous souffrons, du moins à l'atténuer considérablement; je veux parler de la coopération entre employeurs et employés. Les relations entre le capital et le travail, ce qui est une désignation plus juste que patrons et travailleurs car, au fond, les patrons sont aussi des travailleurs, les relations entre le capital et le travail doivent être basées sur les grands principes de la vie chrétienne. Son Éminence le cardinal Villeneuve, archevêque de Québec, dans un de ses mémorables

discours disait: "Rendons grâce au Ciel du fait que le Canada a une population presque exclusivement composée de chrétiens.

"C'est en effet une source d'orgueil et une garantie de sécurité dont il faut remercier la Providence. C'est, par-dessus tout, une force morale qui fait le bonheur du Canada."

(Applaudissements)

Sans doute, les institutions humaines sont imparfaites. Il y en a beaucoup chez nous qui peuvent servir de modèles, mais aussi d'autres qui sont moins dignes d'admiration, qui ne méritent aucun encouragement. Les capitalistes honnêtes, par exemple, souffrent aujourd'hui des brigandages de certains spéculateurs sans scrupule et sans honneur. Dans le champ du capitalisme comme dans les autres, il faut séparer le bon grain de l'ivraie. Si nous faisons cela et, sans retard, nous ferons disparaître tout danger que la propagande socialiste - à laquelle, Dieu merci, nous avons échappé jusqu'à maintenant - puisse s'infiltrer dans nos différentes classes de travailleurs.

Le patron qui ne cherche qu'à faire de l'argent, et qui peut en arriver là, ne cherche qu'à exploiter l'ouvrier et peut réussir bien longtemps; il indispose l'ouvrier contre le capital et il le décourage, tandis que le patron consciencieux s'attire par des salaires raisonnables la sympathie de son employé en même temps que son dévouement.

Nous avons encore, Dieu merci, un grand nombre d'employeurs qui traitent leurs employés d'une manière équitable et qui réussissent généralement bien mieux que les exploiters. Je crois qu'il est de mauvaise politique de soulever le travailleur contre le capital, et vous conviendrez avec moi qu'il est inutile de croire un seul instant que l'ouvrier peut gagner sa vie sans l'industriel.

L'employeur a des obligations envers les employés et ceux-ci en ont envers leur patron. Le succès de toute entreprise dépend des bonnes relations entre le capital et le travail. Le patron doit se faire un devoir d'assurer au père de famille un salaire qui lui permette de faire face à ses strictes obligations, de faire vivre sa famille convenablement. Il faut, sans doute, tenir compte des conditions locales et de la position de ceux qui ont assumé l'entreprise, car il serait injuste d'exiger des salaires exagérés que l'industrie ne peut supporter sans courir à sa ruine comme à celle de ses employés.

Le devoir de l'ouvrier est de coopérer avec le patron dans toute la mesure de ses forces; il doit donner un rendement qui permette au patron de réaliser des bénéfices. Du succès de l'employeur dépend l'amélioration des salaires et de la condition

de l'ouvrier. Celui-ci doit être intéressé au succès de son patron, travailler comme pour lui-même et faire de l'affaire de son patron sa propre affaire. Le gouvernement a songé à tout cela et il a fait plusieurs lois de nature à aider les travailleurs, la loi du salaire minimum des femmes, celle des établissements industriels et commerciaux, et le reste. Je l'en félicite.

L'ouvrier est protégé par l'autorité religieuse et l'autorité civile. Ai-je besoin de dire que l'autorité religieuse dans notre province est digne du plus profond respect? Notre peuple vénère ses chefs spirituels. Il écoute leurs enseignements et se soumet à toutes leurs directives parce qu'il a gardé la foi et toutes les vertus ancestrales. Quant à l'autorité civile, elle est représentée par un gouvernement qui a des œuvres considérables à son crédit. Depuis le début de la session, on a énuméré quelques fois les œuvres du gouvernement de la province de Québec. Je veux n'en mentionner que deux qui ont été sous nos yeux, ces derniers jours: la loi des établissements industriels et la loi du salaire minimum des femmes.

(Applaudissements)

Ces deux lois amélioreront les conditions de travail de l'ouvrier. La première permet au ministre du Travail (l'honorable M. Arcand), que je veux remercier au nom de la classe ouvrière, de visiter non seulement les établissements commerciaux, afin de se rendre compte des conditions dans lesquelles les employés gagnent leur vie. La seconde étend également aux établissements de commerce les dispositions de la loi du salaire minimum. Toutes ces lois comptent parmi les œuvres du gouvernement de Québec, qui montre de nouveau qu'il mérite bien son titre de libéral. Mais je crois que, pour légiférer dans le sens de cette motion, il faut y aller avec une extrême prudence.

M. l'Orateur, je suis un fils d'ouvrier, et je suis fier d'appartenir à la classe des travailleurs de la province de Québec et profite de l'occasion pour exprimer ma gratitude à mes amis les ouvriers, du comté de Richelieu, qui m'ont toujours témoigné leur confiance et ont travaillé avec moi dans toutes mes entreprises. J'adresse également mes remerciements aux travailleurs du sol, les cultivateurs de Richelieu, dont la fidélité m'est si précieuse. Certes, nous avons, dans d'autres provinces et d'autres pays, des camarades qui font plus de bruit que nous; ils ne sont peut-être pas traités aussi bien que nos ouvriers. Je ne veux pas discuter leur situation en cette Chambre, où, tous les députés, à quelque parti qu'ils appartiennent, croient comme moi que le bruit ne fait pas de bien et que la paix sociale, qui règne au milieu de nous, ne doit pas être mise en péril par des agitateurs et des fauteurs de désordre.

Les ouvriers de la province de Québec demandent à vivre en harmonie avec leurs patrons. Ils ont confiance que cette harmonie sera maintenue par le gouvernement qui est dirigé par un chef universellement estimé. Ce chef conduit le navire de l'État depuis 14 ans et il nous a évité bien des écueils. La confiance que nous avons placée en lui, il n'en a jamais abusé, et elle a augmenté son courage et décuplé ses forces dans les années difficiles. Si le gouvernement juge à propos de proposer un projet de loi dans le sens proposé par le député de Montréal-Dorion, il faudra l'étudier attentivement afin qu'il donne satisfaction à tous les intéressés. Au début de cette session de la législature, le premier ministre nous annonçait qu'il voyait poindre une aurore nouvelle. Sa prédiction s'accomplit! Nous entrevoyons cette aurore nouvelle et ce sera une des grandes œuvres à sa province, les beaux jours d'autrefois.

(Applaudissements)

M. Guertin (Hull): Je m'accorde avec l'honorable député de Montréal-Dorion pour réclamer de meilleurs salaires aux journaliers qui forment la plus grande partie de la classe ouvrière, pilier de notre société. Je regrette que les journaliers à l'emploi du gouvernement ne soient pas tous bien payés. Le salaire minimum du journalier devrait être de 35 cents de l'heure. De nombreuses réclamations ont été faites à l'honorable ministre du Travail. Il a répondu que la question était à l'étude.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Nous sommes des hommes d'études.

M. McDonald (Pontiac): Que pense l'honorable député de Hull du gouvernement d'Ontario qui emploie les hommes à 20 cents¹⁰ de l'heure pour ses travaux de la route Trans-Canada?

M. Guertin (Hull): Ils sont sur le même pied que les hommes placés dans les camps de concentration.

M. McDonald (Pontiac): Non. Les camps de concentration sont à Petawawa, à Vancouver, etc. Mais je parle des travaux de la route Trans-Canada que le gouvernement d'Ontario construit.

M. Guertin (Hull): Je n'ai jamais entendu parler de cela. J'ai toujours pensé que les hommes qui travaillent sur la route Trans-Canada gagnaient 30 à 35 sous de l'heure.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le gouvernement paie \$5 par mois à ces hommes-là.

M. Guertin (Hull): On a payé 20 cents de l'heure aux hommes de métier qui construisaient l'hôpital Sainte-Marie à Montréal. Dans le comté de Kamouraska, on a payé 12½ cents de l'heure des gardes-feu.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Il s'agit de personnes employées pour l'extinction des feux et non pas des gardes-feu.

M. Guertin (Hull): Au mois de janvier, cet hiver, le département de la Voirie payait des salaires de \$1.10 par jour.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):
Pas pour des travaux de voirie, mais pour des travaux de chômage. Le gouvernement fédéral paie 50 sous par jour et le gouvernement de Québec paie 60 sous.

M. Guertin (Hull): Devant les salaires payés par le gouvernement, je crois que l'honorable député de Montréal-Dorion ne devrait pas blâmer uniquement les employeurs. En conséquence, je propose...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Secondé par qui?

M. Guertin (Hull): Par l'honorable député de Rouville (M. Barré). Je propose l'amendement suivant: Que tous les mots après "Que cette Chambre" soient remplacés par les suivants: Considérant que nombre d'employeurs, en commençant par le gouvernement de cette province, profitent du chômage actuel pour payer à leurs employés des salaires minimes, dérisoires même; Considérant qu'il importe de mettre fin à ces abus, à cette exploitation de la misère humaine; Exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre des mesures immédiates pour assurer un salaire équitable à ses employés, afin que son geste puisse servir d'exemple aux patrons exploités, qui trop souvent s'inspirent des salaires en vigueur pour les travaux gouvernementaux.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux¹¹.

Reprise de la séance à 8 h 30

Coiffeurs pour dames

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés

au bill 106 concernant les coiffeurs pour dames de la province de Québec. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Succession de Louis-Ovide Grothé

M. Dugas (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 concernant les substitutions créées au testament de feu Louis-Ovide Grothé soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Motions des députés:

Salaires dans les établissements industriels et les maisons de commerce

La Chambre continue le débat, en cours à 6 heures ce jour, sur l'amendement du représentant de Hull (M. Guertin) à la motion du député de Montréal-Dorion (M. Francoeur): Que cette Chambre: Considérant que nombre d'employeurs profitent du chômage actuel pour payer à leurs employés des salaires minimes, dérisoires même; Considérant qu'il importe de mettre fin à ces abus, à cette exploitation de la misère humaine; Exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre des mesures immédiates pour assurer un salaire équitable aux journaliers en général, de même qu'aux hommes et aux femmes qui travaillent pour les établissements industriels ou pour les maisons de commerce.

L'amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "Que cette Chambre" soient remplacés par les suivants: Considérant que nombre d'employeurs, en commençant par le gouvernement de cette province, profitent du chômage actuel pour payer à leurs employés des salaires minimes, dérisoires même; Considérant qu'il importe de mettre fin à ces abus, à cette exploitation de la misère humaine; Exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre des mesures immédiates pour assurer un salaire équitable à ses employés, afin que son geste puisse servir d'exemple aux patrons exploités, qui trop souvent s'inspirent des salaires en vigueur pour les travaux gouvernementaux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

En lisant l'amendement du député de Hull, je constate que si ce n'est pas là un pamphlet politique, je ne m'y connais pas. Je dis que cet amendement est hors d'ordre! Il contrevient aux articles 140 et 142 du Règlement.

M. Guertin (Hull): Mon amendement n'est pas un pamphlet. Le premier ministre dit que mon amendement est irrégulier. Bourke¹² dit...

Des députés ministériels: Bourke! Bourke!

M. Guertin (Hull): On refuse l'amendement à cause de sa longueur et non à cause de son contenu. On dit de plus que ma proposition contient des avancés qui ne sont pas prouvés par les faits. Il (M. Guertin) cite Bourinot¹³ et d'autres auteurs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Votre proposition est injurieuse pour le gouvernement.

M. Guertin (Hull): On ne doit pas attenter à la liberté de parole dans cette Chambre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous pouvez dire ce que vous voudrez, mais vous ne devez pas l'écrire!

L'honorable M. Laferté (Drummond): J'attire l'attention de l'Orateur sur la décision des Orateurs citée par Desjardins¹⁴.

M. l'Orateur: Il ne m'appartient pas de décider sur la question de fausseté. Mais l'amendement va à l'encontre des règlements de cette Chambre qui défendent de faire précéder une résolution de tout préambule. De plus, elle vient en conflit avec l'article qui défend d'employer des termes injurieux. Je n'ai donc aucune hésitation à déclarer l'amendement hors d'ordre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Votons sur la question principale.

M. Guertin (Hull) soulève un point d'ordre. Le point d'ordre est rejeté.

La motion principale est adoptée.

**Cautionnement des officiers
ou employés publics**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements apportés par le comité plénier au

bill 40 modifiant la loi des employés publics relativement au cautionnement de ceux qui sont salariés par le gouvernement.

Les amendements sont lus une deuxième fois sur division.

**Opérations forestières
et bûcherons**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 44 relatif aux opérations forestières et aux bûcherons.

En comité:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre des Terres et Forêts, qui est le parrain de cette mesure, a déjà prononcé deux discours sur cette question. La première fois, il a défendu les marchands de bois contre les bûcherons, les exploiters contre ceux qui étaient exploités. La seconde fois, il a fait un grand discours dans lequel il a parlé de lui, la moitié du temps, pour consacrer l'autre moitié à tenter de prouver que nos bûcherons étaient une proie facile pour le communisme. Nous lui fournissons maintenant l'occasion de faire un troisième discours pour défendre les bûcherons.

M. Guertin (Hull): Je demande au gouvernement de faire publier dans les journaux les résultats de l'enquête sur la situation faite aux bûcherons.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je ne crois pas que ce soit dans l'intérêt des compagnies et des bûcherons eux-mêmes. Cela donnerait lieu à des polémiques. On devrait s'en tenir à la loi telle que nous la proposons.

Qu'on l'essaie pour un an, nous verrons ensuite s'il y a lieu de l'améliorer. Nous accepterons les suggestions.

M. Guertin (Hull): Je suggère aussi que le gouvernement étudie l'opportunité de demander au comité d'enquête d'Ottawa d'étendre son étude aux opérations forestières et, surtout, à la capitalisation des compagnies.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne crois pas que l'enquête porte sur la capitalisation. Si mon honorable ami, en se rendant chez lui à Hull samedi, veut s'informer si l'enquête peut porter dans

ce domaine, nous n'avons pas d'objection à soumettre sa demande à Ottawa.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre ne défend pas les bûcherons, bien que nous lui en ayons donné l'occasion. Il résulte du débat engagé dans cette Chambre, depuis 10 jours, et des preuves faites, que les bûcherons ont été maltraités. Les témoignages accablants de députés libéraux comme MM. Édouard Lacroix, de Beauce, et J.-É. Alfred Dubuc de Chicoutimi, de même que le rapport des enquêteurs du gouvernement, les discours des députés ministériels, et l'aveu même du ministre le démontrent, sans qu'il ne soit permis d'en douter. Il y a 10 jours que cette mesure est présentée à la Chambre.

Mais le ministre des Terres et Forêts, lui qui est chargé de l'administration de nos ressources naturelles, et normalement, le protecteur des propriétaires de nos ressources naturelles, n'a pas encore trouvé un mot de condamnation contre les exploiters et guère de sympathie pour les exploités. Il s'est contenté l'autre jour d'affirmer que ces ouvriers se laissaient entraîner par les communistes. La seule chose qu'il a trouvée pour remédier à la situation, c'est de présenter une mesure inutile, inopérante. Elle ne servira à rien puisqu'elle ne permet que de faire des enquêtes, et ne donne aucun pouvoir.

En vertu de la loi et des pouvoirs accordés au ministre, le département des Terres et Forêts peut, chaque année, augmenter ou diminuer les droits de coupe, la rente foncière, et, par là, imposer aux concessionnaires des conditions de travail et des salaires raisonnables non seulement pour ceux qui sont employés directement par les compagnies, mais aussi pour ceux qui sont employés par les sous-entrepreneurs.

En effet, c'est une vérité élémentaire que l'accessoire est subordonné au principal, de même que la partie est subordonnée au tout. Donc, les conditions qu'on peut imposer au tout ou au principal peuvent également s'imposer à la partie ou à l'accessoire.

Or, le ministre possède ces pouvoirs depuis toujours. Mais, par la loi qu'il présente et qui se résume à constituer un bureau d'enregistrement, il limite ces pouvoirs mentionnés ci-dessus et donne l'impression en faveur des marchands de bois contre les fils des pionniers d'une impuissance inexcusable, qui n'est pas à l'honneur du ministère qui en fournit le triste spectacle, ni de la race qui en subit l'humiliation et des dommages.

Je vais citer deux discours au ministre des Terres et Forêts et j'espère qu'il se lèvera ensuite. Un ancien premier ministre qui a joué un rôle considérable dans cette province et qui, bien qu'un

adversaire politique, fut un ami personnel de mon père, déclarait ceci (*Débats de la Chambre*, 11 décembre 1890): "Il y a certains cas, surtout dans les chantiers où les hommes sont obligés de prendre des provisions en paiement. (...) Ils ne peuvent pas aller ailleurs et là, ils sont volés. On leur vend des marchandises avec une avance de 15 % ou 20 %. (...) Il faut protéger la classe ouvrière contre son incurie et son imprudence et aussi contre la mesquinerie des bourgeois. L'homme qui a besoin d'être protégé, c'est le pauvre; le riche se protégera bien. Ce n'est pas toujours le riche qui fait travailler, mais une chose est certaine: c'est que ceux qui travaillent sont toujours les pauvres."

On dirait que ces paroles sont de la plus brûlante actualité. Le même premier ministre déclarait aussi en Chambre, le 28 janvier 1890, ce qui suit: "Je demande à ceux qui m'écoutent ici, si, prenant en considération la politique fatale, néfaste de nos adversaires politiques qui consistait à tout donner aux autres et rien aux habitants de la province de Québec, je demande si, au bout de 10 ans, ils auraient été libres de résister à cette politique d'empiétement continu sur le domaine de la couronne, eux qui s'étaient livrés corps et âme aux marchands de bois, politique qu'ils auraient maintenue par faiblesse pour se maintenir au pouvoir, grâce à l'influence des marchands de bois sur les souscriptions desquels ils comptaient, souscriptions qu'ils ont reçues en temps et lieu?"

Ces dénonciations sont parfaitement adaptées et aux conditions malheureuses dont les bûcherons ont été incontestablement les victimes depuis deux ans, et à l'attitude du ministre des Terres et Forêts et du gouvernement provincial. Je demande au gouvernement, pendant qu'il en est encore temps, d'établir un organisme effectif, efficace, possédant les pouvoirs nécessaires pour réparer dans la mesure du possible les injustices passées et pour assurer aux travailleurs de la forêt un traitement raisonnable et un salaire équitable.

Le gouvernement a indubitablement le pouvoir, et c'est son devoir impérieux, de créer cet organisme; et j'espère que le gouvernement se rendra à l'évidence et saura protéger le capital humain, tout au moins celui appelé à travailler à l'exploitation de nos ressources naturelles au bénéfice des étrangers.

Si l'honorable Honoré Mercier était ici et constatait les abus que nous dénonçons, avec quelle éloquence et avec combien plus de raison, il prononcerait les paroles que je viens de citer! Le ministre des Terres et Forêts, lui, n'a pas encore trouvé une parole contre les exploiters. Qu'il ne s'attaque donc pas aux opprimés!

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Décidément, le chef de l'opposition a encore sur le cerveau les remarques que je lui ai faites l'autre jour. Depuis le début de la session, il m'a accordé une attention particulière et il ne m'a pas ménagé. Je ne voulais pas parler, mais devant les élucubrations de mes honorables amis...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. L'honorable ministre n'a pas le droit de dire que je fais des élucubrations.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Je le retire! En employant cette expression que je retire maintenant, j'ai voulu montrer la différence qui existe entre ce côté-ci de la Chambre et l'autre côté. Tandis que l'on travaille et que l'on veut faire quelque chose de pratique à droite, la gauche se sert des pires expressions pour retarder le travail du ministère. Vous avez entendu le chef de l'opposition et son excellent ami de Hull (M. Guertin) employer à notre adresse les pires expressions et les paroles les plus insultantes. Nous ne les avons pas relevées. Nous employons un mot non parlementaire, on nous rappelle à l'ordre.

Et l'on ne craint pas de nous accuser de faire du bluff, de nous faire les exploiters de la misère humaine. Nous n'avons rien dit. Le député de Trois-Rivières se scandalise maintenant parce que je dis un mot. Il a l'épiderme bien sensible! Par tous les moyens possibles, en employant les termes les plus blessants, on me provoque et, si je parle franchement, on proteste. Le chef de l'opposition a essayé par tous les moyens à me faire parler.

À un premier discours que l'on a voulu que je prononce, un exposé franc de la situation, l'on a rien trouvé d'autre à répondre que de dire: "Vous avez parlé pendant une heure et demie." Mais, après un deuxième discours, nécessaire par suite de ceux de l'opposition, le député de Trois-Rivières avait moins envie de parler qu'auparavant. Il me reproche d'avoir défendu les exploiters contre les exploités. Il sait bien que ce qu'il affirme là n'est pas exact. Il sait bien que ce que j'ai dit la première fois est vrai! En somme, tout ce que l'on me reproche, c'est de n'avoir pas été assez violent envers les compagnies.

On m'a attribué des paroles que jamais je n'ai prononcées. Il (l'honorable M. Mercier) rappelle ce qu'il a dit dans son premier et dans son deuxième discours et réaffirme n'avoir rien à changer. On a conclu du particulier au général. Le chef de l'opposition peut faire de grands gestes, prendre la population à témoin, il ne peut contester les faits.

J'admets l'existence d'abus, mais il est vrai que les troubles de Rouyn ont été fomentés par des communistes. Il est facile de faire dire toutes sortes de choses à quelqu'un!

Mon honorable ami me reproche d'avoir dit que la population de notre province était une proie facile pour le communisme. Je n'ai jamais dit cela ni rien qui s'y rapprochât. Étrange tournure d'esprit que celle qui fait ainsi interpréter mes paroles. Ce que j'ai dit, c'est que la principale cause de la grève de Rouyn, c'est l'arrivée de gens qui n'étaient pas de vrais bûcherons et qui voulaient seulement fomentier la révolte. C'est cela que j'ai dit. C'est ce que je maintiens. Ceci a été établi. C'est ce que les faits démontrent.

J'ai affirmé, et je répète, que la campagne que l'on a faite à Rouyn faisait partie d'un plan d'ensemble que l'on ne pouvait pas exécuter partout, mais que l'on a réussi à Rouyn, parce que les esprits étaient montés. Les fomenteurs de troubles étaient des étrangers venus de partout, de Colombie anglaise, d'Ontario.

Ils sont partis de la côte du Pacifique pour se faire des partisans chez nous et causer du désordre. Et, fait étrange, ils ont commencé leurs menées à l'heure précise où le bois canadien commençait à supplanter le bois russe sur le marché anglais. Les faits prouvent que la grève a été fomentée par des communistes.

Même en fin de février, après la grève, il y a eu des assemblées à Rouyn, sous les auspices de la Canadian Labor Defense League (Ligue canadienne de défense ouvrière). Au lieu du crucifix dans la salle, on voyait le portrait de Lénine. Au lieu du chant national ou de cantiques, on entonnait l'Internationale. Et les orateurs ne manquaient pas de dénoncer le capitalisme avec des expressions virulentes.

Il (l'honorable M. Mercier) cite de nombreux rapports officiels. Au cours de l'assemblée, on a parlé des capitalistes; on a dit qu'il fallait les faire disparaître ainsi que le gouvernement, pour les remplacer par un gouvernement de Soviets. On a supplié les mineurs de s'associer aux bûcherons pour faire la grève.

On a accusé M. R. B. Bennett d'une prétendue tentative de meurtre contre le fameux Tim Buck¹⁵, actuellement au bagne de Kingston, et on a sommé M. Bennett de le relâcher. Et le chef de l'opposition pense que je vais regretter d'avoir dit que la grève de Rouyn avait été fomentée par des communistes?

(Applaudissements)

Quand le chef de l'opposition me fait dire autre chose, ces paroles ne sont pas dignes de lui. Je regrette son attitude.

Malheureusement, certains de nos bûcherons se sont laissés entraîner là, comme ailleurs, par des fomenteurs de discorde. Je connais ma province aussi bien que le chef de l'opposition, peut-être mieux. Je connais mes compatriotes aussi bien que mes honorables amis. Je sais que notre population est calme. Je sais bien que la majorité de nos gens ne se laissent pas entraîner. Mais, au lieu de nous appuyer et de nous aider, quand nous voulons combattre les communistes, l'opposition tente de nous ridiculiser et de défendre ceux qui devraient être chassés à coups de fouet en dehors de la province.

(Applaudissements à droite)

Ces personnes qui prétendent avoir l'apanage du patriotisme se font les défenseurs des pires éléments de la province. Ils semblent vouloir se faire, par leurs paroles, les protecteurs des bolchévistes et des révoltés. On s'est apitoyé sur leur sort et même quelques-uns, paraît-il, ont chanté les gloires de quelques personnes qui avaient été arrêtées. Je n'ai rien à retrancher de ce que j'ai dit, soit dans mon premier, soit dans mon deuxième, soit dans mon troisième discours. Je n'ai pas de sympathie pour les meneurs et je n'hésiterai jamais à me lever dans cette Chambre et à dénoncer les menées de ces personnes, qu'elles s'appellent Tim Buck ou même Jeanne Corbin!

(Applaudissements)

Si l'on veut rendre service à la province, il faut que l'on change de langage. Il est curieux d'entendre dire que la Législature de Québec chante les louanges des communistes, et de voir en même temps toutes ces larmes que l'on verse pour eux. Notre loi va rendre service à la classe des bûcherons et à tous ceux qui travaillent dans la forêt. Les bûcherons, je les connais mieux que le chef de l'opposition.

J'ai vécu parmi eux et je sais leur patience. Je connais leur mentalité et je les évalue hautement. Parce que je ne me laisse pas emporter à des écarts de langage contre ceux qui commettent des abus, cela ne veut pas dire que je me désintéresse de leur sort. Le meilleur moyen de les aider, n'est-ce pas de légiférer comme nous le faisons en ce moment? Il y a des abus et c'est parce que nous l'admettons que nous présentons cette loi. Je demande à nos amis de cesser leurs luttes pour nous aider.

Je ne veux pas suivre mon aimable ami dans toutes les parties de son discours. Mon honorable ami est revenu sur le nom de mon père, sur ce qu'il a fait ou ce qu'il a écrit. Tant qu'il en parlera ainsi, je ne protesterai pas. Sans lui faire de peine, je connais mon père mieux que lui! Je me laisse inspirer par ce que mon père a fait et dit, bien plus que par ce que mes honorables amis font et disent. En terminant, je

rappellerai une de ses paroles: "Soyons calmes, examinons la situation froidement." Si le chef de l'opposition voulait parler comme il pense, il ferait meilleure besogne. Je suis convaincu que si l'honorable chef de l'opposition voulait être sérieux, il ne s'exprimerait pas comme il vient de le faire.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): La dernière parole du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) est une confession. En présence du mal, il se déclare impuissant à faire plus que le présent projet de loi. Je lui accorde l'absolution. Je rendrai témoignage tout de même au ministre des Terres et Forêts puisque, durant quelques brefs instants au moins, il a avoué que nos bûcherons sont maltraités. Mais je regrette qu'il ait soutenu de nouveau que c'est une situation plutôt rare, des cas exceptionnels, alors que c'est la situation générale, de l'aveu même des enquêteurs, de l'aveu de tout le monde.

Nous combattons cette loi parce qu'elle est inefficace. Nous croyons qu'elle ne guérira pas le mal qui affecte les bûcherons. Je suis heureux d'avoir amené le ministre à déclarer que les bûcherons sont amis de l'ordre. Car le gouvernement n'a pas parlé des bûcherons soucieux de l'ordre, qui n'ont pas participé aux grèves. Le ministre des Terres et Forêts nous accuse de protéger le communisme par nos paroles. Nous ne sommes pas des communistes. Nous condamnons leur doctrine, mais nous condamnons aussi les abus qui les provoquent.

Je tiens à faire de nouveau la déclaration suivante. Nous sommes ici pour légiférer. Celui qui aide le plus le communisme, ce n'est pas celui, ce ne sont pas ceux qui dénoncent les abus qui peuvent donner prise aux idées subversives, mais ceux qui, par la protection des lois, tolèrent les causes du marasme, du mécontentement, de la misère. Ce ne sont pas les discours qui vont améliorer la situation; ce sont les actes.

On s'en tient au cas de Rouyn. Il y a 2,000 chantiers dans la province. On parle d'un chantier. Dans ce chantier, il y a 2,600 bûcherons. On parle des 300 qui ont pris part à la grève, sans se préoccuper des 2,300 qui ont quitté le travail parce que les conditions étaient intolérables, de l'aveu même des enquêteurs. N'avons-nous pas droit de nous indigner? N'avons-nous pas droit de réclamer pour les milliers de bûcherons qui ne se sont pas révoltés, mais qui n'en souffrent pas moins? On me reproche des expressions sévères, ce sont celles dont se servait le grand Mercier pour fustiger les exploiters que nous fustigeons aujourd'hui à la place du ministre de la couronne.

Le ministre a parlé du commerce du bois qui va s'améliorant. S'il en est ainsi, c'est dû à la Conférence impériale, mais le ministre des Terres et Forêts n'en a pas donné le crédit à qui de droit. Je lui demande de présenter une législation efficace, la législation désirée par les députés de cette Chambre qui connaissent la situation et qui estiment inutile le bureau d'enregistrement que l'on veut créer. Nous ne faisons pas de politique. Qu'on modifie cette loi de façon à former un organisme qui puisse agir!

Le gouvernement a actuellement le droit d'imposer les conditions qu'il veut aux compagnies; le projet de loi n'ajoute rien à ses pouvoirs qu'il ne veut pas utiliser pour ne pas déplaire aux grandes compagnies. Cette loi n'ajoute aucune protection aux bûcherons. Tout le monde admet qu'il y a eu des injustices; nous voulons les supprimer et supprimer par là le communisme. Qu'on mette ces compagnies à la raison, qu'on protège le faible, et le communisme n'aura pas de prise chez nous. Nous répétons que nous sommes prêts à collaborer avec qui que ce soit pour faire disparaître le communisme.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je ne veux pas discuter toute cette loi. Mais depuis que le député de Hull s'est fait le défenseur des grévistes à Rouyn, j'ai pris des renseignements additionnels que je crois devoir communiquer à la Chambre. On verra ensuite si on a fait une bonne œuvre de l'autre côté de la Chambre en prenant la défense des fauteurs de désordre de Rouyn que l'on a représentés comme des martyrs et au sujet desquels on a jeté le blâme sur le gouvernement de la province.

Je ne doute pas de la bonne foi du député de Hull, mais je l'ai dit l'autre jour et je le répète aujourd'hui: il a dû faire plaisir à bien des loges communistes, si on a lu son discours. On a dit que ce sont de braves gens qui se sont révoltés sous l'influence de certains meneurs. On a crié à la faute du gouvernement et on lui a reproché les arrestations qui ont été faites, les condamnations, le transport des prisonniers en avion, et on a été jusqu'à crier à leur martyr.

Eh bien! Voici les renseignements que j'ai obtenus. Le 9 février dernier, des communistes réunis dans une salle de Montréal où se trouvaient plusieurs des personnes qui revenaient de Rouyn, nommées Armstrong, Wallace, Têtu et autres avec des noms à consonances étrangères, ont parlé à leurs camarades. Ces messieurs étaient allés à Rouyn et en revenaient. Après avoir débâté contre M. Bennett, premier ministre, et contre votre humble serviteur, ils

racontaient ce qui s'était passé à Rouyn et ils disaient: "Pour la première fois dans l'histoire de la province de Québec, les Canadiens français se sont levés en masse. La province arriérée de Québec sera en feu d'ici quelques mois.

"Il y a longtemps que Québec subit le joug du clergé, mais elle est à la veille de secouer ce joug et de ne plus se laisser conduire par la férule du gouvernement et du clergé. Comme en Espagne, comme au Mexique, la province de Québec se révoltera quand elle constatera qu'il n'y a rien à faire sous l'administration de MM. Bennett et Taschereau. Les Canadiens français se révolteront comme jamais les Mexicains et les Espagnols se sont révoltés. Lorsqu'ils se soulèveront, ils seront encore plus vigoureux que les Anglais."

Un autre, un nommé Wallace, disait: "Ce qui est arrivé en France", il parlait évidemment des récentes émeutes, "peut arriver aussi dans la province de Québec, où quelques riches et quelques oisifs se chauffent les pieds près du poêle pendant que la classe des travailleurs tremble de froid et de faim." Ils étaient quatre orateurs qui, comme ceux que je viens de citer, se sont attaqués à M. Bennett et à moi-même. Ils sont la cause qu'on peut dire maintenant, chez nos ennemis, que les Canadiens français usent maintenant du droit de grève et que la province arriérée de Québec se réveille enfin et qu'elle sera en ébullition dans quelques mois.

Il (l'honorable M. Taschereau) fait lecture de dossiers de prison de quelques-uns des individus liés à la grève de Rouyn. Et c'est le député de Hull (M. Guertin) qui défend tous ces braves gens qui veulent mettre le feu à la province, qui prédisent la révolution. Encore, si ceux-ci n'étaient que des victimes, mais ce sont des gens comme les Huard, les Lelièvre, les Larocque, les Beaudry, qui avaient tous subi précédemment des condamnations pour vol, les uns quatre ou cinq fois. On a même comparé une de ces personnes, Jeanne Corbin, à Jeanne Mance.

Voici ce qu'une personne¹⁶ a dit de cette Jeanne Corbin: "Comme dans tous les drames historiques, il y avait une figure de femme dans celui de Rouyn: Jeanne Corbin. Institutrice née à Cellettes en France, instruite, frêle et faible, le cœur percé par le sort que l'on faisait à ses compatriotes, et n'écoutant que les dictées de son patriotisme et de ses sentiments humanitaires, elle crut devoir mettre à leur service ses talents et son éducation. Elle leur aida à s'organiser, les exhorta à la résistance. On l'arrêta. Elle n'avait pas le droit de parler en faveur des faibles. Elle dut passer par les horreurs de la prison.

"La France a eu sa Jeanne d'Arc, le Canada français sa Jeanne Mance, les petits Ontariens persécutés leur Jeanne Lajoie¹⁷. Les bûcherons canadiens-français auront eu leur Jeanne Corbin, martyre de son dévouement à une cause aussi noble que la revendication des droits des bûcherons, dont l'exploitation dure depuis un demi-siècle. Elle personnifiera à l'avenir la femme, la famille des opprimés. Son nom sera glorifié par l'histoire, sa bravoure sera exaltée, elle prendra place à côté des plus belles figures de l'histoire du Canada français. Son nom deviendra le symbole de la délivrance, et fasse au Ciel que son sacrifice n'ait pas été vain!"

(Rires à droite)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable premier ministre voudrait-il nous dire le nom de la personne dont il cite le document et où il a pris ce qu'il lit?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je vous le dirai à vous seul! Je dis tout simplement que ceci a été écrit au sujet de Jeanne Corbin.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre vient de faire une citation et je lui demande de produire le document. Il est obligé de dire d'où provient cet écrit et de le déposer.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne déposerai rien. Je ne suis pas obligé de le faire. Encore une fois, je vous dirai le nom à vous-même si vous le désirez!

J'ai écrit au geôlier de la prison de Ville-Marie au sujet de ses pensionnaires. Il m'a répondu comme suit au sujet des 77 bûcherons qui ont été arrêtés. Cette question de Rouyn viendra peut-être en Chambre au cours de la session. J'ai dûment inscrit les noms, adresses et âges des prisonniers. On a dit que la plupart des 77 personnes étaient de braves bûcherons mariés et pères de famille. Ce n'est pas exact. Il n'y en a que six sur les 77 qui sont mariés. Deux sont de l'Ontario. Dix de ces prisonniers sont des récidivistes. Ce ne sont pas la crème du pays, comme on l'a prétendu de l'autre côté de la Chambre. Ce sont tous des fauteurs de désordre et des communistes classifiés. Ce sont eux les véritables fauteurs des troubles de Rouyn et on me corrigera si ce que je dis n'est pas l'exacte vérité. C'est pour eux que, comme procureur général, j'ai dû intervenir et je le ferai encore au besoin à chaque fois que je jugerai la chose nécessaire!

(Applaudissements)

Je réalise les responsabilités que je prends. Si vous voyiez les lettres que je reçois tous les jours des amis de ces personnes, et les menaces qu'on me lance! Je leur lance le gant. Ils ne me font pas peur. Quelles que soient leurs menaces, j'entrerai toujours dans mon bureau par la grande porte, bien que maintes fois j'aie été averti d'entrer par la petite! Aussi longtemps que l'on voudra causer du désordre, les fauteurs de trouble me trouveront sur leur chemin.

(Applaudissements à droite)

Au nom de ma province, au nom de la Législature, je proteste quand un député se lève en cette Chambre, de l'autre côté de la Chambre, et prend la défense de bandits qui ont causé des troubles et viennent défier nos populations. De plus, c'est dans Québec, pas dans Moscou, que l'on vient dire au gouvernement: "Vous avez eu tort d'arrêter ces gens-là, les émeutes étaient justes." C'est en pleine Chambre de Québec, c'est de l'opposition que nous viennent ces appréciations. Le discours du député de Hull (M. Guertin) est peut-être rendu à Moscou. On doit s'en réjouir.

On nous a dit: Il y avait de braves gens. Oui! La plupart ont suivi les émeutiers. Mais nous avons plus de 2,000 chantiers dans la province et où y a-t-il eu une grève semblable à celle de Rouyn? On a fait des tentatives sur la Côte-Nord, mais les fauteurs de troubles ont été chassés. On nous dit encore: Il y a de la misère dans les camps. Oui! De la misère, il y en a partout, actuellement. On nous dit: Les salaires sont insuffisants. Oui! C'est pour cela que nous présentons cette loi pour remédier à la chose. Nous croyons que nous faisons une bonne loi.

On nous avait promis la coopération la plus entière. Il y a maintenant 15 jours que ce débat dure. Les bûcherons attendent après la loi et l'opposition crie? Certains bons journaux ont emboîté le pas. C'est là la coopération que l'on nous offre, lorsque nous présentons une mesure aussi vitale. Alors que nous aurions droit de compter sur la coopération de tous, on nous dit: Cette loi n'est pas bonne pour les bûcherons, nous ne voulons pas aider à la création d'un simple bureau d'enregistrement. C'est là ce que j'appelle faire de la politique; on fait de la petite politique, de la politicaillerie.

Nous voulons aider aux bûcherons, à tous ceux qui travaillent dans la forêt, qui ne se laissent pas rebuter par la misère et le froid. Nous voulons améliorer le sort de cette classe intéressante. Satisfaits de ce que nous avons fait pour la meilleure classe de nos travailleurs, les bûcherons, soucieux de leur bien-être, nous demandent, non le concours de l'opposition parce qu'elle nous l'a refusé, mais celui

de la population pour une loi qui assurera de nouvelles conditions aux bûcherons. Nous offrons donc cette loi à la députation et à la province. Nous demandons le concours de toutes les bonnes volontés, et j'espère que notre appel ne sera pas refusé, que nous inscrirons enfin dans nos Statuts cette loi qui donne satisfaction aux bûcherons.

M. Barré (Rouville): Le premier ministre n'aurait pas dû parler comme cela en l'absence du député de Hull. À entendre le premier ministre, nous serions des protecteurs que communistes. Nous voulons plutôt enrayer les causes du communisme dans la province. On peut défendre les bûcherons et ne pas être les amis de repris de justice. Il peut y avoir des repris de justice dans ces mouvements. Mais le député de Beauce (M. Édouard Lacroix) est-il dans ça?

Le gouvernement devrait se rendre compte que cette situation faite aux bûcherons est une provocation à la révolte et il est coupable de ne pas agir. Cette accusation, nous la portons encore parce que le gouvernement ne s'en est pas lavé depuis une dizaine de jours. Le gouvernement devait savoir longtemps avant la grève de Rouyn que les bûcherons étaient traités injustement. Le gouvernement de cette province faisait la sourde oreille.

Le premier ministre a eu recours à de petits moyens bien mesquins pour confondre le député de Hull (M. Guertin). Il n'a pas hésité à se pencher dans les poubelles du parlement pour y découvrir un bout de papier non signé avec lequel il se permet les insinuations les plus inqualifiables. Quand des députés se lèvent pour réclamer justice, on n'a pas le droit de les ridiculiser. Le premier coupable c'est celui qui regarde les abus d'un œil paternel. Le premier ministre est un grand homme...

M. Frigon (Saint-Maurice): C'est vrai.

M. Barré (Rouville): ... et je ne suis qu'un paysan, mais un petit paysan fier de ses origines, parce qu'il se glorifie d'appartenir à cette classe sans laquelle tous les membres de la Chambre n'auraient rien à manger demain. C'est sans doute pour cela que je n'oserais employer ses méthodes. Mais il pourra toujours compter sur moi pour combattre les communistes.

M. Lamoureux (Iberville): Je comprends que l'opposition critique le bill, car c'est dans son rôle. Elle a voulu profiter de l'occasion pour se procurer des munitions. Elle avait le droit d'en emplir son sac, mais elle l'emplit tellement qu'il finira par défoncer. L'opposition a voulu se faire du capital

politique avec cette question des bûcherons. Elle s'entête et prolonge la discussion. Quand je me lève, ce n'est pas à la demande d'un ministre. Je suis aussi indépendant qu'un député peut l'être. Il y a eu des abus. Il s'agit de prendre les moyens d'y remédier. On demande d'instituer une commission qui est chargée d'enquêter et de faire rapport. Je ne suis pas un partisan aveugle.

Mais j'ai confiance que le ministre des Terres et Forêts prendra action pour réprimer les abus qui seront reconnus et qu'il donnera justice à tout le monde. Il saura utiliser les renseignements qui lui seront fournis par les commissaires pour sévir. S'il ne le fait pas, j'agirai et je lui reprocherai. Si nous n'avons pas confiance dans les ministres, nous en arrivons à la démagogie. L'opposition devrait cesser sa discussion inutile. Voilà ce que j'avais à dire sur cette sacrée discussion¹⁸.

(Rires et applaudissements à droite)

M. Frigon (Saint-Maurice): Tout le monde admet que l'honorable premier ministre est un grand homme, et les arguments de l'opposition sont petits. Depuis 15 jours, on ne parle que de bûcherons. Si les gens sérieux assistaient à la scène qui se joue ici depuis 15 jours, ils seraient consternés. Les députés de l'opposition soutiennent les communistes, ils devraient parler des fils de cultivateurs.

M. Barré (Rouville): Je soulève un point d'ordre¹⁹!

M. Frigon (Saint-Maurice): Soulevez-en! (Rires)

M. Barré (Rouville): On n'a pas le droit de dire que des députés de cette Chambre sont des amis des communistes.

M. Frigon (Saint-Maurice): J'ai enduré le député de Rouville tantôt lorsqu'il disait qu'il y a dans cette Chambre des personnes qui ramassent des petits papiers par terre. Qu'il m'endure maintenant! Je dis au député de Rouville qu'il n'a pas le droit de s'attaquer au premier ministre. Nous avons, dans le premier ministre, l'un des plus grands hommes du pays.

C'est un privilège pour le député de Rouville comme pour moi de siéger à ses côtés. L'opinion publique se prononcera toujours contre les hommes qui feront de la démagogie. Si vous saviez ce que les conservateurs qui ont l'esprit large pensent de vous²⁰.

(Rires et applaudissements à droite)

Les bûcherons ont été bien traités dans ma région. Il y a plus que des bûcherons dans cette province. Il y a des cultivateurs qui reçoivent encore moins qu'eux, et depuis 15 jours, on fait de la politique, de la petite politique, au lieu d'adopter une loi qui leur sera utile.

Les députés de l'opposition ne savent-ils pas que l'industrie du bois et l'industrie du papier traversent une crise! Quand le papier se vendait \$120 la tonne, les hommes de chantier, que vous appelez les bûcherons aujourd'hui, gagnaient \$125 à \$150 par mois²¹. Et on ne faisait pas de compliments au gouvernement! Aujourd'hui, le papier ne se vend que \$40 la tonne.

Les industries doivent même subir la concurrence de la Norvège qui vend le papier \$30 la tonne pour donner du travail aux leurs. Les compagnies ne fabriquent du papier que parce que le gouvernement le leur demande et pour assurer du travail aux fils de cultivateurs dans les chantiers. Ce n'est pas parce qu'elles font de l'argent. Loin de là! L'opposition n'a pas le droit de reprocher au gouvernement d'avoir réduit les droits de coupe pour permettre aux compagnies de garder leurs hommes au travail.

L'opposition reproche aussi au gouvernement d'avoir laissé construire des moulins. Mais l'opposition voulait donc que nous vendions nos concessions forestières et que le papier se fabriquaît à l'étranger! Le gouvernement a bien fait de faire bâtir des moulins. Sans les moulins, Trois-Rivières, qui a 40,000 âmes, ne serait encore qu'un village. Shawinigan, Grand'Mère n'existeraient pas. Ce qui est arrivé, c'est que la Norvège et d'autres pays, qui ont de belles forêts comme la province de Québec, ont fabriqué du papier et l'ont vendu à \$30 la tonne sur le marché anglais.

Les prix de notre papier ont baissé à cause de cette concurrence et de la crise. Dans notre région du Saint-Maurice, que l'honorable chef de l'opposition habite, pas un homme de chantier n'a été payé moins de \$25 par mois cet hiver, et je défie qui que ce soit dans cette Chambre de dire le contraire. Les bons travailleurs ont été payés jusqu'à \$40. Mais tous les salaires sont baissés.

Un aviateur, qui gagnait \$300 par mois, il y a quelques années, à nous conduire de Grand'Mère à Montréal, m'écrivait qu'il ne gagne plus que \$5 par mois à cause de la crise. Comme on voit aujourd'hui de très gros salaires diminués de 80 % parfois, il n'est pas étonnant que les salaires des bûcherons aient aussi été diminués. Il n'y a donc pas à accuser le gouvernement d'aucun méfait dans cette affaire.

On a parlé de Mercier et de l'ancien député de Trois-Rivières-Saint-Maurice²². C'étaient de grands hommes! L'ancien député de notre région nous a fait honneur. Mais comment les conservateurs ont-ils traité Mercier? Je laisse cette réflexion à la Chambre.

M. Guertin (Hull): M. le président, je regrette l'attaque qui a été faite contre moi²³. Le député de Saint-Maurice vient de dire que le premier ministre est un grand homme d'État. Peut-on en venir à cette conclusion, quand on l'a vu agir comme il vient de le faire, attaquer un député en son absence, le frapper en bas de la ceinture? Le procureur général de cette province m'a passé un document dont je voudrais pouvoir communiquer le texte à cette Chambre, parce qu'il me justifie et confirme les accusations que j'ai portées.

C'est un rapport des émeutes fait par le sergent Turnbull. Si le premier ministre m'entend en ce moment, je lui demande la permission de lire le document, car il me l'a passé privément. Comme le premier ministre est absent, je demande la permission à ses collègues.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Si c'est un document passé privément par le procureur général, je ne crois pas que mon honorable ami de Hull devrait le lire.

M. Guertin (Hull): Très bien, je ne le lirai pas. Voilà une manière d'ami. Elle vaut celle qui a été employée ce soir en mon absence. Je ferai une motion pour obtenir ce document. Je remercie ceux qui m'ont défendu tantôt lorsqu'on a prétendu que j'avais défendu Jeanne Corbin. J'ai été le premier à dire que Jeanne Corbin est criminelle. Pas un membre de la Chambre n'a parlé de Jeanne Corbin. Personne plus que moi ne désire l'arrestation de tous les communistes dans la province.

Personne plus que moi, dans cette Chambre, n'a demandé au gouvernement de sévir contre Jeanne Corbin. Nous aurons l'occasion de discuter cette question de Rouyn, pas en cette Chambre, mais sur les tribunes publiques. Nous aurons alors l'occasion de voir si le procureur général a fait son devoir et s'il avait raison de m'attaquer tantôt en mon absence.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pourquoi l'honorable député de Hull n'était-il pas en Chambre tantôt?

M. Guertin (Hull): Je n'ai pas de compte à rendre au premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Vous étiez dans les appartements de l'opposition!

M. Guertin (Hull) cite quelques documents qu'il possède au sujet des condamnés de Ville-Marie à la suite des troubles de Rouyn. Tous ceux qui ont été arrêtés, dit-il, ne sont pas tous des étrangers. Je suis autant contre les communistes que le premier ministre.

Il n'est pas question si les 16 qui ont été arrêtés ont déjà été condamnés pour s'être enivrés, pour avoir fait du tapage sur la rue ou s'ils sont des communistes. Je regrette que cette discussion ait été continuée. Je répète que je suis prêt à rencontrer les membres du gouvernement n'importe où.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
M. le président, je n'ai qu'un mot à ajouter. Je dépose sur le bureau de la Chambre les photographies de tous les bandits qui ont été arrêtés à Rouyn. Ce sont les portraits de tous ceux qui ont été arrêtés, et voici celui de Jeanne Corbin par-dessus le marché!
(Rires et applaudissements)

M. Guertin (Hull)²⁴: Je vois qu'il y en a qui ne sont pas sur la liste des 16 condamnés. Si ce sont des communistes, je les condamne.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Alors, nous sommes d'accord.

M. Guertin (Hull) ajoute quelques mots.

Le comité étudie de nouveau l'article 11 du chapitre 44A, introduit par l'article 1 du projet de loi, amendé et adopté précédemment, qui se lit comme suit:

"11. La commission, et aucun de ses membres non plus que son secrétaire, et toute personne désignée en vertu de l'article 16, ne peuvent être recherchés personnellement à raison d'un acte fait ou omis par eux dans l'exercice de leurs fonctions."

Cet article est amendé et les mots suivants "ou omis" sont retranchés.

L'article 11 du chapitre 44A, introduit par l'article 1 du projet de loi, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 12 à 25 du chapitre 44A, introduit par l'article 1 du projet de loi, sont adoptés

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)
propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Élie (Yamaska) propose, par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Westmount (M. Smart), que tous les mots après "que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

Attendu que le domaine forestier fait partie du patrimoine qui, selon l'expression d'un ancien chef du Parti libéral, Sir Lomer Gouin, a été "conservé à la race française et au domaine britannique au prix des plus grands sacrifices";

Attendu qu'au témoignage de journaux ministériels, de fonctionnaires du gouvernement, de députés libéraux, un grand nombre des bûcherons qui travaillent dans nos forêts sont depuis quelque temps traités de façon odieuse, inhumaine;

Attendu qu'il est intolérable que les locataires de notre domaine forestier puissent impunément exploiter ainsi les ouvriers de la forêt, fils des pionniers qui l'ont conservée;

Cette Chambre regrette que le projet de loi soumis à sa considération par le gouvernement et intitulé "Loi relative aux opérations forestières et aux bûcherons", ne vise aucunement à punir les exploiters, à réparer les injustices dont les bûcherons ont été victimes, ni même à les protéger efficacement à l'avenir.

L'amendement, étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Duplessis, Élie, Guertin, Smart, 5.

Contre: MM. Arcand, Authier, Bédard, Bélanger, Charbonneau, Chouinard, Côté (Gaspé-Nord), Crête, David, Dugas, Duval, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Lamoureux, Lapierre, McDonald, Mercier fils, Moreau, Morel, Paquet, Perrault, Poulin, Power, Rochette, Sabourin, Saintonge, Saurette, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 41.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 11 h 45.

NOTES

1. Monnaie de compte utilisée en France sous l'Ancien Régime. Elle fut à l'origine frappée à l'abbaye de Saint-Martin, près de Tours, d'où son nom "tournois".

2. Alors ministre des Finances en France. En rétablissant la Loterie nationale, il prévoyait affecter les recettes à la Caisse de solidarité contre les calamités agricoles et aux retraites des combattants.

3. Selon *The Montreal Daily Star* du 16 mars 1934, à la page 19, M. Duplessis aurait également parlé de Gideon Robertson, sénateur conservateur de l'Ontario et ministre fédéral du Travail (1918-1921) et (1930-1932).

4. Ancien Orateur du Sénat et ministre sans portefeuille, Raoul Dandurand fut alors leader libéral au Sénat.

5. Ancien ministre du Travail (1921-1925), James Murdock fut nommé sénateur de l'Ontario en 1930.

6. Nommé sénateur de la Saskatchewan en 1921.

7. Nommé sénateur en 1930.

8. Il s'agit de l'*Acte d'amendement aux lois concernant les bazars et loteries*.

9. En 1846, le Parlement britannique, par la loi *Arts Union Act*, soustrayait les associations bénévoles à l'interdiction générale, et leur permettait de tenir des loteries où les prix seraient des œuvres d'art.

Dans *The Gazette* du 16 mars 1934, à la page 13, le journaliste écrit "Incidentement, cette

organisation n'existe plus, bien que l'exception demeure dans le Code criminel, comme on a pu le constater dans une affaire devant les cours criminelles de Montréal, alors que feu J. K. L. Laflamme avait dénoncé une organisation qui avait pris ce nom en vertu d'une charte du New Jersey."

10. Selon *La Presse*, du 16 mars 1934, à la page 17, M. Lamoureux ferait plusieurs objections à M. Guertin, alors que d'autres journaux n'en rapportent aucune.

11. Il est en fait 6 h 15, selon *The Chronicle-Telegraph* du 16 mars 1934, à la page 3.

12. Il s'agit du recueil *Parliamentary Precedents* de Robert Bourke, 2^e éd., 1857.

13. Le traité *Parliamentary Procedure and Practice in the Dominion of Canada* (4^e éd.) fut rédigé par John George Bourinot, greffier en chef de la Chambre des communes, de 1880 à 1902.

14. Il s'agit des *Décisions des Orateurs de l'Assemblée législative de la province de Québec 1867-1901 (1902)*. Louis-Georges Desjardins, ancien député conservateur à l'Assemblée législative du Québec (1881-1890) et à la Chambre des communes (1890-1892), fut greffier de l'Assemblée législative de 1892 à 1912.

15. Accusé de sédition, Timothy (Tim) Buck, secrétaire général du Parti communiste du Canada (1929-1964), fut incarcéré de 1932 à 1934. Le prétendu attentat aurait eu lieu lors d'une émeute à la prison de Kingston.

16. À la lumière des discours précédents prononcés sur ce bill et de la suite du reste du débat à la présente séance, il semblerait que cette citation serait extraite du discours de M. Guertin, en date du 7 mars 1934. Le député de Hull avait, selon le débat, fourni aux journalistes une copie de son discours et dans lequel il faisait un rapprochement entre Jeanne Corbin et Jeanne Mance. Il n'avait toutefois pas prononcé cette partie en Chambre.

17. Jeanne Lajoie (1899-1930), pionnière de l'enseignement français en Ontario, a grandement contribué à l'ouverture de la première école française, à Pembroke, en 1925.

18. *Le Devoir* du 16 mars 1934, à la page 6, précise qu'en s'exprimant ainsi, le député d'Iberville frappe sur son pupitre.

19. *Le Devoir* du 16 mars 1934, à la page 6, attribue cette intervention à M. Guertin, ce qui semble peu probable, puisqu'il n'est pas alors en Chambre.

20. En prononçant cette phrase, M. Frigon s'adresse expressément à M. Barré, selon *L'Événement* du 16 mars 1934, à la page 15.

21. Avant le début de la crise en 1929, les bûcherons travaillant à la pièce recevaient 9¢ le billot, ce qui contraste avec la demande de 2¢ à 3½¢ le billot des grévistes de Rouyn en décembre 1933.

22. Il s'agit de l'honorable juge Nérée Le Noblet Duplessis (1853-1926), père de Maurice Duplessis, chef de l'opposition.

23. M. Guertin, absent de la Chambre lorsque le premier ministre l'a attaqué un peu plus tôt, vient de reprendre son siège.

24. *L'Événement* du 16 mars 1934, à la page 10, précise que M. Guertin prend le temps de regarder chaque photographie avant de répondre au premier ministre.

Séance du vendredi 16 mars 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 59 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec;
- bill 190 modifiant la loi des exemptions de taxes municipales.

Les bills suivants ont été rejetés:

- bill 183 modifiant le Code de procédure civile concernant l'expulsion de locataires dans certains cas;
- bill 188 modifiant l'article 286 du Code de procédure civile concernant l'examen préalable;
- bill 189 modifiant le Code civil concernant la prescription en matières commerciales.

**Émissions
d'obligations**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), la permission de présenter le bill 63 modifiant la loi des dettes et emprunts municipaux concernant les émissions d'obligations.

Êtes-vous prêts à accepter cette mesure sans explication? Il s'agit d'un bill sans grande importance. Je vous le demande en l'honneur de la Saint-Patrice!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Société coopérative fédérée
des agriculteurs**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) pour **l'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), la permission de présenter le bill 73 modifiant la loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.

Présentement, la population doit verser 25 % du capital à la coopérative générale. Cela est désormais ramené à 10 %. Je propose la première lecture de ce projet. Le ministre de l'Agriculture donnera des explications au sujet de son projet, quand il sera ici.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre de l'Agriculture n'a pas consulté son chef avant de présenter cette loi?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas comme dans l'opposition ici; chacun présente les mesures qu'il veut. (Rires)

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Compensation pour l'eau

M. Taschereau (Bellechasse) demande, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Paquet), la permission de présenter le bill 193 modifiant le Code municipal relativement à la compensation pour l'eau.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Immeubles saisis

M. Rhéaume (Jacques-Cartier) demande, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Morel), la permission de présenter le bill 192 modifiant le Code de procédure civile concernant les immeubles saisis.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 33 modifiant la loi du salaire minimum des femmes;

- bill 95 modifiant la charte de la cité de Verdun;

- bill 160 modifiant l'article 27 de la loi des véhicules automobiles relativement aux bicycles.

Salaire minimum des femmes

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 33 modifiant la loi du salaire minimum des femmes. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Loi des véhicules automobiles, article 27, bicyclettes

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 160 modifiant l'article 27 de la loi des véhicules automobiles relativement aux bicycles.

Les amendements sont lus une première fois.

Charte de Verdun

L'ordre du jour appelle la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 95 modifiant la charte de la cité de Verdun.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que les amendements soient maintenant lus une première fois.

Adopté.

Questions et réponses:

Quantité et coût de produits asphaltiques

M. Bêïque (Chambly): 1. Depuis le 1^{er} janvier 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement, quelle quantité en tonnes, de produits asphaltiques "Macurban", "Macasphalt" et "Amiesite" a été employée par le ministère de la Voirie?

2. Quel en a été le coût total?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. et 2. (Voir le tableau ci-dessous)

	<i>Nombre de tonnes</i>	<i>Coût total</i>
Macurban.....	3,334.8	\$18,341.40
Macasphalt.....	1,493.8	8,962.80
Amiesite.....	Rien	Rien

Remboursement de droits:

The Trafalgar Institute

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Marie (M. Fauteux), que les honoraires ordinaires et additionnels payés par les promoteurs pour le bill 114 changeant le nom de The Trafalgar Institute leur soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet l'expansion de l'éducation en général.

Adopté.

Paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes

M. Dugas (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Casgrain), que les droits et l'amende payés par les promoteurs pour le bill 112 concernant la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de sauvegarder le crédit des contribuables de cette paroisse et de favoriser le développement de cette nouvelle paroisse.

Adopté.

Modification de la carte électorale, Bureau provincial de médecine

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 191 modifiant la loi médicale de Québec relativement à la division de la province pour les fins de l'élection du Bureau provincial de médecine soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit d'y ajouter le comté de Charlevoix.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi des mines

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 10 modifiant la loi des mines de Québec.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Taxe sur les corporations

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 modifiant la loi de la taxe sur les corporations soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des pensions

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 58 modifiant la loi des pensions soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cautionnement des officiers ou employés publics

L'ordre du jour appelle l'adoption des amendements apportés par le comité plénier au bill 40 modifiant la loi des employés publics relativement au cautionnement de ceux qui sont salariés par le gouvernement.

Les amendements sont adoptés sur division.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 40 modifiant la loi des employés publics relativement au cautionnement des officiers ou employés publics soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Organisation d'une loterie

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill 41 autorisant l'organisation d'une loterie pour fins éducationnelles et d'assistance publique.

Les résolutions sont adoptées sur division.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 41 autorisant l'organisation d'une loterie pour fins éducationnelles et d'assistance publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Visites des maisons à louer

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 181 modifiant le Code civil relativement aux baux de maisons.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Taxes municipales et scolaires, délai de prescription

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires et concernant la vente obligatoire de certains immeubles pour taxes soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'élève contre le fait que l'on aille de l'avant avec un bill aussi important alors que la Chambre est presque vide¹.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose de débiter et de produire par la suite un rapport.

Par le temps qui court, les municipalités ont de grandes difficultés à percevoir les taxes. À moins que nous prenions des mesures pour aider les municipalités à les percevoir, leur crédit sera considérablement affecté et le crédit de la province de Québec s'en ressentira. La loi a été entourée de toutes les garanties possibles. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, nous voulons que les municipalités perçoivent leurs arrérages de taxes. Je crois que tout le monde s'entend sur la nécessité de la chose et sur l'excellence du principe de ce projet. Quand un propriétaire aura été deux ans sans payer ses taxes, le trésorier devra mettre la propriété en vente. Cependant, le propriétaire pourra s'adresser à un juge et réclamer un an de sursis qui lui sera accordé, si les raisons sont trouvées valables. Je propose que l'on adopte le principe du bill et qu'on le réfère ensuite au comité des bills publics où les intéressés pourront venir faire les suggestions qu'ils jugeront à propos.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Ce bill est inopportun. Cette loi diminue le délai accordé aux propriétaires pour le paiement de leurs taxes. En temps normal, cette loi serait excellente mais, actuellement, les propriétaires ne perçoivent pas leurs loyers et peuvent difficilement payer les taxes. Il y a beaucoup de chômeurs à Québec et dans les autres municipalités de la province. Les propriétaires sont obligés de louer leurs logements pour rien. De plus, la moitié des immeubles sont évalués à plus que leur valeur réelle. Il faut donc leur donner une chance.

En temps de crise, comme celle que nous traversons, on ne doit pas embarrasser les propriétaires et passer une telle mesure. À Québec présentement, tout comme à Montréal, plusieurs propriétaires ont de la difficulté à payer leurs taxes, mais leur propriété ne peut être vendue qu'après une période de cinq ans d'arrérages cumulés. Si ce bill est adopté, près de 50 % des petits propriétaires de Québec, qui hébergent des pauvres et des chômeurs, seront contraints de laisser vendre leurs propriétés. Il faut se rappeler qu'en tout temps la propriété est prise comme garantie de toutes les taxes dues, et ce, afin d'éviter que les municipalités n'écopent trop au bout du compte. Pourquoi obliger les municipalités à les faire vendre? Elles ne perçoivent pas de taxes, mais c'est un retard moins dommageable que la vente des petites propriétés à des prix ridicules qui ne rapportent pas et dont la vente contribue à aggraver le sort des propriétaires.

Pour ces raisons, je propose l'amendement suivant: Que tous les mots après "Que" dans la motion soient retranchés et remplacés par les suivants: "cette Chambre se déclare favorable au

prolongement du délai quant au paiement des taxes municipales et scolaires, mais elle condamne le bill tel que proposé par le gouvernement et intitulé: "Loi modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires, et concernant la vente obligatoire de certains immeubles pour taxes", parce que, dans son ensemble, ladite loi a pour effet de ruiner le petit propriétaire en décrétant et rendant obligatoire, dans la crise que nous traversons, la vente des propriétés affectées, soit pour deux ans et une journée de taxes municipales, soit pour deux ans et une journée de taxes scolaires."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je félicite le député de Saint-Sauveur de son amendement très au point. Je suis heureux de voir que l'on a prolongé le délai relatif à la perception des taxes, malgré le fait que le gouvernement rejette la mesure proposée à cet effet par le député de Yamaska (M. Élie). Le bill crée une situation dans laquelle un propriétaire qui doit plus de deux ans et une journée en taxes scolaires mais qui a réglé ses taxes municipales, ou alors, s'il a payé ses taxes scolaires, qui se trouve à devoir plus de deux ans et une journée en taxes municipales, devra voir sa propriété mise en vente.

Il est vrai que le crédit des municipalités est à la base du crédit provincial, mais la faute en est au gouvernement si les municipalités ont quelque difficulté. La loi veut obliger les secrétaires trésoriers à faire vendre les propriétés quand deux ans et une journée de taxes scolaires seront dues. S'il est un actif qu'il faut respecter, c'est bien la petite propriété. Elle constitue un rempart contre le communisme, car aussi longtemps que nous aurons beaucoup de gens propriétaires, aussi longtemps la population aura intérêt à rester maîtresse de la propriété possédée. Je considère que le projet de l'honorable premier ministre sera la ruine du petit propriétaire. Il faut le protéger pendant la crise, et on nous propose de lui imposer une obligation qu'il ne peut supporter.

La petite propriété est aussi un facteur de progrès, d'initiative individuelle. Le mal de beaucoup de villes, et notamment à Montréal, c'est la concentration de la propriété entre les mains de grosses corporations. Dans les autres provinces, on peut voir des petits lots de propriétés gérés par plusieurs personnes, alors qu'ici le gouvernement semble favoriser l'accumulation de propriétés sous le contrôle des grosses compagnies, politique de centralisation du droit de propriété, et cela est bien dommage pour la province. Le projet de loi à l'étude aura pour effet de favoriser cette concentration, de tuer l'esprit d'initiative, de décourager la petite

épargne que l'on amasse en vue de l'achat de la petite propriété. Il me semble très curieux que, par cette loi, le gouvernement veuille forcer les propriétaires à payer, alors que lui-même donne le mauvais exemple en ne payant pas les municipalités, les corporations scolaires, les institutions de charité et de bienfaisance. Que le gouvernement donne l'exemple et les propriétaires suivront! Je suis donc en faveur de l'amendement et je considère que la mesure du gouvernement est inopportune.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'amendement de l'honorable député de Saint-Sauveur n'est peut-être pas dans l'ordre, mais nous allons l'accepter, sans l'approuver, bien entendu. Je ne crois pas que la situation des municipalités de la province de Québec n'ait jamais été aussi inquiétante. Il y a actuellement une soixantaine de municipalités en tutelle. Il y a une grande raison à cela. C'est parce que l'on ne paie plus ses taxes. Plusieurs propriétaires m'ont dit: "Pourquoi paierais-je mes taxes quand mon voisin ne les paie pas? Je puis faire fructifier mon argent beaucoup plus utilement en le plaçant ailleurs."

Inutile de se faire des illusions sur la situation financière des municipalités de la province. Je n'ai aucune hésitation, comme ministre des Affaires municipales, à déclarer que plusieurs municipalités, si les taxes ne sont pas payées, ne trouveront plus l'argent nécessaire pour payer leurs policiers et leurs pompiers. Il y a même des cas où les municipalités ne pourront pas payer les coupons de leurs obligations. À moins que l'on ne rassure la finance, les municipalités ne trouveront plus preneurs pour leurs obligations.

Nous entourons cette loi de toutes les garanties possibles. Nous disons que, lorsqu'un homme devra deux années de taxes à la municipalité, cette propriété devra être mise en vente. Le projet donne deux ans de délai. Toutefois, au bout de deux ans, un propriétaire pourra obtenir une autre année de délai en s'adressant à un juge de la Cour supérieure ou à un magistrat, et ceci ne s'applique qu'aux cités et villes seulement. S'il est incapable de payer au bout de l'année, il pourra encore faire un nouvel arrangement selon qu'on le trouvera satisfaisant. Il s'adressera de nouveau à un juge.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Combien tout cela coûtera-t-il?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je veux référer le projet au comité des bills publics pour que nous l'amendions à ce que ça ne coûte rien. Une simple lettre suffira. Les procédures se feront sans frais: le notaire fera les enregistrements

sans frais, ni timbres. Encore une fois, nous entourons cette loi de toutes les garanties possibles. On est venu nous voir pour nous suggérer certains amendements. Il faut de toute nécessité que les taxes soient perçues. C'est pour cela que je demande que le bill soit référé au comité des bills publics où on pourra le considérer.

Nous voulons conserver le crédit des municipalités de la province de Québec. À moins que nous ne prenions des procédures pour aider les municipalités à percevoir leurs taxes, le crédit des municipalités sera considérablement affecté de même que le crédit de la province. Nous ne voulons ruiner personne, mais nous voulons donner à nos municipalités le moyen de percevoir les taxes qui leur sont dues. On nous a demandé si les débiteurs pourraient s'acquitter de leurs dettes par paiements mensuels ou différés. Sans doute. C'est pour considérer des choses comme cela que le bill sera étudié en comité des bills publics où nous pourrions y apporter des amendements et en faire une loi utile.

L'amendement est mis aux voix.

Des voix de l'opposition: Adopté!

Des députés ministériels: Non.

Les membres de l'opposition présents se lèvent pour demander le vote².

L'amendement est rejeté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre parle de la nécessité du crédit municipal. Très bien! Mais qui donc ruine ce crédit des municipalités? Qui donc donne le mauvais exemple en ne payant pas ses dettes? C'est le gouvernement, mieux placé que les individus, les petits propriétaires, les municipalités; le gouvernement devrait payer ce qu'il doit aux municipalités, aux institutions. Quand le gouvernement aura donné cet exemple, il lui sera permis de forcer les autres à payer. Je répète que ce projet sera la ruine du petit propriétaire.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Sociétés coopératives
agricoles**

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 39 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles.

Adopté.

En comité:

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai exprimé des doutes sur l'opportunité de cette mesure. J'y vois maints dangers. Il me semble qu'elle va léser les droits des sociétaires dont les actions ordinaires seront changées en actions privilégiées.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Nous disons que tout sociétaire qui ne remplit pas son contrat à l'égard de sa coopérative, ou qui ne veut pas le renouveler, verra ses actions ordinaires converties en actions privilégiées qui lui rapporteront un intérêt sur le capital investi et l'empêcheront d'être une cause de perturbation dans une société avec laquelle il ne veut pas commercer. Cela lui enlèvera tout droit à la direction de la coopérative. Si nous permettions à tous les sociétaires de se retirer des sociétés, les coopératives disparaîtraient du Québec. Avec la nouvelle loi, l'argent qu'ils ont versé leur rapportera des profits, mais le sociétaire qui ne veut plus remplir son contrat n'aura plus droit de vote. Nous empêchons ainsi le désordre au sein des sociétés.

L'honorable chef de l'opposition a dit l'autre jour qu'il y avait eu des critiques dans la presse. Je n'ai vu qu'un article écrit dans la *Terre de chez nous*, et celui qui l'écrivait n'avait pas compris le bill et en avait exagéré la portée. Le projet nous a été demandé par les sociétés coopératives, et je puis assurer à la Chambre qu'il ne lésera les droits de personne.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Motions des députés:

Crédit agricole provincial

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 6 mars courant,

sur la motion présentée par le député de Rouville (M. Barré) mercredi le 28 février dernier, proposant:

Que,

Attendu que les argents fournis par le crédit agricole fédéral coûtent 6½ % d'intérêt, annuellement; attendu que le gouvernement de cette province peut se procurer l'argent à un taux moindre par l'établissement d'un système semblable à celui établi dans l'Ontario en 1922, sous le nom de "Ontario Savings Office";

Cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour instituer, dès cette année, un crédit agricole provincial alimenté en tout ou en partie par un système semblable à celui mentionné plus haut; et que l'octroi de 1½ %, actuellement accordé en réduction du taux exigé par le crédit agricole fédéral, devrait être appliqué à réduire le taux d'intérêt que coûteraient les argents ainsi obtenus par le gouvernement.

M. Élie (Yamaska)³: M. l'Orateur, depuis plusieurs années, l'honorable chef de l'opposition provincial réclame un crédit agricole approprié, et ses vues en la matière se trouvent clairement exprimées dans cette résolution adoptée par la convention conservatrice de Sherbrooke: "Un crédit agricole plus favorable adapté aux besoins de la province et conforme à ses ressources." Voilà un énoncé de principe précis et qui ne saurait prêter à aucune équivoque. Il convient aussi de remarquer qu'au début de la session, l'honorable chef de l'opposition, parlant sur le discours du trône, préconisait un crédit agricole et que, immédiatement après, la motion de l'honorable député de Rouville (M. Barré) apparaissait au *Feuilleton*. Par contre, quelle est l'attitude du gouvernement au sujet du crédit agricole? Il est évident que ce gouvernement sera pour tout autre crédit, avant de favoriser réellement un véritable crédit agricole.

Le gouvernement se désintéresse de cette importante question. Seuls les gros intérêts sont protégés et, quand il s'agit d'aider le cultivateur, la province est apathique. Dès qu'il est temps d'agir, on s'aperçoit que le gouvernement a accordé des crédits, mais sous des formes déguisées. Il ne faut pas trop s'en étonner, pour peu que l'on connaisse la mentalité ministérielle. Le gouvernement a accordé des crédits considérables sous toutes formes inimaginables aux gros intérêts, soit en exemptions ou commutations de taxes aux compagnies industrielles, en réduction ou abandon de droits de coupe des compagnies. L'on a bien avancé \$15,000,000 à la Banque Canadienne Nationale pour sauver parents, alliés, proches amis de famille et chefs politiques. Mais, quand il s'agit

d'un crédit agricole, plus rien ne marche. On ne fait rien de pratique pour les cultivateurs.

À la session de 1928, le gouvernement s'est fait autoriser à créer un conseil provincial de la Commission du prêt agricole canadien, composé de quatre membres, et à souscrire au capital-actions. Qu'a fait le conseil provincial? Mystère, car le gouvernement ne veut pas répondre. En 1929, le gouvernement répond au député de Beauce d'alors (M. J.-H. Fortier) que l'organisation marche bien. En 1930, il répond qu'il lui manque des renseignements. Enfin, en 1930, M. MacMaster, trésorier provincial⁴, répond que la Commission a prêté \$155,600 à 385 personnes. En 1931, l'opposition pose la question à laquelle M. MacMaster avait répondu, mais le gouvernement répond qu'il n'en sait rien.

L'exploitation agricole a besoin de capitaux plus que jamais. L'agriculture produit surtout pour le marché. Il faut un crédit agricole à long terme pour le cultivateur. L'Union catholique des cultivateurs a voté une résolution à ce sujet, à son dernier congrès. Ce crédit est d'autant plus nécessaire que l'agriculteur traverse présentement une crise très aiguë, et surtout lorsqu'il s'agit de placer nos fils de cultivateurs, seul moyen logique et efficace de pallier la crise. Le crédit agricole est nécessaire pour sauver l'agriculture, pour protéger notre industrie fondamentale, pour sauver les fils du sol et de la race.

L'agriculture moderne a besoin de plus de capital que jamais, et le crédit à long terme est nécessaire, si l'on considère que la circulation d'argent est plus lente dans les districts ruraux qu'en ville. Les pomiculteurs, par exemple, doivent attendre des années avant de voir les récoltes apparaître, et ce n'est qu'au bout de quelques ans que le cultivateur qui a mis ses investissements dans une récolte pleinement mûre peut enfin voir le fruit de ses efforts. Celui qui doit continuellement lutter contre des conditions hostiles a besoin d'un crédit sur une base raisonnable, et c'est un fait admis que les banques n'offrent plus leurs services aux cultivateurs.

Sans un crédit agricole à long terme, on ne pourra jamais exploiter les milliers de fermes abandonnées qui constituent une charge pour les municipalités et, faute de crédit, un grand nombre de cultivateurs ne pourront jamais établir leurs fils. Dans notre province, il n'y a pas à se le cacher, l'agriculture est dans un profond marasme, encore que le gouvernement cherche par de beaux discours et de belles promesses à faire croire qu'elle est très prospère.

Mais le gouvernement, non seulement n'accorde pas un crédit rural approprié, il aggrave la

situation du cultivateur en enlevant aux municipalités une foule de revenus qu'elles devraient avoir, ce qui oblige les cultivateurs à remplir la caisse municipale ainsi vidée par le gouvernement provincial. Faut-il s'étonner qu'à la suite d'une pareille politique systématiquement et persévéramment hostile à nos cultivateurs, la campagne se soit vidée dans les villes, et que le pourcentage de la population rurale qui était de 60.47 % est tombé à 39.53 %? Ainsi, il y a 20.94 % de population de plus dans les villes que dans les campagnes. N'est-il pas pénible de constater qu'alors qu'il y avait 145,693 cultivateurs dans la province de Québec en 1928, il n'y en avait plus que 141,754 en 1932? N'est-il pas pénible de constater qu'en 1925 la surface des terrains améliorés dans la province de Québec était de 9,380,656 acres et qu'elle n'est plus que de 9,097,996⁵ acres en 1932? Il est évident qu'il faut prendre des moyens énergiques pour l'agriculture et venir en aide à la classe agricole.

Le gouvernement, après avoir négligé d'instituer un système de crédit agricole approprié à nos besoins, pendant qu'il avait de gros revenus, prétend que les finances provinciales ne permettent pas d'établir ce crédit. Quand le gouvernement prétendait avoir, en 26 ans, accumulé un surplus de plus de \$20,000,000, il aurait pu et dû établir le crédit agricole. Si le gouvernement ne voulait pas établir de crédit agricole, il aurait pu au moins ne pas infliger de lourdes pertes aux cultivateurs, lorsqu'il faisait abattre 12,856 animaux condamnés comme tuberculeux, sans accorder un sou d'indemnité. Il aurait pu ne pas obérer le cultivateur de multiples obligations; il aurait pu ne pas enlever les revenus des municipalités, ce qui oblige le cultivateur à déboursier pour l'entretien de la municipalité; il aurait pu ne pas imposer aux cultivateurs un fardeau de voirie aussi lourd; il aurait pu ne pas obliger le cultivateur à payer les charges d'assistance publique qui incombent au gouvernement.

Cette politique du gouvernement s'est traduite par des résultats lamentables. D'après le rapport de la Commission municipale, 44 corporations municipales, 28 corporations scolaires et cinq corporations de syndics de paroisses n'ont pu payer leurs coupons d'obligations, et la dette de ces corporations est de \$15,062,725. Je réponds ainsi à ceux qui disent que le cultivateur ne paie pas de taxes, ou à peu près pas, dans la province de Québec. Le gouvernement use de faux-fuyants et surtaxe le cultivateur.

Le cultivateur paie la taxe, quand il mange au restaurant pour plus que 34 sous, quand il va au bureau d'enregistrement pour obtenir des certificats ou faire faire des recherches, quand il poursuit en

justice: témoin ce cultivateur qui dut payer \$105 de frais pour poursuivre un voleur de poules. Il paie aussi la taxe sur le renouvellement d'hypothèques, la taxe sur les successions, sur les assurances de paroisse, l'inspection des hôtels, la taxe sur les ponts de péage, l'installation de l'électricité, la taxe des liqueurs, des véhicules-moteurs. Mais la reine des taxes, celle qui obère le plus la classe agricole, c'est la taxe sur les chemins, puisque les municipalités rurales ont déjà payé \$12,000,000 pour construire leurs chemins, \$1,112,224 pour la réfection, \$1,971,000 pour la réparation et entretien. Dû aux demandes excessives du gouvernement, le fardeau que représentent les taxes municipales et scolaires a lourdement accru.

Le gouvernement prétend que le fardeau sera trop lourd pour lui. Cette objection n'est pas sérieuse, si le gouvernement prête au cultivateur au même taux qu'il emprunte lui-même. Le gouvernement prétend que certains prêts qu'il aurait consentis ne lui seront pas remboursés. C'est possible, vraisemblable et probable. Mais alors, ne vaut-il pas mieux pour le gouvernement consacrer ainsi des sommes, même considérables, afin de garder les cultivateurs sur leurs terres, que d'en dépenser davantage en secours directs pour faire vivre dans les villes des fils du sol déracinés, que la misère a enrégimentés dans l'armée innombrable des chômeurs urbains? Que le gouvernement ne prenne donc pas la tangente, mais qu'il prenne plutôt ses responsabilités! Le gouvernement a dépensé \$256,312 du mille pour le boulevard Taschereau, quelques millions pour le pont de l'île d'Orléans. Le salut réside dans la classe agricole. Qu'il prouve sa sincérité, non pas en diminuant les subsides à l'agriculture, mais en aidant les fils du sol qui aiment la terre et veulent rester sur leur bien!

(Applaudissements à gauche)

M. Gagnon (Kamouraska): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.

Loi des produits laitiers

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 64 modifiant la loi des produits laitiers.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose:

1. Que toute fabrique, telle que définie à l'article 2 de la loi des produits laitiers, Statuts refondus, 1925, chapitre 63, tel que remplacé par la loi 23 George V, chapitre 24, section 1, sera tenue de se procurer les services d'un essayeur, porteur d'un diplôme et d'un permis d'essayeur; que toute fabrique de beurre ou de fromage devra se procurer, en outre, les services d'un fabricant de beurre ou de fromage, selon le cas, qui devra être porteur d'un diplôme et d'un permis de fabricant de beurre ou de fromage et dans ce cas, cette personne pourra remplir seule les deux fonctions dans une même fabrique.

2. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'instituer une commission sous le nom de "La Commission de l'industrie laitière de la province de Québec", formée de pas moins de trois et de pas plus de cinq membres; que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera les membres de la commission, lesquels resteront en fonction durant bon plaisir; qu'il désignera le président de la commission et établira le traitement de chacun des titulaires; que cette commission sera revêtue de tous les droits et pouvoirs appartenant en général aux corporations; que son quorum sera de deux membres, si elle est composée de plus de trois; qu'elle aura son siège social en la cité de Québec; qu'une vacance parmi les membres de la commission n'aura pas pour effet de la dissoudre; qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de remplir cette vacance et qu'il sera loisible au ministre d'adjoindre à la commission un secrétaire et les autres employés jugés nécessaires.

3. Que le coût total annuel de la mise à exécution de ladite loi des produits laitiers ne devra pas excéder annuellement la somme de deux cent cinquante mille dollars tel que prévu par l'article 28 de ladite loi, remplacé par la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Par ce bill, on veut augmenter les pouvoirs de la Commission des produits laitiers, formée l'an dernier, et lui donner droit de regard et de contrôle sur la manutention des produits laitiers en général, et sur leur vente. La Commission aura tout pouvoir d'approuver les ententes entre producteurs et distributeurs. Une

fois ratifiées, ces ententes devront être observées par tous les vendeurs, distributeurs et acheteurs de lait ou de crème, dans un territoire déterminé.

Il faut remédier de façon énergique à la situation créée dans le commerce du lait, surtout dans les grandes villes où, par suite de pratiques de concurrence déloyales et répréhensibles, les producteurs de lait et les consommateurs ne reçoivent pas le traitement qu'ils méritent. La loi que nous présentons a pour but de mettre de l'ordre dans le commerce du lait. C'est pour rencontrer des conditions exceptionnelles que nous nommons une nouvelle commission et que nous lui donnons des pouvoirs qui, je l'avoue, sont extraordinaires. Nous voulons créer une Commission des produits laitiers qui assurera un peu plus d'ordre et fera disparaître la véritable anarchie qui règne dans le commerce du lait.

Nous voulons la concurrence loyale dans le commerce du lait; nous voulons la protection du cultivateur dont l'industrie laitière est parfois la seule ressource. Les pratiques déloyales dans ce commerce retombent en définitive sur les cultivateurs. Nous voulons aussi la protection du consommateur, non seulement pour la qualité du produit, mais dans les prix imposés pour le lait.

Quand le producteur et le distributeur n'obtiennent pas un prix convenable pour leur produit, le lait risque d'être préparé dans des conditions plus ou moins bonnes, et c'est le consommateur qui en souffre et, en définitive, c'est toute la société qui en souffre. C'est à ces ennuis que nous voulons pourvoir par cette loi. Nous voulons donc créer cette Commission d'industrie laitière, dont le nombre des membres pourra être de trois à cinq, et nous voulons lui donner des pouvoirs considérables.

M. le président, l'un des buts du projet est d'assurer la nomination d'essayeurs experts dans les fabriques de produits laitiers. Pour déterminer la quantité de gras qu'il y a dans le lait, il faut des experts, et cette réforme s'impose. Nous voulons aussi que le lait, le beurre et le fromage soient préparés sous la surveillance d'essayeurs experts diplômés. Le coût total de la mise à exécution de la loi ne devra pas excéder \$250,000 par an.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pu que parcourir rapidement le bill. Pour le moment, je ne fais que constater que le projet est en retard pour remédier à un mal aigu. Ce qui me frappe dans ce projet, c'est qu'on met de côté la Commission que l'on a créée l'an dernier, pour en nommer une autre. Cette Commission devait, selon le ministre l'an dernier, élaborer les moyens propres à remédier à

une situation malheureuse. Son abolition semble un acte de partisanerie.

Je tiens à déclarer qu'en matière d'agriculture, la politique doit céder le pas aux grands intérêts nationaux supérieurs de notre province. Car, ne cessons pas de le répéter, l'agriculture est à la base du véritable progrès de notre province et, quand elle subit une crise aussi sérieuse qu'aujourd'hui, il n'est aucune considération de parti politique qui doive entrer en ligne de compte.

L'agriculture traverse une crise et il faut l'aider plus que jamais. L'industrie laitière est une des sources de richesse pour la classe agricole. Nous devons donc l'encourager. L'enquête faite à Ottawa a rendu des services considérables et nous devons en donner le crédit à ceux qui nous ont assuré cette enquête. Des révélations sensationnelles et utiles y ont été faites. Elle a révélé l'exploitation des consommateurs et des producteurs par des monopoles. Il faut que la nouvelle commission ait tout pouvoir, car il s'agit d'une branche vitale de notre économie, d'une industrie fondamentale.

Il faut protéger et le consommateur et le producteur, tout en ne lésant pas les droits légitimes des intermédiaires. Je n'ai pas encore examiné la loi, mais je formule l'espoir que le gouvernement proposera une mesure et prendra tous les moyens pour obtenir les résultats nécessaires pour protéger véritablement les intéressés.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition a parlé de "nouvelle commission". Le fait que nous créons une nouvelle commission ne veut pas nécessairement dire "nouveaux membres". Nous avons choisi pour l'ancienne commission des représentants de tous les intéressés dans l'industrie laitière. Nous n'avons pas considéré les couleurs politiques des membres que nous avons choisis, avec le résultat que les deux grands partis y sont largement représentés.

Je crois même que la majorité des commissaires sont des conservateurs. Je ne le sais pas, mais je le crois. Nous n'avons pas voulu choisir des hommes qui avaient accepté récemment des candidatures politiques et je crois que nous avons eu raison. Nous avons demandé une nouvelle commission, parce que sept membres sont trop pour une commission d'arbitrage.

L'autre commission que nous avons formée, l'an dernier, était une commission d'enquête. Nous voulons former maintenant une commission d'arbitrage. Les membres d'une commission d'arbitrage doivent être moins nombreux. Nous avons fixé le nombre à trois ou cinq, choisis et reconnus pour leur honnêteté, sur lesquels personne ne pourra avoir de doute.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quels seront les pouvoirs de la Commission?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le projet donne à cette Commission le pouvoir de fixer le prix du lait, lorsqu'il n'y a pas d'entente entre les producteurs et les distributeurs. Elle aura aussi le droit de ratifier les ententes survenues. Je sais que nous demandons des pouvoirs extraordinaires, que c'est une mesure extrême, et j'ai hésité à demander à la Chambre d'approuver. Mais nous devons faire face à une situation extraordinaire. Cette mesure est nécessaire et elle s'impose. Les producteurs et distributeurs s'entendent d'ailleurs sur le principe de cette loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut prendre toutes les mesures pour réprimer les abus. L'honorable ministre a dit que c'était une mesure extrême. Moi, je dis que c'est une mesure nécessaire, et non extrême, du moment qu'il s'agit de sauver l'industrie laitière, de protéger efficacement les producteurs et les consommateurs, et de donner à la Commission le droit de fixer le prix du lait. Il est de toute première nécessité d'empêcher pareille exploitation. Je n'ai aucune hésitation à dire que l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) peut compter sur l'entière coopération de l'opposition, même s'il veut aller plus loin, le plus loin possible avec cette mesure, dans l'octroi des pouvoirs à une commission impartiale et compétente.

Nous sommes prêts à voter tous les arguments nécessaires pour le bien de l'industrie fondamentale et pour que la Commission des produits laitiers fasse un succès de son travail. J'irai même jusqu'à dire, et je prie cette Chambre de croire que j'y mets la plus grande sincérité, qu'en matière d'agriculture et d'industrie laitière, je serais plus heureux de voir le gouvernement proposer une bonne mesure, qui servirait bien l'intérêt de la province, qui assurerait la survivance et la prospérité d'une industrie aussi fondamentale que celle de l'industrie laitière et de l'agriculture, que du succès de mon propre parti politique. Et je suis sincère en faisant cette déclaration. C'est dans cet esprit que des hommes publics doivent considérer les grands intérêts de l'agriculture et des cultivateurs.

Je demande, vu que plusieurs députés sont absents et qu'il s'agit d'un projet de loi très important, d'ajourner l'étude des résolutions relatives au bill.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) y consent.

Le comité, ayant étudié les résolutions relatives au bill 64 fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Loi des véhicules automobiles

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 30 modifiant la loi des véhicules automobiles.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:

1. Que pour les fins de la loi des véhicules automobiles, Statuts refondus, 1925, chapitre 35, le mot "garage" signifiera l'établissement ouvert au public dans le cours ordinaire des affaires où, moyennant considération, les véhicules automobiles sont remis, réparés ou modifiés, soit qu'une seule ou plus d'une de ces trois opérations soient effectuées.

2. Que le mot "capacité", tel que défini au paragraphe 15° de l'article 2 de ladite loi des véhicules automobiles ci-dessus mentionnée, signifiera, s'il s'agit d'un tracteur, le poids de la charge qu'il peut traîner.

3. Que, pour les fins de ladite loi des véhicules automobiles, les mots "capacité enregistrée", signifieront le poids de la plus lourde charge que le propriétaire d'un véhicule de commerce ou d'un véhicule de livraison, ou celui qui en fait usage peut, à son avis, y placer, pendant l'année d'enregistrement, tel que déclaré par celui qui demande l'enregistrement et tel que permis et enregistré par le bureau.

4. Que, pour les fins de ladite loi des véhicules automobiles, les mots "poids du véhicule automobile" comprennent au complet le poids du moteur, du châssis, de la carrosserie, des roues, des bandages en usage et de ceux de rechange, des outils et de tous accessoires requis, pendant le voyage, et tout l'équipement approprié à l'usage du véhicule.

5. Que les dispositions du premier alinéa du paragraphe 4 de l'article 5 de ladite loi des automobiles ne s'appliqueront pas lorsqu'un véhicule

automobile visé par le susdit paragraphe 4 circulera sur un chemin public d'une cité ou d'une ville qui a été, en totalité ou en partie, construit, reconstruit ou recouvert à la surface, ou entretenu par le gouvernement de la province, ou circule en une cité ou une ville de la province et une municipalité voisine dans une autre province.

6. Que les dispositions de l'article 22 de ladite loi des véhicules automobiles, concernant l'émission de permis de circulation visés par cet article, s'appliqueront aussi à un véhicule de promenade possédé pour des fins de louage ou servant au transport de personnes, moyennant considération pécuniaire et à un véhicule de commerce possédé pour des fins de louage ou servant, moyennant considération pécuniaire, au transport d'effets autres que les produits de la ferme.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je considère que le gouvernement ne devrait pas permettre aux tracteurs de passer sur nos grandes routes. En leur imposant une taxe, on leur ouvre nos routes. Les tracteurs sont faits pour les endroits où il n'y a pas de chemin. Nos bonnes routes ont coûté assez cher, surtout dans les villes, que nous devons les protéger contre ces lourds véhicules.

L'honorable M. Stockwell (Brome): Je crois qu'en imposant une lourde taxe sur les tracteurs nous les éloignons de nos routes.

Le comité, ayant étudié les résolutions relatives au bill 30, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 45

Terres en culture de Montréal-Ouest

M. Rhéaume (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 concernant les terres en culture dans la ville de Montréal-Ouest soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Extension des conventions collectives

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill 37 relatif à l'extension des conventions collectives de travail.

L'honorable M. Arcand (Mainsonneuve) propose que l'ordre soit révoqué et que le bill soit renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Étant donné le nombre de représentations qui m'ont été faites à propos de ce bill qui prévoit l'extension des conventions collectives de travail, je renverrai le projet au comité des bills publics, afin que tous les intéressés puissent se faire entendre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'accepte avec d'autant plus de plaisir que j'ai proposé la même chose, il y a trois semaines.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): À l'avenir, nous vous écouterons tout de suite. Le bill sera étudié sitôt qu'on aura disposé du bill de Montréal.

Adopté. L'ordre est révoqué et le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi des véhicules automobiles

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 30 modifiant la loi des véhicules automobiles.

En comité:

Le débat se poursuit sur le projet de résolutions⁶ soumis par l'honorable M. Stockwell (Brome).

L'honorable M. Stockwell (Brome): Le but des modifications proposées est de protéger tout d'abord les routes de la province et, ensuite, d'amener une répartition plus juste et plus pratique des taxes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Dois-je en déduire qu'un véhicule motorisé sera taxé en fonction du dommage qu'il cause à la route?

L'honorable M. Stockwell (Brome): De manière générale, oui.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Et celui dont la voiture n'endommage pas la route n'aura à payer aucune taxe?

L'honorable M. Stockwell (Brome): Je dois dire que, pour un trésorier provincial, ce serait là une bien mauvaise interprétation⁷.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'aimerais savoir quels sont les revenus que le trésorier escompte obtenir avec cette loi.

L'honorable M. Stockwell (Brome): Nous n'avons pas fait de calcul. La loi va diminuer les taxes au lieu de les augmenter.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demanderais au trésorier provincial, même s'il est dans une position difficile, de donner une autre réponse. Si on devait réduire les taxes, on ne présenterait pas de résolutions. Il y a des résolutions, c'est donc qu'il y a une augmentation des revenus. Le trésorier n'est pas sérieux. Je veux une réponse conforme aux faits.

L'honorable M. Stockwell (Brome): Ce projet est présenté dans le but d'établir une échelle variable de taxes sur l'enregistrement des autos et des camions, échelle plus juste et plus équitable. Il (l'honorable M. Stockwell) explique la nouvelle échelle des taux sur les camions et les tracteurs. Nous voulons, explique-t-il, que les camionneurs se fassent une concurrence loyale. Nous considérons deux points: l'usage que l'on fait de la route et la répartition de la taxe. Il est cependant difficile de prévoir si les modifications apportées entraîneront une augmentation ou une réduction des revenus du Trésor. En tous cas, nous voulons répartir la taxe plus équitablement suivant le type de camions utilisés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le trésorier se contredit dans ses déclarations. Cette loi comporte nécessairement une augmentation de la taxe. La taxe sera plus élevée selon le poids du camion. Le bill décrète diverses dispositions pour que l'auto pèse plus: le plein d'essence, les pneus de rechange, etc., d'où taxe d'enregistrement proportionnellement plus élevée selon le poids. En plus, comme le propriétaire classera sa voiture sur la capacité de charge maximale qu'il entend transporter, il est évident qu'il devra pourvoir à une charge normalement supérieure à la

classification courante. Donc, il y aura augmentation de taxe. On taxera plus de véhicules, plus de tonnage et plus de garages. Le gouvernement ne se vantera pas d'avoir inventé les taxis pour les taxer. La seule réduction de taxer peut provenir du fait que, les véhicules étant plus taxés, leur nombre va diminuer. (Rires)

L'honorable M. Stockwell (Brome): Nous entendons maintenir les revenus à ce qu'ils étaient sur chaque groupe l'an dernier. Mais la répartition sera plus juste.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La déclaration du ministre consacre le principe que nous avons posé, à l'effet que l'automobile qui reste dans le garage ne doit pas payer de taxes. On aurait donc dû adopter le bill 152 du député de Huntingdon (M. Fisher). Les taxes sur les véhicules motorisés sont déjà assez élevées. Sur quoi le trésorier se base-t-il pour établir la capacité d'un camion?

L'honorable M. Stockwell (Brome): La taxe sur le camion sera basée sur la déclaration du propriétaire, quant au poids maximum qu'il désire transporter. Si le propriétaire dépasse cette limite, il sera passible de poursuite.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Comment le trésorier veillera à l'observation de cette disposition de la loi?

L'honorable M. Stockwell (Brome): On les surveillera.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, comment le trésorier s'arrange-t-il pour accorder ses déclarations? Il affirmait que la surveillance des autos non utilisées serait impraticable, et maintenant il se flatte de découvrir facilement si un camion pèse 500 livres de plus que le poids maximum déclaré.

L'honorable M. Stockwell (Brome): Le bill n'est pas pour augmenter la taxe, car on aurait pu le faire par arrêté ministériel.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne crois pas le trésorier, car je sais bien que ce dernier n'aurait pas perdu une chance d'augmenter une taxe par arrêté ministériel, s'il l'avait pu. La taxe sur les agents d'assurances, par exemple, a été augmentée par arrêté ministériel et non par le biais d'une nouvelle législation et, si le trésorier avait pu faire de même avec les véhicules commerciaux, il l'aurait fait.

Il m'apparaît plus facile de statuer sur l'usure d'un véhicule motorisé que de dire qu'un véhicule commercial contient 500 livres en trop ou non. Le gouvernement a-t-il l'intention d'augmenter le taux sur les véhicules commerciaux, qui est présentement de \$1.25 par centaine de livres pour les véhicules de moins de 6,000 livres, et de \$2.50 par centaine de livres pour les véhicules au-delà de cette limite?

L'honorable M. Stockwell (Brome): Ce n'est pas notre intention.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Peut-on nous promettre que les taux ne seront pas augmentés par arrêté ministériel? Le trésorier peut-il donner sa parole à la Chambre?

L'honorable M. Stockwell (Brome): Je refuse de m'avancer plus loin.

M. Duplessis (Trois-Rivières): À combien de villes le gouvernement a donné des octrois pour construire leurs chemins?

Car, s'il accapare les licences d'autos des villes et s'il ne leur a pas donné d'octrois, comme c'est le cas à Montréal, il devrait leur abandonner au moins une partie de la recette.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas l'intention du gouvernement d'accaparer ces recettes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce sont de louables efforts que j'admire, surtout quand le gouvernement fait croire aux gens qu'il ne les taxe pas, alors qu'il aggrave constamment leur fardeau, comme dans le cas présent, où la taxe sur l'auto et le camion est fortement augmentée.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande de reporter la deuxième lecture des résolutions à la prochaine séance.

La deuxième lecture est remise à la prochaine séance.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a emprunté \$7,700,000 dernièrement. A-t-il l'intention d'augmenter encore les taxes cette année?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est certainement pas notre intention.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Peut-on nous le promettre?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Eh bien, la différence n'est pas très grande entre nos promesses et nos intentions. (Rires) Toutefois, il nous faudra compter avec les dépenses rendues nécessaires par le chômage et le reste.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis heureux de constater à tout le moins que le gouvernement est bien intentionné. Mais je refuse de considérer les crédits des mines, je n'ai pas été avisé. On prend les crédits du travail.

Adopté. La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose: Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des établissements industriels, Statuts refondus, 1925, chapitre 182 (Travail), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement entend-il donner les \$100,000 qui reviennent à la Commission des accidents du travail, octrois promis en 1921, lors des élections? Ce montant eût permis à la Commission de laisser à l'accidenté le libre choix du médecin. Je voudrais savoir pourquoi le gouvernement n'a pas rempli sa promesse.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous ne sommes pas obligés de donner \$100,000. Nous pouvons employer cet argent ailleurs, dans nos

autres services, s'il y a lieu. La loi stipule "qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de donner cette somme à la commission".

M. Duplessis (Trois-Rivières): La Commission a-t-elle toujours eu des déficits?

L'honorable M. Arcand (Maisonnette): Je crois que l'an prochain la Commission pourra joindre les deux bouts.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a-t-il l'intention de rétablir le droit pour l'accidenté de choisir son médecin?

L'honorable M. Arcand (Maisonnette): J'espère que la Commission pourra bientôt équilibrer son budget et qu'alors nous pourrions rétablir l'ancien état de choses.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous ne pouvons changer la loi qui a été votée l'an dernier et qui laisse le choix du médecin à la Commission, après avoir consulté l'accidenté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette loi des accidents a été passée avant les élections. C'était une promesse. C'est le ministre du Travail qui l'a fait changer.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est vous qui avez été les accidentés aux élections.
(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois plutôt que c'est la province et il y a une loi qui en dit long là-dessus⁸.
(Rires)

M. Bertrand (Saint-Sauveur) pose des questions au sujet des contrats et des salaires payés à quelques sténodactylos et inspecteurs.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministère donne des octrois à plusieurs syndicats catholiques et j'en félicite le ministre. Mais je demande un don pour les pionniers des syndicats, ceux de Trois-Rivières, dont je fais l'éloge.

L'honorable M. Arcand (Maisonnette): Ces syndicats n'ont rien eu l'année dernière parce qu'ils n'ont rien demandé. Ce sont des syndicats très estimés et, à l'occasion, je saurai le reconnaître.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'espère que ces paroles se réaliseront.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue une première fois.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 30.

NOTES

1. M. Duplessis soulèvera de nouveau une objection semblable lorsqu'il demandera l'ajournement de l'étude en comité plénier des résolutions relatives au bill 64 modifiant la loi des produits laitiers. *The Chronicle-Telegraph* du 17 mars 1934, à la page 3, rapporte toutefois que l'honorable M. Taschereau déclare qu'il n'est pas disposé à reconnaître le principe que l'on doit éviter de traiter des bills importants le vendredi, sous prétexte que les députés sont absents. M. Duplessis répondit que vendredi est sensé être un "jour maigre".

2. Il faut, pour qu'il y ait un vote par appel nominal, au moins cinq députés qui le demandent en se levant. Dans le cas présent, selon *Le Canada* du 17 mars 1934, à la page 12, il n'y a en Chambre que quatre députés de l'opposition, soit MM. Duplessis, Bertrand, Élie et Fisher. L'amendement est alors rejeté par un vote ordinaire.

3. Le débat sur cette motion avait été ajourné par M. Paquet, le 6 mars. *L'Action catholique* du 17 mars

1934, à la page 3, précise que M. Élie poursuit le débat, mais avec entente que M. Paquet pourra parler sur le sujet plus tard.

4. Ancien député libéral à la Chambre des communes (1917-1925), Andrew Ross McMaster fut trésorier provincial dans le cabinet Taschereau du 12 septembre 1929 au 16 octobre 1930.

5. Selon *La Presse* du 17 mars 1934, à la page 10, il s'agit de 9,079,996 acres.

6. Pour prendre connaissance des résolutions, il s'agit de référer à la partie de la séance tenue en après-midi de ce jour.

7. *The Chronicle-Telegraph* du 17 mars 1934, à la page 5, précise que le ministre Stockwell donne cette réponse en riant.

8. Cette phrase de M. Duplessis est un jeu de mot avec la loi Dillon ("dit long") qui avait pour but de contrer les contestations en bloc des élections générales du 24 août 1931.

Séance du mardi 20 mars 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!¹

Explications sur des faits publiés:**Prolongation des Travaux
de la Chambre**

M. Barré (Rouville): M. l'Orateur, je me lève sur une "question de privilège". Je tiens à signaler ce que certains journaux ont publié au sujet de l'ajournement de la présente session. J'ai ici *Le Journal* et *Le Devoir*, de Montréal, qui mentionnent que la session provinciale s'ajournera après Pâques, parce que la besogne à terminer est trop considérable pour permettre la fin de la session avant Pâques, et aussi pour que la Législature soit encore en session après les élections municipales de Montréal. Ailleurs, on mentionne qu'on attendra le résultat des élections pour fixer définitivement le sort du bill de Montréal. *Le Devoir* déclare que la députation veut se réserver l'avantage de pouvoir restreindre ou étendre les pouvoirs du futur maire, selon qu'il sera l'ami ou l'adversaire du gouvernement. Je ne sais si ces renseignements sont bien fondés.

Je n'ai pas l'intention de faire des reproches aux journalistes. Ce n'est d'ailleurs pas mon habitude. Je n'ai pas non plus l'intention de faire le procès des membres de la Chambre qui auraient les intentions prêtées par la nouvelle. Mais je tiens à déclarer que si la session dure jusqu'à après Pâques, je n'en suis pas responsable. Pas une fois je n'ai voulu prononcer de longs discours pour faire perdre le temps de cette Chambre. Je n'ai rien fait pour prolonger la durée de la session. Je ne veux, en aucune façon, de près ou de loin, être partie à une tactique qui aurait pour but de paralyser le verdict populaire à Montréal. Si quelqu'un veut attendre le résultat des élections municipales de Montréal, pour intervenir dans l'administration ou enlever des pouvoirs à qui pourra être élu, je n'en suis pas, et je tiens à dégager publiquement ma responsabilité. On n'a pas le droit de recourir à une pareille tactique si elle a pour but d'imposer, sur celui qui peut être élu, des restrictions.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Responsabilité dégagee.

Déclarations ministérielles:**Émission d'obligations,
soumission acceptée**

L'honorable M. Stockwell (Brome):
M. l'Orateur, j'ai l'honneur d'informer la Chambre qu'à la suite d'une demande de soumissions pour une émission d'obligations de la province de Québec d'un montant de \$7,700,000, nous avons reçu une offre de la maison A. E. Ames & Co. et d'un syndicat composé de la Banque Canadienne du Canada, de la Banque de la Nouvelle-Écosse, de la Banque Royale du Canada, et de la Dominion Securities. Le prix coté fut de 99.577 %, de sorte que l'intérêt pour la province ne sera, approximativement, que de 4 %.

Comme cette offre était la plus avantageuse, elle a été acceptée. Je n'ai pas d'hésitation à dire que c'est là le taux le plus bas auquel un gouvernement, soit provincial, fédéral ou municipal, ait pu emprunter.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt et unième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 175 modifiant la loi de pharmacie de Québec.

Questions et réponses:**Taxe sur les repas**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Relativement à la taxe sur les repas dite "taxe d'hôpital", d'après la loi 16 George V, chapitre 55 et ses amendements, quels sont: *a.* les revenus bruts; *b.* les revenus nets concernant cette taxe:

1. Du 1^{er} novembre 1931 inclusivement au 31 décembre, 1931 inclusivement?

2. Du 1^{er} janvier 1932 inclusivement au 1^{er} janvier 1933?

3. Du 1^{er} janvier 1933 inclusivement au 1^{er} janvier 1934?

L'honorable M. Stockwell (Brome): 1. *a.* \$23,753.43; *b.* \$23,753.43.

2. *a.* \$537,661.72; *b.* \$478,326.79.

3. *a.* \$550,265.57; *b.* \$505,686.79.

Droits sur les successions

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 250 modifiant la loi des droits sur les successions.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget: "Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi des établissements industriels, Statuts refondus, 1925, chapitre 182 (Travail), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935", rapportée du comité des subsides et lue une première fois vendredi le 16 mars courant, soit maintenant lue une deuxième fois.

Adopté. Ladite résolution est, en conséquence, lue une deuxième fois et adoptée.

Loi des véhicules automobiles

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions relatives au bill 30 modifiant la loi des véhicules automobiles. Les résolutions sont lues une deuxième fois sur division, et adoptées sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 30 modifiant la loi des véhicules automobiles.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen².

Il est ordonné que le comité sié debate de nouveau au cours de la présente séance.

Loi des liqueurs alcooliques, infractions

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 166 modifiant la loi des liqueurs alcooliques concernant la recherche des infractions soit maintenant lu une deuxième fois.

L'an dernier, le gouvernement a fait voter une loi extraordinaire, au bénéfice d'une entreprise commerciale ordinaire: la Commission des liqueurs. La loi révolutionnait notre Code. Pour protéger le commerce de la Commission des liqueurs, on faisait de nos magistrats des agents de police et de véritables inquisiteurs. La loi oblige un magistrat à se constituer délateur et "spotter" pour le compte de la Commission. Elle est arbitraire et donne trop de pouvoirs aux magistrats. On connaît la situation. Je n'insiste pas. Je crois que cette législation est absolument contraire à la loi et je propose qu'elle soit abrogée.

Des voix: "Drop!" "Drop!"

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je félicite l'honorable député de Deux-Montagnes d'avoir présenté ce projet. Comme d'habitude, cette loi adoptée l'an dernier par le gouvernement est mauvaise. Non seulement on autorise la Commission à faire des magistrats ses limiers et ses délateurs, mais on fait disparaître une des libertés les plus importantes conférées au citoyen. Il faut respecter l'indépendance absolue des juges. La loi adoptée l'an dernier est une invitation au chantage et à l'intimidation. Elle donne à la Commission des liqueurs le droit d'employer tous les moyens pour connaître ses compétiteurs.

L'opposition ne peut faire autrement que constater qu'il se fait beaucoup de "bootlegging" dans la province. Nous voulons combattre le "bootlegging", mais par des moyens autres que ceux qui ont pour effet de faire disparaître des libertés. Car cette loi est une violation des libertés conquises par nos pères, après des luttes héroïques, et elle devrait être abrogée. Par la loi adoptée l'an dernier, n'importe qui peut se rendre chez un magistrat, lui

dire qu'un tel peut fournir des renseignements, et le magistrat oblige cet individu à parler.

C'est un fait reconnu en droit britannique qu'on ne peut obliger un accusé à se dénoncer, ni même à rendre témoignage, à tel point que, si au cours d'un procès pour meurtre, le juge fait simplement allusion au fait que le prévenu n'a pas témoigné, le verdict est infirmé et les cours d'appel ordonnent un nouveau procès. Or, dans la loi des liqueurs, ce droit que l'on accorde au meurtrier disparaît. Car le magistrat, forcé de faire enquête sur dénonciation d'un agent de la Commission contre n'importe quel individu, peut le condamner à la prison, par mépris de cour, s'il refuse de répondre et de s'incriminer. La question est de savoir où s'arrête le respect de la justice anglaise.

On dit qu'on veut punir les "bootleggers": j'en suis. La contrebande est un mal sérieux qu'il faut faire disparaître. Mais il ne faut pas oublier que la Commission elle-même est un des plus grands "bootleggers", et il est pour le moins curieux qu'on la charge de poursuivre ses compétiteurs avec l'aide de moyens aussi radicaux, au mépris des libertés reconnues même aux meurtriers. Et plus, la loi ne limite pas ces pouvoirs extraordinaires au seul commerce des liqueurs, mais l'étend à tous les commerces. Le magistrat peut enquêter sur n'importe quel commerce, sur n'importe qui et n'importe quoi, et l'on conçoit alors à quels chantages cela peut conduire éventuellement.

Il est sans doute important pour la Commission de conserver ses revenus. Mais il est encore plus important de maintenir des droits fondamentaux qui ont coûté tant de larmes et de sang à conquérir. On ne devrait pas saboter ces droits pour fins de revenus. Car il doit y avoir moyen de faire respecter la loi sans recourir à des moyens aussi extrêmes, aussi arbitraires, aux dépens de nos libertés constitutionnelles. On devrait surtout éviter de faire descendre notre magistrature au rôle humiliant de délateurs au service de la Commission des liqueurs, de faire servir nos magistrats de limiers pour le compte d'une organisation commerciale bien au-dessous de la magistrature. On ne gagnera rien à diminuer nos magistrats dans l'estime de notre population, en les ravalant à un rôle si peu honorable.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il est certes intéressant, à l'occasion d'un bill comme celui-ci, d'entendre le chef de l'opposition parler de nos libertés constitutionnelles et des luttes de nos pères, au sujet de ce projet de loi. Il ne s'agit que d'une liberté, celle de faire cesser le commerce

illicite des liqueurs alcooliques. Je suis sûr que le chef de l'opposition tient autant que nous à voir disparaître la plaie de la contrebande des alcools.

S'il y a une loi dont nous avons à nous féliciter, c'est la loi des liqueurs. Ce que nous avons demandé l'an dernier est dans le Code criminel, et il n'est pas question de faire des délateurs de nos magistrats, comme l'ont prétendu nos amis de la gauche. Ce que nous demandons par la loi, c'est que, si quelqu'un, sous serment, dénonce certains abus, le magistrat puisse enquêter. Où est la délation dans tout cela? Grâce à cette loi, nous avons pu procéder l'an dernier contre 60 contrebandiers, dont la moitié ont été condamnés et sont maintenant au bagne.

Nous avons voulu faire disparaître la contrebande des alcools qui, en certaines régions, notamment celle du bas-du-fleuve Saint-Laurent, a pris les proportions alarmantes d'un fléau. Le "bootlegging" est une des plaies de notre province. Tout le monde s'en plaint. Nous avons voulu y mettre fin. Comment peut-on voir un acte odieux dans le fait qu'un juge est autorisé à prendre les moyens pour obtenir la vérité dans une affaire de contrebande? Je ne doute pas des excellentes intentions du chef de l'opposition et du député de Deux-Montagnes.

Mais, si l'honorable chef de l'opposition voyait les lettres du clergé, alarmé à juste titre des ravages de la contrebande, il considérerait certainement cette loi sous un autre angle, et il n'appuierait pas la motion de son collègue, l'honorable député de Deux-Montagnes. Cette loi est la meilleure protection possible contre la contrebande. Nous voulons atteindre le contrebandier, et cette loi nous le permet. Elle a porté la terreur dans le camp des contrebandiers. Nous avons enrayé plus efficacement leur commerce. Cela n'aura pas pour effet de réduire les magistrats à des délateurs, puisque leur rôle consistera à recevoir l'information de personnes responsables de manière indirecte du bootlegging mais qui, de peur de perdre leur position, ne peuvent ouvertement se présenter en cour.

Que fait-on, en somme, au moyen de cette loi? Autrefois, lorsqu'une cargaison arrivait avec de la contrebande, elle était saisie. On y trouvait deux ou trois matelots, souvent innocents de tout ce trafic, et qui payaient pour les véritables coupables, car nous ne pouvions faire parler ces matelots. Avec la loi actuelle, nous disons simplement que ces matelots pourront être traduits devant un magistrat et interrogés sur le propriétaire du navire, celui qui les paie, d'où vient le navire, quelle est sa destination, etc.

Autrefois, il n'y avait pas moyen de mettre la main sur le propriétaire. Aujourd'hui, nous le pouvons

et nous sommes en train, grâce à cette loi, de nettoyer la province des véritables agents de contrebandes. Et nous avons réussi. D'ailleurs, notre loi ne va pas plus loin que le Code criminel qui affirme les mêmes choses qu'elle. C'est une des bonnes lois que nous avons passées, lors de la dernière session. Les grands contrebandiers ne se montrent pas. Ils se tiennent toujours en retrait. Il n'est que juste de faire cesser cet état de choses suivant lequel des matelots, des chauffeurs de taxis, et des chauffeurs de camion parfaitement innocents sont punis parce qu'ils étaient complices involontaires. C'est les têtes dirigeantes que nous espérons attraper, avec l'aide et la coopération des autorités policières fédérales. C'est la meilleure protection pour le commerce de la Commission des liqueurs et, en même temps, c'est une arme puissante pour lutter contre la contrebande. Je suis heureux de dire que le commerce de la contrebande a beaucoup diminué dans le district de Québec, et je suis surpris que l'opposition nous demande le rappel de la loi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre a fait un sombre tableau de la contrebande. Certes, je n'ai pas l'intention de me faire l'avocat des contrebandiers, mais il me semble tout de même que le gouvernement a perdu le sens des proportions. Le bill que nous présente ici le gouvernement, autorisant les juges à traduire des individus en justice sur le simple soupçon qu'ils pourraient détenir des informations relatives au trafic de liqueurs illicites, est révolutionnaire. La Commission des liqueurs, que l'on protège par cette loi extraordinaire, est une institution commerciale qui fait exactement le même commerce que les contrebandiers, mais qui ne souffre évidemment aucune concurrence. Il ne faut donc pas lui donner des pouvoirs extraordinaires, ni voter, pour l'aider, des lois encore plus extraordinaires.

Or, on prend pour protéger le commerce de la Commission des mesures draconiennes qu'on ne demande même pas pour enrayer le commerce illicite et mortel des narcotiques, autrement dangereux que celui des alcools, un commerce qui attaque les forces vives de la population et les détruit, le commerce le plus terrible et le plus néfaste qui soit. Le gouvernement demande, pour le commerce des liqueurs, une protection qu'il n'a accordée à aucun commerce.

Le premier ministre affirme que l'on ne fait pas des délateurs de nos magistrats. Cependant, que dit la loi? Que le magistrat, après avoir fait son enquête, doit transmettre les dépositions et

documents au procureur général qui décidera les mesures à prendre. Où est alors la discrétion du magistrat? Ne l'oblige-t-on pas à remplir exactement le rôle du détective et du délateur? Je crois que l'on doit laisser aux détectives le soin de faire leurs enquêtes. Voilà pourquoi je demande le rappel de la loi.

M. l'Orateur réclame la présence de tous les députés.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Lafleur, Sauvé, Smart, 10.

Contre: MM. Arcand, Authier, Bachand, Bastien, Bercovitch, Caron, Casgrain, Chouinard, Côté (Bonaventure), Crête, Dansereau, Desmarais, Drouin, Duffy, Dufour, Dugas, Duval, Farand, Fauteux, Filion, Fillion, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gabias, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Giguère, Grant, Laferté, Lapierre, Lapointe, McDonald, Mercier, Moreau, Moreault, Morel, Paquet, Piché, Plante, Poulin, Power, Rochette, Sabourin, Saintonge, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 52.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée.

Exemptions de taxes municipales

M. Desmarais (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 190 modifiant la loi des exemptions de taxes municipales.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

1. L'article 6 de la loi des exemptions de taxes municipales, Statuts refondus, 1925, chapitre 117, est remplacé par le suivant:

"6. Aucune corporation municipale ne peut prélever des taxes sur aucune personne prenant des commandes ou vendant des marchandises, effets de commerce ou autres articles sur échantillon, catalogue ou liste de prix, ou livrant ses marchandises, ni obliger aucune de ces personnes à

prendre un permis, nonobstant toute disposition contraire dans une loi quelconque, pourvu que telles commandes ou ventes soient prises ou faites avec des marchands, commerçants ou manufacturiers seulement, dans le cours ordinaire de leur commerce."

M. Béique (Chambly) soulève des objections.

M. Barré (Rouville) soulève des objections.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Le projet de loi dit: "Aucune corporation municipale ne peut prélever de taxes sur aucune personne prenant des commandes ou effets de commerce."

M. Duplessis (Trois-Rivières): La rédaction n'est pas riche.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Elle n'est pas millionnaire.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): Nous devrions changer la rédaction en ne mentionnant que les voyageurs de commerce.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je tiens à expliquer la portée de ce projet de loi à la Chambre. Je veux qu'elle comprenne bien son but. Ce que l'on veut, c'est qu'aucune corporation ne pourra obliger un voyageur de commerce à se munir d'un permis, du moment qu'il ne fera de vente ou achats qu'à des marchands ou à des manufacturiers de la localité. Nous allons adopter l'amendement rédigé comme je viens de le dire, et nous retarderons la troisième lecture au cas où les intéressés ne seraient pas satisfaits, et pour connaître les réactions du public sur ce projet de loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On devrait retarder la troisième lecture. On raye, par une loi générale, des droits octroyés dans plusieurs chartes.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

1. L'article 6 de la loi des exemptions de taxes municipales, Statuts refondus, 1925, chapitre 117, est remplacé par le suivant:

"6. Aucune corporation municipale ne peut obliger un voyageur de commerce à se munir d'un permis pour prendre des commandes ou vendre des marchandises, effets de commerce ou autres articles sur échantillon, catalogue ou liste de prix, ou livrer ses marchandises, nonobstant toute disposition

contraire dans une loi quelconque, pourvu que telles commandes ou ventes soient prises ou faites avec des marchands, commerçants ou manufacturiers seulement, dans le cours ordinaire de leur commerce."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

Charte de Verdun

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 95 modifiant la charte de la cité de Verdun.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que les amendements soient maintenant lus une deuxième fois.

Adopté sur division.

La motion: "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est adoptée sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Remboursement de droits:

Paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice dans le comté de Saint-Jean

M. Bouthillier (Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Québec (M. Bédard), que les honoraires ordinaires et additionnels payés par les promoteurs du bill 108 modifiant les limites du territoire de la corporation scolaire de la paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice, dans le comté de Saint-Jean, leur soient remboursés, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté.

Adopté.

Oblats de l'Immaculée Conception de Marie

M. Taschereau (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Québec (M. Bédard), que tous

les droits et amendes payés par les promoteurs du bill 104 modifiant la charte de la corporation des révérends pères Oblats de l'Immaculée Conception de Marie leur soient remboursés, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de refondre la charte d'une institution religieuse.

Adopté.

International Advent Christian Conference

M. Taschereau (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Québec (M. Bédard), que les droits payés par les promoteurs du bill 79 étendant les pouvoirs de la International Advent Christian Conference soient remis, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de donner des pouvoirs additionnels à une institution religieuse.

Adopté.

Syndics de l'église de l'Ascension de Notre-Seigneur de Westmount

M. Smart (Westmount) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), que les honoraires ordinaires et additionnels payés par les promoteurs du bill 107 établissant et définissant les pouvoirs d'une corporation devant être connue sous le nom de "Syndics de l'église de l'Ascension de Notre-Seigneur, Westmount" leur soient remboursés, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour but d'aider la religion.

Adopté.

Succession Marie-Blanche Rolland

M. Fortin (Beauce) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dugas), que les honoraires ordinaires et additionnels payés par le promoteur du bill 115 autorisant le changement d'un des co-exécuteurs testamentaires de la succession de feu dame Marie-Blanche Rolland, épouse de Joseph-Henri Desrochers, médecin, lui soient remboursés, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été rejeté.

Adopté.

Officiers de justice, palais de justice, prison

M. Élie (Yamaska) propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béïque), que le bill 153

modifiant la loi des salaires de certains officiers de justice et la loi concernant les palais de justice et les prisons soit inscrit au *Feuilleton*³ pour étude en comité plénier.

Adopté.

Motions des députés:

Production et usage du bois de chauffage

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose, appuyé par représentant de Joliette (M. Dugas), que cette Chambre est d'avis que le gouvernement du Canada devrait encourager la production et l'usage du bois de chauffage en notre province, soit en ordonnant une réduction, en faveur de ce bois, des taux de transport par voies ferrées, soit en accordant aux producteurs du bois de chauffage une prime semblable à celle qu'il paie déjà aux producteurs de blé et de bestiaux des provinces de l'Ouest.

M. l'Orateur, en me levant pour présenter cette motion, je vous avoue que je suis un peu confus par l'importance du sujet à traiter, par le peu de connaissances que je possède pour convaincre la Chambre du bien-fondé des conclusions de la motion qui intéresse une si grande partie de notre population, nos colons, nos cultivateurs et nos citoyens. La motion demande que cette Chambre exprime au gouvernement fédéral l'avis que la production et l'usage du bois de chauffage en notre province devraient être encouragés dans les villes et les campagnes, soit en ordonnant une réduction dans les taux de transport sur ce bois, soit en accordant aux producteurs du bois de chauffage une prime semblable à celle que le gouvernement fédéral a déjà accordée aux producteurs de blé, de fruits et de bestiaux des provinces de l'Ouest.

Le bois est une des ressources naturelles les plus riches de notre province. La quantité de bois que nous possédons est immense. Les droits élevés que les pays étrangers imposent sur le bois arrêtent notre exportation et privent ainsi nos producteurs de revenus considérables. Pourtant, nos colons dépendent du revenu de la vente de leur bois pour développer leur établissement. Nos cultivateurs se trouvent dans une situation très difficile à cause de la grande diminution de leurs revenus. Ils ne peuvent plus vendre leur bois à nos moulins, car l'industrie des pâtes et papiers est presque éteinte dans notre pays. Pour la même raison, nos bûcherons ne vont plus en aussi grand nombre dans la forêt.

Ces circonstances défavorables pourraient être remédiées en encourageant la production et l'usage du bois de chauffage dans nos villes, comme dans nos campagnes. D'ailleurs, il ne s'agit pas d'une nouvelle expérience, car nos ancêtres ne connaissaient pas d'autres combustibles que le bois et, pourtant, leurs habitations, beaucoup moins solidement construites que les nôtres, offraient beaucoup plus de difficultés au chauffage.

L'utilité du bois pour le chauffage a déjà fait l'objet de nombreuses études par des autorités compétentes, comme le rapport de la Commission des produits forestiers, préparé pour la Conférence impériale tenue à Ottawa en juillet 1932⁴. D'après les statistiques contenues dans ce rapport, les bois accessibles dans les forêts de la couronne, affermés ou non, représenteraient un volume de 78,450,000 cordes, dont la moitié environ est formée d'arbres ayant 10 pouces et plus de diamètre. On estime que, sur les terres appartenant aux particuliers, la coupe annuelle possible du bois de chauffage est de 900,000 cordes après avoir réservé pour le sciage les bois francs. On peut sans craindre évaluer à 1,000,000 de cordes la possibilité annuelle de nos forêts en bois de chauffage.

Le bois de chauffage, comme combustible, l'emporte sur le charbon, d'abord au point de vue hygiénique, et il est supérieur pour toutes les autres fins. Toutes les autorités s'accordent pour démontrer cette supériorité générale du bois de chauffage sur le charbon, quand on compare ces deux sortes de combustibles. En conséquence, je crois qu'il est du devoir des gouvernements d'encourager de toute façon la production et l'usage du bois de chauffage dans notre province.

L'argent que nous dépensons pour l'achat du bois de chauffage reste "chez nous": comme quelqu'un l'a déjà dit: "Bois du Québec brûlé n'est pas argent brûlé." La circulation de cet argent dans la province fait bénéficier toute notre population en général; naturellement, le premier à bénéficier de cet argent est notre colon. Il compte sur les revenus de ses produits forestiers pour lui permettre de commencer ses cultures, mais, pour cela, il lui faut un marché régulier et rémunérateur.

De plus, de cette façon, nous encourageons le retour et le "rester" à la terre. Donnons à ceux que nous invitons à aller se fixer sur la terre les moyens d'y rester. Il y va aussi du bien-être du cultivateur qui souffre, comme on sait, des méfaits de la crise. Ses produits se vendent à des prix insuffisants pour lui permettre de continuer ou d'améliorer ses cultures. Aidons-le à traverser la crise en lui offrant un marché rémunérateur pour le bois de chauffage.

Il y va encore de l'intérêt de l'employé de chemins de fer, du camionneur. Le trafic a diminué partout. Donnons-lui un aliment nouveau. Enfin, il y va de l'intérêt général. La province de Québec a le droit de demander au gouvernement central de diminuer les taux de transport du bois de chauffage sur les chemins de fer. J'ai déjà fait appel à la Commission des chemins de fer pour obtenir une réduction des taux de transport sur le bois de chauffage.

La province a également le droit de demander un subside spécial comme on en accorde à d'autres provinces, celles de l'Ouest, pour des produits spécifiques à ces provinces. On a accordé en 1932 seulement, aux provinces de l'Ouest, des octrois se chiffrant à \$25,395,000 pour la production du blé. La province d'Ontario a reçu du gouvernement central, en 1932, la somme de \$11,420,000, tandis que Québec n'a reçu que \$355,000 sous la loi du chômage et de l'aide à l'agriculture.

En 1933, Québec n'a reçu que six ou sept millions en vertu de la loi du chômage, tandis qu'Ontario recevait \$20,000,000. Les subventions du fédéral aux Provinces maritimes pour la production du charbon étaient de \$2,420,000 et de \$8,000,000 pour les autres marchandises. En 1931, Québec a reçu \$5,000,000, et Ontario \$10,000,000. Il (M. Poulin) cite d'autres chiffres pour prouver que Québec ne reçoit pas la part qui lui revient.

En attendant le réajustement des subsides, demandons un octroi spécial pour encourager l'industrie du bois de chauffage. Nos colons ont fait leur part pour l'Ouest. Ils ont payé et paient encore pour la colonisation de ces provinces. Leur tour devrait être venu, et il serait temps de se rendre à leurs revendications.

Convaincu de l'importance de cette réduction, j'ai pris sur moi d'adresser à la Commission des chemins de fer une requête à l'effet qu'une occasion soit fournie aux intéressés de faire valoir leurs arguments à l'appui de leur demande; je suggerais que la Commission vienne siéger à Montréal, afin d'entendre les promoteurs du mouvement en faveur de la réduction des taux sur le bois de chauffage, ainsi que les objections que pourraient avoir les compagnies de chemin de fer à accorder cette réduction.

Malheureusement, la Commission des chemins de fer rejeta cette requête, après en avoir fait part aux compagnies de chemin de fer, alléguant que la loi des chemins de fer et les règlements de la Commission ne lui permettaient pas d'intervenir dans un cas de ce genre et qu'il serait donc inutile d'accorder une audition publique telle que demandée.

Pourtant, dans des circonstances analogues, la Commission accorda des traitements de faveur dans d'autres provinces. Après ce résultat, j'ai décidé de m'adresser à la Chambre pour réclamer l'aide des gouvernements.

C'est pour ces raisons, M. l'Orateur, que j'ai cru devoir soumettre cette résolution à la Chambre. Je crois que nos gouvernements se doivent d'encourager la production et l'usage du bois de chauffage dans notre province. Il y va de l'avenir du colon et, de cette façon, nous encouragerons le retour à la terre. Nous dépensons des sommes considérables pour le transport et l'établissement des familles sur des terres. Ne les abandonnons pas là; donnons-leur le moyen de gagner leur vie.

Le bois donne une chaleur saine: le chauffage au bois trempe les hommes et les garde alertes. Quant à sa valeur calorifique, des recherches faites par les Laboratoires des produits forestiers du Canada démontrent qu'environ une corde et quart de bois produit la même quantité de calories qu'une tonne de charbon. Des épreuves ont démontré que l'on peut avantageusement brûler du bois dans des fournaies à charbon. De plus, le bois est un combustible très propre à manier. Le pourcentage de la cendre est aussi bien inférieur à celui du charbon, ce qui obvie grandement au problème soulevé par l'enlèvement des déchets.

Il (M. Poulin) cite un discours de l'honorable Honoré Mercier, premier ministre, en 1890, en faveur de la classe agricole.

Convaincu que je sais que nous aiderons par là nos citoyens et tous nos concitoyens en général, en leur rendant la vie plus agréable, en leur faisant aimer cette province de Québec, cette terre qui les a vus naître et qui les verra mourir aussi, je prie mes honorables amis de voter pour l'adoption de cette résolution. Si le gouvernement fédéral nous remet ce qu'il nous a pris, nous accorde ce que nous demandons, eh! bien, nous l'aimerons, ils l'aimeront davantage notre vieux Québec, et nous pourrions dire et répéter avec Gérin-Lajoie dans *Jean Rivard*⁵: "Honneur! Honneur à nos défricheurs. Honneur à nos paysans. Ils sont la gloire et la richesse du pays. Qu'ils continuent à porter inscrits sur leur drapeau les mots sacrés: Religion, Patrie, Liberté, et le Canada pourra se glorifier d'avoir dans son sein une race forte et généreuse, des enfants pleins de vigueur et d'intelligence qui transmettront intactes aux générations à venir, la langue et les institutions qu'ils ont eues de leurs pères." Et nous, M. l'Orateur, nous aurons la satisfaction du devoir accompli, si nous avons pu faire quelque chose pour eux.

M. Gauthier (Portneuf): M. l'Orateur, je félicite le député de Montréal-Laurier d'avoir soulevé un débat aussi intéressant. Je lui promets mon aide pour faire triompher ses idées. C'est dans le comté de Portneuf qu'a pris naissance, il y a deux ans, le mouvement en faveur de l'utilisation de nos bois comme combustible, pour remplacer le charbon.

M. l'Orateur, j'ai communiqué avec deux compagnies importantes de mon comté, la compagnie Bishop et la compagnie Ford & Son, pour savoir quelle quantité de bois elles ont achetée des cultivateurs. Ces deux compagnies ont été les premières à utiliser le bois de préférence au charbon, dans le chauffage de leurs usines. La compagnie Bishop a acheté pour \$4,042.50 des cultivateurs, soit 1,155 cordes au cours de l'hiver dernier, et elle a l'intention d'en acheter davantage dans l'avenir. La compagnie Ford a aussi utilisé le bois plutôt que le charbon, et elle en a dépensé, en deux ans, 856 cordes qu'elle a payées \$4.25 la corde. Elle a payé plus cher le bois que le charbon, mais elle l'a fait pour aider les cultivateurs.

Ce mouvement est donc en train d'aider considérablement les cultivateurs. De plus, la compagnie a exigé de l'entrepreneur qu'il paye \$1 la corde, au lieu de \$0.85⁶ à ses employés, sinon elle n'achèterait pas son bois.

Dans le comté de Portneuf, on encourage l'utilisation du bois. À Saint-Casimir, le collège utilise pour \$1,500 de bois chaque hiver. C'est un des moyens que nous employons dans Portneuf pour combattre la crise et aider les nôtres. Nous prêchons par l'exemple. Nous sommes optimistes dans mon comté. Nous prêchons l'optimisme et, avec l'honorable secrétaire provincial, nous répétons le vers de Racine: "Je crains Dieu, cher Abner et n'ai point d'autre crainte⁷."

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

M. l'Orateur, je félicite les honorables députés de leurs excellents discours. Le député de Portneuf a soulevé l'autre jour la question de l'industrie du charbon de bois et le député de Montréal-Laurier vient de souligner celle du bois de chauffage. Ce sont là deux questions très intéressantes pour notre classe agricole.

On est revenu à l'utilisation du charbon de bois et du bois pour fins de chauffage. Cette industrie a pris des proportions considérables, grâce à la campagne qui se poursuit sous la direction de la Commission des produits forestiers et aux efforts des députés de cette Chambre. Sur les propriétés privées, 125,000 cordes de bois ont été coupées l'an dernier,

et cette coupe sera encore plus considérable cette année. Plusieurs institutions ont changé leur mode de chauffage pour revenir au bois de chauffage. Je sais que nos maisons d'éducation utilisent davantage le bois pour leur chauffage.

Toutefois, dans certaines régions, on peut difficilement utiliser le bois à cause de la cherté des taux de transport. Il y a aussi la différence qui existe entre l'interprétation de la corde de bois. Il serait heureux d'avoir une mesure uniforme. Le gouvernement a permis la coupe gratuite des bois sur les terres de la couronne et il continuera cette politique. Le gouvernement entend d'ailleurs aider les cultivateurs dans toute la mesure du possible pour encourager cette industrie. Le gouvernement continuera à encourager la campagne pour l'utilisation du bois de chauffage.

La motion est adoptée sur division.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Sur division.

Compagnies de chemin de fer, congédiement de Québécois

M. Francoeur (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. Bachand), que cette Chambre a appris avec regret que certaines compagnies de chemin de fer congédient des Canadiens du Québec qu'elles employaient depuis plusieurs années sur leurs trains circulant en cette province et les remplacent par des gens venant d'ailleurs, et elle proteste contre ce favoritisme au détriment des nôtres.

M. l'Orateur, à la suite des amalgamations des trains entre le Pacifique Canadien et le Canadien National, il y a plusieurs employés de notre province qui ont été congédiés. Plusieurs Canadiens français sont affectés par ces changements, et on dit qu'ils seront remplacés par des Canadiens de langue anglaise des autres provinces.

La province de Québec a contribué au maintien des compagnies, soit en argent ou autrement, et on ne devrait pas remplacer nos employés de Québec par ceux des autres provinces qui n'ont pas plus de mérite ou de compétence que les nôtres. Nos gens possèdent d'ailleurs les deux langues officielles que les autres n'ont pas. On a placé sur les trains, entre Montréal et Québec, des employés venus des autres provinces qui sont des unilingues. Cela ne devrait pas être.

Le gouvernement fédéral est appelé à aider les compagnies de chemin de fer, nous l'avons vu par

les journaux de ce matin. Le gouvernement fédéral veut encore garantir un emprunt de \$60,000,000 à la compagnie du Pacifique. Ce n'est donc pas le moment pour la compagnie de faire des injustices aux employés du Québec. Si les chemins de fer veulent être bien traités par Québec, ils doivent rendre à la province ce qui lui est dû. Les compagnies devraient donc traiter avec un peu plus d'égard leurs employés canadiens-français.

M. Drouin (Québec-Est): Je tiens à féliciter l'honorable député de Montréal-Dorion d'avoir présenté cette motion. Dernièrement, on a supprimé plusieurs trains du C.N.R. entre Québec et Montréal. On les a remplacés par le système des trains dits "en commun" ou "pool trains" tirés par les locomotives du Pacifique Canadien et roulant sur les rails de cette compagnie. Les deux compagnies veulent des billets pour les trains.

Ces changements font un tort considérable à l'intérêt public dans la province et sont, de plus, un coup mortel à la ligne du C.N.R. entre Québec et Montréal. Il n'y a plus de trains directs entre Québec et Montréal, cela est déplorable. Comme conséquence, les passagers vont s'habituer à voyager seulement par le Pacifique Canadien entre Québec et la gare Windsor à Montréal. Rendus à la gare Windsor, pour se rendre à Ottawa, Toronto ou New York, ils ne descendront pas à la gare Bonaventure pour prendre les trains du C.N.R. Ils voyageront par la même ligne du C.P.R. Ce sera la même chose pour le service du fret. On expédiera par le Pacifique Canadien, au détriment du chemin de fer de l'État.

Les changements sont de nature à nuire aux employés de chemin de fer. Les employés du C.N.R. à Québec ont été affectés. Il y en a de 70 à 85 qui ont été, ou mis à pied, ou "reculés", ce qui équivaut à une diminution de salaire. De plus, les trains étant entretenus par le Pacifique Canadien, on ne les réparera pas aux usines du C.N.R. à Saint-Malo. Ces changements vont avoir pour conséquence la fermeture des usines de Saint-Malo. Nous avons déjà perdu les usines de Limoilou, qui devaient être reconstruites après le feu, il y a deux ans, et qui ne l'ont jamais été⁸. C'est autant de travail que les ouvriers de Québec n'auront pas. Il y a une impression à Québec que l'on veut délibérément sacrifier le C.N.R., au bénéfice du C.P.R. On a parlé d'économies, mais on a beaucoup plus supprimé de trains du C.N.R. entre Québec et Montréal qu'entre Montréal et Toronto. Il est presque évident que nous nous en allons vers la fusion, au profit d'un seul chemin de fer. J'appuie la motion de l'honorable député de Montréal-Dorion.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

La suppression des trains du C.N.R. entre Montréal et Québec entraîne un grand nombre de mises à pied. Le député de Montréal-Dorion a voulu attirer l'attention des autorités sur cette question.

M. l'Orateur, lorsque cette question de fusion des services de chemin de fer est venue devant la Chambre des communes, il y a eu des protestations des députés de Québec, et l'honorable M. R. J. Manion⁹, ministre des Chemins de fer, a déclaré qu'il ne pouvait rien faire parce que ces changements lui étaient imposés par la Commission des chemins de fer, et ils étaient faits dans un but d'économie.

Je crois qu'en effet le Dr Manion n'est pas responsable de ce qui a été fait, mais, d'un autre côté, la Commission des chemins de fer devrait se rendre mieux compte de l'intérêt public, avant de fusionner des trains ou les retrancher.

Le comté de Lotbinière, que je représente, souffre particulièrement de la disparition des trains du Canadien National entre Montréal et Québec. Les cultivateurs et le public voyageur en sont grandement incommodés. La fusion intéresse vivement les électeurs de mon comté qui, en hiver, ne peuvent utiliser les routes.

J'approuve donc avec plaisir cette motion. Il y a là une région importante de la province qui est privée du service des trains. Si nous n'avions pas nos rigoureux hivers canadiens, nous pourrions nous dispenser des trains, et même, les rails sur lesquels les trains roulent pourraient disparaître et seraient remplacés par les camions, dont les chemins de fer se plaignent à cause de la concurrence qu'ils leur font. Mais, tant que nous aurons des hivers, nous aurons besoin des trains.

Je me demande si c'est une économie bien entendue que de supprimer les trains qui sont au service du public. Bientôt, à la façon dont vont les choses, les chemins de fer n'existeront plus pour le service du peuple, c'est le public qui existera pour le service des chemins de fer!

Le plus grand nombre des employés mis à pied sera maintenant à la charge de l'État qui devra leur donner des secours directs, et je me demande si c'est là une économie!

On nous demande de réglementer le service des camions, afin que ceux-ci ne fassent pas une trop grande concurrence aux chemins de fer. Pour cela, il faut que les chemins de fer donnent du service à la population. L'économie ne doit pas être faite au détriment du public.

Une petite voiture, ou plutôt un tramway, fait maintenant le service entre la gare du Palais et celle

de Charny. Il prend 40 minutes pour faire un trajet de 8 milles¹⁰. Les voyageurs qui viennent de Montréal sont obligés d'attendre ce tram à Charny. Les voyageurs en sens inverse sont obligés d'attendre à Charny "l'Express maritime" ou "l'Océan, limitée" qui ont souvent deux ou trois heures de retard. Les voyageurs doivent attendre dans des conditions absolument déplorables. De plus, il n'y a aucun confort dans ce petit train, il n'y a même pas une patère pour pendre son paletot. Si les chemins de fer nous traitent comme cela, il n'est pas surprenant que le public cherche un autre moyen de transport.

Et les chemins de fer viennent nous demander de les protéger des autobus et des camions... La Commission des chemins de fer devrait prendre des mesures pour s'assurer de ne pas nuire aux besoins d'une population, lorsqu'elle décide de réduire l'efficacité des services de trains ou de fusionner les convois. Je suis bien certain que les protestations qui ont été faites dans cette Chambre cet après-midi ne dépasseront pas les frontières de Québec. Je crois que tous ces changements et fusionnements ont été cuisinés depuis longtemps par la Commission des chemins de fer et que l'honorable M. Manion n'y pouvait rien. La Commission des chemins de fer ne veut qu'une chose: supprimer les déficits et obtenir des surplus. Toutefois, même si nos protestations ne doivent pas avoir d'effets pratiques, nous ne pouvons pas accepter un tel traitement sans rien dire, et la motion devrait être adoptée.

(Applaudissements)

La motion est adoptée.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 25 modifiant la loi relative aux mécaniciens de machines fixes.

Questions et réponses:**Quantité d'huile
et de gazoline vendue**

M. Béique (Chambly): 1. Depuis le 1^{er} janvier 1929 inclusivement jusqu'au 10 mars 1934

inclusivement, quelle quantité: *a.* d'huile; *b.* de gazoline a été vendue à la province par chacune des compagnies suivantes:

c. Excel Petroleum, Limited?

d. Imperial Oil, Limited?

e. McColl-Frontenac Oil Co., Limited?

2. À quel prix?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): *c.*

Excel Petroleum, Limited:

Gazoline: 80,205 gallons à \$0.21, \$0.22, \$0.22½, \$0.23, \$0.23½, \$0.24, \$0.24½, \$0.25, \$0.25½, \$0.26, \$0.26½, \$0.27, \$0.27½, \$0.28, \$0.28½, \$0.29 et \$0.29½ le gallon.

Huile: 17,138 gallons à \$0.73, \$0.85, \$1.00, \$1.10 et \$1.15 le gallon.

d. Imperial Oil, Limited:

Gazoline: 827,220 gallons à \$0.21, \$0.21½, \$0.22, \$0.22½, \$0.23, \$0.23½, \$0.24, \$0.24½, \$0.25, \$0.25½, \$0.26, \$0.26½, \$0.27, \$0.27½, \$0.28, \$0.28½, \$0.29, \$0.29½, \$0.30, \$0.30½, \$0.31, \$0.32, \$0.32½, et \$0.33 le gallon.

Huile: 17,465 gallons à \$0.45, \$0.48, \$0.50, \$0.55½, \$0.56, \$0.57, \$0.58, \$0.61, \$0.63, \$0.64, \$0.65, \$0.68, \$0.70, \$0.71, \$0.74, \$0.75, \$0.78, \$0.79, \$0.83½, \$0.86, \$0.88, \$0.89, \$0.90, \$0.90½, \$0.91, \$0.92, \$0.94, \$0.97, \$0.98, \$1.00, \$1.01, \$1.04, \$1.06, \$1.08, \$1.10, \$1.13, \$1.14, \$1.15, \$1.20, \$1.25, \$1.30, \$1.35, \$1.40, \$1.45, \$1.60, \$1.75 et \$1.77 le gallon.

e. McColl-Frontenac Oil, Ltd.:

Gazoline: 187,009 gallons à \$0.21½, \$0.22, \$0.22½, \$0.23, \$0.23½, \$0.24, \$0.24½, \$0.25, \$0.25½, \$0.26, \$0.26½, \$0.27, \$0.27½, \$0.28, \$0.28½, \$0.29, \$0.29½, \$0.30 et \$0.31½ le gallon.

Huile: 5,495 gallons à \$0.77, \$0.83, \$0.90, \$0.98, \$1.00, \$1.01, \$1.05, \$1.07, \$1.20, \$1.25 et \$1.50 le gallon.

L'honorable M. Laferté (Drummond):

Ajoutez à la réponse précédente la suivante:

c. Excel Petroleum, Limited:

Huile: 7,460 gallons à \$0.10.

d. Imperial Oil, Limited:

Huile: 3,257½ gallons à \$0.08½, \$0.10, \$0.10½, \$0.10¾.

Huile à moteur: 524 gallons à \$0.55, \$0.65, \$0.67½, \$0.71½, \$0.75, \$0.78, \$0.80, \$0.82½, \$0.83, \$0.85, \$0.86, \$0.89, \$0.90, \$0.93, \$0.94½, \$0.96, \$1.03, \$1.06, \$1.08, \$1.13.

Huile à éclairer: 1,398 gallons à \$0.16, \$0.17, \$0.19½, \$0.20, \$0.20½, \$0.21, \$0.21½, \$0.22½, \$0.23½.

Gazoline: 8,021½ gallons à \$0.20, \$0.21½, \$0.22½, \$0.23, \$0.23½, \$0.24, \$0.24½, \$0.25, \$0.25½, \$0.26, \$0.26½, \$0.27, \$0.27½, \$0.28, \$0.28½, \$0.29, \$0.29½, \$0.30½, \$0.31, \$0.32½.

e. McColl Frontenac Oil Co., Limited:

Huile à moteur: 356 gallons à \$0.59, \$0.65, \$0.90, \$0.93, \$0.96.

Gazoline: 3,330 gallons à \$0.28½ et \$0.29½.

Produits bitumineux, prix la tonne

M. Béique (Chambly): 1. Du 1^{er} janvier 1933 au 31 décembre 1933, quels prix la tonne furent payés par la province, pour les produits bitumineux: *a.* couche lieuse; *b.* couche de surface; aux compagnies suivantes:

1. Macurban Asphalt, Ltd.?

2. Amiesite Asphalt, Ltd.?

3. Barrett Co., Ltd.?

4. Canadian Bitumuls Co., Ltd.?

2. Quelle quantité de produits bitumineux: *a.* couche lieuse; *b.* couche de surface; a été employée dans chaque cas?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. et 2.

1. Macurban Asphalt, Ltd.:

a. 3,334.8 tonnes à \$5.50 la tonne;

b. 1,493.8 tonnes à \$6.00 la tonne.

2. Amiesite Asphalt, Ltd.: Aucun achat.

3. Barrett Co. Ltd.:

a. 158,111 gallons à \$0.11, \$0.13 ou \$0.16 le gallon;

b. 4,341 livres à \$0.04 la livre.

4. Canadian Bitumuls Co., Ltd.:

a. 158,986 gallons à \$0.12½, \$0.15, \$0.15½ ou \$0.16 le gallon.

Route Saint-Hyacinthe-Saint-Hubert, et pont sur la rivière Richelieu entre Saint-Hilaire et Belœil

M. Barré (Rouville): 1. Le gouvernement a-t-il l'intention de continuer par Saint-Hilaire la route Saint-Hyacinthe-Saint-Hubert?

2. Le tracé fait et les travaux déjà commencés ont-ils été approuvés par le ministère de la Voirie?

3. Le gouvernement a-t-il l'intention de construire un pont sur la rivière Richelieu entre Saint-Hilaire et Belœil?

4. Dans l'affirmative, quel sera l'emplacement de ce pont?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui.

2. Oui.
3. À l'étude.
4. À l'étude.

Route Shawinigan-Grand'Mère

M. Barré (Rouville): Relativement à la route Shawinigan-Grand'Mère:

1. Le gouvernement a-t-il l'intention de construire une nouvelle route?
2. Dans l'affirmative, sur les instances de qui cette construction a-t-elle été décidée?
3. Quelles sont les raisons qui motivent cette nouvelle construction?
4. Quel est le montant des dépenses prévues en rapport à cette construction: *a.* pour les expropriations? *b.* Pour toutes les autres dépenses?
5. Toutes les municipalités intéressées ont-elles été averties ou consultées?
6. Le gouvernement a-t-il obtenu leur consentement?
7. Y a-t-il eu des protestations?
8. Si oui, par qui?
9. Le gouvernement a-t-il l'intention de tenir compte de ces protestations?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui.

2. À la demande des cités de Shawinigan Falls et de Grand'Mère, les principales intéressées.
3. Pour remédier au chômage et améliorer les communications entre les deux villes. Le trajet sera raccourci de trois milles et des courbes dangereuses disparaîtront. Le chemin actuel est dangereux.
4. *a.* \$9,683.78;
b. Environ \$80,000.
5. La municipalité de Sainte-Flore n'a pas été consultée. Cette municipalité n'a rien à payer pour la construction de cette route.
6. Répondu au no 5.
7. Oui, environ deux mois après le commencement des travaux.
8. Par un groupe de citoyens de Sainte-Flore. Une requête, signée par un certain nombre de contribuables de Sainte-Flore, a été transmise au département de la Voirie, s'opposant à la construction de la nouvelle route.

9. C'est l'intention du gouvernement de continuer les travaux commencés, dès que le budget du département de la Voirie le permettra.

Réponse corrigée:

Contrats et entreprises donnés par le département de la Voirie

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dépose une réponse corrigée à une question du 1^{er} février 1934 comme suit:

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Depuis la date couverte par la réponse du 31 mars 1933 (*Journaux de l'Assemblée législative*, vol. LXVII, page 276), à date:

- a.* Combien de contrats ont été accordés, combien d'entreprises ont été données par l'administration provinciale et relatifs au département de la Voirie?
- b.* À combien se chiffre la somme totale de tous lesdits contrats et entreprises?
- c.* Combien desdits contrats ou entreprises ont été donnés après demandes de soumissions publiques et à combien se chiffre leur somme totale?
- d.* Combien sans soumission et pour quelle somme totale?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): *a.* 24.
b. \$639,274.99.
c. 21; \$544,701.84.
d. 3; \$94,573.15.

Cette réponse rectifie celle donnée le 1^{er} février 1934 et qui apparaît aux *Journaux de l'Assemblée législative* de la présente session.

La séance est levée à 6 heures¹¹.

NOTES

1. *L'Événement* du 21 mars 1934, à la page 8, nous apprend que M. Vincent Dupuis, député libéral de Laprairie-Napierville à la Chambre des communes, occupe un siège d'honneur sur le parquet à la droite du fauteuil présidentiel. *Le Canada* du même jour, à

la page 1, souligne également que M. S.-A. Beaulne, président du Confederation Club, de Montréal, se trouve dans la tribune des visiteurs.

2. Le comité ne peut continuer, puisqu'il lui manque certains renseignements nécessaires pour étudier les différents articles du projet et que le contrôleur du Revenu, M. J.-A. Bégin, n'est pas en Chambre.

3. Ce bill, rapporté du comité permanent des bills publics en général le 9 mars, aurait dû se trouver renvoyé au comité plénier depuis cette date-là.

4. Cette conférence impériale, la première à se tenir à l'extérieur du Royaume-Uni, se déroula du 21 juillet au 20 août 1932, dans un contexte de crise économique. Le Canada s'entendit avec la Grande-Bretagne pour obtenir des tarifs privilégiés pour le bois, le blé et quelques produits alimentaires.

5. Le roman terrien *Jean Rivard* fut publié en feuilleton en deux parties: la première, *Jean Rivard, défricheur*, dans *Les Soirées canadiennes* en 1862, et la deuxième, *Jean Rivard, économiste*, dans *Le Foyer canadien* en 1864. L'auteur Antoine Gérin-Lajoie, ancien fonctionnaire, traducteur et correspondant parlementaire à Québec, fut, de 1856 à 1867, adjoint à la bibliothèque de la province du Canada et, par la suite, à la bibliothèque du Parlement à Ottawa jusqu'en 1879.

6. Selon *Le Canada* du 21 mars 1934, à la page 7, \$0.65.

7. Cité par Joad dans *Athalie*, acte premier, scène première.

8. Les usines du C.N.R. (Canadian National Railway), à Limoilou, ont été complètement détruites par un incendie dans la nuit du lundi 16 mars 1931. Les dommages sont évalués à \$170,000. La bâtisse détruite mesurait plus de 400 pieds de longueur sur une centaine de largeur. Elle servait à la réparation des wagons de marchandises et pouvait loger 16 wagons. Trois réservoirs à gaz placés dans l'usine ont fait explosion et le bruit a causé un émoi considérable en ville, selon le Progrès du Saguenay du 17 mars 1931, à la page 1.

9. Robert James Manion fut ministre conservateur des Chemins de fer et canaux de 1930 à 1935.

10. Dans *L'Événement* du 21 mars 1934, à la page 8, il s'agit de 7 milles.

11. La séance ne reprendra pas le soir, afin de permettre au comité permanent des bills privés en général de poursuivre l'étude du bill de Montréal qui soulève bien des discussions.

Séance du mercredi 21 mars 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte
de Verdun**

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le Conseil législatif a retourné à l'Assemblée le bill de la cité de Montréal-Verdun avec des amendements. Je vois que le nom du député de Montréal-Verdun (M. Lafleur) apparaît comme celui du parrain de ce bill. Or, le député de Montréal-Verdun étant absent, j'avais déclaré en son nom qu'il n'était pas le parrain de ce bill, et le premier ministre en avait accepté alors le parrainage. Or, rien n'a été changé au procès-verbal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne suis pas prêt à être le parrain de tous les enfants du député de Montréal-Verdun, mais je le serai de celui-là.

M. Duplessis (Trois-Rivières): N'ayez crainte, l'enfant est légitime. (Rires)

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 173 modifiant la loi de l'instruction publique concernant les ventes d'immeubles pour taxes.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 6 modifiant la loi des assurances de Québec en ce qui regarde l'ajustement des réclamations;

- bill 68 modifiant la loi des assurances de Québec relativement aux sociétés de secours mutuels;

- bill 121 ratifiant certaines résolutions concernant les emprunts faits par les syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 119 permettant à Samuel Julius Smilovitz de changer son nom de famille en celui de Smiley;

- bill 120 permettant à Max Schwartz de changer son nom de famille en celui de Swards.

Rapports du comité spécial:**Subside fédéral**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial du rajustement des subsides. Voici le rapport:

Votre comité a tenu trois séances. Il a d'abord choisi l'honorable M. Perrault pour son président; puis, suivant les instructions qu'il avait reçues, il a rédigé un projet d'adresse à Son Excellence le gouverneur général du Canada, qui a été adopté sur division.

Votre comité rapporte ce projet avec les présentes:

À Son Excellence
le gouverneur général
du Canada

Excellence,

Nous, les membres de l'Assemblée législative, de Québec, réunis en session, croyons de notre devoir d'exposer respectueusement:

Que l'intention évidente des Pères de la Confédération a été de répartir les sources de revenu de façon que les provinces fussent en état de remplir les fonctions qu'on leur attribuait;

Que c'est pour donner suite à cette intention qu'on a procédé, en 1907, à rajuster les subsides annuels payés aux provinces en vertu de l'Acte constitutionnel de 1907;

Que les provinces ont à répondre à des besoins qui ne se faisaient pas sentir en 1907 et qui obèrent de plus en plus leurs budgets;

Que le dominion a reconnu à maintes reprises la nécessité de venir au secours des provinces, soit en mettant à leur disposition des subventions spéciales, soit en leur accordant des aides particulières;

Que ces subventions et ces aides, outre qu'elles ne sont pas toujours distribuées au *pro rata* de la population des différentes provinces, sont quelquefois subordonnées à des conditions difficiles à remplir pour quelques-unes des provinces, particulièrement pour celle de Québec;

En conséquence, nous sommes d'avis:

Que le temps est venu de procéder à un nouveau rajustement des subsides annuels payables aux provinces par le dominion;

Que toutes les subventions ou aides spéciales accordées aux provinces par le dominion, devraient être réparties au *pro rata* de la population de celles-ci, et assujetties seulement à des conditions acceptables pour chacune.

Et nous prions Votre Excellence de bien vouloir faire adopter les mesures nécessaires pour donner suite à l'avis ci-dessus exprimé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le rapport soit inscrit à l'ordre du jour pour discussion à la prochaine séance.

Adopté.

Montreal Trust Company

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. Bouthillier), que toutes les règles se rapportant aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés soient suspendues; qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Montreal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi pour amender sa charte; que ladite pétition soit lue et reçue à la présente séance; que l'article 498 du Règlement soit suspendu; et qu'il lui soit permis de présenter le bill 124 modifiant la charte de la Montreal Trust Company, comme s'il avait été déposé dans les délais prescrits par l'article 497 dudit Règlement et que ce bill soit maintenant lu une première fois.

Adopté sur division.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:
- de Montreal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi pour amender sa charte.

M. Plante (Montréal-Mercier) présente, en conséquence, le bill 124 modifiant la charte de la Montreal Trust Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Grève des bûcherons à Rouyn

M. Guertin (Hull): 1. À quelle date a eu lieu la grève des bûcherons de Rouyn?

2. À quelle date a-t-on dépêché la police provinciale?

3. À quelle date a-t-on lu la loi des émeutes?

4. À quelle date a-t-on dépêché à Rouyn le registraire des différends ouvriers de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 97, article 6)?

5. Quel est le nom de ce registraire?

6. Son rapport sur les troubles de Rouyn?

7. Si non, quand et comment entend-on procéder pour cette correction?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Le département du procureur général a été informé de la grève le 28 novembre 1933.

2. Le 28 novembre 1933 et le 2 décembre 1933.

3. Le 11 décembre 1933.

4. Il a reçu instruction le 13 décembre 1933 de se rendre à Ville-Marie et à Rouyn.

5. Maxime Morin, c.r.

6. Oui.

7. ...

Magasins en déficit de la Commission des liqueurs, février 1934

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Pour le mois de février 1934, y a-t-il des magasins de la Commission des liqueurs dont les dépenses ont excédé les recettes?

2. Dans l'affirmative quels sont ces magasins et dans quelle cité ou ville est situé chacun d'eux?

L'honorable M. Stockwell (Brome): 1. Oui.

2. Magasin no 42, Marieville;

Magasin no 53, Berthierville;

Magasin no 61, Rigaud;

Magasin no 69, Sainte-Thérèse de Blainville;

Magasin no 95, Trois-Rivières (96a des Forges);

Magasin no 107, Sainte-Rose.

Loi des véhicules automobiles, article 27, bicyclettes

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 160 modifiant l'article 27 de la loi des véhicules automobiles relativement aux bicycles. Les

amendements sont lus une deuxième fois sur division et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Exemptions de taxes municipales

M. Desmarais (Richmond) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 190 modifiant la loi des exemptions de taxes municipales soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Indemnités aux enfants orphelins d'accidentés du travail

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 164 modifiant la loi des accidents du travail, 1931, concernant les indemnités payables aux enfants orphelins soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet de loi parle par lui-même. Actuellement, la loi accorde, à la femme de l'accidenté qui succombe, une indemnité proportionnée au nombre de ses enfants de 16 ans et moins. Je crois que l'on devrait prendre 18 ans comme limite. En laissant 16 ans, on reconnaît le principe qu'à cet âge l'enfant doit travailler, conséquemment quitter la classe et aller faire concurrence aux plus âgés, c'est-à-dire contribuer à augmenter le chômage. Je crois que certains enfants doivent travailler dans certains cas, mais je crois aussi que, s'il y avait moins d'enfants qui travaillent, il y aurait plus de travail pour les pères. J'ai déjà dit que l'un des problèmes de l'heure qui me semble le plus grave est celui du placement de nos jeunes gens.

De même, on permettrait à la veuve de l'accidenté de garder ses enfants auprès d'elle et de les éduquer avant leur entrée dans la vie. Les conseils d'une mère ne se remplacent pas. L'instruction est le plus grand des biens. Un enfant qui abandonne ses études à l'âge de 16 ans n'a pas eu le temps de parfaire son instruction. Si nous fixions à 18 ans l'âge auquel l'orphelin cessera de recevoir son indemnité, il sera plus facile au jeune homme de continuer ses études. Dans l'intérêt de l'enfant et dans l'intérêt public, il est préférable que l'enfant fréquente la classe plus longtemps. Je demande donc à la Chambre d'approuver mon projet qui n'a pas d'autre but.

L'honorable M. Arcand (Maisonnette): Je reconnais le bien-fondé des observations du chef de l'opposition au point de vue social, mais il y a aussi le point de vue de la Commission des accidents du travail. Comme le chef de l'opposition, je sympathise avec la veuve et les enfants des accidentés. Je m'accorde avec l'honorable chef de l'opposition dans son désir d'aider les jeunes fils d'ouvriers et de résoudre tous les problèmes sociaux. Mais il admettra que son projet n'est pas opportun dans les temps que nous traversons.

Je n'étonnerais personne en disant qu'il fallait, pour que la Commission puisse équilibrer son budget, que l'on fasse certains sacrifices. Mais malgré la crise, en repassant les opérations de l'an dernier de la Commission, on constate que ces sacrifices n'ont pas été inutiles. On a dû demander aux ouvriers blessés d'accepter que leur indemnité hebdomadaire soit diminuée de \$12.50 à \$10. Nous désirons tous ardemment que la situation s'améliore suffisamment pour que le gouvernement puisse continuer et accroître son support à la classe ouvrière.

La Commission des accidents du travail a l'espoir de boucler son budget cette année. Si on élève à 18 ans la limite d'âge, on augmente les charges de la Commission, on l'oblige à augmenter ses taux ou à accuser de plus grands déficits. Nous sommes encore à la période d'ajustement pour la Commission. J'espère que le chef de l'opposition comprendra qu'il est difficile, dans les temps que nous traversons, d'obérer davantage l'industrie et la Commission des accidents du travail. Si les circonstances le permettent, le gouvernement sera très heureux d'améliorer la loi qui a déjà été passée pour le bénéfice des travailleurs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable chef de l'opposition se fait des munitions pour les prochaines élections. J'avoue que l'explication de son projet et le refus du gouvernement paraîtront bien dans un discours. Ce serait très beau de dire aux ouvriers: "Le gouvernement ne veut pas payer l'indemnité après 16 ans, nous la paierons jusqu'à 18 ans." Nous pourrions renchérir et dire que nous paierons jusqu'à 20 ans! Nous ne le ferons pas. Il faut s'en tenir aux faits.

Envisageons la situation d'un autre point de vue plus raisonnable. Il ne faut pas oublier une chose. Il faut être juste. Seize ans, c'est l'âge admis par toutes les législations sociales pour le travail de l'enfant. C'est l'âge où le jeune fils d'ouvrier commence à apprendre un métier. C'est la limite d'âge pour le paiement d'une indemnité dans toutes

les lois. Nous payons des pensions généreuses aux mères, et pour elles et pour les enfants, mais cela coûte très cher, car, Dieu merci, nos familles sont nombreuses. Je crois qu'à 16 ans un enfant est en état de gagner sa vie, si les circonstances l'y obligent.

L'an dernier, la Commission des accidents du travail a eu un déficit de \$800,000. Cette année, on espère se rapprocher de l'équilibre. La Commission pourra vraisemblablement équilibrer son budget à cause de l'augmentation des taux payés par les compagnies. Si nous portons l'âge des enfants recevant une indemnité de 16 ans à 18 ans, nous obérerons le budget de la Commission de \$100,000 à \$200,000. C'est l'industrie qui devra porter le fardeau et, dans les circonstances actuelles, l'industrie n'est pas en état de porter un nouveau fardeau. L'industrie, se sentant obérée ici plus qu'ailleurs, n'hésiterait pas à choisir une province où le fardeau serait mieux partagé. C'est pourquoi je demanderai à la Chambre de ne pas accepter le bill du chef de l'opposition.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable premier ministre a confirmé le ministre du Travail (l'honorable M. Arcand). Mais on ne devrait pas tant considérer, à ce sujet, le côté matériel. On oublie une chose importante. Il s'agit du bien-être moral et social de l'enfant. On ne s'élève pas suffisamment au-dessus de la question piastres et cents.

Est-ce une saine économie que de sacrifier les intérêts supérieurs, l'instruction, l'éducation de la jeunesse? Est-ce une saine économie que de compliquer le problème si urgent et si grave du placement des jeunes, en augmentant le nombre de ceux que l'on doit établir, alors qu'on pourrait le diminuer?

C'est un mauvais calcul, au point de vue économique, que de ne pas tenir compte du placement de nos enfants. Que coûterait la modification de la loi? Peut-être \$100,000 ou \$200,000 par an? Mais \$100,000 pour garder les enfants deux ans de plus, c'est peu de chose pour aider notre jeunesse! Ce serait un moyen d'enrayer, chez nos jeunes, la pénétration des idées subversives.

Si le gouvernement payait à la Commission les \$100,000 que nous avons votés en 1931, le déficit prévu serait couvert et la Commission pourrait verser ce montant aux enfants des victimes jusqu'à l'âge de 18 ans. D'ailleurs, est-ce que notre jeunesse ne vaut pas plus que \$100,000? On craint de mettre notre industrie sur un pied d'infériorité. C'est une belle occasion de donner aux autres provinces l'exemple d'une bonne législation sociale. Pour une fois, notre province aura emboîté le pas.

La formation de la jeunesse, la question sociale, tout favorise l'adoption de mon projet. L'honorable premier ministre dit que c'est une loi électorale. Qu'il en prenne le mérite, ce sera toujours celui-là qu'il aura pour les prochaines élections! (Rires) D'ailleurs, le gouvernement a tellement peu de mérite ces temps-ci que je veux bien lui en laisser un peu.

Je n'ai pas d'objections à donner le mérite de cette loi-là au gouvernement, à condition qu'il l'accepte. Le succès d'une loi est préférable au succès d'un parti. À tout événement, j'ai fait mon devoir et je demande à la Chambre de ratifier la mesure que je présente.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Rejeté!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Adopté!

M. l'Orateur: Appelez les membres.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Guertin, Lafleur, Sauvé, Smart, 10.

Contre: MM. Arcand, Bachand, Bercovitch, Bissonnet, Bouthillier, Caron, Casgrain, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Dansereau, David, Desmarais, Dillon, Duffy, Dufour, Dugas, Duval, Farand, Fauteux, Filion, Fillion, Fortier, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gabias, Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gault, Gauthier, Godbout, Laferté, Lahaie, Lapierre, Lapointe, Legault, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau, Moreault, Morel, Paquet, Perrault, Phaneuf, Plante, Poulin, Power, Rochette, Sabourin, Saintonge, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, 58.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 20 modifiant la loi des établissements industriels;

- bill 60 modifiant la loi de l'instruction publique;

- bill 84 modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme;
- bill 172 concernant la validation d'un règlement de la cité de Sherbrooke.

Établissements industriels

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 20 modifiant la loi des établissements industriels. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Ville de Sherbrooke

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 172 concernant la validation d'un règlement de la cité de Sherbrooke. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Loi de l'instruction publique

La Chambre prend en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 60 modifiant la loi de l'instruction publique. Les amendements sont lus une première fois.

Charte de Saint-Jérôme

La Chambre prend en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 84 modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme. Les amendements sont lus une première fois.

Motions des députés:

Crédit agricole provincial

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 6 mars courant,

sur la motion présentée par le député de Rouville (M. Barré) mercredi le 28 février dernier, proposant:

Que,

Attendu que les argents fournis par le crédit agricole fédéral coûtent 6½ % d'intérêt, annuellement;

Attendu que le gouvernement de cette province peut se procurer l'argent à un taux moindre par l'établissement d'un système semblable à celui établi dans l'Ontario en 1922, sous le nom de "Ontario Savings Office";

Cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour instituer, dès cette année, un crédit agricole provincial alimenté en tout ou en partie par un système semblable à celui mentionné plus haut; et que l'octroi de 1½ % actuellement accordé en réduction du taux exigé par le crédit agricole fédéral devrait être appliqué à réduire le taux d'intérêt que coûteraient les argents ainsi obtenus par le gouvernement.

M. Gagnon (Kamouraska)¹: Je félicite les orateurs qui m'ont précédé. M. l'Orateur, cette question du crédit agricole est discutée en Chambre depuis trois ou quatre ans. J'ai toujours été et je suis en faveur d'un prêt agricole. La situation des cultivateurs n'est pas très brillante et il faut les aider. Je ne veux pas dire que je m'oppose à toute aide du gouvernement. Mais je suis opposé à un prêt agricole gouvernemental. Nous en avons déjà un, le prêt fédéral, depuis quelques années.

Certes, il a produit des résultats, il a été utile à quelques-uns, mais il n'a pas donné satisfaction. Il ne répond pas aux besoins de la classe agricole. Loin de là, il est une cause d'ennuis. Toutefois, je crois que le gouvernement pourrait aider à un système de prêt dans la province. Je désire recommander au gouvernement de mettre l'épaule à la roue, afin de donner un crédit agricole répondant aux nécessités du jour.

Le meilleur moyen d'aider la classe agricole, au point de vue prêt, se trouve dans le système des caisses populaires Desjardins. Le gouvernement donne déjà \$25,000 à la Fédération des caisses populaires pour l'inspection des caisses et la propagande. Ce subside devrait être porté à \$50,000 pour intensifier la propagande et afin d'aider davantage ces caisses à soulager le cultivateur.

Il (M. Gagnon) parle du système de prêt agricole en Ontario. Nous serions mieux chez nous avec un système de prêt administré privément qu'avec un système de prêt provincial ou fédéral. Le système fédéral est défectueux parce que des étrangers font l'inspection et qu'ils ne tiennent pas compte du facteur moral de nos cultivateurs. De là

aussi la supériorité des caisses populaires qui apprécient ce facteur. Il y a des cultivateurs à qui prêter de l'argent nuit considérablement, parce qu'ils ne pourront jamais rencontrer les obligations qu'ils contractent, faute de méthode, faute d'organisation.

Je suis sous l'impression qu'un prêt provincial ne pourrait faire mieux. Le gouvernement devrait toutefois aider les caisses populaires à s'établir partout dans les paroisses. Ce système serait meilleur que celui des banques qui drainent l'argent des campagnes vers les villes, tandis que les caisses utilisent l'argent en campagne. L'argent placé dans les banques ne sert pas à aider les cultivateurs mais sert à aider l'industrie dans les villes.

(Applaudissements)

L'industrie a pu ainsi se développer au détriment de la terre. L'argent de la campagne doit rester à la campagne. Les caisses populaires ont une bonne organisation et elles peuvent nous rendre les services dont nous avons besoin. Si les banques peuvent nous payer 2½ % sur les dépôts, les caisses populaires peuvent payer 3½ % d'intérêt à leurs déposants, pour avoir plus de fonds à leur disposition. Elles auront donc tout l'argent nécessaire pour prêter aux cultivateurs. Je répète que je suis en faveur d'un crédit agricole administré par une commission agricole indépendante de tous les gouvernements, quels qu'ils soient, et en faveur de l'aide gouvernementale aux caisses populaires. Quant au crédit fédéral, il nous prouve qu'un système gouvernemental provincial ne nous donnerait pas satisfaction.

Le gouvernement fait beaucoup pour la classe agricole. C'est le gouvernement, n'en déplaise au député de Rouville (M. Barré), qui a construit les routes nécessaires aux cultivateurs. C'est lui qui entretient les ponts des municipalités. C'est le gouvernement de Québec qui paie de 14 % à 15 % de son revenu aux cultivateurs, alors que pas une autre province n'en fait autant. L'honorable député de Yamaska (M. Élie) a dit, vendredi dernier, que le gouvernement n'a rien fait pour les agriculteurs. Je demande à l'honorable député de Yamaska de regarder les routes que nous avons aujourd'hui et de se rappeler celles que nous avions il y a 20 ans.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Très bien, très bien.

M. Gagnon (Kamouraska): S'il y a de la misère chez les cultivateurs, cela est dû aux promesses faites par le gouvernement conservateur, en 1930, promesses qui n'ont jamais été remplies. Ce n'est pas le gouvernement de Québec qui a négligé les cultivateurs,

c'est le gouvernement d'Ottawa, qui a promis, en 1930, que le beurre se vendrait plus cher, que tout le monde travaillerait et qui n'a pas tenu ses promesses, tandis que le gouvernement de Québec a rempli toutes ses promesses et a donné encore davantage à la classe agricole!

(Applaudissements)

Le gouvernement provincial nous a donné des ponts, le drainage des terres, etc. Il a donné aux cultivateurs 15 % de son budget chaque année. Au système de crédit agricole par les caisses populaires, on objecte qu'elles manquent d'argent. Je serais d'avis que le gouvernement leur permette de s'en procurer plus facilement. Le gouvernement a déjà garanti \$15,000,000 à la Banque Nationale. Ne pourrait-il pas garantir les prêts des caisses populaires? Nous devons organiser un prêt agricole très solide, indépendant, où les cultivateurs pourront emprunter à des taux raisonnables.

(Applaudissements)

M. Fisher (Huntingdon): C'est perdre temps et énergie que de continuer de déprécier une industrie qui s'effondre. Comme législateurs, nous devons proposer des remèdes concrets dont l'application aura pour effet de stimuler l'industrie agricole. Il serait puéril de s'imaginer qu'un seul remède va ressusciter l'industrie agricole. Il est vrai que le gouvernement vote de l'argent chaque année pour l'avancement de l'agriculture en général, mais si l'on tient compte de la somme employée aux fins d'administration de ces octrois annuels, soit en salaires et frais généraux, il reste fort peu à distribuer aux cultivateurs à qui les octrois sont censés aller.

Généralement, les hommes d'affaires et les gens qui connaissent bien l'agriculture savent bien que le crédit est un outil nécessaire pour l'avancement d'une industrie ou d'un commerce, quels qu'ils soient. Il existe présentement dans la province de Québec une agence connue sous le nom de Farm Loan Board, une sorte d'organisation hybride, mi-fédérale, mi-provinciale, car le gouvernement fédéral administre l'organisation et participe au paiement des intérêts jusqu'à concurrence de 1½ %.

Les députés, qui ont déjà assisté ou négocié un prêt pour des commettants, savent bien que la machinerie dont ce bureau dispose actuellement est totalement inutile, en autant que le financement agricole est concerné. On ferait aussi bien de l'abolir, car elle ne sert qu'à faire naître des illusions trompeuses. Ayant moi-même eu quelques entrevues avec le bureau au nom de solliciteurs, je peux vous dire sincèrement que, pour obtenir un prêt, il faut posséder au moins quatre fois la valeur du prêt que

l'on désire négocier et, même alors, le prêt est souvent refusé. Neuf demandes sur 10 sont refusées.

Nous avons, il est vrai, la ressource de recourir aux banques. Mais comme, en vertu de la loi bancaire, il leur est défendu de prêter sur valeur immobilière, elles ne peuvent donc pas venir en aide aux cultivateurs désireux d'obtenir un prêt à long terme dont le capital est remboursable sur un certain nombre d'années.

Autrefois, les cultivateurs avaient des facilités de crédit qu'ils n'ont plus maintenant. Il arrive régulièrement que le cultivateur, qui a besoin d'argent pour l'achat d'une terre ou pour étendre ses opérations, emprunte la somme nécessaire à un voisin ou à une connaissance des environs qui a le pouvoir de lui prêter. Ceux qui avaient de l'argent le prêtaient à leurs voisins, avec la ferme comme garantie de première valeur. Les prêteurs sont toujours à la recherche d'un endroit où placer leur argent.

Mais aujourd'hui, on ne veut plus prêter sur des fermes comme garantie, car l'on préfère recourir aux emprunts gouvernementaux qui offrent moins d'ennuis. Aujourd'hui, ils achètent des obligations des gouvernements. Grâce à une campagne publicitaire soutenue et une bonne expertise dans la vente, on a informé le public investisseur et on l'a convaincu de placer ses épargnes dans des obligations plutôt que dans les hypothèques, les intérêts étant remboursables semi-annuellement en poinçonnant un coupon. Il y a quelques années, ce système d'obligations était inconnu des régions rurales. Aujourd'hui, le public investisseur garde une liste d'obligations dans ses poches. Ainsi, le gouvernement a drainé l'épargne qui, jusque-là, était disponible pour le cultivateur. Puis, les maisons de courtage ont enlevé ce qui restait en placements de débentures et d'obligations.

Cependant, de l'aveu même des banques, celles-ci regorgent de capitaux à 2½ %, quand les cultivateurs sont grevés d'hypothèques à intérêt de 7 % et 8 %. La confiance qu'accordait le public investisseur à la terre a été ébranlée. Cela ne devrait pas être le cas. La terre a toujours été, et doit demeurer, une garantie réelle, car c'est elle qui fournit les aliments, les vêtements et le carburant. À quoi bon avoir les poches remplies d'obligations du gouvernement si on ne peut pas s'acheter de nourriture?

Si l'on continue à priver les cultivateurs de cette province du capital dont ils ont besoin pour étendre leurs opérations, ils ne chercheront plus qu'à produire pour leur propre usage et non plus pour la vente. Quel impact cela aurait-il sur les populations des cités et villes si les cultivateurs décidaient un jour de limiter leurs opérations aux seuls besoins de

leurs familles? Elles se verraient condamnées, comme c'est le cas pour plusieurs d'entre elles, à chercher leurs denrées à l'extérieur de la province. Si l'on prive de crédit un commerce légitime, il se détériorera, comme le démontrent bien les statistiques provinciales de l'industrie agricole des dernières années. Les cultivateurs ne produisent pas assez pour entretenir le meilleur marché au Canada, un marché capable de consommer une quantité importante de produits de la ferme.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Écoutez, écoutez!

M. Fisher (Huntingdon): En dépit des conseils qu'experts et scientifiques, à travers leurs armées d'agronomes et par le biais du gouvernement, administrent aux cultivateurs, leur montrant comment planter deux brins d'herbe là où auparavant il n'en poussait qu'un seul, nous constatons tout de même que la superficie des produits de la ferme a décliné de manière alarmante entre 1920 et 1932. Les cultivateurs ont été forcés de réduire leur production, et cela est attribuable en grande partie au fait qu'ils n'ont pas accès à un crédit suffisant. Nous ne pouvons que reconnaître le sérieux de la situation, après avoir constaté l'importante diminution de la production qui a pris d'assaut les fermes de la province. Ce n'est guère encourageant.

On dit souvent que le blé est l'aliment vital. Considérons alors les 40,499 acres de culture de blé qui produisaient, en 1932, 798,000 boisseaux. Si cette quantité de blé était réduite en farine, puis transformée en pain, il n'en résulterait que 10 miches par personne dans la province. Autre exemple: la production de pommes de terre, qui, après avoir servi les besoins des cultivateurs, est disponible pour la vente sur le marché de Montréal, mais ne remplit que 300 wagons. Si les citoyens de Montréal devaient dépendre des récoltes de pommes de terre du Québec pour unique source d'approvisionnement, ils ne pourraient en servir que trois jours par mois. La situation est certes dramatique pour une province agricole dont le gouvernement s'est engagé à enseigner l'agriculture aux cultivateurs par le biais de ses agronomes.

En terminant, si l'on souhaite voir désormais les cultivateurs augmenter leur production et pouvoir répondre à la demande en produits de la ferme, et, encore mieux, l'accroître, ce gouvernement doit instituer immédiatement un système de crédit agricole qui permettra aux cultivateurs de compter sur un crédit nécessaire et à un taux raisonnable, eux qui sont la colonne vertébrale de cette province.

M. Paquet (Montmagny): M. l'Orateur, j'ai écouté avec intérêt les discours qui viennent d'être prononcés. Et ce n'est pas sans appréhension que j'aborde un sujet d'une telle importance. Depuis plusieurs années, cette Chambre s'intéresse au crédit agricole, de même que plusieurs organisations. Les organisations agricoles, la presse, la classe agricole en général, tantôt sous une forme, tantôt sous une autre, ont réclamé un système de crédit. En 1928, nous avons décidé de faire un essai loyal du système fédéral. A-t-il donné les résultats que l'on aurait pu espérer? Il a donné quelques résultats, mais il a surtout donné au gouvernement l'occasion de manifester sa générosité envers les cultivateurs, en leur remettant 1½ % de l'intérêt exigé par le fédéral.

Ce qu'on n'a pas dit, c'est que le gouvernement de notre province a assuré le paiement de 1½ % de l'intérêt que doivent payer nos cultivateurs au prêt fédéral. On a parlé des caisses populaires. Ces caisses rendent des services. Toutefois, il n'y a pas de caisses dans toutes les paroisses. Dans les centres pauvres, il n'y en a pas, et c'est là qu'on a le plus besoin d'argent. On a parlé de fédérer les caisses populaires. Mais cette fédération donnerait-elle aux caisses tous les capitaux dont elles ont besoin? Le gouvernement pourrait peut-être aider, et c'est peut-être ce qu'il y a de mieux à faire.

Cependant, je tiens à ajouter qu'il ne s'agit pas seulement de prêter de l'argent. Le crédit fédéral en a prêté de l'argent. Depuis 1928, sur 1,400² demandes au crédit agricole fédéral, pour un montant global de \$4,134,000, faites par des cultivateurs de la province de Québec, 555³ prêts ont été consentis, se chiffrant à \$1,200,000. Cela ne répond pas aux besoins de l'heure.

À combien tout cet argent a-t-il profité? Il y en a qui rencontrent leurs obligations grâce à ces emprunts, mais combien d'autres n'ont pu encore se libérer de leurs obligations? Si on analyse les insuccès des emprunteurs du système fédéral, on admettra qu'il faut les attribuer à leur incompétence. Ce sont des cultivateurs constamment obligés d'aller dans les chantiers, de travailler dans les chemins, qui négligent en un mot l'agriculture. Il en est même qui se sont faits "petits jobbers". Aujourd'hui, ils voudraient revenir à la terre et il faudrait les aider. On dit que les banques ne sont pas très généreuses, mais elles ont parfois raison de refuser.

J'ai été témoin chez nous, dans Montmagny, qu'une banque a avancé de l'argent à un cultivateur qui était parfaitement solvable. Ce qui fait la valeur d'une terre, c'est celui qui l'occupe. On manque

souvent de compétence. Toutefois, il faut aider ceux qui veulent travailler à améliorer leur terre.

Il y a 40 ans, l'industrie laitière née vers 1890, était à ses débuts, la Banque Nationale prêtait de l'argent aux cultivateurs du Lac-Saint-Jean pour leur permettre de s'acheter des vaches. Elle a avancé \$1,000,000 à 8 %, ce qui était un intérêt assez élevé. On dira même que ce taux était exorbitant. Cependant, quelques années plus tard, en 1903, les cultivateurs du comté pouvaient vendre pour \$2,000,000 de fromage dans l'année! C'était l'argent de la banque qui avait travaillé et l'institution bancaire n'avait pas perdu un sou. Ceci démontre que, même si le taux de l'intérêt est élevé, l'emprunteur peut le payer, pourvu que le capital rapporte. Certes, le taux de l'intérêt est un facteur important, mais il faut se garder de croire que tout est là.

Nous avons un système de statistiques agricoles dont je tiens à signaler l'excellence. Je conseille aux députés d'y référer souvent. Ils y trouveront des choses instructives sur notre situation agricole.

Il y a 135,900 cultivateurs⁴ dans Québec dont 41,000 ont des hypothèques sur leurs terres. Dans Ontario, il y a 192,000⁵ cultivateurs dont 64,000 ont des terres hypothéquées. La valeur des hypothèques dans Ontario est de \$1,397,000,000 et, dans Québec, de \$977,000,000⁶. La valeur hypothéquée chez nous représente une proportion de 11 % et, dans Ontario, de 14 %.

La comparaison est donc à l'avantage de notre province. Cela démontre que l'agriculture n'est peut-être pas dans une situation aussi mauvaise qu'on se plaît à le dire en certains milieux. Est-ce dire que tout va bien? Non! J'admets même qu'il est nécessaire de venir en aide à certains cultivateurs qui sont réellement dans le besoin.

Nous sommes tous d'accord sur la nécessité d'un crédit agricole. Jadis, il y avait du crédit à la campagne. Pour plusieurs raisons, achat de bons de la Victoire, d'obligations, d'actions, etc., le crédit de la campagne n'est plus ce qu'il était. Il faut donc l'aider. Mais s'il faut adopter le principe de l'aide du gouvernement, il faut se rappeler aussi que la plupart de ceux qui ont besoin du crédit agricole sont des gens qui n'ont pas la compétence voulue pour arriver. Je suggère donc que, si le gouvernement décide de venir en aide à ces cultivateurs, il devra faire comme le père surveillant son fils récemment établi, c'est-à-dire visiter l'emprunteur, lui enseigner à mieux cultiver. Il faudrait un crédit agricole fondé sur le système actuellement en vigueur en Italie et en Roumanie.

J'arrive au point provincial que je veux toucher. Quand on veut établir un homme dans l'agriculture, on lui donne une terre, un roulant, un peu d'argent et on le surveille. La surveillance est un des grands facteurs de succès. Voilà ce que doit faire l'État-père de famille. Nous devrions avoir un plan comme le suivant. Les cultivateurs qui veulent emprunter s'adresseraient à une commission de techniciens agricoles. Depuis 20 ans, nous avons dans la province un service de techniciens agricoles. Ils savent apprécier la valeur d'une ferme et la valeur de celui qui l'exploite.

La commission examinerait la terre sur laquelle le cultivateur veut emprunter, son potentiel, sa capacité de rendement, etc. Ensuite, une des conditions du prêt serait celle-ci: l'emprunteur s'engagerait à suivre les directives des techniciens pour la culture, l'élevage et la comptabilité. La commission surveillerait l'exploitation de la terre et fournirait l'enseignement technique au cultivateur. Si le cultivateur emprunteur ne remplissait pas ses obligations, il perdrait sa terre. On table donc sur le potentiel de la ferme, sur la capacité de travail du cultivateur et sur sa promesse de travailler.

J'ai soumis ce plan à la société d'agriculture de mon comté, qui comprend des cultivateurs d'expérience. On l'a approuvé, et un grand nombre de cultivateurs m'ont dit qu'ils étaient prêts à emprunter dans ces conditions. Un technicien agricole enseignerait aux cultivateurs, non pas à travailler - ils le savent à merveille - mais à varier leurs semences suivant les besoins de leur sol, les besoins du marché, les exigences d'une comptabilité vraiment utile, etc. Ce qui manque à nos cultivateurs qui sont dans l'embarras, c'est la technique agricole. La commission dont j'ai parlé la leur apprendrait.

L'on me dira que ce système est quelque peu osé. Ce plan a été élaboré par Mussolini, en Italie, et a aussi été adopté en Roumanie. C'est celui que l'on est en train d'établir en Belgique, qui possède pourtant une organisation agricole incomparable. J'ai confiance en ce système de prêt agricole. Mais si le gouvernement adopte un plan quelconque, je lui suggère d'adopter des mesures semblables à celles-ci, et je suis certain qu'il fera fructifier notre agriculture. J'ai espoir que de toutes les idées émises jaillira la lumière.

(Applaudissements à droite)

M. Guertin (Hull): M. l'Orateur, je veux féliciter l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) parce que, l'été dernier, il nous a donné un exemple de courage, en déclarant

qu'il ne croyait pas opportun de créer un crédit agricole gouvernemental. Si tous les membres du gouvernement parlaient avec le même courage, nos affaires se régleraient plus vite et avec plus de succès. Je ne partage pas l'opinion de l'honorable ministre de l'Agriculture, mais j'admire sa franchise.

Je suis heureux de seconder le système préconisé par le député de Rouville (M. Barré), c'est-à-dire le système ontarien. Comment fonctionne ce système? Afin de s'assurer un fonds où pourrait puiser la Commission du crédit agricole, le gouvernement de l'Ontario organisa un système de banques d'épargne appelé l'Ontario Savings Office. Ces petites banques recueillaient les épargnes populaires dans les grandes villes et paient le taux des banques. Deux ans après leur fondation, les banques ontariennes avaient en caisse \$22,000,000 de dépôts qu'elles remettaient à la Commission du prêt agricole de l'Ontario. Pourquoi le gouvernement de notre province ne créerait-il pas sa propre banque d'épargne? Elle ne nuira en rien aux caisses populaires. Les caisses paieraient le taux des banques, 2½ %. On prendrait environ ½ % pour l'administration et on pourrait prêter aux cultivateurs à 3 %. Ce système pourrait être établi ici, tout comme on a établi la loi de liqueurs.

Des voix du parti ministériel: "Hear!"
"Hear!"

M. Guertin (Hull): Donc, le gouvernement devrait établir sa propre banque d'épargne, comme il a établi sa Commission des liqueurs. On se plaint, avec raison, du fait que les banques ont drainé l'argent de la campagne à la ville. Organisons des caisses qui récolteront l'argent en ville pour le transporter à la campagne par l'intermédiaire d'une Commission de crédit agricole. Si nous adoptons le système de l'Ontario, ce sont les villes qui fourniraient de l'argent aux campagnes. Car la banque d'épargne de la province n'aurait des succursales que dans les grands centres comme Montréal, Hull, Sherbrooke, Québec, Trois-Rivières.

C'est le député de Rouville qui a été le premier à réclamer un moratoire il y a deux ans et, en premier lieu, on a tourné son projet en ridicule. L'an dernier, le gouvernement a fini par faire voter un moratoire par la Législature. On traitait le député de Rouville de démagogue, quand il réclamait un prêt agricole à 2½ % ou 3 %. Si le gouvernement appliquait, au système de crédit agricole préconisé 1½ %, comme il accorde aujourd'hui, le cultivateur aurait de l'argent à 2 %.

Aujourd'hui, l'honorable député de Rouville se fait le champion d'un prêt agricole provincial. Je le félicite. Je suis d'avis que son idée finira par triompher. Il faut, dit-il, que nous aidions les cultivateurs.

La protection agricole diminue dans Québec, d'après l'*Annuaire statistique du Canada*. Pendant ce temps-là, la production agricole augmente dans l'Ontario. Le moyen de stimuler la production agricole dans notre province, c'est de créer un prêt agricole provincial.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béique), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 50

Questions et réponses:

Somme payée par le ministre d'Agriculture, le 4 août 1932

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$18,241.15 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 4 août 1932, et portant le no 124 pour le département: 1. À qui cette somme a-t-elle été payée?

2. Pour quelles fins?

3. Comment a-t-elle été répartie?

4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$18,241.15?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. Poudrier & Boulet, ltée, \$18,190.00. Succession du notaire J.-Alex. Poitevin, \$51.15, services professionnels.

2. Acompte sur contrat *re:* Construction de l'École Sainte-Martine.

4. 15 septembre 1932.

Somme payée par le ministre d'Agriculture, le 11 août 1932

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$17,846.65 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 11 août

1932, et portant le no 145 pour le département: 1. À qui cette somme a-t-elle été payée?

2. Pour quelles fins?

3. Comment a-t-elle été répartie?

4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$17,846.65?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. Institut Agricole d'Oka, \$17,846.65.

2. Acompte sur la subvention de \$300,000 *re:* Agrandissement de l'école et aménagement des laboratoires.

4. 3 février 1933.

Somme payée par le ministre d'Agriculture, le 20 août 1932

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$17,000 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 20 août 1932, et portant le no 193 pour le département: 1. À qui cette somme a-t-elle été payée?

2. Pour quelles fins?

3. Comment a-t-elle été répartie?

4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$17,000?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. Poudrier & Boulet, ltée, \$17,000.

2. Acompte sur contrat *re:* Construction de l'École Sainte-Martine.

4. 4 novembre 1932.

Somme payée par le ministre d'Agriculture, le 31 décembre 1931

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$12,754.95 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 31 décembre 1931, et portant le no 401 pour le département: 1. À qui cette somme a-t-elle été payée?

2. Pour quelles fins?

3. Comment a-t-elle été répartie?

4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$12,754.95?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. Institut agricole d'Oka, \$11,754.95; Blaise Marchand, \$1,000.00.

2. Acompte sur la subvention de \$300,000 *re:* Agrandissement de l'école et aménagement des

laboratoires. Honoraires pour la préparation des plans et devis *re*: construction de l'École Sainte-Martine.

4. 5 janvier 1932.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 23 octobre 1931**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$22,392.66 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 23 octobre 1931, et portant le no 231 pour le département: 1. À qui cette somme a-t-elle été payée?

2. Pour quelles fins?

3. Comment a-t-elle été répartie?

4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$22,392.66?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. Institut Agricole d'Oka, \$22,392.66.

2. Acompte sur la subvention de \$300,000 *re*: Agrandissement de l'école et aménagement des laboratoires.

4. 27 octobre 1931.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 24 novembre 1931**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$27,187.43 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 24 novembre 1931, et portant le no 306 pour le département: 1. À qui cette somme a-t-elle été payée?

2. Pour quelles fins?

3. Comment a-t-elle été répartie?

4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$27,187.43?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. Institut agricole d'Oka, \$27,187.43.

2. Acompte sur la subvention de \$300,000 *re*: Agrandissement de l'école et aménagement des laboratoires.

4. 24 novembre 1931.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 25 novembre 1931**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$24,822.09 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le

25 novembre 1931, et portant le no 308 pour le département: 1. À qui cette somme a-t-elle été payée?

2. Pour quelles fins?

3. Comment a-t-elle été répartie?

4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$24,822.09?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, \$24,822.09.

2. Acompte sur la subvention de \$300,000 *re*: Agrandissement de l'école et aménagement des laboratoires.

4. 25 novembre 1931.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 9 septembre 1931**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$51,553.30 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 9 septembre 1931, et portant le no 131 pour le département: 1. À qui cette somme a-t-elle été payée?

2. Pour quelles fins?

3. Comment a-t-elle été répartie?

4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$51,553.30?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, \$26,131.23; Institut agricole d'Oka, \$25,422.07.

2. Acompte sur la subvention de \$300,000 *re*: Agrandissement de l'école et aménagement des laboratoires.

4. 9 septembre 1931.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 15 octobre 1931**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$32,758.84 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 15 octobre 1931, et portant le no 213 pour le département: 1. À qui cette somme a-t-elle été payée?

2. Pour quelles fins?

3. Comment a-t-elle été répartie?

4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$32,758.84?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, \$32,758.84.

2. Acompte sur la subvention de \$300,000 *re*: Agrandissement de l'école et aménagement des laboratoires.

4. 16 octobre 1931.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 29 juillet 1931**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$21,112.18 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 29 juillet 1931, et portant le no 37 pour le département:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?

2. Pour quelles fins?

3. Comment a-t-elle été répartie?

4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$21,112.18?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, \$21,112.18.

2. Acompte sur la subvention de \$300,000 *re*: Agrandissement de l'école et aménagement des laboratoires.

4. 29 juillet 1931.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 22 décembre 1932**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$29,879.18 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 22 décembre 1932, et portant le no 614 pour le département:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?

2. Pour quelles fins?

3. Comment a-t-elle été répartie?

4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$29,879.18?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. Institut agricole d'Oka, \$29,879.18.

2. Acompte sur la subvention de \$300,000 *re*: Agrandissement de l'école et aménagement des laboratoires.

4. 28 février 1933.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 23 février 1933**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$3,521.91 mise à la disposition du ministre de

l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 23 février 1933, et portant le no 827 pour le département:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?

2. Pour quelles fins?

3. Comment a-t-elle été répartie?

4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$3,521.91?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. Hopkins Osborn, Ltd., \$3,521.91.

2. Diverses marchandises *re*: Ameublement de l'École Sainte-Martine.

4. 10 mars 1933.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 7 mars 1933**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$13,869.43 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 7 mars 1933, et portant le no 858 pour le département:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?

2. Pour quelles fins?

3. Comment a-t-elle été répartie?

4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$13,869.43?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. Poudrier & Boulet, ltée, \$13,869.43.

2. Acompte sur contrat *re*: Construction de l'École Sainte-Martine.

4. 21 mars 1933.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 7 avril 1933**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$2,840 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 7 avril 1933, et portant le no 966 pour le département:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?

2. Pour quelles fins?

3. Comment a-t-elle été répartie?

4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$2,840?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. Poudrier & Boulet, ltée, \$2,840.

2. Pour réservoir, aqueduc et plancher d'asphalte *re*: Construction de l'École Sainte-Martine.

4. 28 avril 1933.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 10 août 1933**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$27,347.37 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 10 août 1933, et portant le no F-23 pour le département:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Comment a-t-elle été répartie?
4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$27,347.37?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. Institut agricole d'Oka, \$27,347.37.

2. Acompte sur la subvention de \$300,000 *re:* Agrandissement de l'école et aménagement des laboratoires.

4. 17 novembre 1933.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 20 octobre 1930**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$13,741.09 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 20 octobre 1930, et portant le no 112 pour le département:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Comment a-t-elle été répartie?
4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$13,741.09?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, \$13,741.09.

2. Acompte sur la subvention de \$300,000 *re:* Agrandissement de l'école et aménagement des laboratoires.

4. 20 octobre 1930.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 20 novembre 1930**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$15,814.55 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 20 novembre 1930, et portant le no 161 pour le département:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Comment a-t-elle été répartie?

4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$15,814.55?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. Institut agricole d'Oka, \$15,814.55.

2. Acompte sur la subvention de \$300,000 *re:* Agrandissement de l'école et aménagement des laboratoires.

4. 21 novembre 1930.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 29 novembre 1930**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$15,605.36 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 29 novembre 1930, et portant le no 172 pour le département:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Comment a-t-elle été répartie?
4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$15,605.36?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, \$15,605.36.

2. Acompte sur la subvention de \$300,000 *re:* Agrandissement de l'école et aménagement des laboratoires.

4. 2 décembre 1930.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 26 novembre 1930**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$14,675.79 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 26 novembre 1930, et portant le no 167 pour le département:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Comment a-t-elle été répartie?
4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$14,675.79?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, \$14,675.79.

2. Acompte sur la subvention de \$300,000 *re:* Agrandissement de l'école et aménagement des laboratoires.

4. 27 novembre 1930.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 6 août 1931**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$19,017.98 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 6 août 1931, et portant le no 56 pour le département:

1. À qui cette somme a-t-elle été versée?
2. Pour quelles fins?
3. Comment a-t-elle été répartie?
4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$19,017.98?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. Institut agricole d'Oka, \$19,017.98 ?
2. Acompte sur la subvention de \$300,000 *re:* Agrandissement de l'école et aménagement des laboratoires.
4. 8 août 1931.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 12 août 1931**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$25,547.52 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 12 août 1931, et portant le no 69 pour le département:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Comment a-t-elle été répartie?
4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$25,547.52?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, \$25,547.52.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000 *re:* Agrandissement de l'école et aménagement des laboratoires.
4. 13 août 1931.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 18 octobre 1932**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$22,100 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 18 octobre 1932, et portant le no 410 pour le département:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Comment a-t-elle été répartie?
4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$22,100?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. Poudrier & Boulet, Ltée, \$22,100.
2. Acompte sur contrat *re:* Construction de l'école Sainte-Martine.
4. \$2,000 le 25 novembre 1932; \$2,000 le 12 décembre 1932; \$8,100 le 27 janvier 1933; \$10,000 le 8 février 1933.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 7 décembre 1931**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$25,964.91 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 7 décembre 1931, et portant le no 341 pour le département:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Comment a-t-elle été répartie?
4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$25,964.91?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, \$25,964.91.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000 *re:* Agrandissement de l'école et aménagement des laboratoires.
4. 10 décembre 1931.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 26 janvier 1932**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$26,280.72 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 26 janvier 1932, et portant le no 447 pour le département:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Comment a-t-elle été répartie?
4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$26,280.72?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, \$26,280.72.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000 *re:* Agrandissement de l'école et aménagement des laboratoires.
4. 25 mai 1932.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 19 février 1932**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$17,258.86 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 19 février 1932, et portant le no 483 pour le département:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Comment a-t-elle été répartie?
4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$17,258.86?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. Institut agricole d'Oka, \$17,258.86.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000 *re:* Agrandissement de l'école et aménagement des laboratoires.
4. 3 mai 1932.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 22 juin 1932**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$19,802 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 22 juin 1932, et portant le no 783 pour le département:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Comment a-t-elle été répartie?
4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$19,802?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. Institut agricole d'Oka, \$19,802.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000 *re:* Agrandissement de l'école et aménagement des laboratoires.
4. 15 novembre 1932.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 20 juin 1932**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$15,925 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 20 juin 1932, et portant le no 776 pour le département:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Comment a-t-elle été répartie?
4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$15,925?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. Blaise Marchand, architecte, \$455; Poudrier & Boulet, ltée, \$15,470.

2. Surveillance des travaux *re:* Construction de l'école Sainte-Martine;

Acompte sur contrat *re:* Construction de l'école Sainte-Martine.

4. 2 août 1932.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 20 juin 1931**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$19,101.34 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 20 juin 1931, et portant le no 566 pour le département:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Comment a-t-elle été répartie?
4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$19,101.34?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. Institut agricole d'Oka, \$19,101.34 ?
2. Acompte sur la subvention de \$300,000 *re:* Agrandissement de l'école et aménagement des laboratoires.
4. 22 juin 1931.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 18 juin 1931**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$11,929.54 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 18 juin 1931, et portant le no 563 pour le département:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Comment a-t-elle été répartie?
4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$11,929.54?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, \$11,929.54.
2. Acompte sur la subvention de \$300,000 *re:* Agrandissement de l'école et aménagement des laboratoires.
4. 19 juin 1931.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 20 mai 1931**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$18,023.47 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 20 mai 1931, et portant le no 518 pour le département:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Comment a-t-elle été répartie?
4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$18,023.47?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, \$18,023.47.

2. Acompte sur la subvention de \$300,000 *re:* Agrandissement de l'école et aménagement des laboratoires.

4. 20 mai 1931.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 19 mai 1931**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$19,182.13 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 19 mai 1931, et portant le no 514 pour le département:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Comment a-t-elle été répartie?
4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$19,182.13?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. Institut agricole d'Oka, \$19,182.13.

2. Acompte sur la subvention de \$300,000 *re:* Agrandissement de l'école et aménagement des laboratoires.

4. 20 mai 1931.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 28 avril 1931**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$9,761.62 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 28 avril 1931, et portant le no 483 pour le département:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Comment a-t-elle été répartie?
4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$9,761.62?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, \$9,761.62.

2. Acompte sur la subvention de \$300,000 *re:* Agrandissement de l'école et aménagement des laboratoires.

4. 29 avril 1931.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 31 mars 1931**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$25,286.96 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 31 mars 1931, et portant le no 444 pour le département:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Comment a-t-elle été répartie?
4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$25,286.96?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. Institut agricole d'Oka, \$15,617.71; École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, \$9,669.25.

2. Acompte sur la subvention de \$300,000 *re:* Agrandissement de l'école et aménagement des laboratoires.

4. 31 mars 1931.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 17 février 1931**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$12,311.49 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 17 février 1931, et portant le no 281 pour le département:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Comment a-t-elle été répartie?
4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$12,311.49?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, \$12,311.49.

2. Acompte sur la subvention de \$300,000 *re:* Agrandissement de l'école et aménagement des laboratoires.

4. 19 février 1931.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 16 janvier 1931**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$11,664.90 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 16 janvier 1931, et portant le no 233 pour le département:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Comment a-t-elle été répartie?
4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$11,664.90?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, \$11,664.90.

2. Acompte sur la subvention de \$300,000 *re:* Agrandissement de l'école et aménagement des laboratoires.

4. 16 janvier 1931.

**Somme payée par
le ministre d'Agriculture, le 13 janvier 1931**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$12,375.12 mise à la disposition du ministre de l'Agriculture, d'après le certificat approuvé le 13 janvier 1931, et portant le no 227 pour le département:

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Comment a-t-elle été répartie?
4. Quand a été payé chacun des items composant ces \$12,375.12?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. et 3. Institut agricole d'Oka, \$12,375.12.

2. Acompte sur la subvention de \$300,000 *re:* Agrandissement de l'école et aménagement des laboratoires.

4. 14 janvier 1931.

**Somme payée à la
Compagnie de conserves de Napierville**

M. Élie (Yamaska): Relativement à la somme de \$5,016.64 payée à la compagnie de conserves de Napierville, limitée (Napierville Cannery Co., Limited), conformément à une réponse du gouvernement, en date du 13 mars 1934:

1. Quand cette somme a-t-elle été payée?
2. À l'ordre de qui le ou les chèques ont-ils été faits?
3. À qui le ou les chèques ont-ils été transmis?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): (Voir la liste ci-dessous)

	1.		2.		3.
17 avril	1931	\$1,016.64	Cie de conserves de Napierville, ltée	Cie de conserves de Napierville, ltée	
17 juillet	1931	\$1,000.00	Cie de conserves de Napierville, ltée	Cie de conserves de Napierville, ltée	
3 mars	1933	\$1,000.00	Cie de conserves de Napierville, ltée, représentée par la Banque Canadienne Nationale, Place d'Armes, Montréal	Banque Canadienne Nationale, Place d'Armes, Montréal	
4 avril	1933	\$1,000.00	Cie de conserves de Napierville, ltée, représentée par la Banque Canadienne Nationale, Place d'Armes, Montréal	Banque Canadienne Nationale, Place d'Armes, Montréal	
9 août	1933	\$1,000.00	Cie de conserves de Napierville, ltée, représentée par la Banque Canadienne Nationale, Place d'Armes, Montréal	Banque Canadienne Nationale, Place d'Armes, Montréal	

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
D'autres questions⁷?

Dépôt de documents:**Transport des colons
et de leurs
familles**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 14 mars 1934, pour copies de toute correspondance échangée entre un département quelconque du gouvernement provincial avec le gouvernement fédéral ou avec les autorités du C.N.R. ou du C.P.R. ou toute autre personne, relativement au coût du transport des colons, de leurs familles et de leur ménage et tout ce qui a trait généralement aux problèmes de la colonisation. (Document de la session no 81)

**Ajustement des
réclamations
d'assurance**

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 6 modifiant la loi des assurances de Québec en ce qui regarde l'ajustement des réclamations.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose: Que l'honoraire d'une licence d'estimateur expert visé par la section XVa de la loi des assurances de Québec, Statuts refondus, 1925, chapitre 243, telle qu'édictee par la section 1 de la loi qui accompagne la présente résolution, devra être celui que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu des dispositions de l'article 278 de cette loi, et que la licence pourra, à la discrétion du surintendant des assurances, être ensuite renouvelée annuellement sur paiement d'un honoraire semblable pour chaque renouvellement.

En vertu de ce bill, tous les évaluateurs experts devront se procurer un permis ou licence du gouvernement et du surintendant des assurances, et

ne devront pas charger plus de 10 % de commission sur l'indemnité payable par la compagnie à l'assuré.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je voudrais savoir quels seront les honoraires exigés.

L'honorable M. Stockwell (Brome): Ils ne devraient pas dépasser \$10.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous voudrions avoir une réponse définitive.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous allons mettre dans la résolution, après les mots "article 278 de cette loi" les mots "que cet honoraire n'excédera pas dix dollars".

Un amendement, dans le sens indiqué ci-dessus, est alors adopté.

La résolution, ainsi amendée, est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois.

**Permis de
coupe de bois**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 43 pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant.

En comité:

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par l'honorable M. Mercier (Châteauguay), et dont le texte se lit comme suit:

1. Qu'en vertu de l'article 34 de la loi des terres et forêts, Statuts refondus 1925, chapitre 44, tel que remplacé par la loi qui accompagne les présentes résolutions, il sera tenu dans le bureau des terres de la couronne, un registre en la forme jugée convenable par le ministre, dans lequel doivent être enregistrés sommairement:

1° À la diligence du ministre, les ventes, concessions, locations, baux ou permis d'occupation

consentis sur les terres publiques, et pour lesquels des lettres patentes n'ont pas encore été octroyées;

2° À la diligence des intéressés.

a. Les cessions ou transports, consentis par les premiers acquéreurs ou concessionnaires, des droits qu'ils possèdent sur les terres publiques et les hypothèques et autres droits réels consentis par eux et affectant ces droits;

b. Les cessions, transports, hypothèques et les droits réels consentis par les héritiers ou ayants cause de tels premiers acquéreurs ou concessionnaires;

c. Les cessions ou transports effectués par le moyen de la vente faite sous l'opération du Code municipal pour taxes;

d. Les cessions ou transports effectués par le moyen de vente par autorité de justice, dans les cas où cette vente peut se faire légalement;

2. Que nul permis de coupe de bois ne sera accordé pour une période de plus de douze mois; mais que tout permis sera sujet à renouvellement conformément aux règlements faits de temps à autre par le lieutenant-gouverneur en conseil; que le renouvellement d'un permis en vertu des dispositions précédentes sera, en ce qui concerne les terrains visés par ce renouvellement, la continuation du permis originaire émis, et que le permis renouvelé, à l'égard de ces terrains, soit censé avoir existé sans interruption depuis la date de l'émission du permis originaire; que si, par suite de quelque inexactitude d'arpentage par suite de toute autre erreur ou cause quelconque, un permis se trouve comprendre des terrains déjà désignés dans un permis d'une date antérieure, le dernier permis en date deviendra nul et de nul effet, en autant qu'il peut déroger à celui qui aura été accordé précédemment et que le possesseur ou propriétaire du permis ainsi devenu nul et de nul effet, n'ait aucun recours quelconque contre le gouvernement pour indemnité ou compensation à raison de cette annulation.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je voudrais que le ministre m'explique la signification des mots "permanence des droits de coupe", une définition exacte que l'on retrouve et dans les résolutions et dans le bill.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Depuis que j'ai expliqué pour la première fois cette loi en Chambre, il s'est dit et écrit beaucoup de choses sur la portée de cette loi. Je tiens à déclarer que certaine partie de la loi n'est pas telle qu'on l'a interprétée. Mais elle est loin d'être aussi mauvaise qu'on l'a prétendu en certains quartiers. Elle n'est pas

mauvaise du tout; au contraire, elle offre beaucoup d'avantages. Avant 1912⁸, les droits de coupe sur les terres de la couronne étaient considérés comme des biens meubles. Mais l'article 361 du Code civil a été amendé. On les considère maintenant comme des biens immeubles. C'est sur cette partie que porte le bill.

Jusqu'à cette année, les permis de coupe étaient accordés pour une période de 12 mois, soit du 1^{er} mai au 30 avril. En vertu des règlements et de la loi, le concessionnaire forestier avait jusqu'au 1^{er} septembre pour s'acquitter des droits et obtenir le renouvellement de son permis de coupe. S'il différait le paiement, il se trouvait cependant à n'avoir aucun droit jusqu'au renouvellement. Il y avait donc interrègne pendant lequel il n'avait aucun titre sur la propriété. Il en résultait des ennuis sérieux.

Si, pendant cet interrègne, une intrusion ou une offense était commise sur la limite concédée, le concessionnaire ne pouvait tenter aucune procédure. Il ne pouvait pas prendre de procédures contre celui qui empiétait sur son terrain. Si quelqu'un mettait le feu, le concessionnaire ne pouvait pas poursuivre non plus, parce qu'il n'avait pas de titres. C'est pourquoi, en 1928, la loi a été amendée pour que, du moment où le concessionnaire reprenait le permis avant le 1^{er} septembre, ledit permis était censé avoir existé sans interruption, depuis l'expiration du permis précédent.

En vertu du Code civil qui décrète que les droits de coupe sont des biens immobiliers, le concessionnaire, désirant émettre des obligations et émettre des garanties sur les droits de coupe, voyait son enregistrement se terminer avec l'expiration du permis. D'où nécessité de renouveler chaque année cet enregistrement à grands frais, puisqu'il s'agissait chaque année d'un droit nouveau.

Pour obvier à cet ennui, nous voulons que l'enregistrement ne soit plus désormais interrompu le 30 avril, à l'expiration du permis de coupe, du moment que le permis sera renouvelé avant le 1^{er} septembre suivant, selon les conditions stipulées dans les règlements à cet effet.

On a prétendu qu'il en résulterait une hypothèque sur les biens de la couronne et qu'ainsi on empêcherait le lieutenant-gouverneur en conseil de retirer, des limites forestières ainsi grevées, les lots nécessaires pour la colonisation. Je soumets que pareille crainte n'est pas fondée et n'a pas sa raison d'être.

Si la loi est adoptée, rien n'empêchera le lieutenant-gouverneur en conseil ou le ministre de retirer de ces concessions les terres propres à la

colonisation, comme la chose se faisait auparavant. Le ministre pourra, de même, retirer les terrains pour la continuation de quais, d'édifices publics, églises, etc. Nous pouvons également retirer tous les terrains qui doivent être affectés à la culture. Nous pouvons permettre sur une concession forestière l'exploitation d'une érablière. Nous pouvons permettre aux colons d'y aller chercher du bois pour se construire et se chauffer. En un mot, nous ne perdons aucun de tous ces pouvoirs, nous les conservons.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai demandé au ministre d'expliquer la définition du mot "permanence". Le discours du trône, les résolutions et la loi parlent de permanence. On veut donc établir la permanence de ces droits en question.

Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) a déclaré que le bill avait pour but de créer un état de choses nouveau, un état de choses qui n'existait pas. Donc, la permanence n'existait pas, autrement il n'y aurait pas besoin d'un bill et de résolutions pour cela. Le mot "permanence" désigne quelque chose de certain, de durable, à moins que le rédacteur du discours du trône, des résolutions et de la loi ne connaisse pas la signification du mot "permanence". Le premier ministre a prétendu l'autre jour que cette permanence existait en fait et que la Cour suprême avait déclaré que le bail annuel du concessionnaire se renouvelait automatiquement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai dit qu'un avocat m'avait dit que, d'après la Cour suprême, un concessionnaire, du moment qu'il se conformait à la loi et aux règlements, avait droit de renouveler son permis automatiquement. Ce n'est pas la cause O'Brien dont parle mon honorable ami.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En 1927, la Cour suprême a unanimement décidé qu'il était clair comme de l'eau de roche que la concession forestière annuelle ne conférait qu'un droit précaire annuel et ne comportait aucun renouvellement, donc que le gouvernement n'avait pas le droit de décréter la permanence des droits de coupe. Et le juge Lyman Duff signale que la jurisprudence est constante sur ce point pour consacrer ce principe. O'Brien était concessionnaire d'une limite forestière.

Après l'expiration du permis annuel, et avant le renouvellement du permis, un train du Transcontinental mit le feu aux limites. Le Transcontinental, étant propriété d'État, on poursuivit le Roi pour dommages. Le Transcontinental a riposté

que le bail n'ayant pas été renouvelé pour permis de coupe, lors de l'incendie, il n'appartenait qu'au gouvernement de Québec de poursuivre.

Or, quand j'ai demandé au premier ministre de me citer son fameux jugement de la Cour suprême en faveur du renouvellement automatique du droit de coupe dans Québec, il m'a dit qu'il le trouverait. Mais il ne l'a pas trouvé pour l'excellente raison qu'il n'y en a pas.

Ainsi donc, en 1928, le gouvernement a présenté un amendement pour les cas futurs du genre d'O'Brien versus le roi, donnant un effet rétroactif à un permis accordé en retard. Cette année, pour la troisième fois depuis trois ans, on vient devant la Législature avec cette loi donnant pour raison que les avocats américains ne sont pas certains que les hypothèques sont bonnes. Ce bill a été retiré en 1932, amputé quant à sa partie essentielle en 1933, et soumis, encore, en 1934.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il me semblait que le chef de l'opposition avait posé une question au ministre des Terres et Forêts, et il parle à sa place!

Vous avez interrompu le ministre alors qu'il allait expliquer sa loi. Laissez-le parler et vous lui répondrez ensuite.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends que le premier ministre n'aime pas cela.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Au contraire, j'aime toujours à vous écouter parler et je sais que vous aimez à parler. Mais laissez le ministre des Terres et Forêts finir son exposé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre n'a pas fait d'objection. Je voudrais cependant que le ministre des Terres et Forêts, avec les lumières que le premier ministre peut lui fournir, nous explique ce qu'il entend par permanence.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) réplique.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au premier ministre de se taire à son tour, s'il veut que le ministre des Terres et Forêts parle.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Nous employons le mot "permanence" comme titre de la loi. Il est évident que les titres auront un caractère qu'ils n'avaient pas auparavant. Si je réfère

au discours du trône, j'y trouve loi "décrétant la permanence des droits de coupe de bois accordés aux concessionnaires qui seront conformes aux exigences de leur permis". Le mot "permanence", avec son contexte, s'explique et se comprend assez bien. Il est clair que la nouvelle loi va assurer une permanence que les droits de coupe n'avaient pas auparavant. Mais nous voulons accorder la permanence aux concessionnaires qui auront satisfait aux exigences. Voilà toute la loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre veut remplacer un droit précaire et temporaire par un droit permanent?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Pas du tout, car ce droit permanent est toujours sujet aux règlements du lieutenant-gouverneur en conseil. Ce droit reste donc un droit précaire et temporaire. Il n'y a rien de changé, si ce n'est que, quand arrivera le 30 avril, pour se conformer aux dispositions de l'article 361 du Code civil d'enregistrer les hypothèques et droits réels, le concessionnaire ne sera pas obligé de renouveler l'enregistrement, s'il renouvelle son permis expiré dans les délais et satisfait aux exigences du ministère.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre disait tantôt que la permanence dont il est parlé dans le nouveau bill a pour but de rendre le droit de coupe plus permanent. Il nous dit maintenant qu'il ne s'agit plus que d'enregistrement pur et simple. Le ministre devrait savoir pourtant que ce bill va modifier de fond en comble notre administration forestière. Car auparavant, les concessionnaires n'ont jamais eu le droit d'hypothéquer les terres de la couronne, et je défie qu'on trouve un article, un seul mot, dans la loi actuelle ou passée qui le permette.

Dorénavant, les concessionnaires auront ce droit, c'est toute la raison du bill. C'est pour cela qu'on décrète la permanence des droits de coupe. Du moment que les compagnies concessionnaires auront enregistré sur notre domaine public leurs débentures, hypothèques, droits réels, cette hypothèque est permanente, absolue, tant que la compagnie se conformera aux conditions des règlements. Nous aurons l'occasion d'en reparler. La loi n'est pas près d'être adoptée.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Elles avaient ce droit auparavant.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Citez-moi un seul mot dans la loi qui autorise et reconnaisse ces

hypothèques sur les biens de la Couronne. Et en supposant que le ministre aurait raison, ce qui n'est pas le cas, le nouveau bill ne créerait donc pas un nouvel état de choses, comme le ministre l'a déclaré tantôt. D'ailleurs, même si le concessionnaire a violé la loi même, n'a pas payé pendant deux ou trois ans, le ministre peut renouveler le permis, et le concessionnaire a les mêmes droits que s'il n'avait jamais violé la loi.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Il avait ce droit avant.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, pourquoi une nouvelle loi si rien n'est changé? Mais c'est tellement changé que le ministre a expliqué que c'était pour prévoir le cas d'intrusion du domaine forestier pendant les interrègnes, entre l'expiration d'un droit de coupe et l'octroi du droit de coupe suivant. On pourra donner le permis pour toutes les années à venir. Si le concessionnaire ne paye pas, il n'est plus concessionnaire. C'est la couronne. Ce qui intéresse le ministre, c'est le concessionnaire à qui on perpétuera ses droits, même s'il est en défaut.

Le ministre ajoute que la colonisation ne sera pas plus entravée qu'autrefois, alors qu'il affirme que son bill décrète que les concessions pourront être grevées d'hypothèques pour des centaines de millions, et qu'il vient dire que le permis originaire pour tant de limites se continue ininterrompu par un renouvellement automatique, du moment que les règlements sont observés. Mais c'est une contradiction insoutenable.

Le ministre sait d'ailleurs pourtant bien que son département est soumis humblement aux concessionnaires forestiers, que ces derniers, dans de grands gestes, ne remettent des lots pour colonisation que lorsque tout le bois a été coupé et qu'à la condition que le gouvernement leur donne en retour des lots richement pourvus, garantis par des réserves forestières décrétées spécialement par arrêtés ministériels.

On a adopté des arrêtés ministériels pour constituer des réserves forestières, sous prétexte de faire de la colonisation. On sait quel succès il a obtenu jusqu'ici. On sait que les terres accordées aux colons sont devenues stériles pour l'exploitation forestière et sont toutes dénuées de bois: il a été enlevé par le concessionnaire. Si donc, avant cette loi, la colonisation était paralysée, elle le sera encore bien plus avec la nouvelle loi qui décrète non seulement la permanence des droits de coupe, mais hypothèque nos domaines forestiers. La permanence

précaire et temporaire, comme dit si bien le ministre. Maintenant, quels sont les avocats américains qui ont demandé cette loi?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Mon honorable ami a beaucoup d'imagination. Il cherche à voir dans cette loi un danger qui n'existe pas. Car, encore une fois, le permis est donné pour 12 mois et est renouvelable, mais suivant les règlements du lieutenant-gouverneur en conseil. La loi n'est pas nouvelle d'ailleurs. Car la loi de la province dit que nul permis n'est accordé pour 12 mois, mais suivant les règlements faits de temps à autre par le lieutenant-gouverneur en conseil. La loi existe depuis 35 ans au moins.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça existe si peu depuis 35 ans, ce renouvellement automatique dont parle le ministre, que la Cour suprême, en 1927, par le juge Duff, décrète que ce droit n'a jamais existé, que le droit du concessionnaire est essentiellement précaire. À chaque permis, c'est un nouveau droit qu'il obtient et non un renouvellement ou une continuation du permis. Tellement que l'on a amendé la loi en 1928 pour pourvoir à ce cas.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

J'ai tout expliqué à mon honorable ami tantôt. J'ai expliqué que, avant 1927, les règlements donnaient droit au renouvellement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, car la Cour suprême a déclaré ces règlements *ultra vires*. Vous affirmez que ce droit de renouvellement existait depuis 35 ans en vertu de la loi. Or, regardez la loi de 1925⁹ et tout ce que vous trouvez, c'est ceci: "Nul permis ne doit être ainsi accordé pour une période plus de 12 mois", et c'est tout. Je vous demande alors de déclarer à la Chambre que vous vous êtes trompé. Je demande au ministre de faire une déclaration à cet effet.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Que mon honorable ami regarde l'article 68, 1925, et il verra que le permis est pour une durée de 12 mois et que le lieutenant-gouverneur a le droit de faire tous les renouvellements qu'il juge à propos.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il ne s'agit pas d'accorder un droit, mais de le renouveler.

M. Taschereau (Bellechasse): Avant de discuter la nouvelle loi, il faut voir l'ancienne. En

pratique, la nouvelle loi ne change pas grand-chose à la situation. En vertu de l'article 70, tel qu'amendé en 1928¹⁰, un permis est accordé pour une période de 12 mois, mais il peut être renouvelé par le lieutenant-gouverneur en conseil sans interruption. Un ministre ne peut refuser de renouveler un permis de coupe à un concessionnaire, si ce dernier s'est conformé aux règlements. Le concessionnaire a droit au renouvellement jusqu'au 1^{er} septembre de l'année courante.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, si le concessionnaire forestier a un droit au renouvellement et que le ministre ne puisse le refuser, et que ce renouvellement en vertu de la nouvelle loi soit la continuation du permis originaire, qu'arrive-t-il à la colonisation? Comment pourra-t-on pourvoir à ses besoins?

M. Taschereau (Bellechasse): Il s'agit de savoir si le permis renouvelé dans les délais légaux, chaque année, constitue un titre nouveau chaque année. C'est clair, en vertu de l'article 2081 du Code civil, que ce titre est nouveau chaque année, puisqu'il revient dans les mains de la couronne. La nouvelle loi dit simplement que le permis est renouvelable tous les 12 mois, mais si ce renouvellement est fait, alors le titre renouvelé devient une continuation du titre acquis et lui assure une certaine permanence.

L'enregistrement n'est pas requis dans ce cas-là. Le gouvernement ne perd aucun de ces droits de retrait si le concessionnaire ne remplit pas ses obligations. Il n'y a pas d'effet rétroactif dans la loi. Avec l'amendement, le porteur d'obligations ne sera plus menacé comme autrefois. On veut clarifier la situation par cette loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La déclaration de l'honorable député confirme en grande partie la mienne. Je le remercie de m'avoir donné raison sur un point important, à savoir que le droit de renouvellement du droit de coupe n'existe que depuis 1928, et non depuis 35 ans, comme le prétendait le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils). Si le concessionnaire a un droit absolu de renouvellement du droit de coupe, si les règlements sont observés, alors le droit en question n'est pas conditionnel.

D'ailleurs, le ministre disait que le lieutenant-gouverneur en conseil et le ministre pouvaient refuser de renouveler le permis. Le député de Bellechasse (M. Taschereau), lui, reconnaît le contraire. Le député de Bellechasse a tellement une

mauvaise cause qu'il s'est contredit au moins trois fois. Il dit que le concessionnaire qui paye a droit au renouvellement du permis. Le ministre ne peut pas refuser, et la colonisation restera paralysée. Ce n'est pas ce que le ministre disait.

Une chose certaine, c'est qu'il résulte de toutes ces déclarations que l'on a accordé déjà au concessionnaire des droits tels que, sur paiement des droits de coupe, le renouvellement est automatique. Alors, le concessionnaire n'a pas à accorder des terres pour la colonisation. Comment veut-on que la colonisation progresse? Tant que le concessionnaire paiera, ce seront autant de terres de la couronne qui seront fermées à la colonisation.

On dit que la loi ne change rien. Mais ce qu'on ne peut nier, c'est que, jusqu'ici, jamais personne n'a eu le droit d'hypothéquer légalement les biens de la couronne. Maintenant, avec le nouveau bill, on le pourra. Je défie quiconque de me prouver que le droit d'hypothéquer les terres de la couronne existe déjà.

Le ministre a dit en effet qu'on voulait créer un état de choses. Car, pour la première fois dans l'histoire de nos lois, le bill parle d'hypothéquer les limites forestières. C'est parce que le concessionnaire n'avait qu'un droit précaire, qu'il n'avait aucun droit d'hypothéquer qu'on le lui permet aujourd'hui et qu'on le mentionne spécifiquement dans la loi, et pour cause.

Je désire savoir qu'elle est la valeur des terres qui pourront être hypothéquées.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je pourrai le dire demain. Les compagnies ont fait des transports à des compagnies de fidéicommis, et c'est d'après ces transports que je pourrai donner un chiffre approximatif à mon honorable ami. Presque toutes les compagnies papetières sont dans le cas d'avoir fait ces transports.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'aimerais savoir à combien s'élèvent les débentures qui peuvent hypothéquer le domaine forestier.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Ça doit s'élever à \$280,000,000. Presque toutes les compagnies qui ont construit des moulins ont émis des obligations susceptibles d'être ainsi enregistrées comme hypothèques.

Ces compagnies ont émis des obligations qu'elles ont transportées en garantie en fidéicommis. Ces fidéicommis ont été enregistrés et les permis émis en conformité avec la loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Sous prétexte de garantir l'épargne du public et d'attirer le capital, le gouvernement invite les compagnies à hypothéquer notre domaine forestier pour \$280,000,000. Comment pourra-t-on alors en distraire des sections importantes pour des fins de colonisation, car on invoquera alors le même argument pour justifier un refus. Le ministre m'a promis la liste et je tiens à l'avoir. Quelles sont les compagnies qui ont émis ces débentures?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Les compagnies qui ont émis des obligations ont fait des transports conditionnels à des compagnies de trusts et les enregistrements ont été inscrits au ministère. Nous en avons eu une liste, et c'est ce qui nous a permis de donner le chiffre de \$280,000,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je voudrais savoir le nom d'une compagnie.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Parmi ces compagnies, il y a la Consolidated Paper, l'Ontario Paper, la MacLaren Paper, la Cie Price Brothers, l'International Paper, etc.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La Consolidated Paper, ce monstre financier, est une subsidiaire de la Canada Power & Paper qui a englouti des millions de l'épargne populaire. Le ministre sait-il qu'une partie des débentures de la Canada Paper, dont on veut hypothéquer le domaine public, représente le fruit d'opérations scandaleuses? Ainsi donc, non seulement la Canada Paper a été autorisée, sous le couvert des lois provinciales, et de la tolérance du gouvernement, à émettre des obligations pour plus que la valeur des biens possédés, mais, aujourd'hui, le ministre demande la permission d'hypothéquer le domaine de la couronne pour garantir l'exécution des manipulations véreuses de cette compagnie. Nos lois ont servi d'abri à ces manipulations honteuses, et voilà que notre domaine forestier va servir à en garantir le paiement.

Il y a quelques années, une couple de financiers ont acheté à prix réduit les parts de deux ou trois compagnies. Ils ont organisé avec cela la St. Maurice Valley Corporation, en mentionnant dans l'acte d'achat un prix beaucoup plus élevé que le prix payé, puis, on a revendu ces parts au public à un prix beaucoup plus élevé, et l'on a émis des débentures sur des biens moins élevés que la valeur des obligations émises, que le public a encore achetées. Le nouveau groupe aurait dû payer au gouvernement les primes de transfert, soit \$200,000, mais le gouvernement n'a rien exigé.

Le même groupe de financiers a acheté alors deux ou trois autres compagnies pour former la Canada Power and Paper. Dans l'acte de vente, on a majoré le prix réel payé, puis on a revendu les actions à gros prix et émis des débetures nouvelles, un capital soufflé, émis à la faveur de nos lois.

Ces amalgamations de compagnies ont réussi à faire perdre au gouvernement \$1,000,000 en droits de transfert, elles ont ruiné des milliers d'épargnants de la façon la plus éhontée. Et maintenant, on veut laver ce scandale, à même nos ressources naturelles, aux dépens de notre patrimoine public: bel épilogue pour couronner des manipulations aussi odieuses.

Tout cela s'est fait sous l'œil paternel du gouvernement. Et le premier ministre ne pourra pas dire le contraire. Lui-même n'a-t-il pas reproché aux papetiers, lors du banquet du trésorier provincial, le capital soufflé, les extravagances, etc.? Et c'est ça qu'on nous demande de garantir par une hypothèque sur les biens de la couronne, par des actes en fidéicommis, qui peut placer toutes nos limites entre les mains d'un seul individu, avec pouvoirs tels que le concessionnaire ne pourra exploiter les limites qu'avec son consentement, ainsi que le démontre un jugement de la Cour d'appel. Le gouvernement demande de consacrer les manœuvres frauduleuses dénoncées par des personnalités du Parti libéral. J'avais jusqu'ici conservé l'espoir que le gouvernement se ressaisirait et rejetterait de lui-même cette loi odieuse, mais il persiste à utiliser notre domaine forestier pour laver les scandales de surcapitalisation. On veut même hypothéquer notre domaine forestier pour ces trusts. On nous demande aujourd'hui de tout sanctionner. Je dis que le devoir de tout député est de faire tout en son pouvoir pour combattre cette mesure inique et funeste.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Mon honorable ami n'est pas sérieux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends que le premier ministre n'aime pas cela.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Non, cela me fait de la peine. (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre devrait plutôt prendre de la peine pour la province à cause du projet de loi qu'il propose. Je dis que la Chambre doit s'opposer à une loi aussi antinationale. Je prendrai tous les moyens à notre disposition pour empêcher cette loi funeste et néfaste.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Mon honorable ami me permettra de lui dire, en toute amitié, qu'il ne s'est pas fait honneur ce soir. Je n'ai jamais entendu discuter une question aussi sérieuse dans un pareil esprit. Je pourrais même dire autre chose, mais je ne le dirai pas.

Il y a deux choses à considérer dans le projet actuel. Premièrement, la nécessité de la loi, et deuxièmement, si nous nous éloignons de la loi actuellement existante. Premièrement, la nécessité de la loi. Les compagnies d'exploitations forestières sont venues s'établir dans la province de Québec et elles veulent y vivre.

Je vous le demande, quelles sont les compagnies qui vont construire des usines, qui exécuteront des travaux, qui exploiteront la forêt, si elles ne peuvent pas compter sur les limites forestières, si elles ne peuvent tabler sur la matière première pour faire tourner les roues de leurs usines? Sans le bois, elles ne peuvent pas vivre. Elles ont besoin de ce bois, et elles ont besoin de construire des usines pour le traiter. Or, ces usines de bois de papier coûtent très cher.

Toutes les compagnies vendent des obligations au public pour se procurer le capital nécessaire à leur exploitation. Le public achète ces obligations, à condition qu'elles soient garanties. Ce sont les limites qui les garantissent. Sans ces garanties, les obligations ne pourraient pas se vendre et les compagnies ne pourraient pas exploiter leurs limites. Cette façon de procéder n'est pas particulière à la province de Québec. Elle existe partout, dans toutes les provinces de la Confédération.

Quel que soit le montant des hypothèques - qu'il soit de \$1,000,000 ou \$1,000,000,000 - le principe reste le même. En autant qu'une compagnie remplit ses obligations envers la couronne et qu'elle paie ses rentes et ses droits de coupe, elle a droit de renouvellement de son permis d'exploitation forestière.

Elle ne court aucun risque tant et aussi longtemps qu'elle respecte ses obligations envers la couronne. Si elle ne remplit pas ses obligations, les terres redeviennent, automatiquement, propriété de la couronne.

Pas une compagnie ne voudrait venir s'établir dans Québec si elle ne pouvait compter sur ses limites forestières que pendant une période de 12 mois. Elles ne pourraient pas émettre d'obligations et obtenir du capital. Nous avons eu l'avis des avocats étrangers à ce sujet, qui nous ont dit: Sans l'assurance que nous pourrions rester sur nos limites tant que nous paierons nos droits et remplirons nos obligations, nous ne pouvons procéder.

Prenez par exemple le cas de la compagnie Price Bros. qui est actuellement en voie de se réorganiser avec du capital anglais. Les organisateurs m'ont déclaré: À moins que nous puissions compter sur la permanence de nos droits de coupe aussi longtemps que nous remplirons nos obligations, il est inutile pour nous de songer à la réorganisation. Il est d'ailleurs bien inutile de dire tout cela. Tout le monde comprend facilement.

Je suis certain que mon honorable ami, le chef de l'opposition, le comprend lui-même, car il est trop intelligent pour ne pas comprendre. On accorde ces droits en Ontario, et nous ne les accorderions pas ici? Allons-nous dire que les compagnies qui viendront s'établir au Québec n'auront pas droit à leurs titres pour une période ne dépassant pas 12 mois?

La loi actuelle, qui régit l'administration des Terres et Forêts, dit que les permis de coupe sont renouvelables tous les ans, le 30 avril, et que les compagnies ont jusqu'au 1^{er} septembre de l'année courante pour les renouveler. Cette loi donne donc au ministre le droit de renouveler les permis de coupe tous les ans. Ces règlements existent depuis 1910, donc depuis 24 ans.

Il n'y a donc pas de différence avec la loi actuelle qui dit la même chose. Nous n'accordons pas aux compagnies la permanence de leurs droits de coupe. Nous disons tout simplement que la compagnie qui remplira ses obligations verra son permis renouvelé automatiquement chaque année. La minute où elle faillira à ses obligations, ses terres retomberont entre les mains de la couronne.

D'ailleurs, ces règlements encore existants, ce n'est pas nous qui les avons faits, ce sont les bleus! Si mon honorable ami veut consulter le Statut 32 Victoria, de 1869¹¹, il verra que le ministre a toujours eu, depuis cette époque, le pouvoir de renouveler les permis chaque année, pour un certain nombre d'années.

Que dit la loi de la province d'Ontario? Elle déclare que le permis est émis pour 12 mois et qu'il est renouvelable indéfiniment, sauf pour les permis émis depuis 20 ans, et que ces permis sont émis pour une période de 5, 10, 15, et 20 années et plus. À l'expiration de ces délais, le ministre peut encore prolonger la durée du permis, s'il le juge à propos.

Il n'est pas ici question de la Chambre ou du lieutenant-gouverneur en conseil, mais du ministre! Personne ne se scandalise. Voilà comment une province qui comprend ses intérêts procède, voilà comment elle doit agir envers le capital et l'industrie pour le bénéfice de sa population, si elle veut attirer

chez elle les capitalistes qui donneront de l'emploi à ses citoyens.

Je vois mon honorable ami si nous disions que, tous les ans, les licenciés, les propriétaires, les compagnies, seront obligés de venir se traîner aux genoux du ministre pour faire renouveler leurs droits. Mon honorable ami serait scandalisé. Il y a des millions d'investis dans la province de Québec, ces millions d'obligations sont détenus par nos gens et, par un trait de plume, le ministre pourrait annuler leurs droits?

Allons-donc! Qu'est-ce qui est préférable? Est-ce mieux de mettre nos industries forestières à la merci du ministre? Nous en avons un bon aujourd'hui. Quand nos amis seront au pouvoir, on ne sait quelle sorte de ministre des Terres et Forêts ils auront. (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça ne pourra pas être pire. (Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-il mieux de placer toutes nos compagnies de bois à la merci du ministre et de les obliger tous les ans à renouveler leurs contrats ou bien de leur dire: Nous allons vous assurer la continuité des droits de coupe - mon ami n'aime pas le mot "permanence" - à condition que vous respectiez les contrats que vous avez passés avec la couronne. Et tant que vous respecterez votre contrat, vous aurez droit à l'opération de vos limites et les porteurs de vos obligations n'auront rien à craindre. Nous voulons faire comme Ontario.

Il est bien évident que nous n'envisageons pas le problème du même œil des deux côtés de la Chambre, mais si l'on veut se rendre compte de l'intérêt de la province, on constatera que le bill actuel ne va pas beaucoup plus loin que la loi qui nous régit présentement, et qu'elle va beaucoup moins loin que celle de l'Ontario.

Les compagnies forestières ont des limites à bois dans presque tous les comtés de la province. Si cette loi ne passe pas, les compagnies seront obligées de venir ici tous les ans renouveler leurs contrats. Ces renouvellements coûtent des milliers de dollars en frais d'enregistrement. De cœur gai, allons-nous les soumettre à un régime qui fait exception à celui des autres provinces?

À un régime que je qualifierai de tory? Non. Malgré l'appel chaleureux fait à la Chambre par mon honorable ami qui lui a demandé de ne pas voter pour cette loi, je ferai à mon tour un appel semblable en faveur de la loi, et je demanderai non seulement à la Chambre, mais à la population bien

pensante de la province, d'accepter cette mesure, et je sais qu'elle nous donnera raison.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre dit que les concessions forestières doivent être permanentes. Cela démontre que l'on continuera à paralyser la colonisation qui n'aura plus jamais rien de notre domaine forestier.

Les limites, d'après le premier ministre, sont la base, la matière essentielle de l'industrie; il ajoute que ces limites doivent rester en possession des concessionnaires. Car si l'argument, qu'il faut protéger notre épargne, vaut pour constituer l'hypothèque sur les biens de la couronne, il vaudra encore plus pour la maintenir. Le premier ministre a dénoncé les bleus et il s'en autorise aujourd'hui. Ce ne sont pas les détenteurs d'obligations canadiennes qui demandent des privilèges, ce sont les avocats américains. J'ajouterai que, lorsque le premier ministre dit qu'il faut aller un peu plus loin, cela veut dire qu'on va aller très loin.

Maintenant je demande au ministre quelle est l'étendue des concessions forestières sur lesquelles les compagnies ont droit d'émettre des obligations?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Je n'ai pas de chiffres. Mais toutes les compagnies - elles détiennent 80,000 milles - ont le droit de le faire si elles remplissent leurs obligations. Je promets toutefois de vous donner ces renseignements.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne mets pas en doute l'intégrité du ministre, mais je condamne fermement l'administration de son département.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 10 h 50.

NOTES

1. *L'Événement* précise que c'est M. Vautrin, l'Orateur suppléant, qui donne la parole à M. Gagnon, ce qui voudrait dire que M. Bouchard a dû quitter le fauteuil présidentiel. Celui-ci sera

pourtant de retour à la reprise de la séance, après la suspension.

2. Dans leur édition du 22 mars 1934, *La Presse*, à la page 12, et *L'Action catholique*, à la page 11, mentionnent 1,492 demandes. *La Terre de chez nous* du 28 mars 1934, à la page 3, indique également le même nombre.

3. Dans leur édition du 22 mars 1934, *La Presse*, à la page 12, et *L'Action catholique*, à la page 11, mentionnent 335 prêts accordés, alors que *La Terre de chez nous* du 28 mars 1934, à la page 3, indique plutôt 325 prêts.

4. Dans leur édition du 22 mars 1934, *L'Action catholique*, à la page 11, *Le Devoir*, à la page 8, *La Presse*, à la page 11, ainsi que *La Terre de chez nous* du 28 mars 1934, à la page 3, écrivent tous 135,000 cultivateurs.

5. Dans leur édition du 22 mars 1934, *L'Action catholique*, à la page 11, *Le Devoir*, à la page 8, *La Presse*, à la page 11, ainsi que *La Terre de chez nous* du 28 mars 1934, à la page 3, rapportent 190,000 cultivateurs.

6. En ce qui concerne la valeur des hypothèques au Québec, dans leur édition du 22 mars 1934, *L'Action catholique*, à la page 11, *Le Devoir*, à la page 8, *La Presse*, à la page 11, et *La Terre de chez nous* du 28 mars 1934, à la page 3, écrivent \$77,000,000, tandis que *The Chronicle-Telegraph* du 22 mars 1934, à la page 3, et *La Patrie* du même jour, à la page 18, indiquent plutôt \$877,000,000.

7. On comprend mieux cette question ironique du premier ministre aux députés de l'opposition, lorsqu'on jette un coup d'œil à l'ordre du jour. L'opposition y avait inscrit tout près de 60 questions. Il en reste donc, au *Feuilleton*, encore une vingtaine à répondre.

8. *La Presse* du 22 mars 1934, à la page 12, écrit "avant 1921".

9. Loi concernant les terres et les forêts publiques, S.R., 1925, chapitre 44.

10. Loi modifiant la loi des terres et forêts (18 George V, 1928, chapitre 27).

11. Acte concernant la vente et l'administration des terres publiques, 32 Victoria, 1869, chapitre XI.

Séance du jeudi 22 mars 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Travaux de la Chambre:**Ajournement pour le congé de Pâques**

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, les journaux nous annoncent que la session sera ajournée au 20 avril¹. Le Conseil législatif est ajourné jusqu'au 4 avril.

L'opposition s'est montrée coopérative afin que les travaux se déroulent rapidement. Je prie l'honorable premier ministre de bien vouloir nous dire quelles sont les intentions du gouvernement à ce sujet.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'aurai l'occasion de m'entendre avec mon honorable ami au sujet de l'ajournement de Pâques. Il n'y a rien de décidé encore. Notre intention était de siéger mardi et mercredi de la semaine prochaine, la Semaine sainte, peut-être jeudi matin, et d'ajourner ensuite au mardi de Pâques.

Toutefois, il n'y a encore rien de définitif et rien ne sera fait avant que nous ayons consulté mon honorable ami. On peut toutefois être assuré que les vacances ne dureront pas jusqu'au 20 avril.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 117 concernant l'adoption de Rosa Mongrain;
- bill 118 modifiant la charte de la Corporation de crédit et d'entrepôt.

Et le bill suivant a été rejeté:

- bill 178 modifiant le Code civil relativement aux ventes à tempérament.

Code municipal, article 112

M. Bédard (Québec) demande, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Saurette), la permission de présenter le bill 194 modifiant l'article 112 du Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 41 autorisant l'organisation d'une loterie pour fins éducationnelles et d'assistance publique.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 18 modifiant la loi des convictions sommaires de Québec concernant les comparutions.

Comparutions

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 18 modifiant la loi des convictions sommaires de Québec concernant les comparutions. Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Questions et réponses:**Sommes dues à des entrepreneurs du ministère de la Voirie, 1933 et 1934**

M. Bêique (Chambly): Quelles étaient les sommes dues à chacun des entrepreneurs du ministère de la Voirie: a. Au 1^{er} mars 1933?

b. Au 1^{er} mars 1934?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): (Voir la liste à la page suivante)

a.	Pacifique Baillargeon	\$ 15,586.15
	Canadian Rock Products.....	134,611.42
	Cie des ingénieurs entrepreneurs.....	15,491.87
	Eastern Townships Paving Co.....	12,895.24
	A. Janin & Cie	88,202.16
	A. Laurendeau & Cie	4,598.52
	Emery Massicotte	8,120.06
	Macurban Asphalt Ltd.	191,704.75
	Raymond, McDonell & Cie.....	151,152.25
	Quebec Paving Co.	38,612.44
	E.-R. Truchon	12,492.21
	P. Fournier	100.00
	Roberge & Marcotte	4,529.53
	Bitumen Products Corporation.....	6,759.18
	Kennedy Construction Co.	54,897.93
	H. J. O'Connell.....	11,203.32
b.	A. Janin & Cie	61,438.71
	Macurban Asphalt Ltd.	62,123.25
	Laganière, Houde & Cie.....	6,943.83
	E.-R. Truchon	41,633.01
	Canadian Rock Products.....	68,829.35
	Raymond, McDonell & Cie.....	89,629.92
	Bitumen Products Corporation.....	34,494.30
	A. Laurendeau & Cie.....	1,371.61
	Nap. Trudel & fils.....	19,867.16
	Armand Sicotte.....	5,575.81
	H. Marchessault & fils.....	22,657.64
	Eastern Townships Paving Co.....	8,629.64
	Laflamme & Laflamme	1,970.67
	The Barrett Co.	9,853.00
	P.-E. Maillet.....	4,669.09
	Provincial Construction Co.	2,568.23
	Kennedy Construction Co.	7,532.45

Bourses pour suivre des cours à Paris

M. Barré (Rouville): 1. Combien ont coûté à la province les bourses octroyées pour aller suivre les cours additionnels à Paris en vertu de 10 George V, chapitre 9, depuis la date de la sanction de cette loi jusqu'au 31 décembre 1933?

2. Combien d'élèves en ont bénéficié?

3. Combien de ces bénéficiaires sont établis ou occupés dans la province de Québec?

4. Combien sont restés ou retournés en Europe?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. De 1920 à 1933 inclusivement, la somme de \$633,450 a été payée aux élèves qui sont allés suivre des cours additionnels à l'étranger.

2. 226 élèves en ont bénéficié.

3. La quasi-totalité.

4. Le gouvernement n'a pas ce renseignement.

Coût des travaux de voirie 1930-1933

M. Bêique (Chambly): Combien ont coûté à la province tous les travaux de voirie faits dans la province:

a. Du 1^{er} avril 1930 au 31 octobre 1930 inclusivement?

b. Du 1^{er} avril 1931 au 31 octobre 1931 inclusivement?

c. Du 1^{er} avril 1932 au 31 octobre 1932 inclusivement?

d. Du 1^{er} avril 1933 au 31 octobre 1933 inclusivement?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): a. \$12,241,318.82.

b. \$18,332,544.18.

c. \$9,597,207.66.

d. \$6,193,730.07.

Loi de l'instruction publique

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 60 modifiant la loi de l'instruction publique. Les amendements sont lus une deuxième fois, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Ajustement des réclamations d'assurance

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution relative au bill 6 modifiant la loi des assurances de Québec en ce qui regarde l'ajustement des réclamations. La résolution est lue une deuxième fois sur division et adoptée sur division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 6 modifiant la loi des assurances de Québec en ce qui regarde l'ajustement des réclamations.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité²:

Le comité étudie l'article 142a, introduit par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"142a. Dans la présente section, les mots "estimateur expert", désignent la personne, société ou corporation qui entreprend ou effectue, ou sollicite, ou offre d'entreprendre ou d'effectuer, moyennant rémunération, l'évaluation d'une perte ou d'un dommage en vertu de tout contrat d'assurance passé dans cette province, à l'exclusion de l'assurance sur la vie, mais ne comprend pas l'avocat, le notaire ou le médecin usant des prérogatives de sa profession, ni l'employé régulier et ni l'agent qui a placé le risque, lorsque autorisé par l'assureur, dans le cas de réclamations minimales, ni la personne qui remplit la fonction d'arbitre en vertu des dispositions de la présente loi."

L'article, ainsi amendé, se lit désormais comme suit:

"142a. Dans la présente section, les mots "estimateur expert", désignent la personne, société ou corporation qui entreprend ou effectue, ou sollicite, ou offre d'entreprendre ou d'effectuer, moyennant rémunération, l'évaluation d'une perte ou d'un dommage, en vertu de tout contrat d'assurance passé dans cette province, à l'exclusion de l'assurance sur la vie, mais ne comprend pas l'avocat, le notaire, l'architecte, l'ingénieur civil ou le médecin usant des prérogatives de sa profession, ni l'employé régulier et ni l'agent qui a placé le risque, lorsque autorisé par l'assureur, dans le cas de réclamations minimales, ni la personne qui remplit la fonction d'arbitre en vertu des dispositions de la présente loi."

Le comité étudie l'article 142g, introduit par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"[[142g. L'honoraire d'une licence d'estimateur expert doit être celui que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu des dispositions de l'article 278 de cette loi.

"La licence peut, à la discrétion du surintendant des assurances, être ensuite renouvelée annuellement, sur paiement d'un honoraire semblable pour chaque renouvellement.]]"

L'article est amendé et les mots suivants sont ajoutés à la fin du premier paragraphe:

"En aucun cas, cet honoraire n'excédera dix dollars."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement veut, une fois de plus, protéger le gros, au détriment du petit. Ce sont les compagnies d'assurances qui ont demandé cette loi, compagnies dont les intérêts sont naturellement opposés à ceux des assurés. Ces compagnies sont organisées pour se défendre et n'ont pas besoin de l'intervention de la Législature.

Les ouvriers, les sinistrés en général, sont satisfaits de la situation actuelle. Par la présente législation, on va favoriser la formation de trusts d'estimateurs. De plus, on va pouvoir exercer du favoritisme politique.

L'honorable M. Stockwell (Brome): C'est le public en général que l'on veut protéger et non les compagnies d'assurances. Il est de nombreux cas où les assurés ont été honteusement exploités.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Ce ne sont pas les assurés qui ont demandé cette loi, ni les ajusteurs publics. Ce sont les compagnies d'assurances qui vont ensuite s'efforcer de contrôler les ajusteurs publics au détriment des assurés. Ce bill désavantage les petits propriétaires qui ne peuvent retenir les services d'experts. Ils seront laissés à la merci d'ajusteurs licenciés nommés par le gouvernement. Les unions se sont prononcées contre le bill, car on pense que les ouvriers pourraient en souffrir. Pourquoi le gouvernement intervient-il?

L'honorable M. Stockwell (Brome): Le seul changement a pour but d'obliger un ajusteur à se munir d'un permis. Toutes les précautions ont été prises pour protéger les intérêts de toutes les parties concernées. Le fait que les ajusteurs soient licenciés fera en sorte d'accroître la protection du public.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nos amis ne sont pas raisonnables. Le bill a été étudié en comité et les intéressés étaient représentés. On a apporté quelques amendements au bill, mais tous étaient d'accord, satisfaits de ces amendements et s'étaient entendus pour approuver le projet. Cette loi est faite dans le but de protéger le public.

Dans le passé, certains ajusteurs de réclamations - n'importe qui pouvait se dire ajusteur - faisaient accepter un certain montant d'indemnité par l'assuré, faisaient par contre verser une indemnité beaucoup plus élevée à l'assureur et c'étaient eux les vrais bénéficiaires.

Nous voulons connaître les ajusteurs et ne pas laisser les sinistrés à la merci de n'importe qui se prétendant ajusteur, dans le cas des réclamations.

Nous voulons qu'ils ne prennent pas plus de 10 % aux sinistrés pour régler ces réclamations. Il est juste que les ajusteurs d'assurances soient munis de permis, afin d'éviter qu'une nuée d'ajusteurs aillent faire des évaluations dans un incendie.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le projet donne trop de pouvoirs au lieutenant-gouverneur en conseil au sujet des permis aux ajusteurs. Les assurés perdent, par cette loi, la faculté de choisir leurs ajusteurs.

Même avec les amendements apportés par le comité des bills publics, ce bill restreint les droits des petits propriétaires en cas de feu. Il permettra aux compagnies d'employer des experts au meilleur coût possible pour estimer les dommages. On cherche à protéger les compagnies.

On ne s'occupe jamais de ceux qui se sont fait exploiter par les grandes compagnies par le mouillage des stocks, mais l'on s'empresse de satisfaire les compagnies aussitôt qu'elles font une demande.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je voudrais bien vous voir au pouvoir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça me fait bien de la peine, mais ça va venir bien vite. (Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Eh bien, tant mieux pour vous! (Rires)

M. Béique (Chambly): Ce ne sont pas les petits ajusteurs qui ont demandé le changement, ce sont les gros.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne sais pas si les avocats qui étaient au comité représentaient les gros ajusteurs ou les petits, mais ils se sont si bien entendus que cela avait l'air d'une "love affair".

M. Béique (Chambly): Je veux savoir si le ministre a reçu plusieurs plaintes concernant le système actuel.

L'honorable M. Stockwell (Brome): Seulement une plainte a été reçue. Il donne en anglais des renseignements sur la portée des divers articles de la loi.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): L'honorable trésorier pourrait-il parler en français?

L'honorable M. Stockwell (Brome)³: Je vais faire de mon mieux. (Il continue ses explications en français.)

L'amendement est adopté.

L'article 142g, ainsi amendé et introduit par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

Le comité étudie l'article 142i, introduit par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"142i. Aucune commission ou rémunération ne peut être payée à d'autres personnes qu'à un estimateur expert dûment licencié, et toute contravention à la présente disposition constitue une infraction, et la personne qui s'en rend coupable encourt la pénalité prescrite à l'article 143.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le public s'est fait exploiter dans le passé par des prétendus ajusteurs. Ou bien nous devons laisser la profession libre comme autrefois - et tout le monde risquera d'être exploité - ou bien nous devons licencier les ajusteurs afin de protéger le public. Il pourra peut-être y avoir de petits inconvénients, mais pas autant qu'avec le système actuel. Il est absolument nécessaire de créer un permis pour les ajusteurs.

M. Barré (Rouville): La clause est vexatoire. Si un voisin est victime d'un incendie et que je lui rende service en ajustant sa réclamation, il n'a pas le droit de faire un cadeau? On a tort de fermer ainsi toutes les professions.

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri): Rien, dans ce projet, n'empêchera un homme de consulter n'importe qui, son cousin, un ami, par exemple, s'il le croit capable d'ajuster sa réclamation. Il a le droit de requérir ses services. S'il est satisfait, il a parfaitement le droit de lui faire un cadeau.

MM. Sauvé (Deux-Montagnes), Barré (Rouville), Bertrand (Saint-Sauveur): Non!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) et l'honorable M. Stockwell (Brome): Oui!

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri): Mais, pour faire évaluer les pertes subies dans un incendie, il faut un évaluateur expert. Je suis du métier⁴ et je considère que le projet de loi est très raisonnable.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Il faut protéger le public des petites classes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
C'est justement ce que nous voulons.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il est beaucoup question "d'ajuster une réclamation" dans ce projet. Le mot "ajuster" n'est pas français⁵.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je l'admets, mais c'est le mot dont on se sert dans toute la loi des assurances. Il y a évidemment des termes barbares dans les lois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a même des lois qui sont barbares. (Rires)

Il est proposé d'amender l'article en ajoutant après les mots "d'autres personnes" les mots "qui ajustent l'indemnité".

L'amendement est adopté.

L'article 142i, ainsi amendé et introduit par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

Le comité étudie l'article 142j, introduit par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"142j. Une licence d'estimateur expert peut être annulée par le surintendant des assurances, si, après une enquête dûment faite par lui ou par toute autre personne autorisée par lui, le surintendant des assurances en vient à la conclusion que cet estimateur expert a enfreint quelques-unes des dispositions de la présente section, ou qu'il a agi de connivence avec toute personne dans le but d'augmenter le montant des dommages à la propriété assurée, ou qu'il s'est rendu coupable d'un acte criminel légalement prouvé et suivi d'une condamnation finale par un tribunal compétent, et la personne dont la licence a été ainsi annulée, ne peut obtenir de licence, en vertu de la présente section, pendant les deux années qui suivent cette annulation.

M. Duplessis (Trois-Rivières) proteste contre la rigueur de la pénalité employée de \$20 à \$200 d'amende pour une première offense, et pour une deuxième, de trois à 12 mois de prison. Les pénalités sont exagérées. Dans la province, il y a tant de règlements qu'un homme n'est jamais sûr de n'en pas violer un. On est toujours menacé d'amendes par-ci, d'amendes par-là.

Il est proposé d'amender l'article en insérant, après les mots "d'augmenter", le mot "illégalement".

L'amendement est adopté.

L'article 142j, ainsi amendé et introduit par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Motions des députés:

Crédit agricole provincial

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 21 mars courant, sur la motion présentée par le député de Rouville (M. Barré) mercredi le 28 février dernier, proposant: Que,

Attendu que les argents fournis par le crédit agricole fédéral coûtent 6½ % d'intérêt, annuellement;

Attendu que le gouvernement de cette province peut se procurer l'argent à un taux moindre par l'établissement d'un système semblable à celui établi dans l'Ontario en 1922, sous le nom de "Ontario Savings Office";

Cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour instituer, dès cette année, un crédit agricole provincial alimenté en tout ou en partie par un système semblable à celui mentionné plus haut; et que l'octroi de 1½ % actuellement accordé en réduction du taux exigé par le crédit agricole fédéral devrait être appliqué à réduire le taux d'intérêt que coûteraient les argents ainsi obtenus par le gouvernement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, depuis que je siège en cette Chambre, j'ai pris part à tous les débats sur les questions agricoles. Petit-fils et neveu de cultivateur, fils d'un homme qui pendant toute sa carrière politique a défendu la cause de la classe agricole...

(Applaudissements à gauche)

... je reconnais que l'agriculture est à la base de notre vie nationale et peut seule maintenir nos belles traditions. Comme mon prédécesseur en cette Chambre, l'honorable M. Arthur Sauvé, je réclame un crédit agricole provincial. Le crédit agricole fédéral est insuffisant. Tout le monde, à l'exception de l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable

M. Godbout), reconnaît que le cultivateur souffre d'un manque de crédit.

Avons-nous actuellement un crédit agricole satisfaisant? Le système fédéral actuel de crédit agricole ne rencontre pas les besoins de l'heure et ne convient pas à la province de Québec. Il a été fait pour rencontrer les conditions dans tout le pays, mais en définitive, on favorise davantage les provinces de l'Ouest. Il ne peut s'adapter à notre manière de cultiver. Ce système ne rencontrera jamais nos besoins parce que l'on prête à 50 % de la valeur du fond de la terre et à 20 % de la valeur des bâtisses. Sur les grandes fermes de l'Ouest, ce système donne satisfaction: chez nous, la valeur des propriétés proportionnellement est beaucoup plus élevée que dans l'Ouest.

Le cultivateur a-t-il besoin de crédit? Tous admettent la nécessité d'un crédit rural, sauf peut-être le ministre de l'Agriculture. Je l'invite à répéter ici ce qu'il a dit ailleurs, à savoir que nos cultivateurs ne souffrent pas d'une insuffisance de crédit, mais d'une surabondance de crédit. Nous recevons des plaintes tous les jours de cultivateurs qui ont besoin de crédit agricole. Le crédit de nos agriculteurs a été entamé par toutes sortes de lois et de conditions particulières. Il convient de signaler les frais d'enregistrement excessifs, etc. Le taux d'intérêt fédéral est aussi trop élevé et ne peut satisfaire aux besoins de la classe agricole. L'agriculteur est à la veille d'abandonner sa terre, faute de crédit. Le temps est venu de donner un crédit aux cultivateurs. Il s'agit de trouver le meilleur système.

Je donne le crédit à l'honorable député de Rouville (M. Barré) qui veut améliorer le sort des cultivateurs. Mais on me permettra bien d'exprimer mon opinion sur le moyen de donner suite à son projet de crédit agricole provincial.

Est-il possible de donner suite à cette motion? Elle comprend deux parties. Premièrement, le député de Rouville a suggéré l'établissement d'un système, comme dans l'Ontario, où on a créé des caisses d'épargne pour trouver des fonds à assurer aux cultivateurs. Ce système ne peut être établi chez nous, car l'argent prêté ainsi appartient aux caisses d'épargne qui peuvent en réclamer le remboursement immédiat. Si nous voulions appliquer ce plan, nous rencontrerions immédiatement un obstacle sérieux. Nos caisses d'épargne doivent garder leur argent liquide. Il serait donc impossible de baser notre législation du crédit agricole sur un système de caisses d'épargne. Je n'ai pas confiance, non plus, aux caisses populaires Desjardins. Je ne crois pas que les systèmes de l'Ontario puissent être pratiques pour notre province.

La deuxième partie de la motion réclame l'application du système ontarien: une commission gouvernementale du crédit agricole, l'Ontario Agricultural Development Board. Cet organisme en est un de prêt, sous la forme d'une commission.

Je crois que l'on pourrait adopter ce système avec de légères modifications. Il faudrait une commission de prêt agricole dans Québec, qui aurait des pouvoirs moins limités que la commission de l'Ontario. La Commission du prêt agricole d'Ontario a le pouvoir de prêter à un cultivateur pour s'acheter une ferme, construire des bâtisses, faire disparaître les obligations grevant la ferme, acheter des animaux. Le prêt ne doit pas être consenti pour plus que 20 ans.

Si le gouvernement se décidait à créer une commission de prêt agricole, il devrait prolonger la durée du prêt. Si un cultivateur ne pouvait pas faire face à ses obligations, la commission pourrait le faire imposer avec ses créanciers. Toutefois, je ne veux pas que l'on copie exactement cette loi, mais on pourrait avoir une commission de trois à cinq membres qui pourrait étudier les demandes d'emprunt des cultivateurs. Elle aurait le pouvoir d'émettre des obligations dont le produit serait prêté aux cultivateurs, le gouvernement garantissant les obligations et payant les frais d'administration. L'argent serait prêté aux taux payés pour les obligations. Cette commission serait indépendante. On y prendrait un représentant des cultivateurs, des caisses populaires, deux hommes d'affaires et un homme de loi.

Des députés soulèvent des objections.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne crois pas que l'on devrait abandonner les cultivateurs que l'on dit noyés. La commission devrait avoir le pouvoir de négocier avec les créanciers de ces cultivateurs pour faire des arrangements profitables à tous les intéressés et en vertu desquels les cultivateurs noyés pourraient sortir de leur mauvaise situation.

M. l'Orateur, on parle beaucoup du retour à la terre par le temps qui court. Je ne crains pas d'affirmer que l'on dépense inutilement de fortes sommes si, à la fin de l'année, le nombre de ceux qui quittent la campagne pour la ville est plus considérable que le nombre des retours à la terre. Inutile de parler retour à la terre sans maintien à la terre. Le maintien à la terre ne peut se faire sans aider les cultivateurs obligés de vendre leurs fermes. Les deux politiques, de retour et de maintien, doivent donc marcher de pair. En aidant les cultivateurs actuellement dans un besoin pressant, on contribue à établir quelques fils de cultivateurs. Il est grand

temps que l'on fasse quelque chose, et je crois que le gouvernement a le devoir d'agir immédiatement avant que la session ne prenne fin. C'est un problème très urgent et je prie le ministre de l'Agriculture de ne pas se dérober à la tâche. J'espère que le gouvernement se décidera à doter notre province d'un système de prêt agricole sous le contrôle d'une commission indépendante.

J'ai l'honneur de proposer, secondé par l'honorable député de Chambly (M. Béique) l'amendement suivant à la motion en discussion:

Que tous les mots après le premier "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

"Considérant qu'il est urgent, pour les cultivateurs de notre province, de pouvoir se procurer, facilement et à bon compte, les fonds qui peuvent leur être nécessaires pour assurer la stabilité, le progrès et la prospérité de l'industrie agricole;

Considérant que le crédit agricole institué par le gouvernement d'Ottawa n'offre pas à nos cultivateurs, même avec la contribution du gouvernement de la province, les facilités et les avantages dont ils ont besoin;

Cette Chambre invite respectueusement le gouvernement de la province à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour instituer un crédit agricole sous le contrôle d'une commission indépendante offrant toutes les garanties d'impartialité et de compétence, possédant pour se procurer les fonds nécessaires, le pouvoir d'émettre des obligations garanties par la province, de façon à pouvoir faire aux cultivateurs qui offriront des garanties suffisantes, des prêts à un taux d'intérêt ne dépassant pas celui que la commission payera elle-même sur ses propres obligations."

M. Authier (Abitibi): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Plante), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.

Charte de Saint-Jérôme

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 84 modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme. Les amendements sont lus une deuxième fois, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Montreal Trust Company

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 modifiant la charte de la Montreal Trust Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Questions et réponses:

Prêt à la Société coopérative fédérée des agriculteurs, 1934

M. Élie (Yamaska): Relativement à l'autorisation accordée au ministre de l'Agriculture de se porter garant pour un prêt n'excédant pas \$60,000 par la Banque Canadienne Nationale à la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec, conformément à la loi 20 George V, chapitre 7, article 3, et approuvée par le lieutenant-gouverneur, le 9 janvier 1934, par un ordre en conseil portant le numéro 50:

1. Pendant combien de temps le ministre s'est-il porté garant de ladite somme?
2. Quel est le taux d'intérêt payé par ladite société?
3. Ladite société s'est-elle engagée à verser chaque année une somme déterminée pour amortir cette dette capitale? Dans l'affirmative:
4. À combien s'élève cette somme annuelle?
5. Pour quelle fin ce prêt a-t-il été contracté?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Du 13 janvier 1934, à date.

2. 6 %.
3. Non.
4. ...
5. Pour fins générales.

Prêt à la Société coopérative fédérée des agriculteurs, 1932

M. Élie (Yamaska): Relativement à l'autorisation accordée au ministre de l'Agriculture de se porter garant pour un prêt n'excédant pas \$100,000 par la Banque Canadienne Nationale à la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec, conformément à la loi 20 George V, chapitre 7, article 3, et approuvée par le lieutenant-gouverneur, le 18 août 1932, par un ordre en conseil portant le numéro 2800:

1. Pendant combien de temps le ministre s'est-il porté garant de ladite somme?
2. Quel est le taux d'intérêt payé par ladite société?
3. Ladite société s'est-elle engagée à verser chaque année une somme déterminée pour amortir cette dette capitale? Dans l'affirmative:
4. À combien s'élève cette somme annuelle?
5. Pour quelle fin ce prêt a-t-il été contracté?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Du 7 septembre 1932, à date.

2. 5½ % jusqu'au 1^{er} mars 1933; 6 % depuis cette dernière date.
3. Non.
4. ...
5. Pour fins générales.

Prêt à la Société coopérative fédérée des agriculteurs, 1931

M. Élie (Yamaska): Relativement à l'autorisation accordée au ministre de l'Agriculture de se porter garant pour un prêt n'excédant pas \$500,000, par la Banque Canadienne Nationale à la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec, conformément à la loi 20 George V, chapitre 7, article 3, et approuvée par le lieutenant-gouverneur, le 14 février 1931, par un ordre en conseil portant le numéro 453:

1. Pendant combien de temps le ministre s'est-il porté garant de ladite somme?
2. Quel est le taux d'intérêt payé par ladite société?
3. Ladite société s'est-elle engagée à verser chaque année une somme déterminée pour amortir cette dette capitale? Dans l'affirmative:
4. À combien s'élève cette somme annuelle?
5. Pour quelle fin ce prêt a-t-il été contracté?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Du 12 mars 1931, à date.

2. 5½ % jusqu'au 1^{er} mars 1933, 6 % depuis cette dernière date.
3. Non.
4. ...
5. Pour fins générales.

Immeubles saisis

M. Rhéaume (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 192 modifiant le Code de procédure civile concernant les immeubles saisis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Demandes de documents:

Rapport du sergent Turnbull sur la grève de Rouyn

M. Guertin (Hull) propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Barré), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie du rapport du sergent Turnbull, de la police provinciale, sur la grève des bûcherons qui a eu lieu à Rouyn, comté de Témiscamingue, au mois de décembre dernier.

Adopté.

Loi de pharmacie

M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 175 modifiant la loi de pharmacie de Québec.

Adopté.

En comité:

M. Barré (Rouville): Si je comprends bien le projet de loi, un marchand de campagne ne pourra pas vendre de drogues dont la vente sera prohibée par le lieutenant-gouverneur en conseil, ou qui ne seront pas brevetées.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous nous sommes entendus au comité des bills publics pour que le commerce des remèdes soit permis, sauf pour les médicaments qui peuvent mettre la vie humaine en péril.

M. Barré (Rouville): L'honorable premier ministre me donne-t-il sa parole que les marchands de campagne pourront nous vendre les remèdes dont nous nous servons pour les petites blessures, ce que nous appelons, en "canayen", les bobos?

Un député ministériel: Le mot "bobo" est très français.

M. Barré (Rouville): Mon voisin emploie de la teinture d'iode et moi de l'acide carbolique (phénol). Si nous voulons en acheter, nous ne pouvons aller chez le pharmacien de la ville. Si

l'honorable premier ministre me donne sa parole que nous pourrions acheter ces remèdes chez le marchand de campagne, je vote le projet de confiance.

M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie): Comme dans le passé, on laissera sûrement les épiciers et les marchands généraux vendre des produits pharmaceutiques, là où il n'y a pas de pharmacies.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je remercie l'honorable député de Rouville de la confiance qu'il me témoigne. Mais je suis un modeste avocat, un modeste politicien, et je ne puis garantir ce que les marchands pourront vendre. Toutefois, ce que je puis dire, c'est que le commerce est libre et que les marchands pourront vendre tous les remèdes qui ne seront pas contenus dans la liste approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

M. McDonald (Pontiac): Nous voulons que les marchands ruraux puissent vendre certains produits dont les cultivateurs ont toujours besoin.

M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie): La loi ne touche pas aux drogues. On veut, dit-on, permettre aux marchands ruraux de vendre de l'acide carbolique, alors que le pharmacien lui-même n'a pas le droit d'en donner à son client, sans avoir la signature de ce client. La vente de ces produits, comme la teinture d'iode, l'acide carbolique, l'huile de ricin, a toujours été défendue par d'autres que les pharmaciens, mais ceux-ci n'ont jamais sévi contre les marchands.

La loi ne vise que les remèdes brevetés. Les pharmaciens prétendent qu'il y en a qui contiennent du poison. Il a donc été décidé au comité des bills publics que l'Association des pharmaciens et les universités désigneraient au lieutenant-gouverneur en conseil les remèdes brevetés qui sont dangereux, afin que la vente par les marchands en soit prohibée. Je ne crois pas cependant que les marchands soient jamais poursuivis pour avoir vendu de l'huile de ricin.

M. McDonald (Pontiac): La loi défend aux marchands de vendre de l'acide carbolique, de la teinture d'iode. Si un marchand en vend, il paie l'amende. Je m'oppose à la loi pour cela. Nous avons lutté contre cette loi il y a deux ans et nous avons gagné. Je ne veux pas voir d'épée de Damoclès suspendue sur la tête des marchands. Lorsqu'il n'y a pas de pharmacien dans un village, le marchand qui vend ces remèdes s'exposerait à payer l'amende, si nous adoptons ce projet. Je demande la protection, surtout pour le marchand de campagne, où il n'y a

pas de pharmacie. Je demande au lieutenant-gouverneur en conseil, représenté par l'honorable premier ministre, de prendre l'avis de l'Association des marchands, lorsque sera préparée la liste des remèdes brevetés jugés dangereux par le comité, composé d'un représentant des universités Laval, Montréal, McGill, du Collège des médecins et de celui des pharmaciens.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'accepte la suggestion de l'honorable député de Pontiac. On nous a représenté que la profession de pharmacien, qui est très utile, se meurt dans la province de Québec. Il n'y a presque plus de prescriptions. On recommande maintenant des remèdes brevetés et de laisser le commerce de ces remèdes exclusivement à la pharmacie.

Nous avons voulu aider la profession de pharmacien en décrétant que la vente des remèdes brevetés jugés dangereux pour la société ou la vie humaine devrait être prohibée. Ceux qui sortent le mieux de cette discussion, ce sont encore les marchands. Je suis tout de même prêt à accepter la suggestion de l'honorable député de Pontiac. Elle est bonne, et si on veut bien nous désigner quelqu'un pour représenter les marchands, nous le consulterons.

M. Guertin (Hull): Les marchands ne devraient pas être ennuyés s'ils vendent de l'huile de ricin.

M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie): Les pharmaciens n'empêcheront pas les épiciers et autres marchands de vendre de l'huile de ricin.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'huile de ricin, personne n'en abuse. (Rires)

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) demande au comité de rapporter progrès puisqu'on veut proposer un amendement.

Le comité rapporte progrès.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Rapports du comité spécial:

Subside fédéral

L'ordre du jour appelle la prise en considération du premier rapport du comité spécial concernant le rajustement des subsides fédéraux.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant ledit rapport", étant mise aux voix, est adoptée sur division.

Le rapport est, en conséquence, adopté.

Motions des députés:

Subside fédéral

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. Bachand): Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur pour informer Son Honneur que cette Chambre a voté une adresse à Son Excellence le gouverneur général du Canada, relativement au rajustement des subsides fédéraux aux provinces et à la répartition des subventions et aides spéciales aux provinces, et pour prier Son Honneur de vouloir bien transmettre cette adresse à Son Excellence le gouverneur général du Canada.

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béïque), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 6 h 10.

NOTES

1. Dans leur édition du 22 mars 1934, *The Chronicle-Telegraph*, à la page 3, *Le Devoir*, à la page 3, *The Sherbrooke Daily Record*, à la page 1, et *Le Soleil*, à la page 3, évoquent plutôt le 10 avril comme date de la reprise des travaux, après le congé pascal. *The Chronicle-Telegraph* mentionne de plus que "c'est avec sarcasme que M. Duplessis aurait soulevé le 20 avril". Selon *L'Événement* du 23 mars 1934, à la page 3, les journaux auraient annoncé l'ajournement jusqu'au 20 avril, ce qui semble peu probable.

2. M. Joseph-Édouard Fortin (Beauce) préside le comité plénier.

3. *L'Événement* du 23 mars 1934, à la page 10, précise que M. Stockwell prononce cette phrase en français.

4. M. Joseph-Maurice Gabias est en effet agent d'assurances.

5. On suggérera pour remplacer "ajusteur", les mots suivants: évaluateur, estimateur et d'autres. *Le Devoir* du 23 mars 1934, à la page 8, souligne qu'on revient toutefois au mot "ajusteur", sans trop se soucier s'il est français ou non.

Séance du vendredi 23 mars 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 185 modifiant la loi du salaire minimum des femmes;
- bill 37 relatif à l'extension des conventions collectives de travail.

Le bill suivant a été rejeté:

- bill 176 modifiant la loi des agents de recouvrement relativement au cautionnement.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal. Votre comité désire recommander que ce bill soit imprimé de nouveau pour les membres de votre honorable Chambre.

Le rapport est adopté.

Demandes de documents:**Dépense du ministère de la Colonisation, comté de Yamaska, 1932-1933**

M. Élie (Yamaska) propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béique), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état indiquant: 1. Combien le ministère de la Colonisation a-t-il dépensé dans le comté de Yamaska du 1^{er} juillet au 20 juin 1933 inclusivement; 2a. Quels sont ceux qui ont bénéficié de ces argents octroyés par le ministère de

la Colonisation; b. Dans quelle paroisse résidait chacun d'eux; c. Quel montant chacun d'eux a-t-il reçu? Adopté.

Samuel Julius Smilovitz

Un député pour M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 119 permettant à Samuel Julius Smilovitz de changer son nom de famille en celui de Smiley.

Adopté.

En comité:

M. Samson (Québec-Centre): Je m'oppose à ce bill. On ne devrait pas le passer, au moins sans donner d'explications. Je me demande pourquoi on s'adresse à la Législature pour changer des noms. Nous en avons trop changé dans le passé.

Une voix: Nous n'en changeons pas, nous!

M. Samson (Québec-Centre): Qu'on nous donne des raisons valables!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons déjà été appelés à changer beaucoup de noms, dans les mêmes circonstances. Jamais personne ne s'est élevé contre cela. Ces messieurs veulent un nom canadien, je n'y vois aucun mal. Le comité ne s'est jamais opposé à une demande semblable.

M. Samson (Québec-Centre): Malheureusement.

M. Guertin (Hull): J'appuie les remarques de l'honorable député de Québec-Centre.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Un député pour M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Je suis opposé à ce projet.

M. l'Orateur: Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Max Schwartz

Un député pour **M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 120 permettant à Max Schwartz de changer son nom de famille en celui de Swards.

Adopté.

En comité:

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Explications.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est le même cas que celui que nous venons d'étudier.

M. Guertin (Hull): Si on changeait, par un bill, le nom de Parti libéral en celui de Parti conservateur.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Cela ne changerait pas la race.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): D'ailleurs, vous avez bien quitté le Parti conservateur sans bill. (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le Barreau a adopté une résolution à ce sujet. Je crois que nous devrions entendre le parrain du bill, qui n'est pas ici en ce moment. Nous ferions mieux d'attendre.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Emprunts de Saint-François-Xavier
de Chicoutimi**

M. Delisle (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 121 ratifiant certaines résolutions concernant les emprunts faits par les syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Delisle (Chicoutimi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Corporation de crédit
et d'entrepasage**

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 118 modifiant la charte de la Corporation de crédit et d'entrepasage.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Plante (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Adoption
de Rosa Mongrain**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 117 concernant l'adoption de Rosa Mongrain.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Ajustement des réclamations
d'assurance**

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 modifiant la loi des assurances de Québec en ce qui regarde l'ajustement des réclamations soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Permis de
coupe de bois**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au

bill 43 pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant.

En comité:

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par l'honorable M. Mercier fils (Châteauguay), et dont le texte se lit comme suit:

1. Qu'en vertu de l'article 34 de la loi des terres et forêts, Statuts refondus 1925, chapitre 44, tel que remplacé par la loi qui accompagne les présentes résolutions, il sera tenu dans le bureau des terres de la couronne, un registre en la forme jugée convenable par le ministre, dans lequel doivent être enregistrés sommairement:

1° À la diligence du ministre, les ventes, concessions, locations, baux ou permis d'occupation consentis sur les terres publiques, et pour lesquels des lettres patentes n'ont pas encore été octroyées;

2° À la diligence des intéressés.

a. Les cessions ou transports, consentis par les premiers acquéreurs ou concessionnaires, des droits qu'ils possèdent sur les terres publiques et les hypothèques et autres droits réels consentis par eux et affectant ces droits;

b. Les cessions, transports, hypothèques et les droits réels consentis par les héritiers ou ayants cause de tels premiers acquéreurs ou concessionnaires;

c. Les cessions ou transports effectués par le moyen de la vente faite sous l'opération du Code municipal pour taxes;

d. Les cessions ou transports effectués par le moyen de vente par autorité de justice, dans les cas où cette vente peut se faire légalement;

2. Que nul permis de coupe de bois ne sera accordé pour une période de plus de douze mois; mais que tout permis sera sujet à renouvellement conformément aux règlements faits de temps à autre par le lieutenant-gouverneur en conseil; que le renouvellement d'un permis en vertu des dispositions précédentes sera, en ce qui concerne les terrains visés par ce renouvellement, la continuation du permis originairement émis, et que le permis renouvelé, à l'égard de ces terrains, soit censé avoir existé sans interruption depuis la date de l'émission du permis originaire; que si, par suite de quelque inexactitude d'arpentage par suite de toute autre erreur ou cause quelconque, un permis se trouve comprendre des terrains déjà désignés dans un permis d'une date

antérieure, le dernier permis en date deviendra nul et de nul effet, en autant qu'il peut déroger à celui qui aura été accordé précédemment et que le possesseur ou propriétaire du permis ainsi devenu nul et de nul effet, n'ait aucun recours quelconque contre le gouvernement pour indemnité ou compensation à raison de cette annulation.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Lors du dernier débat, j'ai demandé au ministre la liste des obligations dont les compagnies pourraient hypothéquer les limites forestières. Le ministre a déclaré que la somme des hypothèques s'élevait à \$280,000,000.

Il m'a remis la liste hier et je constate que les terres de la couronne sont affectées par des débetures pour une somme de \$488,000,000¹. Quand nos limites seront grevées de \$500,000,000 aussitôt que les compagnies concessionnaires en auront obtenu le droit - reconnu par le présent bill - il est évident que nos limites seront grevées à perpétuité et que le mouvement de colonisation sera gravement entravé, car à toutes les demandes, on objectera que \$500,000,000 de l'épargne sont déjà insuffisamment garantis par ces limites.

En présence d'un chiffre aussi énorme, on comprend que ces terres vont être donc fermées à la colonisation parce qu'elles sont hypothéquées au bénéfice des compagnies. La liste affecte plusieurs comtés où l'on veut pousser la colonisation.

Dans toutes les provinces et tous les pays, le mouvement de retour à la terre prend de l'importance, parce que le colon aide à consolider l'agriculture et que le chômage diminue. Un éminent membre du clergé a fait cette affirmation.

C'est une méthode singulière d'aider à la colonisation et au retour à l'agriculture, à l'heure où il faudrait y pousser fortement pour diminuer le chômage, décongestionner les villes. L'hypothèque est un démembrement de la propriété et donc une atteinte à l'intégrité de la propriété.

Le bill accorde le droit d'hypothéquer nos limites forestières, non pas seulement jusqu'à concurrence de \$500,000,000, mais pour tout montant futur. Et chaque fois qu'on viendra demander de distraire de grandes étendues d'une limite forestière pour fins de colonisation, on invoquera la raison qu'on met en danger les droits des obligataires.

Et c'est tellement le cas que le premier ministre a avoué avant-hier que la limite à bois est la matière essentielle de l'industrie forestière qui ne saurait exister sans elle.

M. le président, je demande au gouvernement de ne pas insister pour que la Chambre adopte ce projet. Pourquoi aliéner de façon permanente plusieurs milles de nos forêts au bénéfice de spéculations éhontées? Pourquoi sanctionner les actes d'exploiteurs qui ont fait du mouillage de stocks?

Voilà deux ans qu'on retire ce bill, preuve qu'il n'était pas nécessaire à notre industrie. Il n'est pas meilleur cette année. Et pourquoi le premier ministre, qui avait présenté ce bill lui-même les deux premières fois en 1932 et 1933, le met-il cette année au nom du ministre des Terres et Forêts?

C'est une loi injustifiable. On n'a pas le droit de se servir des biens publics pour laver le scandale de la Canada Power and Paper, pour payer du capital mouillé. La seule raison que l'on nous a donnée est qu'il faut garantir la pleine valeur des obligations des compagnies aux porteurs.

Mais ces derniers savaient en les achetant qu'elles ne pouvaient hypothéquer les limites forestières de la couronne. Pourquoi engager notre patrimoine national et augmenter la responsabilité de la province envers des spéculateurs en nuisant à l'œuvre de la colonisation?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

M. le président, ce projet de loi que nous discutons ne va pas aussi loin et n'a pas les conséquences que mon honorable ami le chef de l'opposition lui prête. Que dit la loi actuelle? Elle permet tout simplement au ministre d'accorder des droits de coupe sur certaines étendues forestières de la province. Ce droit est concédé pour un an, et il est renouvelable chaque année entre le 1^{er} mai et le 1^{er} septembre. La loi que nous présentons ne change rien à ces dispositions. Le permis obtenu sera un permis annuel renouvelable chaque année. Les détenteurs de limites à bois n'auront, avec l'adoption de la nouvelle loi, aucun droit de plus qu'ils en ont avec la loi actuelle.

On a prétendu que cette loi nuira à l'expansion agricole, à la colonisation. Pourtant, ni l'expansion agricole ni la colonisation ne sont affectées. Les lois de la colonisation ne sont pas changées et le ministre des Terres et Forêts conserve le droit de retraire les terres affermées pour les donner à la colonisation, si elles sont propres à la culture.

Le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) affirme que la loi donne aux détenteurs de limites des garanties sur leurs débentures qu'ils n'avaient pas auparavant, et surtout celui d'hypothéquer à leur profit les terres de la couronne. Cela n'est pas. Les détenteurs de limites, pas plus avec l'ancienne loi qu'avec la nouvelle, ne possèdent le fonds de la terre.

Leur seul droit est celui de couper du bois sur les terres. La loi actuelle dit que le droit de coupe est un droit immobilier. C'était la même chose dans l'ancienne loi et c'est ce droit immobilier que les compagnies ont le droit d'hypothéquer comme n'importe quel autre droit immobilier. L'hypothèque ne repose pas sur la terre, mais sur le droit de couper l'arbre.

Il n'y a plus de doute là-dessus depuis que le droit de coupe a été déclaré immobilier. En 1906, l'honorable juge H. G. Carroll, au nom de la Cour d'appel, a déclaré que le droit de coupe accordé aux compagnies par le gouvernement est un droit immobilier et susceptible d'être hypothéqué.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre a-t-il ce jugement?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui, je l'ai ici et je vais le montrer à mon excellent ami de Trois-Rivières. En 1874, dans une cause de Watson versus Perkins, la Cour d'appel avait rendu un jugement semblable. C'est l'article 381 du Code civil qui affirme maintenant que le droit de coupe est un droit immobilier. "Sont immeubles par l'objet auquel ils s'attachent: l'emphytéose, l'usufruit des choses immobilières, l'usage et l'habitation, le droit de coupe de bois perpétuel ou pour un temps limité, les servitudes, les droits ou actions qui tendent à obtenir la possession d'un immeuble."

Il n'y a donc plus de doute là-dessus. Les compagnies ont le droit de transporter ce droit de coupe ou de transporter leurs limites. Le bill ne leur donne pas le droit d'hypothéquer ce droit de coupe; elles l'avaient déjà.

Le bill n'a qu'un seul effet nouveau: celui de continuer les effets du permis de couper des arbres sur les terres de la couronne, si les conditions passées entre le ministère et les compagnies sont remplies. Le permis de coupe est renouvelable tous les ans; ce sera la même chose sous la nouvelle loi. En vertu de l'article 72 de la loi des terres, les compagnies ont le droit de couper des arbres sur les terres de la couronne pendant la durée de leur permis; elles n'ont aucun droit sur le fonds. Le bill n'a d'autre effet que de permettre le renouvellement automatique du permis chaque année, si les conditions sont remplies, et d'assurer la continuité de l'hypothèque que l'on ne sera plus obligé de faire enregistrer tous les ans comme actuellement.

M. Béique (Chambly): Les compagnies ont-elles le droit d'hypothéquer le fonds de terre?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Non, je l'ai dit, elles n'ont le droit d'hypothéquer que leurs droits de coupe, qui sont un bien immeuble. L'hypothèque est, à vrai dire, sur l'arbre. Le concessionnaire doit renouveler son permis et enregistrer de nouveau son hypothèque tous les ans. Le bill exempte donc tout simplement les compagnies du renouvellement annuel des hypothèques consenties sur leurs droits de coupe et il en assure la continuité. Je crois que ce mot "continuité" aurait dû être employé dans la loi au lieu du mot "permanence". Je crois que ce dernier terme est impropre dans les circonstances. Voilà toute la conséquence du projet.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre prétend que le droit de coupe est un droit immobilier. L'honorable ministre peut-il me citer un texte de la loi des terres qui permet d'hypothéquer les limites forestières?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il n'est pas besoin d'article. La loi des terres permet au ministre de concéder un droit de coupe des arbres, ce qui est un droit immobilier. Ce droit immobilier, il a le droit de l'hypothéquer, en vertu de l'article 381 du Code civil.

La loi actuelle ne donne donc plus de droits au porteur de limites qu'auparavant. Elle ne lui confère pas de droits additionnels. Elle ne lui donne pas de garanties additionnelles. Elle l'exempte tout simplement de l'obligation d'enregistrer annuellement l'hypothèque sur son droit de coupe. Le ministre conserve toujours le droit de retirer des terres affermées pour la colonisation ou l'agriculture. Le projet ne nuira en rien à l'expansion agricole de la province². On n'a donc pas raison de dire que si la loi est acceptée, on ne pourra plus faire de colonisation, ni qu'il y a sur les terres de la couronne une hypothèque de \$488,000,000. Nous restons tout simplement dans la situation où nous sommes actuellement.

Pour éviter les craintes qui se sont manifestées en certains milieux, mon collègue, le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils), m'a dit tantôt qu'il amenderait la loi de façon à dire que rien dans la présente loi ne peut s'opposer, ni de près, ni de loin, à la colonisation. Je le félicite de faire cela, mais, à mon humble avis, cet amendement n'est même pas nécessaire. La loi permet de transporter les terres à la colonisation, tout comme actuellement.

Il n'y a donc hypothèque que sur les droits de coupe, et non pas sur le fonds. Mon honorable ami de Trois-Rivières ne prétendra sûrement pas que les

compagnies ne possèdent déjà ce droit! Il a dit que, avant le projet que nous étudions, le titre du concessionnaire était précaire. Le permis est annuel, mais le concessionnaire a droit à un renouvellement de son permis du moment qu'il remplit ses obligations. Par la loi actuelle, le ministre doit renouveler le permis, mais il a le privilège de retirer de la concession tous les lots dont il peut avoir besoin. Or, le projet de l'honorable ministre des Terres et Forêts conserve ce privilège.

On a fait beaucoup de bruit autour de cette loi, mais la seule chose que nous disons, et encore une fois je le répète pour que la Chambre saisisse bien toute la question, c'est qu'il ne sera plus nécessaire à la compagnie qui remplit ses obligations de faire enregistrer son hypothèque chaque année. Des journaux ont prétendu que le projet allait arrêter l'expansion agricole de la province.

Il est peut-être amusant de faire de l'agitation, mais le projet n'a pas la conséquence qu'on lui prête. D'ailleurs, dans cette cause que je citais tantôt de Watson versus Perkins, l'honorable juge Carroll, de la Cour d'appel, disait formellement: "Le titre du concessionnaire lui assure un droit non précaire." Je soumetts donc que le seul but du projet est d'assurer la continuité de l'hypothèque et que la Chambre devrait l'adopter.

(Applaudissements à droite)

M. Guertin (Hull): On a dit que la loi de l'Ontario est la même que la nôtre, mais dans l'Ontario, la loi dit que le gouvernement pourra réglementer à son gré pour assurer de bons salaires et de bonnes conditions de travail aux bûcherons. Les journaux disent...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ne nous éloignons pas du bill. Vous poserez ces questions-là à l'ajournement.

M. Guertin (Hull): Comment le gouvernement procède-t-il pour faire les affermage des terres de la couronne?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Les terres, ou morceaux de terres, sont offerts à l'enchère. Les droits de coupe de même. Elles vont au plus haut enchérisseur. L'adjudicataire heureux prend possession du territoire décrit aux plans du gouvernement et sujet à tous les règlements passés et à venir. L'enchère, depuis quelques années, se fait au-dessus des droits de coupe existants au moment de l'affermage. L'adjudicataire doit encore payer une

certaine somme par mille carré de terres concédées. Il (l'honorable M. Mercier) explique comment se donne une concession forestière: annonce de la vente dans les journaux, vente à l'enchère, concession accordée au plus haut enchérisseur.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, il serait délicieux, si la situation n'était pas si douloureuse, de constater les contradictions des honorables députés et ministres de la droite sur l'interprétation de ce bill. Le premier ministre, le ministre des Terres et Forêts et le député de Bellechasse (M. Robert Taschereau) ont discuté tour à tour une loi qui, d'après le ministre de la Voirie, ne veut rien dire. L'honorable ministre des Terres et Forêts a déclaré que ce bill allait créer un état de choses nouveau, établir une permanence dans les droits de coupe et d'hypothèques qui n'existaient pas avant.

Il a ajouté également que le ministre avait droit de renouveler ou non les droits de coupe. Puis le député de Bellechasse et le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) ont dit que la loi ne veut rien dire, qu'on ne change rien à l'état de choses existant, que le ministre n'est pas libre de refuser le renouvellement des droits de coupe si les compagnies concessionnaires observent les règlements.

Le ministre de la Voirie affirme que l'on ne sacrifie aucun bien de la couronne. Il voudra bien nous expliquer, alors, pourquoi le bill est précédé d'une résolution. Les résolutions, d'après l'article 447 des règlements de la Chambre, sont nécessaires lorsqu'il s'agit de la concession de quelque bien appartenant à la couronne et de la remise totale ou partielle de quelque somme due à la couronne. Conséquemment, les résolutions précèdent toute loi comportant aliénation de certains droits de la couronne. Et le gouvernement qui manifeste le désir bien compréhensible d'abréger la discussion n'aurait pas présenté inutilement des résolutions pour allonger le débat.

L'honorable ministre de la Voirie, qui est habile avocat, je l'admets, prétend que le seul but du projet, la grande nouveauté, est d'assurer la continuité des hypothèques sur les limites forestières. Eh bien, c'est précisément là qu'est le vice. Une hypothèque qui continue, c'est celle qui demeure et, si elle demeure, elle nuit à la colonisation. Si on grève de \$500,000,000 un domaine qui en vaut moins, comment peut-on espérer qu'on le laissera amoindrir par des retraits pour fins de colonisation?

Si la loi n'est pas dangereuse, pourquoi le gouvernement l'a-t-il retirée deux fois de suite? Si, comme le dit le ministre de la Voirie, elle est inutile,

pourquoi la présenter de nouveau? L'honorable ministre de la Voirie a cité un jugement de l'honorable juge Carroll. Mais le cas jugé par l'honorable juge Carroll ne s'applique pas du tout à ce projet de loi. Il s'agit d'un homme qui était entré sur une limite forestière concédée, malgré les défenses. Or, le concessionnaire a prétendu que l'homme n'avait pas le droit de passer. Et le juge, avec raison, a maintenu le point de vue de la compagnie.

Le ministre a aussi dit que le droit d'hypothéquer existait auparavant. Alors, pourquoi la loi dans aucun de ses articles n'en faisait-elle pas mention et que le nouveau bill en parle cinq ou six fois avec une insistance significative? Car jamais, depuis la Confédération, un texte de loi n'a reconnu le droit d'hypothéquer les biens de la couronne.

Il y a plus. Le ministre prétend que le droit de coupe est un bien immobilier et qu'on peut hypothéquer un bien immobilier. Tout d'abord, il est un principe indiscutable. C'est que lorsque la couronne concède des dons, des faveurs, ceux-ci doivent s'interpréter restrictivement. Autrement dit, on n'a pas le droit de prétendre que la couronne infère le droit d'hypothéquer ses biens quand la loi ne le dit pas. Or, je défie qui que ce soit de trouver dans les Statuts, depuis la Confédération, un seul article qui permette d'hypothéquer les biens de la couronne et notamment les limites forestières.

En plus, le concessionnaire - le ministre ne devrait pas l'oublier - est surtout un locataire. Or, on ne voit pas qu'un locataire ait droit d'hypothéquer les biens qu'il occupe par location annuelle toujours sujette à renouvellement. Et puis, il est bon de noter ici que le droit de coupe n'est immobilier qu'en autant que les arbres ne sont pas coupés ou abattus. Donc si l'hypothèque, d'après la prétention du ministre, affecte les limites parce qu'il s'agit d'un bien immobilier, elle les affectera tant qu'il y aura un arbre qui sera debout ou qui poussera, ce qui équivaldrait à une permanence complète.

Il est donc clair que le sol est hypothéqué. Tous les terrains qui sont hypothéqués seront fermés à la colonisation. Avec cette permanence, on ne pourra rentrer en possession pratique du terrain que le jour où tous les arbres seront abattus et cesseront de pousser. Le sol même de nos limites se trouve donc affecté indirectement, mais aussi efficacement, par permanence des hypothèques, car pour récupérer nos limites, il faudra que tous les arbres disparaissent.

La prétention que les concessionnaires avaient droit d'hypothéquer les limites, avant le nouveau bill, est indéfendable. On confond de façon

calculée la garantie avec l'hypothèque. On a dit que les concessionnaires forestiers avaient le droit d'hypothéquer. Ils avaient le droit de transporter des garanties, mais ils n'ont jamais eu le droit d'hypothéquer! Il y en a qui ont transporté à la banque des hypothèques, mais ils ont transporté quelque chose qui ne valait rien. Ils n'ont jamais eu non plus le droit de transporter les biens de la couronne à des fidéicommissaires par actes de fidéicommiss.

Or, en accordant par le projet de loi actuel le privilège aux concessionnaires de faire porter la garantie du paiement de leurs débentures sur les terres de la couronne, lorsque ces débentures sont basées sur un acte de fidéicommiss, le fiduciaire a des pouvoirs plus considérables que ceux que possède le ministre puisque, de l'aveu du député de Bellechasse, le ministre ne peut refuser le renouvellement du permis de coupe, si le concessionnaire observe les règlements. Le projet accordera au fidéiconcessionnaire l'administration du domaine de la couronne, en plus d'être funeste pour la colonisation.

Je demande donc à l'honorable ministre des Terres et Forêts - c'est le quatrième appel que je lui fais - de retirer ce projet néfaste. Si j'écoutais l'intérêt du parti dont je suis le chef, je ne ferais pas la lutte que je fais, je laisserais le gouvernement prendre ses responsabilités. Je ne signalerais pas les abus possibles au ministre. Mais ce serait payer trop cher le succès politique d'un parti que de le payer à même le patrimoine national. Avant de penser à l'intérêt de mon parti, je pense à l'intérêt de ma province, et je fais appel au ministre, franchement, sincèrement, pour qu'il retire cette mauvaise législation.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Je veux dire à mon honorable ami le chef de l'opposition que je suis touché de son appel. Mais je ne retirerai pas ce projet, qui est présenté dans le meilleur intérêt de la province. Comme l'honorable ministre de la Voirie l'a dit, j'ai l'intention d'ajouter un amendement au projet, amendement qui est parfaitement inutile, mais qui calmera bien des inquiétudes. Des personnes de bonne foi ont interprété à tort le projet et y ont vu un danger pour la colonisation. Pour rassurer ces personnes de bonne foi, l'amendement décrètera que rien, dans la présente loi, ne peut en aucune façon restreindre le droit actuel du ministre, ou du lieutenant-gouverneur en conseil, de retirer les lots jugés nécessaires pour fins de colonisation.

Le chef de l'opposition sent le terrain lui glisser sous les pieds et il a recours maintenant à un nouveau mode d'argumentation. Mais il n'a cessé d'errer quant au fond. Il s'éloigne de la discussion raisonnée sur une loi qui pourrait être discutée sans faire des appels au patrimoine de la race. Je n'ai pas l'intention maintenant d'évoquer, comme mon honorable ami, les grandes choses de l'histoire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Regardez au plafond.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Mon honorable ami semble avoir quelque chose au plafond depuis le début de la session³. (Rires) Il en a perdu le respect des traditions qui le caractérisait. On dirait qu'il a oublié les bonnes manières qu'il avait les autres années, tout cela parce que j'ai présenté quelques lois. Il met de l'âpreté à m'attaquer. Par moments, il dit qu'il ne m'attaque pas personnellement. De même, quand je m'adresse à mon honorable ami, bien entendu, ce n'est pas à Maurice Duplessis que je parle, mais à l'honorable chef de l'opposition.

Je pourrais faire comme lui et, en levant les bras au ciel, m'écrier que je pense au pauvre peuple de notre province que nous sommes accusés de sacrifier, que nous avons un devoir à remplir envers le peuple et qu'on me passera sur le corps avant qu'on réussisse à passer telle ou telle loi. Il me serait facile de parler patriotisme et de faire de grandes déclarations solennelles sur notre patrimoine national et sur les vertus de nos pères.

Mon honorable ami nous a parlé de la belle et grande cause du peuple que nous oublions! Il y a longtemps que nous entendons ce refrain. Mais les accents du chef de l'opposition ne me touchent pas, non plus les autres députés de cette Chambre, ni les citoyens de la province. C'est toujours le même cri que l'on fait donner depuis 1907. Il a été utilisé contre le Parti libéral et contre moi-même dès ma première élection: c'était le cri qu'on lançait en 1908 quand je me suis présenté dans Châteauguay.

M. Béique (Chambly): L'honorable ministre a été battu dans Châteauguay⁴.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Oui, en 1908, mais l'élection de mon adversaire, qui n'avait eu que 30 voix de majorité, a été annulée.

M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il y avait eu une loi Dillon.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

La loi Dillon, mon honorable ami était pour, et il en a bénéficié.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre n'a pas le droit de faire une déclaration qui n'est pas conforme aux faits. Ma contestation de l'élection a été rejetée par l'honorable juge Marchand, en vertu de l'ancienne loi des élections⁵.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Le peuple nous a toujours élus, il ne s'est jamais laissé impressionner par les cris et il nous élira encore la prochaine fois. Revenant au projet, je déclare que le pouvoir de transporter des droits de coupe existe depuis 1868. Le prétendu danger des hypothèques pour empêcher de retraire des lots pour fins de colonisation n'a aucun sens.

L'honorable ministre de la Voirie a eu raison de dire que son seul but est d'éviter le renouvellement des enregistrements d'hypothèques, dont la valeur a été reconnue par un ex-premier ministre, l'honorable M. Flynn. Pour jeter le doute dans l'esprit des gens de bonne foi, pour s'attirer la sympathie des bonnes gens par des arguments fallacieux et créer un mouvement politique dans la province, on a fait toutes sortes d'affirmations qui sont contraires aux faits. Je n'hésite donc pas à dire que cette Chambre devrait adopter le projet.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre n'a pas démontré la permanence des hypothèques.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

En attendant, c'est la permanence des discours.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela vaut mieux que la permanence du mal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Si mon honorable ami veut regarder le Code civil, article 2081, section 2, il verra que les privilèges et hypothèques s'éteignent: par la résolution ou par l'extinction légale du droit constitutionnel ou précaire dans la personne qui a donné lieu au privilège de l'hypothèque. Donc, le ministre conserve toujours le droit, en vertu de notre loi des terres, de retraire des lots pour fins de colonisation à l'expiration des 12 mois du permis.

Je ne veux pas répéter ce que j'ai dit l'autre jour. D'ailleurs, il n'est pas dans l'intérêt de la Chambre de toujours répéter la même chose. Les compagnies ont le droit d'hypothéquer le droit de

coupe qui leur est consenti, moyennant certaines conditions par le gouvernement. Ce droit existe depuis 1869. Jamais personne n'a pensé que le colon pouvait être tenu responsable de l'hypothèque contractée sur une terre retirée de l'affermage et remise à la colonisation. Toutefois, si on entretient des craintes à ce sujet, je n'ai aucune objection à déclarer dans cette loi que, lorsqu'un terrain ou un lot sera retiré d'une terre affermée pour fins de colonisation, l'hypothèque ne sera plus renouvelée.

Nous voulons être justes. Mais ce qui n'est pas juste, c'est de jeter le doute comme le fait mon honorable ami le chef de l'opposition et comme le font certains journaux. Ainsi, j'ai vu dans *L'Action catholique* de ce soir un article qui montre comment on peut raisonner des fois. Prêtez-moi donc, s'il vous plaît *L'Action catholique*⁶. *L'Action catholique* dit ce soir, sous la signature du légiste distingué qu'est M. Thomas Poulin:

"S'il est vrai que notre domaine forestier pourrait être hypothéqué pour une somme de \$280,000,000 et mis à la disposition de gens qui pourront en jouir en permanence, ne parlons pas de projet pour l'installation de nos futurs fils de cultivateurs. Cherchons-nous plutôt un coin en Afrique ou ailleurs, où il nous sera possible d'établir les nôtres. Comme le Canada fera avant longtemps venir des immigrants et que les nôtres émigreront, nous pouvons voir poindre déjà la prospérité pour les entreprises de transport⁷."

M. le président, je ne veux pas laisser passer un article comme celui-là sans le relever. Je dis qu'un article comme celui-là est honteux! Il est vrai que nous ne trouvons jamais grâce devant *L'Action catholique*, nous n'avons pas trouvé grâce devant elle depuis le commencement de la session, nous n'avons pas trouvé grâce devant elle depuis 25 ans. Depuis le début de la session, pas un de nos projets de loi n'a trouvé grâce devant ce journal. Je ne m'en préoccupe pas, mais aller jusqu'à dire que nous forçons nos colons à aller s'établir en Afrique, c'est honteux! Je dis que, lorsqu'on affirme que nous donnons le droit aux compagnies d'hypothéquer notre domaine forestier pour plus de \$280,000,000, c'est honteux!

Je ne crois pas que l'interprétation de mes honorables amis soit correcte mais, encore une fois, s'il y a le moindre doute, nous sommes prêts à amender la loi de telle sorte que le colon ne pourra jamais se sentir embarrassé. Je répète que nous sommes prêts à assurer toute la protection possible à la colonisation, qui n'est nullement menacée par ce projet de loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable premier ministre a attaqué un absent. C'est une chose que je n'ai jamais faite depuis que je suis député.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Quel absent?

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Thomas Poulin, qui n'est pas député de cette Chambre, est l'auteur de l'article en question.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
S'il faut que j'attende qu'il soit en Chambre pour lui répondre, je ne lui répondrai jamais. Il ne sera jamais en Chambre. Où voulez-vous que je l'attaque?

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dû moi-même répondre une fois à une attaque du dehors, mais cela fait deux fois que l'honorable premier ministre attaque M. Poulin.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Mais je ne suis pas à *L'Action catholique* et je ne puis lui répondre dans son journal. Il m'attaque dans son domaine et je lui réponds dans le mien.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi actuelle est une entrave à la colonisation. Il est six heures.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Oui. Nous siégeons ce soir. Je vois ce que c'est: c'est une question d'endurance! Mais nous voulons l'avoir et nous allons l'avoir!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça ne me fait pas peur.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Dépôt de documents:

Rapport du sergent Turnbull sur la grève de Rouyn

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)
dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 22 mars 1934, pour copie du rapport du sergent Turnbull de la police provinciale, sur la grève des bûcherons qui

a eu lieu à Rouyn, comté de Témiscamingue, au mois de décembre dernier. (Document de la session no 82)

Motions du gouvernement:

Loterie provinciale pour fins éducationnelles et de charité

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer que cette Chambre invite le gouvernement fédéral à amender le Code criminel du Canada, de manière à permettre à cette province d'organiser une loterie pour des fins éducationnelles et de charité.

Pour montrer que nous nous entendons bien, je demanderai à l'honorable chef de l'opposition de bien vouloir seconder cette motion.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai suggéré moi-même qu'une adresse soit adressée à Son Excellence le gouverneur général du Canada. Je seconderai donc avec plaisir cette motion.

La motion est adoptée.

Travaux de la Chambre:

Ajournement pour le congé de Pâques

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
À la suite d'une entente avec l'honorable chef de l'opposition, je désire informer la Chambre que nous siégerons mardi et mercredi de la semaine prochaine. Nous ajournerons ensuite jusqu'au mardi de la semaine suivante, le 3 avril.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme il n'y aura pas un grand nombre de députés mardi et mercredi, j'espère que le gouvernement ne nous proposera pas de mesures trop importantes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Nous nous accorderons sur le menu.

Permis de coupe de bois

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre

en considération un projet de résolutions relatives au bill 43 pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant.

En comité:

Le débat se poursuit sur les résolutions⁸.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

La superficie totale des terres de la couronne concédées pour droits de coupe est de 80,000 milles environ, et là-dessus, il y en a environ 53,000 milles affectés par des hypothèques enregistrées.

M. Duplessis (Trois-Rivières) pose plusieurs questions au sujet de l'identité des compagnies qui détiennent des concessions, de la superficie des concessions qu'elles détiennent, du lieu de leur siège social, de leur capitalisation.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)

répond aux questions du chef de l'opposition.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les arbres sont une propriété immobilière, lorsqu'ils sont enracinés dans le sol, et ce bien immeuble pouvant être hypothéqué, on doit considérer qu'il y a un lien entre celui-ci et la terre sur laquelle un loyer est payé. En conséquence, la terre est indirectement hypothéquée.

Le concessionnaire est un locataire, et il ne devrait pas avoir plus le droit d'hypothéquer qu'un locataire ordinaire a le droit d'hypothéquer la maison qu'il habite. Débarrassée de toutes les arguties légales, la question se résume à ceci: la province a concédé 81,140 milles de forêts qui vont être hypothéquées. L'hypothèque s'étendant aux biens futurs, nous engageons l'avenir par ce projet. Je demande au ministre comment il fera pour annuler les hypothèques.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Je ne m'accorde pas avec l'honorable chef de l'opposition sur l'interprétation de la loi. Mais nous sommes prêts à apporter tous les amendements nécessaires pour faire disparaître tout doute qui pourrait naître dans l'esprit de qui que ce soit.

Je suis impatient de dissiper tout doute dans l'esprit du chef de l'opposition, et d'autres personnes qui ont réellement des doutes. Cette loi est nécessaire, et considérant que certaines représentations ont été faites sur des points en

particulier, le gouvernement fera de son mieux pour apporter les amendements qui dissiperont de tels doutes.

Par exemple, nous allons proposer un amendement disant que du moment qu'un lot aura été retiré de la concession, l'enregistrement de l'hypothèque disparaîtra. Ceci voudra dire du travail de procédure au sein du ministère, mais je suis impatient de plaire à mon honorable ami.

J'ai déjà annoncé que je vais insérer un amendement stipulant que le droit du gouvernement de soustraire des parties de territoires loués à des fins de colonisation ou à d'autres fins ne serait en aucune façon touché par cette mesure.

En conséquence, ceci rendra évident, même pour les plus craintifs, que les lots nécessaires à la colonisation ne seront pas encombrés par les hypothèques. Nous sommes prêts à faire l'impossible pour répondre aux objections qui ont été formulées et pour donner satisfaction à tout le monde.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je remercie le ministre de faire preuve d'ouverture d'esprit, et je suis prêt à renoncer à tout avantage politique découlant d'une mauvaise législation gouvernementale. L'honorable ministre manifeste des sentiments qui me permettent de lui dire ceci: Nous avons fait une lutte sur ce projet de loi parce que nous croyons qu'il est dangereux. Pour prouver que l'opposition ne fait pas une lutte politique, elle consent à laisser passer les résolutions en première lecture, si le gouvernement veut amender la loi pour supprimer les dangers.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. le président, ce n'est pas pour jeter de l'huile sur le feu de ce débat que je me lève. Mais nous aurons cet été le plaisir d'assister aux fêtes du troisième centenaire de la cité de Trois-Rivières, représentée ici par mon honorable ami le chef de l'opposition. Trois-Rivières est la première ville du Canada pour la production du papier. Il n'en serait pas ainsi sans les compagnies que le gouvernement a aidées dans la mesure de la justice. Je vois dans le programme des fêtes que l'honorable ministre de la Colonisation (l'honorable M. Laferté) et l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) y assisteront.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous serons enchantés de les recevoir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'honorable ministre de la Colonisation sera appelé, d'après le programme, à parler des vaillants colons

qui sont allés se tailler un domaine à travers les forêts. Parmi ces vaillants colons, les grandes familles de la région du Saint-Maurice, entre autres les Lanctôt et Grant, étaient représentées. L'honorable ministre des Terres et Forêts sera appelé à parler du développement des richesses forestières et hydrauliques qui a fait surgir les villes de Shawinigan, Grand'Mère, La Tuque, et le reste, et qui a doté Trois-Rivières de la plus grande industrie papetière du monde. Nous serons heureux d'assister à ces fêtes avec mon honorable ami et de constater que notre politique a produit de beaux résultats dans sa magnifique région du Saint-Maurice.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je connaissais bien les forces de la belle région que je représente, mais je ne les savais pas capables d'inspirer l'honorable premier ministre jusqu'à l'éloquence.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est pour cela que vous êtes vous-même si éloquent.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je souhaite que l'octroi de la province pour les fêtes de l'été prochain soit substantiel. Je suis heureux de savoir que l'honorable premier ministre et ses collègues des Terres et Forêts et de la Colonisation viendront assister aux fêtes de Trois-Rivières. Ils verront alors le magnifique développement de notre région et apprendront la lutte que les citoyens de Trois-Rivières et du Saint-Maurice ont dû livrer contre les marchands de bois. (Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les Lanctôt et les Grant.

(Applaudissements)

Cela m'a l'air d'une affaire de famille⁹. (Rires)

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

Loi des produits laitiers

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 64 modifiant la loi des produits laitiers.

En comité:

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par l'honorable M. Godbout (L'Islet), et dont le texte se lit comme suit:

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose:

1. Que toute fabrique, telle que définie à l'article 2 de la loi des produits laitiers, Statuts refondus, 1925, chapitre 63, tel que remplacé par la loi 23 George V, chapitre 24 section 1, sera tenue de se procurer les services d'un essayeur, porteur d'un diplôme et d'un permis d'essayeur; que toute fabrique de beurre ou de fromage devra se procurer, en outre, les services d'un fabricant de beurre ou de fromage, selon le cas, qui devra être porteur d'un diplôme et d'un permis de fabricant de beurre ou de fromage et, dans ce cas, cette personne pourra remplir seule les deux fonctions dans une même fabrique.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qu'y a-t-il de nouveau dans cette résolution?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Les laitiers des villes, qui transforment une partie du lait qu'elles reçoivent, seront désormais tenus d'avoir un essayeur expert licencié comme les autres fabriques. De plus en plus, on adoptera le système de paiement du lait au pourcentage de gras, et je crois que c'est une protection pour le producteur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre de l'Agriculture peut-il nous dire ce que coûtera le permis dont les experts devront être munis?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le permis ne coûte rien, je crois. Le projet décrète que les fabriques de villes devront avoir désormais des essayeurs experts.

M. Béique (Chambly): Il n'y a pas d'experts actuellement à Montréal.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il y a des experts, mais nous voulons qu'à l'avenir il y ait des essayeurs pour juger de la quantité de gras dans le lait. Je crois que cet amendement s'impose.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose:

2. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en

conseil d'instituer une commission sous le nom de "La Commission de l'industrie laitière de la province de Québec", formée de pas moins de trois et de pas plus de cinq membres; que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera les membres de la commission, lesquels resteront en fonction durant bon plaisir; qu'il désignera le président de la commission et établira le traitement de chacun des titulaires; que cette commission sera revêtue de tous les droits et pouvoirs appartenant en général aux corporations; que son quorum sera de deux membres, si elle est composée de plus de trois; qu'elle aura son siège social en la cité de Québec; qu'une vacance parmi les membres de la commission n'aura pas pour effet de la dissoudre; qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de remplir cette vacance et qu'il sera loisible au ministre d'adjoindre à la commission un secrétaire et les autres employés jugés nécessaires.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre ne croit-il pas que les commissaires devraient être nommés de façon permanente et non jusqu'à bon plaisir, comme le dit le projet? Les commissaires feront meilleure besogne, s'ils ont l'assurance de pouvoir donner suite à leur travail, s'ils ont la certitude qu'ils ne dépendent pas du caprice de qui que ce soit.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi ne pas les nommer jusqu'à bonne conduite, comme les juges, qui sont nommés jusqu'à bonne conduite, à moins que la loi Dillon ne vienne les priver de leur droit?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il peut arriver que nous nommions des commissaires qui possèdent la confiance du public et qu'ils la perdent. Je crois que le projet est juste sur ce point. Il peut se faire aussi que la nécessité d'une commission disparaisse.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si les commissions perdent la confiance sans cesser de la mériter, on devrait laisser les commissaires quand même.

Dans l'exercice de leurs devoirs, les commissaires feront des mécontents, ils ne devraient pas être à la merci de ces mécontents! Si la commission devient inutile, on abrogera la loi. Mettons "durant bonne conduite".

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ils exerceront les pouvoirs de juges. Les juges sont nommés

"durant bonne conduite", à moins qu'un bill Dillon ne vienne les assommer.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il peut arriver que les commissaires deviennent malades ou trop vieux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ils ne pourront plus avoir une bonne conduite? (Rires) Mettons une limite d'âge!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Parfois, c'est quand on est vieux qu'on se conduit le mieux. (Rires)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comment le ministre entend-il procéder pour le choix des commissaires?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le député de Deux-Montagnes veut sans doute savoir si la commission sera représentative ou non. Nous n'avons pas encore pris de décision à ce sujet. Si la commission est de cinq membres, elle sera représentative, c'est-à-dire que nous y prenons un représentant des distributeurs et un représentant des producteurs. Si elle n'est que de trois membres, la commission ne sera pas représentative. Bien qu'aucune décision n'ait été prise, je crois que la commission ne devrait pas être représentative¹⁰. Nous devrions nommer trois commissaires compétents, indépendants d'esprit, offrant des garanties d'impartialité.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Que vont devenir les commissaires de la commission actuelle?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La commission actuelle sera dissoute aussitôt que la nouvelle sera nommée. Les anciens commissaires pourront être aviseurs de la nouvelle commission, s'ils n'en font pas partie, et ils rendront de grands services à la Commission de l'industrie laitière, j'en suis certain.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne veux pas être désagréable aux commissaires, mais l'ancienne commission n'a pu rendre de grands services aux producteurs de lait.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je suis obligé de relever ces paroles de mon honorable ami de Deux-Montagnes. Ce sont des paroles malheureuses. Les anciens commissaires étaient très versés en

industrie laitière. La commission a rendu des services à la province par une enquête qui a été utile à tout le pays, car les autres provinces et le fédéral y ont largement puisé. Ils ont parcouru les fabriques, siégé dans tous les centres, entendu de nombreux témoignages, tiré des conclusions absolument lumineuses et qui ont été utilisées même par les enquêteurs du fédéral. Car, dans les autres provinces, on base la législation sur le travail de notre commission. Grâce à leur travail aussi, le prix du lait a remonté. Le lait se vendait meilleur marché en 1933 qu'en 1932 et la commission a réussi à assurer 10 sous de plus par 100 livres aux producteurs, ce qui représente un montant de \$125,000 pour le seul district de Montréal.

De plus, en suggérant au gouvernement d'exiger des dépôts des distributeurs, ils ont protégé des producteurs. Nous avons saisi deux dépôts avec lesquels nous avons remboursé les cultivateurs qui auraient perdu des sommes appréciables sans ce règlement. Il serait souverainement injuste de dire que les commissaires n'ont rien fait.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ai rien à retirer de ce que j'ai dit. L'honorable ministre a mal interprété mes paroles. Je ne blâme pas les commissaires, mais je blâme le gouvernement de ne pas leur avoir donné assez de pouvoirs. La commission a établi des prix qui n'ont pas été payés aux producteurs. Les cultivateurs ont été volés, surtout à Montréal, par les distributeurs. Si le prix du lait a augmenté, les producteurs n'en ont pas bénéficié. Les producteurs se sont fait voler et se font voler encore par les distributeurs. J'ai tout un dossier à ce sujet et nous en reparlerons lors de la discussion du bill. Pour le moment, je puis dire que des laiteries de Montréal ont payé le lait dosé à 3.1, alors que le même lait avait été dosé à l'Institut d'Oka à 3.8. D'ailleurs, les preuves ont été faites à Ottawa. On s'est plaint à la commission qui ne pouvait rien faire, faute de pouvoirs.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il est bien entendu que, si la commission actuelle avait tous les pouvoirs nécessaires pour régler la situation, nous n'aurions pas à proposer les amendements que je sou mets à la Chambre. Avant même que nous songions à créer une commission, les cultivateurs avaient tout l'organisme nécessaire pour se protéger. Ils n'avaient qu'à nous prévenir qu'ils étaient maltraités par les distributeurs. Pour ce qui est des épreuves du lait, je puis dire à mon ami qu'il existe des inspecteurs spéciaux pour faire ce contrôle.

Quand des plaintes leur sont faites, les inspecteurs agissent. Mon ami me permettra de lui dire de plus qu'il faut faire attention avant de porter un jugement sur ces différences de dosage. Le lait d'une même vache peut varier en gras dans deux traites consécutives.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre parle d'un organisme spécial pour contrôler le dosage du lait. Organisme ou non, les cultivateurs ont été trompés, et il est temps qu'une commission ait les pouvoirs nécessaires pour faire cesser cette situation. Je constate que le ministre se réserve le droit d'adjoindre un secrétaire à la commission. On devrait laisser à la commission le droit de choisir son secrétaire.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Comme c'est le gouvernement qui paie, je crois que le ministre doit se réserver le droit de nommer le secrétaire sur recommandation des commissaires. Il va de soi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai déjà provoqué un débat en cette Chambre. L'honorable premier ministre s'en souvient.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je me souviens de vous, mais pas du débat.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai eu l'occasion alors de demander à l'honorable ministre d'engager un plus grand nombre d'inspecteurs. Mais nous en reparlerons lors de l'étude du projet.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose:
3. Que le coût total annuel de la mise à exécution de ladite loi des produits laitiers ne devra pas excéder annuellement la somme de deux cent cinquante mille dollars tel que prévu par l'article 28 de ladite loi, remplacé par la loi qui accompagne les présentes résolutions.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre croit-il que la commission rendra de grands services à la classe agricole et à l'industrie laitière en général?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Certainement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, pourquoi ne pas l'avoir créée plus tôt? Il y a longtemps que la situation actuelle est dénoncée.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je répondrai à l'honorable chef de l'opposition ceci. On nous parle souvent de l'Ontario. La province voisine propose cette année la commission que nous avons formée l'an dernier et annonce qu'elle formera l'an prochain la commission que nous formons cette année.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas un concours d'inertie que nous faisons. Si l'Ontario est en retard, ce n'est pas une raison pour que nous le soyons.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): On nous cite souvent l'Ontario comme modèle. Cette fois, au moins, l'opposition reconnaîtra que nous avons pris les devants. Nous sommes une année en avance sur la province d'Ontario. Le gouvernement de la province d'Ontario a déclaré qu'il serait enchanté de suivre l'exemple de Québec.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

Distributeurs automatiques

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 70 modifiant la loi des licences relativement aux distributeurs automatiques.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:

1. Que pour les fins de la section XIV de la loi des licences (Statuts refondus, 1925, chapitre 25), telle que modifiée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, les mots: "distributeur automatique" désigneront tout appareil, avec ou sans mécanisme,

ou tout autre objet ou tout ensemble d'objets, quelle qu'en soit la forme ou quel que soit le nom sous lequel il est communément connu, dont la confection ou l'agencement indique qu'il est destiné à un fonctionnement ou à un usage susceptible, soit automatiquement, soit grâce à un choix fait par l'opérateur, ou soit grâce à l'adresse de celui-ci, de livrer un objet ou une somme d'argent, ou de donner le droit d'en recevoir la livraison, ou de retenir un objet ou une somme d'argent.

Adopté.

2. Que nul ne pourra avoir en sa possession ou sous son contrôle, à quelque titre ou dans quelque local que ce soit, qu'il en soit fait usage ou non, un distributeur automatique, sauf les exceptions prévues par l'article 118, tel qu'édicte par la loi qui accompagne les présentes résolutions, sans avoir obtenu une licence annuelle à cet effet, émise sur paiement d'un droit de vingt dollars pour chaque distributeur automatique; et sans apposer et maintenir sur chaque distributeur automatique pour lequel une licence a été ainsi émise, un certificat attestant l'émission de la licence.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

Loi de l'assistance publique

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 59 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ventes d'immeubles pour taxes

M. Dugas (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 173 modifiant la loi de

l'instruction publique concernant les ventes d'immeubles pour taxes.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Dugas (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compensation pour l'eau

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 193 modifiant le Code municipal relativement à la compensation pour l'eau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Code municipal, article 112

M. Bédard (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 194 modifiant l'article 112 du Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 45.

2. *L'Événement* du 24 mars 1934, à la page 11, signale que l'honorable M. Perrault s'entretient quelques instants avec l'honorable M. Mercier fils, avant de poursuivre.

3. L'honorable M. Mercier fils fait allusion à un discours que le chef de l'opposition a prononcé pour dénoncer le bill 44 concernant les opérations forestières et les bûcherons.

4. L'élection du conservateur Hospice Desrosiers, le 8 juin 1908, fut annulée le 13 novembre 1908, et c'est Honoré Mercier fils qui fut élu par une majorité de 29 voix à l'élection partielle du 28 décembre 1908.

5. M. Duplessis condamna la loi Dillon, loi modifiant la loi des élections contestées de Québec (22 George V, chapitre 20), qu'il trouvait tyrannique et arbitraire. Selon lui, il incombait aux tribunaux, et non à la Chambre, de déclarer les contestations d'élection injustifiables.

6. *L'Événement* du 24 mars 1934, à la page 11, précise que le premier ministre demande le journal à un député.

7. Devant l'impossibilité de retracer cet article de *L'Action catholique*, il a fallu se contenter de ce que rapporte *L'Événement*.

8. Le texte intégral des résolutions est inscrit dans la première partie de la séance.

9. Le premier ministre fait allusion au fait que le représentant libéral de Champlain (M. William Grant), est l'oncle de M. Duplessis.

10. Les députés de la gauche semblent approuver l'avis du ministre, selon *La Presse* du 24 mars 1934, à la page 24.

NOTES

1. Il s'agirait plutôt de \$483,000,000, selon *Le Devoir*, à la page 3, et *L'Action catholique*, à la page 17, du 24 mars 1934.

Séance du mardi 27 mars 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 10.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 191 modifiant la loi médicale de Québec relativement à la division de la province pour les fins de l'élection du Bureau provincial de médecine;
- bill 192 modifiant le Code de procédure civile concernant les immeubles saisis.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 50 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec;
- bill 51 concernant les conventions des corporations municipales ou scolaires avec leurs créanciers;
- bill 65 concernant le rachat de terrains détenus en vertu d'un contrat de louage, d'un bail à rente ou constitut dans certains districts électoraux;
- bill 165 modifiant la loi des accidents du travail, 1931, pour rétablir, en faveur de l'accidenté, le recours de droit commun contre une personne autre que son employeur.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

- bill 102 concernant la charte de la cité de Montréal.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 123 concernant les terres en culture dans la ville de Montréal-Ouest.

Compagnies de cimetière

L'honorable M. David (Terrebonne) demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 71 modifiant la loi des renseignements sur les compagnies concernant les compagnies de cimetière.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel est le but du premier projet de l'honorable secrétaire provincial?

L'honorable M. David (Terrebonne): Nous voulons exempter les compagnies de cimetière de faire certains rapports.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce qu'il y a des raisons?

L'honorable M. David (Terrebonne): Oui. Nous aurions tort de faire au projet un enterrement de première classe.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Soins à l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu

L'honorable M. David (Terrebonne) demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 249 relatif à la réception, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu.

Les religieuses de l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu vont construire une nouvelle aile pouvant contenir 600 lits. Il nous faut donc faire un nouveau contrat avec la communauté¹.

Le gouvernement aidera au financement en garantissant l'intérêt et la caisse d'amortissement. Montréal a besoin de 1,000 lits supplémentaires pour les aliénés. La mesure proposée améliorera considérablement la situation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des syndicats professionnels

L'honorable M. Arcand (Maisonnette) demande, appuyé par le représentant de Brome

(l'honorable M. Stockwell), la permission de présenter le bill 248 modifiant la loi des syndicats professionnels. Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Octrois pour travaux de Voirie, Yamaska

M. Béique (Chambly): 1. Qu'ont coûté à la province les subventions ou octrois accordés et les travaux faits par le ministère de la Voirie dans le comté d'Yamaska?

a. Du 1^{er} octobre 1933 au 15 octobre 1933 inclusivement?

b. Du 16 octobre 1933 au 28 octobre 1933 inclusivement?

2. Toutes les sommes dues ou promises par le gouvernement concernant ces subventions ou octrois et travaux ont-elles été payées?

3. Dans la négative, quel montant est encore dû par la province?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. *a.* \$1,763.48.

b. \$3,116.24.

2. Non, parce que tous les comptes n'ont pas encore été transmis au département.

3. Le département n'a pas reçu tous les comptes.

Octrois pour travaux de Voirie, Wolfe

M. Béique (Chambly): 1. Qu'ont coûté à la province les subventions ou octrois accordés et les travaux faits par le ministère de la Voirie dans le comté de Wolfe?

a. Du 25 octobre 1933 au 5 novembre 1933 inclusivement?

b. Du 6 novembre 1933 au 18 novembre 1933 inclusivement?

2. Toutes les sommes dues ou promises par le gouvernement concernant ces subventions ou octrois et travaux ont-elles été payées?

3. Dans la négative, quel montant est encore dû par la province?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. *a.* \$790.00.

b. \$2,185.26.

2. Oui.

3. Répondu au no 2.

Employés de la Voirie, Wolfe

M. Béique (Chambly): 1. Combien le ministère de la Voirie a-t-il eu d'employés surnuméraires et temporaires à son service dans le comté de Wolfe pour les travaux qu'il a exécutés: *a.* Du 25 octobre 1933 au 3 novembre 1933 inclusivement?

b. Du 6 novembre 1933 au 18 novembre 1933 inclusivement?

2. Quel est le montant global des salaires ainsi payés ou à être payés depuis le 25 octobre 1933 inclusivement au 18 novembre 1933 inclusivement?

3. Quel montant global de salaires restait-il à payer le 19 novembre 1933?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. *a.* 127.

b. 284.

2. \$2,975.26.

3. \$2,975.26, les listes de paye n'étant pas alors parvenues au département.

Employés de la Voirie, Yamaska

M. Béique (Chambly): 1. Combien le ministère de la Voirie a-t-il eu d'employés surnuméraires et temporaires à son service dans le comté de Yamaska pour les travaux qu'il a exécutés: *a.* Du 1^{er} octobre 1933 au 15 novembre 1933 inclusivement?

b. Du 16 octobre 1933 au 28 octobre 1933 inclusivement?

2. Quel est le montant global des salaires ainsi payés ou à être payés depuis le 1^{er} octobre 1933 inclusivement au 28 octobre 1933 inclusivement?

3. Quel montant global de salaires restait-il à payer le 29 octobre 1933?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. *a.* 94.

b. 419.

2. \$3,809.49.

3. \$3,809.49, les listes de paye n'étant pas alors parvenues au département.

Contrats accordés par la Voirie

M. Béique (Chambly): À combien se chiffre, à date, la somme totale: *a.* payée; *b.* payable pour la province en vertu des contrats ou entreprises accordés par l'intermédiaire du ministère de la Voirie

aux compagnies suivantes: 1. Macurban Asphalt Ltd.?

2. Macasphalt Ltd.?
3. Canadian Rock Products Ltd.?
4. Eastern Township Paving & Contracting Co.?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1.

a. Somme payée depuis le 7 juillet 1927 à date: \$3,753,374.08.

b. \$178,341.68.

2. Aucun contrat.

3. a. \$618,897.73.

b. \$115,128.12.

4. a. \$503,618.27.

b. \$15,175.23.

Permis de coupe de bois

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose la deuxième lecture des résolutions relatives au bill 43 pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande que cette question ne soit pas étudiée maintenant.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) y consent.

Loi de produits laitiers

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions relatives au bill 64 modifiant la loi des produits laitiers. Les résolutions sont lues une deuxième fois, et adoptées sur division.

Motions des députés:

Subside fédéral

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 22 mars courant, sur la motion proposée le même jour par le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin): Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur pour informer Son Honneur que cette Chambre a voté une adresse à Son Excellence le gouverneur général du Canada, relativement au rajustement des subsides fédéraux aux provinces et à

la répartition des subventions et aides spéciales aux provinces, et pour prier Son Honneur de vouloir bien transmettre cette adresse à Son Excellence le gouverneur général du Canada.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement et l'opposition s'entendent sur le principe du rajustement des subsides, mais nous différons d'opinion quant aux moyens à prendre. Le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) veut le rajustement basé sur le *prorata* de la population. Le député de Verdun (M. Lafleur) suggère qu'une conférence interprovinciale soit tenue à ce sujet, afin que les provinces qui sont parties contractantes au pacte fédératif participent à la correction du contrat.

Lorsque la Législature de Québec pose des actes importants, il faut y aller avec prudence. Le gouvernement devrait prendre soin de ne pas nuire aux intérêts d'autres parties concernées. Cette conférence devrait assurer l'harmonie entre les provinces, ce qui est très important. Cet acte pourrait avoir de très grandes répercussions. À notre avis, il est dangereux de réclamer la distribution des subsides au *prorata* de la population, en raison des changements qui pourraient survenir à cet égard en une période de temps relativement courte. À l'heure actuelle, la population des provinces de Québec et d'Ontario est plus grande que la population des autres provinces. Mais la population des provinces nouvelles augmente plus rapidement que celle des vieilles provinces, et nous pourrions y perdre.

Je crois qu'il serait plus juste pour le fédéral de baser la distribution sur la contribution des provinces par droits de douanes ou autrement. Il serait aussi plus juste de répartir les subventions selon les besoins de la population des diverses provinces, et non pas au *prorata* de la population. D'ailleurs, il n'est pas de bonne politique d'intervenir dans l'administration du fédéral. Si le gouvernement fédéral empiétait sur l'autonomie des provinces, les députés de cette Chambre protesteraient, les députés de l'opposition en tout cas.

Or, si nous voulons conserver notre autonomie, n'empiétons pas sur l'autonomie du fédéral. Je considère aussi que toutes les propositions du genre de la motion de l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques ne doivent avoir aucun caractère politique. C'est pourquoi je regrette la manière dont la motion a été formulée. Pour toutes ces raisons, je regrette que nous ne puissions voter en faveur de la motion du député de Saint-Jacques, bien que nous nous entendions en faveur du principe du rajustement.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Le chef de l'opposition aurait dû faire ses objections au début de la discussion sur ce sujet. Je puis cependant lui dire que le principe de la distribution au *prorata* de la population des provinces a été adopté par les Pères de la Confédération, puis par le fédéral et, enfin, par les premiers ministres des provinces en 1913.

Lors des conférences interprovinciales, les premiers ministres des provinces ont demandé au gouvernement fédéral d'augmenter leurs subsides aux provinces. Cette question des subsides n'est pas neuve. Les subsides fédéraux aux provinces ont été augmentés en 1907 sous Lomer Gouin, grâce à Sir Wilfrid Laurier, à la suite de la création de deux nouvelles provinces, la Saskatchewan et l'Alberta, qui recevaient plus d'avantages que les anciennes provinces n'en avaient reçus.

Mais les subsides ont été renforcés dans ces cas uniquement pour permettre à ces provinces de se développer plus rapidement. En 1913, tous les premiers ministres des provinces réclamaient une augmentation de 10 % dans les subsides fédéraux aux provinces. L'augmentation devait être payée, la moitié en vertu du système de distribution actuel, et la moitié au *prorata* de la population. Le gouvernement fédéral n'a pas donné suite à la demande à cause de la guerre.

L'honorable chef de l'opposition dit que les subsides devraient être divisés suivant les besoins de la population. Or, dès la Confédération et ensuite, lors de chaque Conférence interprovinciale, les premiers ministres ont confirmé le principe de la distribution des subsides au *prorata* de la population. Au lieu d'augmenter les subsides, le gouvernement fédéral a consenti des subventions pour des fins provinciales, distribuées au *prorata*, et non pas suivant les besoins de la population. D'ailleurs, le principe de la distribution au *prorata* a été tacitement accepté par Ottawa en 1913, et suivi en 1919 et en d'autres temps.

En 1919, lorsque Ottawa a accordé \$20,000,000 de subsides aux provinces pour travaux de voirie, la somme a été distribuée au *prorata* de la population. En 1927, M. King a de nouveau reconnu ce principe de la distribution des subventions ou subsides au *prorata*, lors des subventions pour le développement de l'instruction technique. Un subside de \$10,000,000 a donc été voté alors et, comme trois provinces n'en avaient pas profité, le Manitoba, la Saskatchewan et la Nouvelle-Écosse, le gouvernement déclare qu'il fera la distribution de cette somme et que les provinces pourront même l'employer pour d'autres fins que l'enseignement technique. Le gouvernement fédéral a amendé la loi pour que des provinces puissent utiliser cet argent

pour des fins agricoles. Le gouvernement fédéral a parfaitement raison de faire cela.

L'honorable chef de l'opposition trouve dangereux le principe de la distribution des subsides au *prorata* de la population. Je trouve qu'il est dangereux pour nous que les subsides ne soient pas distribués au *prorata* de la population. M. Bennett lui-même l'a déclaré lors de la discussion sur la loi fédérale des pensions de vieillesse et l'honorable M. Heenan², ministre du Travail du temps, l'a admis lui-même.

Notre province aurait tort de ne pas demander à Ottawa ce qui lui est dû, alors que le fédéral consent des subsides spéciaux aux provinces, tels les subsides de cinq sous par boisseau de blé accordés depuis quelques années aux provinces de l'Ouest. Je termine. Si nous n'adoptons pas cette motion, Ottawa pourra nous dire: "Pourquoi n'avez-vous pas demandé que le principe de la distribution des subsides fédéraux aux provinces au *prorata* de la population soit accepté?" Et nous regretterons de ne pas avoir reconnu ce principe. Nous demandons donc à Ottawa de nous distribuer ses subsides ou subventions au *prorata* de notre population. Nous voulons profiter des argents du fédéral et nous ne voulons pas que l'on nous reproche de n'avoir pas fait cette demande.

La motion est adoptée sur division.

Questions et réponses:

Route de Mont-Laurier et Maniwaki vers Senneterre ou Amos

M. Guertin (Hull): 1. Le gouvernement a-t-il décidé d'entreprendre la construction de la route allant de Mont-Laurier et Maniwaki vers le nord à Senneterre ou Amos?

2. Quel sera le tracé exact de cette route?

3. Quand les travaux doivent-ils commencer?

4. L'entreprise sera-t-elle faite à forfait ou en régie?

5. Le gouvernement fédéral s'est-il engagé à payer une partie du coût et, dans l'affirmative, quel pourcentage?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1.

2. 3. et 4. Cette question est à l'étude.

5. Non.

Prêt agricole

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 69 modifiant la loi du prêt agricole de Québec pour diminuer les frais d'enregistrement des actes et les frais sur les procédures.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, auprès du conseil provincial visé par l'article 3 de la loi du prêt agricole du Québec, Statuts refondus, 1925, chapitre 51A, un officier dont il déterminera le traitement, et que cet officier devra être un avocat ou un notaire, et que son traitement sera payé à même le fonds consolidé du revenu.

M. le président, je veux donner quelques mots d'explication. L'honorable député de Yamaska (M. Élie) a proposé une motion au début de la session à ce sujet³, et je lui ai dit que nous allions présenter un projet de loi. J'ai déclaré l'autre jour que nous présenterions un projet de loi pour simplifier les procédures aux cultivateurs qui veulent se prévaloir du prêt agricole fédéral. À ce sujet, je dois dire que j'ai récemment reçu une lettre de l'honorable J. D. McLean, président de la Commission du prêt agricole canadien, dans laquelle on se plaint que le recouvrement des prêts est plus difficile dans la province de Québec que partout ailleurs au Canada. Il déclare: "Il y a tellement de difficultés pour examiner les titres et déterminer la situation exacte des propriétés des cultivateurs de Québec que nous ne serons peut-être plus capables de prêter dans votre province."

À moins que nous puissions faire quelque chose, les prêts dans Québec diminueront. Cet officier se plaint aussi de ce que les frais de justice sont trop élevés et qu'il y a trop de privilèges qui passent avant les hypothèques. Nous avons craint que tout ceci soit au désavantage des cultivateurs qui veulent emprunter en vertu du prêt fédéral, car il y a des privilèges de toutes natures: cotisations pour la maladie, les funérailles, l'église, le cimetière, l'école. Toutes ces cotisations sont capitalisées et passent avant toutes autres.

De plus, on nous dit que, dans notre province, les intérêts sur le prêt agricole sont mal rencontrés.

J'ai ici des chiffres de la Commission du prêt agricole canadien dans Québec. Elles démontrent que nos cultivateurs ont mal rencontré les conditions de ce prêt agricole.

En 1933, 237 prêts ont été consentis aux cultivateurs de notre province, représentant un total de \$438,000. Depuis que le prêt fédéral est en vigueur, 1,310 prêts ont été consentis dans notre province pour un montant total de \$2,802,000. Les arrérages d'intérêt, au 31 mars 1933, étaient dans Québec, de \$63,000. Les procédures contre les citoyens de Québec en remboursement de prêts s'établissaient à \$82,000, alors que les procédures dans les huit autres provinces du pays ne s'établissaient qu'à \$121,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un signe qu'il faut venir en aide à l'agriculture.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous venons en aide à l'agriculture. L'agriculture est aussi prospère ici qu'ailleurs. Peut-être s'est-il formé une mentalité chez nos gens qui se disent que, lorsque l'on doit au gouvernement, on peut se montrer plus ou moins généreux? Je ne le sais pas. Mais est-ce une bonne mentalité de croire que l'on peut ne pas payer le gouvernement?

La Commission du prêt agricole canadien a dû racheter 13 terres dans Québec. Si je regarde le rapport, je constate, en outre, qu'au 1^{er} mai 1932, il y avait 14 % d'arrérages d'intérêts sur les prêts consentis dans notre province et au 1^{er} novembre 1932, 13 %. Au 1^{er} mai 1933, il y avait des arrérages d'intérêts dans une proportion de 50 %; et au 1^{er} novembre 1933, de 43 %.

Ces chiffres sont ennuyeux. Ils prouvent que ceux qui s'occupent du prêt, à Ottawa, ont raison d'être inquiets. On nous a dit: si vous voulez profiter des avantages du prêt dans Québec, il faudra faire quelque chose car, pour prendre des procédures en recouvrement de prêts dans Québec, il nous en coûte \$450 tandis qu'il n'en coûte que \$223 dans la Colombie anglaise, \$225 dans l'Île-du-Prince-Édouard, et \$120 en Nouvelle-Écosse⁴. Ces chiffres sont déplorables.

Le gouvernement de la province a décidé de rendre les prêts plus faciles pour nos cultivateurs en diminuant les frais. Nous croyons, et c'est un des buts du projet, que nous devrions avoir un avocat payé par le gouvernement qui examinerait les titres des emprunteurs gratuitement. Nous permettrons ensuite que, dans les cas où le prêt n'est pas rencontré, sur une simple requête à un juge, celui-ci pourra accorder un bref *de terris* pour permettre la

vente de la terre. Nous abolissons tous les frais de justice, toutes les procédures, et tous les frais d'enregistrement, excepté dans le cas où les régistres sont à salaire. Même dans ce cas, toutefois, les tarifs seront diminués. En résumé, nous voulons supprimer tous les frais. De telles mesures rencontreront les objections soulevées par les autorités du dominion.

J'ai eu l'occasion de soumettre mon projet à Ottawa et on l'a trouvé avantageux pour nos cultivateurs. On m'a répondu qu'il serait de nature à améliorer considérablement la situation. Nous voulons que les cultivateurs puissent prendre part au crédit agricole fédéral. D'après les remarques qui précèdent, on voit que les protagonistes d'un système de crédit provincial sont mal venus de le réclamer. Nous aurons les mêmes difficultés qu'Ottawa a rencontrées. Québec fait déjà ce qu'aucune province ne fait en payant 1½ % de l'intérêt des prêts consentis à nos cultivateurs, et, malgré tout, on a de la difficulté à rencontrer ses paiements.

Nous avons confiance qu'avec ces réformes, qui sont une amélioration considérable, Ottawa reprendra confiance et fera bénéficier davantage du prêt fédéral les cultivateurs de la province de Québec.

M. Duplessis (Trois-Rivières): De l'argumentation du premier ministre, il résulte d'abord que le prêt agricole fédéral se plaint qu'il y a trop de privilèges et trop de frais de vente. Il y a un vice fondamental dans le prêt fédéral actuel: c'est qu'on prête sur 20 % des bâtisses et 50 % sur la terre. Or, les dépendances de la ferme ont, dans Québec, une valeur proportionnelle beaucoup plus grande que dans l'Ouest. Le crédit fédéral ne fonctionne pas dans Québec, parce qu'il ne nous convient pas. Il ne représente que 35 % chez nous, car nos bâtisses valent autant que nos propriétés, et le prêt fédéral est consenti sur la terre et non pas sur les propriétés. C'est un système de crédit provincial sur base d'affaires qu'il nous faut, adapté à notre situation, afin de rencontrer les conditions spéciales de nos agriculteurs.

L'honorable premier ministre est d'avis que son bill marquera une amélioration. Pourquoi avoir retardé jusqu'ici à l'adopter? L'honorable premier ministre dit que les frais coûtent \$450 dans la province de Québec, comparativement à \$200 ailleurs. La plus grande partie de cette somme va à des fonctionnaires fédéraux. Pour leur part, le gouvernement et ses officiers retirent près de \$225 de ces \$400, soit pour le protonotaire, soit pour le registraire. Toutefois, je suis heureux de constater

que le bill procure un certain soulagement, mais la question n'est pas réglée pour autant.

Le premier ministre insinue que nos gens ne paient pas leurs dettes. N'est-ce pas le gouvernement qui leur a donné l'exemple au cours des deux dernières années, en ne payant pas ses dettes, les dettes dues parfois à ces cultivateurs? Le bill a pour but d'abolir les frais d'enregistrement et les frais de vente par le shérif. Si le gouvernement s'était rendu à la demande des députés conservateurs, il y a longtemps que cette amélioration aurait été apportée. La situation est à ce point compromise maintenant que c'est un système de prêt provincial à base d'affaires qu'il faut à la classe agricole. Nos cultivateurs paient leurs dettes quand ils en sont capables, mais ils ont rencontré des difficultés qui ne sont pas de leur ressort. Fournissons-leur l'argent nécessaire pour faire de l'argent sur leurs terres. Si nous voulons que les cultivateurs continuent, donnons-leur un prêt agricole provincial. C'est là le remède.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je crois que nous devrions référer ce projet au comité des bills publics, de manière à ce que des représentations de l'extérieur soient entendues. Nous aurions d'excellentes suggestions, j'en suis certain.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas d'objection. Je m'accorde avec l'honorable premier ministre sur le principe de ce projet, mais je préférerais, je l'ai dit, un prêt agricole provincial.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 69 modifiant la loi du prêt agricole de Québec pour diminuer les frais d'enregistrement des actes et les frais sur les procédures soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Extension des conventions collectives

L'honorable M. Arcand (Maisonnette):

propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 37 relatif à l'extension des conventions collectives de travail.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de pharmacie

M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 175 modifiant la loi de pharmacie de Québec.

Adopté.

En comité:

Les articles 1 à 11 sont adoptés.

M. McDonald (Pontiac): Je propose un amendement à ce projet, pour que les marchands de campagne aient le droit de vendre la teinture d'iode, l'huile de thé des bois et autres remèdes de même nature.

Le comité étudie cet amendement, le nouvel article 12⁵, qui se lit comme suit:

"12. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 23, le suivant:

"23a. Dans toute municipalité de cité, de ville, de village ou rurale où il n'existe pas de pharmacie, tout marchand ou commerçant peut vendre, mais seulement dans la municipalité où son commerce ou magasin est situé, les médicaments brevetés et les substances suivantes: acide carbolique (phénol), alcool de bois, antimoine, sels et composés, aspirine, esprit de nitre, huile camphrée, huile de thé des bois, teinture d'iode."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'est pas utile de demander à des experts de préparer une liste de médicaments dangereux, si la liste du député de Pontiac devait être acceptée à l'avance.

M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie): Le Collège des pharmaciens n'a pas d'objection à cet amendement.

L'article est adopté.

Les articles 13 à 27 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu une première fois, une deuxième fois sur division, et est adopté sur division.

M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Motions des députés:

Coût des licences de véhicules automobiles

M. Fisher (Huntingdon) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé): Attendu qu'un grand nombre de propriétaires de véhicules automobiles sont incapables, à cause de la crise, de payer, le 1^{er} mars 1934, le prix des licences exigées par la loi;

Attendu que des milliers de véhicules automobiles sont laissés en garage avec, comme conséquence, une perte de revenus pour la province;

Attendu qu'afin de faciliter la mise en opération sur nos chemins publics de ces véhicules automobiles dont on ne se sert pas, le gouvernement devrait faire des concessions à certains propriétaires;

Cette Chambre invite respectueusement le gouvernement à accorder, à partir de cette année, aux automobilistes de cette province ne se servant de leur véhicule automobile que six mois durant l'année, une réduction de 50 % du coût des licences de véhicules automobiles émises le ou après le 1^{er} septembre 1934.

En raison de la dépression, un grand nombre de propriétaires de véhicules automobiles sont simplement incapables de payer le prix des licences exigé au début de ce mois. En conséquence, des milliers de véhicules automobiles sont laissés en garage. Il y va de l'intérêt de la province que le nombre des autos, chez, nous augmente au lieu de diminuer. Le gouvernement obtiendrait des revenus additionnels provenant des 20,000 véhicules qui ne sont pas enregistrés présentement dans la province.

Un accroissement du nombre des autos signifie, en effet, des revenus plus élevés pour le Trésor provincial, des affaires plus florissantes pour les propriétaires de postes d'essence et pour les garagistes. Le gouvernement devrait être prêt à accorder certaines concessions aux automobilistes,

dans le but de ramener ces véhicules sur les routes. Or, quelle est la situation?

En 1930, 178,548 automobiles étaient enregistrées dans notre province; en 1933, 160,012 autos seulement furent enregistrées. Le résultat fut une diminution de revenus pour la province, les détaillants d'essence et les garagistes.

De là à conclure que des concessions doivent être faites par le gouvernement, il n'y a qu'un pas. D'après la loi, tout automobiliste doit obligatoirement faire enregistrer, chaque année, son automobile et, conséquemment, payer le permis annuel. Le gouvernement a droit de recours contre celui qui ne se conforme pas à la loi. Or, en ces temps de dépression, il est difficile d'obliger celui qui en est incapable de prendre son permis. D'un autre côté, par la loi, telle qu'elle existe actuellement, le gouvernement ne requiert que la moitié du montant régulier d'un permis lorsque l'automobile enregistrée l'est le, ou après le, 1^{er} septembre de chaque année, l'enregistrement dans tous les cas devant suivre immédiatement la prise de possession par le propriétaire.

La raison de cette ligne de conduite est qu'un véhicule enregistré le, ou après le, 1^{er} septembre ne circulera sur les routes que durant six mois de l'année de l'enregistrement. Or, dans nos campagnes, les propriétaires d'autos ne se servent de leurs voitures que six mois par année; ils n'utilisent les routes provinciales que six mois par an. Ne serait-il pas juste de leur accorder conséquemment une réduction de moitié du coût du permis, surtout quand on sait que le coût du permis est plus élevé dans notre province que dans toutes les autres provinces du pays?

L'honorable M. Stockwell (Brome): L'an dernier, nous avons eu 160,000 enregistrements d'automobiles qui ont rapporté au Trésor environ \$500,000. On a parlé de l'Ontario. J'admets que le coût du permis est plus élevé dans notre province que dans l'Ontario. Mais les conditions ne sont pas les mêmes dans les deux provinces. L'Ontario a investi environ \$150,000,000 dans ses routes, contre \$350,000,000 dans notre province, alors que nous avons ici 160,000 voitures contre 500,000 en Ontario. Chez nous, le gouvernement doit maintenir, à ses frais, plus de routes que le gouvernement de la province voisine. Notre climat est plus inclément que celui de l'Ontario. Nos hivers plus rigoureux détériorent davantage nos routes, en rendant les réparations et l'entretien plus coûteux. La province voisine a plus d'automobilistes que nous et,

conséquemment, elle peut demander moins cher pour son permis et retirer plus que nous.

D'ailleurs, ici, nous avons construit des routes superbes, qui nous ont coûté très cher, mais qui nous rapportent des sommes considérables en tourisme. Mais les routes ont été construites, à l'origine, principalement pour nos concitoyens. Enfin, nos routes profitent principalement aux automobilistes. Serait-il juste d'en faire payer le coût et l'entretien à ceux qui n'ont pas les moyens d'avoir une automobile? Il faut que l'usager de la route contribue à son entretien.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La question est de savoir s'il est juste de les surtaxer.

L'honorable M. Stockwell (Brome): C'est une doléance universelle que de dire que les taxes sont trop élevées, qu'il s'agisse de taxes fédérales, provinciales ou municipales. Si nous adoptions le principe d'émettre des permis pour six mois, presque tous les automobilistes se prévaudraient de ce privilège et, ensuite, ils ne se serviraient pas de leurs véhicules plus de six mois, cela sans préméditation, sans mauvaise intention pour une raison quelconque. Mais le Trésor provincial n'en serait pas moins frustré.

On demande que ceux qui n'utilisent leur voiture que six mois par année ne soient appelés à payer qu'une demi-licence. Cela serait très difficile d'application avec le climat capricieux que nous avons. Comment serait-il possible de savoir combien de temps un cultivateur a fait usage de son automobile? Et si l'été devait être long, un homme serait certainement tenté de faire usage de sa voiture pendant une période plus longue que les six mois. Toutefois, quand une voiture est achetée après le 1^{er} septembre, le gouvernement ne demande que le prix d'une demi-licence.

Pour appliquer la loi demandée par le député de Huntingdon (M. Fisher), il faudrait avoir une armée d'inspecteurs pour se rendre compte de la véracité des faits exposés par ceux qui voudraient obtenir une demi-licence; des agents dont la tâche serait d'espionner nos concitoyens. Cela coûterait très cher et obérerait encore le Trésor. De plus, personne n'aimerait se faire arrêter à tout bout de champ par des inspecteurs qui s'enquerraient si la licence a été payée pour un an ou pour six mois. Si nous maintenons l'excellence de nos routes, il convient de maintenir le coût actuel du permis.

Quant à la deuxième partie de la motion, celle qui veut qu'une auto laissée dans le garage ne paye

pas de taxes, pour lui donner suite, il faudrait changer complètement l'assiette actuelle de la loi qui fait que la taxe est basée sur la possession et non pas sur l'usage. Tous les États aux États-Unis et toutes les provinces dans le dominion fondent la taxation non pas sur l'usage, mais sur la possession de l'objet taxable.

Le député de Huntingdon (M. Fisher) demande bien au gouvernement de se départir d'une partie de ses revenus actuels, mais il n'indique pas comment le gouvernement pourrait compenser cette perte de revenus. Pour joindre les deux bouts, le gouvernement a dû réduire ses dépenses d'une façon très substantielle.

On ne peut exiger maintenant qu'il coupe aussi dans ses revenus si on veut que les services essentiels à la province, comme la colonisation, l'agriculture et l'hygiène, soient continués.

Comment faire face à nos dépenses, si on diminue nos revenus? D'ailleurs, la dépression achève, des temps meilleurs sont proches, et tout le monde pourra facilement payer le permis, conformément à la loi actuelle.

M. Fisher (Huntingdon): Dans nos campagnes, il n'y a pas moyen d'utiliser une automobile plus de six mois par année. Depuis quelques années, des milliers d'automobilistes ne renouvellent pas leur permis, préférant ne pas se servir de leur automobile plutôt que de payer un permis si dispendieux. Si le coût du permis était abaissé, il y aurait augmentation du nombre des automobiles enregistrées, stimulation du commerce de l'essence et du garagisme et, conséquemment, augmentation de revenus au Trésor provincial.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Sauvé, 6.

Contre: MM. Arcand, Bachand, Bastien, Bédard, Bélanger, Bergeron, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, Dansereau, David, Desmarais, Drouin, Duffy, Dufour, Duval, Farand, Fauteux, Filion, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Lapierre, Lortie, McDonald, Mercier, Morel, Paquet, Perrault, Power, Rochette, Saintonge, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, 46.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Élie (Yamaska) propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand), que tous les mots après "que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants: "cette Chambre est prête à voter à Sa Majesté les subsides nécessaires, mais elle recommande au gouvernement d'établir, sans plus de retard, un conseil consultatif, indépendant et impartial, représentant toutes les classes de la société et chargé d'orienter la politique provinciale vers la restauration économique de notre province⁶."

Des députés ministériels: "Drop!"

M. Élie (Yamaska) explique sa motion.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je suis heureux d'appuyer cette motion. Cette demande n'a rien d'extraordinaire. En Belgique, en France, en Chine même, il y a des conseils économiques. Qu'est-ce, en somme, que ce conseil dont nous suggérons la création? C'est une réunion des représentants les plus qualifiés des diverses classes de la société qui se groupent pour étudier les problèmes les plus importants, au point de vue économique surtout. La nomination d'un conseil consultatif, indépendant du lieutenant-gouverneur en conseil, s'impose dans notre province, et le gouvernement devrait agir sans tarder.

À l'heure actuelle, dans notre province, nous avons des problèmes très graves dont la solution peut influencer considérablement l'avenir de notre province. Il est donc opportun de créer ce conseil, afin que les hommes les plus qualifiés puissent étudier ces problèmes et faire leurs suggestions au gouvernement. Le gouvernement devrait se compter chanceux de pouvoir compter sur les lumières de tels aviseurs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, le gouvernement est prêt à étudier cette question, mais pas de la façon dont la motion le propose. Cette façon de présenter un amendement est très habile. Nous sommes prêts à voter contre parce que ce n'est pas la manière de discuter une telle question. Nous sommes prêts à discuter les intentions du gouvernement au sujet de la création de ce conseil

économique, mais nous ne voulons pas accepter un amendement de cette nature et sous cette forme.

L'opposition nous propose la création d'une commission économique indépendante du lieutenant-gouverneur en conseil. Mon honorable ami a une peur instinctive du lieutenant-gouverneur en conseil.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas une peur, mais une méfiance.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Très bien, disons une méfiance. Il nous propose cette création contre une proposition pour que la Chambre se forme en comité des subsides. Le gouvernement n'a aucune objection à discuter de la création d'un conseil économique pour la province de Québec, mais le gouvernement se penchera sur cette question lorsqu'il le jugera opportun, et non quand l'opposition désire se faire du capital politique. Que l'honorable chef de l'opposition présente une motion régulière. Nous la discuterons et nous ferons connaître l'opinion du gouvernement sur cette question.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous pouvez amender la proposition. Je ne soulèverai aucune objection.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Que le chef de l'opposition procède par vote de motion, comme l'on fait généralement. Les règlements ne permettent pas d'amender⁷.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Sauvé, 6.

Contre: MM. Arcand, Bachand, Bastien, Bédard, Bélanger, Bergeron, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, Dansereau, Desmarais, Duffy, Dufour, Duval, Farand, Fauteux, Filion, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Laferté, Lahaie, Lapierre, Lortie, McDonald, Mercier fils, Morel, Paquet, Perrault, Power, Rochette, Saintonge, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, 42.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte et se forme en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose: Qu'un crédit n'excédant pas trois cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935⁸.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ces \$35,000 additionnels sur le budget de l'an dernier visent à faire de nouveaux travaux dans la région du nord-ouest de Québec, particulièrement dans l'Abitibi. Il s'agit surtout d'ouvrir de nouvelles routes pour donner accès à de nouvelles mines.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Au cours d'un voyage, j'ai eu l'occasion de constater la richesse des mines de la province de Québec. Il y a partout dans Québec des mines non exploitées, et le gouvernement devrait donner toute son attention à leur développement. Mais je voudrais savoir si le gouvernement voit au développement de ces mines et en même temps assure la protection de l'épargne contre les spéculateurs? Nous sommes en retard dans le développement minier. L'Ontario a bénéficié de découvertes par des prospecteurs. Notre bureau de géologie n'a été créé qu'en 1929. Quant à la protection de l'épargne, j'insiste sur ce point. Il y a des ministres qui ont prêté leur nom à des compagnies et l'ont retiré ensuite après l'échec de la compagnie.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mon honorable ami le chef de l'opposition ne vise pas le ministre des Mines?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oh! Non.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je n'ai jamais prêté mon nom, mon honorable ami le sait.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je le sais. L'allusion était pour d'autres.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le contrôle sur la formation des compagnies est impossible. Malheureusement, il a pu y avoir des abus. À Cobalt, par exemple, il n'y a plus que deux compagnies en exploitation, au lieu de 10 au début. Le département a dépensé beaucoup d'argent pour mettre le public en garde contre les compagnies de mines. On lui a dit: N'achetez que des actions dans des mines établies et non dans des mines qui commencent. Tout le monde, cependant, surtout dans les années de prospérité, avait la manie de la

spéculation. Si le public avait suivi nos conseils, personne n'aurait perdu d'argent.

Quant au développement des mines, on sait que, si l'Ontario a de l'avance sur nous, c'est que ses mines ont été découvertes accidentellement lors de la construction du chemin de fer "Temiscaming & Northern Ontario".

Au sujet des bureaux de géologie, ils ont été fondés en 1929, alors que la chose devint nécessaire, à cause des espérances que certaines découvertes abitibiennes firent naître. Mais nous avons eu des géologues à notre service depuis très longtemps. Auparavant, nous avions les géologues fédéraux qui venaient chaque année étudier le terrain dans Québec.

Le département a pris dernièrement de nouvelles initiatives, entre autres celle de donner des cours pour les prospecteurs pour leur enseigner comment s'y prendre. C'est grâce à cela si les prospecteurs québécois ont pris goût à la recherche des mines.

Cette année, les villes de Montréal et Québec ont été ajoutées à la liste des endroits où on donne ces cours. Depuis ce temps-là, les nôtres commencent à s'intéresser à la recherche des mines. Nous devons aussi faciliter l'accès des gisements miniers aux prospecteurs en construisant de bonnes routes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre sait-il que l'on a vendu des actions d'une compagnie de mines de Gaspé-Nord sans passer par M. Willie Amyot, qui doit donner son approbation aux opérations des compagnies?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): J'en ai entendu parler il y a quelques semaines, et je dois dire qu'il n'y a eu aucune exploitation minière dans Gaspé-Nord.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des gens qui ont été exploités.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Aucune plainte n'a été reçue par le département des Mines.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable procureur général a-t-il reçu des plaintes?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai reçu une plainte contre une compagnie de Montréal qui vendait des actions sur le "curb"⁹, à Montréal. M. Amyot est à faire enquête en ce moment.

L'étude de la résolution est suspendue.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen de la résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Questions et réponses:

Nombre d'enfants et de femmes vivant dans des chantiers de bois

M. Guertin (Hull): 1. Le gouvernement possède-t-il maintenant des statistiques sur le nombre d'enfants et de femmes qui vivent dans les chantiers de bois de la province?

2. Dans l'affirmative, quel était, l'hiver dernier, le nombre d'enfants âgés de moins de 16 ans dans lesdits chantiers?

3. Combien étaient en âge de fréquenter l'école?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. Oui.

2. 1,388.

3. 872.

Octrois accordés au Bulletin de la ferme

M. Élie (Yamaska): Du 1^{er} juillet 1932 au 30 juin 1933, à combien s'élèvent:

a. Les octrois accordés au *Bulletin de la ferme* par le ministère de l'Agriculture?

b. La publicité payée au même journal par le même département pour lui-même ou pour la Coopérative fédérée?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): a. Aucun octroi n'a été accordé au *Bulletin de la ferme* par le ministère de l'Agriculture.

b. Aucune publicité n'a pas été payée au *Bulletin de la ferme* par le ministère de l'Agriculture, pour lui-même ou pour la Coopérative fédérée.

Fermes de démonstration

M. Guertin (Hull): 1. Combien le gouvernement a-t-il de fermes de démonstration dans les comtés:

a. Gatineau? b. Papineau? c. Pontiac?

2. Où sont situées ces fermes et qui en sont les propriétaires?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. *a.* Aucune.

b. Une.

c. Une.

2. Sainte-Rose-de-Lima, M. Alcide Charette; Campbell's Bay, M. J.-Bte Morin.

Distributeurs automatiques

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution relative au bill 70 modifiant la loi des licences relativement aux distributeurs automatiques. La résolution est lue une deuxième fois sur division et adoptée sur division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 70 modifiant la loi des licences relativement aux distributeurs automatiques.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 70 modifiant la loi des licences relativement aux distributeurs automatiques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome): Le véritable but de ce bill est de mettre un terme à cette forme de jeux de hasard, compte tenu que les chances du public de gagner avec de tels appareils sont très minces.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le gouvernement veut contrôler ces appareils qui sont un fléau. Nous avons reçu des plaintes de

directeurs de collèges qui nous ont dit que leurs élèves dépensaient tout leur argent avec ces machines.

M. Duplessis (Trois-Rivières): S'ils sont une plaie, pourquoi le gouvernement insiste-t-il pour instaurer une taxe additionnelle dans cette province par l'émission de licences?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est parfois une bonne chose de taxer les plaies.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je voudrais savoir, du trésorier, ce qu'il pense du récent jugement du juge Amédée Monet de Montréal concernant ces appareils¹⁰?

L'honorable M. Stockwell (Brome): Je ne peux donner plus d'informations à ce sujet qu'il n'en a été publié dans les journaux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le jugement du juge Monet peut s'interpréter de diverses façons. S'il le faut, la province ira en appel afin de faire disparaître tout doute au sujet des "slot machines".

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Léopold Désilets, officier en loi, a déclaré que le texte du projet, tel que présenté, était très bon. On ne devrait pas mettre de côté cette appréciation d'un avocat très distingué de Trois-Rivières que le gouvernement est venu nous enlever. (Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous avons pris à Trois-Rivières ce qu'il y avait de mieux. (Rires)

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 123e, modifié par l'article 2 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"123e. Tout officier de la police provinciale peut, même par force si on lui en refuse l'entrée, monter dans tout bateau ou véhicule et pénétrer sur tout terrain, dans tout endroit ou dans tout bâtiment dans la province, où il y a lieu de soupçonner qu'un distributeur automatique, ou plus qu'un, est possédé ou est sous contrôle en contravention avec la présente section, faire toute recherche et ouvrir, avec toute l'aide nécessaire et même de force, si on refuse de le faire, les bâtiments et réceptacles où il croit que ces distributeurs automatiques sont enfermés; et s'il y

découvre des distributeurs automatiques, il doit sans qu'un mandat ne soit requis, les saisir ainsi que les boîtes ou autres emballages les contenant et leur contenu, remettre le tout à son chef ou à son sous-chef, qui en a la garde, jusqu'à ce que le tribunal en ait disposé par un jugement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je m'oppose à ce que la Sûreté provinciale ait le droit de pénétrer dans les domiciles et d'enfoncer les portes partout où elle soupçonne la présence d'un appareil prohibé, pour le saisir, et ce, sans un mandat.

Nous allons trop loin, et je n'ai pas suffisamment confiance en la police provinciale pour lui reconnaître de tels pouvoirs. Pourquoi pas un mandat de perquisition?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il serait inutile de mettre en œuvre une telle loi si la police devrait obtenir des mandats avant de procéder à l'encontre de violateurs. Les pouvoirs que nous donnons sont nécessaires pour faciliter la tâche de la police pour empêcher les abus et l'exploitation clandestine de ces appareils. Beaucoup de propriétaires se cachent, et il faut que les officiers de la Sûreté puissent pénétrer dans les domiciles.

L'honorable M. Stockwell (Brome): Nous nous attendons à ce que le Trésor empêche des centaines de milliers de dollars des licences accordées pour ces machines. Plusieurs appareils ne seront pas sujets à la loi.

Il en sera ainsi par exemple pour les appareils qui donnent une coupe en papier en échange d'un centin. Il en sera de même également pour les casiers où les voyageurs, dans les gares de chemins de fer, déposent leurs colis en attendant l'heure d'un train.

La taxe vise les appareils qui comportent un élément de chance. Il ne s'agit pas d'une question de revenus.

L'article 123e, modifié par l'article 2 du projet de loi, est adopté.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande de remettre la troisième lecture à la prochaine séance.

Remboursement de droits:

Succession de Louis-Ovide Grothé

M. Dugas (Joliette) propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. Fortin), que, vu l'impossibilité où les promoteurs du bill 122 concernant les substitutions créées au testament de feu Louis-Ovide Grothé se sont trouvés de présenter cette loi dans les délais requis, tous droits additionnels qu'ils ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

Orphelinat agricole de Saint-Ferdinand d'Halifax

M. Bélanger (Lévis) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Filion), que le bill 105 constituant en corporation L'Orphelinat agricole de Saint-Ferdinand d'Halifax, ayant pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

Coiffeurs pour dames

M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Grant), que, vu que le bill 106 concernant les coiffeurs pour dames de la province de Québec a été présenté en retard à la suite de circonstances indépendantes de la volonté des promoteurs, qui se sont trouvés par conséquent dans l'impossibilité de présenter cette loi dans les délais requis, tous droits additionnels qu'ils ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

Demandes de documents:

Compagnies d'assurance, 1933-1934

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1^{er} janvier 1933 inclusivement,

jusqu'au 20 mars 1934, et se rapportant à l'augmentation ou à la réduction des taxes, permis ou licences concernant les compagnies d'assurances, les agents ou employés de ces compagnies ou les personnes s'occupant d'assurance en cette province.

Adopté.

Société coopérative fédérée des agriculteurs

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 73 modifiant la loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Godbout (L'Islet): M. le président, actuellement, la Coopérative fédérée exige 25 % des coopératives de paroisses qui demandent à être affiliées à elle. Par ce projet de loi, le pourcentage exigé sera réduit à 10 %.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a quelque temps, un groupe de marchands de grain se sont rendus chez le ministre de l'Agriculture en compagnie du député de Nicolet (M. Gaudet). Ils se sont plaints des taux chargés par la Coopérative fédérée.

À la suite de cette délégation, la Coopérative fédérée a dû relever ses taux. Je ne veux pas critiquer l'administration actuelle de la Coopérative, car elle accuse une amélioration sensible sur la précédente. Toutefois, par l'influence du ministre, la Coopérative a pris cette décision défavorable à la coopération bien entendue.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il n'y a pas l'ombre de la vérité dans tout ce qu'affirme l'honorable chef de l'opposition. Les marchands de grain, qui sont venus me voir, en compagnie du député de Nicolet, ont demandé seulement que la Coopérative fédérée ne se serve pas de l'octroi du gouvernement pour vendre à des prix réduits et faire ainsi une concurrence indue.

Le député de Nicolet est loin d'être un adversaire de la coopération dans cette province. C'est un ancien marchand de grain qui a transformé son commerce de manière à le rendre conforme à la véritable doctrine de coopération, sur les suggestions faites par les agronomes locaux.

On nous a demandé que la coopérative s'entienne aux prix réguliers. Si elle a augmenté ses taux par la suite, j'affirme que c'est nullement à ma demande. Jamais je ne m'immisce dans les affaires de la Coopérative fédérée. Elle commerce comme elle l'entend. Si nous intervenions, ce serait sûrement dans l'intérêt du cultivateur. Je tiens à corriger les déclarations de l'honorable chef de l'opposition et à rectifier en même temps les nouvelles parues dans certains journaux au sujet de cette déclaration.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Commencant par dire qu'il n'y avait pas l'ombre de la vérité dans mes déclarations, le ministre en a ensuite confirmé la majeure partie. Après que le ministre eut reçu la délégation dont j'ai parlé, la Coopérative a été obligée d'élever ses prix. Je crains cette influence politique qui procède par détour, de façon à cacher le patronage qu'on exerce parfois, en dépit de la résistance que des administrateurs de cette organisation peuvent offrir. Lors de la dernière réunion des actionnaires, le gérant de la Coopérative a affirmé qu'il avait été obligé d'augmenter les prix et que, par la suite, le commerce avait diminué de 3 %.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La Coopérative a augmenté ses taux, mais ce n'est pas à cause de la délégation qui est venue me rencontrer. On s'est plaint que certains gérants vendaient des moulées alimentaires en bas du prix régulier, parce qu'ils appliquaient à ces prix l'octroi que nous accordons sur le chiffre d'affaires de la coopérative. Les prix que la coopérative a majorés à la suite de la délégation sont ceux qu'elle charge aux cultivateurs pour vendre leurs produits, et non pas les taux qu'elle a établis sur les grains.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mes déclarations sont conformes à la vérité. Le ministre dit qu'il ne s'ingère pas dans les affaires de la Coopérative. Je lui citerai le cas du gérant de la Coopérative des Trois-Rivières, ancien candidat libéral dans Yamaska. La Coopérative qu'il dirige est mort-née et elle accuse sans cesse un déficit sur le salaire payé à son gérant.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La Coopérative fédérée et la Coopérative des Trois-

Rivières sont deux organismes absolument indépendants.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Elles ont cependant des relations commerciales.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Le chef de l'opposition ne parlerait pas ainsi s'il avait été mieux informé. La Coopérative des Trois-Rivières vend ses produits par l'entremise de la Coopérative fédérée, et c'est tout. Quant au gérant local, c'est un ancien agronome qui a fait de la politique, mais à qui nous avons demandé d'abandonner complètement tout patronage politique s'il voulait être gérant de la coopérative.

Je tiens à déclarer de nouveau que nous n'exerçons aucune influence politique sur la Coopérative fédérée. Je donne ma parole de ministre au chef de l'opposition.

M. Duplessis (Trois-Rivières) réitère ses affirmations.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Depuis une demi-heure, je donne ma parole de ministre au chef de l'opposition et il continue à laisser planer des doutes. Quand l'honorable chef de l'opposition pourra me prouver que je me suis servi de la Coopérative fédérée pour faire de la politique, je donnerai immédiatement, entre ses mains, le même jour qu'il fera sa preuve, ma démission comme membre du cabinet.

(Applaudissements à droite)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous ne le laisserons pas résigner ses fonctions.
(Rires et applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre veut empêcher toute preuve?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Ce n'est pas une bravade. Je réitère ma déclaration et je sais bien que la preuve est impossible à faire! Je répète que le jour où mon honorable ami pourra me convaincre d'avoir fait de la politique avec la Coopérative, ce jour-là je démissionnerai. Je n'ai pas à m'ingérer dans les affaires de la Coopérative. La Coopérative fédérée appartient aux cultivateurs. J'ai toujours respecté ce premier principe de coopération, la liberté, et je le respecterai à l'avenir.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Loi des produits laitiers

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 64 modifiant la loi des produits laitiers soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y aura pas d'opposition au principe concerné, car nous reconnaissons que tout ce qui contribue à améliorer la situation de l'agriculture doit être supporté. Toutefois, je réserve le droit de l'opposition de discuter des détails de cette mesure.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

Le comité poursuit l'examen de la résolution no 1 (item 94 du Budget des dépenses, 1934-1935), laquelle se lit comme suit:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est regrettable qu'il n'y ait rien dans la loi pour obliger les compagnies à employer la main-d'œuvre canadienne dans les mines.

Il y aurait moyen de réduire le nombre des ministères. Treize ministres pour la province, c'est bien trop. Il n'y a pas de raison d'avoir un département du trésorier. Plus que jamais, l'Agriculture et la Colonisation devraient être ensemble. L'un et l'autre se complètent. Il n'en est pas de même des deux ministres, cependant. Six ou sept ministres seraient suffisants. Je ne demande pas au gouvernement d'installer six bons ministres: c'est impossible. (Rires) On devrait faire disparaître certaines sinécures, surtout quand on est obligé de réduire les crédits des principaux ministères. La centralisation produit la compétence. Tous les corps publics recommandent la

compression des dépenses. J'aimerais savoir quelle est la situation au ministère des Mines.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les revenus des mines, mon honorable ami va les trouver dans l'état des recettes de la province. Ils ont été de \$359,666. Nous commençons nos développements. Dans 12 ans, j'en suis convaincu, nous serons en avant de l'Ontario.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Un octroi de \$150,000 a été promis à la compagnie Aldermac Mine, octroi payable par versements annuels de \$25,000 et conditionnel à la construction d'une usine de \$500,000 et au fonctionnement continu de cette usine. Quelle partie de cet octroi la compagnie a-t-elle touchée?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Une somme de \$25,000 a été versée à la compagnie, conformément à l'arrêté en conseil au début des opérations de l'usine. Plus tard, la crise est venue et la compagnie a discontinué temporairement ses opérations pour les reprendre plus tard. Mais aucun montant autre que le montant initial ne fut versé. En accordant cet octroi, le gouvernement a voulu encourager la création en notre province d'une industrie considérable et de première importance. Il (l'honorable M. Perrault) donne des explications concernant la construction de chemins dans les districts miniers.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Dépenses administratives, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935¹¹.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues une première fois.

La séance est levée à 10 h 55.

NOTES

1. Selon *Le Soleil* du 28 mars 1934, à la page 17, cette intervention serait faite par le premier ministre. Étant donné que le bill est parrainé par l'honorable M. David et que rien n'indique qu'il est absent de la Chambre à ce moment-là, il y a lieu de croire que le ministre a dû lui-même expliquer le bill.

2. Peter Heenan, libéral, fut ministre fédéral du Travail du 25 septembre 1926 au 6 août 1930.

3. Voir la séance du 8 février 1934.

4. Ce dernier montant se rapporterait à l'Alberta, selon *L'Événement*, à la page 4, et *Le Nouvelliste*, à la page 3, du 28 mars 1934.

5. L'ancien article 12 a été biffé au comité permanent des bills publics en général.

6. *La Presse* du 28 mars 1934, à la page 32, souligne que quelques députés libéraux s'empressent de sortir après que M. Élie ait fait lecture de sa motion.

7. Selon l'article 322 (2) du Règlement de 1915, il est irrégulier de proposer un sous-amendement à la motion portant sur la formation du comité des subsides.

8. Selon *L'Événement* du 28 mars 1934, à la page 4, M. A.-O. Dufresne, directeur du département des Mines de la province, vient s'asseoir à côté de son ministre, l'honorable M. Joseph-Édouard Perrault, pour renseigner la Chambre.

9. Le curb (stone) market signifie "marché après bourse" sur lequel se vendaient des actions n'ayant pas fait l'objet d'analyses solides.

10. Ce jugement déclarait que les distributeurs automatiques n'étaient pas des machines de jeux de hasard.

11. *L'Événement* du 28 mars 1934, à la page 8, rapporte que le lieutenant-colonel Boulanger prend place à côté de l'honorable M. Perrault, en vue de donner des explications concernant les items de la voirie.

Séance du mercredi 28 mars 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-sixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 64 modifiant la loi des produits laitiers.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 116 modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 81 modifiant la charte de la ville de Mont-Royal.

Votre comité recommande de prolonger au 12 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 12 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

Travaux de la Chambre:**Ajournement pour le
congé de Pâques**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Plusieurs députés de Montréal ont manifesté l'intention de partir par le train de 5 heures. Ils m'ont demandé d'ajourner à 4 h 30. Si nous faisons diligence, les députés pourront prendre ce train.

(Applaudissements)

Ils ont des affaires de conscience à régler avant Pâques, surtout les députés de l'opposition! Je crois qu'il serait de mauvaise politique d'empêcher les députés de faire leurs Pâques.

Questions et réponses:**Études des
pêcheries en Europe**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Depuis le 1^{er} mars 1933, combien le gouvernement de cette province a-t-il envoyé de jeunes gens en Europe pour y étudier le système des pêcheries?

2. De quelle date à quelle date ont duré ou dureront ces études pour chacun de ces jeunes gens?

3. Quel a été ou sera le coût total pour la province?

L'honorable M. Laferté (Drummond): 1. Aucun.

2. et 3. Répondu par 1.

**Modification de la carte électorale,
Bureau provincial de médecine**

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 191 modifiant la loi médicale de Québec relativement à la division de la province pour les fins de l'élection du Bureau provincial de médecine.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Taschereau (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Immeubles saisis

M. Rhéaume (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 192 modifiant le Code de procédure civile concernant les immeubles saisis.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Rhéaume (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Recours de droit commun pour accidents du travail

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 165 modifiant la loi des accidents du travail, 1931, pour rétablir, en faveur de l'accidenté, le recours de droit commun contre une personne autre que son employeur.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget, se lisant comme suit: Qu'un crédit n'excédant pas trois cent trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935, rapportée du comité des subsides et lue une première fois mardi le 27 mars courant, soit maintenant lue une deuxième fois.

La résolution est lue une deuxième fois sur division, et adoptée sur division.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget se lisant comme suit: Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté

pour Dépenses administratives (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935, rapportée du comité des subsides et lue une première fois mardi le 27 mars courant, soit maintenant lue une deuxième fois.

La résolution est lue une deuxième fois sur division, et adoptée sur division.

Distributeurs automatiques

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill 70 modifiant la loi des licences relativement aux distributeurs automatiques.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), que l'ordre soit révoqué et que le bill soit renvoyé de nouveau au comité plénier.

Adopté.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme je l'avais prévu, la définition du mot "distributeurs automatiques" porte à confusion dans le bill. Si l'on accepte la définition du trésorier, la taxe de \$20 affectera les appareils de téléphone payants, les appareils pour distribution de gobelets sur les trains et ailleurs, et à une foule d'appareils que le gouvernement n'a pas l'intention de taxer.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le trésorier a un amendement pour couvrir ces cas-là, pour éviter la confusion.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'avais donc raison.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Quand vous avez raison nous sommes toujours prêts à l'admettre, et vice versa. (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Plutôt versa. (Rires)

Le comité étudie l'article 123*i*, modifié par l'article 2 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"123*i*. La présente section ne s'applique pas:

"*a*. À un compteur pour le gaz, l'eau ou l'électricité;

"*b*. À une balance qui n'indique que le poids d'une personne ou d'une chose;

"*c*. À un casier qui, dans une gare ou une hôtellerie, ne sert qu'à emmagasiner le bagage d'une personne;

"*d*. À un distributeur automatique dans une maison privée;

"*e*. À toute autre espèce ou classe de distributeurs automatiques exemptée de l'application de la présente section par le lieutenant-gouverneur en conseil."

Cet article est amendé et les paragraphes *d*. et *e*. se lisent désormais comme suit:

"*d*. À tout appareil ouvrant ou distribuant automatiquement, en usage pour les cabinets-toilette payants, les essuie-mains hygiéniques, ou les gobelets à boire que l'on trouve ordinairement dans les gares et wagons de chemins de fer, les hôtels, les restaurants, les stations d'autobus, les théâtres, les établissements de commerce, les bureaux, ou les édifices publics;

"*e*. À tout appareil automatique pour l'usage du téléphone;"

Les anciens paragraphes *d*. et *e*. deviennent respectivement les paragraphes *f*. et *g*.

L'amendement est adopté.

L'article 123*i*, modifié par l'article 2 du projet de loi, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Questions et réponses:

Table de mesurement des billots

M. Guertin (Hull): 1. Le gouvernement a-t-il fini d'étudier la question de réviser la table de mesurement des billots actuellement en usage dans la province?

2. Dans l'affirmative, à quelle conclusion en est-il venu, et quelle décision a-t-il prise?

3. Depuis quand, le gouvernement étudie-t-il cette question?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. et 2. Les officiers du ministère des Terres et Forêts, qui ont étudié cette question, ont terminé leur travail depuis plusieurs mois. Cependant, le gouvernement a cru devoir suspendre toute décision définitive à cause des difficultés que rencontre l'industrie forestière depuis quelques années. Néanmoins, des démarches se poursuivent auprès d'autres provinces, pour l'adoption, si possible, d'une réglementation uniforme pour le mesurage des bois coupés sur les terres de la couronne dans l'Est du Canada.

3. C'est en 1929 que la question fut confiée, pour étude, à un comité nommé par le ministre des Terres et Forêts.

Société coopérative fédérée des agriculteurs

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 73 modifiant la loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Permis de coupe de bois

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose la deuxième lecture des résolutions relatives au bill 43 pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous aurons l'occasion d'étudier plus tard la portée de cette loi. En attendant, je propose par voie d'amendement, appuyé par représentant de Chambly (M. Béïque), que tous les mots après "que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"cette Chambre refuse d'approuver les résolutions relatives au bill no 43 intitulé: "Loi pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant", parce que l'adoption de ces résolutions constituerait

de nouvelles entraves à l'œuvre de la colonisation et parce que ces résolutions ont comme conséquence de favoriser l'intérêt privé au détriment de l'intérêt public, vu que, si ces résolutions devenaient loi, le domaine public pourrait être grevé des dettes de certaines compagnies autorisées à émettre des débentures sur des biens futurs et dont les obligations ou débentures actuellement émises s'élèvent déjà à environ cinq cents millions de dollars, représentant en très grande partie le résultat de procédés financiers condamnables."

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, 6.

Contre: MM. Arcand, Bastien, Chouinard, Cohen, Côté (Gaspé-Nord), Crête, Dansereau, David, Dillon, Drouin, Dufour, Duval, Farand, Fauteux, Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Grant, Laferté, Lapierre, Lapointe, McDonald, Mercier, Messier, Morel, Paquet, Perrault, Phaneuf, Poulin, Power, Rochette, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 39.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte sur division, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Les résolutions sont lues une deuxième fois sur division.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre n'a pas dit que le lieutenant-gouverneur agréait ces résolutions.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): J'ai le plaisir d'informer la Chambre qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur d'agréer ces résolutions.

Les résolutions sont adoptées sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 43 pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant.

Prêt agricole

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre

en considération un projet de résolution relative au bill 69 modifiant la loi du prêt agricole de Québec pour diminuer les frais d'enregistrement des actes et les frais sur les procédures.

En comité:

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par l'honorable M. Taschereau (Montmorency), et dont le texte se lit comme suit:

Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, auprès du conseil provincial visé par l'article 3 de la loi du prêt agricole de Québec, Statuts refondus, 1925, chapitre 51A, un officier dont il déterminera le traitement, et que cet officier devra être un avocat, et que son traitement sera payé à même le fonds consolidé du revenu.

La province veut commettre un avocat à l'examen, sans frais pour les cultivateurs, des titres de leurs propriétés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La résolution a pour objet d'autoriser le lieutenant-gouverneur à payer un salaire à un avocat qui étudiera la question des titres. Je crois que l'on devrait plutôt, comme il s'agit de recherches de titres, requérir les services d'un notaire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mettons avocat ou notaire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien! Quel salaire a-t-on l'intention de payer?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je crois qu'il est préférable de ne pas le dire, afin que les journaux ne le répètent pas. Nous avons tellement de demandes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois que nous ne devons pas laisser passer cette occasion de féliciter chaleureusement le député de Yamaska (M. Élie) qui a réussi à dessiller les yeux du gouvernement sur l'exagération des frais que doivent payer les cultivateurs. Le gouvernement se rend à cette demande un peu tard, mais mieux vaut tard que jamais. Le premier ministre doit reconnaître que les prétentions du député de Yamaska avaient leur raison d'être.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cela vous montre que nous avons l'esprit large et que

nous acceptons toutes les idées, lorsqu'elles sont bonnes et même si elles viennent d'un député de la gauche. Quand une chose est raisonnable, nous l'acceptons. Mais, je ne crois pas que nous ayons encore accepté quelque chose de l'honorable chef de l'opposition. (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre a la mémoire courte. Il est vrai que le chef du gouvernement ne se souvient pas des dettes de son gouvernement. Il n'y a pas longtemps, cependant, il a accepté ma résolution au sujet du travail le dimanche.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Dans le domaine religieux, le chef de l'opposition est excellent, mais, dans le domaine politique, il est moins bon. (Rires)

Il a manqué sa vocation. (Rires)

La résolution se lit désormais comme suit:

Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, auprès du conseil provincial visé par l'article 3 de la loi du prêt agricole de Québec Statuts refondus, 1925, chapitre 51A, un officier dont il déterminera le traitement, et que cet officier devra être un avocat ou un notaire, et que son traitement sera payé à même le fonds consolidé du revenu.

La résolution, ainsi amendée, est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 69 modifiant la loi du prêt agricole de Québec pour diminuer les frais d'enregistrement des actes et les frais sur les procédures.

Sociétés de secours mutuels

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 68 modifiant la loi des assurances de Québec relativement aux sociétés de secours mutuels.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Travaux de la Chambre:

Horaires des séances

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Avant d'aller plus loin, je voudrais proposer, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), une motion pour qu'à partir de mardi prochain, le 3 avril, il y ait deux séances par jour, l'une de trois à six heures de l'après-midi, l'autre depuis huit heures et demie du soir jusqu'à l'ajournement.

Ainsi nous pourrions expédier plus rapidement la législation.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois que nous devrions limiter les séances du soir à 11 heures. Nous siégeons le matin, l'après-midi et le soir. Il est raisonnable de faire comme à Ottawa et même en Angleterre, et à 11 heures, on devrait ajourner.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Cette suggestion aurait pu être acceptée au commencement de la session, mais il ne serait peut-être pas commode de l'accepter maintenant. Il vaut mieux ne pas se renfermer dans des limites.

Adopté.

Charte de Montréal, frais de pavage

M. Rhéaume (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 102 concernant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Rhéaume (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Terres en culture de Montréal-Ouest

M. Rhéaume (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 123 concernant les terres en culture dans la ville de Montréal-Ouest.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Rhéaume (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Béique (Chambly) propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Yamaska (M. Élie), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"cette Chambre, tout en étant prête à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté:

a. Est d'avis que l'octroi, par le gouvernement, d'entreprises ou de travaux sans demandes préalables de soumissions par les moyens de publicité les plus efficaces, est de nature à provoquer le favoritisme et à occasionner à la province des dépenses exorbitantes qu'il convient d'éviter en tout temps, et aujourd'hui plus que jamais;

b. Estime qu'en l'absence de demandes publiques de soumissions, il devient trop facile de stipuler des conditions qui, selon les termes d'un amendement proposé par les libéraux en 1895, "constituent un encouragement à la malhonnêteté";

c. Recommande, en conséquence, au gouvernement, avant d'octroyer ou d'accorder des contrats ou entreprises, de toujours demander des soumissions publiques par la voie des journaux, avec le plus de publicité possible, de façon à assurer les meilleures conditions à la province."

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Sauvé, 7.

Contre: MM. Arcand, Bastien, Chouinard, Cohen, Côté (Gaspé-Nord), Crête, Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Drouin, Duffy, Dufour, Duval, Fauteux, Filion, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Laferté, Lapierre, Lapointe, McDonald, Mercier fils, Messier, Morel, Perrault, Phaneuf, Poulin, Power, Rochette, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, 40.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte et se forme en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose: Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Encouragement au tourisme, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Cette somme est nécessaire pour les publications du gouvernement en rapport avec le tourisme. Par exemple, l'impression de la carte routière de Québec et la publicité dans 200 ou 300 quotidiens du Canada et des États-Unis. Cette publicité a contribué de façon considérable à l'augmentation du tourisme dans Québec. Grâce à cette publicité, malgré la crise, malgré l'exposition de Chicago, l'an dernier il y a eu augmentation de 25 % dans le tourisme en Gaspésie, et seulement 15 % de diminution dans toute la province. Une revue new-yorkaise a affirmé que c'est Québec qui a conservé la meilleure position de toutes les provinces du Canada, l'an dernier. Les dépenses que le gouvernement fait sont donc très justifiables.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement sait-il que la loi des États-Unis permet aux magasins à rayons de vendre de la bière, et qu'en un mot, la loi Volstead¹ abrogée, les États-Unis sont beaucoup plus libres que nous quant au commerce et à l'usage des spiritueux? Est-ce que le ministre est d'avis que la nouvelle loi des liqueurs aux États-Unis va entraver le tourisme américain dans la province? Dans ce cas, qu'est-ce que le ministre de la Voirie entend faire pour remédier à cette menace? Le gouvernement a-t-il l'intention de prendre des mesures pour parer à ces éventualités?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): On a aboli la loi Volstead aux États-Unis. Trop

rigoureux autrefois, les États-Unis sont maintenant trop larges. Je crois qu'il faudra, chez nos voisins, faire machine arrière. Je ne crois pas que l'abolition de la prohibition aux États-Unis affecte le tourisme autant qu'on le dit. On nous a suggéré bien des mesures. Dans tous les cas, ce n'est pas l'intention du gouvernement de modifier sa loi des liqueurs. Les hôteliers nous ont demandé de leur permettre la vente des boissons fortes dans leurs établissements, afin que les étrangers puissent se procurer ici ce qu'ils peuvent avoir chez eux. On a fait la même demande en Ontario et le gouvernement a refusé. Nous n'avons pas plus de raison que le gouvernement voisin d'accéder à cette demande. Je ne crois pas que les Américains viennent ici seulement pour "prendre un coup". Nous ne permettrons pas la vente des alcools dans les hôtels. Les Américains qui le désireront pourront toujours se procurer des liqueurs aux magasins de la commission.

D'ailleurs, nous ne partageons pas le pessimisme des hôteliers et nous croyons que le tourisme ira encore très bien au cours de la prochaine saison. Notre campagne de publicité aux États-Unis a donné d'excellents résultats. Et nous la poursuivrons de façon intensive. De l'avis d'organisations américaines, des agences de publicité, la province de Québec est celle qui s'est le mieux maintenue en 1933, en ce qui concerne le tourisme, et qui a le moins souffert de la dépression à ce point de vue.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue une première fois.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain à trois heures de l'après-midi².

Adopté.

La séance est levée à 4 h 30.

NOTES

1. La loi Volstead, du nom du représentant républicain, Andrew J. Volstead, qui la pilotait lors de son adoption en 1919, a pour titre "National Prohibition Act". Cette loi interdisait la fabrication, le commerce et l'usage de toute boisson contenant plus de 0.5 % d'alcool. Elle fut annulée en décembre 1933 par le 21^e amendement à la Constitution américaine, qui mit fin à la prohibition nationale.

2. Les quotidiens précisent que c'est la première fois, depuis 25 ans, que la session n'est pas prorogée avant Pâques.

Première séance du mardi 3 avril 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 194 modifiant l'article 112 du Code municipal.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 69 modifiant la loi du prêt agricole de Québec pour diminuer les frais d'enregistrement des actes et les frais sur les procédures.

**Code municipal,
article 498a**

M. Piché (Témiscamingue) demande, appuyé par le représentant de Verchères (M. Messier), la permission de présenter le bill 195 modifiant l'article 498a du Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions de privilège:

**Moulin à papier
au Cap-de-la-Madeleine**

M. Duplessis (Trois-Rivières) se lève sur une question de privilège. Les citoyens du Cap-de-la-Madeleine ont attiré mon attention sur un fait. Il y a dans leur localité un moulin à papier qui est fermé depuis deux ans, avec la conséquence qu'un grand nombre d'ouvriers de la région qui y travaillaient sont réduits au chômage. On m'a informé que le député de Beauce, M. Édouard Lacroix¹, aurait fait des offres pour acheter le moulin, mais ses offres ont été refusées. Des influences indues se seraient fait sentir et les conditions posées seraient presque impossibles, de sorte que M. Lacroix n'a pu mettre son projet à exécution, au

grand désappointement des ouvriers du Cap-de-la-Madeleine. Le gouvernement a-t-il eu connaissance de ce projet de M. Lacroix? Est-ce que l'honorable premier ministre a une déclaration à faire à ce sujet?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne suis pas au courant. Je crois que vous êtes le seul à en avoir entendu parler.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas la première fois que l'opposition renseigne le gouvernement. On aurait imposé des conditions inacceptables.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quels seraient les messieurs si influents auxquels le chef de l'opposition fait allusion? Si mon honorable ami veut me le dire, nous pourrions peut-être y voir.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ces influences, c'est la Consolidated Paper.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je le répète, je n'ai jamais entendu parler de cela. Mais j'aimerais avoir des renseignements plus précis.

Questions et réponses:

**Aqueduc de Deschambault,
comté de Portneuf**

M. Élie (Yamaska): 1. Un rapport, mémoire ou requête concernant l'aqueduc de Deschambault, comté de Portneuf, a-t-il été fait au gouvernement de cette province, depuis le 1^{er} janvier 1933?

2. Dans l'affirmative, à quelle date et par qui?

3. À quel département ce rapport, mémoire ou requête a-t-il été fait?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Oui.
2. Le 8 septembre 1933 par M. Léopold Fontaine, assistant-ingénieur sanitaire, et le 20 novembre 1933 par M. René Cyr, assistant-ingénieur sanitaire.

3. Au service provincial d'hygiène.

**Musée d'histoire naturelle,
Québec**

M. Élie (Yamaska): Relativement au Musée d'histoire naturelle, Québec: 1. Combien la province

a-t-elle dépensé à date: *a.* Quant au terrain? *b.* Quant aux constructions? *c.* Quant à l'ameublement et à l'aménagement? *d.* Quant aux ouvrages, collections, objets d'art ou autres qui y sont conservés?

2. Combien la province a-t-elle payé à date?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): 1. *a.* Rien; *b.* \$1,499,978.19; *c.* \$85,395.51; *d.* Réponse sera donnée par le département du secrétariat provincial.

2. *b.* et *c.* \$1,584,163.70. Ce total diffère de \$1,210 de celui des argents payés, la différence étant une retenue faite sur le contrat de l'artiste Brunet pour travail à compléter.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget se lisant comme suit: "Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Encouragement au tourisme (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935", rapportée du comité des subsides et lue une première fois mercredi le 28 mars dernier, et dont la deuxième lecture avait été remise à la prochaine séance, soit maintenant lue une deuxième fois.

La résolution est lue une deuxième fois sur division, et adoptée sur division.

Corporations municipales ou scolaires et créanciers

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 51 concernant les conventions des corporations municipales ou scolaires avec leurs créanciers.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compagnies de cimetière

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 71 modifiant la loi

des renseignements sur les compagnies concernant les compagnies de cimetière soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne): Il s'agit tout simplement de libérer de l'obligation du rapport annuel au gouvernement les compagnies de cimetière, constituées en vertu d'une loi générale ou spéciale de la province, qui n'ont pas de capital-actions, ni le pouvoir de payer aucun dividende ou profit à un particulier ou corporation quelconque.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce qu'il y a des compagnies de cimetière qui paient des dividendes?

L'honorable M. David (Terrebonne): Oui, quelquefois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): En temps d'élections. (Rires)

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Laval-des-Rapides

M. Filion (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 116 modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Filion (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Remboursement de droits:

Charte de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal

M. Fauteux (Montréal-Sainte-Marie) propose, appuyé par le représentant d'Iberville (M. Lamoureux), que les droits ordinaires et additionnels payés pour le bill 93 modifiant la charte de l'Hôpital Notre-Dame, à Montréal soient remis aux promoteurs, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser une institution de bienfaisance publique.

Adopté.

Succession L.-J. Gaudry

M. Bachand (Shefford) propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Saintonge), que les amendes payées pour le bill 110 concernant le testament de Louis-Jules Gaudry dit Bourbonnière soient remises au promoteur, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a été présenté en retard par suite de circonstances incontrôlables.

Adopté.

Loi des syndicats professionnels

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 248 modifiant la loi des syndicats professionnels soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explications.

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve): Cet amendement a été demandé par les syndicats ouvriers. Il régleme l'utilisation des fonds

accumulés par certains syndicats professionnels. Conformément à l'ancienne loi, lorsqu'un syndicat, ayant jadis été florissant et ayant accumulé des fonds, était sur le point d'être dissous, par suite de la diminution considérable de ses membres, les fonds accumulés étaient répartis entre les membres survivants. La nouvelle loi permet au conseil central de prendre possession de ces fonds et de les affecter à l'œuvre, en général, des syndicats ou à un syndicat similaire ou connexe à celui qui est dissous.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Il serait injuste de distribuer les fonds à d'autres syndicats quand un local cesse d'exister. Il faudrait faire la distribution entre les membres qui restent.

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve): Les argents sont versés au fonds central de l'union ouvrière dont les membres font toujours partie, même si un local ne compte plus assez de membres pour continuer d'exister comme succursale. Les argents payés par les membres restent donc pour continuer l'œuvre commencée.

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. La loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1925, chapitre 255, est modifiée en y ajoutant après l'article 14a, tel qu'édicte par la loi 21 George V, chapitre 98, section 3, le suivant:

"14b. Nonobstant toute loi à ce contraire, toute corporation municipale est autorisée à accorder, par résolution de son conseil, une exemption de taxe sur les immeubles appartenant à tout syndicat professionnel constitué en corporation en vertu de la présente loi ou au propriétaire de tout immeuble utilisé pour ou à l'usage de tout syndicat professionnel, aussi longtemps que lesdits immeubles seront utilisés comme salle de réunions ouvrières, bibliothèque, salle de conférences ou autres fins sociales aux conditions que ledit conseil déterminera."

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'approuve cet article, mais je me demande pourquoi le gouvernement ne libère pas de la taxe d'amusement les représentations théâtrales données au profit d'un syndicat ouvrier ou professionnel et, conséquemment, au profit d'une œuvre sociale.

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve): Le produit de la taxe d'amusement va à l'assistance publique, aux pauvres. Cette taxe est la plus humanitaire de toutes les taxes provinciales.

M. Bertrand (Saint-Sauveur) soulève d'autres objections.

L'article 1 et adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Émissions d'obligations

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 63 modifiant la loi des dettes et emprunts municipaux concernant les émissions d'obligations soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il s'agit d'appliquer aux emprunts municipaux pour fins de chômage, les mêmes lois qui régissent les autres emprunts municipaux.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Permis de coupe de bois

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43 pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant soit maintenant lu une deuxième fois.

Des députés de l'opposition: "Drop!" "Drop!"

Des députés ministériels: "Carried!" "Carried!"

M. l'Orateur: Appelez les députés.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arcand, Authier, Bélanger, Bergeron, Charbonneau, Chouinard, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, David, Delisle, Desmarais, Drouin, Duval, Fauteux, Filion, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Giguère, Grant, Laferté, Lamoureux, Lapierre, McDonald, Mercier, Messier, Moreau, Moreault, Morel, Paquet, Perrault, Power, Rochette, Sabourin, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, 41.

Contre: MM. Béïque, Bertrand, Duplessis, Fisher, Gault, Lafleur, Sauvé, 7.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 34 de la loi des terres et forêts, Statuts refondus, 1925, chapitre 44, est remplacé par le suivant:

"34. Il est tenu, dans le bureau des terres de la couronne, un registre en la forme jugée convenable par le ministre, dans lequel doivent être enregistrés sommairement:

"1° À la diligence du ministre, les ventes, concessions, locations, baux ou permis d'occupation consentis sur les terres publiques, et pour lesquels des lettres patentes n'ont pas encore été octroyées;

"2° À la diligence des intéressés:

"a. Les cessions ou transports, consentis par les premiers acquéreurs ou concessionnaires, des droits qu'ils possèdent sur les terres publiques et les hypothèques et autres droits réels consentis par eux et affectant ces droits;

"b. Les cessions, transports, hypothèques et les droits réels consentis par les héritiers ou ayants cause de tels premiers acquéreurs ou concessionnaires;

"c. Les cessions ou transports effectués par le moyen de la vente faite sous l'opération du Code municipal pour taxes;

"d. Les cessions ou transports effectués par le moyen de vente par autorité de justice, dans les cas où cette vente peut se faire légalement;

"Les officiers procédant aux ventes mentionnées aux sous-paragraphes *c* et *d* du paragraphe 2° du présent article doivent, sans délai, en donner avis au ministre."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Y a-t-il des changements importants dans l'article que nous étudions? Cet article est-il différent de celui de l'ancienne loi des terres?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Il n'y a pas de changement important, si ce n'est pas la phraséologie, pour rendre la loi encore plus claire et faire certaines stipulations. Je vais les signaler à mon honorable ami.

Il (l'honorable M. Mercier fils) signale les changements en question.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre des Terres et Forêts peut-il me citer un texte dans la loi des terres, depuis la Confédération, dans lequel il est question d'hypothèque?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Non, mais cela ne change en rien la situation actuelle, puisque nous ne faisons que renouveler automatiquement le droit de coupe, au lieu de le renouveler tous les ans, à condition que les droits aient été acquittés par les compagnies. De tout temps, les compagnies ont hypothéqué leurs concessions forestières. Depuis 1869, il a toujours été permis de transporter les droits de coupe et les concessions forestières aux ayants droit. Cela constituait une hypothèque. Le mot est peut-être nouveau pour le chef de l'opposition, mais il est en usage depuis longtemps.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis la Confédération, il n'a jamais été question, dans la loi des terres et forêts, d'hypothèque des terres de la couronne. Le ministre peut jongler avec les textes. Malgré toutes les subtilités et les arguties, en étudiant les textes, on reconnaît un fait: la loi apporte un changement radical. Voilà pourquoi l'honorable ministre des Terres et Forêts présente cette loi cette année.

Et je vais le dire tout de suite. Il n'a jamais été question d'hypothéquer les terres de la couronne avant un projet de loi de l'ancien député de Bellechasse, l'honorable M. Galipeault, secondé par son successeur, le ministre actuel des Travaux publics (l'honorable M. Francoeur), pour amender le Code civil, en décrétant que les droits de coupe sont des droits immobiliers. Le bill, qui date de 1912, fut adopté sur division.

On se base donc surtout sur cette loi pour affirmer que le droit de coupe est un droit immobilier, donc un bien immobilier. On admettra que le Code civil est un Statut. Or, nul Statut, celui concernant le droit de coupe comme les autres, n'a d'effet sur les droits de la couronne, à moins que la loi ne le dise expressément. Comme la loi antérieure ne le disait pas expressément, les droits de la couronne ne pouvaient être affectés par l'article adopté en 1912.

De plus, l'article 9 du Code civil stipule que nul acte de l'Assemblée législative n'affecte les droits de la couronne, à moins qu'il ne le soit dit expressément. De ces deux articles, l'article 42 des Statuts et l'article 9 du Code civil - la loi ne disant pas expressément que le droit de coupe, on peut l'hypothéquer - j'en conclus que les compagnies forestières n'avaient pas le droit d'hypothèque que la présente loi va leur accorder.

On a beau faire des subtilités: voilà les faits. Depuis 50 ans, les marchands de bois demandent au gouvernement le droit d'hypothéquer les terres de la couronne. Jusqu'ici, les ministres et le gouvernement ont toujours résisté aux demandes qu'on faisait d'instituer cette loi. Les compagnies n'avaient donc pas le droit d'hypothéquer. C'était bien assez qu'il leur fût permis de surcapitaliser honteusement sous les yeux paternes du gouvernement, c'était bien assez que le gouvernement leur fit cadeau de \$7,000,000 ou \$8,000,000 en réduction de droits de coupe, en pénalités non perçues, en primes de transfert non réclamées. L'on veut maintenant laver les turpitudes de certains magnats de la finance, qui ont pris les épargnes du peuple, au détriment de la colonisation.

Pour la première fois, le gouvernement cède. En disant dans la loi que l'hypothèque pourra être renouvelée, le gouvernement reconnaît l'hypothèque qui n'a jamais été reconnue avant cela. Le gouvernement, qui a fait perdre \$8,000,000 ou \$9,000,000 au Trésor en réduisant les droits de coupe, nous demande d'hypothéquer le domaine national. Il met ainsi une entrave à la colonisation.

Il est bien assez difficile maintenant de trouver des lots propices à la colonisation, mais quelle sera la situation lorsque cette législation entrera en vigueur? Cela voudra dire que, lorsque des schémas de colonisation seront adoptés qui nous obligeront à soustraire des territoires concédés de certains secteurs, nous entendrons les hauts cris de ceux ayant des droits acquis. Il sera dit qu'il n'est pas juste de retirer aux porteurs d'obligations une partie de la sécurité qui leur a permis de se procurer leurs obligations.

Si le bill n'a que pour seul objectif de protéger les intérêts légitimes des porteurs d'obligations, il est également d'importance capitale d'assurer la continuation d'une saine politique de colonisation. Partout dans le monde, on réclame le retour à la terre, le développement de l'agriculture qui garantira le retour de la prospérité dans la province. Nous ne pouvons atteindre cet objectif en remettant de manière permanente aux capitalistes les ressources naturelles de cette partie du pays. Et on nous demande de croire à la sincérité de cette politique de retour à la terre!

Pendant ce temps-là, le gouvernement hypothèque pour \$500,000,000 la plus belle partie de notre domaine national. Ce sont d'autres intérêts que ceux du peuple que l'on veut protéger. Il deviendra donc de plus en plus difficile pour le ministre de la Colonisation de se faire consentir des lots pour activer le retour à la terre dont nous avons actuellement un si grand besoin pour remédier au chômage.

Il y a plusieurs fois que je me lève pour parler de ce projet de loi. Ce n'est pas l'intérêt mesquin de mon parti que j'ai en vue. Je place bien au-dessus de cela l'intérêt de la colonisation. Je demande au gouvernement de ne pas faire servir notre patrimoine national, notre domaine forestier, qui doit servir aux générations futures, pour laver certaines turpitudes qui ont déjà fait perdre tant d'argent à la province.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

M. le président, je puis assurer à l'honorable chef de l'opposition que nous sommes aussi intéressés que lui à l'œuvre de la colonisation. Je dirai même que nous sommes plus intéressés que lui à l'expansion de la colonisation et de l'agriculture. Nous sommes aussi anxieux que lui d'assurer la survie des générations futures en leur garantissant la jouissance de notre patrimoine national. Ce n'est pas aux heures critiques que nous traversons, où nous engageons les citoyens à retourner à la terre, que le gouvernement voudrait faire adopter une loi pour entraver l'œuvre de l'agriculture ou du retour à la terre.

Mais, je l'ai affirmé l'autre jour, et je me vois dans l'obligation de le répéter, il n'est question dans ce projet que de la continuité de l'hypothèque sur les droits de coupe sans renouvellement de l'enregistrement. Le seul effet de ce bill sera d'enlever aux compagnies l'obligation de renouveler, chaque année, leurs hypothèques. Les permis de coupe, accordés par le ministre des Terres et Forêts, pour une durée de 12 mois, demeurent des permis

annuels, renouvelables tous les 12 mois entre le 1^{er} mai et le 1^{er} septembre. Les porteurs de limites ont actuellement ce droit. S'ils remplissent les obligations qu'ils ont contractées envers le gouvernement, ils ont droit au renouvellement de leur permis, et le ministre ne peut pas le leur refuser. Le ministre conserve toujours le droit, cependant, de distraire pour les fins de colonisation, les lots qu'il juge nécessaires, avant d'octroyer le renouvellement du permis. Donc, les concessionnaires forestiers ont déjà tous ces droits. La loi ne leur en donne aucun autre.

Mon honorable ami de Trois-Rivières veut essayer de faire croire qu'il comprend mieux ce projet que les membres du gouvernement. Il veut faire croire à la Chambre que les concessionnaires n'avaient pas le droit, jusqu'ici, d'hypothéquer leurs droits de coupe. Je vais lui démontrer l'exacte vérité. Il cite, pour appuyer son argumentation, les articles 42, des Statuts, et l'article 9 du Code civil. Nous les connaissons comme lui. Cependant, j'ai le regret de lui dire que ces deux articles ne s'appliquent pas du tout au cas qui nous occupe, pour l'excellente raison que les droits de la couronne ne sont pas affectés. L'article 42 des Statuts dit: "Nul Statut n'a d'effet sur les droits de la couronne, à moins qu'ils n'y soient expressément compris. De même, nul Statut d'une nature locale et privée n'a d'effet sur les droits des tiers, à moins qu'ils n'y soient spécialement mentionnés."

De même, l'article 9 du Code civil déclare que nul acte de la Législature n'affecte les droits ou privilèges de la couronne. Où sont donc les droits affectés par l'hypothèque? En vertu de l'article 72 de la loi des terres, le concessionnaire forestier a droit sur les arbres qui peuvent être coupés sur ses limites décrites dans le permis et pendant la durée de ce permis. Ce droit est immuable et il a donc le droit de l'hypothéquer, comme il a le droit d'hypothéquer n'importe quelle autre propriété. L'article 9 pourrait s'appliquer si la couronne restait propriétaire des arbres. Or, c'est le détenteur de limites qui est propriétaire pendant les 12 mois que dure son permis, et il a ensuite le droit de renouveler ce permis. En d'autres termes, le concessionnaire a droit de propriété sur les arbres. Ce n'est pas la couronne qui possède ce droit, mais le concessionnaire.

Je répète donc que les deux articles cités par le chef de l'opposition ne s'appliquent pas au cas présent. Le cas s'est déjà présenté dans la cause de Breaky versus Bilodeau, en 1906, six ans avant que nous amendions le Code civil, pour déclarer que le droit de coupe est un droit immobilier et que ce droit

est hypothécable. La cause de Watson versus Perkins avait de même été décidée en 1874, donc longtemps avant que le Code civil ne fût amendé. Nous accordons au concessionnaire forestier un droit de coupe pour une année, et ce droit est renouvelable. Son droit est celui du propriétaire.

C'est en se basant sur ces faits que la Cour d'appel, par l'honorable juge Carroll, je l'ai dit l'autre jour - a décidé en 1906 que le titre du concessionnaire, lui permettant de couper du bois, était un véritable droit de propriété. Par conséquent, le concessionnaire a droit d'hypothéquer son droit de coupe. Ce permis donne aux détenteurs de limites la propriété des arbres, et le droit de couper les arbres est immobilier et hypothécable. Cette décision a été rendue avec l'amendement du Code civil de 1912. Lorsque la législature a décrété en 1912 que le droit de coupe était un droit immobilier, elle n'a fait que confirmer un droit qui existait.

Le chef de l'opposition a donc échafaudé toute son argumentation sur les articles 42 et 9, et il en a tiré des conclusions fausses, puisque ces deux articles ne s'appliquent pas. Les détenteurs de limites étaient propriétaires des arbres. Ils possédaient le droit de les couper; ce droit est immobilier, et ils l'ont hypothéqué. Il n'y a donc rien de neuf à ce sujet dans la loi. Les compagnies, comme autrefois, peuvent hypothéquer leur droit de coupe, émettre des obligations pour construire leurs moulins, etc., tout comme ci-devant.

En ce qui concerne la colonisation, l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) a dit qu'il amenderait son projet pour qu'il n'affecte pas la loi de colonisation. J'ai cru que ce n'était pas nécessaire, mais l'amendement rassurera tous ceux qui peuvent avoir des craintes et des doutes sur la portée de la loi. Encore une fois, il n'affecte aucunement les droits de la colonisation, et le ministre aura toujours le droit de distraire et de transporter les lots qu'il jugera propices au retour à la terre. Le droit de coupe est donc immobilier, mon honorable ami l'admet, et susceptible d'être hypothéqué.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Susceptible! L'honorable ministre est susceptible d'amélioration dans cette interprétation.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mon honorable ami le chef de l'opposition est lui aussi susceptible d'amélioration dans ses interprétations des textes de loi. Il nous prêche la perfection, mais nous sommes tous susceptibles de perfection. Il prêche depuis trois semaines, et il est loin d'être parfait!

(Rires et applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre conclut que ce n'est rien. Comment se fait-il que, depuis 1867, jamais aucune loi n'ait reconnu ce prétendu droit d'hypothéquer?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Ce n'était pas nécessaire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Retranchons donc le mot "hypothèque".

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il est nécessaire. La loi prend pour acquis que les compagnies ont toujours eu le droit d'hypothéquer, et nous voulons maintenant que l'on puisse enregistrer les hypothèques au département des Terres.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais le premier ministre a parlé de doutes à dissiper pour les avocats américains?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Cela n'empêche pas que le porteur de permis avait le droit d'hypothéquer son bien immobilier. L'article que nous discutons ne donne pas au détenteur de limites le droit d'hypothéquer; l'article est tout simplement nécessaire pour lui permettre d'enregistrer son hypothèque au bureau des terres. Autrefois, l'enregistrement se faisait au bureau d'enregistrement.

Maintenant, il devra se faire et au bureau d'enregistrement et au bureau des terres. La loi actuelle prend pour acquis que les compagnies avaient le droit d'hypothéquer. Tout ce que la loi dit de neuf se rapporte à l'enregistrement de l'hypothèque. Si la compagnie avait déjà le droit d'hypothéquer, cette loi-ci ne le lui donnerait pas.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Et si l'hypothèque n'existe pas? Il ne peut être question d'enregistrement s'il n'y a pas d'hypothèque.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mon honorable ami n'est pas sérieux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Certainement que je suis sérieux.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mon honorable ami le chef de l'opposition croit qu'il n'y a pas d'hypothèque sur les droits de coupe et nous prétendons le contraire. Mais nous nous basons sur la

loi commune. Le droit d'hypothéquer a toujours appartenu aux compagnies. En vertu de l'ancienne loi, les compagnies n'avaient pas l'obligation d'enregistrer leurs hypothèques au Bureau des terres. La loi actuelle dit qu'elles devront le faire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le gouvernement croit que l'hypothèque existait avant ce projet, pourquoi le mentionne-t-il dans le projet?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mon honorable ami prétend-il sérieusement que le projet que nous étudions donne au concessionnaire un droit d'hypothéquer ses droits de coupe qu'il ne possédait pas?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Indiscutablement. Je prétends qu'il accorde au concessionnaire une hypothèque sur le domaine forestier.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je serais heureux de plaider cela devant n'importe quel tribunal avec mon honorable ami et je suis certain d'avance du résultat en ma faveur.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre a fait un plaidoyer plus habile encore que celui de l'autre jour. Mais j'affirme de nouveau qu'il n'a pas été question d'hypothéquer les terres de la couronne depuis la Confédération, et que ce projet donne aux concessionnaires forestiers le droit d'hypothéquer les propriétés de la couronne. L'honorable ministre dit que le projet n'affectera pas la colonisation. Mais un colon a besoin de bois sur son lot! La colonisation sera gravement affectée par cette loi qui devrait être rejetée. C'est la première fois que j'entends dire que les articles 9 du Code civil et 42 des Statuts ne s'appliquent pas à une loi du gouvernement. Je prétends que les articles s'appliquent formellement comme à toute autre loi. Le ministre devrait admettre que la clause reconnaît, à tout le moins, le droit des concessionnaires d'hypothéquer les terres de la couronne.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Soyons donc sérieux! La chose est trop sérieuse pour parler comme vous le faites.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis ici pour faire mon devoir.

Une voix: Adopté?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oh non! Oh non! Le gouvernement réalise tellement bien que les articles 9 et 42 s'appliquent, qu'il spécifie que l'hypothèque sera enregistrée. Les jugements cités par le ministre de la Voirie portent sur des cas spécifiques où la question du droit d'hypothèque n'est pas concernée.

De deux choses l'une: ou le droit d'hypothèque existait, ou il n'existait pas auparavant. Si ce droit existe, pourquoi mentionner ce droit d'hypothéquer avec tant d'insistance dans le présent bill? Et si, comme le prétend le ministre, le bill n'apporte rien de nouveau, pourquoi revenir pour une troisième fois avec ce projet, après l'avoir présenté et retiré deux fois de suite et changé de parrain trois fois?

Pourquoi l'avoir fait précéder d'une résolution, quand on sait qu'un bill ne doit être précédé d'une résolution que lorsqu'il comporte une aliénation quelconque des biens de la couronne?

Les années passées, on retirait le bill après une première attaque de l'opposition. Cette année, on s'attarde, on se contredit les uns les autres du côté ministériel. Enfin, on ne me fera pas accroire qu'on veut légiférer pour le peuple. Si les compagnies obtiennent des droits permanents sur les forêts et dénudent les terres de leurs arbres, quelle sera l'utilité de rendre la terre à la colonisation, étant donné que les arbres servent aux colons à gagner leur vie lors des premières années de la colonisation?

En plus, il reste ceci, à savoir que, lorsque la couronne accorde par faveur ou don, cela doit s'interpréter restrictivement, c'est-à-dire qu'on n'a pas droit de supposer que la couronne ait voulu donner telle chose, quand la mention n'en est pas faite spécifiquement. Or, je défie que l'on trouve une seule ligne, un seul article dans les Statuts de la province depuis 1867 par lesquels la province autorise qui que ce soit à hypothéquer les biens de la couronne.

Le projet de loi actuel est présenté pour légaliser les hypothèques sur les biens de la couronne, hypothèques qui n'étaient pas valables et qu'on veut légaliser pour sauver certains financiers véreux et laver des scandales qui ont englouti une bonne partie de notre épargne.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. le président, je regrette d'être obligé de revenir sur le sujet, mais mon honorable ami y est revenu tant de fois. Il ne faut pas se faire une fausse idée de ce qu'est le droit de garantie donné en vertu de la loi. Permettez-moi de vous lire un excellent exposé de la cause fait par M. Jean Bouffard, ancien avocat-

conseil au ministère des Terres et Forêts, et professeur de législation domaniale à l'Université Laval, dans son *Traité du domaine*² paru en 1921. Il éclairera la Chambre sur le sujet que nous discutons, le domaine forestier de la province de Québec.

À la page 32, M. Bouffard dit: "On confond très souvent les limites à bois avec les licences de coupe de bois.

"Une limite à bois est une partie quelconque et bien déterminée du territoire de la province de Québec, sur laquelle on a accordé dans le passé, par convention privée ou aux enchères publiques, le droit de faire l'exploitation forestière.

"La licence de coupe de bois, c'est le titre accordé par la couronne et en vertu duquel cette exploitation forestière peut se faire. (...)

"Par la deuxième section, la loi détermine les droits du porteur de permis: le droit de prendre possession du territoire décrit dans le permis pendant le temps de sa durée, et accorde la propriété du bois qui sera coupé aussi pendant le temps de sa durée. (...)

"Cette législation validait du coup les dispositions du règlement du 2 octobre 1888, et, pour l'avenir, permettait au ministre des Terres d'accorder des licences de coupes de bois renouvelables pendant un certain nombre d'années."

Que l'on remarque bien, "renouvelables pendant un certain nombre d'années". Or, nous disons "renouvelables tous les ans" dans la loi des terres actuelle, tandis qu'en Ontario on renouvelle pour 21 ans et on conserve le droit de renouveler ensuite pour une autre période de 21 ans.

Je poursuis. "On peut se demander ce que les licenciés achetaient soit avant 1872, soit depuis, en achetant une limite à bois.

"C'est, d'après nous, le droit de préférence d'exploiter le bois sur une partie déterminée du territoire de la province, conformément à la loi et aux règlements et non pas le terrain lui-même. (...)

"Voilà donc les droits des licenciés bien définis par ces lois: droit de possession sur les terrains; droit de propriété dans les bois mais toujours suivant les règlements et restrictions qui pouvaient être et peuvent encore être établis pour l'exercice et la durée de ces droits."

Tout cela nous permet de conclure que la tenure forestière n'a pas un caractère absolu de propriété permanente, mais est simplement précaire et est révoquant, suivant les exigences de l'intérêt public. L'honorable chef de l'opposition, dans les nombreux discours qu'il a prononcés, affirme quand même que nous avons donné aux compagnies le droit

d'hypothéquer les terres de la couronne pour des millions et des millions de dollars. Les "bons journaux"³ ont rapporté ces discours, les ont commentés, les ont exagérés, les ont répandus, et ont peut-être réussi à créer dans l'esprit du public le doute que nous donnons aux compagnies notre domaine national, l'héritage de nos pères, et que nous leur permettons d'hypothéquer les terres de la couronne pour des sommes formidables. Rien n'est plus inexact.

Réglons tout d'abord ce premier point. Le chef de l'opposition dit: "Vous n'avez pas le droit d'hypothéquer." Or, le permis de coupe est un droit immobilier et hypothécable en vertu du chapitre 227 des Statuts de Québec qui affirment que, nonobstant toute disposition à ce contraire, toute compagnie possédant une charte peut hypothéquer, nantir, et le reste, donner en garantie, leurs biens mobiliers ou immobiliers. Or, le droit de couper du bois sur les terres de la couronne est un droit immobilier. Cela, tout le monde l'admet. Donc, les compagnies peuvent l'hypothéquer.

Les compagnies ont aussi le droit de transporter leurs permis. Mais elles n'ont aucun droit sur le fonds qui reste à la couronne. Tout ce qu'elles possèdent, c'est le droit d'hypothéquer le droit de coupe et les arbres, une fois qu'ils sont coupés. Quels sont donc les droits du créancier hypothécaire? Le ministre peut transporter à celui qui est désigné dans l'acte d'hypothèque, au gagiste, à celui qui a acquis des droits, la limite. Ce gagiste obtient le droit de coupe, et pas plus. Il n'a pas le droit de faire vendre la propriété par le shérif, mais il peut continuer l'exploitation de la limite forestière.

M. le président, notre domaine forestier est-il hypothéqué pour des millions et des millions, comme le prétend le chef de l'opposition et les "bons journaux"? Non. Notre domaine forestier de la province n'est pas hypothéqué pour un seul dollar, ni pour un seul sou. Ce qui est en gage, sujet aux lois et règlements des terres et forêts, ce n'est pas le fonds, mais seulement le droit de couper les arbres sur les propriétés de la couronne. Mon honorable ami et les "bons journaux" peuvent prétendre le contraire, mais la vérité, c'est ce que je viens de dire.

Est-ce nécessaire d'adopter cette loi? Je l'ai déjà dit, et je regrette d'avoir à le répéter: quelles sont les compagnies qui auraient construit des usines valant des millions de dollars, si elles n'avaient su que les droits qu'elles avaient à la matière première offraient un caractère de permanence quelconque et si on ne leur avait pas évité des formalités inutiles? C'est comme cela que la loi a été interprétée dans le passé. Dans l'Ontario, on accorde des concessions pour 21 ans, avec le privilège de renouveler. Dans Québec,

tous les ans, il y a des formalités à remplir. Ce sont ces formalités inutiles que nous voulons éviter.

Dès 1869, la loi disait: "Le commissaire des terres de la couronne a le droit d'accorder des licences pour un certain nombre d'années"; pas pour un an, "pour un certain nombre d'années", sans limites. Les compagnies ne pourraient obtenir les fonds qui leur sont nécessaires si elles étaient à la merci du ministre, si on leur disait, à la fin de la période de 12 mois: "Votre titre sera devenu caduc." Je n'ai aucune hésitation à dire que, dans de telles conditions, l'industrie du bois et du papier deviendrait impossible dans la province de Québec. Ceux qui veulent développer nos ressources naturelles veulent quelque chose de certain. Ils ne veulent pas être à la merci du gouvernement et du ministre.

Il y a une chose sur laquelle je veux de nouveau insister. C'est que l'honorable chef de l'opposition et les "bons journaux" n'ont pas le droit de dire que le domaine forestier de la province est hypothéqué. On a trop fait d'assertions fausses contre cette loi au point de vue du droit. Lorsque le chef de l'opposition et certains journaux affirment que notre domaine est hypothéqué pour des millions, ce n'est pas le cas.

C'est si peu le cas, il y a si peu de danger que, depuis 67 ans que la Confédération dure, que les permis de coupe ont été donnés en garantie, pas un pouce de terre, pas un arbre donné en garantie n'a été vendu par le shérif. Tout ce à quoi le fiduciaire a droit, c'est au transport de la limite. Dans le cas où une compagnie serait devenue insolvable, le fiduciaire pourrait nous dire: "Le cédant est devenu insolvable, permettez-moi de continuer l'exploitation." C'est d'ailleurs tout ce qui arrive. Si le projet de loi n'avait pas été présenté, des milliers de porteurs d'obligations seraient en danger de perdre leurs économies. C'est le cas de la compagnie Price Brothers de Québec. Ce sont les fiduciaires qui exercent le droit qu'avait la compagnie d'exploiter leurs limites forestières. Personne n'a jamais pensé à faire vendre une limite forestière par le shérif, parce que cela est impossible.

Si le gouvernement voulait détruire une industrie aussi importante que celle des pâtes et papier, il n'aurait qu'à suivre les recommandations du chef de l'opposition. Dans toute cette discussion, je ne m'accorde pas avec mon honorable ami le chef de l'opposition mais je lui concède qu'il a une merveilleuse imagination.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, je trouve extraordinaire de voir comment les

ministres réussissent à se contredire avec une si belle désinvolture. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) dit que la loi ne change à peu près rien, tout juste une formalité. Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) reconnaît que la loi donne aux droits de coupe et aux hypothèques une permanence qui n'existait pas avant. Le premier ministre, lui, dit que, sans le nouveau bill pour la permanence des hypothèques, l'exploitation forestière devient impraticable. Il vient de plaider une autre fois en faveur des pauvres compagnies qui ont besoin de ces garanties, qui ne pourront plus exploiter la forêt sans ces garanties, sans ce projet de loi. Je persiste à prétendre que ce projet ne devrait pas être adopté, parce qu'il sacrifie le patrimoine national et constitue une entrave à la colonisation. On entendra alors les cris de ceux qui disent avoir des droits acquis.

Il est clair que le bill apporte un changement important, radical. Si on change un état de choses qui a donné satisfaction jusqu'ici, c'est parce qu'on a des raisons graves de le faire. Puisque ces raisons ne sont pas avouées, je conclus que j'ai bien le devoir de combattre cette mesure pernicieuse. Je tiens à combattre l'abus avant d'avoir à le corriger. Ce bill fera un dommage considérable à la colonisation, qui perdra sa principale source de revenus. Il est ridicule pour le gouvernement d'essayer de faire croire au peuple que tous les discours, tout le trouble et toute la détermination qu'il démontre n'ont pour simple objectif que l'enregistrement de certaines choses au ministère des Terres et Forêts. Le gouvernement va adopter la loi parce qu'il compte sur sa majorité, mais j'aurai fait mon devoir.

Il est aussi clair qu'en pratique, quelles que soient les subtilités légales qu'on veuille soulever, il reste ceci: jusqu'ici les droits des compagnies étaient pour un an seulement; elles n'avaient pas le droit d'hypothéquer. Le ministre de la Voirie nous dit que la loi décrète la continuité des hypothèques, donc la permanence. Or, si le domaine public, qu'on l'appelle droit de coupe, ou ce que l'on voudra, est grevé de \$500,000,000 - pour \$2,000,000,000 bientôt si on n'y prend garde - comment en pratique, encore une fois, fera-t-on pour distraire, je ne dis pas cinq ou six lots, mais par exemple 50 milles carrés sur une limite de 60 milles carrés, pour fins de colonisation, quand cette limite sera grevée de \$100,000,000 d'obligations ou d'hypothèques? On sait ce qui arrivera en pratique.

Le doute que l'honorable premier ministre prétend avoir été répandu par certains journaux représente l'inquiétude du public en face d'une pareille législation. Je demande de nouveau au gouvernement de retirer ce projet. Si le gouvernement refuse de se rendre à ma demande, j'ai l'intention de

discuter tous les articles du projet. Il est de mon devoir de faire ces remarques.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Notre devise à nous, c'est "fais bien et laisse dire".

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 3 avril 1934⁴

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 8 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Émissions d'obligations

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 63 modifiant la loi des dettes et emprunts municipaux concernant les émissions d'obligations soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des syndicats professionnels

L'honorable M. Arcand (Maisonnette) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 248 modifiant la loi des syndicats professionnels soit maintenant lu une troisième fois.

M. Bertrand (Saint-Sauveur) proteste contre le bill.

Adopté sur division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de Montréal

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

En comité:

M. Francoeur (Montréal-Dorion): M. le président, à la présente élection, nous avons eu de la misère à avoir un candidat. Si cette qualification de résidence n'était pas exigée, nous aurions pu avoir d'autres candidats. Il est parfois difficile de trouver de bons candidats, et il y a des hommes possédant des propriétés à Montréal, mais qui vivent dans des municipalités avoisinantes, qui seraient peut-être disponibles si la clause de résidence était changée. J'ai un amendement à proposer à la section 25 pour que tout candidat à la mairie de Montréal puisse l'être, s'il a les qualifications voulues. Actuellement, la charte dit que quelqu'un qui veut être candidat à la mairie doit résider à Montréal depuis au moins trois ans.

M. Drouin (Québec-Est): Je demande plus d'explications.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Je crois que l'on devrait rester dans le *statu quo*, car cette stipulation est dans la charte depuis 1921, et dit que pour être candidat à la mairie de Montréal, un citoyen doit être électeur et avoir résidé dans la cité de Montréal depuis trois ans. Elle faisait partie de la fameuse cédule B qui fut acceptée de préférence à la cédule A dans un référendum en 1921. L'amendement aurait pour but de réduire la condition au fait d'être électeur depuis trois ans. La charte a été adoptée à la suite d'un vote des contribuables et l'amendement pourrait être considéré l'an prochain.

L'amendement est mis aux voix.

M. le président (M. Fortin, Beauce): Les "non" l'emportent sur les "oui".

L'amendement est, en conséquence, rejeté.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Gabias (Montréal-Saint-Henri) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi du salaire minimum des femmes

M. Guertin (Hull) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 185 modifiant la loi du salaire minimum des femmes.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. La loi du salaire minimum des femmes, Statuts refondus, 1925, chapitre 100, est modifiée en y ajoutant, après l'article 6, le suivant:

"6a. Aucun ouvrier du sexe masculin ne pourra être employé dans aucun genre de travail, à un taux moindre que celui fixé, par une ordonnance de la Commission, pour les employées du sexe féminin pour le même genre d'occupation."

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve) propose l'amendement suivant, qui se lit comme suit:

"1. La loi du salaire minimum des femmes, Statuts refondus, 1925, chapitre 100, est modifiée en y ajoutant, après l'article 6, le suivant:

"6a. S'il s'agit, dans l'opinion de la Commission, d'un travail qui d'ordinaire et selon la coutume est exécuté par des femmes, il est interdit d'y employer un ouvrier à un salaire moindre que celui fixé par ordonnance de la Commission pour ce travail fait par des femmes."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Guertin (Hull) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Max Schwartz

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 120 permettant à Max Schwartz de changer son nom de famille en celui de Swards.

Adopté.

En comité:

M. Bertrand (Saint-Sauveur): M. le président, je n'ai pas d'objection personnellement à ce projet, mais pourquoi changer des noms impossibles en des noms inserviables? (Rires) L'on change trop souvent de ces noms.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai pas mission de défendre ce projet. Nous avons changé certains noms, quand on nous l'a demandé. Depuis quatre ans, la Chambre n'a changé que 11 noms; et parmi ces noms ainsi modifiés, il y avait des noms de Canadiens français. Par exemple, nous avons adopté des lois pour changer le nom de Gaudiose en celui de Phydime et le nom de Lapointe en celui de Vézina.

Si nous avons changé des noms de nos propres compatriotes, pourquoi refuser ce privilège à d'autres? Allons-nous dire, quand il s'agira des noms de nos compatriotes, très bien, mais quand il s'agira des Juifs, non? La province et la Législature de Québec sont plus larges que cela. Soyons donc larges d'esprit. Traitons tous les gens d'une manière égale.

M. Barré (Rouville): Lorsque des noms de Canadiens français ont été changés, il s'agissait de cas d'adoption. Dans le cas de Lapointe, c'est un fils qui voulait porter le nom de son père adoptif. Ce n'est pas la même chose que le cas qui nous occupe, et je ne vois pas pourquoi la Législature serait une machine à "débaptême" les gens. (Rires)

M. Guertin (Hull): Je suis en faveur du changement de nom pour les femmes, mais pas pour les hommes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): On nous a donné de bonnes raisons en comité pour

justifier le changement de nom actuel, et je ne vois pas pourquoi la Chambre les refuserait. Je dois dire que M. Schwartz est avocat. Il y a déjà deux avocats Schwartz au Barreau de Montréal et cela peut prêter à confusion.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Il y a bien 10 avocats du nom de Taschereau au Barreau de Québec et cela ne prête pas à confusion.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)⁵: Oui, et il y en aura peut-être un qui demandera un jour de s'appeler Bertrand. (Rires)

M. Guertin (Hull): Nous devrions attendre le parrain du projet qui n'est pas ici. Le Barreau de Montréal n'a-t-il pas fait parvenir une protestation contre ce changement de nom?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, mais même si cela était, l'Assemblée est ici pour légiférer et elle a adopté ce bill au comité des bills privés, après l'avoir étudié sérieusement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce bill, dit-il, en plus d'approuver le changement de nom, légalise toutes les procédures prises par l'avocat Schwartz, et le changement de nom ne les affectera en rien.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Un député pour M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Permis de coupe de bois

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 43 pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant.

En comité:

Le comité poursuit l'étude de l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 34 de la loi des terres et forêts, Statuts refondus, 1925, chapitre 44, est remplacé par le suivant:

"34. Il est tenu, dans le bureau des terres de la couronne, un registre en la forme jugée convenable par le ministre, dans lequel doivent être enregistrés sommairement:

"1° À la diligence du ministre, les ventes, concessions, locations, baux ou permis d'occupation consentis sur les terres publiques, et pour lesquels des lettres patentes n'ont pas encore été octroyées;

"2° À la diligence des intéressés:

"a. Les cessions ou transports, consentis par les premiers acquéreurs ou concessionnaires, des droits qu'ils possèdent sur les terres publiques et les hypothèques et autres droits réels consentis par eux et affectant ces droits;

"b. Les cessions, transports, hypothèques et les droits réels consentis par les héritiers ou ayants cause de tels premiers acquéreurs ou concessionnaires;

"c. Les cessions ou transports effectués par le moyen de la vente faite sous l'opération du Code municipal pour taxes;

"d. Les cessions ou transports effectués par le moyen de vente par autorité de justice, dans les cas où cette vente peut se faire légalement;

"Les officiers procédant aux ventes mentionnées aux sous-paragraphes c et d du paragraphe 2° du présent article doivent, sans délai, en donner avis au ministre."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelqu'un a dit cet après-midi qu'il n'y avait pas de vente au shérif. Or, dans la loi, il est question de vente par autorité de justice. Qu'est-ce que cela veut dire?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je crois qu'il peut s'agir de bois coupé, saisi et vendu par autorité de justice.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi prévoit la permanence du droit de coupe; elle est relative au bois debout et non au bois coupé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'article de la loi relatif aux ventes par autorité de justice ne concerne que le bois coupé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le créancier d'un concessionnaire ne pourrait-il pas faire saisir le droit de coupe de son débiteur?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Non, le bois coupé seul est en cause.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui? Le ministre fait cette affirmation catégorique?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je m'en tiens à ma déclaration.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les biens d'un débiteur sont les gages de son créancier, dit le Code civil. D'après cet article, le créancier d'un concessionnaire pourrait faire saisir le droit de coupe de ce concessionnaire. La droite prétend que les ventes par autorité de justice, permises par cette loi, ne concernent que le bois coupé. N'y aurait-il pas d'autres cas?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est le seul cas auquel je pense actuellement. Nous ne nous entendons pas sur l'interprétation légale. Le chef de l'opposition pose toujours la même question et nous lui répondons nécessairement la même chose. Il n'y a que le bois coupé qui pourrait être saisi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai des renseignements d'une personne digne de foi et je vais les donner au gouvernement. Pour les 80,000 milles de concession forestière, le gouvernement a reçu \$23,000,000 des permis d'affermage, et les compagnies ont émis des débentures pour \$480,000,000. Le gouvernement a donc vendu pour \$23,000,000, ce qui porte pour un demi-milliard d'hypothèque.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mon honorable ami raisonne comme un enfant. Ce n'est pas les terres de la couronne qui sont hypothéquées, mais les moulins des compagnies. Rien que les moulins construits représentent plus de \$200,000,000. Mon honorable ami est intelligent, il peut raisonner mieux que cela.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi alors y a-t-il des obligations émises pour \$480,000,000? Le gouvernement veut légaliser des hypothèques pour ce montant-là. Aucun gouvernement n'a fait cela depuis la Confédération. En constituant une hypothèque, on met des entraves à la colonisation.

M. Taschereau (Bellechasse): Que mon honorable ami relise le *Domaine* de M. Bouffard⁶. Il y verra que les hypothèques sur le droit de coupe durent depuis 1851.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour les besoins de l'argumentation, j'admets les chiffres du

premier ministre. Mais, même en prenant ces chiffres, qui sont loin d'être prouvés, ça ferait \$223,000,000 (permis d'affermage et moulins). Or, nous avons une hypothèque de près de \$500,000,000.

Cinq cents millions d'obligations! Si le gouvernement a donné ces permis d'affermage à un prix raisonnable, on a émis des débentures ou obligations d'une façon irraisonnable. Cela fait donc une surcapitalisation, un mouillage évident. Au lieu de garantir un mouillage semblable, le gouvernement devrait sévir.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je ne sais pas où mon honorable ami prend ses chiffres. Les vrais chiffres, les voici. Le gouvernement a perçu les sommes suivantes, depuis 1867, pour ses concessions forestières: droits de coupe, \$69,797,454; honoraire de transferts, \$1,708,461; primes d'affermage, \$10,675,000; rentes foncières, \$15,989,000; intérêts et pénalités, \$2,788,000. Depuis la Confédération, le gouvernement a touché en revenus sur ses propriétés une somme de \$100,957,915. Nous sommes loin des \$23,000,000 de mon honorable ami.

Ce n'est d'ailleurs pas là l'argument fait en cette Chambre et en dehors par certains journaux et autres adversaires du bill. La grande objection au bill, c'est qu'elle empêcherait le ministre de retirer des lots pour la colonisation. On prétend maintenant autre chose. On dit que la pression exercée par les compagnies sera telle que le gouvernement ne pourra plus donner de lots aux colons.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est encore l'argument.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): On a argumenté sur cela pour se faire du capital politique et jeter le doute dans l'esprit de l'opinion publique. Dans l'enregistrement des terres, au ministère des Terres et Forêts, nous avons une réponse formelle à l'argumentation de nos honorables amis, surtout lorsque le chef de l'opposition affirme que l'arbre pousse dans la terre et que, par conséquent, un droit sur l'arbre constitue un droit sur le fonds. Or, cet argument est faux du commencement à la fin.

Quelle est la situation actuelle? Les concessionnaires désirant emprunter émettaient des obligations et transféraient conditionnellement leur droit de coupe. L'emprunteur venait enregistrer son transport. Depuis la Confédération, la loi a toujours reconnu le droit au transport conditionnel.

L'argument de l'honorable chef de l'opposition est tellement faux, la garantie donnée affecte tellement peu le terrain, le domaine de la couronne, que, bien qu'il y ait \$480,000,000 d'hypothèques conditionnelles sur les concessions forestières, nous avons fait des baux pour chasse et pêche sur ces mêmes terres de la couronne affermées. Jamais, bien qu'il y ait des obligations sur les permis, cela ne nous empêche d'accorder des baux sur les propriétés, pour la chasse et la pêche.

On a permis la jouissance et le privilège de faire la chasse sur ces terrains; nous avons même permis d'aller sur ces terrains pour y exploiter des érablières, même si on prétend que ces terres sont hypothéquées pour \$480,000,000. Nous avons permis aux cultivateurs d'y aller couper du bois pour se construire des maisons. Pour des fins de culte, nous avons fait le retrait de certains lots pour les donner à ceux qui en avaient besoin.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis quand l'hypothèque existait-elle sur ces terres? Pourquoi une nouvelle loi?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): C'est bien la manière de procéder, la tactique de mon honorable ami: tenter de changer le cours de la discussion et nous poser des questions, quand nous le convainquons qu'il est dans l'erreur. Il attaque et lorsqu'on lui répond, il pose une nouvelle question pour prolonger la discussion. On le lui a dit cet après-midi, nous avons autant à cœur que lui de protéger le bien matériel, et de servir la colonisation et l'agriculture.

Le chef de l'opposition prétend que nous avons commis des erreurs. Je dis non; nous avons comme lui l'amour des nôtres. Le chef de l'opposition dit: "Une fois la loi passée, vous ne pourrez plus donner de terres à la colonisation. Encore une fois: Non, il y aura encore et il y aura toujours des lots pour la colonisation. Le ministère de la Colonisation a des lots en quantité à sa disposition. Les deux ministères font la classification, et, chaque semaine, nous donnons des lots. La loi passera et les lots de colonisation iront à la colonisation comme actuellement, par centaines de lots chaque semaine.

Je l'ai dit l'autre jour. Nous sommes prêts à mettre dans la loi tous les amendements nécessaires, à chasser tout doute en ce qui concerne la protection de la colonisation. Tout ce que nous voulons par ce projet, c'est d'éviter aux concessionnaires l'obligation de faire chaque année l'enregistrement de leurs

hypothèques sur les droits de coupe. C'est tout, et il n'y a pas d'autre chose dans la loi. Rien n'empêchera le ministre de retenir des lots pour fins de colonisation ni pour quelque fin que ce soit. Nous manifestons une bonne foi évidente pour faire disparaître de l'esprit de mes honorables amis tout doute à ce sujet. Je ne sais pas si je peux ajouter quelque chose. Je répète que nous sommes prêts à assurer toute la protection possible à la colonisation.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Aux entraves déjà existantes, on en ajoute de nouvelles. Si on hypothèque une maison, le terrain se trouve affecté indirectement, car on ne pourra soustraire le terrain sans démolir la maison. Le gouvernement prétend que les terres affermées ont rapporté \$100,000,000. Il confond le prix de location avec les fruits du capital, mais j'admets ces chiffres: je les additionne avec ceux du premier ministre, et je trouve que ces terres porteront une hypothèque de \$500,000,000, alors qu'elles ne devraient pas en porter plus que leur valeur, soit \$300,000,000.

Même si le gouvernement a reçu \$100,000,000 de revenus et si, comme l'a dit l'honorable premier ministre, les moulins représentent une valeur de \$200,000,000, il reste que les hypothèques sont au montant de \$480,000,000. La colonisation souffrira de cela. L'honorable ministre dit qu'on a accordé des droits de chasse et de pêche. Oui, souvent aux mêmes gens qui détenaient les concessions forestières.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Ce n'est ni exact ni juste.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Malgré tout, la colonisation souffrira de cette loi parce que la permanence des droits de coupe nuit à la colonisation. Les arbres ont racine dans le sol et la colonisation ne se fait pas dans l'eau. Actuellement, le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) refuse souvent les lots demandés par le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Laferté), dans tel ou tel endroit, parce que les compagnies tiennent à les garder. Quand la nouvelle loi sera passée, abstraction faite de la question de droit, les compagnies tiendront encore davantage à garder les limites garantissant leurs obligations, et le ministre refusera davantage les demandes des colons. On voudra toujours les envoyer ailleurs! Le transport du droit de coupe en garantie ne constituait pas une hypothèque, tandis que la loi actuelle permet d'en constituer une.

Quand la ville de Québec a réclamé le droit de municipaliser, on a dit: "Il faut protéger les porteurs d'obligations." Quand on voudra des lots pour la colonisation, on dira: "Il faut protéger les porteurs d'obligations garanties par les droits de coupe sur ces lots." Le ministre de Terres et Forêts prétend qu'il s'agit simplement d'une question d'enregistrement. Je réponds par le titre de la loi: "Loi pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant".

Je demande de nouveau au gouvernement de retirer cette loi, même si le parti dont je suis le chef doit en retirer des bénéfices. Toutefois, je ne veux pas me faire de capital politique avec ce projet. Même si le gouvernement doit en retirer le mérite, je lui demande de retirer sa loi, comme il l'a déjà fait deux fois. Je m'engage à féliciter le gouvernement publiquement, à ne pas parler de la présentation du projet. Encore une fois, j'invite cordialement le gouvernement à abandonner son projet.

L'article 1 est adopté sur division.

Les articles 2 à 4 sont adoptés.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose le nouvel article 5, qui se lit comme suit:

"5. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 77, le suivant:

"77a. Tout privilège, hypothèque ou droit réel, affectant un droit de coupe de bois ou de concession forestière sur les terres publiques, est éteint de plein droit dès que le terrain sur lequel porte ledit droit de coupe de bois est retraits d'une concession forestière."

Le nouvel article 5 est adopté.

Le comité étudie l'article 6, qui se lit comme suit:

"6. Nonobstant les dispositions des articles 2098 et 2130 du Code civil, lorsque l'immeuble dont la propriété est transférée consiste dans un droit de coupe sur les terres publiques et que le titre translatif de propriété n'a pas été enregistré avant (insérer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi), toute cession, transport, hypothèque ou droit réel affectant l'immeuble, consenti par l'acquéreur, aura son effet à compter de sa date, pourvu que le droit de l'acquéreur et toute cession, transport, hypothèque ou droit réel par lui consenti affectant l'immeuble, soit enregistré dans les douze

mois de ladite date du (insérer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi).

"Rien dans le présent article n'affecte la priorité de rang de tout autre droit réel, conformément aux règles du Code civil, et dont la date d'enregistrement est antérieure à l'enregistrement exigé par l'alinéa précédent.

"Lorsqu'il s'agit d'une hypothèque consentie par un acte de fidéicommiss exécuté en vertu des articles 6119a et suivants des Statuts refondus, 1909, ou en vertu de la section V de la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations, Statuts refondus, 1925, chapitre 227, l'enregistrement exigé par le présent article peut être fait conformément aux règles du Code civil ou à celles prévues par les dispositions ci-dessus mentionnées des Statuts refondus, 1909, ou de ladite loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"6. Nonobstant les dispositions des articles 2098 et 2130 du Code civil, lorsque l'immeuble dont la propriété est transférée consiste dans un droit de coupe sur les terres publiques et que le titre translatif de propriété n'a pas été enregistré avant l'entrée en vigueur de la présente loi, l'enregistrement de toute cession, transport, hypothèque ou droit réel affectant l'immeuble, consenti par l'acquéreur, a son effet à compter de sa date, pourvu que le droit de l'acquéreur, consistant dans le permis en vigueur lorsque cette cession, transport, hypothèque ou droit réel a été consenti, et toute telle cession, transport, hypothèque ou droit réel par lui consenti affectant l'immeuble aient été enregistrés avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi ou le soient après ladite date, dans les douze mois de l'entrée en vigueur de la présente loi.

"Rien dans le présent article n'affecte la priorité de rang de tout autre droit réel, conformément aux règles du Code civil, et dont la date d'enregistrement est antérieure à l'enregistrement exigé par l'alinéa précédent.

"Lorsqu'il s'agit d'une hypothèque, d'un nantissement, d'un gage, d'une cession ou d'un transport consenti par un acte de fidéicommiss exécuté en vertu des articles 6119a et suivants des Statuts refondus, 1909, ou en vertu de la section V, de la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus, 1925, chapitre 227) l'enregistrement exigé par le présent article peut être fait conformément aux règles du Code civil ou à celles prévues par les dispositions ci-dessus

mentionnées des Statuts refondus, 1909, ou de ladite loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations."

L'article 6, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie le nouvel article 7, qui se lit comme suit:

"7. Les dispositions des sections 1 et 2 de la loi 23 George V, chapitre 109, s'appliquent à tout acte ou document exécuté avant le 13 avril 1933.

Le nouvel article 7 est adopté.

Le comité étudie le nouvel article 8, qui se lit comme suit:

"8. Rien dans la présente loi ne pourra être interprété comme une restriction aux dispositions déjà existantes des lois de cette province relatives au retrait des concessions forestières de terrains requis pour fins de colonisation ou toutes autres fins, et à l'émission de permis ou baux dûment autorisés par ces lois."

Le nouvel article 8 est adopté.

L'article 9 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus une première fois.

Dépôt de documents:

Rapport de la Commission des accidents du travail,

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve) dépose sur le bureau de la Chambre le sixième rapport annuel de la Commission des accidents du travail de Québec, 1933. (Document de la session no 83)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le rapport est-il imprimé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous allons le faire imprimer.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. Député libéral à la Chambre des communes de 1925 à 1944, Édouard Lacroix fut aussi propriétaire de plusieurs entreprises, dont Madawaska Corporation (1926), St. George Woolen Mills (1928), Port Royal Pulp and Paper Co. (1932) et St. George Pulp & Paper Co. (1935). En 1944, il fut élu député du Bloc populaire à l'Assemblée législative, mais n'a jamais siégé.

2. Jean Bouffard, *Traité du domaine, Le Soleil*, Québec, 1921, 172, 227 p.

3. L'honorable M. Taschereau fait sans doute allusion aux journaux de la presse catholique, par exemple *L'Action catholique*, qu'une expression de l'époque désigne sous le terme de "bonne presse" ou de "bons journaux". Le retour à la terre est, à l'époque, un sujet qu'ils défendent ardemment.

4. En conformité avec la motion adoptée le 28 mars 1934, l'Assemblée tiendra, jusqu'à la fin de la session, deux séances par jour.

5. *L'Événement* du 4 avril 1934, à la page 8, précise que le premier ministre rit de bon cœur de la plaisanterie du député de Saint-Sauveur.

6. Il s'agit du même volume que le premier ministre a cité à la première séance de la journée, soit le *Traité du domaine* de Jean Bouffard.

Première séance du mercredi 4 avril 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Fortin (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 91 constituant en corporation la ville de Lamaque.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 28 concernant la distribution de circulaires, dans les cités et villes, pour fins d'assemblées publiques.

Demandes de renseignements:

Arrestation d'étudiants
de l'Université Laval

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant de passer à l'ordre du jour, je prie l'honorable premier ministre de nous dire si on lui a signalé l'incident survenu ces jours derniers à un groupe d'étudiants distingués, de l'Université Laval, qui revenaient de l'hôpital en tramway.

Ils revenaient d'une clinique, où leurs études les appellent et ont été traités de façon inconvenante par certains agents de la compagnie Quebec Power. Des constables leur ont mis les menottes aux mains, sans aucune nécessité, et ils les ont traînés d'une manière absolument révoltante sur la rue Saint-Joseph.

Le procureur général a-t-il été prévenu de cette malheureuse affaire?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Oui. J'ai indirectement entendu parler de cette affaire. On m'a dit que l'incident avait été référé au recteur de l'Université et que les choses avaient été arrangées. J'ai reçu des rapports non officiels de nature un peu différente, mais si le procureur général doit agir, j'y verrai moi-même.

Questions et réponses:

Commission
du prêt agricole

M. Fisher (Huntingdon): En vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par la loi relative au prêt agricole, 18 George V, chapitre 30, sanctionnée le 22 mars 1928:

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil a-t-il créé un conseil provincial de la Commission du prêt agricole canadien composé de quatre membres et ayant son bureau principal au siège du gouvernement, à Québec et, dans l'affirmative, à quelle date?

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil a-t-il désigné trois personnes pour faire partie dudit conseil provincial et, dans l'affirmative, lesquelles?

3. Le quatrième membre dudit conseil provincial a-t-il été désigné par les emprunteurs qui résident dans la province de Québec et, dans l'affirmative, qui a été désigné?

4. Les quatre personnes ainsi désignées pour former le conseil provincial ont-elles été acceptées par la Commission du prêt agricole canadien et, dans l'affirmative, à quelle date?

5. Le lieutenant-gouverneur en conseil a-t-il souscrit au capital-actions de la Commission du prêt agricole canadien et, dans l'affirmative, à quelle date et pour quels montants dans chaque cas?

6. Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur demande de la commission ou du conseil provincial, a-t-il autorisé le trésorier de la province à effectuer telles souscriptions à même le fonds consolidé du revenu de la province et, dans l'affirmative, à quelles dates et pour quels montants dans chaque cas?

L'honorable M. Stockwell (Brome): 1. En vertu de l'article 3 de la loi.

2. Oui. J.-B.-T. Lafrenière, N.P.; Robert Ness et Fortunat Bélanger.

3. Non.

4. Les trois personnes mentionnées dans la deuxième réponse ont été acceptées le 26 juin 1929.

5. et 6. Oui.

16 mai	1930.....	\$10,100
31 juil.	1930.....	22,679
16 oct.	1930.....	11,317
31 janv.	1931.....	13,767
22 avril	1931.....	13,782
12 sept.	1931.....	11,408
25 nov.	1931.....	5,401
8 fév.	1932.....	9,373
13 avril	1932.....	11,362
15 sept.	1932.....	12,139
4 nov.	1932.....	4,325
12 mars	1933.....	5,750
31 mai	1933.....	5,363
3 août	1933.....	3,187

**Assemblée législative,
coût de la session 1933**

M. Guertin (Hull): À combien se chiffre le coût: *a.* total; *b.* quotidien; de la session de 1933 à l'Assemblée législative?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il n'est pas possible de répondre à cette question.

**Assemblée législative,
coût des procès-verbaux, 1933**

M. Guertin (Hull): Combien a coûté la préparation et l'impression des procès-verbaux de l'Assemblée législative pour l'année 1933?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): \$5,660.38.

**Octroi au
Bulletin de la ferme**

M. Élie (Yamaska): Relativement à l'octroi de \$6,000 accordé par la province au *Bulletin de la ferme*, ainsi qu'il apparaît à la page 352 des *Comptes publics* pour l'exercice finissant le 30 juin 1933: Pour quelles fins cette somme a-t-elle été octroyée?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pour fins de propagande agricole.

Demandes de documents:

**Ministère de la Voirie et des Mines,
certificat du 16 août 1929**

M. Béique (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les états indiquant: Relativement à la somme de \$150,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines, d'après un certificat en date du 16 août 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
 2. Pour quelles fins?
 3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
 4. Comment a-t-elle été répartie?
 5. Quand a été payé chacun des items la composant?
- Adopté.

**Ministère de la Voirie et des Mines,
certificat du 17 août 1929**

M. Béique (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les états indiquant: Relativement à la somme de \$150,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines d'après un certificat en date du 17 août 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
 2. Pour quelles fins?
 3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
 4. Comment a-t-elle été répartie?
 5. Quand a été payé chacun des items la composant?
- Adopté.

**Ministère de la Voirie et des Mines,
certificat du 3 septembre 1929**

M. Béique (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les états indiquant: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines d'après un certificat en date du 3 septembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?

3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
4. Comment a-t-elle été répartie?
5. Quand a été payé chacun des items la composant?

Adopté.

**Ministère de la Voirie et des Mines,
certificat du 5 septembre 1929**

M. Béique (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les états indiquant: Relativement à la somme de \$125,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines d'après un certificat en date du 5 septembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
4. Comment a-t-elle été répartie?
5. Quand a été payé chacun des items la composant?

Adopté.

**Ministère de la Voirie et des Mines,
certificat du 5 septembre 1929**

M. Béique (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les états indiquant: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines d'après un certificat en date du 5 septembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
4. Comment a-t-elle été répartie?
5. Quand a été payé chacun des items la composant?

Adopté.

**Ministère de la Voirie et des Mines,
certificat du 5 août 1929**

M. Béique (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les états indiquant: Relativement à la somme de \$150,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines d'après un certificat en date du 5 août 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à

19 George V, chapitre 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
4. Comment a-t-elle été répartie?
5. Quand a été payé chacun des items la composant?

Adopté.

**Ministère de la Voirie et des Mines,
certificat du 8 août 1929**

M. Béique (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les états indiquant: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines d'après un certificat en date du 8 août 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
4. Comment a-t-elle été répartie?
5. Quand a été payé chacun des items la composant?

Adopté.

**Ministère de la Voirie et des Mines,
certificat du 10 septembre 1929**

M. Béique (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les états indiquant: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines d'après un certificat en date du 10 septembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
4. Comment a-t-elle été répartie?
5. Quand a été payé chacun des items la composant?

Adopté.

**Ministère de la Voirie et des Mines,
certificat du 21 septembre 1929**

M. Béique (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les états

indiquant: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines d'après un certificat en date du 21 septembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
4. Comment a-t-elle été répartie?
5. Quand a été payé chacun des items la composant?

Adopté.

**Ministère de la Voirie et des Mines,
certificat du 30 septembre 1929**

M. Béique (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les états indiquant: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines d'après un certificat en date du 30 septembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
4. Comment a-t-elle été répartie?
5. Quand a été payé chacun des items la composant?

Adopté.

**Ministère de la Voirie et des Mines,
certificat du 7 octobre 1929**

M. Béique (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les états indiquant: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines d'après un certificat en date du 7 octobre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
4. Comment a-t-elle été répartie?
5. Quand a été payé chacun des items la composant?

Adopté.

**Ministère de la Voirie et des Mines,
certificat du 15 octobre 1929**

M. Béique (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les états indiquant: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines d'après un certificat en date du 15 octobre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
4. Comment a-t-elle été répartie?
5. Quand a été payé chacun des items la composant?

Adopté.

**Ministère de la Voirie et des Mines,
certificat du 21 octobre 1929**

M. Béique (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les états indiquant: Relativement à la somme de \$160,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines d'après un certificat en date du 21 octobre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
4. Comment a-t-elle été répartie?
5. Quand a été payé chacun des items la composant?

Adopté.

**Ministère de la Voirie et des Mines,
certificat du 16 décembre 1929**

M. Béique (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les états indiquant: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines d'après un certificat en date du 16 décembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
4. Comment a-t-elle été répartie?

5. Quand a été payé chacun des items la composant?

Adopté.

**Ministère de la Voirie et des Mines,
certificat du 23 décembre 1929**

M. Béique (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les états indiquant: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines d'après un certificat en date du 23 décembre 1929, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
4. Comment a-t-elle été répartie?
5. Quand a été payé chacun des items la composant?

Adopté.

**Ministère de la Voirie et des Mines,
certificat du 3 janvier 1930**

M. Béique (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les états indiquant: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines d'après un certificat en date du 3 janvier 1930, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
4. Comment a-t-elle été répartie?
5. Quand a été payé chacun des items la composant?

Adopté.

**Ministère de la Voirie et des Mines,
certificat du 9 janvier 1930**

M. Béique (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les états indiquant: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines d'après un certificat en date du 9 janvier 1930, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
4. Comment a-t-elle été répartie?
5. Quand a été payé chacun des items la composant?

Adopté.

**Ministère de la Voirie et des Mines,
certificat du 14 janvier 1930**

M. Béique (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les états indiquant: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines d'après un certificat en date du 14 janvier 1930, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
4. Comment a-t-elle été répartie?
5. Quand a été payé chacun des items la composant?

Adopté.

**Ministère de la Voirie et des Mines,
certificat du 14 octobre 1933**

M. Béique (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les états indiquant: Relativement à la somme de \$135,415.41 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines d'après un certificat en date du 14 octobre 1933, portant le no R-117 pour le département, et se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
4. Comment a-t-elle été répartie?
5. Quand a été payé chacun des items la composant?

Adopté.

**Ministère de la Voirie et des Mines,
certificat du 19 avril 1930**

M. Béique (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les états

indiquant: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines d'après un certificat en date du 19 avril 1930, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
4. Comment a-t-elle été répartie?
5. Quand a été payé chacun des items la composant?

Adopté.

**Ministère de la Voirie et des Mines,
certificat du 28 avril 1930**

M. Béique (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les états indiquant: Relativement à la somme de \$100,000 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines d'après un certificat en date du 28 avril 1930, se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
4. Comment a-t-elle été répartie?
5. Quand a été payé chacun des items la composant?

Adopté.

**Ministère de la Voirie et des Mines,
certificat du 3 juillet 1930**

M. Béique (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les états indiquant: Relativement à la somme de \$110,433.63 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines d'après un certificat en date du 3 juillet 1930, portant le no R-1 pour le département, et se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
4. Comment a-t-elle été répartie?
5. Quand a été payé chacun des items la composant?

Adopté.

**Ministère de la Voirie et des Mines,
certificat du 4 juillet 1930**

M. Béique (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les états indiquant: Relativement à la somme de \$165,364.89 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines d'après un certificat en date du 4 juillet 1930, portant le no 3 pour le département, et se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
4. Comment a-t-elle été répartie?
5. Quand a été payé chacun des items la composant?

Adopté.

**Ministère de la Voirie et des Mines,
certificat du 19 juin 1931**

M. Béique (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les états indiquant: Relativement à la somme de \$165,031.10 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines d'après un certificat en date du 19 juin 1931, portant le no R-142 pour le département, et se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
4. Comment a-t-elle été répartie?
5. Quand a été payé chacun des items la composant?

Adopté.

**Ministère de la Voirie et des Mines,
certificat du 22 juin 1931**

M. Béique (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les états indiquant: Relativement à la somme de \$226,330.82 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines d'après un certificat en date du 22 juin 1931, portant le no R-143 pour le département, et se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
4. Comment a-t-elle été répartie?

5. Quand a été payé chacun des items la composant?

Adopté.

**Ministère de la Voirie et des Mines,
certificat du 8 juillet 1932**

M. Béique (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les états indiquant: Relativement à la somme de \$172,402.05 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines d'après un certificat en date du 8 juillet 1932, portant le no R-285 pour le département, et se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
4. Comment a-t-elle été répartie?
5. Quand a été payé chacun des items la composant?

Adopté.

**Ministère de la Voirie et des Mines,
certificat du 19 juillet 1932**

M. Béique (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les états indiquant: Relativement à la somme de \$258,484.49 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines d'après un certificat en date du 19 juillet 1932, portant le no R-288 pour le département, et se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
4. Comment a-t-elle été répartie?
5. Quand a été payé chacun des items la composant?

Adopté.

**Ministère de la Voirie et des Mines,
certificat du 25 août 1932**

M. Béique (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les états indiquant: Relativement à la somme de \$101,821.12 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines d'après un certificat en date du 25 août 1932, portant le no R-302 pour le département, et se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à

19 George V, chapitre 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
4. Comment a-t-elle été répartie?
5. Quand a été payé chacun des items la composant?

Adopté.

**Ministère de la Voirie et des Mines,
certificat du 11 septembre 1932**

M. Béique (Chambly) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre les états indiquant: Relativement à la somme de \$191,538.96 mise à la disposition du ministère de la Voirie et des Mines d'après un certificat en date du 11 septembre 1932, portant le no R-308 pour le département, et se rapportant à la somme de \$17,000,000 mentionnée à 19 George V, chapitre 32, intitulé: "Loi modifiant la loi de la voirie":

1. À qui cette somme a-t-elle été payée?
2. Pour quelles fins?
3. Dans quels comtés a-t-elle été dépensée?
4. Comment a-t-elle été répartie?
5. Quand a été payé chacun des items la composant?

Adopté.

Remboursement de droits:

Thomas Joseph McNally

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Barré), que les frais additionnels payés pour le bill 77 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Thomas Joseph McNally au nombre de ses membres soient remboursés, vu que ce bill a été présenté trop tard, par suite de circonstances indépendantes de la volonté du pétitionnaire.

Adopté.

**Code municipal,
article 112**

M. Bédard (Québec) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 194 modifiant l'article 112 du Code municipal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bédard (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Permis de coupe de bois

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose la deuxième lecture des amendements apportés par le comité plénier au bill 43 pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant.

Les amendements sont lus une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, je ne veux pas répéter les arguments que j'ai déjà donnés contre ce projet de loi, et je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), que tous les mots après "que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: cette Chambre désapprouve le bill 43 présenté par le gouvernement et intitulé: "Loi pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant", et considère que l'adoption de ce bill constituerait une entrave funeste à l'œuvre de la colonisation en cette province;

"Que cette Chambre est d'opinion qu'il est contraire à l'intérêt public, *a.* de décréter la permanence des permis de coupe de bois sur les terres de la couronne; *b.* de donner un effet rétroactif au renouvellement de pareils permis; *c.* d'autoriser la constitution et l'enregistrement des obligations ou hypothèques pour des fins privées, à même les forêts de la province; *d.* de donner un effet rétroactif à la constitution et à l'enregistrement des obligations ou hypothèques pour des fins d'intérêt privé, à même les forêts de la province;

"Que cette Chambre s'oppose à ce que notre domaine forestier serve à garantir et à ratifier, quant au passé, et à encourager, quant à l'avenir, le mouillage et la surcapitalisation des débetures ou hypothèques de compagnies ou corporations privées

autorisées par les lois de la province à émettre des débetures ou hypothèques sur des biens futurs."

Des députés ministériels: Rejeté! Rejeté!

Des voix de l'opposition: Adopté! Adopté!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pourquoi ne pas attendre les députés absents de l'opposition?

M. Duplessis (Trois-Rivières) affirme vouloir voter immédiatement.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit¹:

Pour: MM. Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Lafleur, Sauvé, Smart, 8.

Contre: MM. Arcand, Bachand, Bastien, Bergeron, Bissonnet, Caron, Charbonneau, Chouinard, Côté (Bonaventure), Crête, Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Drouin, Duffy, Dufour, Duval, Farand, Fauteux, Filion, Fillion, Fortier, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Laferté, Lahaie, Lamoureux, Lapierre, Lapointe, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau, Moreault, Morel, Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Reed, Rochette, Sabourin, Saintonge, Saurette, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 56.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

M. l'Orateur: La question est maintenant sur la motion principale, la troisième lecture.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Nous pourrions peut-être donner la chance aux honorables députés de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), de Hull (M. Guertin) et de Rouville (M. Barré) de revenir en Chambre pour voter?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si l'honorable premier ministre y tient.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte sur division, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Motions des députés:**Crédit agricole
provincial**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 22 mars, sur l'amendement à la motion présentée par le député de Rouville (M. Barré) mercredi le 28 février dernier, proposant: Que,

Attendu que les argents fournis par le crédit agricole fédéral coûtent 6½ % d'intérêt, annuellement;

Attendu que le gouvernement de cette province peut se procurer l'argent à un taux moindre par l'établissement d'un système semblable à celui établi dans l'Ontario en 1922, sous le nom de "Ontario Savings Office";

Cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour instituer, dès cette année, un crédit agricole provincial alimenté en tout ou en partie par un système semblable à celui mentionné plus haut; et que l'octroi de 1½ % actuellement accordé en réduction du taux exigé par le crédit agricole fédéral devrait être appliqué à réduire le taux d'intérêt que coûteraient les argents ainsi obtenus par le gouvernement.

L'amendement proposé par le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) se lit comme suit:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

"Considérant qu'il est urgent, pour les cultivateurs de notre province, de pouvoir se procurer, facilement et à bon compte, les fonds qui peuvent leur être nécessaires pour assurer la stabilité, le progrès et la prospérité de l'industrie agricole;

Considérant que le crédit agricole institué par le gouvernement d'Ottawa n'offre pas à nos cultivateurs, même avec la contribution du gouvernement de la province, les facilités et les avantages dont ils ont besoin;

Cette Chambre invite respectueusement le gouvernement de la province à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour instituer un crédit agricole sous le contrôle d'une commission indépendante offrant toutes les garanties d'impartialité et de compétence, possédant pour se procurer les fonds nécessaires, le pouvoir d'émettre des obligations garanties par la province, de façon à pouvoir faire aux cultivateurs qui offriront des garanties suffisantes, des prêts à un taux d'intérêt ne dépassant pas celui que la commission payera elle-même sur ses propres obligations."

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable premier ministre ne devrait-il pas continuer le débat sur le crédit agricole?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, mais l'honorable député de l'Abitibi (M. Authier), qui a ajourné le débat, assiste au congrès des métallurgistes. L'honorable député de Rouville (M. Barré) m'a dit qu'il était prêt à parler sur l'amendement de l'honorable député de Deux-Montagnes à propos du crédit agricole.

Dites donc à l'honorable député de Rouville qu'il peut venir continuer le débat maintenant que le vote est pris². Si l'honorable député de Rouville veut parler sur l'amendement de l'honorable député de Deux-Montagnes à sa motion, l'Orateur va lui donner la parole³.

M. Barré (Rouville) hésite.

M. Guertin (Hull): L'honorable député de l'Abitibi a ajourné le débat et doit le continuer. Si on force l'honorable député de Rouville à parler maintenant, il perdra son droit de réplique.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si l'honorable député de Rouville continue le débat sur l'amendement de l'honorable député de Deux-Montagnes, la Chambre lui donnera le droit de répliquer, à la fin du débat, sur sa motion. Occupez-vous de la gauche, moi je me charge du gouvernement.

M. Barré (Rouville): M. l'Orateur, j'ai été surpris, je l'avoue, de la conduite de l'honorable député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) qui a proposé un amendement à ma motion sur le crédit agricole.

Je m'attendais bien à un amendement à ma motion, mais je n'aurais jamais cru qu'il viendrait du député de Deux-Montagnes. L'amendement de mon collègue est complètement à l'encontre de l'esprit de ma propre motion, quant à l'institution du crédit agricole. Cette motion devrait être adoptée telle quelle.

Je croyais que mon honorable ami profiterait de l'expérience du passé. En effet, son amendement ne peut que mêler les cartes et permettre au gouvernement d'éluder la question et de ne pas se prononcer.

Le lit de la loi Dillon a été fait par un membre éminent de l'opposition pour des motifs que j'ignore. Cette fois, c'est un autre membre de l'opposition qui, faisant le jeu du gouvernement, et pour des motifs que j'ignore, contribue à embrouiller cette question du crédit agricole.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (Bondissant) M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. L'honorable député de Rouville n'a pas le droit de dire que je fais le jeu du gouvernement pour des motifs qu'il ignore. J'ai donné à la Chambre les motifs de mon amendement et l'honorable député de Rouville est le seul à les ignorer, si tant est qu'il les ignore.

M. Barré (Rouville): Ce point d'ordre est-il sérieux? Quand je dis que j'ignore les motifs de l'honorable député de Deux-Montagnes, je veux dire que ceux qu'il a donnés ne m'ont pas convaincu et j'exprime une opinion purement personnelle qui, d'autre part, n'est nullement injurieuse.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député de Rouville vient de laisser entendre qu'en présentant son amendement, l'honorable député de Deux-Montagnes était mû par un autre sentiment que celui de l'intérêt public. Cela est contraire aux règlements de la Chambre. L'honorable député de Rouville n'a pas le droit d'imputer de tels sentiments à son collègue de Deux-Montagnes.

M. Guertin (Hull):⁴ Si le député de Rouville a eu tort de parler comme il l'a fait, le député de Deux-Montagnes a eu tort, lui aussi, de soulever un point d'ordre qui fait plaisir à la droite et qui me semble mal fondé. Le député de Rouville n'a pas imputé de motifs équivoques au député de Deux-Montagnes, puisqu'il a déclaré ignorer ses motifs. Je considère que l'honorable député de Rouville n'a pas transgressé les règlements de la Chambre et qu'il convient de le laisser continuer son discours.

Décisions de l'Orateur:

Imputation de motifs à un député

M. l'Orateur: L'article 245 (13) du Règlement de la Chambre affirme, en effet, qu'un député n'a pas le droit d'imputer des motifs équivoques à un de ses collègues. Toutefois, je suis d'avis que le fait de dire qu'on ignore les motifs qui ont fait agir quelqu'un ne laisse pas planer un soupçon sur la sincérité ou l'honnêteté de ces motifs. Je suis donc d'opinion que le point d'ordre n'est pas fondé.

M. Barré (Rouville): L'honorable député de Deux-Montagnes a dit qu'il s'intéressait à l'agriculture. Il nous a parlé de ses relations de famille, de son père, de son oncle. Je suis intéressé à

l'agriculture parce que c'est ma profession. Je suis attaché à un bien et je voudrais bien pouvoir y placer mes fils. Si j'avais à parler de questions légales, je serais peut-être obligé de m'adresser à un de mes oncles, comme l'honorable député de Deux-Montagnes. Je ne suis peut-être pas capable de rédiger une motion aussi bien que l'honorable député de Deux-Montagnes, mais je ne m'attendais pas à un amendement de la part de l'opposition officielle.

La question est trop importante pour jouer au plus fin. L'amendement est vague et ne rime à rien. Le grand défaut du prêt fédéral, c'est de comporter un taux d'intérêt trop élevé. Or, l'amendement du député de Deux-Montagnes ne mentionne aucun taux d'intérêt pour le crédit agricole qu'il réclame. Il demande que le gouvernement exige le taux qu'il paiera lui-même. Si ce taux est de 5 ou 6 %, peu importe, j'affirme que ce sont des taux prohibitifs. La motion du député de Deux-Montagnes, si elle est adoptée, sera inopérante, inutile. Le crédit qu'elle réclame ne rendra aucun service.

Depuis des années, certains députés disent en cette Chambre qu'ils aiment l'agriculture et le cultivateur gros comme leur cœur. Quand le problème agricole a été abordé, ils ont toujours trouvé cependant des moyens de passer à côté de la question. Je crois que l'on va encore faire la même chose, cette année, avec le crédit agricole.

Il faut plus de crédit à l'agriculture dans la province, si on veut qu'elle survive et progresse. Nous avons des institutions de crédit dans la province, j'en conviens. Les banques accomplissent une œuvre capitale pour le développement du commerce et de l'industrie, mais elles ne peuvent assurer le développement de l'agriculture. Les banques et autres institutions ne suffisent pas et ne donnent pas satisfaction. Elles ont des taux très élevés et des conditions de prêts défavorables. Elles ne peuvent servir les cultivateurs.

On dit: Nous avons les caisses populaires. Sur 189 caisses, il y en a 90 à peine pour répondre aux besoins de 900 municipalités rurales. Sur les 189, 13 n'ont pas un capital de \$5,000, et 52 n'ont pas un capital de \$10,000. Si les caisses ne se multiplient pas plus vite, c'est parce que l'on n'a pas de gérants préparés.

Sans toutefois vouloir faire un reproche exclusivement au gouvernement, je n'hésite pas à affirmer que l'agriculture n'a pas reçu, et du gouvernement, et de la masse en général, la considération qu'elle aurait dû recevoir. On a ménagé et marchandé ce qui était indispensable au développement de cette industrie que l'on dit de base. Voilà pourquoi nous avons eu l'exode aux États-Unis

et l'exode dans les villes. L'agriculture se meurt. Quatre-vingts pour cent des enfants que nous avons élevés et que nous ne pouvons placer n'attendent que le moment de se diriger vers la ville pour y vivre des secours directs, si possible, ou de partir pour les États-Unis. N'est-ce pas une question sociale et nationale de plus haute importance? Et comment la régler?

Je lance à la face de ma province l'accusation que, depuis 25 ans, la masse de la population et ses dirigeants n'ont rien fait pour que, nous les cultivateurs, puissions nous maintenir sur nos terres et assurer l'avenir de nos enfants. Ce qu'il nous faut c'est un crédit agricole non pas à 6½ %, non pas à 5 %, mais à 3 % au total, sans la contribution du gouvernement.

Je n'ai pas le droit de discuter les motifs qui font que ma motion subit le bombardement d'un amendement. J'aimerais bien à savoir si l'on trouve que l'intérêt que je réclame est trop bas ou si on veut m'enlever le mérite de ma motion - probablement pour que ce ne soit pas un cultivateur qui réclame un crédit agricole - en lui substituant un amendement avec l'espoir de le faire adopter.

Je ne veux pas attaquer les institutions existantes. Les banques sont nécessaires. Les caisses populaires sont utiles. Celles que nous avons chez nous ont rendu de grands services. Les banques sont nécessaires à l'industrie et au commerce. Elles font une œuvre. De même à l'agriculture, il faut du crédit. C'est au gouvernement de le trouver. Le rôle du gouvernement est celui du père de la famille. Il doit protéger le faible contre le fort. Dans presque tous les pays, le gouvernement aide l'agriculture en lui assurant des crédits auxquels il contribue.

Un crédit agricole à 3 % d'intérêt, sans l'aide du gouvernement, et à 2 %, avec l'aide du gouvernement, devrait être possible, à moins que toutes les protestations d'affection à la classe agricole ne soient de la frime. Ce ne serait pas la fin de la crise, mais ce serait le soulagement. La solution de la crise, c'est d'arrêter l'exode des campagnes vers les villes, le maintien des jeunes gens sur la terre. Pour cela, il faut un crédit non pas à 6 % et à 5 %, mais au taux que j'ai mentionné. Avant de prendre cette attitude sur le crédit agricole, je vous avoue que j'ai réfléchi beaucoup.

J'ai fait quelque chose que je ne ferai plus jamais, peut-être. Plutôt que d'arriver à une rupture définitive avec mes collègues, rupture que je voulais éviter même au prix de toutes les humiliations, je me suis parfois retiré à la veille d'un vote. J'ai peut-être mal agi, manqué à mon devoir.

M. Lamoureux (Iberville): Ce n'est pas brave.

M. Barré (Rouville): C'est pas vrai? C'est vrai pour cet après-midi.

M. Lamoureux (Iberville): Je n'ai pas dit: "C'est pas vrai" mais "c'est pas brave".

M. Barré (Rouville): Je l'avoue. Mon excellent ami, qui est plus âgé que moi, qui possède plus d'expérience, n'aurait certes jamais agi comme cela, dans un but de conciliation. L'essentiel, c'est de nous en tenir à la question primordiale: le salut de la classe agricole. Le cultivateur est attaché à sa terre, à son nid, et le devoir des dirigeants est de fournir à la génération qui passe le moyen de rester attachée à la terre par des moyens plus serrés. Songeons que le cultivateur est le rempart du bolchévisme. Celui-là, on n'a pas besoin de loi pour l'empêcher de passer des circulaires contraires à l'ordre social⁵. Il est un gardien de l'ordre. Pour le conserver attaché au sol, il faut l'aider, lui donner les facilités de crédit indispensables. Alors, on sera justifié de parler de retour à la terre.

On me dira: "C'est la politique générale du mouvement du retour à la terre." Pourquoi faut-il que ceux qui écrivent au gouvernement reçoivent la réponse: "Pour bénéficier du retour à la terre, il faut être chômeur dans les villes, sous le secours direct ou à la veille de le devenir." Pourquoi attendre que les jeunes gens soient déracinés? Pourquoi attendre que la plante agricole soit arrachée du sol? Pour ces raisons, je crois que ma motion aurait dû être adoptée sans amendement.

M. Lamoureux (Iberville): M. l'Orateur, je n'approuve pas toute la motion de l'honorable député de Rouville, je n'approuve pas la manière dont elle est rédigée, mais c'est une mesure nécessaire que l'établissement du crédit agricole, et je m'accorde avec lui et le félicite pour cela. C'est assurément la motion la plus importante que nous avons eue cette année. Mon collègue me permettra de lui dire que, comme toujours, je le trouve un peu "exagéré". Je préfère une autre méthode, et personne ne peut douter de ma sincérité.

Je tiens tout d'abord à faire observer au député de Joliette (M. Dugas) qu'il a peut-être fait trop peu de cas du concours que lui ont prêté les députés fermiers, lors de la présentation de son bill pour l'insaisissabilité de certains biens appartenant aux cultivateurs.

La question est celle-ci: Avons-nous besoin d'un crédit agricole, pourquoi en avons-nous besoin, et de quelle manière doit-il être établi? Il y a 20 ans que je m'occupe de crédit agricole. Nous avons fondé l'Association des Fermiers-Unis. Elle fut dissoute il y a quelques années, lors de la fondation de l'Union catholique des cultivateurs en 1924⁶. Depuis ce temps-là que nous parlons d'un crédit agricole, j'en ai parlé tous les ans.

Presque tout le monde est d'accord sur le premier point: que le crédit agricole est nécessaire. Les banquiers, les marchands de campagne, tout le monde le veut. Pourquoi? Pour sauver une partie de nos cultivateurs. Il y a seulement du désaccord sur les moyens à prendre pour établir ce crédit. Il faut trouver la manière et, sur ce point, nous devrions nous entendre.

Je regarde mon comté et ceux qui l'environnent. Le crédit est nécessaire pour venir en aide à une certaine classe de cultivateurs de la province: ceux qui feraient faillite si les créanciers hypothécaires exigeaient tout de suite le paiement de leur créance. Je constate que 60 % des cultivateurs feraient faillite si les créanciers hypothécaires réclamaient leur argent. Sur ce nombre, il y en a qui sont définitivement noyés. Mais il y a encore 50 % des agriculteurs à qui il ne manque qu'un crédit raisonnable pour se mettre sur pied.

Nous avons le moratoire, mais, pour en bénéficier, il faut que le cultivateur ait payé ses taxes, ses intérêts. Il y a donc 50 % de cultivateurs solvables qui n'ont pas d'argent liquide pour rencontrer leurs billets. Ils ne peuvent obtenir de l'argent. Cette situation est due au fait que l'on ne prête plus entre voisins. Nous avions autrefois, dans nos campagnes, des cultivateurs qui avaient de l'argent et le prêtaient à ceux qui en avaient besoin. Aujourd'hui, l'argent est placé en obligations, en actions ou autrement. Il ne leur reste pas d'argent à prêter par le temps qui court.

Quel système de crédit agricole devrions-nous avoir? Les banques savent qu'elles ne peuvent pas rencontrer la situation. Les gérants de la Banque Royale et de la Banque des marchands d'Iberville m'ont déclaré qu'ils sont favorables à un crédit spécial agricole. La motion de l'honorable député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) est presque parfaite.

(Applaudissements à gauche)

Au point de vue de l'intérêt, cependant, je ne partage pas l'opinion de mon collègue. Je ne pense pas, comme l'honorable député de Rouville (M. Barré), que le gouvernement doive prêter à 3 %. Je ne prétends pas que le cultivateur doive tout avoir.

Je suis pour un crédit sur une base d'affaires. Je ne comprends pas comment l'on pourrait avoir de l'argent à 3 %, quand les gouvernements paient 4 % au moins. L'amendement du député des Deux-Montagnes parle d'un intérêt égal à celui que le gouvernement paiera. Je crois que le cultivateur serait heureux d'avoir de l'argent à 5 %, et de payer ½ % pour les frais d'administration.

On vante le système de l'Ontario. On a raison, mais on oublie que ce système a vécu durant les plus belles années de prospérité. Supposons que l'on prêterait \$10,000,000 aux cultivateurs de la province, ce qui serait suffisant. Nous aurions 4,000 prêts de \$2,500.

Ce serait un bon commencement. Les pertes pourraient s'élever à \$1,000,000 en 20 ans. On prêterait à environ 60 % de la valeur de la ferme, à un intérêt de 5 %, plus l'amortissement, le gouvernement provincial conservant ½ % pour les frais d'administration.

Voilà qui serait satisfaisant, je le crois. Quant au prêt agricole fédéral, il n'a jamais été établi pour Québec mais pour les provinces de l'Ouest; et les méthodes de prêter, comme les résultats le prouvent de façon évidente, n'ont pas donné satisfaction chez nous.

On a prêté pour \$3,000,000 seulement, et souvent de façon trop insuffisante pour être efficace. Ce prêt ne nous a pas aidés du tout. Six et demi pour cent, c'est trop cher pour Québec, et voilà pourquoi il y a à peine \$3,000,000 du prêt fédéral dans Québec.

Le prêt agricole par les caisses populaires a été suggéré. Le député de Joliette (M. Dugas) a affirmé que le président de l'Union catholique des cultivateurs était en faveur du crédit agricole par les caisses populaires. Si M. Albert Rioux a dit cela, il ne représente pas l'opinion de la majorité des membres de cette Union, ni la majorité des cultivateurs de la province.

La preuve, c'est qu'à un congrès, il n'a pas trouvé de secondaire pour sa motion à l'effet de confier le prêt agricole aux caisses populaires. L'Union catholique des cultivateurs du diocèse de Saint-Hyacinthe approuve le plan que je viens d'exposer.

On se plaint des créances privilégiées qui gênent les cultivateurs désirant emprunter, parce qu'elles constituent une lourde charge pour le prêteur. Parmi ces créances privilégiées, il y a les frais funéraires. J'ai payé moi-même \$154 de frais funéraires, l'an dernier. Il me semble que ça devrait disparaître. Si un homme n'a pas les moyens de payer plus d'un dollar pour se faire enterrer, qu'on l'enterre pour cela. (Rires)

Même au seul point de vue du parti, ce serait une excellente politique que la création d'un crédit agricole. En 1926, les électeurs ont su apprécier ce que la voirie a fait pour eux. En 1931, les électeurs ont apprécié la remise de dettes des municipalités pour les chemins. C'est au Parti libéral qu'il appartient de nous donner un crédit agricole raisonnable.

C'est le Parti libéral qui a donné à la classe agricole ses meilleures lois. Il est vrai que la loi que nous adopterons ne contentera pas tout le monde, mais le Parti libéral doit l'adopter. On craint de mécontenter quelques cultivateurs en établissant un crédit agricole, mais on en mécontentera bien davantage en n'en établissant pas.

Mais, considérons la question de plus haut. C'est une question nationale. Il y a une vague de communisme qui a traversé le Pacifique, qui a touché les côtes canadiennes, et qui s'en vient de l'Ouest. Dans la province de Québec, nous avons un rempart contre le communisme. Ce rempart solide, c'est la classe agricole. Si on laisse briser le rempart, on en subira les conséquences. J'espère que l'on devrait prendre en considération les remarques que j'ai faites.

(Applaudissements à droite)

L'honorable M. Stockwell (Brome):

M. l'Orateur, la Chambre me permettra de faire quelques observations sur cette question tant discutée du crédit agricole. Le prêt fédéral a un intérêt élevé, soit 6½ %. Ce qu'il faut dans la province de Québec pour nos cultivateurs, ce sont les prêts à long terme. Nous n'avons pas d'institution qui puisse les accorder.

Pourquoi nos gens ne profitent-ils pas comme ils le devraient de ce prêt fédéral? Parce que le montant du prêt consenti se base sur 50 % de l'évaluation de la terre et 20 % de l'évaluation des bâtisses. Dans l'Ouest, où les terres sont vastes, cela va bien, mais, dans Québec, elles sont d'une plus petite superficie, et les dépendances de ferme valent souvent plus que la terre. Les cultivateurs n'obtiennent pas beaucoup, car le prêt fédéral ne consent que 20 % sur les propriétés.

De plus, nos propriétés sont évaluées en dessous de leur valeur réelle. Par conséquent, le pouvoir d'emprunt de nos cultivateurs n'est pas considérable en proportion de l'intérêt à payer. Voilà pourquoi, dans l'Est du pays, l'Ontario et l'Île-du-Prince-Édouard, ainsi que la Saskatchewan se sont lancées dans la hasardeuse entreprise d'un prêt agricole qui leur est propre, ce qui, dans la plupart des cas, n'a pas été un succès.

En effet, dans les provinces de l'Ouest, les cultivateurs ne construisent sur leurs terres qu'une mesure pour y demeurer, durant l'été, et que des abris très rudimentaires pour leurs bestiaux et leur machinerie agricole. Ce qui fait que le crédit agricole, qui base le prêt qu'il consent sur 50 % de l'évaluation de la terre et 20 % de l'évaluation des bâtisses, leur est favorable.

Dans notre province, nos cultivateurs ont des demeures confortables et presque luxueuses, et des bâtiments de ferme de grande valeur. Le prêt agricole, qui ne tient compte que de 20 % de l'évaluation de ces édifices, leur est donc peu favorable. D'autant plus que, dans la province de Québec, l'évaluation pour fins de taxation ou autres des édifices, dans nos villes et principalement dans nos campagnes, est très peu élevée. Pourquoi cela? Je ne pourrais le dire au juste. Est-ce à cause du taux des taxes ou pour éviter les contributions trop élevées? Pour quelque raison que ce soit, cette évaluation peu élevée diminue le pouvoir d'emprunt de nos cultivateurs.

Lorsque j'en ai eu l'occasion, j'ai conseillé à des emprunteurs éventuels de fournir à la Commission du prêt agricole canadien un certificat officiel attestant que les bâtisses érigées sur leurs fermes ne sont évaluées pour fins municipales qu'à un bas pourcentage de leur valeur, et de demander à la Commission de faire sa propre évaluation de ces édifices.

J'ai dit que les méthodes de la Commission fédérale ne rendent pas justice à nos cultivateurs et que l'intérêt chargé, 6½ %, est trop élevé. La province de Québec a fait pour ses cultivateurs ce que les autres provinces n'ont pas fait. La province de Québec a tâché d'adoucir ces conditions en payant elle-même 1½ % du taux de l'intérêt, et le gouvernement a récemment annoncé son projet de loi pour réduire les frais d'enregistrement et de vente, par autorité de justice, des fermes qui garantissent des prêts, de manière à faciliter à la Commission le recouvrement de ses prêts et à lui donner une plus grande confiance dans le pouvoir de remboursement de nos cultivateurs. Le crédit fédéral a prêté \$2,799,000 dans la province de Québec.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce sont les chiffres que nous avons demandés?

L'honorable M. Stockwell (Brome): Oui, nous avons répondu à votre interpellation aujourd'hui. Québec a contribué, à cette somme, \$139,953, soit 5 % des prêts consentis par Ottawa. Récemment, la province a passé sa loi pour faciliter

l'enregistrement des prêts agricoles et les recherches de titres.

M. Smart (Westmount): Pourquoi n'avez-vous pas fait cela avant cette année?

L'honorable M. Stockwell (Brome): La somme de \$139,953 ne comprend pas la somme de 1½ % payée par le gouvernement depuis deux ans. Mais quand on voit les difficultés dans lesquelles se débattent les administrateurs du prêt fédéral, je ne conçois pas qu'on vienne demander au gouvernement de cette province de "doubler" le prêt fédéral en créant un prêt provincial. Profitons de l'expérience et demandons plutôt au gouvernement fédéral de modifier son système de prêt, de manière à le rendre plus accessible aux cultivateurs de la province de Québec.

Depuis la Confédération, l'on a doublé souvent inutilement des institutions qui auraient dû demeurer des institutions uniquement fédérales et que les provinces ont adoptées. En doublant ainsi ces institutions, les provinces se chargeaient de graves problèmes et de lourdes responsabilités. Laissons au gouvernement fédéral ses problèmes et ses responsabilités; nous avons assez nous-mêmes des nôtres.

Si le crédit fédéral n'est pas suffisamment élastique, pourquoi ne pas en demander l'amélioration. On nous dit: "Créez donc un crédit provincial." Il me semble que ce serait un dédoublement de service. Pourquoi ne pas demander à Ottawa de rendre son crédit agricole plus accessible aux cultivateurs de notre province, au lieu d'en créer un nouveau et d'imposer de nouvelles charges à la province de Québec, qui fait sa part? On ne doit pas demander à quelqu'un de faire le travail qu'un autre a entrepris. Cette loi fédérale est susceptible d'amendements.

Les membres de l'opposition feraient bien de prier le gouvernement fédéral d'assouplir sa loi des prêts agricoles et d'en modifier les clauses de façon à les rendre plus applicables. Je ne vois pas pourquoi la province accepterait ou tenterait de faire le double d'un service fédéral et de se lancer dans une entreprise mise en œuvre par Ottawa et qui relève de lui. Nos amis de la gauche sont toujours prêts à nous suggérer d'assumer de nouvelles responsabilités. Or, voici ce que je leur propose à mon tour: ils sont dans les meilleurs termes avec le gouvernement fédéral, qu'ils aillent donc à Ottawa dire à leurs amis que la clause qui base le prêt consenti par la Commission fédérale sur 20 % de l'évaluation de la ferme ne rend pas justice aux cultivateurs de la province de Québec et qu'il importe de la modifier.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand la loi du prêt agricole fédérale a-t-elle été adoptée?

L'honorable M. Stockwell (Brome): En 1929.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel parti était au pouvoir à Ottawa en 1929?

L'honorable M. Stockwell (Brome): Le Parti libéral, je n'ai pas peur de le dire. Et si le gouvernement fédéral était libéral, je déclare que j'aurais le courage d'aller demander à mes amis d'Ottawa d'améliorer leur crédit agricole de manière à le rendre plus conforme aux besoins des cultivateurs de ma province.

Mais comme il est 6 heures, je propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Explications sur des faits publiés:

Déficit de la Commission des accidents du travail

L'honorable M. Arcand (Maisonneuve): M. l'Orateur, avant l'ajournement, je désire attirer l'attention de la Chambre sur un rapport paru dans *L'Action catholique*, qui annonce aujourd'hui, dans un titre, que la Commission des accidents du travail a un déficit de \$1,000,000. Le déficit n'est que de \$1,181. Je dois dire que le représentant de ce journal a reconnu l'erreur. L'erreur est due à une faute typographique. Il m'a promis de la corriger demain, après m'avoir exprimé très franchement ses regrets. Mes regrets égalent les siens, mais je constate que lorsqu'on se trompe, c'est toujours dans le sens contraire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre n'a pas le droit de faire un discours. Sur une "question de privilège", le ministre ne peut que présenter des faits. Il ne peut exprimer d'opinion ou exposer une argumentation.

M. Guertin (Hull) demande quel est le déficit, selon le rapport annuel?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose l'ajournement de la séance.

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 4 avril 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 8 h 45.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Fonds pour le troisième centenaire de Trois-Rivières

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), la permission de présenter le bill 247 autorisant la cité des Trois-Rivières et certaines autres municipalités à contribuer à la célébration du troisième centenaire de la fondation des Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Mont-Royal

M. Francoeur (Montréal-Dorion) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 81 modifiant la charte de la ville de Mont-Royal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la police et du bon ordre

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 61

modifiant la loi de la police et du bon ordre relativement à la prévention et à la répression d'infractions à des lois particulières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Rachat de terrains détenus par contrat de louage

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 65 concernant le rachat de terrains détenus en vertu d'un contrat de louage, d'un bail à rente ou constitué dans certains districts électoraux.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 1.

Le comité étudie l'article 2, introduit par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"2. La présente loi s'applique seulement aux districts électoraux de Kamouraska, l'Islet, Rimouski, Rivière-du-Loup, Beauce, Saint-Hyacinthe, Bonaventure, Saguenay et Témiscouata."

Cet article est amendé et se lit maintenant comme suit:

"2. La présente loi s'applique seulement aux districts électoraux de Kamouraska, l'Islet, Rimouski, Rivière-du-Loup, Beauce, Saint-Hyacinthe, Bonaventure, Saguenay, Charlevoix, Matane et Témiscouata."

L'article 2, introduit par l'article 1 du projet de loi et ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 6, introduit par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"6. Dans le cas où le propriétaire ne réside pas et n'est pas représenté par un agent dans la province, l'écrit peut être fait en double sous seing privé, de la manière indiquée dans l'article 5, et signifié par lettre recommandée à l'adresse du propriétaire ou à sa dernière adresse connue, déposée au bureau de poste de l'endroit où réside le locataire ou détenteur de l'immeuble par un des témoins signataires, qui atteste ensuite sous serment, devant un juge, un magistrat, ou devant tout fonctionnaire autorisé à recevoir les serments, qu'il a lui-même

déposé au bureau de poste, sous pli recommandé, un double de l'écrit annexé à sa déposition."

Cet article est amendé et tous les mots qui suivent les mots "l'article 5," sont remplacés par "et avis de trente jours lui est donné dans un journal français et dans un journal anglais du district."

L'article 6, introduit par l'article 1 du projet de loi et ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 7, introduit par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"7. Si, dans les trois mois de la signification de l'avis, le propriétaire n'a pas consenti à vendre l'immeuble pour le prix offert dans l'avis, le locataire ou détenteur peut s'adresser par requête à la Commission des services publics de Québec, pour lui demander de confirmer l'offre qu'il a faite ou de fixer elle-même le prix du lot ou terrain et d'ordonner au propriétaire de passer au locataire ou détenteur titre sur paiement dudit prix."

Cet article est amendé et les mots "ou de la dernière insertion dans les journaux," sont ajoutés après les mots "de la signification de l'avis".

L'article 7, introduit par l'article 1 du projet de loi et ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 9, introduit par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"9. La requête doit être signifiée au propriétaire, ou à son agent si le propriétaire ne réside pas dans la province, mais sans avis de la date de sa présentation. Le requérant l'expédie par la poste au secrétaire de la Commission à Québec."

Cet article est amendé et les mots "des services publics" sont ajoutés à la suite du mot "Commission".

L'article 9, introduit par l'article 1 du projet de loi et ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 11, introduit par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"11. L'ordonnance de la Commission fixant le prix de vente a pour effet d'obliger le propriétaire ou son agent à passer un titre de propriété en faveur du locataire ou détenteur, dans les soixante jours de la date de l'ordonnance et sur paiement du prix fixé par elle. Elle oblige aussi le locataire ou détenteur à acheter l'immeuble, si le prix qu'elle fixe n'est pas

supérieur au montant offert en vertu de l'article 4. Si le prix est supérieur à l'offre, le locataire ou détenteur peut, à son gré, se désister dans un délai de trente jours après le prononcé de la sentence de son droit d'acheter, ou déclarer qu'il consent à acheter l'immeuble à ce prix. Lorsque le locataire ou détenteur se désiste de son droit d'acheter, il est responsable des frais."

Cet article est amendé et les mots suivants sont ajoutés à la fin de l'article: "et des dommages".

L'article 11, introduit par l'article 1 du projet de loi et ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 12, introduit par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"12. Si le locataire ou détenteur est obligé d'acheter l'immeuble, ou consent à l'acheter, selon le cas, il doit, dans un délai de soixante jours après la date de l'ordonnance de la commission, si le propriétaire ou son agent n'a pas alors offert de lui consentir un acte de vente, déposer le montant du prix fixé par l'ordonnance et le montant des frais, lorsque ceux-ci sont à sa charge, entre les mains du protonotaire de la Cour supérieure du district où l'immeuble est situé, qui le reçoit en sa qualité d'agent du trésorier de la province, et lui en délivre un récépissé avec une copie certifiée de sa signature.

"Le locataire ou détenteur fait alors signifier le récépissé au propriétaire ou à son agent, selon le cas, en lui faisant remettre la copie certifiée par le protonotaire.

"Le propriétaire ou l'agent est tenu de consentir, dans les huit jours de la signification, un acte de vente au locataire ou détenteur suivant les termes de l'ordonnance de la commission. S'il refuse ou néglige de le faire dans ce délai, l'ordonnance de la Commission des services publics de Québec tient lieu de titre, et l'enregistrement d'une copie de cette ordonnance, avec le récépissé du protonotaire du prix de vente et des frais dans le cas où ceux-ci doivent être déposés, rend le locataire ou détenteur propriétaire de l'immeuble."

Cet article est amendé et les mots suivants sont ajoutés après les mots "des frais" dans le premier et le dernier paragraphe: "et des dommages".

L'article 12, introduit par l'article 1 du projet de loi et ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 17, introduit par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"17. Tout intéressé peut être admis à intervenir sur les procédures devant la Commission des services publics de Québec, lorsque cette commission juge son intérêt suffisant. Cependant, un seul mémoire de frais peut être alloué contre la partie rendue responsable des frais et ces frais sont distribués de la manière que la Commission des services publics de Québec détermine.

"La Commission des services publics de Québec doit faire le tarif sur toutes les procédures en vertu de la présente loi, y compris la rémunération des arbitres."

Cet article est amendé et le premier paragraphe est retranché.

L'article 17, introduit par l'article 1 du projet de loi et ainsi amendé, est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Motions des députés:

Crédit agricole provincial

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur l'amendement à la motion présentée par le député de Rouville (M. Barré) mercredi le 28 février dernier, proposant:

Que,

Attendu que les argents fournis par le crédit agricole fédéral coûtent 6½ % d'intérêt, annuellement;

Attendu que le gouvernement de cette province peut se procurer l'argent à un taux moindre par l'établissement d'un système semblable à celui établi dans l'Ontario en 1922, sous le nom de "Ontario Savings Office";

Cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour instituer, dès cette année, un crédit agricole provincial alimenté en tout ou en partie par un système semblable à celui mentionné plus haut; et que l'octroi de 1½ % actuellement accordé en réduction du taux exigé par le crédit agricole fédéral devrait être appliqué à réduire le taux d'intérêt que coûteraient les argents ainsi obtenus par le gouvernement.

L'amendement, proposé par le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), se lit comme suit:

Que tous les mots après le premier "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

"Considérant qu'il est urgent, pour les cultivateurs de notre province, de pouvoir se procurer, facilement et à bon compte, les fonds qui peuvent leur être nécessaires pour assurer la stabilité, le progrès et la prospérité de l'industrie agricole;

"Considérant que le crédit agricole institué par le gouvernement d'Ottawa n'offre pas à nos cultivateurs, même avec la contribution du gouvernement de la province, les facilités et les avantages dont ils ont besoin;

"Cette Chambre invite respectueusement le gouvernement de la province à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour instituer un crédit agricole sous le contrôle d'une commission indépendante offrant toutes les garanties d'impartialité et de compétence, possédant pour se procurer les fonds nécessaires, le pouvoir d'émettre des obligations garanties par la province, de façon à pouvoir faire aux cultivateurs qui offriront des garanties suffisantes, des prêts à un taux d'intérêt ne dépassant pas celui que la commission payera elle-même sur ses propres obligations."

L'honorable M. Stockwell (Brome): Il serait ridicule, à une période comme celle que nous traversons, de créer un système provincial, alors que le système fédéral existe. Ce ne serait qu'un doublement d'organismes qui se nuiraient l'un à l'autre.

Je tiens à conclure en disant que le meilleur moyen d'aider les cultivateurs est de dire à Ottawa: "Vous avez commencé quelque chose, le prêt fédéral agricole, et vous devez l'améliorer." Et ceux qui devraient nous aider à dire cela, à rendre efficace cette loi dans notre province, ce sont nos collègues de l'opposition, dont les amis sont au pouvoir à Ottawa.

(Applaudissements à droite)

M. Fortin (Beauce): M. l'Orateur, je ne veux pas intervenir dans la petite querelle de famille qui a

éclaté cet après-midi et qui a mis aux prises les deux groupes de l'opposition.

Je serai aussi bref que possible. Je tiens d'abord à féliciter le député de Joliette (M. Dugas), le député de Kamouraska (M. Gagnon) et le député de Montmagny (M. Paquet). Mais je tiens aussi à féliciter spécialement le député de Rouville (M. Barré) pour sa motion et pour avoir fourni à ses collègues l'occasion de prendre la parole sur cette question du crédit agricole.

Je suis en faveur de l'établissement d'un crédit agricole provincial, et personne en Chambre ne s'objecterait à la création d'un crédit agricole provincial si la province était capable de le créer. Tous nous voudrions qu'un système bien nôtre et appartenant exclusivement à la province soit mis en fonctionnement chez nous. Mais il faut avoir le courage de le proclamer ouvertement, en mettant de côté les considérations de parti, que la crise que nous traversons ne permet pas à la province de Québec d'établir actuellement un tel organisme.

La province, en ce moment, n'a ni les moyens financiers ni les ressources économiques voulues pour adopter une telle loi, et je suis d'opinion que c'est rendre un bien mauvais service à la classe agricole que de lui laisser croire les possibilités d'une telle loi. La crise est terrible, et il serait dangereux pour la Législature de faire de telles innovations trop hardies. Les gouvernements sont surchargés.

Nous traversons, actuellement, l'une des plus grandes crises économiques et financières que le monde civilisé ait encore connues. Notre système économique est bouleversé, le monde social est secoué sur ses bases, nos gouvernements sont en face d'énormes obligations qui vont bientôt les écraser si leur nombre ne diminue pas, et nos municipalités sont dans l'impossibilité absolue d'envisager de nouvelles charges. Le mauvais état de nos finances municipales va d'ailleurs probablement obliger le gouvernement à assumer de nouvelles charges.

Nos industries vont avoir besoin d'aide supplémentaire. Est-ce par une telle époque que nous allons tenter l'essai d'un nouveau système de crédit, obérer les argents de la province déjà si fabuleusement chargés et nous lancer dans une entreprise qui, à prime abord, semble facile d'exécution? D'ailleurs, nous devons profiter de l'expérience d'autrui et nous rappeler que les systèmes de prêt agricole provinciaux, dans les provinces qui en ont, n'ont pas donné de meilleurs résultats que le prêt fédéral.

D'ailleurs, les prêts provinciaux dans les autres provinces où ils ont été établis, ont-ils fait

merveille? Ils n'offrent pas, actuellement, plus d'avantages que le prêt fédéral. Jetons un moment les yeux sur ces différents systèmes et voyons dans quelle mesure ils opèrent. L'honorable député de Joliette (M. Dugas) nous a cité ces chiffres l'autre jour. Ontario: Fondée en 1921; garantie: 1^{re} hypothèque; montant: 50 %; intérêt: 5½ %; durée: 20 ans; inspection et frais légaux: \$12. Saskatchewan: Fondée en 1930; garantie: 1^{re} hypothèque; montant: 50 %; intérêt: coût; durée: 30 ans. Manitoba: Fondée en 1917-1927; garantie: 1^{re} hypothèque; montant: 50 %; intérêt: 7 % max. Prêt fédéral: 1929; 1^{re} hypothèque: 50 % et 20 %; intérêt: 6½ % moins 1½ % ou 5 %; durée: 22 ou 31 ans; frais légaux: \$10. Pourrions-nous faire mieux? Lorsque le prêt fédéral fut institué, on crut que le crédit était enfin à la portée de tous les cultivateurs, mais au bout d'un certain temps on s'aperçut que ce crédit était très difficile à obtenir. De plus, l'expérience a prouvé que le prêt fédéral n'est pas un pactole et que le cultivateur, pour en jouir, doit offrir des garanties sérieuses.

Mais nous avons le prêt fédéral qui n'est pas si mauvais que l'honorable député de Huntingdon (M. Fisher) voulait le faire croire. Depuis sa fondation, \$3,000,000 ont été prêtés dans Québec. Sur 10 prêts, l'honorable député a déclaré que neuf étaient refusés. On a constaté que 50 % de ceux qui ont fait des demandes offraient des garanties inacceptables et que 25 % n'offraient une garantie guère meilleure.

Les renseignements officiels que je possède sont que, au cours de l'année 1933, sur 783 demandes d'emprunts, 207 ont été accordées et que, dans les trois quarts des demandes faites, le montant des dettes dépassait la valeur de la propriété. Cinquante pour cent des demandes faites n'ont pu être acceptées, parce que le passif de l'emprunteur égalait son actif. Elles n'offraient aucune garantie sérieuse. Et, sur l'autre 50 %, nous avons l'assurance qu'au moins 30 % des demandes accusaient un passif de 60 % à 80 % du montant de l'actif.

Aurions-nous fait mieux si nous avions eu un système provincial? Non. D'ailleurs, avec la loi qui vient d'être proposée par le gouvernement et qui va permettre une diminution considérable des frais de vente par autorité de justice, dans les cas de fermes données en garantie d'un prêt fédéral, le crédit va être rendu plus accessible à nos cultivateurs.

Et pourquoi le fédéral ne ferait-il pas, lui aussi, sa part en abaissant le taux d'intérêt qu'il exige à 5 %? Puisque Ottawa a exigé des banques qu'elles réduisent leurs intérêts sur dépôts à 2½ %, pourquoi ne réduirait-il pas de 1½ % le taux d'intérêt actuel sur les prêts?

Quelle est maintenant la classe de gens qui demande le secours du prêt agricole? Deux classes: celle des cultivateurs qui sont en face d'un désastre financier, et dont les dettes sont aussi considérables que la valeur de leur actif. Ceux-là, aucun crédit, ni fédéral, ni provincial, ni bancaire, ne peut leur venir en aide. Et, pour notre part, nous ne voyons pas par quels moyens nous pourrions leur venir en aide. Et pourtant, c'est surtout cette classe-là qui demande le plus le prêt agricole provincial, croyant que la province peut disposer sans compter des argents du public. L'autre classe, c'est celle qui est en mesure d'emprunter parce qu'elle peut fournir les garanties suffisantes, et celle-là, le système fédéral lui convient. Elle trouve satisfaction dans le prêt agricole.

Il (M. Fortin) énumère alors les mesures prises cette année pour alléger les charges de procédure du prêt: frais gratuit d'inspection des titres, certificat et frais d'enregistrement considérablement diminués, etc. Pourquoi le Parlement fédéral ne se rendrait pas à la demande que faisait, cet après-midi, le trésorier provincial (l'honorable M. Stockwell) de baisser encore le taux de l'intérêt et d'amender la loi, de façon à ce que les constructions soient placées sur le même pied que la terre et puissent supporter un emprunt de 50 % au lieu de 20 %. Nous aurions alors la solution à peu près complète du problème.

Les banques, durant la crise actuelle, n'ont pas aidé la classe agricole comme elles auraient dû. Pourtant, c'est la classe agricole qui, dans nos campagnes et encore à l'heure actuelle, a grossi les comptes d'épargne et fourni aux banques les sommes énormes dont elles se sont servies pour alimenter la grosse industrie. Aux jours de prospérité, il était facile pour le commerce et l'industrie, de trouver dans nos banques, les fonds voulus pour lancer des entreprises nouvelles.

Mais lorsque les premiers indices de la crise se sont faits sentir, nos banques ont fait grise mine, et Dieu sait les faillites qui auraient pu être épargnées si elles n'avaient pas hermétiquement fermé leurs portes. Dans la crise que nous traversons, je le répète, nos banques n'ont pas aidé la classe agricole, et pourtant, si elles l'avaient voulu, que de ruines auraient pu être épargnées.

Dans des centaines de cas, quelques piastres auraient pu sauver l'habitant du désastre et garder sur la terre des milliers de personnes. Nos banques ont refusé de petits prêts. Elles vont s'attirer ce qui s'en vient inévitablement: l'établissement des caisses populaires; et c'est là la planche de salut. Je remercie l'honorable député de Kamouraska (M. Pierre Gagnon) d'avoir lancé cette suggestion d'une

augmentation de subside annuel de la part du gouvernement pour l'établissement sur une plus large échelle de nouvelles caisses - \$50,000 au lieu de \$20,000 n'est pas un chiffre exagéré - et que de bien ces caisses ne feront-elles pas à la campagne.

Quoi qu'on en ait dit, ces caisses sont situées en très grande majorité dans nos campagnes et elles ont rendu d'incalculables services. Si le gouvernement portait à \$50,000 son subside actuel de \$20,000, il contribuerait certainement à l'établissement de nouvelles caisses et à faciliter le crédit à nos cultivateurs.

De 1915 à 1932, les 182 caisses populaires de la province ont prêté \$61,458,103 aux cultivateurs qui ont remboursé \$53,511,417. À la fin de l'exercice financier de 1932, il leur était dû une somme de \$8,605,439. De 1926 à 1932 inclusivement, elles avaient prêté \$15,674,915 sur billets, plus de \$6,595,159 sur hypothèque (et c'est là un beau début comme prêt agricole provincial) et au-delà de \$4,898,187 sur obligations. La moyenne due aux caisses par les emprunteurs est de \$430. On a dit que la presque totalité des caisses sont établies dans les villes. Cela n'est pas exact. Sur 182 caisses, il n'y a que quelques caisses dans les villes, 171 sont établies dans les campagnes.

Au cours de l'année 1933, 20 caisses populaires ont été organisées. Depuis janvier 1934, notre province en compte quatre nouvelles. Toutefois, le mouvement est ralenti parce que les caisses ne peuvent faire de propagande à cause de la crise, et parce que les fonds destinés à cette propagande ne peuvent suffire. De juillet 1933 à présent, sur l'octroi de \$20,000, que le gouvernement accorde, déjà \$15,000 sont dépensés. Il ne nous reste plus que \$5,000 pour terminer l'année, et, sur ce montant de \$5,000, il faut payer le salaire de cinq inspecteurs, leurs déplacements, et le déplacement des directeurs de la Fédération, lorsqu'ils assistent aux assemblées pour prendre connaissance des rapports de chaque caisse, etc.

De toutes parts, on demande la fondation de caisses populaires, parce qu'on se rend compte de plus en plus, surtout dans les campagnes, que le crédit agricole coopératif est celui qui peut donner le plus d'avantages et de satisfaction. D'ailleurs, l'exemple de tous les pays est là pour le prouver. Seul, le crédit coopératif, agricole ou populaire, a donné pleinement satisfaction, sans compter que ce crédit coopératif ne grève pas, ou du moins que très peu, le budget de l'État (vingt mille piastres actuellement).

Pour pouvoir développer nos caisses populaires un peu plus rapidement, sans cependant

aller trop vite, et maintenir ces caisses dans le droit chemin, il faut des propagandistes. Calculez que lorsqu'une caisse est fondée, cela nécessite au moins cinq ou six voyages d'un propagandiste durant l'année pour pouvoir bien initier le gérant, les directeurs, etc. Or, avec \$20,000, il est impossible de faire plus que nous faisons présentement, c'est-à-dire de l'inspection et un peu de propagande.

Ce montant voté l'an dernier, était un heureux début, et les directeurs des caisses ont fait des merveilles avec ce montant. Il faudrait donc augmenter cet octroi à \$50,000. Si nous le doublions, nous pourrions fonder de 50 à 60 caisses⁷ par année, mettre toute l'organisation dans une bonne direction et faire un travail d'éducation beaucoup plus considérable; par exemple, organiser chaque année, dans chaque région, des cours d'une durée de huit à quinze jours pour tous les officiers et gérants de caisses populaires, comme la chose se fait en Belgique, en Suisse, en Allemagne et en France.

On pourrait organiser une caisse centrale qui ferait le réescompte, je pourrais dire, des argents des caisses. Il arrive que des caisses ont un surplus d'argent tandis que d'autres, à certains moments, en manquent. Une caisse centrale pourrait recevoir ces surplus de dépôts et les prêter aux caisses qui en auraient besoin. Alors, l'argent des campagnes resterait à la campagne et servirait ses besoins.

Dans le district de Québec, de même que dans ceux de Gaspé et des Trois-Rivières, existent des caisses régionales qui font déjà ce travail en miniature. Il ne s'agirait que de centraliser tous ces mouvements, pour en faire un, beaucoup plus solide et plus efficace. L'octroi gouvernemental serait bien placé et le gouvernement en retirerait des bénéfices. Tout cela demande des fonds, et je me demande si l'argent que le gouvernement pourrait octroyer ne serait pas un des meilleurs subsides jamais consentis.

Pour ma part, je voudrais que le travail commencé non seulement se continue, mais qu'il soit plus intensif et que nos travaux d'ensemble soient plus complets et plus effectifs. Cet octroi doublé pourrait être porté à 15 ans, afin que, pendant ce temps, toutes nos localités soient couvertes et pour qu'il y ait un organisme vraiment efficace qui ferait un bien immense à notre classe laborieuse. Car non seulement nos caisses l'auraient aidée en lui prêtant, mais elles auraient créé une classe de gens économes, vivant dans une certaine aisance. Nous aurions fait, en définitive, une classe de gens heureux et prospères.

Permettez-moi d'ajouter que les gouvernements de Belgique, d'Italie et d'Allemagne font, pour l'inspection et la diffusion des caisses populaires

Raiffeison dans ces pays, exactement ce que nous faisons ici et ce que nous demandons de compléter. C'est là qu'est le véritable remède. Nous allons conserver notre épargne qui vient de la campagne, pour la campagne, et dans l'intérêt de la campagne. C'est une œuvre essentiellement nationale, il s'agit de l'entourer de protection et de lui accorder la confiance qu'il faut.

Voilà, M. l'Orateur, les quelques remarques que j'avais à faire. Je veux encore déclarer, en terminant, que personne plus que moi, en cette Chambre, est en faveur d'aider la classe agricole dans toute la limite du possible, et que si l'établissement d'un prêt agricole était possible, je l'appuierais de toutes mes forces. Mais c'est, à mon avis, pour l'heure présente, une impossibilité.

Le gouvernement, de toute façon, aide la classe agricole: chemins, écoles, octrois de toutes sortes, remises de dettes, travaux, entretiens des routes, assistance publique directement ou indirectement. La grosse partie du budget provincial va vers la classe agricole. On ne peut faire davantage. Mais, avec l'établissement des caisses, je suis d'opinion que le problème serait facilement résolu et que d'ici 10 ans, nous aurions créé, dans notre province, un véritable crédit agricole provincial, et ce qui mieux est, en dehors de toute ingérence politique, et ayant développé chez nous, la belle et grande idée chrétienne et sociale de coopération.

C'est pourquoi je propose le sous-amendement suivant, à la motion de mon collègue de Rouville (M. Barré), appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Côté), que tous les mots après "suivants", dans la deuxième ligne de la motion d'amendement, soient retranchés et remplacés par les suivants: "Cette Chambre, tout en se déclarant prête à contribuer au système du prêt agricole fédéral, aux conditions les plus avantageuses pour les cultivateurs, invite le gouvernement à étudier les meilleurs moyens pour aider aux caisses populaires et faciliter leurs opérations dans la province."

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Yamaska (M. Élie), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Loi des produits laitiers

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 64 modifiant la loi des produits laitiers.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 6, qui se lit comme suit:

"[6. L'article 12 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"12.1. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'instituer une commission sous le nom de "La commission de l'industrie laitière de la province de Québec", formée de pas moins de trois et de pas plus de cinq membres.

"2. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme les membres de la commission, lesquels restent en fonction durant bon plaisir; il désigne le président de la commission et établit le traitement de chacun des titulaires.

"3. Cette commission est revêtue de tous les droits et pouvoirs appartenant en général aux corporations; son quorum est de deux membres si elle est composée de trois membres et de trois membres si elle est composée de plus de trois. Elle a son siège social en la cité de Québec.

"4. Une vacance parmi les membres de la commission n'a pas pour effet de la dissoudre, et il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de remplir cette vacance.

"5. Il est loisible au ministre d'adjoindre à la commission un secrétaire et les autres employés jugés nécessaires.]"

M. Barré (Rouville): Le gouvernement fédéral a créé un "marketing board" qui aura des droits extraordinaires. Le gouvernement de la province ne craint-il pas qu'il y ait conflit entre cette loi fédérale des débouchés commerciaux et la loi que l'on nous propose d'adopter?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je dois dire à l'honorable député de Rouville que le très honorable M. Bennett m'a adressé une copie du projet de loi créant un office de débouchés commerciaux (marketing board), qui a été adopté en première lecture. Il est évident que l'on se rend compte que ce projet soulève une question de constitutionnalité. Car la loi fédérale ne pourra s'appliquer ici si elle n'est pas complétée par une loi provinciale. Le gouvernement étudiera cette loi et verra s'il doit l'adopter, en tout ou en partie.

Le premier ministre du Canada m'a annoncé dans son télégramme une autre mesure concernant, entre autres choses, les hypothèques, mesure qui nécessitera peut-être de la législation du gouvernement de notre province, afin d'éviter les conflits de juridiction. Nous aurons probablement une loi à présenter avant la fin de la session à ce sujet.

Ces lois viendront en conflit avec celle que nous étudions, mais Ottawa demandera notre coopération pour l'application de sa loi. Il est possible que nous acceptons cette loi, mais nous ne le savons pas encore parce que nous n'en connaissons pas le texte définitif.

Le gouvernement provincial n'y donnera suite que s'il a raison de croire qu'il y va de l'intérêt national. Quant à la question du commerce entre le Québec et l'Ontario au sujet du lait, nous sommes à en faire une étude. Nos avocats légistes nous donneront bientôt une opinion.

M. Guertin (Hull): Sept provinces ont déjà approuvé le projet du gouvernement fédéral.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai télégraphié au très honorable M. Bennett pour lui demander copie de ce nouveau projet de loi, et il m'a répondu qu'il n'était pas prêt.

M. Guertin (Hull): Le gouvernement de la province a-t-il pris connaissance du projet du gouvernement fédéral?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je suis certain que le projet du "marketing board" vient en conflit avec les droits des provinces. Mais il sera peut-être amendé. Il n'est pas encore étudié par le Parlement du Canada.

M. Guertin (Hull): Il y aura conflit au sujet du commerce interprovincial du lait.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous sommes à étudier spécialement ce point et je crois que, dès demain, nous pourrions modifier le bill pour donner satisfaction à nos producteurs de lait.

Il n'y a pas de doute que la loi fédérale que l'on vient de présenter empiète sur les droits des provinces quand on veut accorder à une commission le droit de fixer les prix du lait chez nous.

Comme pendant la guerre, le gouvernement, par cette loi, pourrait contrôler les prix. Toutefois, le fédéral n'a pas le droit de venir dire que le lait dans Québec se vendra tant, à moins que le Québec le

veuille. La loi fédérale n'a été lue qu'en première lecture, elle est donc susceptible d'amendement avant son adoption finale.

M. Guertin (Hull): Pourquoi pas retarder l'étude du projet de l'industrie laitière, dans ce cas?

M. Lamoureux (Iberville): Je ne vois pas pourquoi nous retarderions ce projet.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous ne le retarderons pas. Nous avons besoin d'un projet de loi complet et nous allons l'adopter.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai pris connaissance du projet de "marketing board" par les journaux.

Je ne veux pas montrer d'esprit de clocher, mais je crois que le projet fédéral ne peut pas empêcher la Législature de Québec d'adopter une loi dont notre industrie laitière a besoin. Le projet fédéral est susceptible d'amendement.

Si l'office des débouchés commerciaux doit s'appliquer chez nous pour certains points, je crois que nous devons tout de même passer la loi que nous étudions.

J'ai préconisé dans cette Chambre la création d'une agence commerciale provinciale pour notre commerce et sur le point de l'industrie laitière, en particulier, et je crois qu'il importe que nous nous protégeons nous-mêmes.

L'honorable M. David (Terrebonne): Très bien.

M. Barré (Rouville): Je ne me prononce pas sur la loi fédérale et je n'ai pas exprimé l'opinion qu'on devrait la préférer à la nôtre. J'ai soulevé la question de la possibilité des conflits.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je crois qu'avant de laisser contrôler toutes nos industries, agricoles, minières, papetières, etc., par le fédéral, il faudra y regarder deux fois.

La province de Québec est une minorité dont on n'a pas toujours respecté les droits. Elle ne doit pas se laisser imposer les produits laitiers d'une autre province par le pouvoir fédéral.

La loi fédérale contrôle le prix du lait, les produits des mines, etc. Je ne veux céder aucune des prérogatives du Québec. Ottawa ne peut imposer à Québec des conditions, à moins que la province ne les accepte.

Si la province accepte la loi fédérale, Québec pourrait possiblement enlever ou modifier certains articles du bill Godbout qui seraient alors sans doute non nécessaires. Nous avons l'intention d'être maîtres de notre province et empêcher que le Québec ne devienne un dépotoir.

Ce qui est important actuellement, c'est d'avoir une bonne commission de l'industrie laitière qui pourra protéger nos produits laitiers en imposant certaines conditions qui rendront plus difficile l'entrée ici des produits des autres provinces.

Il y a bien des manières de fouetter un chat, et il y a aussi bien des manières de protéger notre industrie laitière.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) reprend les mêmes arguments.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre de l'Agriculture a-t-il décidé si la commission aurait trois ou cinq membres?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Une commission de trois membres commandera bien la confiance du public, à notre avis. La commission, d'autant plus, sera indépendante. Cependant, aucune décision n'a été prise.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je préférerais une commission de cinq membres, commission représentative et permanente.

M. Lamoureux (Iberville): Je suis d'opinion que le ministre de l'Agriculture doit pouvoir nommer la commission durant bon plaisir, dans le meilleur intérêt de tous les intéressés.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Nous serons peut-être appelés à dissoudre la commission à cause de la loi du "marketing board", ou pour toutes autres raisons. Voilà pourquoi la commission doit être nommée pendant bon plaisir.

L'article 6 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Les journaux rapportent que le député de Hull (M. Guertin), le député de Rouville (M. Barré) et le député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) quittent la Chambre avant le vote pour ne pas avoir à prendre position. On rappellera que ces trois députés s'étaient déclarés, au début de la présente session, indépendants de l'opposition officielle, conséquence de leur désaccord de voir M. Duplessis à la tête du Parti conservateur.
2. Le premier ministre s'adresse à un page qui sort immédiatement en vue de ramener le député en Chambre.
3. Le premier ministre prononce cette phrase après l'arrivée de M. Barré, suivi de MM. Guertin et Gault. Les trois députés sont applaudis par la droite.
4. *Le Canada* du 5 avril 1934, à la page 1, souligne que la Chambre éclate de rire lorsque M. Guertin se lève pour prendre la parole. Est-il utile, ici, de rappeler que les députés qui s'affrontent font officiellement partie du même parti politique? C'est pour cette raison que les membres du Parti libéral s'en amusent.
5. Le député de Rouville fait ici référence au bill 28 concernant la distribution de circulaires, dans les cités et villes, pour fins d'assemblées publiques. Le titre de ce bill sera amendé à la séance du 13 avril 1934: "Loi concernant certaines assemblées publiques dangereuses pour l'ordre public, social ou religieux" (24 George V, chapitre 51).
6. Laurent Barré fut cofondateur et premier président de l'Union catholique des cultivateurs (UCC) de 1924 à 1926.
7. Dans *Le Soleil* du 5 avril 1934, à la page 6, il est plutôt question de 50 à 75 nouvelles caisses par année.

Première séance du jeudi 5 avril 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 124 modifiant la charte de la Montreal Trust Company.

Et, avec des amendements les bills suivants:

- bill 122 concernant les substitutions créées au testament de feu Louis-Ovide Grothé;

- bill 19 modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires et concernant la vente obligatoire de certains immeubles pour taxes;

- bill 42 modifiant la loi du régime des eaux courantes relativement à certaines expropriations.

Échange de
certains terrains

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), la permission de présenter le bill 246 pour pourvoir à l'échange de certains terrains aux fins d'activer la colonisation.

Ce projet de loi a pour but de permettre à l'honorable ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) d'échanger certains lots avec des compagnies d'exploitation forestière aux fins d'activer la colonisation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Soins à
l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 249 relatif à la

réception, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill a pour but de renouveler un contrat bilatéral entre le secrétaire provincial et les religieuses de l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je soulève un point d'ordre. Ce bill devrait être précédé d'une résolution, car il s'agit de dépenses de deniers publics.

L'honorable M. David (Terrebonne): Non, le projet ne fait que ratifier le contrat. La Chambre a déjà voté les subsides nécessaires pour le paiement des octrois aux asiles d'aliénés. La résolution est donc inutile.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Du moment que le crédit de la province est affecté, il faut une résolution approuvée par le lieutenant-gouverneur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Certainement, approuvée par le lieutenant-gouverneur. Il n'est pas nécessaire de faire précéder le projet d'une résolution.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement s'engage à donner de l'argent?

L'honorable M. David (Terrebonne): Une somme de \$216 par lit par année. Les sommes qui seront payées seront votées, chaque année, par la Législature dans le budget. Cela couvre le cas, et je crois que nous n'avons pas besoin de résolution. Nous avons procédé comme ceci sur l'avis des officiers en loi.

M. l'Orateur: Je crois que les clauses du bill qui ont trait à l'affectation des deniers publics devraient être précédées d'une résolution.

L'honorable M. David (Terrebonne): Alors, nous allons suspendre l'étude du projet.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 39 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles;
- bill 40 modifiant la loi des employés publics relativement au cautionnement des officiers ou employés publics;
- bill 58 modifiant la loi des pensions;
- bill 66 concernant la ville de Black Lake;
- bill 97 concernant l'administration de certains biens de l'Union des municipalités de la province de Québec;
- bill 177 détachant certains lots de la paroisse de Saint-Ours, dans le district électoral de Richelieu, et les annexant à la paroisse de Saint-Bernard, dans le district électoral de Saint-Hyacinthe, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement;
- bill 182 modifiant le Code municipal relativement à la qualité d'électeur;
- bill 186 modifiant l'article 227 du Code municipal.

Questions et réponses:

Demandes de prêt agricole

M. Fisher (Huntingdon): À la connaissance au gouvernement de cette province du 1^{er} janvier 1933 au 31 décembre 1933, inclusivement, en vertu de la loi du prêt agricole canadien, Statuts révisés du Canada, 1927, chapitre 66, et de la loi relative au prêt agricole (18 George V, chapitre 30), sanctionnée le 22 mars 1928: 1. Combien de cultivateurs de cette province ont fait des demandes d'emprunt?

2. Pour quelle somme globale?

3. Combien de cultivateurs ont eu leurs demandes refusées?

4. Pour quelle somme globale?

5. À la connaissance du gouvernement, quelle somme représentent les dépôts faits par les cultivateurs de la province dont les demandes d'emprunt ont été refusées?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le gouvernement n'a pas les renseignements voulus pour pouvoir répondre à cette question. Le prêt agricole relève du gouvernement fédéral qui seul a les données complètes sur les opérations du prêt agricole.

Comptes à percevoir

M. Guertin (Hull): Relativement aux 10 plus anciens comptes à percevoir par chacun des ministères mentionnés dans la question apparaissant aux *Journaux de l'Assemblée législative* de la présente session, 21 février 1934: 1. Par qui sont dues ces sommes?

2. Quels sont les montants dans chaque cas?

3. Depuis quelle date ces montants sont-ils dus?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il n'est pas dans l'intérêt public de donner les renseignements demandés.

Jardin zoologique de Québec

M. Élie (Yamaska): Relativement au Jardin zoologique de Québec: 1. Quelle somme la province a-t-elle dépensé jusqu'à date pour l'acquisition d'animaux sauvages?

2. Quelles espèces ou variétés d'animaux sauvages sont actuellement gardées au Jardin zoologique de Québec et quel en est le nombre pour chaque espèce ou variété?

3. Quel a été le coût d'entretien de ce bétail: a. Du 1^{er} janvier 1933 au 31 décembre 1933 inclusivement? b. Du 1^{er} janvier 1934 au 31 janvier 1934 inclusivement? c. Du 1^{er} février 1934 au 28 février 1934 inclusivement?

L'honorable M. Laferté (Drummond): 1. \$1,265.03.

2. (Voir la liste ci-dessous)

a. *Mammifères:*

Carcajous	3
Bêtes-puantes	5
Ratons laveurs	8
Chiens des prairies	1
Marmottes.....	4
Ours	6
Tortues.....	2
Écureuils.....	19
Chats.....	3
Rats.....	10
Souris.....	12
Bisons.....	5
Mouflons	4

a. *Mammifères (suite):*

Wapitis.....	3
Chevreuils.....	8
Orignaux.....	1
Coyotes.....	3
Loups.....	5
Renards.....	36
Castors.....	2
Porcs-épics.....	24
Panthères.....	2
Loups-cerviers.....	1
Gaufres gris.....	3
Lièvres.....	3
Visons.....	11
Martres.....	12
Pékans.....	4
Blaireaux.....	<u>2</u>
<i>Total.....</i>	<i>202</i>

b. *Oiseaux:*

Alouettes.....	6
Pinsons.....	40
Sizerins.....	30
Plectrophanes.....	1
Goélands.....	6
Perdrix.....	1
Gros-becs.....	3
Geais.....	4
Poules.....	7
Canards.....	13
Oies.....	24
Bernaches.....	7
Butors.....	1
Hérons.....	1
Gélinottes.....	15
Lagopèdes.....	33
Pigeons.....	50
Busards.....	1
Buses.....	1
Aigles.....	2
Hiboux.....	<u>9</u>
<i>Total.....</i>	<i><u>255</u></i>
<i>Grand total.....</i>	<i>457</i>

3. Pour les animaux du jardin et de la ferme expérimentale: a. provisions, \$5,572.90 et salaires, \$2,580; b. \$238.16 et \$215; c. \$604.68 et \$215.

**Subventions pour travaux,
comté de Yamaska**

M. Béique (Chambly): Outre le ministère de la Voirie et le ministère de la Colonisation, quels sont les autres ministères qui ont accordé des subventions ou octrois et fait exécuter des travaux dans le comté de Yamaska: a. Du 1^{er} octobre 1933 au 15 octobre 1933 inclusivement? b. Du 16 octobre 1933 au 28 octobre inclusivement?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Pour la partie concernant le ministère des Travaux publics: 1. a. et b. Aucun montant.

**Subventions pour travaux,
comté de Wolfe**

M. Béique (Chambly): Outre le ministère de la Voirie et le ministère de la Colonisation, quels sont les autres ministères qui ont accordé des subventions ou octrois et fait exécuter des travaux dans le comté de Wolfe: a. Du 25 octobre 1933 au 5 novembre 1933 inclusivement? b. Du 6 novembre 1933 au 18 novembre 1933 inclusivement?

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Pour la partie concernant le ministère des Travaux publics: 1. a. Le ministère s'est engagé pour un montant de \$12,900 à aider la construction d'un pont sur le lac Aylmer à Disraëli à la suite de démarches faites par la municipalité intéressée et la province auprès des autorités fédérales vu que la première construction avait été exécutée, en grande partie, par le fédéral. Ce dernier a refusé de reconstruire. Le pont était dangereux et il y avait urgence de procéder.

b. \$500, subvention accordée suivant la loi de la prévention des incendies.

**Lots accordés
par la province**

M. Élie (Yamaska): Comment le gouvernement de la province explique-t-il la différence entre le montant global de 2,157 lots mentionné à la réponse du gouvernement consignée aux *Journaux de l'Assemblée législative* de la session, en date du 30 janvier 1934, et le montant total de 2,134 lots mentionné au rapport du ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries, pour l'exercice 1932-1933, à la page 68 dudit rapport, sous l'item "nombre de lots mentionnés dans ces ventes"?

L'honorable M. Laferté (Drummond): La différence provient de lots octroyés en vertu de la loi 9 George V, chapitre 9.

Motions des députés:

Crédit agricole provincial

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 4 avril, sur le sous-amendement à l'amendement à la motion présentée par le député de Rouville (M. Barré) mercredi le 28 février dernier, proposant: Que,

Attendu que les argents fournis par le crédit agricole fédéral coûtent 6½ % d'intérêt, annuellement;

Attendu que le gouvernement de cette province peut se procurer l'argent à un taux moindre par l'établissement d'un système semblable à celui établi dans l'Ontario en 1922, sous le nom de "Ontario Savings Office";

Cette Chambre exprime l'avis que le gouvernement devrait prendre les mesures nécessaires pour instituer dès cette année un crédit agricole provincial alimenté en tout ou en partie par un système semblable à celui mentionné plus haut; et que l'octroi de 1½ % actuellement accordé en réduction du taux exigé par le crédit agricole fédéral devrait être appliqué à réduire le taux d'intérêt que coûteraient les argents ainsi obtenus par le gouvernement.

L'amendement proposé par le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) se lit comme suit:

Que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants:

"Considérant qu'il est urgent, pour les cultivateurs de notre province, de pouvoir se procurer, facilement et à bon compte, les fonds qui peuvent leur être nécessaires pour assurer la stabilité, le progrès et la prospérité de l'industrie agricole;

Considérant que le crédit agricole institué par le gouvernement d'Ottawa n'offre pas à nos cultivateurs, même avec la contribution du gouvernement de la province, les facilités et les avantages dont ils ont besoin;

Cette Chambre invite respectueusement le gouvernement de la province à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour instituer un crédit agricole sous le contrôle d'une commission indépendante offrant toutes les garanties d'impartialité et de compétence, possédant pour se procurer les fonds nécessaires, le pouvoir d'émettre des obligations

garanties par la province, de façon à pouvoir faire aux cultivateurs qui offriront des garanties suffisantes, des prêts à un taux d'intérêt ne dépassant pas celui que la commission payera elle-même sur ses propres obligations."

Le sous-amendement proposé par le député de Beauce (M. Fortin) se lit comme suit:

Que tous les mots après "suivants", dans la deuxième ligne de la motion d'amendement, soient retranchés et remplacés par les suivants: "Cette Chambre, tout en se déclarant prête à contribuer au système du prêt agricole fédéral, aux conditions les plus avantageuses pour les cultivateurs, invite le gouvernement à étudier les meilleurs moyens pour aider aux caisses populaires et faciliter leurs opérations dans la province."

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. l'Orateur, tout le monde s'entend pour proclamer la nécessité de remédier aux problèmes de l'heure: celui de protéger notre capital humain, surtout notre jeunesse, et de faire cesser le chômage. Il est d'importance vitale que ce mal disparaisse. De la solution du problème du chômage dépendent le progrès et la prospérité de la province. Et cette solution doit tenir compte des causes qui ont amené le mal.

La cause principale de ce fléau qu'est le chômage, c'est la rupture d'équilibre entre la population de nos villes et celle de nos campagnes. Les statistiques établissent que près des trois quarts de nos gens vivent dans les cités et les villes. Le rétablissement de cet équilibre diminuera dans une grande mesure le mal actuel.

Or, le rétablissement de l'équilibre ne peut se faire sans que soit résolu un autre problème très grave: le placement des jeunes gens, espoir d'aujourd'hui, réalité de demain. Voilà un problème des plus angoissants, non seulement au point de vue économique, mais au point de vue capital humain, au point de vue social, au point de vue national. Car si nos jeunes gens sont réduits au chômage, ils ne pourront se marier; s'ils ne se marient pas, on peut s'attendre de voir diminuer la natalité; si la natalité diminue, notre influence numérique en ce pays deviendra nulle, au lieu d'augmenter. Il y aura appauvrissement constant et progressif, dégénérescence aussi de la mentalité, ruine de notre main-d'œuvre spécialisée, etc. Si les jeunes gens ne travaillent pas, ils flâneront, et nous savons tous les dangers que l'oisiveté peut comporter. Il faut empêcher notre jeunesse de se laisser prendre au contact des idées subversives.

Quel est le moyen de créer une carrière à nos jeunes et de résoudre dans une bonne partie le problème du chômage? Le moyen, c'est de rétablir l'équilibre qui est rompu entre la population urbaine et la population rurale, et nous ne l'obtiendrons que par un mouvement de retour et de maintien à la terre, deux moyens qui doivent marcher de pair, le premier devenant ineffectif si le second n'est pas employé. D'ailleurs, l'agriculture, l'agriculture familiale surtout, est à la base de la prospérité de notre province.

Il y a actuellement 50,000 à 60,000 jeunes fils de cultivateurs qui ne peuvent trouver place sur la terre et qui sont sans emploi. On peut leur en procurer en assurant l'expansion de l'agriculture. Il faut trouver le moyen de les établir près de leurs parents, dans nos vieilles paroisses. Je tiens à placer cette question du placement des jeunes au-dessus de toutes les questions politiques. Le succès de l'industrie agricole est plus urgent que le succès de mon parti.

Le maintien à la terre exige l'établissement d'un crédit agricole. Crédit agricole qui sera une économie sensible, parce qu'il gardera dans l'industrie agricole des gens qualifiés, qu'il évitera d'augmenter le nombre des chômeurs des villes. On sait qu'une famille de 13 ou 14, à Montréal, coûte \$900 par an, rien qu'en secours directs. Ce crédit agricole empêchera aussi des injustices criantes, surtout lorsque se produira la reprise des affaires, alors que la plus-value des terres sera une tentation très forte pour les spéculateurs d'évincer les cultivateurs endettés. Je ne veux critiquer personne, mais je constate que le crédit fédéral est inconciliable avec les conditions dans notre province. Ce crédit convient aux provinces de l'Ouest. Il ne convient pas à nos gens. Il faut un crédit mieux approprié à nos besoins.

Nous, de l'opposition, avons réclamé depuis longtemps l'établissement dans Québec d'un crédit agricole basé sur les ressources du gouvernement, mais adapté aux besoins de la population agricole. C'est encore notre politique. Le gouvernement retire ses argents du peuple. Nous comprenons qu'il faut pratiquer l'économie, mais la plus saine économie réside encore dans les dépenses nécessaires pour consolider les fondations de notre patrimoine. C'est de la bonne économie, et tout le monde prêche de maintenir la solidité de l'édifice national. Or, la base de notre édifice national, c'est l'agriculture. Elle est la pierre angulaire de notre système économique. Quand un propriétaire voit les fondations de sa maison se lézarder de façon dangereuse, il n'hésite pas à emprunter pour assurer la solidité de son édifice. Puisque la classe agricole a un triste besoin de crédit, le gouvernement a le devoir de lui accorder ce crédit.

La province ne doit pas laisser l'impression qu'elle est incapable de sauver la base de notre prospérité. Placer de l'argent de ce côté, c'est aller au plus pressé, c'est attaquer le mal à sa racine. La province de Québec a des ressources; il faut qu'elle les emploie à assurer le retour à la terre et l'aide aux cultivateurs par un crédit rural. Je l'ai dit et je le répète, je préfère le succès de l'agriculture dans une politique saine que le succès d'un parti politique.

Il y a trois propositions devant la Chambre. À notre humble avis, la motion initiale de l'honorable député de Rouville (M. Barré) contient de bonnes choses, mais elle ne contient pas les éléments essentiels. Le système de l'Ontario, qu'il préconise, ne convient pas au Québec, pas plus que le système de prêt agricole d'Ottawa. Le Québec a les moyens d'avoir son propre système de prêt agricole. Le système d'Ottawa ne conviendra jamais au Québec, parce qu'il comporte des conditions que nos cultivateurs ne peuvent remplir, ainsi que l'honorable trésorier provincial (l'honorable M. Stockwell) l'a mentionné. On a dit: "Adressez-vous à Ottawa." Il est injuste de toujours tirer sur le Trésor fédéral. Qu'on assume donc les responsabilités provinciales comme des hommes! Si on fait payer le Trésor fédéral, cela affecte les mêmes contribuables que ceux qui versent au Trésor provincial.

Le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), dont il faut reconnaître les mérites et louer le talent, a présenté un amendement qui contient tout ce qu'il y a de bon dans la motion du député de Rouville et qui ajoute les éléments qui manquent à cette dernière. Je me bornerai à citer le témoignage de l'honorable député d'Iberville (M. Lamoureux) - que je félicite de sa sincérité et de son courage - qui a dit que la motion de l'honorable député de Deux-Montagnes était presque parfaite. Un être humain presque parfait, une chose presque parfaite, le gouvernement ne peut demander mieux. Il me semble que cet amendement devrait satisfaire tout le monde.

La motion de l'honorable député de Deux-Montagnes devrait être approuvée par tous ceux qui veulent régler le problème du crédit agricole. Car cet amendement ne comporte aucun blâme. Il reconnaît la nécessité d'un crédit, recommande la formation d'une commission impartiale, indépendante, sans couleur politique, qui émettra des obligations garanties par le gouvernement, sans qu'il n'en coûte un sou à ce dernier. Voilà quelque chose de pratique et d'efficace. C'est l'opinion d'un homme sincère, qui est doué d'un talent considérable et qui est digne de la confiance que lui a accordée la population rurale de son comté. Je n'en dirai pas davantage de cette motion.

Le député de Beauce (M. Fortin) propose le *statu quo* en matière de crédit agricole proprement dit, mais suggère l'augmentation des octrois en faveur des caisses populaires. Ce système ne peut donner satisfaction dans les conditions actuelles; l'expérience l'a démontré. La motion invite les cultivateurs à utiliser le crédit fédéral, et je considère que ce système ne convient pas et ne conviendra jamais à notre province. On devrait donc rejeter le sous-amendement et adopter la motion principale, telle qu'elle est modifiée par l'amendement du député des Deux-Montagnes.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce que l'honorable député de Rouville veut exercer son droit de réplique?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable député de Rouville veut parler sur le sous-amendement?

M. Barré (Rouville): On m'a promis le privilège de répliquer, et je l'exercerai lorsque nous aurons disposé des amendements. Je n'attendrai pas cependant qu'il ne reste que le mot "que" dans ma motion. Je ne saurais parler sur ce mot.

Le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit¹:

Pour: MM. Arcand, Bachand, Bastien, Bédard, Bouthillier, Caron, Charbonneau, Chouinard, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Duffy, Duval, Farand, Fauteux, Fillion, Fortier, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gaudet, Gauthier, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Lapierre, Lortie, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau, Morel, Paquet, Piché, Rochette, Sabourin, Saintonge, Samson, Saurette, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Turcotte, 48.

Contre: MM. Barré, Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Guertin, Lafleur, Lamoureux, Sauvé, Smart, Thisdel, 12.

Ainsi, le sous-amendement est, en conséquence, adopté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je préfère la motion du député de Rouville à la proposition du député de Beauce.

L'amendement amendé, étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arcand, Bachand, Bastien, Bédard, Bouthillier, Caron, Chouinard, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Duffy, Duval, Farand, Fauteux, Fillion, Fortier, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gaudet, Gauthier, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Lapierre, Lortie, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau, Morel, Paquet, Piché, Rochette, Sabourin, Saintonge, Samson, Saurette, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Turcotte, 47.

Contre: MM. Barré, Béique, Bertrand, Charbonneau, Duplessis, Élie, Fisher, Guertin, Lafleur, Lamoureux, Sauvé, Smart, Thisdel, 13.

Ainsi, l'amendement tel qu'amendé est, en conséquence, adopté.

M. Barré (Rouville): Je voterai contre ma motion telle qu'amendée par la proposition de l'honorable député de Beauce (M. Fortin). Après les mutilations qu'on a fait subir à mon enfant, je ne le reconnais plus. Je n'ai pas la formation légale et les talents de certains députés de cette Chambre. J'ai probablement eu le malheur de naître de parents pauvres. Mais il me semble que dans nos campagnes, il y a du bon sens qui traîne, et que j'ai dû en ramasser quelque peu. Et c'est pourquoi je veux exprimer les sentiments qui sont les miens après toutes ces procédures.

On a dit que l'agriculture était la base de notre édifice. La base paraît moins que la coupole, elle est moins bien peinte, mais c'est tout de même la partie essentielle de l'édifice. Pourquoi ne pas protéger l'agriculture? Lorsque les jours sombres viendront, c'est du côté des agriculteurs que l'on se tournera. Pourquoi ne pas leur donner le crédit agricole qu'ils demandent parce qu'ils en ont besoin. Soixante mille jeunes gens dans nos campagnes sont sans ouvrage et on leur laisse la seule perspective de devenir des chômeurs.

Tous les jours, on se demande: "Où allons-nous avec la question du chômage?" La situation est très grave et, si on ne veut rien faire pour consolider la base de notre édifice social, tant pis pour les responsables. Si on ne fait rien pour la classe agricole, il ne restera bientôt plus personne sur qui l'on pourra compter pour soutenir l'édifice. On sera en face d'un peuple de chômeurs qui chercheront à partager avec ceux qui ont quelque chose.

On nous répond: "Il n'y a pas d'argent." Mais on prodigue l'argent pour des ponts non nécessaires, pour des boulevards avec des ponts où il n'y a pas de rivière, pour des routes raccourcies au détriment de villages existants, comme à Sainte-Flore, par exemple.

On dépense des milliers et des milliers de dollars pour entretenir les chômeurs à qui on laisse apprendre le métier de paresseux.

Nous avons dans nos compagnes des manufactures d'enfants, si toutefois je puis m'exprimer ainsi. On comprend l'expression, même si elle est quelque peu osée. Ce sont des expressions de ce genre qui peignent bien les situations, et je félicite le député d'Iberville (M. Lamoureux) du gros bon sens avec lequel il a dit des choses si importantes, hier soir.

Et ces enfants de la campagne, auxquels je viens de faire allusion, nous les faisons sains, vigoureux, solides, pour la gloire du peuple canadien-français, pour la gloire de Dieu. Nous croyons que la classe agricole a le droit de compter sur l'appui du gouvernement pour aider ces enfants comme ceux des villes. N'est-ce pas un crime que d'enseigner à tous ces jeunes le métier de paresseux? C'est un crime qui mérite d'être stigmatisé. Et quels sont les criminels?

Je n'ai droit d'accuser personne en cette Chambre, mais je sais bien qu'il y a des cœurs et des consciences qui disent où sont les criminels. Avec le quart des argents que l'on dépense en ville pour faire chômer les chômeurs malgré eux, on aurait des ressources suffisantes pour alimenter un crédit rural qui permettrait le placement des fils de cultivateurs sur des lots et des terres, ce qui empêcherait les jeunes campagnards de venir augmenter le nombre des chômeurs urbains, et les charges des pouvoirs publics obligés de leur donner à manger.

Certes, il y a une loi de retour à la terre, mais pour en bénéficier, il faut qu'un fils de cultivateur devienne chômeur en ville. On n'a pas d'argent pour le crédit agricole, mais on gaspille des \$600 pour envoyer des chômeurs sur la terre. À la campagne, nous croyons que ce n'est pas en enseignant la paresse que l'on fera de bons colons. On dira que je suis extrémiste. Je réponds: J'ai prêché des réformes qui m'ont valu des avanies, et ces réformes ont été faites par ceux qui me traitaient de bolcheviste.

On va dire que je suis violent, mais j'affirme que nous l'aurons, le crédit agricole! Mais plaise à Dieu qu'il ne soit pas trop tard²! On se réveillera quand la base sera écroulée et, alors, il faudra tout reconstruire, à moins que la reconstruction soit devenue impossible, faute de ressources et d'éléments sains.

On dira que je réclame trop pour la classe agricole. Je suis disposé à faire un compromis. Si on ne veut rien donner au cultivateur, qu'on ne lui donne rien mais, pour l'amour du bon Dieu, qu'on cesse de l'accabler de protestations, d'amour, d'amitié, de conseils économiques, et de conseils de travail! Qu'on nous donne rien, mais qu'on nous laisse en paix!

J'ai un devoir à remplir avant de terminer. Je remercie ceux qui m'ont fait des compliments, qui ont fait des compliments à l'agriculture. Je félicite l'honorable député d'Iberville (M. Lamoureux) de son discours, bien que nous ne nous entendions pas toujours. J'ai fait sur cette question ce que je devais faire. Je continuerai encore. Je considère que le vote sur ma motion qui se résume au mot "que" est maintenant inutile.

M. Frigon (Saint-Maurice): M. l'Orateur.

M. Barré (Rouville): On a dit que personne ne parlerait après moi.

M. Frigon (Saint-Maurice): Je soulève un point d'ordre. Je veux simplement rétablir un fait. L'honorable député de Rouville a dit qu'on jetait l'argent par les fenêtres sans compter, dans les villes. Les cités de Trois-Rivières, Shawinigan et Grand'Mère ont donné du travail à leurs chômeurs sur la route nationale. Cela valait mieux que de laisser les ouvriers à rien faire.

M. Barré (Rouville): On aurait pu employer l'argent plus utilement.

La motion principale, telle qu'amendée, étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arcand, Bachand, Bédard, Bergeron, Bouthillier, Caron, Charbonneau, Chouinard, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Duffy, Dufour, Duval, Farand, Fauteux, Fillion, Fortier, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gaudet, Gauthier, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Lapierre, Lapointe, Lortie, McDonald, Mercier, Messier, Moreau, Morel, Paquet, Piché, Rochette, Sabourin, Saintonge, Samson, Saurette, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, 52.

Contre: MM. Barré, Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Guertin, Lafleur, Lamoureux, Sauvé, Smart, 11.

Ainsi, la motion principale, telle qu'amendée, est, en conséquence, adoptée et se lit maintenant comme suit:

Que cette Chambre, tout en se déclarant prête à contribuer au système du prêt agricole fédéral, aux conditions les plus avantageuses pour les cultivateurs, invite le gouvernement à étudier les meilleurs moyens pour aider aux caisses populaires et faciliter leurs opérations dans la province.

**Code municipal,
article 498a**

M. Piché (Témiscamingue) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 195 modifiant l'article 498a du Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

M. Piché (Témiscamingue) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité. Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Il est ordonné que le bill soit renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Smart (Westmount): M. l'Orateur, le gouvernement de Québec administre la richesse et la propriété du peuple de la même façon que tous les administrateurs de la propriété d'autrui, mais en plus grand, parce que l'administration des affaires publiques est plus importante que celle des particuliers, vu qu'elle est déterminée par l'intérêt public. L'administration provinciale est tenue par Statut à rendre un compte complet et véridique des affaires qu'elle gère à ceux qui sont les maîtres, c'est-à-dire aux contribuables. Ce compte rendu que la loi rend obligatoire doit être clair, exact et complet pour que le commun des électeurs puisse se renseigner, sans avoir suivi un cours de comptabilité à l'usage des syndics de faillite.

Non seulement les payeurs de taxes ont le droit de savoir ce que le gouvernement fait avec leur argent, mais il est dans l'intérêt même du gouvernement de fournir un compte rendu complet, fidèle et exact pour que les gens, étant au courant de la situation réelle, ne formulent pas de demandes insensées.

Le fiduciaire qui, dans les affaires privées, rend compte incomplètement ou inexactement de son administration tombe sous le Code criminel qui le punit très sévèrement. À mon avis, le gouvernement ne s'est pas conformé à la loi dans l'administration des finances. J'exposerai à cette Chambre plusieurs

exemples qui me font croire que le gouvernement ne s'est pas conformé aux Statuts et qu'il a administré la chose publique de façon téméraire et mal avisée. Les chiffres que je vais donner proviennent des *Comptes publics* et d'autres documents officiels.

Je dis, sans hésiter, que les finances de la province sont en mauvais état, quoique le gouvernement prétende le contraire, et j'invite les membres de cette Chambre à prendre sérieusement en considération cette question. À la suite de nombreuses demandes de l'opposition, le gouvernement fit vérifier les livres de la province par la maison Price, Waterhouse & Co., à la veille des élections générales de 1931.

Manifestement, l'audit ne pouvait pas être complet, puisqu'il était limité par les termes mêmes de l'arrêté ministériel qui l'autorisait. Malgré cela, cette vérification fit connaître plusieurs choses intéressantes. Les auditeurs firent des suggestions que le gouvernement aurait pu mettre en pratique. Quoiqu'elle eût coûté à la province \$32,000 d'argent gaspillé, le gouvernement n'attacha aucune importance aux excellentes suggestions de Price, Waterhouse & Co., et il continua dans ses errements.

Voici quelques faits frappants tirés du rapport des vérificateurs. Le bilan de la province est fondé non sur la recette et la dépense, mais sur les sommes d'argent effectivement encaissées et dépensées, ce qui est contraire aux méthodes habituelles des affaires. Un bilan qui se fonde sur l'argent reçu et dépensé est forcément inexact, et il sanctionne en quelque sorte la production d'exposés financiers qui ne sont pas conformes aux faits.

D'après cette méthode, le gouvernement n'a qu'à suspendre le paiement de ses dettes, s'il veut cacher un déficit par un surplus fictif. Par exemple, si cette année, le revenu monte à \$40,000,000 et la dépense à \$60,000,000, le gouvernement n'a qu'à payer \$30,000,000 des \$60,000,000 qu'il doit, et il se trouve avec un surplus apparent de \$10,000,000, quand son déficit réel est de \$20,000,000.

Cela paraît absurde à tout homme intelligent. Pourtant, c'est la méthode dont on s'est servi pour tromper le public depuis plusieurs années. On a affiché des surplus qui n'existaient que sur le papier, et cela, en vertu d'une méthode de comptabilité vicieuse. C'est pour présenter des surplus truqués ou des déficits moins lamentables que le gouvernement n'a pas payé ce qu'il devait. Car il diminuait d'autant les chiffres des dépenses apparentes.

Pour obtenir ce résultat injuste, malsain, le gouvernement a réduit des marchands à la faillite, en ne payant pas ses dettes qui se chiffraient à plusieurs

millions à la fin de chaque année fiscale, alors qu'il aurait dû payer ses dettes promptement. Il paralysait la circulation de l'argent, bloquait les affaires. Tout cela pour montrer une comptabilité truquée et fausse.

Récemment, le gouvernement a lancé un emprunt. L'honorable trésorier de la province s'est vanté que l'argent avait été obtenu à très bon compte, à un peu plus de 4 %. Il a ajouté que le crédit de la province était haut coté. De l'argent à 4 %, c'est peu, et le crédit de la province est élevé. Il n'en est pas ainsi à cause de l'action du gouvernement, mais malgré sa mauvaise administration.

Le crédit de la population de cette province est bon dans l'opinion des investisseurs, car notre population est reconnue pour son économie, son honnêteté et sa volonté de travailler dur pour rencontrer ses obligations. Si le gouvernement peut emprunter tout ce qu'il veut à 4 %, pourquoi continue-t-il alors à payer 5½ % aux banques pour un compte soutiré de \$7,000,000 depuis plus d'un an? La raison est très simple, M. l'Orateur. Il en est ainsi pour que le gouvernement puisse se vanter d'avoir une petite dette fondée et qu'il puisse tromper le public en n'incluant pas, dans son rapport annuel, la dette flottante qui se tient constamment dans les millions. Simplement parce qu'il empruntait, le gouvernement devrait avouer que sa dette a augmenté d'un autre \$7,000,000. On aime mieux gaspiller l'argent de la province, payer un \$100,000 en trop, comme intérêt, pour truquer la comptabilité.

Price, Waterhouse & Co. a recommandé au gouvernement qu'il établisse un système comptable basé sur le revenu à la fois perçu et non perçu à la fin de l'année financière, tenant compte des pertes de revenu estimées, et sur les dépenses, en y incluant les montants payés et ceux à être payés. Ainsi, le rapport annuel de la situation financière de la province serait exact et il serait impossible de jongler avec les chiffres, comme il a été coutume jusqu'ici. Autre chose à signaler: l'année fiscale de la province commence au 1^{er} juillet pour se terminer le 30 juin de l'année suivante. L'année fiscale de la Commission des liqueurs, laquelle n'est qu'une branche de l'administration provinciale, commence le 1^{er} mai pour se terminer le 30 avril de l'année suivante. Pourquoi cette différence? Price, Waterhouse & Co. a recommandé que l'année fiscale de la Commission soit la même que celle de la province.

Cette différence prête aux complications et aux inexactitudes. Elle est évidemment maintenue par le trésorier de la province pour compliquer les *Comptes publics* et elle embrouille le trésorier lui-même. On peut se demander alors que vaut la

comptabilité ministérielle. Il faut simplifier les *Comptes publics*, bien que cette complication et cet embrouillamini soient voulus et calculés pour dépister le public.

Tels qu'ils sont faits, on ne peut pas les comprendre. On ne veut pas qu'il soit su que *Le Soleil*, l'an dernier, a reçu \$319,000 du gouvernement. Pour trouver combien *Le Soleil* a tiré de la province pendant l'année terminée au 30 juin 1933, il est nécessaire de parcourir des centaines de pages des *Comptes publics*, pour l'excellente raison que la mention des paiements est disséminée un peu partout, même dans deux ou trois autres rapports des ministères.

La comptabilité du gouvernement est si fausse et si mal tenue que le gouvernement se contredit grossièrement dans ses propres réponses aux questions posées en Chambre. Le chef de l'opposition a demandé au gouvernement de déclarer le montant reçu de la Commission des liqueurs du 1^{er} juillet 1931 au 30 juin 1932, et du 1^{er} juillet 1932 au 30 juin 1933. Il a reçu la réponse suivante: \$5,830,003.45 (voir les *Journaux de l'Assemblée législative*) et \$6,322,149.20 (voir les *Comptes publics*, 1933).

Un extrait du rapport de la Commission, soumis à la Législature et comparé avec les montants ci-haut mentionnés, montre les différences suivantes. Ainsi, la Commission des liqueurs, dans son rapport annuel pour 1932, dit qu'elle a payé au gouvernement, pendant l'année fiscale 1932, la somme de \$5,871,846.

Or, le gouvernement a répondu, en réponse à une "question et réponse" dans les *Journaux de l'Assemblée législative*, session 1933, pages 119-120, session 1934, pages 30-31, à la Chambre, qu'il avait reçu durant la même période, de la Commission des liqueurs, \$5,830,003.45, soit \$41,842.55 en moins que prétend la Commission.

Pour l'année fiscale qui a pris fin le 30 juin 1933, le gouvernement, dans le livre des *Comptes publics*, page 16, déclare qu'il a reçu de la Commission des liqueurs: \$4,700,000 pour le fonds consolidé, \$1,000,000 pour le fonds de l'assistance publique, et \$322,149.20 pour les timbres du fonds d'aide aux chômeurs, formant la somme totale de \$6,022,149.20.

Or, à une question posée en Chambre, comme on peut voir dans les *Journaux de l'Assemblée législative*, session 1934, page 31, le gouvernement déclare que, pour la même période, il a reçu \$6,322,149.20 soit \$300,000 de plus que mentionné dans les *Comptes publics*.

Ces différences méritent quelques explications et dénotent une insouciance monumentale de la part de certaines personnes au département du trésorier provincial. N'est-il pas temps, M. l'Orateur, que le gouvernement prenne acte des recommandations de Price, Waterhouse & Co. et modifie l'ensemble de son système comptable? Un tel changement est depuis longtemps requis.

Les *Comptes publics* de la province doivent être simplifiés. À l'heure actuelle, de la façon dont ils sont construits, il est pratiquement impossible de savoir à qui les paiements ont été effectués. Il est donc nécessaire de classer les *Comptes publics* de manière à les rendre plus clairs. Je tiens aussi à dénoncer le système de comptabilité à compartiments étanches qui permet de placer le déficit sous un compte spécial et de présenter un surplus fictif pour le reste. On peut afficher un surplus pour dépenses ordinaires, quand en réalité le déficit sera de plusieurs millions.

De plus, pour séparer les dépenses ordinaires des dépenses spéciales, le gouvernement, plutôt que d'utiliser la méthode habituelle pratiquée par les autres gouvernements et les entreprises, procède par législation. Par exemple, le gouvernement a adopté une loi décrétant que le montant payé par la province pour éponger les déficits d'opération et d'entretien du pont Montréal-Longueuil sera considéré comme une dépense en capital. Le pont Montréal-Longueuil n'appartenant pas à la province, ce montant devrait figurer dans les dépenses ordinaires. Des lois qui autorisent une comptabilité vicieuse sont mauvaises, et elles ne peuvent avoir pour effet que d'aggraver la situation financière.

L'année dernière, une somme de \$150,000 prévue pour cet item est apparue dans le rapport financier comme dépense en capital. De plus, le montant alloué pour l'aide aux chômeurs est apparu dans le compte capital, ce qui est incorrect. Mais en vertu d'une loi adoptée par ce gouvernement, on le considère comme une dépense en capital. Le déficit pour la dernière année financière, qui se chiffre officiellement mais faussement à \$6,840,000, est diminué de plusieurs millions de dollars.

Il y a tellement d'exemples contenus dans les *Comptes publics* où on masque la véritable situation financière de la province que j'aurais besoin d'une journée complète pour les citer. Je renonce donc à en mentionner davantage que ceux auxquels j'ai référé.

Je dis sans crainte d'être démenti que, si les comptes de la province étaient établis selon les méthodes de comptabilité en usage dans le monde des affaires, si le gouvernement avait payé ses justes dettes avant la fin de la dernière année fiscale, le déficit de l'année terminée au 30 juin 1933 aurait été

de \$14,000,000 à \$15,000,000 au lieu des \$6,840,000 portés aux *Comptes publics*.

(Applaudissements à gauche)

En terminant, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur), que tous les mots après "que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre est prête à voter à Sa Majesté les subsides nécessaires, mais elle recommande au gouvernement d'adopter sans délai les mesures requises:

a. Pour que les *Comptes publics* de la province, qui constituent la reddition des comptes de l'administration provinciale, soient clarifiés et considérablement simplifiés;

b. Pour que le bilan de la province soit établi, non pas sur les encaissements et les déboursés seulement, mais sur les revenus et les recettes;

c. Pour que l'état financier de la province comprenne l'actif et le passif de la province;

d. Pour que les dépenses capitales soient déterminées, non par une législation, mais par les principes reconnus en comptabilité d'affaires;

e. Pour que l'année fiscale de la Commission des liqueurs de Québec corresponde exactement à l'année fiscale de la province.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Béïque, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Lafleur, Sauvé, Smart, 9.

Contre: MM. Arcand, Bachand, Bastien, Bédard, Bélanger, Bergeron, Bouthillier, Caron, Charbonneau, Chouinard, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Crête, Dansereau, David, Desmarais, Duffy, Dufour, Duval, Farand, Fauteux, Fortier, Fortin, Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gaudet, Gauthier, Godbout, Grant, Guertin, Laferté, Lahaie, Lapierre, Lapointe, Lortie, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau, Morel, Paquet, Power, Rochette, Sabourin, Saintonge, Samson, Saurette, Stockwell, Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, 52.

Un député: Il y a scission dans le troisième parti³.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte et se forme en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

L'étude de la résolution est suspendue.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen de la résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Demandes de documents:**Culture de la
betterave à sucre**

M. Samson (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Power):

Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copies de toutes correspondances du département de l'Agriculture, relativement à la culture de la betterave sucrière et à l'industrie du sucre de betteraves.

M. l'Orateur, la motion que j'ai fait inscrire pour obtenir la production de documents relatifs à l'établissement d'une manufacture ou raffinerie de sucre de betteraves, dans notre district, est d'une exceptionnelle importance, en raison de son actualité. Je me souviens qu'il y a au-delà de 40 ans, le regretté Honoré Mercier, de patriotique mémoire, qui a tant fait pour la colonisation et pour l'agriculture dans cette province, et qui en aurait fait davantage si on lui en avait laissé le temps, parce qu'il sentait que c'était là surtout que se trouverait le salut de la race, l'honorable Honoré Mercier, dis-je, qui pensait à tout et qu'aucun problème n'effrayait, avait fait établir à Farnham et à Berthier deux raffineries de sucre de betteraves qui venaient en leur temps, puisque l'Ontario en exploitait bientôt de semblables, mais qui malheureusement n'ont pas réussi à se maintenir parce que, en perdant Mercier, cette industrie, comme beaucoup d'autres entreprises agricoles, perdit en lui son principal soutien.

Après la mort de l'honorable M. Mercier, il semble qu'un quart de siècle se soit passé dans l'indifférence générale à ce sujet. Nous étions tous trop occupés par d'autres projets. Mais, depuis quelques années, cette question a été remise à l'étude

par le département de l'Agriculture, sous la direction de l'honorable représentant de L'Islet (l'honorable M. Godbout), qui me déclarait, il y a quelques mois à peine, que l'idée de la reprise d'une telle industrie avait en ces derniers temps fait beaucoup de progrès. Il m'assurait que par l'établissement d'une telle raffinerie de sucre de betteraves, d'une capacité de 600 à 700 tonnes par jour, on intéressait certainement de 15,000 à 20,000 cultivateurs ainsi que leurs fils, cultivateurs eux-mêmes, éleveurs, producteurs de lait, et le reste.

C'est pourquoi aujourd'hui, après les renseignements que j'ai obtenus des divers officiers du département de l'Agriculture, en commençant par le ministre lui-même, puis du sous-ministre, M. Antonio Grenier, M. Henri Bois, M. Jos. Savoie, M. L.-P. Roy, et autres fonctionnaires intéressés aux diverses entreprises se rapportant à la création de cette industrie maîtresse, j'ai cru devoir soumettre à la Chambre le problème du sucre de betteraves sous tous ses aspects, confiant que, quand les députés connaîtront tous les renseignements que nous possédons sur le mode d'exploitation de la betterave, et sur le coût des opérations d'une telle industrie, ils éprouveront tous le désir de nous aider à la mettre sur pied. Je dirai plus: les honorables membres de cette Chambre, les députés de la campagne surtout, seront pris d'un beau rôle pour cette entreprise qui peut faire sortir, dans une large mesure, notre agriculture de son marasme actuel.

"La nécessité est la mère de l'industrie", dit un vieux proverbe que nous connaissons tous. C'est bien cela. Aujourd'hui, la nécessité nous oblige à penser à des choses qu'on aurait pu négliger il y a quelques années, quand tout marchait bien et quand le département de la Voirie, à lui seul, faisait vivre presque un quart de notre population. Ces temps-là sont finis, bien finis, et ne reviendront plus. Il nous faut maintenant créer des industries nationales comme les autres peuples pratiques en ont créé chez eux. Si nous n'avons pas, comme race, assez de ressources pour faire aussi grand, aussi vaste, que les Allemands, les Français ou les Américains, nous pouvons peut-être essayer de faire aussi bien que les Belges et les Hollandais chez qui l'industrie du sucre de betteraves existe depuis au-delà de trois quarts de siècle, sinon plus.

À force de vivre au jour le jour dans la routine, on finit tous par se rouiller, sans rien entreprendre et sans rien résoudre. Ayons le courage d'étudier la question sérieusement et demandons à tous ceux qui ont des lumières sur le sujet de bien vouloir nous les communiquer.

Quant à moi, il y a déjà plusieurs années que j'étudie ce problème pour lequel Honoré Mercier

avait autrefois emmené Nazaire Bernatchez en Europe, en 1890, afin que le député de Montmagny se rende maître de la question, avant la fondation des deux raffineries dont je viens de parler.

Pour l'établissement d'une telle industrie, je ne prétends pas posséder tous les détails techniques, mais j'en possède un grand nombre. Je sais que je pourrais avantageusement fonder une industrie de cette nature à proximité de Québec, et cette industrie remplirait toutes les conditions requises pour en faire un succès à tous les points de vue, mais nous aurions besoin de l'aide de la province.

Pourquoi la province ne nous accorderait-elle pas son aide, puisqu'il s'agit de la création d'une industrie nationale quasi nouvelle qui rapporterait gros à nos cultivateurs, qui leur assurerait même un revenu direct et permanent qu'ils n'ont encore jamais connu jusqu'ici?

Puisque nous prétendons, des fois, être à la tête des provinces de la Confédération pour un grand nombre de choses, ayons le courage d'admettre cette fois-ci qu'au moins trois autres provinces canadiennes exploitent déjà depuis longtemps le sucre de betteraves et empressons-nous, si nous le pouvons, de suivre le bon exemple qu'elles nous donnent et d'implanter chez nous cette industrie qui pourra contribuer dans une large mesure à tirer notre agriculture du marasme dans lequel elle se débat actuellement.

M. Paquet (Montmagny): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Saurette), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 32 concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal;
- bill 99 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère.

Charte de Grand'Mère

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 99 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Bureau central des écoles protestantes de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 32 concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal. Les amendements sont lus une première fois, puis une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à 9 h 30 ce soir.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 5 avril 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 9 h 40.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Montreal Trust Company

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 124 modifiant la charte de la Montreal Trust Company.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 5 de la loi 52 Victoria, chapitre 72, tel que modifié par les lois 55-56 Victoria, chapitre 78; 59 Victoria, chapitre 70; 63 Victoria, chapitre 77 et 9 Édouard VII, chapitre 115, est de nouveau modifié en y ajoutant, après le paragraphe 17, le suivant:

"18. Recevoir des dépôts d'argent pour être placés par la compagnie en sa qualité de fidéicommissaire ou d'agent, séparément ou conjointement avec d'autres deniers, et remboursables à date fixe ou sur demande, ou après avis, et portant intérêt au taux ou aux taux, dont la compagnie et le déposant peuvent, de temps à autre, convenir, et émettre des certificats ou reçus à cette fin en la forme et aux termes et conditions arrêtés entre la compagnie et le déposant; et la compagnie peut garantir le paiement de ces deniers, ainsi que l'intérêt sur iceux au taux d'intérêt convenu, et la compagnie a le droit de retenir tout intérêt et profit excédant le montant du capital et de l'intérêt payable au déposant, comme rémunération pour la garantie et les services de la compagnie relativement aux placements; et le fait, par la compagnie, de garantir le paiement de ces deniers ou de l'intérêt sur ces deniers à des taux d'intérêt convenus, tel que ci-dessus décrété, ne constitue pas un emprunt ou une émission de bons ou d'obligations dans le sens prohibé par le paragraphe 1 de l'article 7 de la loi des compagnies de fidéicommiss; et la compagnie est censée posséder tous les deniers ainsi reçus pour placement garanti à titre de fidéicommissaire du déposant ou des déposants au *prorata*, et la compagnie doit entrer séparément et inscrire dans ses livres, comme étant possédés en fidéicommiss pour le déposant ou les déposants de ces derniers ainsi alors détenus pour placement garanti tous les placements qui y correspondent, y compris l'argent en caisse ou les montants déposés dans toute banque légalement constituée du Canada, ainsi que les valeurs mobilières, comprenant les prêts faits sur valeurs mobilières, équivalant au montant global des deniers alors détenus pour placement garanti comme susdit; et les créanciers actuels et futurs de la compagnie n'ont aucune réclamation ni aucun droit sur ces placements tant que les réclamations de ce déposant ou de ces déposants n'auront pas été préalablement payées."

M. Plante (Montréal-Mercier): Cette compagnie de fiducie demande des pouvoirs que les autres

organisations du genre possèdent déjà, celui de garantir par des certificats les dépôts qui leur sont confiés par des particuliers, prouvant que ces argents n'appartiennent pas à la compagnie de fiducie, mais au prêteur.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La Législature ne devrait pas approuver ce projet de loi. Advenant une faillite, la compagnie serait dispensée de rendre compte des montants qui lui ont été confiés par les prêteurs. Celle-ci pourrait tenter d'éviter de payer ses dettes en disant que ses fonds sont de l'argent privé appartenant à des clients individuels.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais pas du tout! La loi dit justement le contraire. Des avocats distingués l'ont expliquée au comité des bills publics, ce matin. Il est évident que mon honorable ami n'était pas là, car il parlerait autrement qu'il le fait. Le comité a été unanime à adopter la loi. La compagnie de fiducie veut donner une garantie mobile à ses déposants. Mon ami voit toujours des dangers où il n'y en a pas. Il sait que cette loi vise à fournir toute la protection possible aux gens qui investissent dans les trusts.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si j'étais directeur dans une telle organisation, j'aurais peut-être une opinion différente du sujet. Il y a des ministres qui sont directeurs de compagnies, et de plusieurs compagnies qui sont venues au Parlement en demandant des faveurs spéciales et des privilèges additionnels. Le premier ministre est directeur de compagnies. Cela ne devrait pas exister. Moi-même j'ai refusé d'être directeur d'une compagnie d'assurance parce que je trouvais cette charge incompatible avec mes fonctions de chef de parti, bien que j'aie été incité d'accepter ce poste par des amis du premier ministre. Ce directorat m'aurait rapporté \$1,200 par année.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. Bennett est, lui aussi, directeur de compagnies. En Angleterre, on a réalisé que c'est une bonne chose que les ministres fassent partie des directorats de compagnies et connaissent quelque chose aux affaires.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mes critiques s'appliqueraient tout autant au premier ministre Bennett qu'à n'importe qui d'autre, mais M. Bennett a abandonné tous ses directorats, lorsqu'il est devenu chef de son parti.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Si mon honorable ami était directeur de compagnies, il comprendrait mieux cette loi et ne parlerait pas comme il vient de le faire. Sans être directeur du Montreal Trust et sans qu'aucun de mes collègues ne le soit, je suis en faveur du projet de loi.

M. Duplessis (Trois-Rivières) recommence ses protestations. Il demande quels sont les directeurs du Montreal Trust.

Les ministres ne veulent pas répondre?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous vous avons répondu plusieurs fois, mais vous ne voulez pas vous rendre à l'évidence. Vous êtes désespérant! Je ne réponds plus puisque c'est inutile.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Lisez donc la dernière partie de la clause.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La première partie vaut autant que la dernière.

Il (M. Duplessis) demande des Statuts et pose d'autres questions.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Vous voulez évidemment faire de l'obstruction. Puisque vous ne voulez pas accepter nos explications, nous allons renvoyer le bill au comité des bills publics où vous pourrez l'étudier à votre guise.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Il est ordonné que le bill soit de nouveau renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession de
Louis-Ovide Grothé**

M. Dugas (Joliette) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 122 concernant les substitutions créées au testament de feu Louis-Ovide Grothé.

Adopté.

En comité:**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Quand c'est un avocat bleu de Montréal qui présente les bills, ça va bien plus vite⁴.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quoi?**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je n'ai rien dit.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre parle pour ne rien dire?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je parlais à mon voisin, et ce que j'ai dit voulait dire quelque chose que mon honorable ami a très bien compris.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Dugas (Joliette) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demandes de documents:**Vente des grains**

M. Élie (Yamaska) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copies authentiques de toute correspondance et de tous documents échangés entre le ministre d'Agriculture, aucun membre du gouvernement provincial ou aucun de ses officiers, et entre la Coopérative fédérée de Québec, aucun de ses membres, employés ou officiers, quant à la vente et quant à la discontinuation de la vente des grains, depuis le 1^{er} septembre 1933, inclusivement, jusqu'au 1^{er} avril 1934.

Adopté.

**Aqueduc de Deschambault,
comté de Portneuf**

M. Élie (Yamaska) propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copies authentiques du rapport fait le 8 septembre 1933 au service provincial d'hygiène, concernant l'aqueduc de Deschambault, comté de Portneuf, par M. Léopold Fontaine, assistant ingénieur sanitaire, et du rapport fait le 20 novembre 1933 au Service provincial d'hygiène, concernant l'aqueduc de Deschambault,

comté de Portneuf, par M. René Cyr, assistant ingénieur sanitaire.

Adopté.

Culture de la betterave à sucre

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné lors de la séance précédente, sur la motion proposée ce jour par le député de Québec-Centre (M. Samson):

Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copies de toutes correspondances du département de l'Agriculture, relativement à la culture de la betterave sucrière et à l'industrie du sucre de betteraves.

M. Paquet (Montmagny): Par sa motion, l'honorable député de Québec-Centre (M. Samson) met sur la table de cette Chambre un article de goût fort agréable, lequel après un rigoureux carême doit mettre l'eau à la bouche de tout le monde: le sucre, cet hydrate de carbone, pour parler comme les chimistes, si apprécié de nos familles canadiennes, est un des articles de toute première nécessité et réclamé sur toutes les tables du riche et du pauvre, particulièrement dans nos pays du Nord où l'organisme humain exige plus de calories.

Mais à part d'un peu de sucre d'érable fabriqué au pays, il faut admettre que nous dépendons entièrement de l'étranger pour cette commodité, qu'il nous serait si avantageux et relativement facile de produire nous-mêmes.

De plus, la motion du député de Québec-Centre fournit une excellente occasion d'étudier l'un des plus précieux moyens de relever notre agriculture stagnante, de combattre le chômage persistant et de contribuer efficacement à notre émancipation économique. Je remercie mon collègue d'avoir pris cette initiative.

Le monde traverse présentement une crise. Souffrons-nous plus de la crise qu'en certains pays? Peut-être moins, prétend-on, mais le peuple souffre quand même. Or, en vertu de l'axiome philosophique que "la somme des devoirs se mesure à la hauteur du pouvoir", il incombe aux législateurs et gouvernants de trouver les moyens de soulager notre peuple. Fort heureusement, dans l'économie de la Providence, chez nous comme ailleurs, le remède est toujours à côté du mal. C'est à nous de l'appliquer. C'est toujours au cours des crises difficiles, comme celle dont nous souffrons, que l'humanité, pressée par la nécessité, trouve les moyens appropriés aux circonstances.

La nécessité se présente aujourd'hui sous la forme d'une lutte gigantesque pour la domination du monde et la conservation de l'indépendance économique. À mon sens, l'unique solution rationnelle et légitime du conflit, c'est le développement, dans chaque pays, des cultures et industries locales, appropriées aux besoins de chaque marché local. C'est absolument ce que proclamait lui-même l'honorable premier ministre du Québec dans un discours fameux à Montréal le 4 novembre 1929.

L'agriculture est une question de marché. Mais on oublie trop le marché local. Un de nos écrivains a dit, voilà quelques années, qu'on sauverait la campagne si on trouvait une industrie similaire à l'industrie laitière. Mais comment préciser cette industrie à créer? Ici, la nature a pourvu aux besoins de l'homme autant qu'ailleurs. La canne est la plante sucrière des tropiques, tandis que la betterave sucrière est la plante nécessaire au Nord. Dans tous les pays du Nord, on a su profiter de la culture de la betterave et de l'industrie du sucre qui s'est répandue dans le monde entier. La France, en particulier, produit aujourd'hui plus de 1,000,000 de tonnes de sucre de betterave par an. Il en est de même en Allemagne et dans maints autres pays, et dans plusieurs provinces de notre dominion, l'Ontario et l'Alberta en particulier.

L'idée de produire du sucre par le moyen de la betterave n'est pas nouvelle dans notre province. Elle a été développée en 1877. Elle a ensuite germé, puisque, en 1889, l'honorable M. Mercier a contracté en France des arrangements pour la création chez nous d'une industrie de sucre de betterave, et il a même fait passer une loi à cet effet à la Législature. Il se forma une compagnie qui, malheureusement, fut gravement atteinte par la chute du gouvernement et provoqua la faillite de la Banque du Peuple, qui finançait la jeune industrie. Mais cette expérience a démontré que nous pouvions très bien réussir dans cette culture de la betterave et dans l'industrie du sucre. On a même profité de cette expérience dans plusieurs comtés du sud de l'Ontario. Notre province, dernière venue dans l'industrie sucrière, pourra toujours dire qu'elle a fourni l'expérience aux autres.

Savez-vous ce qu'est ce marché du sucre que nous abandonnons si bénévolement au profit de l'étranger? L'an dernier, d'après les statistiques, le Canada a consommé pour \$52,800,000 de sucre, soit \$5 par tête de population. Les trois moulins de Chatham et Wallesburg, en Ontario, et de Raymond, en Alberta, ont produit du sucre avec la betterave pour \$7,780,000⁵. C'est donc un tribut de

\$45,000,000 que le Canada a payé à la culture et au travail étrangers pour le sucre de canne importé. Conséquemment, la province de Québec, n'en produisant pas, a payé pour sa part près de \$20,000,000 de sucre de canne, et pour plus de \$10,000,000 de ce sous-produit d'un sucre que nous pourrions produire tout aussi bien dans notre province qu'ailleurs.

Ne croit-on pas, en effet, que, dans des régions comme celles de la province de Québec où la terre est suffisamment riche pour toutes les cultures, nous ne pourrions pas réussir dans celle de la betterave à sucre? On ne peut pas en douter après l'expérience qui a été faite en 1932 par 1,000 cultivateurs de Montmagny, de Kamouraska, de L'Islet, et d'autres comtés qui, sans préparation, ont réussi à cultiver de très belles betteraves, aussi développées que celles de l'Ontario et donnant à l'analyse un contenu de sucre variant de 17.30 % à 21 %, lequel pourcentage n'est dépassé nulle part.

Je cite à ce sujet le témoignage de M. L.-P. Roy, du ministère de l'Agriculture, et chef de la grande culture. Il prétend que notre sol est éminemment apte à la culture de la betterave à sucre. Cette culture de la betterave assurerait le très haut rendement à nos cultivateurs et leur assurerait, particulièrement, le "cash crop"⁶ si nécessaire, à l'automne, aux paiements des termes.

Il n'est pas exagéré d'établir à \$20,000,000 la valeur du marché de consommation et de revente de notre province pour le sucre, et à \$10,000,000 pour les sous-produits que nous importons également. Ce marché représenterait la capacité d'une quinzaine de moulins à sucre et quelques industries accessoires qui offriraient un excellent marché à nos compagnies électriques.

Et ces moulins, en outre de quelques centaines de techniciens, emploieraient plus de 5,000 ouvriers qui viendraient ainsi alimenter notre commerce. De plus, ils suffiraient amplement à satisfaire la consommation de sucre de la population. Les sous-produits de la betterave à sucre, qui sont très intéressants, augmenteraient la valeur de la culture qu'on en ferait. Cette culture amènerait en même temps la production du blé.

Le gouvernement pourrait donc amender la loi ancienne, celle du temps de M. Mercier, de façon à la rendre conforme aux besoins nouveaux et, à l'exemple de l'Allemagne et de l'Ontario, entre autres, offrir soit aux industriels entreprenants de la province de Québec, soit aux coopératives, des subsides substantiels et suffisants pour les intéresser et pour établir, dans notre province, les trois premiers moulins

nécessaires et, partant, créer le courant qui nous amènerait d'autres industries semblables pour nous assurer un regain de prospérité et d'indépendance économique.

Comme l'industrie laitière, reconnue indispensable, a été aidée avec raison depuis 50 ans, il faut que l'industrie de la betterave, appréciée à sa valeur, soit subventionnée suffisamment pour en assurer la mise en marche et le succès. La seule initiative privée ne peut tout faire dans ce domaine, et il importe que le gouvernement s'intéresse à cette culture.

Tous les grands services nationaux de chemins de fer, de navigation, de pêcheries, de mines et diverses autres industries, quoique de nature privée, ont déjà été largement subsidiés et ont rendu des services équivalents. Celle-ci, l'industrie de la betterave, pleinement expérimentée maintenant dans le monde, intéresse un si grand nombre de gens et offre chez nous un maximum d'avantages tels que le gouvernement se doit à lui-même de la créer, avant qu'il ne soit trop tard, et d'en gratifier la classe agricole.

Avec tant d'autres articles importants qu'un conseil économique pourrait indiquer - conseil dont nous avons besoin - et pour lesquels nous pourrions aussi être indépendants, la culture de la betterave et l'industrie du sucre, qui lui est connexe, doivent prendre place sur le grand programme de reconstruction nationale.

L'application de ce programme, dicté par la connaissance de nos traditions et de notre géographie, de nos besoins et de nos moyens, et en vue d'acquiescer cette indépendance économique légitime et indispensable, nous fera vivre de la vie qui nous est propre. Et jouissant de la sécurité et d'une honnête aisance, notre peuple pourra alors, avec force et fierté, prendre sa place et accomplir ses destinées.

Ce programme, à longue portée, dont le peuple a l'intuition, qu'il attend, qu'il comprendra et pour la réalisation duquel il sera heureux de coopérer, c'est la mise en œuvre de la grande politique nationale nécessaire: "Up to a standard, not down to a price", qui fera place pour chacun et chaque chose, et mettra chaque chose et chacun à sa place, pour assurer à notre province et à sa vaillante population sa part de bonheur que lui procurera la prospérité dans l'ordre.

M. Gauthier (Portneuf): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Drouin), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

Le débat se poursuit sur la résolution suivante:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

M. Duplessis (Trois-Rivières) dit qu'il a peine à comprendre les *Comptes publics*.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Cela ne me regarde en rien.

M. Duplessis (Trois-Rivières) parle des mandats spéciaux et de Trois-Rivières, et évoque la mémoire des grands ancêtres et leurs luttes glorieuses.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) explique comment il établit le budget de son ministère et pourquoi il y a des dépenses imprévues.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande combien il y a eu de feux de forêt l'an dernier.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Il y a eu 1,466 feux de forêt, en 1932, contre 1,553 en 1933. Dans le premier cas, 1,027,150 acres ont été brûlées, contre 113,350 acres en 1933.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi les feux ont-ils été plus nombreux en 1933 qu'en 1932?

Il (M. Duplessis) parle aussi de "pitons"⁷ et de la Canadian International Paper, dont les initiales signifie aussi "Can I proceed?"

Le ministre ne trouve-t-il pas trop élevés les taux de la Quebec Power?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Celui qui paie trouve toujours le prix trop élevé.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. *Le Canada* du 6 avril 1934, à la page 8, précise que M. Vautrin présidait la Chambre lors des trois votes.

2. Les journaux rapportent que M. Barré prononce son discours sur un ton triste et pessimiste. Pourtant, *Le Canada* du 6 avril 1934, à la page 8, souligne que le député s'écrie et brandit le poing en prononçant cette phrase.

3. Cette remarque fait référence au fait que M. Guertin vote avec le gouvernement, alors que M. Barré vote avec l'opposition.

4. C'est M. Gustave Monette, un avocat conservateur, de Montréal, qui a expliqué et défendu ce bill au comité permanent des bills privés. *Le Soleil* du 6 avril 1934, à la page 11, souligne de plus que M. Monette a été candidat à plusieurs reprises sous la bannière conservatrice.

5. Dans *Le Devoir* du 6 avril 1934, à la page 8, il est écrit \$7,760,000.

6. Culture de rapport ou commerciale.

7. Bons échangeables en nature ou en argent.

Première séance du vendredi 6 avril 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le trentième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 195 modifiant l'article 498a du Code municipal;

- bill 193 modifiant le Code municipal relativement à la compensation pour l'eau.

Et, avec amendement, le bill suivant:

- bill 61 modifiant la loi de la police et du bon ordre relativement à la prévention et à la répression d'infractions à des lois particulières.

**Municipalité scolaire
de Low-Sud**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande, appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), la permission de présenter le bill 72 concernant la municipalité scolaire de Low-Sud.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 8 modifiant l'article 599 du Code de procédure civile concernant l'insaisissabilité de certains traitements et salaires;

- bill 14 modifiant la loi de la taxe sur les corporations.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 181 modifiant le Code civil relativement aux baux de maisons.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 46 modifiant le Code municipal.

**Visites des
maisons à louer**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 181 modifiant le Code civil relativement aux baux de maisons.

Les amendements sont lus une première fois.

**Code
municipal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 46 modifiant le Code municipal.

Les amendements sont lus une première fois.

Questions et réponses:

**Dépenses
pour les chemins**

M. Élie (Yamaska): Depuis le 3 avril 1912, combien le ministère de la Colonisation a-t-il dépensé pour l'ouverture des chemins nouveaux dans chacun des comtés de colonisation?

Depuis le 3 avril 1912, combien le ministère de la Colonisation a-t-il dépensé dans chacun des comtés de la province pour l'amélioration des chemins?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Les statistiques que possède le département ne permettent pas de dire ce qui a été dépensé séparément, soit pour l'ouverture, soit pour l'amélioration des chemins. Mais il est possible au département de donner les renseignements suivants: Pour l'ouverture, le parachèvement, l'amélioration de chemins et fossés, la construction et la réparation de ponts et ponceaux, dans les comtés suivants: (Voir le tableau à la page suivante)

<i>Comtés</i>	<i>Montants</i>	<i>Comtés</i>	<i>Montants</i>
Abitibi.....	\$ 1,909,087.11	Richmond.....	\$ 88,442.53
Argenteuil.....	88,406.65	Rimouski.....	461,242.50
Arthabaska.....	192,794.24	Rivière-du-Loup.....	37,736.13
Bagot.....	1,687.00	Roberval.....	108,257.19
Beauce.....	257,695.12	Rouville.....	3,100.70
Bellechasse.....	154,864.86	Shefford.....	8,452.01
Berthier.....	215,837.16	Sherbrooke.....	58,537.97
Bonaventure.....	746,564.87	Stanstead.....	5,384.31
Brome.....	13,232.95	Saint-Hyacinthe.....	91.00
Champlain.....	389,624.12	Saint-Maurice.....	96,145.70
Charlevoix.....	1,757.45	Témiscamingue.....	2,841,873.10
Charlevoix-Saguenay.....	465,191.75	Témiscouata.....	595,927.74
Chicoutimi-Saguenay.....	11,989.20	Terrebonne.....	309,039.07
Chicoutimi.....	768,469.05	Trois-Rivières.....	2,304.54
Compton.....	118,778.73	Vaudreuil.....	2,200.00
Deux-Montagnes.....	15,601.02	Verchères.....	8,876.80
Dorchester.....	170,257.48	Wolfe.....	107,575.90
Drummond.....	119,667.49	Yamaska.....	12,667.12
Frontenac.....	203,118.06		<u>\$18,497,448.38</u>
Gaspé.....	1,029,573.00		
Gaspé-Nord.....	57,328.18		
Gaspé-Sud.....	96,186.80		
Gatineau.....	41,592.64		
Hull.....	161,127.38		
Huntingdon.....	2,905.02		
Iberville.....	8,603.97		
Îles-de-la-Madeleine.....	113,427.34		
Joliette.....	130,895.58		
Kamouraska.....	220,185.77		
Labelle.....	700,100.89		
Lac-Saint-Jean.....	899,905.06		
Laprairie.....	2,000.00		
L'Assomption.....	2,417.60		
Laviolette.....	31,626.20		
Lévis.....	7,540.93		
L'Islet.....	221,559.44		
Lotbinière.....	572,315.69		
Maskinongé.....	120,465.14		
Matane.....	853,760.97		
Matapédia.....	819,785.56		
Mégantic.....	232,520.26		
Missisquoi.....	3,855.69		
Montcalm.....	258,521.17		
Montmagny.....	424,918.16		
Montmorency.....	79,592.57		
Nicolet.....	146,040.67		
Ottawa.....	89,466.43		
Papineau.....	184,259.61		
Pontiac.....	112,659.75		
Portneuf.....	147,299.00		
Québec.....	132,533.29		

**Population rurale et urbaine,
1933**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Quelle était en 1933 la population: *a.* Des municipalités rurales? *b.* Des municipalités urbaines?

2. Pour chaque groupe de 100 personnes, combien y en avait-il, en 1933: *a.* Dans les campagnes? *b.* Dans les cités et villes?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La vérification et compilation des rapports municipaux de 1933 se poursuit, et les réponses aux deux questions ci-dessus ne seront pas prêtes avant la fin de l'année courante.

**Macurban Asphalt
Limited**

M. Fortin (Beauce): À même la somme de \$3,753,374.08 qui a été payée à Macurban Asphalt, Limited, par le ministère de la Voirie, depuis le 7 juillet 1927 jusqu'au 27 mars 1934, d'après une réponse qui apparaît aux *Journaux* de cette Chambre, 27 mars 1934 (p. 323), quel montant a été payé à cette compagnie, en vertu d'arrangements pris ou de contrats signés: *a.* Du 7 juillet 1927 au 25 avril 1929? *b.* Du 25 avril 1929 au 27 mars 1934?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): *a.* \$2,086,286.23.
b. \$1,667,087.85.

Achat de gravier

M. Béïque (Chambly): 1. Le ministère de la Voirie a-t-il acheté du gravier d'un M. Bellefeuille, de Notre-Dame de Pierreville, comté de Yamaska?

2. Dans l'affirmative: *a.* À quelle date?
b. Quelle quantité? *c.* À quel prix la verge?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui.

2. *a.* Le 15 novembre 1933; *b.* 643½ verges cubes; *c.* \$0.20.

Soins à l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Lotbinière (l'honorable M. Francoeur), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 249 relatif à la réception, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu.

Adopté.

Loi de la police et du bon ordre

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 61 modifiant la loi de la police et du bon ordre, relativement à la prévention et à la répression d'infractions à des lois particulières.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: 1. Que suivant les dispositions de la section IIIa, de la loi de la police et du bon ordre, telle qu'éditée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser l'organisation et le maintien, sous le nom qu'il indiquera, de tout corps de police, sujet au contrôle du procureur général, aux

fins d'assurer l'observance d'une ou de plusieurs lois particulières, et de rechercher, prévenir et réprimer les infractions à ces lois.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera, dans chacune des deux divisions de Québec et de Montréal, un officier, lequel, subordonné au chef de la sûreté, aura, sous le titre qui lui est donné, la direction et l'administration dans la division à laquelle il sera assigné, du corps de police et des matières s'y rattachant; que le procureur général nommera les autres officiers et les inspecteurs et constables, et qu'il pourra aussi nommer ces employés à l'essai pour une ou plusieurs périodes et les personnes ainsi nommées auront tous les pouvoirs de celles nommées à titre permanent.

3. Que, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser la nomination des fonctionnaires, commis et autres employés requis pour la mise à exécution de ladite section IIIa, établir leur traitement ou rémunération, définir leurs devoirs et pouvoirs respectifs, et leur assigner, ainsi qu'aux officiers et aux membres de la police, des titres officiels.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à faire les dépenses nécessitées par l'application des dispositions de l'article 105 de ladite section IIIa.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La police provinciale a son utilité, mais elle devrait échapper à toute ingérence politique. Ce n'est pas le cas de notre police provinciale, dont certains membres font de la politique contre les contribuables qui les paient.

Il serait dangereux que les différentes organisations policières provinciales se retrouvent entre les mains d'un seul homme. Par le passé, on a montré que la police provinciale a été utilisée à des fins politiques. Ce fut le cas en particulier à Trois-Rivières. La police a envoyé quelques agents à Trois-Rivières et a cherché à intimider les organisateurs du candidat conservateur. J'ai protesté suite à cette intervention, arguant que la police n'avait pas le droit de se mêler de ces choses. Le chef de police m'a dit qu'il avait reçu ses instructions du procureur de la couronne du district.

Il est apparu que celui-ci était un des candidats à la convention libérale. Ainsi, la situation et son caractère dangereux devinrent tout à fait clairs. La fusion de la police provinciale et du service de surveillance de la Commission des liqueurs va augmenter le danger d'ingérence politique. Dans l'intérêt de la police provinciale, un organisme nécessaire, et aussi dans l'intérêt du gouvernement,

des précautions devraient être prises pour que la politique n'intervienne pas. Le projet de loi que nous étudions a du bon. Il y a eu amélioration dans la police provinciale, mais il ne faut pas que les policiers soient des agents d'élections, des candidats du gouvernement. Les pouvoirs importants que possèdent actuellement les organisations que l'on fusionne restent en place dans la nouvelle entité, et sont même accrus sous certains aspects. Ceci est une violation des droits des citoyens, et il est très malheureux que l'on accroisse indûment les pouvoirs d'une organisation qui a trop souvent servi des objectifs politiques et qui a été mal utilisée dans le passé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je suis d'accord avec l'honorable chef de l'opposition pour dire que les agents de la police provinciale, comme n'importe quelle autre police, ne doivent pas se mêler aux luttes politiques. Je le remercie de reconnaître qu'il y a amélioration dans la police provinciale.

À Montréal, nous avons placé à la tête de la police un de nos confrères du Barreau, M. Maurice Lalonde. M. Lalonde a visité l'Europe et les États-Unis, et il a étudié les méthodes policières en usage dans les grandes villes du continent. Il nous donne entière satisfaction, puisque le résultat de ses études a été bénéficiaire à notre police. À Québec, nous avons dans le colonel Léon Lambert, un très bon homme qui a établi une excellente discipline militaire dans la police provinciale.

L'honorable chef de l'opposition a parlé des policiers qui sont actifs en temps d'élection. Mon honorable ami nous a cité certains cas qui se seraient passés chez lui, où la police provinciale se serait mêlée d'élection, mais je ne sais pas dans quelle mesure les faits rapportés sont exacts. On a fait le même reproche à la police montée qui, pendant la campagne électorale de Wolfe¹, a visité tous les comités libéraux, dans l'espoir d'y trouver de la boisson.

M. Guertin (Hull): Peine inutile.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, peine inutile. Toutefois, il n'y eut pas d'ingérence policière de sa part. Nous sommes en rapports excellents avec la police montée, une bonne organisation avec qui la province coopère étroitement.

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait un commentaire à propos de l'expression "police montée".

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai dit "la police montée". On prétendait que nous devions l'appeler "la gendarmerie à cheval", mais, depuis que j'ai lu dans *L'Illustration* de Paris un article illustré d'une charge de "la police montée de Londres" contre des turbulents, je suis convaincu que le nom de "police montée" est bien français. Un de nos juristes, qui n'est pas loin de nous, a employé ce terme récemment².

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel est le juriste qui prétendait cela?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne veux tirer dans le dos de personne. Je demande pardon à la Chambre de cette diffusion. Revenant aux résolutions, je crois que la fusion de la police provinciale avec le service de surveillance de la Commission des liqueurs et la police routière donnera de bons résultats. La politique que nous proposons aura pour effet d'assurer l'uniformité dans nos méthodes policières et nous donnera de meilleurs résultats.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

Prêt agricole

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 69 modifiant la loi du prêt agricole de Québec pour diminuer les frais d'enregistrement des actes et les frais sur les procédures.

Adopté.

En comité:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il me semble qu'au lieu de nommer un avocat pour étudier les titres, on devrait nommer un notaire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je me demande si un avocat ne serait pas plus susceptible qu'un notaire de rendre des services à

ceux qui veulent emprunter. On nous demande aussi de faire enregistrer les actes gratuitement. Nous réduirons de beaucoup les frais d'enregistrement, mais nous ne sommes pas prêts à dire que les registrateurs doivent travailler pour rien. Laissons cela au lieutenant-gouverneur en conseil. C'est encore une des plus sages institutions.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est malheureux pour les autres. Néanmoins, le bill est un pas dans la bonne direction.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Fonds pour le troisième centenaire de Trois-Rivières

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 247 autorisant la cité des Trois-Rivières et certaines autres municipalités à contribuer à la célébration du troisième centenaire de la fondation des Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. le président, Trois-Rivières est une petite ville (Rires) située au confluent du Saint-Laurent et de la rivière Saint-Maurice. Cette belle cité veut célébrer le troisième centenaire de sa fondation. Son conseil municipal nous demande d'utiliser pour les fêtes une somme de \$34,984, qui constitue un fonds spécial destiné à d'autres fins.

Le but du projet est d'autoriser la cité de Trois-Rivières à employer cet argent à la célébration des fêtes. De plus, nous permettons aux municipalités de Champlain, Laviolette, Saint-Maurice, Maskinongé,

et d'autres dont les noms nous échappent, à contribuer à la célébration.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est là, je n'ai aucune objection à le dire, probablement un des meilleurs projets que nous ayons étudiés de la session. Toutefois, il y aurait peut-être avantage à amender l'article 2 pour qu'il n'y ait pas d'entraves aux contributions des municipalités avoisinantes.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Il est loisible au conseil municipal de toute municipalité située dans les districts électoraux de Champlain, Nicolet, Laviolette, Maskinongé et Saint-Maurice, constituée en corporation, en vertu d'une loi générale ou par une loi spéciale, ainsi qu'à celui de la municipalité de la paroisse des Trois-Rivières, de contribuer à la célébration du troisième centenaire de la fondation de Trois-Rivières, et, à ces fins, de voter, par résolution, une subvention attribuée généralement aux frais de la célébration de cet événement.

"Toute résolution adoptée en vertu de l'alinéa précédent n'entre en vigueur qu'après approbation par la Commission municipale de Québec."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous n'avons pas d'objection à ajouter "Nonobstant toute loi générale à ce contraire", au début du deuxième paragraphe de l'article 2".

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien.

Cet article est amendé et les mots suivants sont ajoutés après les mots "de toute municipalité": "locale ou de comté". Le deuxième paragraphe est modifié et se lit désormais comme suit: "Nonobstant toute loi, générale ou spéciale à ce contraire, cette résolution adoptée en vertu de l'alinéa précédent entre en vigueur après approbation par la Commission municipale de Québec."

Les amendements sont adoptés.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

L'article 3 est adopté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les bonnes lois passent vite.
(Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Il faut vous aider un peu. (Rires)

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Régime des eaux courantes

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 42 modifiant la loi du régime des eaux courantes relativement à certaines expropriations.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Le but du projet est d'obliger les compagnies à user, dans un délai de deux ans, leur droit d'expropriation des terrains riverains qui sont inondés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce qu'il y a des cas visés par le projet de loi?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):
Il y a deux cas où les compagnies retardent et nous voulons les obliger à régler la question.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte

maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose: Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service des outillages (Voirie et Mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935³.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La politique du gouvernement d'entretenir et d'étendre le réseau routier l'hiver est mauvaise, parce qu'on fait une compétition inutile aux chemins de fer qui offrent déjà un service satisfaisant dont nous ne pouvons nous passer, et pour qui les choses vont assez mal sans cet obstacle additionnel. Il n'est pas naturel, ou voulu par la nature, d'ouvrir les routes pendant l'hiver dans cette province. Le coût, les problèmes et le temps que ceci requiert ne sont pas justifiés par l'utilité ou les résultats obtenus.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le gouvernement, en établissant des routes d'hiver, ne touche qu'aux réseaux situés autour des cités et villes où on le demande, comme les chemins environnant les villes de Montréal et de Québec, sauf la route Montréal-Ross Point et Montréal-Toronto. Les routes n'entrent pas en compétition avec les chemins de fer, ce qui serait le cas si le gouvernement, par exemple, insistait pour garder la route Québec-Montréal alors qu'un excellent service ferroviaire est en fonction entre les deux villes.

Le système des routes d'hiver est bon, de plus en plus populaire, et nous avons reçu des demandes de toutes les régions de la province en faveur de l'entretien des routes en hiver.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On paie trop cher pour la location du bloc Samson, pour des affaires d'administration de la voirie. Il vaudrait mieux construire.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue une première fois.

Demandes de documents⁴:**Animaux à fourrure**

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Samson), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de la correspondance de 1933-1934, relativement au congrès annuel des éleveurs de renards, tenu à Québec, en janvier 1934, et copie de la correspondance et des rapports relativement au Service provincial des animaux à fourrure et de la Ferme expérimentale des animaux à fourrure de Québec.

M. l'Orateur, en présentant cette motion, j'ai voulu attirer l'attention de cette Chambre sur une industrie qui a maintenant pris définitivement son rang parmi les activités rurales importantes de cette province. L'élevage des animaux à fourrure en captivité a commencé à prendre quelque importance, chez nous, vers 1910. Les premiers essais ont été faits dans le comté de Charlevoix-Saguenay, et c'est encore dans cette région, aujourd'hui, où cette industrie est exercée avec le plus d'ampleur et de succès.

L'élevage des animaux à fourrure remonte aux débuts de la colonie. Il (M. Rochette) remonte aux premiers jours de la traite et de l'exportation des fourrures au Canada, touchant au travail des trappeurs français et relatant l'histoire de la Compagnie de la Baie d'Hudson, ou plutôt "des Aventuriers d'Angleterre faisant de la traite à la Baie d'Hudson".

L'industrie s'est développée jusqu'à ce que le Canada prenne rapidement la tête de l'exportation des fourrures. Mais, au cours du XIX^e siècle, on nota une chute de l'approvisionnement d'animaux à fourrure sauvages.

Avec les années, les animaux à fourrure sauvages disparurent rapidement et furent menacés d'extinction. On tenta d'élever des renards en captivité. En 1872, le regretté lord Strathcona⁵ se lança dans l'élevage des renards à l'île d'Anticosti, mais sans succès.

De nouvelles tentatives furent faites en 1890 et 1895, en particulier l'élevage du renard argenté, et d'importants progrès furent accomplis, particulièrement dans l'Île-du-Prince-Édouard où le pionnier était Charles Dalton⁶, lequel, en collaboration avec Robert Oulton, montra que le Canada était le meilleur endroit où élever des animaux à fourrure en captivité. Cet élevage des

animaux à fourrure en captivité s'est développé considérablement et il est devenu une industrie fort importante.

Dans le Québec, nous jouissons d'une situation exceptionnelle, et cette industrie a pris une envergure considérable. En 1920, nous comptons à peine 80 éleveurs dans la province, plus de 300 en 1926, plus de 600 l'année suivante et, en 1928, le nombre atteignait 1,000. L'engouement devint même à l'état aigu. Nous avons assisté à un véritable affolement. De 1928 à 1931, le nombre des éleveurs fut porté à 8,000.

Malheureusement, des hommes sans expérience se sont lancés dans cette industrie. Malgré tous les secours du département, en dépit du travail et des efforts des diverses associations, des milliers d'éleveurs ont fait des pertes énormes. Plusieurs, même, ont fait faillite. Il fut totalement impossible d'enrayer cette débâcle.

C'est dans mon comté qu'a pris naissance l'élevage du renard argenté en captivité, vers 1910; et dès 1927, des capitaux considérables étaient engagés. J'ai fait des démarches et des efforts pour obtenir le service provincial des animaux à fourrure, puis la création de l'Association provinciale de l'élevage des animaux à fourrure.

Je félicite les honorables représentants de Drummond (l'honorable M. Laferté) et d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault) de la sympathie qu'ils ont témoignée aux organisateurs de ces différents groupements.

Je suis d'avis que, grâce au service des animaux à fourrure, des millions ont été sauvés, en dépit de la débâcle inévitable. Cette nouvelle industrie de l'élevage des animaux à fourrure est définitivement assise sur des bases solides et durables. L'éleveur de renards, qui a survécu à la crise, qui possédait et les connaissances et le capital nécessaires, voit aujourd'hui avec satisfaction le succès et la prospérité couronner ses efforts.

Il y a actuellement environ 4,000 parcs d'élevage groupant 5,000 personnes intéressées. Le cheptel renard comprend environ 80,000 animaux reproducteurs.

La valeur du capital investi peut s'établir comme suit: propriété, accessoires, enclos: environ \$4,000,000; valeur du troupeau pour l'élevage: environ \$8,000,000. M. Johan Beetz⁷, chef du Service des animaux à fourrure, n'hésite pas à affirmer que si toutes ces bêtes étaient abattues aujourd'hui pour vendre la fourrure sur les marchés aux prix actuels, on réaliserait amplement la somme de \$4,000,000.

Quelle est la production du capital? Pendant la dernière saison, les 40,000 couples de renards ont produit 100,000 jeunes, et le prix moyen de la peau, soit \$35, assure une production brute de \$3,500,000. On estime que la dépense nécessitée pour la production de ce capital peut s'élever à une somme de \$1,400,000, laissant ainsi un profit net de \$2,100,000.

Outre l'élevage du renard argenté, il y a d'autres animaux à fourrure dont on tente actuellement l'élevage chez nous: le vison, la martre, le "fitch"⁸, le renard bleu, le pékan⁹, le castor, le chat sauvage et le rat musqué.

Beaucoup prétendent que l'élevage du vison peut se faire sur des bases solides, et nous avons déjà 85 élevages dans cette province, dont quatre importants. Quant aux autres élevages, je crois que tout ce que l'on peut dire, c'est que la période de tâtonnement et d'expérimentation n'est pas encore terminée. Notons que 80 % des éleveurs sont des cultivateurs.

Le Service des animaux à fourrure joue un rôle dans l'enseignement, le dépistage des maladies, la sélection des reproducteurs, etc. M. Johan Beetz y a une part très active, lui qui, chaque automne, parcourt tous les marchés pour établir la valeur des peaux. Les éleveurs devraient profiter davantage des renseignements que peut leur donner M. Beetz.

Je voudrais ici faire l'éloge de la Ferme expérimentale d'élevage d'animaux à fourrure de Charlesbourg et du personnel très compétent de cette institution, et du Jardin zoologique. La rencontre annuelle de l'Association canadienne des éleveurs de renards, qui s'est tenue à Québec en janvier de cette année, fut couronnée de succès.

Je crois franchement que nous avons, dans la province de Québec, les plus précieuses garanties de réussite. Comme je l'ai déjà dit, notre climat de même que notre sol sont spécialement appropriés à l'élevage des animaux à fourrure en captivité. Pendant que nous voyons des microbes provoquer des difficultés énormes, même dans d'autres provinces de ce dominion, et surtout dans les autres pays, l'on dirait vraiment que notre pays est réfractaire, grâce aux conditions particulières, à ces éléments pernecieux, à ces agents de maladies.

Si nous maintenons en pleine activité notre service des animaux à fourrure et si nous conservons l'aide efficace de la Ferme expérimentale, je suis persuadé que nous pourrions continuer indéfiniment à produire des peaux de renard argenté de première valeur et de belles fourrures de toutes sortes. On se demandera peut-être si le marché mondial pourra

continuer d'absorber cet article qui est, en fin de compte, un objet de luxe. La première chose que je ferai remarquer, c'est que le renard argenté a une peau inimitable, qui a des qualités tout à fait spéciales de finesse, de beauté, de lustre, de légèreté; c'est une des rares peaux qui peuvent être portées, sans inconvénient, dans tous les pays, même dans les contrées tropicales.

Depuis deux ou trois ans, la production mondiale des peaux de renard argenté s'est élevée à environ 380,000 peaux. Le Canada a produit, pour sa part, 210,000 peaux, les États-Unis, 100,000 peaux, et tous les autres pays ensemble, la balance, savoir 70,000 peaux.

Malgré une production aussi considérable, il est intéressant de noter que, cette année, la demande a été, dans ce dominion, meilleure que l'an dernier; nous avons même constaté une avance dans le prix équivalent de 20 % à 35 %.

Autrefois, la peau de renard argenté se vendait très cher et, en conséquence, les clients d'un tel objet de luxe étaient relativement restreints. Aujourd'hui, il est possible d'acheter sur le marché une belle peau de renard argenté pour environ \$100. La baisse du prix de ce produit a procuré un avantage énorme aux producteurs, parce que les clients se sont multipliés de façon extraordinaire.

Par ailleurs, les éleveurs n'ont rien à craindre de la part des peaux provenant des animaux sauvages, car vous serez sans doute surpris d'apprendre qu'il ne se produit pas, aujourd'hui, plus de 300 peaux de renards argenté, capturés à l'état sauvage, dans tout le monde entier, depuis plusieurs années.

L'an dernier, Québec ne pouvait offrir que 150 peaux prises à l'état sauvage, tandis que l'Alaska n'en comptait même qu'une centaine. De plus, cette capture diminue d'année en année.

D'après plusieurs experts, je puis déclarer que le marché mondial peut absorber plus de peaux de renard argenté. Ce qu'il faut avant tout dans cette province, c'est de maintenir la qualité. Depuis quelques années, la qualité de nos peaux de renard a augmenté constamment, et il nous faut à tout prix maintenir cette marche ascendante.

En 1931-1932, le prix moyen des peaux vendues dans Québec fut de \$28; en 1932-1933, ce prix était porté à \$32; en 1933-1934, le chiffre atteint déjà \$42. Grâce à l'aide du gouvernement, par ses divers services, cette industrie a été sauvée; elle est aujourd'hui dans une situation prospère et je crois qu'elle est appelée à un avenir très brillant dans cette province.

(Applaudissements)

L'honorable M. Laferté (Drummond):

M. l'Orateur, l'honorable député de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette) mérite assurément des félicitations pour le discours si substantiel qu'il a prononcé. Il en mérite également pour la part active qu'il n'a cessé de prendre pour le rétablissement de l'industrie de l'élevage des animaux à fourrure. Président de la Société provinciale des éleveurs d'animaux à fourrure, vice-président de la Société zoologique, directeur de la Société Provancher d'histoire naturelle et de l'Association canadienne nationale des éleveurs de renard argenté, l'honorable député a été activement mêlé à divers mouvements qui n'ont pas peu contribué à améliorer cette industrie. Nul ne peut parler avec plus d'autorité que lui à ce sujet, et il convient de le remercier d'avoir attiré l'attention de la Chambre et de la province sur une question aussi importante.

Il me fait plaisir de m'associer à l'honorable député pour rendre hommage aux officiers de mon département qui ont été chargés du Service de l'élevage des animaux à fourrure. MM. Beetz et Fortin ont été d'une activité inlassable, et ils ont pris à cœur les intérêts des éleveurs, comme s'il se fût agi de leurs propres intérêts. Ils ont fait bénéficier nos éleveurs de toute l'expérience qu'eux-mêmes avaient acquise dans leur longue et honorable carrière d'éleveurs.

Si l'on désire avoir une idée des activités de ce Service, que l'on veuille bien se donner la peine de référer aux rapports de M. Beetz qui apparaissent, depuis quelques années, dans le rapport annuel du ministre de la Colonisation. Les chiffres et les statistiques qu'on y verra dispensent de tout commentaire.

L'honorable député de Charlevoix-Saguenay a bien voulu mentionner l'existence de la Ferme expérimentale, à laquelle est subséquemment greffé le Jardin zoologique. L'administration de cette institution a été confiée au Dr A. Brassard dont tous les zoologistes et tous les naturalistes de chez nous s'accordent à reconnaître les mérites.

Me sera-t-il permis de rappeler un souvenir qui mettra en lumière les très nombreuses activités d'un homme qui a vivement honoré sa province et son pays, que ses amis et compatriotes pleurent encore et dont la tombe vient à peine d'être fermée? Je veux parler du Dr Arthur Rousseau. Le doyen de la faculté de Médecine prenait un intérêt considérable au Jardin zoologique et à la Ferme expérimentale, ainsi qu'aux expériences qui s'y poursuivent, et c'était son désir d'associer l'Université Laval à la direction scientifique de ces deux institutions.

J'ai le plaisir d'apprendre à cette Chambre que le désir du grand doyen devint une réalité quelques

heures avant sa mort. Et le jardin ainsi que la ferme sont maintenant régis, au point de vue scientifique, par une commission au sein de laquelle mon département est représenté par le Dr Brassard, l'Université par le Dr Rosario Potvin, biologiste, et la Société zoologique par le Dr Louis Berger, pathologiste et lauréat de l'Académie des sciences de Paris. Sous cette habile et savante direction, j'aime à croire que ces deux institutions rendront un jour de très grands services à la province.

Je suis particulièrement heureux de saisir cette première occasion qui m'est offerte pour remercier les Drs Potvin et Berger, dont la collaboration est tout à fait désintéressée, et pour leur dire combien, mes collègues et moi avons apprécié leur zèle à promouvoir les intérêts de la science. Je fais des vœux pour que le nouveau doyen, si dévoué à la science, s'intéresse lui aussi au Jardin zoologique, au même titre que l'ancien doyen, qui était mieux que son maître, son ami et son meilleur ami.

Avant d'aller plus loin, je veux - et ce m'est un extrême plaisir de le faire - rendre un témoignage public, vrai, sincère et désintéressé à l'égard d'un homme qui me touche de très près depuis les jours déjà assez lointains où j'étudiais à l'Université Laval. Je veux parler de mon sous-ministre, M. L.-A. Richard, dont la compétence en cette matière, comme en plusieurs autres, ne saurait être contestée et - je n'ai pas d'hésitation à l'affirmer - qui a été l'âme dirigeante de ces deux œuvres importantes que sont la Ferme expérimentale et le Jardin zoologique. Il y a consacré beaucoup de son temps, et son nom sera certainement mentionné au premier plan, de même que ceux des dévoués collaborateurs qui l'ont si bien secondé, lorsque les œuvres en question auront pris encore plus d'ampleur.

Quand je suis arrivé au ministère, l'un des premiers projets que nous avons caressés ensemble a été la création d'une ferme expérimentale, idée de mon prédécesseur, l'honorable M. J.-É. Perrault. Nous avons eu de longues entrevues et de longues conversations à ce sujet et, à la session qui a suivi mon assermentation comme membre du cabinet, j'avais l'honneur de proposer à la Chambre un projet de loi pourvoyant à l'établissement d'une ferme expérimentale, en vue de promouvoir et de protéger les intérêts de mes concitoyens, et je dois ajouter avec plaisir que cette mesure fut alors adoptée unanimement. Nous avions, à cette époque, trois fermes expérimentales en existence aux États-Unis et au Canada: une à Summerside, dans l'Île-du-Prince-Édouard, une à Kirkfield, à 100 milles au nord de Toronto, et la troisième à Saratoga, dans l'État de New York.

Nous étions loin alors d'avoir la crise mondiale dont nous ressentons malheureusement

encore les atteintes. Mais il y avait une crise locale, celle affectant les animaux à fourrure en captivité. Cette crise était due, dans mon humble opinion, à deux causes: En premier lieu, trop de gens de bonne foi, sans expérience, sans connaissance et sans compétence, s'étaient lancés dans cette industrie de l'élevage et y avaient investi des sommes très considérables. En second lieu, trop d'exploiteurs et de gens sans vergogne avaient réussi, comme il arrive malheureusement trop souvent en pareil cas, à surprendre la bonne foi de nos populations.

Comme il vaut mieux prévenir que guérir et que gouverner c'est prévoir, dès le début de cette crise, que j'appellerai locale et qui devait précéder la grande crise que nous subissons tous à l'heure actuelle, nous avons pensé que le meilleur moyen de remédier à cet état de choses était de suivre l'exemple des trois endroits que je viens de mentionner, et qui avaient déjà leur ferme expérimentale, et d'en construire une dans les limites de la province de Québec.

Malgré les sacrifices occasionnés par une telle entreprise, nous n'avons aucunement hésité, et aujourd'hui, nous pouvons nous rendre le témoignage que cette ferme expérimentale a rendu de grands services à tous nos éleveurs qui, dans un temps de dépression comme celui que nous traversons, peuvent maintenant réaliser des bénéfices beaucoup plus appréciables que ceux qu'ils réalisaient autrefois, au temps de la prospérité factice dont nous jouissions.

Une visite élaborée eut lieu dans quelques-uns des endroits où existaient déjà des fermes de ce genre, et les gens de l'Ontario nous firent remarquer, entre autres choses, qu'ils avaient eu tort d'établir leur ferme à une distance aussi éloignée, soit à 100 milles environ de Toronto, et qu'il aurait été préférable de l'installer près de la capitale.

Nous avons profité de cette expérience, mais ce n'était pas une mince affaire que de choisir un site convenable. En effet, un très grand nombre de comtés voulaient avoir cette ferme dans leurs limites, et des influences diverses ne manquèrent pas de se faire valoir. Finalement, nous avons choisi Charlesbourg, à quelques milles de Québec, un endroit tout à fait idéal et qui rencontre, je crois, l'approbation de tous les esprits bien-pensants.

Nous ne nous sommes pas arrêtés là et, à cette ferme expérimentale, nous avons ajouté plus tard, comme complément, le Jardin zoologique, qui fait l'admiration des nombreuses personnes qui sont déjà venues le visiter, malgré qu'il soit de création très récente.

Vous n'avez pas idée, Monsieur, de l'intérêt que cette ferme et ce jardin offrent au public de tous

âges et de toutes conditions. Nous avons reçu, en un seul jour, jusqu'à 5,000 visiteurs. Ces deux œuvres contribueront, il n'y a pas l'ombre d'un doute, à former une nouvelle mentalité, quant à la conservation et à la protection de notre poisson et de notre gibier, surtout parmi la jeunesse.

Nous n'avons pas voulu suivre l'exemple des autres provinces et des États-Unis, où l'on trouve dans les jardins zoologiques qui y existent déjà toutes sortes d'animaux exotiques, mais nous nous sommes confinés aux seuls animaux de l'Amérique du Nord. Les savants de l'étranger, qui sont déjà venus nous visiter, n'ont pas manqué de nous offrir leurs félicitations concernant notre attitude à ce sujet. N'oublions pas, en effet, que, d'un océan à l'autre, du 45° parallèle jusqu'aux terres de Baffin, nous avons une faune considérable, variée et extrêmement intéressante. Or, c'est notre ambition d'avoir un jardin zoologique qui soit uniquement consacré à cette faune et où notre population pourra aller observer et étudier à loisir des spécimens types.

Je crois ici devoir rendre justice à l'honorable M. Maurice Dupré¹⁰, qui nous a aidés dans une large mesure et s'est rendu aux représentations que nous lui avons faites, savoir qu'il était, dans les circonstances, de bonne politique d'appliquer une partie des deniers du chômage à la création d'une œuvre aussi importante et aussi éducative.

Avant de reprendre mon siège, il me reste un dernier témoignage à rendre, et c'est un témoignage que je dois aux éleveurs eux-mêmes. Il n'y a peut-être pas d'industrie qui ait subi une crise plus aiguë que la leur. C'est à tel point qu'un très grand nombre d'éleveurs ont préféré abandonner la lutte qui leur paraissait sans espoir. Néanmoins, ceux qui sont restés debout ont été les principaux artisans de leur propre succès en acceptant les conseils techniques, en améliorant les conditions hygiéniques de leurs élevages, en sacrifiant les mauvais reproducteurs, en s'efforçant de faire une meilleure fourrure, en diminuant leurs frais d'exploitation, en se groupant en association, et que sais-je encore? Voilà une industrie qui n'est pas sans importance et qui, après avoir connu de très mauvais jours, est à l'aurore d'une ère nouvelle. C'est de bon augure. Aussi bien, je remercie cordialement l'honorable député de Charlevoix-Saguenay d'avoir bien voulu souligner un événement si heureux.

(Applaudissements)

La motion est adoptée.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 6 avril 1934**Présidence de I. Vautrin**

La séance est ouverte à 8 h 45.

Absence de l'Orateur

M. le Greffier fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Bouchard)¹¹.

Prière.

M. l'Orateur suppléant: À l'ordre, Messieurs!
Que les portes soient ouvertes!

**Ville
de Lamaque**

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 91 constituant en corporation la ville de Lamaque.

Adopté.

En comité:

Le préambule et les articles 1 à 19 sont adoptés.

Le comité étudie le titre qui se lit comme suit:
"Loi constituant en corporation la ville de Lamaque".

M. Taschereau (Bellechasse): La nouvelle ville devait porter le nom de "Lamaque", mais le comité des bills privés a changé ce nom en celui de "Bourlamaque", le premier ne voulant rien dire. La nouvelle municipalité, qui n'a pas encore de constructions, est située à une quarantaine de milles d'Amos, en Abitibi, et a une population de 200 âmes déjà. On est à y construire les moulins d'une compagnie minière qui bénéficieront d'une commutation de taxes de deux ans. Ils seront terminés en juin prochain. Tous les autres terrains de la compagnie seront taxés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi des cités et des villes est généralement basée sur la population d'une ville, mais, depuis quelques années, on la base sur des choses, sur des moulins en

puissance. La Législature ne devrait pas créer des villes dont la population est basée sur des moulins en puissance.

M. Taschereau (Bellechasse): Il faut qu'il en soit ainsi pour que la ville progresse et ait un jour une population.

Le comité propose de remplacer le mot "Lamaque" par le mot "Bourlamaque".

L'amendement est adopté.

Le titre, ainsi modifié, est adopté et se lit désormais comme suit: "Loi constituant en corporation la ville de Bourlamaque".

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement au titre. L'amendement est lu deux fois et adopté sur division.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières) réclame le vote.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bélanger, Dufour, Fillion, Fortin, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Lortie, Mercier, Moreau, Morel, Paquet, Perrault, Piché, Rochette, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, 23.

Contre: MM. Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Sauvé, 5.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill, avec le titre amendé, est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Code municipal,
article 498a**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 195 modifiant l'article 498a du Code municipal.

En comité:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 498a du Code municipal, tel qu'édicte par la loi 12 George V, chapitre 80, section 10, est modifié, en y ajoutant, après le mot: "Saint-Jean", dans la quatrième ligne, les mots: "et sur le lac Témiscamingue".

L'article 1 est modifié et se lit désormais comme suit:

"1. L'article 498a du Code municipal, tel qu'édicte par la loi 12 George V, chapitre 80, section 10, est modifié:

"a. En y ajoutant, après le mot: "Saint-Jean", dans la quatrième ligne, les mots: "et sur le lac Témiscamingue";

"b. En y ajoutant l'alinéa suivant:

"Les dispositions du présent article s'appliquent aussi à tous les chemins d'hiver établis sur toutes les rivières et lacs entre le comté de Pontiac et la province d'Ontario."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Piché (Témiscamingue) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Compensation pour l'eau

M. Taschereau (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 193 modifiant le Code municipal relativement à la compensation pour l'eau.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Taschereau (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget, se lisant comme suit: "Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service des outillages (Voirie et Mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935", rapportée du comité des subsides et lue une première fois ce jour, soit maintenant lue une deuxième fois.

Adopté. La résolution est lue une deuxième fois sur division, et adoptée sur division.

Code municipal

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements apportés par le Conseil législatif au bill 46 modifiant le Code municipal. Les amendements sont lus une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Loi de la police et du bon ordre

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des résolutions relatives au bill 61 modifiant la loi de la police et du bon ordre, relativement à la prévention et à la répression d'infractions à des lois particulières. Les résolutions sont lues une deuxième fois sur division.

Demandes de documents:

Culture de la betterave à sucre

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) veut faire reprendre le débat concernant la motion sur la culture et l'industrie de la betterave à sucre.

M. Gauthier (Portneuf) fait savoir qu'il n'est pas prêt.

Municipalité scolaire de Low-Sud

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 72 concernant la

municipalité scolaire de Low-Sud soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Échange de certains terrains

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 246 pour pourvoir à l'échange de certains terrains, aux fins d'activer la colonisation, soit maintenant lu une deuxième fois.

Par ce projet de loi, il s'agit de libérer certains lots pris dans des territoires forestiers, pour fins de colonisation. Le gouvernement ne veut pas les acheter, mais est en mesure d'offrir un autre terrain aux propriétaires en échange. Cet échange se fera après examen de part et d'autre. On donnerait en échange au concessionnaire une certaine superficie de terrain à bois égale et même supérieure. Actuellement, le gouvernement n'a pas le pouvoir de négocier un échange.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande de remettre l'étude du bill à plus tard, étant donné que le bill n'est pas encore distribué.

M. Élie (Yamaska) propose, appuyé par le représentant de Chambly (M. Béique), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Loi des produits laitiers

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 64 modifiant la loi des produits laitiers.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie le paragraphe *a* de l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi des produits laitiers (Statuts refondus, 1925, chapitre 63, tel que remplacé par la loi 23 George V, chapitre 24, section 1) est modifié:

"*a*. En y ajoutant, après le paragraphe 6, les suivants:

"6^o*a*. Les mots "distributeur de produits laitiers" signifient toute personne, société, association, compagnie ou corporation qui:

"*a*. Vend ou livre du lait, de la crème, du beurre, du fromage ou de la crème à la glace, achetés d'un marchand de lait ou d'un autre distributeur, pour les revendre dans l'état où elle les a reçus ou après transformation; ou

"*b*. Vend ou livre du lait ou de la crème, provenant de son troupeau, à toute personne autre qu'un marchand de lait;"

Il est proposé en amendement de retrancher le paragraphe *b*.

L'amendement est adopté.

Le paragraphe *a* de l'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. L'article 10 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Il en est de même si la garantie a été fournie par une banque à charte du Canada."

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"5. L'article 10 de ladite loi est modifié:

"*a*. En y ajoutant, après les mots: "inspecteur général", dans la dix-neuvième ligne, les mots: "ou son représentant autorisé".

"*b*. En y ajoutant l'alinéa suivant:

"Il en est de même si la garantie a été fournie par une banque à charte du Canada."

L'article 5, ainsi amendé, est adopté¹².

Le comité étudie le paragraphe 8^o de l'article 7, qui se lit comme suit:

"8^o De prohiber dans la province toute vente ou livraison de lait ou de crème, ou de beurre, ou de lait et de crème, ou de beurre, faite seule ou en combinaison avec un autre article de commerce, à un prix inférieur au prix courant du lait, du beurre, ou de la crème, ou de la combinaison du lait, ou de la crème, ou du beurre, avec tout autre article."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis en faveur de la loi, mais j'ai peur que la clause prohibant la vente à bas prix de produits laitiers, en combinaison avec d'autres articles, soit *ultra vires*, bien que désirable. Je ne veux pas que l'ensemble de

la loi soit abandonné parce qu'un article est illégal. En soulevant mon point, je pensais au beurre, car il pourrait venir d'une autre province.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) biffe le mot beurre¹³.

Cet article est amendé et les mots suivants sont retranchés: "ou de beurre" et "du beurre".

L'amendement est adopté.

L'article 8, ainsi amendé, est adopté.

L'article 9 est adopté.

Le comité étudie le nouvel article 10, qui se lit comme suit:

"10. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 20, le suivant:

"20a. Il est également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation de la Commission et après avis du directeur du service provincial d'hygiène, de faire des règlements pour:

1° Assurer la bonne condition sanitaire et hygiénique du lait et de la crème offerts pour être consommés dans cette province;

2° Prohiber la vente dans la province de tout lait et crème ne rencontrant pas les conditions sanitaires et hygiéniques déterminées en vertu du paragraphe précédent;

3° Autoriser la Commission à émettre des permis; et à les révoquer pour toute infraction aux règlements adoptés en vertu du présent article."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cet amendement pourrait donner un pouvoir excessif.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il est essentiel que l'on donne pleine latitude à la Commission.

Le nouvel article 10 est adopté.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Un article de mon projet, qui pouvait permettre à la Commission d'entraver le commerce interprovincial est supprimé et sera remplacé par un projet nouveau¹⁴.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Aucune clause ne corrige les abus que certains distributeurs, de Montréal en particulier, commettent sous le couvert du lait payé comme lait de surplus. Le lait de surplus est le lait que reçoit le distributeur et qui, le marché

étant trop restreint, est transformé en beurre ou en fromage. Ainsi, ce lait est vendu moins cher que celui qui se retrouve sur les tablettes. Est-ce que la Commission fixera le prix de ce lait de surplus?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il serait bien difficile de légiférer sur ce point. Il vaut mieux laisser la Commission régler là-dessus lorsqu'elle imposera les conditions qu'elle a le droit de poser, d'après les pouvoirs conférés par le bill.

À mon avis, le distributeur qui achète 100 livres de lait doit payer 100 livres de lait, qu'importe l'usage qui en sera fait. Ce distributeur doit être capable d'apprécier la quantité de lait qu'il lui faut supporter.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je félicite le ministre de l'Agriculture de cette mesure que j'avais réclamée moi-même sous forme de motion, en 1931.

Les articles 11 à 17 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Visites des maisons à louer

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 181 modifiant le Code civil relativement aux baux de maisons. L'amendement est lu une deuxième fois et adopté.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose: Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Dépenses générales

(Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Il donne quelques explications.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée à 10 h 20.

NOTES

1. Il s'agit de l'élection partielle tenue dans la circonscription de Wolfe, le 14 novembre 1933, et à laquelle M. Thomas Lapointe fut élu député libéral.

2. Il s'agit de M. L.-P. Geoffrion, greffier de la Chambre et auteur de plusieurs ouvrages concernant les règlements de la Chambre, comme le mentionne *Le Soleil* du 7 avril 1924, à la page 11.

3. M. J.-L. Boulanger, sous-ministre de la Voirie, vient s'asseoir aux côtés de l'honorable M. Perrault pour renseigner le comité plénier.

4. *L'Événement* du 7 avril 1924, à la page 8, précise que l'Orateur, M. Bouchard, quitte la Chambre et que M. Vautrin prend le fauteuil.

5. Donald Alexander Smith, 1^{er} baron Strathcona et Mont-royal (1820-1914), fut associé à la Compagnie

de la Baie d'Hudson de 1838 à 1914, en dernier lieu à titre de gouverneur (1889-1914).

6. La domestication et l'élevage en captivité du renard argenté sont attribués à la collaboration entre Charles Dalton, lequel deviendra lieutenant-gouverneur de l'Île-du-Prince-Édouard (1930-1933), et Robert T. Oulton, agriculteur et éleveur sur une petite ferme située dans l'île Cherry, dans l'ouest de l'Île-du-Prince-Édouard. Ces deux pionniers du renard argenté firent naître, en 1894, une industrie qui allait générer des millions.

7. Issu d'une famille belge aristocrate, Johan Beetz (1874-1949), savant naturaliste et chasseur, s'établit à Baie Piashti (devenue Baie-Johan-Beetz) où il s'intéressa notamment à la vulpiculture. Ses études en sciences naturelles et en médecine lui furent très utiles dans l'élevage de renard argenté, dont les peaux seront vendues à la Maison Révillon à Paris. En 1930, Beetz déménagea à Québec où il mit sa grande expertise au service du gouvernement provincial.

8. Il s'agit du terme anglais pour putois.

9. Il s'agit du nom vulgaire donné à la martre de l'Amérique du Nord.

10. Maurice Dupré fut député conservateur de Québec-Ouest et Solliciteur général du Canada de 1930 à 1935.

11. M. Irénée Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) présidera les travaux de la Chambre, tandis que M. Joseph-Édouard Fortin (Beauce) dirigera ceux des comités pléniers.

12. L'article 6 du présent projet de loi 64 a été adopté à la séance du 4 avril 1934.

13. *The Gazette* du 7 avril 1924, à la page 2, précise que l'honorable M. Godbout consulte le premier ministre avant de prendre cette décision.

14. L'article en question (12.23c.) a été supprimé au comité permanent des bills publics et fera l'objet du bill 245 concernant le prix du lait et de la crème, lequel sera présenté à la séance du 10 avril 1934.

Première séance du mardi 10 avril 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le trente et unième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 72 concernant la municipalité scolaire de Low-Sud;
- bill 124 modifiant la charte de la Montreal Trust Company.

**Prix du lait
et de la crème**

L'honorable M. Godbout (L'Islet) demande, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), la permission de présenter le bill 245 concernant le prix du lait et de la crème.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte du
Cap-de-la-Madeleine**

M. Grant (Champlain) demande, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette), la permission de présenter le bill 196 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Tarifs
de certains
voituriers publics**

L'honorable M. Stockwell (Brome) demande, appuyé par le représentant de Drummond (l'honorable M. Laferté), la permission de présenter le bill 244 concernant l'adoption par les corporations municipales de cités et de villes de tarifs affectant certains voituriers publics.

En vertu de cette mesure, chaque cité ou ville, avec une population de plus de 10,000 habitants, devra fixer des tarifs devant être approuvés par la Commission des services publics. Les municipalités de moins de 10,000 habitants établiront elles-mêmes les tarifs pour les taxis, qui devront être approuvés par le gouvernement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Travaux sur la
route Montréal-Hull**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Le département de la Voirie a-t-il fait exécuter des travaux sur la route Montréal-Hull, dans la partie appelée "Petit-Brûlé", comté de Deux-Montagnes, au cours de l'été 1931? Dans l'affirmative:

2. Des soumissions ont-elles été demandées par la voie des journaux avant d'accorder les contrats?
3. À qui les contrats ont-ils été accordés?
4. Quel a été le coût desdits travaux?
5. À quelle date ces travaux ont-ils été commencés?
6. Quand ont-ils été discontinués?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui.

2. Non. Les travaux ont été exécutés dans le "Petit-Brûlé", partie à la journée par le département de la Voirie, et partie par contrat. Ils étaient la suite de travaux commencés en 1930. Des soumissions n'ont pas été demandées par la voie des journaux, parce que le département voulait expérimenter un nouveau procédé de construction de macadam bitumineux à base d'émulsion, et un contrat a été donné à prix unitaires le 2 juillet 1931.

3. À Laurendeau & Cie, limitée.
4. Les travaux à la journée ont coûté \$9,184.04, et ceux en vertu du contrat, \$26,376.58.
5. Le 9 juillet 1931.
6. Le 10 novembre 1931.

Échange de certains terrains

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, appuyé par le représentant de Roberval (l'honorable M. Moreau), qu'à sa prochaine séance la

Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 246 pour pourvoir à l'échange de certains terrains aux fins d'activer la colonisation.

Adopté.

Commission municipale de Québec

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 50 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): En vertu de nouveaux pouvoirs que nous accordons à la Commission municipale, celle-ci pourra accepter certains règlements financiers, concernant à la fois les périodes de temps et les montants d'argent, entre les municipalités qui sont dans l'embarras et leurs créanciers, et mettre certaines conditions à cette acceptation, afin d'éviter la tutelle de ces dernières. Jusqu'à présent, la Commission pouvait faire des règlements, mais n'avait pas le loisir de mettre des conditions aux règlements demandés. Ceci s'appliquera à toutes les municipalités et non seulement à celles qui sont actuellement en tutelle.

La loi donne aussi à la Commission le droit de désigner quelqu'un pour signer à la place du maire, lorsqu'une municipalité est en tutelle et que le maire refuse de signer les actes.

M. Barré (Rouville): Le projet permet à la Commission de signer au nom des maires des municipalités. Il me semble que c'est là un pouvoir extraordinaire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Lorsqu'une municipalité est en tutelle, le maire refuse de signer quoi que ce soit.

MM. Béïque (Chambly), Bertrand (Saint-Sauveur), et Gault (Montréal-Saint-Georges) posent des questions.

M. le président lit une clause qui n'existe pas sur la copie imprimée du bill, telle qu'elle a été distribuée à la Chambre¹.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui donc a inséré cette clause?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je l'ignore absolument.

La clause est biffée².

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Demandes de documents:

Culture de la betterave à sucre

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 5 avril courant, sur la motion proposée le même jour:

Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de toutes correspondances du département de l'Agriculture, relativement à la culture de la betterave sucrière et à l'industrie du sucre de betteraves.

M. Gauthier (Portneuf): M. l'Orateur, je félicite les honorables députés de Québec-Centre (M. Samson) et de Montmagny (M. Paquet) de leurs intéressants discours. La progression de l'industrie de la betterave à sucre dans Québec sera non seulement bénéfique aux cultivateurs, de tous les points de vue, mais aussi aux travailleurs d'autres industries, de même qu'au consommateur, soit le citoyen de la rue.

Dans tous les pays agricoles, on accorde une grande attention à la culture de la betterave, et on en produit des centaines de mille tonnes. C'est un chimiste allemand qui découvrit que l'on pouvait fabriquer du sucre en traitant le jus de la betterave. Et depuis ce temps, l'industrie du sucre de betteraves est devenue très florissante en certains pays.

L'Allemagne en cultive 260,000 hectares³. La richesse en sucre de la betterave allemande est plus grande que celle de la betterave cultivée en France. Dans la province de Québec, nous avons un sol qui nous produira une betterave plus riche en sucre que les produits allemands et français. M. Henri Bois,

chef du service de l'économie rurale au ministère provincial de l'Agriculture, prétend que les terres du Bas-Saint-Laurent et du Richelieu sont très bonnes pour la culture de la betterave.

Notre province importe du sucre. Elle pourrait cependant se dispenser de ces importations et fournir à ses cultivateurs une nouvelle source de revenus. La culture de la betterave à sucre par les cultivateurs de notre province ferait en sorte que nos gens approvisionneraient les marchés locaux et répondrait ainsi aux besoins locaux. Pour cela, il s'agirait de bien étudier le coût de l'installation et de fonctionnement d'une raffinerie, prévoir quel sera le prix probable du sucre lorsqu'on extrait des mélasses qui nous viennent des Indes surtout, et calculer ce qu'en définitive le cultivateur pourrait obtenir pour chaque tonne de betteraves qu'il produirait. L'on pourrait obtenir par acre, dans Québec, sept à huit tonnes de betteraves dosant une moyenne de 15 % de sucre.

Pour initier nos cultivateurs à la culture de la betterave, il faudrait avoir recours à des experts européens. Pour que cette culture devienne profitable à nos cultivateurs, il faudrait une usine capable de traiter chaque saison annuellement 100,000 tonnes de betteraves. Une installation de ce genre coûterait environ \$900,000. Pour fournir les betteraves nécessaires, il faudrait ensemer 12,500 acres. Chaque cultivateur ensemençant environ cinq acres, une usine comme celle qui est proposée intéresserait 2,500 cultivateurs.

Que peut coûter, à une usine de ce genre, une quantité de 100 livres de sucre? L'on peut tabler sur un prix de revient de \$2.00 à \$2.25, après avoir payé les betteraves aux cultivateurs de \$5.50 à \$5.75 la tonne. Les déboursés en argent qu'un cultivateur devrait consentir, pour chaque acre qu'il cultiverait en betteraves, varieraient entre \$20 et \$30. Ces déboursés comprennent le coût d'achat de la semence, la rémunération de la main-d'œuvre étrangère, le coût des engrais et les frais de transport des betteraves de la ferme à l'usine. Un cultivateur qui récolterait huit tonnes de betteraves pourrait retirer \$44 à \$46 pour un déboursé de \$20 ou \$30.

Ceci n'est-il pas suffisant pour que le ministère de l'Agriculture continue à étudier cette question, afin d'être en mesure de donner une ligne directrice absolument sûre? Mais les capitaux considérables nécessités pour la construction d'une raffinerie font que nous devons procéder avec prudence.

Il (M. Gauthier) cite des chiffres pour démontrer que la culture de la betterave est très profitable en France, en Allemagne, en Russie, en Autriche et en Hongrie. La culture de la betterave nécessite une main-d'œuvre nombreuse. Le fait de la

populariser chez nous contribuerait peut-être à combattre le chômage. Au témoignage d'experts, aucun végétal ne rivalise avec la betterave, en richesse, en matières sucrées. La récolte de la betterave se pratique de la fin de septembre au commencement de novembre. (M. Gauthier explique le procédé industriel de la fabrication du sucre de betterave.)

La culture de la betterave est possible dans notre province, et elle pourra être une plus grande source de richesse, si la situation économique s'améliore. Non seulement cette culture est possible et praticable en cette province, mais le marché pour ce produit existe déjà ici même au Québec, à l'heure actuelle. Le ministère de l'Agriculture devrait donc encourager la culture de la betterave et devrait recueillir tous les renseignements pour activer cette production avec le temps. C'est là une des industries que l'on doit greffer sur l'agriculture. J'ai confiance que l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout), dont nous connaissons les capacités et les talents, s'intéressera tout particulièrement à cette industrie qui prendra l'essor qu'elle mérite.

Je conclurai en rendant hommage au ministre de l'Agriculture, et aux fonctionnaires de son département, au député de Québec-Centre (M. Samson) et de Montmagny (M. Paquet), aux cultivateurs de la province et à tous ceux qui ont démontré un intérêt et contribué, de quelque manière que ce soit, au développement de la culture de la betterave à sucre et à son industrie au Québec.

L'honorable M. Godbout (L'Islet):

M. l'Orateur, l'honorable député de Québec-Centre (M. Samson) a fait un compliment à la classe agricole en provoquant ce débat. Il a reconnu que la prospérité des cultivateurs est à la base de la prospérité nationale. Je félicite le député de Montmagny (M. Paquet) de son lumineux discours et M. le député de Portneuf (M. Gauthier) de ses intéressantes observations. Je suis enchanté de constater l'intérêt que la députation porte à cette question de l'industrie et de la culture de la betterave à sucre au Québec.

Cette question peut avoir une extrême importance sur le développement de l'agriculture dans la province de Québec. D'ailleurs, la culture de la betterave à sucre dans la province est très possible, et elle est susceptible d'apporter une assistance considérable aux cultivateurs, en ce sens qu'elle peut contribuer à rendre l'agriculture plus familiale. Les cultivateurs de Québec ne doivent pas chercher à se procurer des revenus par l'agriculture industrialisée.

Il faut qu'ils reviennent à la culture familiale du sol, et c'est pour cette raison que la culture de la

betterave sucrière chez nous serait à désirer, parce qu'elle offre aux cultivateurs le moyen d'employer la main-d'œuvre de leur propre famille. C'est le principal avantage de cette culture pour nous actuellement. Une entreprise de ce genre aiderait sans aucun doute l'agriculture, et comme cette dernière est l'industrie fondamentale du pays, toutes les autres classes de la société bénéficieraient considérablement d'un tel projet.

La culture est-elle possible ici? Oui, sans hésitation. Notre climat rigoureux s'y prête très bien. Nous avons les gelées hâtives de l'automne et ce sont ces gelées qui augmentent dans la betterave la teneur en sucre. Le ministère provincial de l'Agriculture s'est livré à des expériences à ce sujet et elles ont été concluantes. Le pourcentage du sucre dans les betteraves récoltées a dépassé la moyenne.

Quant à la fabrication de sucre de betterave, c'est une entreprise délicate. Il ne faut pas se cacher que, pour que l'industrie de la betterave sucrière soit payante, il faut qu'elle soit pratiquée sur une haute échelle. Il faut des entreprises spéciales pour absorber la production. L'industrie n'est payante que si la transformation de la betterave en sucre peut se faire économiquement.

Ce fut la première cause des échecs subis autrefois, alors qu'on élaborait un programme pour la production et le traitement de la betterave chez nous. Il faut au moins traiter 1,000 tonnes de betteraves par jour⁴ pour que la chose rapporte des revenus. Si on ne pratique pas tout de suite l'industrie d'envergure, on courra nécessairement à l'insuccès. Ce fut l'échec des expériences du passé. Ce serait l'échec sûr de l'avenir.

L'industrie demande en plus une main-d'œuvre experte. En premier lieu, une main-d'œuvre experte doit être importée, comme ce fut le cas dans le nord des États-Unis et dans la province d'Ontario. Actuellement, plusieurs de nos cultivateurs sont à s'entraîner à cette culture de la betterave à sucre, et ils seront aptes à la pratiquer lorsque les temps seront venus.

Une autre raison de l'insuccès rencontré autrefois par l'industrie québécoise de la betterave à sucre fut la façon dont le remboursement était fait au cultivateur-producteur. Lorsque la culture a été encouragée au Québec, en Ontario et aux États-Unis, on payait les cultivateurs pour la quantité de sucre extraite de la betterave. D'autres leur en donnaient une part aux bénéfices, qui atteignait jusqu'à 50 %. La première façon n'était pas la meilleure, car les chimistes qui dosaient la teneur en sucre des betteraves étaient à l'emploi des compagnies, et plusieurs cultivateurs se plaignirent. Il y eut des contestations et plusieurs abandonnèrent la culture.

Quand on établira l'industrie, et les cultivateurs s'y préparent encore une fois, il faudra l'établir sur une base très solide. On devra trouver des industriels qui pourront offrir les garanties nécessaires. Le gouvernement, par son ministère de l'Agriculture, est d'ailleurs prêt à coopérer avec ces industriels. Il ne s'agit pas ici d'une industrie ne possédant qu'une commandite de quelques milliers de dollars. Il faudra investir au moins \$1,000,000. Autrement, il n'y aurait rien à faire. On ne peut pas commencer une telle industrie en petit. Il nous faudrait un industriel capable de dépenser \$1,000,000 dans la fondation d'une grande fabrique. Cet industriel, nous le trouverons avant longtemps.

Le gouvernement sera alors prêt à lui offrir toute la coopération voulue. En attendant, nous préparons les cultivateurs à la culture de la betterave dans notre province. Lorsque cette industrie sera établie solidement, elle offrira un beau débouché à la classe agricole et contribuera à l'aider. Ce sera dans l'intérêt de toutes les classes de notre société, car une semblable industrie aidera au bien général.

M. l'Orateur suppléant⁵: La motion est adoptée.

Motions des députés:

Plan de coopération fédérale-provinciale pour les pêcheries

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 7 mars dernier, sur la motion présentée le même jour par le député de Gaspé-Sud (M. Chouinard) proposant: Que cette Chambre est d'opinion qu'il est urgent de prendre tous les moyens nécessaires afin d'établir pour nos pêcheries la coopération fédérale-provinciale, dès le début de la saison de pêche 1934, et sur le même plan que notre système d'administration qui régit le service d'Agriculture de notre province.

M. Duplessis (Trois-Rivières) cite quelques extraits du *Progrès du Golfe* où l'on fait remarquer que du projet de coopération provinciale-fédérale, pour le développement des pêcheries québécoises, dépend l'avenir de la région du golfe et des 50,000 habitants qui s'y trouvent. Les fils de pêcheurs, ajoute le journal, ont émigré en masse vers les villes et sont venus grossir l'armée des sans-travail. "Ces pauvres gens sont allés chercher ailleurs ce qu'on n'a pas eu la prévoyance de leur fournir sur place..."

Il faut travailler à l'amélioration de nos pêcheries, afin d'ouvrir à notre jeunesse un champ d'action plus considérable. Elles sont une partie importante de nos ressources naturelles, permettent de diversifier notre industrie et, par là, d'assurer un progrès économique plus stable; enfin, de fournir à nos jeunes gens un champ d'activités fructueuses. Pour se convaincre de la nécessité d'une industrie diversifiée, nous n'avons qu'à jeter un coup d'œil aux municipalités qui dépendent d'une seule industrie.

Il (M. Duplessis) cite des passages du discours du représentant de Gaspé-Sud (M. Chouinard) dans lequel il disait que les pêcheries du Québec sont les plus considérables, les plus vieilles et les plus riches de l'Amérique du Nord. Il est cependant curieux, M. l'Orateur, de constater qu'en 1881, la valeur de la production des pêcheries dans notre province atteignait \$2,751,962. En 1932, elle était tombée à \$1,815,544, c'est-à-dire une diminution de \$936,418 en 50 ans. En 1918, d'après la statistique fédérale, la valeur de la production de nos pêcheries était de \$4,577,973 contre \$1,815,544 en 1932, soit donc, en 14 années, une diminution de \$2,762,429.

Maintenant, si on examine le nombre de nos pêcheurs, on trouve les chiffres suivants. En 1927, la province avait 10,906 pêcheurs; en 1928, 10,833⁶; en 1929, 11,066⁷; en 1930, 11,226; et en 1931, 10,925. Si l'on tient compte de l'augmentation de la population, c'est un piètre résultat. Comme on le voit, la progression ne marche pas de pair avec l'augmentation normale de la population.

Je ne veux pas faire de politique sur cette question, car la pêche est une ressource naturelle très importante de la province, mais comment cette industrie potentiellement grande peut développer ce potentiel s'il n'y a pas de coopération avec Ottawa ni de coordination des services? Cependant, il faut constater les faits et rechercher les causes de cette situation.

Le 30 novembre 1920, le Conseil privé, à la suite de nombreux procès, décidait que le gouvernement fédéral a seul juridiction pour réglementer la pêche, tant intérieure que sur les hautes mers, c'est-à-dire réglementer les saisons de pêche, les instruments de pêche, etc. Si, cependant, pour faire la pêche, il devient nécessaire d'attacher des filets, des engins de pêche, etc., au sol qui appartient à la province, il faut alors obtenir le consentement de la province pour ce faire.

Le gouvernement provincial se vanta de cette décision comme d'un triomphe. Mais c'était une victoire à la Pyrrhus. Car nos pêcheries ont décliné depuis en valeur, alors que dans les autres provinces,

moins fortunées que la nôtre en pêcheries, la valeur n'a cessé d'augmenter. Comme dans tous les contrats qu'il fait avec le pouvoir central, le provincial a eu le dessous.

Ce n'est pas une victoire, car le gouvernement fédéral conserve le pouvoir de réglementer la pêche, les saisons de pêche, etc., quand celle-ci ne se fait pas par engins attachés au sol, tandis que, dans ce dernier cas, le gouvernement provincial a juridiction. Aussi, comme le dit le ministre provincial des Pêcheries, dans un arrêté ministériel du 13 février 1922: "Ainsi les pêcheurs, sans qu'il n'y ait de leur faute, se sont trouvés dans l'obligation de se procurer deux permis et de payer doubles droits avant de pouvoir commencer à pêcher." Le pêcheur qui veut pêcher avec engins attachés au sol doit payer un permis à Québec, et celui qui veut pêcher en barque, un permis à Ottawa.

"Cette dualité de juridiction, continue l'arrêté ministériel, requérait aussi double dépense, vu que chacune des deux autorités était dans la nécessité de maintenir un personnel distinct pour les pêcheries." L'arrêté ministériel dit que, pour supprimer des dépenses au gouvernement fédéral, l'on rappelle les officiers fédéraux ainsi que le vapeur-patrouille fédéral "Loos", au 1^{er} avril 1922.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'était un poisson d'avril.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, surtout pour les pêcheurs privés du concours des officiers fédéraux, et pour la province de Québec. Et ce, au moment où le gouvernement fédéral s'organisait pour développer nos pêcheries et y employait des experts. Ainsi donc, aujourd'hui, grâce à la décision du Conseil privé, nous continuons à payer les impôts sans rien retirer des subsides dépensés par le fédéral pour les pêcheries. Deux triomphes de la sorte entraîneront la fin de l'industrie de la pêche en cette province.

Aujourd'hui, il y a deux maîtres sur les mêmes pêcheries, à la suite de sa victoire à la Pyrrhus. C'était le temps, lorsqu'on a fait un contrat, d'obtenir de l'aide d'Ottawa pour nos pêcheries. On n'y a pas pensé! Le gouvernement de la province, je ne veux pas critiquer, ne semble pas vouloir coopérer avec le gouvernement d'Ottawa dans l'intérêt de nos pêcheurs. Était-il impossible d'en venir à un accord avec Ottawa? Par exemple, pourquoi ne pas s'entendre pour que la province se réserve le contrôle de la pêche au saumon et laisse les autres prises à Ottawa?

Il faut donc coopérer au plus tôt avec Ottawa pour obtenir, pour nos pêcheries, le maximum de faveurs et d'aide. Le gouvernement doit coopérer mais non dans un but de publicité politique. En effet, en 1930, le gouvernement payait, en octroi sur barges et agrès, la somme de \$83,536. Arrive l'élection de 1931, et les octrois atteignent \$155,824. Mais les élections passées, les octrois redescendent à \$81,788. On ne devrait pas faire de politique comme cela avec les octrois. Je suis pour les octrois, mais qu'ils se rendent à destination et sans partisanerie politique. Que le gouvernement paie les octrois aux pêcheurs au lieu de favoriser des gens dont le mandat et les attributions sont absolument incompatibles à toute opération intermédiaire. Que le gouvernement veille à ce que les octrois se rendent à destination et qu'une partie n'en soit pas perdue en commissions prélevées indûment.

Je regrette que la province ne bénéficie pas des services du classificateur fédéral. Cela nous fait un tort considérable. Nous avons ces services auparavant, gratuitement, mais le fameux jugement du Conseil privé, le triomphe tant vanté, nous les a fait perdre. Le gouvernement a un classificateur, mais les compagnies sérieuses n'en veulent pas. Il y aurait lieu d'améliorer nos méthodes de classification, car elles ont été réprouvées en certaines occasions par les exportateurs eux-mêmes. Il faudrait que le gouvernement fit quelque compromis pour assurer la bonne entente entre le provincial et le fédéral, et la coopération au point de vue maritime.

La province de Québec a des pêcheries magnifiques, mais nous sommes obligés d'importer le poisson frais de l'étranger. Notre province s'alimente de 70 % chez les autres provinces, pour le poisson frais. Pourquoi? Parce que nos pêcheurs manquent de connaissances scientifiques. Notre département des Pêcheries fait trop de patronage politique. Le gouvernement devrait aider les pêcheurs à conquérir le marché québécois par des coopératives de pêcheurs, par l'organisation de la vente, l'ouverture de marché, etc. Il a fondé des coopératives. Si elles n'ont pas réussi, je n'en recherche pas les causes.

Je félicite le ministère provincial des Pêcheries, dont le député de Drummond (l'honorable M. Laferté) est le titulaire, d'avoir construit des entrepôts frigorifiques et des entrepôts où la boëtte est congelée. Le gouvernement a besoin du concours d'Ottawa, et il ne peut l'obtenir que par la coopération. Le temps des vantardises est passé. Le gouvernement de Québec ne doit plus parler de ses victoires devant les tribunaux, mais coopérer avec Ottawa pour améliorer le sort de nos pêcheurs.

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):

M. l'Orateur, le problème des pêcheries maritimes est de plus en plus à l'ordre du jour. Depuis plus de trois ans, les journaux de la province l'ont étudié sous bien des aspects et ont proposé toutes sortes de solutions. Cette Assemblée a déjà eu l'occasion d'examiner ce même sujet, à plusieurs reprises. La pêche en mer est pratiquée par un très grand nombre de mes électeurs, sur tout le littoral allant depuis la Petite-Rivière-Saint-François jusqu'au Labrador, soit plus de 1,000 milles des côtes. Mais, depuis les Sept-Îles jusqu'à Blanc Sablon, elle devient l'occupation exclusive des citoyens de la Côte-Nord.

Dès ma première session, en 1923, j'ai fait connaître à la Chambre la situation des pêcheries et leurs besoins quant à l'armement. En 1929, j'ai fait adopter une motion au sujet des pêcheries maritimes. Cette motion nous valut un magnifique discours de la part de l'honorable ministre des Pêcheries du temps (l'honorable M. Perrault) qui nous énuméra ce qu'il avait fait déjà et, surtout, ce qu'il se proposait de faire.

L'honorable ministre, dans cette occasion, démontra à la Chambre que l'armement du pêcheur était en train de se rénover complètement sur tout le littoral de pêche, grâce au subside spécial créé l'année précédente, et à un octroi de \$100 qu'il accordait pour la construction d'une barge neuve d'au moins 23 pieds de quille.

L'honorable ministre annonçait de plus qu'il entendait moderniser les gréements en offrant un octroi de 25 % sur tout achat de matériel de pêche. Enfin, nous avons le grand plaisir d'apprendre qu'un service spécial, appelé "Service des pêcheries maritimes", serait incessamment organisé. Ce nouveau département, institué tout de suite après la session de 1929, recevait comme chef le surintendant actuel des Pêcheries maritimes, M. F.-M. Gibaut, qui, depuis, n'a cessé de travailler pour l'avantage et l'avancement de notre peuple maritime.

Nous disposons, avec les provinces de l'Est, d'un domaine de pêches maritimes d'une étendue de 200,000 milles carrés et d'un littoral de 5,000 milles. Cet immense territoire est remarquable, surtout par l'abondance de ses poissons de mer. Nous y faisons la pêche hauturière et la pêche côtière. Mais nous ne savons pas en profiter. Ces deux sortes de pêche sont importantes de par le nombre de pêcheurs.

Nous avons actuellement dans cette province de 4,000 à 5,000 barques de pêche, manœuvrées par 10,000 à 12,000 pêcheurs. La valeur de ce capital s'élève à plusieurs millions de dollars et représente à peu près tout l'actif de cette classe laborieuse. En

1933, nous avions, sur la Côte-Nord seulement, environ 300 pêcheurs de saumon et 1,380 pêcheurs de morue. L'outillage des pêcheurs de saumon représente une valeur d'environ \$300,000, tandis que le matériel des pêcheurs de morue se chiffre à environ \$450,000.

La pêche figure au huitième rang de nos industries nationales, avec une production de \$60,000,000. Dans notre province, la valeur de la production de nos pêcheries varie de \$2,000,000 à \$3,000,000 par an, avec un capital investi de \$3,000,000.

Concernant l'aspect légal et international de la question, la difficulté semble réglée, mais nous ne pouvons en dire autant au point de vue interne, parce que la juridiction entre Ottawa et le Québec est loin d'être résolue. Il (M. Rochette) fait l'historique des luttes jusqu'à la dernière décision du Conseil privé en 1920. En vertu de ce jugement, Ottawa et le Québec signèrent un *modus vivendi*. Ce fut l'échange d'arrêtés ministériels de février 1922; et, depuis cette date, Québec a eu l'administration et le contrôle de toutes les pêcheries. Il (M. Rochette) énumère tout ce que les honorables ministres (MM. Perrault et Laferté) ont fait depuis 1922 pour les pêcheries: coopératives, octrois pour agrès, construction de barges, de congélateurs, etc.

Malgré tout cela, et en dépit de l'immensité de nos ressources maritimes, l'état actuel de nos pêcheries est loin d'être brillant. La production du poisson, loin d'augmenter, a diminué depuis plusieurs années. Comme résultat, le nombre de nos pêcheurs va en décroissant et ceux qui sont restés fidèles au métier ont de la misère.

Où est alors la solution du problème? Constatant que le gouvernement fédéral n'avait absolument rien fait pour nos pêcheries dans la province de Québec depuis 1922, mon honorable ami de Gaspé-Sud (M. Chouinard) présenta une première motion devant cette Chambre, en 1932, demandant la coopération des deux gouvernements, fédéral et provincial. À la suite de cette motion, un grand débat eut lieu, à la Chambre des communes, à Ottawa, le 21 mars 1932, et les Communes adoptaient une motion de mon collègue, M. Pierre-F. Casgrain⁸, à l'unanimité.

La motion du député fédéral de Charlevoix-Saguenay disait: "That the Dominion Government should cooperate to a greater extent with the Provincial Government." L'honorable M. Rhodes, alors ministre fédéral des Pêcheries, proposa un amendement pour remplacer les mots: "to a greater extent" par "to the greatest possible extent" et,

comme je l'ai dit plus haut, la motion fut votée à l'unanimité. Qu'arriva-t-il dans la suite au point de vue pratique? Rien, absolument rien, c'est-à-dire que le gouvernement fédéral ne s'occupa pas davantage des pêcheries maritimes de Québec.

Les députés fédéraux veulent que les pêcheries du Québec retournent à Ottawa. Est-ce que ce serait une solution? D'abord, si les pêcheries étaient tout simplement remises à Ottawa, l'on ressusciterait du même coup le conflit de juridiction qui a subsisté jusqu'en 1922: toutes les décisions du Conseil privé jusqu'en 1920 ont étendu la juridiction et les privilèges des provinces, et le Québec ne pourrait certes pas abandonner ses droits acquis. Et aurions-nous vraiment intérêt, surtout à l'heure présente, tant à Ottawa qu'à Québec, à recommencer la lutte par litigation judiciaire?

D'ailleurs, je suis persuadé que le pouvoir qui gouverne à Ottawa n'a en réalité nullement le désir de reprendre l'administration des pêcheries de Québec. De tout temps, l'administration des pêcheries a signifié une dépense et non un revenu. Je ne crois pas me tromper en disant que les revenus découlant de ce chef ne représentent pas même 10 % des dépenses encourues.

Ainsi, en 1921, dernière année du contrôle fédéral, Ottawa a dépensé \$88,000 pour nos pêcheries, tandis que les revenus qu'on a perçus ne dépassaient pas \$12,000. Je suis prêt à ajouter que l'on désire uniquement faire du capital politique, quand l'on dit à Ottawa que l'on désirerait reprendre l'administration des pêcheries maritimes.

Et, de plus, est-ce que notre pêcheur n'aurait pas son mot à dire là-dessus? Je crois que le pêcheur du Québec est satisfait de notre administration et qu'il ne désire nullement retourner sous la juridiction fédérale, surtout s'il fallait revenir à la double juridiction. Le Québec a aidé et favorisé le pêcheur de toute façon. Son action devient plus efficace et plus diligente d'année en année, et le budget qui est actuellement devant cette Chambre ne mentionne-t-il pas des crédits s'élevant à près de \$400,000 pour l'avantage de nos pêcheries maritimes seulement, alors qu'Ottawa ne donne rien?

Pourquoi revenir aux anciens jours? Non, la solution du problème n'est pas là, ou, plutôt, la question est plus complexe que cela. Même si l'on transférait aujourd'hui à Ottawa l'administration des pêcheries maritimes, c'est-à-dire le droit de contrôler et d'émettre les permis ou licences de pêche, est-ce que la question serait réglée? Et pourrions-nous dire que nos pêcheurs seraient par là même avantagés? Pas le moins du monde.

Peu importe que ce soit un gouvernement ou l'autre qui émette les licences, ce qu'il faut à tout prix, c'est que les deux pouvoirs s'entendent pour délimiter leurs obligations respectives. Il est absolument nécessaire que Québec continue de travailler au développement des pêcheries, comme il le fait aujourd'hui, mais, de toute nécessité, de nécessité urgente, il nous faut aussi et en même temps le service fédéral.

Je suis d'opinion que l'entente de 1922 n'avait qu'une chose en vue: accorder à une seule autorité le droit d'émettre les licences, parce que le jugement du Conseil privé de 1920 établissait une double juridiction. Mon collègue de Gaspé-Sud (M. Chouinard) a demandé la révision de l'entente de 1922. Je crois que cela n'est pas nécessaire. Que chaque gouvernement fasse son devoir et tout ira bien.

Il y a des problèmes scientifiques dans les pêcheries de la Côte-Nord qui ne peuvent être résolus que par des enquêtes du service fédéral. L'honorable député de Gaspé-Sud ne nous a-t-il pas dit, l'autre jour, que le fédéral n'avait pas même voulu s'occuper de l'inspection et de la classification du poisson depuis 1922, bien que cela eût été spécialement mentionné dans l'entente de 1922?

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette) sait-il qu'une commission nommée au Manitoba a recommandé la remise des pêcheries intérieures au pouvoir fédéral?

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Je ferai observer à l'honorable chef de l'opposition qu'il y a une différence entre les pêcheries intérieures et les pêcheries maritimes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est l'Acte de l'Amérique britannique du Nord qui règle la juridiction des pouvoirs dans le domaine des pêcheries.

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay): Je sais bien que l'on va me dire, de l'autre côté de la Chambre: "Vos amis étaient au pouvoir depuis 1922 à 1930 et ils n'ont pas fait davantage." Je répondrai ceci: la question des pêcheries est essentiellement technique, et c'est un de ces domaines où un ministre doit presque toujours s'en rapporter à ses techniciens. Je me suis laissé dire que nos savants, qui président aux destinées des pêcheries à Ottawa, avaient vu d'un mauvais œil l'administration des pêcheries revenir à Québec, et ils auraient alors décidé de nous abandonner entièrement à nos seules ressources. J'espère que je me trompe, mais quoi qu'il en soit, le

résultat est le même: nous avons été complètement ignorés et Ottawa a cessé toute activité quelconque quant à nos pêcheries. Le fédéral, dans les autres domaines, s'est toujours chargé du côté recherche et enseignement. C'est ce qu'il a fait dans les autres provinces au point de vue des pêcheries. Dans Québec, rien! Et ceci, du temps des libéraux et des conservateurs. Il semble que ce soient les techniciens eux-mêmes qui ne veulent pas marcher et qui nous boudent.

Je m'accorde avec mon honorable ami de Gaspé-Sud pour dire que nous ne pouvons pas nous occuper du côté scientifique. Qu'on étende au pêcheur du Québec tous les avantages et privilèges dont bénéficient les pêcheurs des autres provinces! Ce ne serait d'ailleurs que simple justice, ainsi que l'a si brillamment démontré l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) dans son discours sur la révision du subside fédéral. Et le Québec continuera, j'en suis assuré, à distribuer à notre brave population des régions maritimes tous les secours que les revenus provinciaux pourront autoriser.

Nous avons intérêt à développer nos pêcheries. L'an dernier, la Norvège a exporté des produits et sous-produits du poisson pour \$275,000,000, et le Japon, pour \$385,000,000. Des industries pourraient se greffer sur l'industrie de la pêche: huile, farine de poissons, etc.

M. l'Orateur, je termine. J'ai déjà retenu l'attention de cette Chambre pendant trop longtemps. Si j'ai cru devoir le faire, c'est parce que je représente un comté en majeure partie maritime. J'ai toujours eu la plus grande confiance dans l'avenir de cette région du Nord, et une heureuse solution du problème des pêcheries maritimes non seulement assurerait pour toujours la prospérité de mon comté, mais elle consoliderait pour longtemps le succès de cette province. La motion qui est à l'étude est la même que nous avons adoptée déjà ou à peu près.

Je propose donc en amendement, appuyé par le représentant de Berthier (M. Bastien), que tous les mots après le premier "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants: "Que cette Chambre exprime l'avis qu'une conférence devrait aussitôt que possible avoir lieu entre les deux gouvernements fédéral et provincial pour déterminer les obligations respectives de chacun et favoriser le développement de nos pêcheries maritimes."

L'honorable M. Laferté (Drummond): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.

Loi des liqueurs alcooliques, surveillance et infractions

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 modifiant la loi des liqueurs alcooliques pour confier au procureur général la surveillance et la poursuite des infractions soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, le service de surveillance de la Commission des liqueurs coûte \$600,000 par année à la province. Nous considérons qu'en ayant un service de police provinciale et un service de surveillance de la Commission des liqueurs, il y a double poste et double emploi, dans plusieurs cas. Par exemple, cette police a un chef à Montréal et un autre à Québec. Le projet a pour but de fusionner les deux services sous le contrôle du procureur général.

Nous croyons pouvoir faire des économies et assurer une meilleure efficacité à nos polices en les plaçant tous sous une direction unique. Comme il y a un grand nombre d'articles de concordance dans les lois, je crois, que nous devrions référer le projet au comité des bills publics, après en avoir adopté le principe.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Adopté sur division.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Travaux de la Chambre:

Horaire des séances

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à partir de jeudi prochain, jeudi le 12 avril, la Chambre tienne trois séances tous les jours, excepté le dimanche: la première, de onze heures du matin à une heure de l'après-midi; la deuxième, de trois à six heures de l'après-midi; et la troisième, de huit heures et demie du soir à l'ajournement; et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du Règlement relatives aux séances du mardi.

S'il y a de nouveaux bills privés, le comité siègera.

La motion est adoptée.

Remboursement de droits:

Emprunts de Saint-François-Xavier de Chicoutimi

M. Delisle (Chicoutimi) propose, appuyé par le représentant d'Abitibi (M. Authier), que les droits ordinaires et additionnels payés pour le bill 121 ratifiant certaines résolutions concernant les emprunts faits par les syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi soient remis aux promoteurs, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser une institution religieuse.

Adopté.

Loi de la police et du bon ordre

L'ordre du jour appelle l'adoption des résolutions relatives au bill 61 modifiant la loi de la police et du bon ordre, relativement à la prévention et à la répression d'infractions à des lois particulières. Les résolutions sont adoptées sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 61 modifiant la loi de la police et du bon ordre, relativement à la prévention et à la répression d'infractions à des lois particulières.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 10 avril 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 9 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Charte du Cap-de-la-Madeleine

M. Grant (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 196 concernant la cité du

Cap-de-la-Madeleine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi des produits laitiers

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill 64 modifiant la loi des produits laitiers.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Brome (l'honorable M. Stockwell), que l'ordre du jour soit révoqué et que le bill 64 modifiant la loi des produits laitiers soit de nouveau renvoyé au comité plénier de la Chambre.

Adopté. L'ordre est révoqué.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les membres de la commission vont-ils être choisis au sein du personnel du ministère de l'Agriculture?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Aucune décision n'a été prise. Des trois commissaires, l'un sera choisi parmi le personnel actuel du ministère, probablement le technicien. Les deux autres seront des citoyens indépendants, experts en questions agricoles.

Le comité étudie l'article 10, qui se lit comme suit:

"10. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 20, le suivant:

"20a. Il est également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation de la commission et après avis du directeur du service provincial d'hygiène, de faire des règlements pour:

1° Assurer la bonne condition sanitaire et hygiénique du lait et de la crème offerts pour être consommés dans cette province;

2° Prohiber la vente dans la province de tout lait et crème ne rencontrant pas les conditions sanitaires et hygiéniques déterminées en vertu du paragraphe précédent;

3° Autoriser la Commission à émettre des permis; et à les révoquer pour toute infraction aux règlements adoptés en vertu du présent article."

Cet article est amendé et le paragraphe suivant est ajouté à la fin du dernier paragraphe: "Lorsque les règlements municipaux concernant les matières visées par le présent article sont contraires à ceux édictés par le lieutenant-gouverneur en conseil, ces derniers seuls sont en vigueur."

L'amendement est adopté.

L'article 10, ainsi amendé, est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Motions des députés:

Plan de coopération fédérale-provinciale pour les pêcheries

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, à la séance de 3 heures de l'après-midi, sur l'amendement à la motion présentée mercredi le 7 mars dernier par le député de Gaspé-Sud (M. Chouinard) proposant: Que cette Chambre est d'opinion qu'il est urgent de prendre tous les moyens nécessaires afin d'établir pour nos pêcheries la coopération fédérale-provinciale, dès le début de la saison de pêche 1934, et sur le même plan que notre système d'administration qui régit le service d'Agriculture de notre province.

L'amendement proposé par le député de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette) se lit comme suit:

Que tous les mots après le premier "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants: "Que cette Chambre exprime l'avis qu'une conférence devrait aussitôt que possible avoir lieu entre les deux gouvernements fédéral et provincial pour déterminer les obligations respectives de chacun et favoriser le développement de nos pêcheries maritimes."

L'honorable M. Laferté (Drummond):

M. l'Orateur, je remercie l'honorable député de Gaspé-Sud (M. Chouinard) d'avoir discuté aussi habilement une question à laquelle le gouvernement de cette province attache beaucoup d'importance, et j'offre aussi mes félicitations les plus sincères aux honorables députés de Gaspé-Nord (M. T. Côté) et de Bonaventure (M. P.-É. Côté) que cette motion intéresse comme leur collègue, d'une manière spéciale. Ces messieurs sont grandement intéressés au sort des pêcheurs de leur comté respectif, et je les prie de croire que j'ai écouté avec attention les arguments qu'ils ont développés et que je tiendrai assurément compte de leurs suggestions, en autant que la chose sera en mon pouvoir.

J'aurais voulu adresser les mêmes compliments à l'honorable chef de l'opposition, qui a parlé sur le sujet cet après-midi, mais je ne le puis, à cause des critiques injustes et non fondées qu'il a faites et dont j'aurai l'occasion de parler au cours de mes remarques. Il a affirmé que le nombre de pêcheurs a diminué dans notre province. Où a-t-il pris cela? Les statistiques officielles disent le contraire.

Le chef de l'opposition a encore prétendu que nous n'avions pas le système de classification et d'inspection du poisson au Québec. Nous avons, au contraire, construit un édifice où l'on fait la classification du poisson et nous avons payé l'an dernier \$37,960 à nos inspecteurs et classificateurs de poisson, en salaire. Il a aussi insinué que la province de Québec s'approvisionne de poissons dans les autres provinces et même aux États-Unis. Cela a pu être vrai dans le passé, mais ça ne l'est plus aujourd'hui.

Le chef de l'opposition a dit que le gouvernement de Québec devrait encourager les coopératives de poisson chez nous. C'est ce que nous avons fait. Par l'entremise des coopératives que nous avons créées, nous avons vendu, l'an dernier, quatre fois plus de poissons que l'année précédente.

Quant à moi, je suis bien aise de discuter cette question un peu en détail, tout en me proposant de ne pas retenir le temps de cette Chambre trop longtemps. Vous savez, M. l'Orateur, que les pêcheries ont été transférées à la province de Québec, en vertu d'un ordre en conseil adopté par le gouvernement fédéral, le 16 février 1922, et dont copie est reproduite à la page 344 du rapport du ministre de la Colonisation pour la même année. Le 29 décembre 1922, le Statut 13 George V, chapitre 36, était adopté et portait comme titre: "Loi pour aider au développement des pêcheries dans cette province." Par la suite, ce Statut fut quelques

fois amendé, mais il n'a jamais subi de modifications importantes.

Nous sommes donc en présence d'un fait accompli, savoir que, depuis 1922, les pêcheries ne sont plus sous la juridiction du gouvernement fédéral, mais sous notre propre juridiction. Or, dans le cours de l'été 1932, un journal de Québec s'apitoya sur le sort des pêcheurs de la Gaspésie. Et, voulant les défendre à sa manière, il entreprit toute une campagne à cette fin, campagne au cours de laquelle on était loin d'être bien tendre à l'égard de ce mauvais gouvernement provincial qui, chaque fois qu'il s'agit d'une question publique, aux yeux de certaines gens, a tous les défauts et tous les torts.

J'ai lu ces articles avec attention et ma réponse était prête depuis quelques jours déjà, et je me proposais de la faire publier sans retard. Réflexion faite cependant, j'ai pensé qu'un débat de cette nature serait plus ou moins de mise à la veille de la visite en notre ville des membres de la Canadian Fisheries Association, qui sont venus y tenir une convention très importante. Ne valait-il pas mieux, en effet, retarder de quelques jours cette défense de mon département et ne pas étaler aux yeux des distingués visiteurs que nous avons reçus les petites misères qui nous sont causées par quelques personnes toujours disposées à pêcher en eau trouble? C'est ce que j'ai fait et, immédiatement après leur départ, je n'ai pas manqué de remettre les choses au point.

Laissons donc de côté cet incident et voyons les démarches que nous avons faites auprès d'Ottawa, la manière dont nous avons été accueillis et les résultats que nous avons obtenus. On a parlé tantôt de coopération fédérale-provinciale pour développer nos pêcheries. On se rappelle qu'au cours de l'avant-dernière session, une importante délégation de citoyens de Gaspé vint me rencontrer à Québec, pour me prier de faire en sorte d'obtenir plus de coopération du gouvernement fédéral, et que je promis à cette délégation de faire droit à sa demande. Un débat eut également lieu et une motion fut adoptée par la Chambre, sur proposition de l'honorable député de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette), secondée par l'honorable député de Gaspé-Sud (M. Chouinard), à l'effet de demander au gouvernement fédéral de coopérer davantage avec le gouvernement provincial en vue d'aider les pêcheries maritimes dans la province de Québec.

Une motion semblable fut présentée à la Chambre des communes le 21 mars 1932, par M. Pierre-F. Casgrain, député fédéral de Charlevoix-Saguenay. Voici comment s'exprimait en cette

circonstance M. Casgrain: "Depuis que le gouvernement provincial régit les pêches dans les limites de sa province, elles ont fait des progrès merveilleux. On a créé un département appelé le Service des pêches maritimes, sous la direction de M. Gibaut, expert en la matière, et maintenant dirigé par l'honorable M. Laferté. Depuis cette époque, les crédits de son ministère portent chaque année une somme destinée à activer le développement de l'industrie de la pêche. Le gouvernement actuel a fait plus pour cette industrie que tous ses prédécesseurs: Je crois ne pas faire erreur en disant que l'on dépense chaque année environ \$300,000 pour l'avancement de cette industrie dans cette province." (*Hansard*, 21 mars 1932, p. 1398)

Plus loin, M. Casgrain ajoute: "Nulle industrie, aussi puissante soit-elle, ne peut se développer, à moins que ses affaires ne soient bien administrées et qu'on ne suive méthodiquement un programme d'expansion. Durant la dernière année que le gouvernement fédéral avait l'administration des pêcheries, il a dépensé environ \$88,000 dans la province de Québec. À ce moment-là, les Provinces maritimes reçoivent environ \$1,000,000, et la Colombie anglaise, à peu près \$400,000. Aujourd'hui, les Provinces maritimes et la Colombie anglaise reçoivent une aide égale, tandis que la province de Québec ne touche plus de subventions depuis 1922. Le gouvernement fédéral puise ses revenus dans toutes les provinces; or, à mon avis, lorsque vient le moment de distribuer des subventions, il devrait proportionner la part de chacune d'elles au chiffre de leur population et à leurs besoins.

"Si mes renseignements sont exacts, la province de Québec fournit un quart des revenus que le gouvernement fédéral retire des provinces. Le budget du département des Pêcheries s'élève à environ \$2,000,000. Québec devrait donc toucher \$500,000. En d'autres termes, le gouvernement fédéral devrait dépenser \$500,000 pour le développement des pêcheries de la province de Québec. Comme je l'ai dit, il y a un instant, les Provinces maritimes reçoivent approximativement \$1,000,000 par an, et il semble qu'elles touchent notre part. Notre province est le débouché naturel du produit des pêcheries de l'Est; pourtant, l'aide qui nous revient est donnée aux Provinces maritimes pour fermer à nos pêcheurs leurs propres marchés.

"On objectera sans doute que la province de Québec devrait prendre soin de ses pêcheries, puisqu'elle en est maîtresse. Or, elle en est maîtresse de la même façon qu'elle est maîtresse de son agriculture, de ses mines et de ses ressources

naturelles, pour lesquelles le gouvernement fédéral verse des subventions. Le gouvernement fédéral entretient dans la province 64 fermes de démonstration et un dépôt de remonte à Saint-Joachim.

"Il donne son concours au gouvernement provincial pour l'élevage des moutons et des porcs, et pour beaucoup d'autres choses. Il fait également faire des recherches bactériologiques et minières, et il a financé des expéditions sous la direction du département de l'Intérieur. Tout cela a été fait, bien que la province soit maîtresse de ses ressources naturelles. Le gouvernement fédéral recherche à l'extérieur des débouchés pour notre blé. Pourquoi n'en ferait-on pas autant pour les pêcheries de ma province?

"Au lieu d'aider l'industrie de la pêche, le gouvernement fédéral, l'an dernier, a imposé un droit sur les marchandises venant d'Italie, si bien que le gouvernement italien a imposé un droit de 15 % sur le poisson venant du Canada. Cela touche particulièrement le commerce de la morue sèche pour laquelle les pêcheurs de la province de Québec avaient un très bon marché en Italie. Au lieu de venir en aide à l'industrie de la pêche, une des plus importantes du pays de Québec, le gouvernement lui a causé des dommages par ses modifications apportées l'an dernier au tarif.

"Le très honorable M. Bennett: Comment cela?

"M. Casgrain: Du fait que le gouvernement fédéral a imposé des droits contre l'Italie, le gouvernement italien a répondu par un droit de 15 % sur la morue séchée. Avant cela, les pêcheurs de la province de Québec trouvaient un marché favorable en Italie, comme aussi en Allemagne. En ce moment, je ne parle pas surtout de l'Allemagne; je sais que notre débouché pour la morue séchée était surtout en Italie.

"Le très honorable M. Bennett: Il y a d'autres pays dans la même position.

"M. Casgrain: C'est possible, mais la façon d'agir du gouvernement fédéral a été préjudiciable à ma province et surtout à la vente de notre morue." (*Hansard*, 21 mars 1932, pp. 1398-1399)

Il ajoute encore un peu plus bas, à la même page: "Le meilleur service que possèdent les pêcheurs de la province de Québec, pour les aider à vendre leur poisson, fonctionne grâce aux efforts du gouvernement provincial, qui a aidé l'établissement d'une branche spéciale de coopérative fédérée, société qui aide les cultivateurs et les pêcheurs à disposer de leurs produits." (*Hansard*, 21 mars 1932, p. 1399)

L'honorable M. Rhodes⁹, ancien ministre des Pêcheries et actuellement ministre des Finances, prenant part à ce débat, ne craignit pas de dire: "J'affirme à mon honorable ami que, durant le temps que j'ai passé au ministère intéressé, il ne s'est jamais produit de cas à ma connaissance où la collaboration n'a pas été entière et, ajouterais-je, harmonieuse et agréable, avec le ministère des Pêcheries de la province de Québec. Je ne connais pas d'exemple qu'il nous ait demandé son aide sans l'obtenir. En réalité, je songe à une ou deux circonstances qui se sont produites l'an dernier et qui corroborent ce que je dis. On discutait alors, à propos des pêcheries de saumon du Québec et du Nouveau-Brunswick, non seulement la question des saisons, mais la méthode et les instruments de pêche. C'est-à-dire qu'on a examiné la question des dimensions des filets, la manière dont on devrait les placer dans l'eau, la longueur des câbles d'attache et autres sujets semblables. On a tenu à Ottawa une conférence de tous les groupes intéressés à l'industrie de la pêche. L'une des premières choses que nous ayons faites a été de demander à nos amis du ministère des Pêcheries du Québec d'envoyer un délégué à la conférence. Ils se sont rendus à cette requête et, pendant toutes les réunions, nous avons eu l'avantage d'avoir au milieu de nous M. Gibaut, représentant de ce ministère. Les décisions arrêtées à cette conférence ont été unanimes, et ont été rendues possibles par la collaboration absolue entre le ministère des Pêcheries du Québec et celui d'Ottawa." (*Hansard*, 21 mars 1932, p. 1403)

M. Rhodes va plus loin encore et il ajoute au cours de la discussion: "Pendant mon passage à la direction du ministère des Pêcheries, j'ai toujours éprouvé un réel plaisir à entrer en contact avec le département des Pêcheries de la province de Québec. À tous les points de vue, nos relations ont été marquées au coin de la plus grande concorde, et je crois devoir ajouter, réciproquement avantageuses. À vrai dire, un de mes derniers actes, alors que j'étais à la tête du département, fut de conclure un arrangement au sujet de l'organisation de démonstrations dites du poisson, en vue d'accroître la vente de ce produit en enseignant aux ménagères de meilleurs procédés de préparation.

"Nous nous sommes assurés des services d'une dame qui passe, par tout le continent nord-américain, pour être l'une des plus habiles adeptes dans l'art de faire cuire le poisson, et dans une lettre que j'adressai au ministre des Pêcheries du Québec, j'invitai celui-ci à coopérer avec nous dans cette œuvre. Je reçus de lui une fort jolie réponse; il se ferait un plaisir, disait-il de s'unir à nous; et

aujourd'hui, la province de Québec paie le traitement d'une dame qui, associée à Mme Spencer, est en mesure de donner des leçons en langue française aux gens de la province de Québec." (*Hansard*, 21 mars 1932, p. 1405)

On me permettra ces références peut-être un peu longues, mais je tenais à les faire connaître à la Chambre, ne fût-ce que pour établir que, si certains Canadiens français de ma province semblent prendre plaisir à dire du mal de nous ou à se faire fi de nos réclamations, nous recevons un traitement beaucoup plus équitable de la part de personnes beaucoup mieux qualifiées en fait de pêcheries, comme l'honorable M. Rhodes, qui n'est pourtant pas l'un des nôtres et n'appartient ni à notre province ni à notre race.

"D'autres députés canadiens-français prirent une part active au débat, mais malheureusement, ils ne surent pas discuter cette question comme leurs collègues l'avaient fait, se portant à des attaques injustes contre le Parti libéral, mêlant aux pêcheries la question de la conscription et faisant leurs sorties habituelles contre le premier ministre de cette province, allant même jusqu'à affirmer que mon distingué collègue, et voisin de droite, était encore ministre des Pêcheries, alors qu'il est passé à la Voirie et aux Mines depuis cinq ans." (*Hansard*, 21 mars 1932, p. 1420-1421)

Conformément au vœu exprimé par l'Assemblée législative de Québec, j'adressai le 2 mai à M. Duranleau¹⁰ une longue lettre dans laquelle je lui disais:

Québec, le 2 mai 1932

L'honorable M. A. Duranleau,
Ministre intérimaire des Pêcheries,
Ottawa, Ontario

Cher Monsieur Duranleau,

Le 21 mars dernier, une résolution était adoptée à l'unanimité de la Chambre des communes, relativement à une collaboration plus intime du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial, pour aider au développement des pêcheries maritimes de la province de Québec:

"That, in the opinion of this house, it is desirable that the Dominion government should cooperate to a greater extent with the Provincial Government in order to assist the maritime fisheries in the Province of Quebec"¹¹.

Vous étiez absent de la Chambre à ce moment, par suite de circonstances pénibles, et vous

n'avez pu conséquemment participer au débat. Mais je prends comme acquis que, si vous eussiez été à votre siège, votre voix n'aurait pas été une voix discordante et que vous auriez été favorable à la motion, tout comme votre collègue, l'ancien ministre des Pêcheries, l'honorable M. Rhodes.

L'on peut avoir l'opinion que l'on voudra sur le transfert des pêcheries maritimes à la province de Québec en 1922 mais, personnellement, je crois que ce fut un acte tout à fait raisonnable. Notre province avait eu jusque-là le contrôle de toutes ses ressources naturelles, y compris ses pêcheries, à l'exception de celles qui sont situées dans le golfe et le long de la côte de Gaspé et de la Côte-Nord. N'était-ce pas légitime qu'elle aspirât à corriger ce qui, à mes yeux, était une anomalie?

Bien que la province de Québec ait le contrôle de l'agriculture, des mines et des forêts, il existe et il a toujours existé une heureuse collaboration entre les deux gouvernements pour faciliter le développement rationnel de ces ressources naturelles. Pourquoi n'en serait-il pas ainsi pour les pêcheries? Aussi, je trouve que la motion adoptée par la Chambre des communes n'exprime qu'une vérité de gros bon sens.

C'est en toute loyauté que je viens vous offrir la collaboration de mon département et, en même temps, solliciter celle de votre département. Même si vous n'étiez pas un représentant de la province de Québec dans le gouvernement fédéral, mais le représentant d'une autre province, vous auriez assez de droiture et d'équité pour admettre que la province de Québec, payant sa quote-part des taxes au Trésor fédéral, a droit d'avoir sa légitime part des faveurs que procure le gouvernement fédéral à ses administrés.

Depuis que mon département administre les pêcheries maritimes, il s'est toujours appliqué à résoudre quelques problèmes qui n'étaient pas sans importance.

Mais il y a d'autres problèmes qu'il faut s'attacher à régler sans retard, et c'est pour les solutionner à l'avantage immédiat de nos pêcheurs que je me permets de solliciter votre collaboration, bien que je vous sache actuellement très occupé par les travaux de la session.

Et, tout d'abord, laissez-moi vous mentionner la question des marchés. Je cherche actuellement à faire augmenter la consommation du poisson dans notre province et, en même temps, le représentant commercial du Québec en Angleterre s'occupe de trouver des débouchés nouveaux. Mais la question des marchés en est une qui relève tout spécialement

de la compétence du gouvernement fédéral qui, par ailleurs, possède à ce sujet une puissante organisation. C'est là le premier et le plus important de nos problèmes, car si nos pêcheurs ne peuvent trouver à vendre leur poisson, ils deviendront une charge pour la communauté, et nos deux gouvernements devront forcément leur venir en aide.

Voici maintenant celui que je considère en importance comme le second de nos problèmes. À cause de la situation géographique du golfe, à cause de la difficulté des communications et de la lenteur des transports, en un mot, à cause de l'absence de chemins de fer, nos pêcheurs ne peuvent vendre leur poisson à l'état frais. C'est un très sérieux handicap qui s'ajoute à un autre sérieux handicap: la courte durée de la saison de pêche dans le golfe. La conséquence, c'est que tout le poisson perd une grande partie de sa valeur commerciale au détriment des pauvres pêcheurs. La conséquence, c'est que nos gens, lorsqu'il s'agit de la variété de poissons la plus abondante, sont obligés de faire sécher ou saler leur morue. Or, la demande pour la morue séchée ou salée devient de plus en plus rare sur tous les marchés.

Il faut s'appliquer à remédier à cette situation au moyen de frigorifiques qui permettraient de substituer le commerce de poisson frais à celui du poisson séché ou salé. Mais l'administration de frigorifiques, dans les postes stratégiques, sera d'autant plus onéreuse que, la saison des pêches étant courte dans le golfe, comme je viens de vous le dire, ces frigorifiques ne pourront être en opération qu'une partie de l'année. Pour toutes ces raisons, il me semble que le gouvernement fédéral serait justifiable de participer avec la province dans les dépenses que cette politique devra entraîner.

Je passe à un autre problème: celui de la boîte. Sur une partie de Gaspé, la boîte se fait très rare pendant une bonne partie de la saison. S'il n'y a pas de boîte, le pêcheur ne peut prendre de morue, et la morue, c'est le pain quotidien, si je puis m'exprimer ainsi. Il faut donc construire quelques établissements pour congeler la boîte pour les besoins de la saison. Seriez-vous disposé à contribuer avec nous à la construction de quelques établissements? Il me semble que cette demande est également raisonnable.

Enfin, il est une autre question qui n'est pas sans importance. Le tiers des pêcheurs de la côte de l'Atlantique se compose de gens de langue française. La plupart ignore l'anglais ou en ont une connaissance insuffisante. Ils ne peuvent donc tirer qu'un médiocre parti des avantages considérables

qu'offrent les stations biologiques de St. Andrews et de Halifax aux pêcheurs de langue anglaise qui désirent se tenir au courant des travaux et des expériences qui s'y poursuivent, ainsi que suivre les cours pratiques qui peuvent s'y donner. Cela peut constituer à la longue un sérieux handicap pour les pêcheurs de langue française. Y aurait-il des possibilités de remédier un de ces jours à cette situation?

Je sais que c'est là un problème dont la solution ne s'impose pas immédiatement en temps de crise, mais je ne pouvais ignorer ce problème dans l'exposé que je viens de vous faire.

Si vous avez à m'offrir un meilleur projet de collaboration pour venir en aide à nos pêcheurs, ai-je besoin de vous dire que je l'étudierai avec plaisir.

Bien sincèrement à vous,
(signé) Hector Laferté

Je ne reçus pas de réponse à cette lettre et, le 21 mai, on vota à Ottawa les crédits des pêcheries; et, au cours de la discussion, M. Gagnon, député de Dorchester, demanda à M. Duranleau¹² s'il avait reçu une demande officielle de coopération de la part du gouvernement provincial de Québec et M. Duranleau répondit dans la négative. Voici ce que dit le *Hansard* à ce sujet:

"M. Gagnon: Le ministre a-t-il reçu aucune demande officielle de coopération de la part du gouvernement provincial de Québec, au sujet des pêcheries maritimes dans le golfe et le fleuve Saint-Laurent?"

"L'honorable M. Duranleau: Non, pas à ma connaissance.

"M. Gagnon: Naturellement, la réponse du ministre ne me satisfait guère. Si je comprends bien, il dit qu'il n'a eu connaissance d'aucune communication. Je désire savoir exactement si le département des Pêcheries de la province de Québec a envoyé une lettre, un télégramme ou quelque autre message demandant la coopération du gouvernement fédéral, en vue d'améliorer la situation des pêcheries maritimes, surtout depuis six mois.

"L'honorable M. Duranleau: Mes fonctionnaires m'apprennent que, depuis deux ans, nulle communication n'a été reçue du ministère des Pêcheries de la province de Québec." (*Hansard*, 21 mai 1932, p. 3455)

Naturellement, on continua le débat et on affirma que la province de Québec était la plus arriérée; mais, passons. Plus tard, dans la même journée, l'honorable M. Duranleau fut obligé de se lever de son siège et de dire qu'il s'était trompé en

disant qu'il n'avait pas reçu de lettre de moi. Je cite ses paroles:

"Je voudrais donner quelques explications. Je n'ai pas l'intention de faire de longs commentaires sur les observations faites par les différents orateurs, mais je crois qu'il y a lieu de féliciter l'honorable député de Dorchester, (M. Gagnon) de l'excellent discours qu'il a prononcé devant le comité, cet après-midi. Il s'intéresse beaucoup à l'industrie de la pêche au pays. Au début de ses remarques, il a demandé au ministre des Pêcheries s'il avait reçu quelque communication de la part du ministre des Pêcheries de Québec, au sujet de la coopération qui avait été suggérée, dans une résolution adoptée par cette Chambre, il y a environ un mois. Je lui ai répondu: "Pas à ma connaissance." Je parlais de mémoire et, cela va de soi, sujet à correction.

"Depuis que cette question a été posée, bien que ce soit un samedi après-midi, j'ai envoyé quelqu'un faire des recherches à mon bureau, et mon secrétaire m'apprend que nous avons reçu une lettre de M. Laferté, ministre des Pêcheries du Québec, au commencement de mai. Il y était question de la résolution adoptée par cette Chambre et à laquelle j'ai fait allusion il y a un instant.

"On disait dans la lettre que l'administration des pêcheries dans la province de Québec soulevait des difficultés, et on demandait la coopération des autorités fédérales dans le sens indiqué par la résolution. Je veux faire cette correction immédiatement, afin de rendre justice au ministre des Pêcheries de la province de Québec."

"M. Power: Si l'honorable ministre avait eu cela il y a deux heures, nous serions plus près de la prorogation.

"L'honorable M. Duranleau: Nous avons laissé cette question en suspens en attendant la fin de la session, qui est remise d'un jour à l'autre depuis quelque temps. Le comité peut être certain que je communiquerai avec le département des Pêcheries à Québec à ce sujet, dès que le gros travail de la session sera terminé, et le gouvernement donnera toute l'aide et toute la coopération possible à la province. Je me rends compte des difficultés que peut occasionner la double administration des pêcheries dans la province de Québec; mais, néanmoins, nous ferons tout en notre pouvoir pour aider les autorités provinciales en vue d'améliorer la situation des pêcheries dans cette province. (*Hansard*, 21 mai 1932, p. 3467)

Je recevais quelque temps après une lettre de l'honorable M. Duranleau, qui se lit comme suit:

Ottawa, ce 23 mai 1932

Cher Monsieur Laferté,

Les travaux de la session et un oubli de mon secrétaire m'ont empêché de répondre avant ce jour à votre honneur du 2 mai concernant une collaboration plus intime des gouvernements fédéral et provincial, pour aider au développement des pêches maritimes de la province de Québec.

Je puis vous assurer, mon cher Monsieur Laferté, que cette question de haute importance recevra toute notre attention, en conformité, du reste, au vœu unanime de la Chambre exprimé par une résolution adoptée sur proposition du député de Charlevoix-Saguenay.

Je demande aux techniciens de mon département un mémoire couvrant ce sujet.

Entre temps, comme je devrai passer quelques jours à Québec au commencement de juin, nous pourrions peut-être profiter de l'occasion pour discuter cette question dans ses principaux détails.

Je vous prie d'agréer, cher Monsieur Laferté, l'expression de mes sentiments les meilleurs et me croire,

Votre tout dévoué,
(signé) Alfred Duranleau,
ministre des Pêcheries, intérimaire.

Inutile de vous dire que je répondis immédiatement de la manière suivante:

Québec, 25 mai 1932

L'honorable Alfred Duranleau,
Ministre de la Marine et
Ministre intérimaire des Pêcheries,
Chambre des communes, Ottawa.

Mon cher Monsieur Duranleau,

Je m'empresse d'accuser réception de la vôtre du 23 et je prends note de ce que vous me dites.

Inutile d'ajouter qu'il me fera plaisir de discuter avec vous la question importante du développement des pêcheries maritimes de notre province. Mon surintendant des Pêcheries maritimes, M. F.-M. Gibaut, est parti hier soir en voyage d'inspection autour de la Gaspésie et ne sera de retour que vers le 1^{er} juin.

Avec le rapport qu'il me fera et celui dont vous parlez, je crois que nous serons en état de

pouvoir discuter les principaux aspects de cette intéressante question.

J'espère que vous êtes bien portant, en dépit des travaux d'une longue session, et vous prie de me croire,

Votre tout dévoué,
(signé) Hector Laferté

Le 3 juin, M. Duranleau venait à Québec pour assister à un dîner d'État à la Citadelle, à l'occasion de la fête du Roi; et le lendemain, avec mon surintendant des Pêcheries maritimes, M. Gibaut, je le recevais à mon bureau au parlement, en compagnie de son secrétaire particulier et de M. Onésime Gagnon, député de Dorchester.

L'entrevue fut assez longue et M. Duranleau me pria de lui faire parvenir un autre memorandum des besoins relatifs à nos pêcheries maritimes. C'est ce que je fis le 8. Le 13, M. Duranleau me répondait pour accuser réception de la mienne du 8, ajoutant que son sous-ministre était absent et qu'il attendrait son retour, afin de fixer un rendez-vous pour faire rencontrer nos officiers. Malheureusement, nous ne fûmes aucunement convoqués par les autorités fédérales ni à Ottawa ni ailleurs, en dépit de la promesse formelle que l'on nous avait faite.

Pour plus de détails, laissez-moi vous dire que le 15 juillet, je recevais une lettre de M. Duranleau qui se lisait comme suit:

Ottawa, le 15 juillet 1932

Honorable Hector Laferté,
Ministre de la Colonisation,
de la Chasse et des Pêcheries,
Québec, P.Q.

Cher Monsieur,

J'avais espéré avant aujourd'hui pouvoir faire les arrangements nécessaires en vue de la convocation préconisée par votre lettre du 8 juin touchant l'administration des pêcheries maritimes en votre province, mais une multitude d'autres devoirs m'en ont empêché. Comme vous ne manquerez pas de vous en rendre compte, les préparatifs relatifs à la prochaine Conférence économique impériale réclament beaucoup de temps, et pour des raisons évidentes, il serait difficile de tenir la réunion projetée dans le cours de la Conférence économique impériale.

Dans ces circonstances, si la chose vous agréait et vous convient, j'aimerais à différer cette

convocation jusqu'après la clôture de la Conférence économique. Veuillez me faire connaître si cette proposition vous paraît satisfaisante et, dans l'affirmative, je serais heureux que cette réunion ait lieu peu de temps après la clôture de la Conférence économique impériale.

Votre obéissant serviteur,
(signé) Alfred Duranleau,
ministre intérimaire

Il fallait attendre encore. Le 24 août, après la Conférence impériale, j'adressais une lettre à l'honorable M. Duranleau pour le prier de viser cette conférence, mais M. Duranleau partait ou était parti pour le lointain pays d'Espagne, afin d'assister à la Conférence sur la radio et, le 31, je recevais la lettre suivante de M. Found:

Ottawa, le 31 août 1932

Honorable Hector Laferté,
Ministre de la Colonisation,
de la Chasse et des Pêcheries.
Québec, P.Q.

Cher Monsieur,

En l'absence de l'honorable M. Duranleau, je viens accuser la réception de votre lettre du 24 courant par laquelle vous demandez qu'une date soit fixée pour la conférence de pêche projetée.

Tout inattendue qu'ait été la chose, au moment où le ministre intérimaire vous écrit pour suggérer que la convention de pêche soit différée jusqu'après la clôture de la Conférence économique impériale, il n'en reste pas moins que la nécessité vint à s'imposer pour lui de se rendre en Espagne comme chef de la délégation canadienne à la conférence radiotélégraphique qui s'y tient présentement. Il faudra donc retarder de nouveau la réunion jusqu'à son retour, qui n'aura pas lieu probablement avant plusieurs semaines. Cette question sera toutefois portée à son attention sans retard évitable, immédiatement après son retour.

Bien à vous,
(signé) W. A. Found,
sous-ministre

La Conférence de Madrid prit fin et le ministre intérimaire des Pêcheries revint au Canada. J'espérais qu'à son retour, il nous convoquerait, tel que promis et entendu. Mais nous n'avons pas été

convoqués et n'avons reçu de ces messieurs aucune communication, ni verbale ni écrite.

Nous avons dû attendre pendant des semaines et des mois lorsqu'en pleine session, l'an dernier, nous avons été convoqués à Ottawa où je me rendis avec mon sous-ministre et le surintendant des Pêcheries maritimes, M. Gibaut.

Une longue entrevue eut lieu avec l'honorable M. Duranleau et deux de ses officiers, et il fut décidé qu'Ottawa nous donnerait une station biologique à Gaspé avec professeurs de langue française. La chose ne semblait faire aucun doute, et c'est tellement le cas que M. Duranleau lui-même rédigea le communiqué officiel à être adressé aux journaux, qui l'ont publié dans le temps, et me le fit transmettre au Château Laurier pour mon approbation et pour confirmer notre entrevue, et ce, avant mon départ pour Québec.

Nous avions raison d'être absolument sûrs de notre affaire et les journaux ne manquèrent pas de souligner ce fait, mais nous sommes encore à attendre. Nous l'avons fait avec patience pendant des mois et des mois. Finalement, au début de la belle saison, je communiquai avec M. Duranleau.

Le 5 juillet, je recevais la lettre suivante:

Ottawa, ce 5 juillet 1933

Ministre des Pêcheries

Cher Monsieur,

J'accuse réception de votre lettre touchant la station expérimentale de pêche projetée à Gaspé.

Pour faire suite aux observations qu'elle renferme, je tiens à vous informer que, par manque de crédits, la station projetée ne pourra pas être ouverte cette année. Cependant, une fois que les crédits nécessaires auront été assurés et que la station aura été établie, les travaux de cette dernière seront entièrement réglés par l'Office de biologie.

Le personnel sera complètement de langue française, et s'il est vrai que dans la conduite de ses expériences et de ses recherches la station sera tout à fait indépendante de celle de Halifax, il n'en reste pas moins que les deux institutions travailleront naturellement de concert, puisqu'elles entreprendront des œuvres de même nature. En d'autres termes, les connaissances et l'expérience acquises par l'ancienne station seront mises à la disposition de la nouvelle.

Votre tout dévoué,
(signé) Alfred Duranleau,
ministre intérimaire

Je ne m'avouai pas pour battu, et le 5 février dernier, je transmettais à l'honorable M. Duranleau la lettre qui suit:

Québec, 5 février 1934

L'honorable M. Alfred Duranleau, c.r., c.p.
Ministre intérimaire des Pêcheries,
Hôtel du gouvernement
Ottawa, Ontario

Cher Monsieur Duranleau,

Vous vous rappelez, n'est-ce pas, qu'il y a près d'un an, M. L.-A. Richard, mon sous-ministre, M. F.-M. Gibaut, surintendant des Pêcheries maritimes et moi-même, vous avons rendu visite à Ottawa au sujet de l'établissement d'une station biologique et expérimentale à Gaspé, et au sujet d'autres questions importantes concernant nos pêcheries, et vous vous rappelez aussi, sans aucun doute, qu'après une longue discussion, vous avez finalement décidé d'acquiescer à notre demande. Vous nous avez alors promis que vous prendriez les mesures nécessaires dans le cours de l'été suivant (1933), afin que cette station puisse être mise en opération sans retard.

Cette décision ayant été prise au cours de nos délibérations, j'ai attiré votre attention sur le fait qu'il y avait sans doute des journalistes qui attendaient l'issue de notre conférence et qui seraient anxieux de connaître à quel résultat nous en étions arrivés, et qu'il valait mieux, suivant moi, dans les circonstances, que nous nous entendions tous deux pour donner aux journaux des rapports identiques à cet effet. Vous avez réalisé le bien-fondé de mes prétentions et m'avez envoyé, quelques minutes après, au Château Laurier, un projet rédigé par vous-même et confirmant ce que je viens de mentionner. Les journaux ont annoncé en conséquence qu'une station biologique serait bientôt ouverte à Gaspé; et, fort de cette promesse, j'ai annoncé la chose à mes collègues et aux membres de la députation sur le parquet de la Chambre à mon retour à Québec, alors que nous étions en session.

Cependant, vous m'appreniez plus tard, à mon grand regret, que vous ne pouviez pas entreprendre ces travaux, ce qui, je vous l'assure, désappointa énormément toute la population de la région de Gaspé, ainsi que votre humble serviteur.

L'on m'informe que le gouvernement fédéral a l'intention d'entreprendre de vastes travaux dans tout le Canada, et je me demande s'il ne serait pas

possible, grâce à votre influence auprès des autorités centrales, de faire inclure dans ce programme la construction de la station biologique en question, ce qui aurait pour triple effet de procurer du travail à un assez grand nombre de chômeurs, de réparer une promesse et, en même temps, d'aider considérablement l'industrie des pêcheries de notre province.

On me dit que vos officiers ne sont pas en faveur de ce projet, prétendant que les stations biologiques de Halifax et de Saint-André répondent actuellement au besoin du littoral de l'Atlantique. Sans vouloir discuter pour le moment cet argument à son mérite, je suis d'opinion qu'il n'est pas juste de priver nos compatriotes canadiens-français de l'instruction nécessaire pour le seul motif qu'ils ne comprennent pas l'anglais. À titre d'exemple, je citerai le cas des cours qui se donnent actuellement à Halifax aux pêcheurs des Provinces maritimes. Avec la permission de vos officiers, nous y avons envoyé, dans le passé, quelques-uns de nos hommes - pêcheurs, classificateurs, inspecteurs - auxquels la connaissance de l'anglais permettait de suivre effectivement ces cours; mais je me demande quel résultat nous obtiendrions en envoyant à Halifax des hommes ne parlant pas l'anglais pour y suivre des cours qui y sont donnés dans cette langue.

Au cours de la même visite, nous avons aussi discuté plusieurs autres questions, entre autres celle des entrepôts frigorifiques, et plus particulièrement celle des congélateurs à boîte.

Ayant à cœur le développement de nos pêcheries, il me fait plaisir de vous informer que mon département, au cours de l'année dernière, a construit (et ce, en tenant compte du budget dont nous pouvions disposer), aux endroits jugés les plus propices, plusieurs entrepôts de ce genre qui donnent de très bons résultats.

Malgré cela, je suis d'avis que l'érection d'une station biologique et expérimentale, au point de vue scientifique et éducationnel, relève exclusivement du gouvernement fédéral, et non de notre domaine, et c'est là la raison pour laquelle j'espère que vous donnerez à cette question toute votre plus sympathique et sérieuse considération.

Veuillez me croire, cher Monsieur Duranleau,

Votre tout dévoué,
(signé) Hector Laferté

Il me répondait le 9 février, de la manière suivante:

Ottawa, le 9 février 1934

Cher Monsieur,

J'accuse réception de votre lettre du 5 courant touchant l'établissement d'une station expérimentale de pêche en la région de Gaspé, station qui serait conduite par l'Office de biologie et se livrerait à des travaux assimilables à ceux exécutés par la station de Halifax.

Comme vous ne l'ignorez pas, s'il ne fut pas procédé à la considération des dernières mesures relatives à l'établissement d'une station du genre de celle qui fut l'objet de nos délibérations l'hiver dernier, la raison en est que les crédits, mis cette année à la disposition de l'Office de biologie, furent tous nécessaires à l'accomplissement des travaux antérieurs autorisés. J'avais l'espoir que dans les prévisions budgétaires générales du prochain exercice financier, il y aurait une augmentation des crédits affectés aux travaux de l'Office, ce qui nous aurait mis à même de prendre les dernières dispositions en vue de la réalisation de ce projet en Gaspé, surtout que vous aviez consenti à fournir le bâtiment exigé.

La somme nécessaire ne fut, cependant, pas incorporée aux prévisions budgétaires générales, mais la question sera reprise lors de la préparation des crédits supplémentaires propres à l'année prochaine. Pour que l'institution projetée puisse fonctionner avec efficacité, il faudra en confier la direction à un scientifique bilingue et compétent. Jusqu'à ce qu'on l'ait trouvé, aucun inconvénient ne résultera donc du délai apporté à l'établissement de la station. L'Office s'est occupé de cette question. Comme les professeurs Vachon et Marie-Victorin furent considérés comme les plus aptes à la recherche d'une personne convenable, on les pria de consacrer à cette affaire une attention toute particulière.

On m'apprend qu'ils ont fait choix d'un diplômé de l'Université Laval qui est présentement en train de parachever, en France et en Angleterre, un programme d'études susceptibles de le mettre en mesure de diriger la station. Avant l'ouverture de la station, il conviendrait qu'il passe quelque temps à la station de Halifax et peut-être à celle de Saint-André.

À la lumière de ces renseignements, vous ne manquerez pas de vous convaincre que la question n'a pas été oubliée. Sa solution définitive reste toutefois subordonnée à l'affectation des crédits exigés pour la réalisation de l'entreprise.

Vous dites dans votre lettre que les recherches scientifiques et les travaux éducatifs sont exclusivement du domaine du gouvernement fédéral.

Sans vouloir commenter ce point de vue, permettez-moi cependant de vous faire observer que ce fut pour répondre aux désirs des autorités provinciales que l'entière administration des pêcheries du Québec, à l'exception de celles des Îles-de-la-Madeleine, fut, en 1922, transférée à la province. Ce transfert comportait sûrement la responsabilité des recherches scientifiques et des travaux éducatifs jugés nécessaires à la gestion des pêcheries.

Bien à vous,
(signé) Alfred Duranleau,
ministre intérimaire

Je lui répondis, pour mettre les choses au point, ce qui suit:

Québec, le 9 mars 1934

L'honorable M. Alfred Duranleau,
Ministre intérimaire des Pêcheries,
Ottawa, Ontario

Cher Monsieur Duranleau,

Faisant suite à votre dernière lettre concernant l'établissement d'une station biologique sur la côte de Gaspé, je désirerais faire certains commentaires sur le dernier paragraphe de votre lettre et dans lequel vous mentionnez que: "L'entière administration des pêcheries de Québec, à l'exception de celles des Îles-de-la-Madeleine, fut, en 1922, transférée à la province. Ce transfert comportait sûrement la responsabilité des recherches scientifiques et des travaux éducatifs jugés nécessaires à la gestion des pêcheries."

Si vous voulez consulter l'arrêté en conseil du gouverneur du Canada, C.P. 360, approuvé par Son Excellence le gouverneur général du Canada, le 13 février 1922, vous y trouverez le décret suivant:

"Il est entendu que la loi relative à l'inspection du poisson et à la mise en conserve des viandes et autres aliments en autant qu'elle s'applique aux pêcheries, continuera, dans la province de Québec, d'être du ressort du département de la Marine et des Pêcheries, comme auparavant, et que ledit département verra à l'observation, dans cette province, de tous les décrets fédéraux qui pourront être mis en vigueur relativement à l'amélioration du manèment, de l'empaquetage, séchage, etc., du poisson."

Après avoir pris connaissance de ce décret, je crois qu'il faudra admettre que le département fédéral des Pêcheries a sa part de responsabilités en ce qui regarde les travaux éducatifs s'appliquant à notre province.

Veuillez me croire,
Votre très dévoué,
(signé) Hector Laferté

Enfin, tout dernièrement, savoir le 21 mars, je recevais de l'honorable M. Duranleau la lettre suivante, qui n'ajoute guère rien de nouveau à la correspondance déjà échangée.

Ottawa, le 21 mars 1934

Honorable Hector Laferté,
Ministre de la Colonisation,
de la Chasse et des Pêcheries
Québec, P.Q.

Cher Monsieur,

J'accuse réception de votre lettre du 11 courant par laquelle vous attirez mon attention sur le fait que le neuvième paragraphe du décret du conseil en date du 13 février 1922, qui assura le transfert de l'administration des pêcheries propres à la province de Québec, prescrivait que le contrôle alimentaire des conserves de poisson et du poisson samauré continuerait à être exercé par les autorités fédérales.

S'il est vrai que l'arrêté en question comporte pareille stipulation, il n'en reste pas moins que le ministère fédéral jugea bientôt impraticable d'exercer ce contrôle dans les régions où l'administration des pêcheries ressortissait à votre département, de sorte que tout le travail de cette nature a, depuis la conclusion de l'accord, été exécuté par vos agents dans les parties continentales de Québec.

Au surplus, comme vous ne manquerez pas de vous en rendre compte, cette clause ne se réfère en rien ni à la conduite de recherches scientifiques ni à la pratique des travaux éducatifs.

Bien à vous,
(signé) Alfred Duranleau,
ministre intérimaire

Cette correspondance, Monsieur, est un peu longue, mais, d'un autre côté, je tenais à mettre tous les faits devant la Chambre pour qu'on se rende

compte une fois de plus qu'en cette matière nous avons fait notre devoir et tout notre devoir, et que si nous n'avons pas eu plus de coopération d'Ottawa, il n'y a eu aucunement de notre faute.

Je ne veux pas être plus sévère qu'il ne faut, mais il est de mon devoir de constater que, malgré les nombreuses démarches que nous avons faites auprès d'Ottawa, on a continué quand même en certains quartiers à nous critiquer ouvertement et injustement, jetant tout le blâme comme d'habitude sur le gouvernement indigne et autocratique de la province de Québec.

On oubliait d'examiner notre budget et, surtout, de le comparer avec la grosse diminution faite par le gouvernement fédéral.

Il y a deux ans, par exemple, notre budget sous ce rapport, lorsque tous les autres étaient fortement diminués, était augmenté de \$60,000, malgré que nous étions en pleine crise, et voici l'échelle des montants appropriés au budget des pêcheries maritimes depuis 1924:

1924	\$ 2,000
1925	600
1926	7,222
1927	400
1928	40,000
1929	140,000
1930	305,000
1931	190,000
1932	250,000

Cette même année, 1932, malgré la crise, il n'y a qu'une diminution de \$10,000 sur un montant de \$250,000. Je procède par comparaison, afin que la Chambre se rende compte si les autorités fédérales sont bien en état de nous aider et veulent bien le faire.

À cette fin, voyons pendant les dernières années de quelle manière le budget des pêcheries a baissé à Ottawa. D'après les estimés budgétaires du gouvernement fédéral, on a dépensé pour tout le Canada en faveur des pêcheries:

1930	\$2,403,385.00
1931	2,503,500.00
1932	2,232,500.00
1933	1,962,756.36
1934	1,846,000.00

Depuis quelques années, il y a eu, comme vous le voyez, une diminution considérable, mais, cette année, cette diminution sera encore plus forte.

En effet, si je réfère au "Budget des dépenses de l'année financière se terminant le 31 mars 1935", je constate, à la page 43, que le budget d'Ottawa, pour pêcheries, ne sera que de \$1,443,050, soit une nouvelle diminution de \$252,950 sur les années précédentes, alors que notre budget des pêcheries n'a pas diminué d'un centime et est le même que celui de l'an dernier.

Dans ces circonstances, ne courrions-nous pas un grand risque en abandonnant nos droits et le certain pour l'incertain, alors que nous avons des exemples frappants qu'avec des budgets beaucoup plus élevés dans d'autres domaines, certaines provinces recevaient la part du lion et que la nôtre était loin de subir le traitement auquel elle avait droit? Je vous avoue en toute franchise et en toute sincérité que c'est à y réfléchir sérieusement. Ainsi, entre autres, je vais vous donner quelques arguments qui, je crois, ne manqueront pas de frapper tous les esprits bien-pensants:

1. Le département provincial des Pêcheries envoyait dernièrement l'un de ses officiers à l'étranger pour s'occuper de la vente de notre éperlan. Naturellement, lesdites démarches furent faites dans le but d'entrer en compétition avec les provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse. Or, pensez-vous que si Ottawa avait eu le contrôle de nos pêcheries, qu'il aurait pris l'intérêt de Québec plus à cœur que celui du Nouveau-Brunswick?

2. Le département provincial des Pêcheries établissait, l'an dernier, sur la côte de Gaspé, plusieurs entrepôts frigorifiques, pour promouvoir la vente du poisson frais. Il s'occupait en même temps d'aider les marchands de la Gaspésie à vendre leurs produits sur les marchés de Québec, Montréal, Toronto, etc., et ce, en compétition avec les Provinces maritimes.

Pensez-vous que si Ottawa avait le contrôle des pêcheries de Québec, qu'il nous donnerait la préférence plutôt qu'aux Provinces maritimes, pour écouler nos produits?

3. Depuis quelque temps, nous voyons dans les journaux beaucoup de plaintes concernant les chaluts autorisés par le département fédéral des Pêcheries à faire la pêche sur les côtes de Terre-Neuve, et ce, avec le résultat que les pêcheurs à la ligne sont dans un état de pauvreté très lamentable.

Le département provincial des Pêcheries ne permet à personne dans cette province de faire la pêche au moyen de chalut, car, à l'époque moderne et j'oserais dire mécanique où nous vivons, nous prétendons que la machinerie prive déjà de travail un trop grand nombre de personnes.

Pensez-vous que si Ottawa avait le contrôle de nos pêcheries, qu'il ne permettrait pas ici, comme il le fait dans les Provinces maritimes, la pêche au moyen de chalut, et ce, au grand détriment de nos propres pêcheurs?

4. La pêche au saumon au moyen de "filets drivants" est interdite dans la province de Québec. Cependant, Ottawa émet des licences pour ce genre de pêche dans les Provinces maritimes, et ce, au détriment même des rivières de la province de Québec.

Ici encore, pensez-vous que si Ottawa avait le contrôle des pêcheries de la province de Québec, qu'il ne permettrait pas ce genre de pêche, soit dans la baie des Chaleurs ou ailleurs dans nos eaux provinciales?

De toutes nos forces, nous exigeons cependant une coopération plus étroite, et ce, depuis quelques années déjà, et je crois sincèrement que nous avons droit à cette coopération dans l'intérêt de nos pêcheurs, comme on l'accorde dans d'autres domaines. Le gouvernement provincial veut bien coopérer avec Ottawa, mais il ne veut pas lui céder ses prérogatives et ses droits.

Mais, puisqu'on parle de l'état d'infériorité des pêcheries de la province de Québec, me permettez-vous d'attirer votre attention sur le *Troisième Rapport annuel du ministère des Pêcheries d'Ottawa, pour l'année 1932-1933*?

Vous constaterez en lisant attentivement ce rapport que, dans Québec, la production en général a été meilleure que dans les autres provinces, mais que si le poisson s'est vendu meilleur marché, ce n'est pas de la faute du gouvernement provincial qui n'a pas de contrôle sur le commerce, lequel relève d'Ottawa, mais que cette faute est plutôt imputable aux autorités centrales.

Ainsi, à la page 8 de ce rapport, on dit: "Les pêcheurs de Québec déchargèrent plus de poisson pendant l'année, mais la valeur globale en fut moindre." Et on ajoute un peu plus bas, dans le même paragraphe: "La pêche à la morue est la plus importante des pêches de Québec. La majeure part de la morue est séchée et expédiée en cet état sur les marchés. Ces résultats représentent un accroissement de près d'un million de livres dans les prises et de plus de \$61,000 dans la valeur."

À la page 13, on ajoute: "Le rendement en clams et praires en Nouvelle-Écosse s'est monté à 13,297 barils, soit une diminution de plus de 6,500 barils. Le Nouveau-Brunswick produisit 14,356 barils de ces mollusques; l'Île-du-Prince-Édouard, 2,001 barils; Québec, 6,860 barils. La

province de Québec fut la seule à se signaler par un accroissement dans la production."

Ceci veut dire, en résumé, que notre production est excellente, mais que si les pêcheurs réalisent moins pour leurs produits, la faute ne saurait encore une fois en être imputable au gouvernement de Québec, mais plutôt au gouvernement fédéral, qui s'occupe exclusivement des marchés et du commerce. Le gouvernement fédéral ferme les marchés extérieurs par ses hauts tarifs. Oui, nous voulons la coopération la plus étroite possible entre les deux gouvernements pour aider nos pêcheurs, mais nous voulons qu'Ottawa montre plus de bonne volonté.

Cette production, plus abondante que d'habitude, est sans doute due au fait que nos pêcheurs de Québec ont été grandement encouragés par notre gouvernement, qui leur a accordé des octrois généreux et spéciaux pour construction de barges, achat de gréements, etc., voulant par là attacher nos pêcheurs à la mer, comme nous nous efforçons d'attacher nos cultivateurs et nos colons à la terre, et ce, à tel point que, depuis que cette politique généreuse et bienfaisante est en vigueur, la proportion des pêcheurs a augmenté dans certains cas de 35 % et dans d'autres de 50 %.

Encore une fois, avant d'aller plus loin, je désire déclarer à cette Chambre que je n'ai aucune objection quelconque, bien au contraire, à ce qu'une coopération plus étroite existe entre Ottawa et Québec. C'est tellement le cas que, lors de la conférence qui a eu lieu dans la capitale fédérale l'an dernier, j'ai demandé à l'honorable M. Duranleau trois choses: En premier lieu, qu'on s'occupe de favoriser le commerce de notre poisson à l'étranger, spécialement celui de la morue dont nous exportons depuis un grand nombre d'années une quantité considérable, particulièrement au Brésil et en Italie, question, on l'admettra, qui relève, d'après la Constitution, d'Ottawa plutôt que de Québec. En deuxième lieu, j'ai demandé à l'honorable M. Duranleau de contribuer à la construction d'entrepôts frigorifiques dont les pêcheurs avaient grand besoin. En troisième lieu, je l'ai prié de nous donner une station biologique de langue française à Gaspé.

Quant à la première question, celle du commerce à l'étranger, on a convenu que cette affaire n'était pas de notre domaine, et c'est absolument logique. Les marchés, le gouvernement fédéral nous les a fermés. Depuis, voyant que le gouvernement fédéral ne faisait rien pour le commerce étranger, nous avons trouvé le moyen, avec les ressources à

notre disposition, d'ouvrir un marché pour le commerce du poisson à Philadelphie, et ce, tout récemment et avec des résultats très appréciables.

En ce qui concerne la question des entrepôts frigorifiques, on nous a répondu dans la négative; et c'est alors que, de nos propres deniers, nous avons réussi à construire un grand nombre de ces entrepôts, qui donnent pleine et entière satisfaction, et que nous nous proposons, au cours de la prochaine saison, d'en construire encore d'autres, et ce, sans un seul centin de contribution de la part du gouvernement central.

Restait, tel que susdit, la question d'une station biologique à Gaspé, qu'on nous a promise, promesse qu'on attend encore. Vous admettez Monsieur, que, sous ce rapport, nous avons fait notre devoir et tout notre devoir.

Au cours de cette conférence, ce qui peut en surprendre peut-être un grand nombre, il n'a pas été question de changer le système existant depuis 1922, au sujet du contrôle de nos pêcheries. On ne nous a rien demandé à ce sujet, on ne nous a rien proposé, et l'affaire est restée dans *in statu quo*.

Je tiens à ajouter qu'au cours d'une assemblée conservatrice tenue à Bonaventure, alors que j'étais dans la Gaspésie, des orateurs ont déclaré avec beaucoup d'aplomb aux pêcheurs de l'endroit que s'ils ne recevaient pas plus, c'était parce que Québec n'avait rien demandé et qu'ils étaient prêts à se rendre à leurs requêtes.

Je n'attache pas plus d'importance qu'il ne faut à ces promesses électorales faites dans un but absolument politique et à seule et unique fin de critiquer comme d'habitude le gouvernement du Québec. Dans la même circonstance, on s'est apitoyé sur le sort des pêcheurs de la Gaspésie en voulant leur faire croire qu'ils étaient plus pauvres qu'ils ne le sont en réalité.

Or, je connais ces braves gens depuis au moins 16 ans, je les ai vus et coudoyés à maintes reprises, et je vous affirme, Monsieur, qu'ils sont contents de leur sort, lequel ne saurait se comparer à celui de plusieurs autres classes de la société. Je connais leur bravoure et leur bon cœur; ils sont fiers et orgueilleux dans le bon sens du mot et n'aiment pas qu'on leur dise, pour des fins politiques, qu'ils sont les pauvres gueux incapables de se sustenter.

Dernièrement, encore un débat avait lieu à la Chambre des communes sur cette question de coopération en faveur des pêcheurs de la part du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial.

Ce débat est rapporté aux pages 1539 et suivantes du *Hansard* du 13 mars 1934. Inutile pour moi d'analyser ledit débat dans tous ses détails. Qu'il

me suffise de dire que M. Dorion, député du comté de Québec, en a profité pour affirmer que si les pêcheries étaient passées sous le contrôle de Québec en 1922, "c'était pour favoriser quelques individus qui voulaient contrôler la pêche au saumon dans les rivières de la Côte-Nord et des côtes de la Gaspésie."

M. le député Dupuis¹³ a sommé le député du comté de Québec de nommer ces individus, mais ce dernier s'est contenté de répondre que l'énumération en serait trop longue.

D'un autre côté, au cours du même débat, l'honorable M. Marcl, un vétéran de la politique canadienne (*Hansard*, 13 mars 1934, p. 1542) a déclaré de son siège qu'en 1897, il avait eu l'honneur d'être candidat du Parti libéral dans le comté de Gaspé contre l'honorable M. Flynn, alors premier ministre de la province de Québec, et il a ajouté que l'honorable M. Flynn avait conduit sa campagne sur la question des pêcheries, et que son argument était que les pêcheries devraient appartenir à la province de Québec. Il a gagné son élection par une voix de majorité. "Les onze¹⁴ voix qu'il a obtenues, ajoute-t-il, à la suite d'une révision, provenaient du fait que, quelques jours avant la votation, il avait lu un câblogramme venant de Londres l'informant que le Conseil privé avait décidé qu'à l'avenir les permis de pêche au saumon seraient émis par le gouvernement de la province de Québec."

Encore une fois, M. l'Orateur, nous sommes toujours ouverts à la conviction et prêts à coopérer dans toute la mesure du possible avec le gouvernement fédéral, en autant, évidemment, que les droits légitimes de la province de Québec soient sauvegardés.

Je désire maintenant donner à la Chambre un bref résumé des œuvres que nous avons accomplies en faveur de nos pêcheurs. Il ne faut pas perdre de vue, qu'à cause de notre situation géographique, l'industrie de la pêche ne peut être exploitée que pendant quelques mois de l'année, soit cinq mois tout au plus, et se rappeler ce fait lorsqu'on compare nos revenus avec ceux des autres provinces, où la saison d'exploitation s'étend pratiquement aux 12 mois de l'année.

Le métier de pêcheur est reconnu partout dans le monde comme étant ardu; et il résulte de ce fait que plusieurs pêcheurs de cette province, particulièrement parmi la jeunesse, ayant eu l'avantage d'obtenir un autre genre de travail, ont abandonné leur métier pour y revenir cependant en grand nombre depuis les octrois que nous avons accordés pour construction de barges et de gréements.

Il y a eu, au cours des 25 années écoulées, une grande activité dans l'industrie forestière, tout autant que dans la construction des grand-routes et des chemins de fer; et plusieurs pêcheurs abandonnèrent leur métier pour y revenir cependant dans une proportion augmentée et accrue de 35 % dans certains cas, de 50 % dans d'autres cas, depuis que nous avons inauguré et poursuivi notre politique d'octrois pour construction de barges et de gréements, tel que je viens de le mentionner.

En plus de ces octrois, nous avons en maintes occasions donné des octrois spéciaux pour remédier aux désastres causés par l'industrie de la pêche, lorsque par exemple les barges des pêcheurs étaient détruites par la tempête et que nos braves travailleurs de la mer étaient privés des embarcations qui leur procuraient leur gagne-pain, et je suis heureux de mentionner, en passant, que cette politique a été inaugurée pour la première fois par notre gouvernement.

C'est le homard qui fait le premier son apparition au printemps; la majorité de la prise et mise en boîtes et les prix obtenus se comparent très favorablement à ceux payés dans les autres provinces. On en expédie un peu sur les marchés locaux à l'état frais, mais, tel que je viens de le mentionner, la plus grande partie de la prise est mise en boîtes.

Comme valeur commerciale, c'est le saumon qui fait en deuxième lieu son apparition. On dispose, en temps normal, de la prise en entier, et ce, à des prix très rémunérateurs. Mais la pêche par excellence est sans contredit la morue, dont la prise entière a toujours été soit séchée ou salée à l'état vert et qui a toujours rapporté aux pêcheurs, jusque vers 1930, de bons résultats.

La morue séchée de Gaspé est reconnue comme la meilleure du monde entier. C'est pourquoi nos exportateurs n'ont jamais éprouvé de difficulté à disposer en entier de cette prise. Toutefois, les conditions changent avec le temps, et voici maintenant que la demande pour les produits salés diminue de jour en jour. Cette diminution a été suivie d'une dépréciation dans le taux d'échange, qui a rendu la vente de notre morue très difficile; et pour faire face à la situation, nous avons dû convertir graduellement notre commerce de poisson salé en celui de poisson frais.

Nous avons compté sur la coopération d'Ottawa pour construire des entrepôts frigorifiques, mais n'ayant obtenu aucun résultat sous ce rapport, ainsi que je l'ai mentionné plus haut, nous avons dû, à même notre propre budget, construire cinq entrepôts frigorifiques pour conservation de la boëtte

aux endroits suivants: un à Paspébiac, Bonaventure; un à Port-Daniel, Bonaventure; un à L'Anse-à-Beaufils, Gaspé; un à Cloridorme, Gaspé; et un à Grande-Vallée, Gaspé; et six entrepôts frigorifiques commerciaux pour aider la vente du poisson frais aux endroits suivants: un à Carleton, Bonaventure; un à Port-Daniel, Bonaventure; un à Newport, Gaspé; un à Petite-Rivière-Est, Gaspé; un à Cape Cove, Gaspé; et enfin un à Belle-Anse, Gaspé.

Non seulement quelques-uns de ces entrepôts sont des entrepôts frigorifiques proprement dits, mais d'autres sont munis de congélateurs à boîte, ce qui permettra aux pêcheurs de pouvoir s'approvisionner des appâts nécessaires à leur industrie, lorsque la mer le leur refusera.

Nous nous sommes aussi occupés de l'inspection et de la classification du poisson. C'est une œuvre de très grande importance, vu que nous sommes probablement la seule province où les producteurs marinent et empaquettent eux-mêmes leur poisson destiné à l'exportation.

La prise anciennement était, en particulier sur le nord de la péninsule de Gaspé, vendue non empaquetée à une couple de maisons considérables d'exportation. Ces dernières se chargeaient de l'empaquetage et exportaient le tout sous leur propre marque de commerce. Mais aujourd'hui, la situation a changé complètement.

En effet, chaque pêcheur empaquette sa prise, et ce, sous la surveillance de nos classificateurs, alors qu'au lieu d'avoir comme auparavant une couple de maisons chargées de l'empaquetage, nous avons maintenant de 500 à 600 pêcheurs qui s'y livrent, ce qui demande une surveillance sévère et suivie de près.

Au printemps de 1932, nous avons construit à titre d'essai un hangar pour la classification du poisson séché destiné à l'exportation. Les succès obtenus ayant été très satisfaisants, nous décidâmes dans la suite d'en construire 10 autres au cours de 1933, ce qui permit à nos officiers d'accomplir un meilleur travail, tout en réglant une question assez épineuse. Au cours de la dernière saison, nous avons continué d'assister les pêcheurs dans la construction de nouvelles barges et avons payé à cette fin environ 250 primes.

Quoique les Îles-de-la-Madeleine soient situées en dehors du domaine provincial des pêcheurs, je tiens à porter à votre attention que mon département a fait beaucoup pour les pêcheurs de ces îles. Nous leur avons accordé depuis 1930 des octrois généraux pour la construction de nouvelles barges tout aussi bien que pour l'achat d'agrès de pêche, en même

temps que nous leur accordions des subventions pour leur permettre l'exploitation d'établissements de sous-produits.

Nous avons aussi assisté les pêcheurs de la Côte-Nord dans l'achat de leur sel, tout en aidant et les pêcheurs de la Côte-Nord et les pêcheurs de la côte sud dans l'achat d'agrès de pêche; le tout, pour un prix total de plus de \$30,000. Au cours de la dernière saison, nous avons construit dans le nord de la péninsule de Gaspé trois neigières, ce qui, avec les 15 déjà construites sur la Côte-Nord, porte le tout à un total de 18. Ces neigières rendent de grands services à nos pêcheurs.

À titre d'essai, nous avons construit à Saint-Maurice-de-l'Échouerie un hangar pour centraliser l'inspection et la classification; les résultats obtenus sont des plus satisfaisants, et nous espérons pouvoir avant longtemps en ériger plusieurs autres du même genre.

Nous avons payé, Monsieur, pour l'année fiscale se terminant le 30 juin 1933, une somme de \$37,938.77, soit \$23,790 de salaires et \$14,148.77 de déboursés, lesdites sommes ayant été payées à nos inspecteurs et gardes-pêche des côtes nord et sud de la péninsule de Gaspé, ainsi que de la côte nord du golfe Saint-Laurent.

Les devoirs de ces officiers consistent dans l'administration de la loi et des règlements des pêcheries ainsi que dans l'exécution du programme de ce service.

Nous avons payé à nos classificateurs de poisson sur la Côte-Nord \$6,099.65, alors que, l'an dernier, ce montant était de \$3,438.20, et à ceux de la côte sud, \$11,730.54, alors que, l'an dernier, ce montant était de \$10,363.26.

Les devoirs de ces officiers consistent, pendant la saison de préparation du poisson, à voir à ce que tout endroit ou établissement où l'on prépare le poisson soit tenu dans un état sanitaire. La plupart de ces officiers ont suivi les cours de pêcheries donnés à la station biologique de Halifax et sont experts dans la préparation du poisson salé. Ils assistent, autant que possible, les pêcheurs, afin de pouvoir améliorer leurs produits.

Au cours de la saison d'exportation, ces officiers surveillent le pesage et classent et inspectent l'empaquetage de tout le poisson exporté par les pêcheurs. Ce travail est d'une très grande importance et n'est, ni plus ni moins, que la clef de l'industrie du poisson séché, surtout sur la côte nord de Gaspé, et où les pêcheurs exportent, pour ainsi dire, leur prise en entier. Cette partie de notre branche requiert la plus grande surveillance.

Nous avons payé les octrois suivants pour les barges:

Côte-Nord	65 barges	\$ 6,242.00
Côte sud	187 barges	15,694.50
Îles-de-la-Madeleine	63 barges	5,390.00

Nous avons payé les octrois suivants pour les gréements:

Côte-Nord	\$264.33
Côte sud	725.44

Ces chiffres sont assez éloquents et méritent d'être soulignés. Nous avons payé aux pêcheurs de la Côte-Nord une somme de \$10,131.11, afin de leur venir en aide dans l'achat de sel et des agrès de pêche nécessaires, pour leur permettre de débiter dans leur métier.

Nous avons payé aux pêcheurs de la Côte-Sud une somme de \$1,166.80, afin d'aider quelques pêcheurs indigents, pour achat d'agrès de pêche qui leur étaient nécessaires, afin de leur permettre également de débiter dans leur métier.

Nous avons accordé à diverses coopératives de pêcheurs, pour aider à ces derniers, une somme de \$6,923.24. Voici quelques-uns des autres items que nous avons payés pour venir en aide à nos pêcheurs: (Voir le tableau à la page suivante)

Le Poisson de Gaspé, limitée, pour entrepôt frigorifique	\$12,902.50
Le Poisson de Gaspé, limitée, pour boîte	500.00
Le Collège de Sainte-Anne de la Pocatière, pour conférences sur la question des pêcheries	100.00
Chs. Biard & Cie, pour l'établissement d'un "Fish Meal Plant" (établissement pour traiter les sous-produits de la pêche)	500.00
Magdalen Fish & Fish Products, pour l'établissement d'un "Fish Meal Plant"	1,000.00
Labrador Fisheries, Ltd., pour établissement de mise en conserve	2,000.00
Pour convention de la Canadian Fisheries Association	500.00
Octroi à Ephrem Therrien pour camion frigorifique destiné au transport du poisson frais sur la côte de Gaspé	100.00
Octroi à Pierre Ouellette pour camion frigorifique destiné au transport du poisson frais sur la côte de Gaspé	100.00
Octroi à Alfred-J. Gaudet, des Îles-de-la-Madeleine, pour recherches concernant les bancs de pétoncles	232.00
Octroi à MM. Girard & Sons, Belle-Anse, Gaspé, pour l'établissement d'un entrepôt frigorifique	11,250.00
Octroi à MM. Nap. Lelièvre & Cie, Petite-Rivière-Est, Gaspé, pour l'établissement d'un entrepôt frigorifique	11,250.00
Octroi à Joseph Lizotte relativement à la pêche aux marsouins	125.00
Octroi à Modern Sea Food, Port-Daniel-Est, Bonaventure, pour l'établissement d'un entrepôt frigorifique	11,730.00
Octroi à Le Poisson de Charleton-sur-Mer, Ltée, pour l'établissement d'un entrepôt frigorifique	20,482.50

En plus du budget de \$240,000 qui m'a été voté par la Législature, j'ai obtenu, par mandat spécial, une somme de \$27,148, afin d'indemniser les pêcheurs pour pertes de barges et d'agrès de pêche subies au cours d'une tempête, en septembre 1932.

Il n'est pas surprenant, Monsieur, que notre œuvre ait été appréciée à maintes reprises, comme elle le mérite, et ce, de la part de personnes qui ne sont pas intéressées à faire de la politique avec cette question et à critiquer toujours, envers et contre tous, le vilain gouvernement de Québec.

Le conseil municipal du village de Grande-Rivière, comté de Gaspé, me faisait parvenir le 8 octobre 1932, l'appréciation suivante:

Conseil du village de Grande-Rivière,
8 octobre 1932

Honorable Hector Laferté,
Ministre de la Colonisation,
de la Chasse et des Pêcheries,

Monsieur,

Le conseil municipal du village de Grande-Rivière vous remercie pour la belle initiative que vous avez prise pour les pêcheries de la côte de Gaspé.

Le conseil municipal du village Grande-Rivière,
(signé) Louis Bisson, sec-trés.

The Chronicle-Telegraph publiait, le 24 février 1932, l'article suivant:

"The Fishermen's Friend

"Honorable Mr. Laferté, Minister of Colonization, Game and Fisheries, has again proven himself to be a friend to the fishermen.

"Not only has he interested himself in supporting the establishment of refrigeration plants along the Gaspe Coast, a much needed development of the fishing trade, but now he has gone further and is endeavoring to find markets for provincial fish.

"Last fall, one of three plants was in operation and proved to be of immense benefit to the fishing industry.

"The fishermen were paid a fair price for their fish, and most of the fish was marketed within the province.

"Next summer, the other two plants will be in operation.

"Within the last few days, Hon. Mr. Laferté has inaugurated a most effective way to find markets for our fresh fish.

"One of the most expert fishing authorities in the province will be employed during the next several months, visiting the large centers of the province, to educate the people of the advantages of buying fish fresh from their own provincial sources of supply.

"Illustrated public lectures will be delivered in each center, showing the advantages to the people

of the province in encouraging and developing such a local trade.

"This is one of the most laudable efforts that has yet been made to find markets for our fish.

"It is in line with our inter-Empire trade efforts to increase trade within the Empire.

"Let us seek markets for our products and our people will provide them.

"We are sure that the results of the Government's financial assistance for the erection of refrigerators will be a boon to the people of the Gaspé and North Shore fishing coasts¹⁵."

La Presse du 13 janvier 1932 disait: "Bien qu'elle ait beaucoup souffert de la dépression, la province de Québec est la seule, suivant le *Bulletin des renseignements*, qui ait montré un gain dans les prises de novembre et leur valeur au débarquement, tant pour la morue que pour le hareng."

Mais il y a plus; et un journal de Londres, *Quebec*, dans son numéro du mois de décembre 1932, nous consacrait l'article suivant:

"First Quick-Freezing Fish Plants on Gaspé Coast

"The Quebec Government is establishing modern brine-freezing fish plants on the Gaspé coast and before the end of the present year, two such plants are expected to be in operation at Little East River and Belle-Anse, Gaspé. The Gaspé fishermen will have the advantages of the up-to-date, quick-freezing process for the marketing of the excellent salmon and other fish products of that coast. The plants, construction of which was announced a few weeks ago, will be the first of the kind on the Quebec coast as heretofore quick-freezing installations were situated only in Nova Scotia and New Brunswick. In addition to the plants serving, the public demand for quick frozen fish products, the Quebec Department of Colonization, Game and Fisheries is also assisting the fishermen through erection of a bait freezing plant at Fox River on the Gaspé coast.

"The plants are being erected on a modest scale as a start in provision of quick-freezing facilities, now the ultra-modern way of delivering fish in fresh condition to the consumer. The entire programme including the bait-freezing plant, is costing in the neighbourhood of \$100,000. The facilities will, however, be complete in every detail with each of the brine-freezing plants equipped with two separate systems, one for the fillet freezing and one for the freezing of the whole fish. Salmon will be treated by a special patented process, the freezing

being accomplished very quickly by spraying the whole fish with salt brine at about zero temperature, after which the fish is glazed, packed and held in storage rooms, also at zero temperature. In addition to the fillet and whole-fish freezing, provision is being made for the freezing of scallops. These shellfish, a delicacy much in demand for the Gaspé tourist trade, are available only in the spring of the year, but by means of quick-freezing, a supply will be held over for the summer patrons of tourists resorts along the Gaspé coast.

"The capacity of the two plants will be over two tons of frozen fish daily. Mechanical equipment consists of complete refrigerating machinery including diesel engine driven ammonia compressor and auxiliary parts, fillet freezing tank, salmon freezing cabinet, scallop freezing rooms brine pumps and all other accessories for efficient operation¹⁶."

J'irai plus loin et j'ajouterai que, lors de la convention de la Canadian Fisheries Association, tenue à Québec les 12, 13 et 14 septembre 1932, le président ne craignait pas de déclarer dans son discours d'ouverture: "In this connection, I want to express on behalf of the Association our thanks to the Government of the province of Quebec, which has taken the lead among all the other provinces in Canada, in assisting in this work, in that they have provided an assistant for Mrs. Spencer while she was, and is at work in the Province of Quebec, and our good friend the Minister, the Honorable Hector Laferté, the Deputy-Minister, Mr. L.-A. Richard, the Superintendent of Maritime Fisheries, Mr. F.-M. Gibaut, and the other officials of the Department have been generous in their efforts during the past year to assist in every way possible the work which has been inaugurated by the Federal Government. This is not only of great assistance, but it provided an initiative to the other provincial governments throughout Canada to do likewise, so that the whole effort may be co-ordinated to the best possible advantage for the industry¹⁷."

J'irai plus loin encore et j'ajouterai que le *Bulletin des renseignements sur les pêcheries* disait, dans son numéro du mois d'août 1932: "Pêche en Québec"

"Le ralentissement des affaires mondiales en 1931 rendit partout difficile aux pêcheurs l'exercice de leurs exploitations. Et, néanmoins, en dépit de l'adversité des facteurs économiques en jeu, les pêcheurs du Québec trouvèrent le moyen d'accroître pendant l'année le nombre de leurs navires et de leurs barques.

"En effet, leur flotte de navires à voiles et à moteur et de barques à moteur s'éleva de 3,136, en 1930, à 3,396, en 1931, et le nombre de voiliers et de bateaux à rames de 3,387 à 3,684. La plupart de ces unités furent utilisées dans la pratique des exploitations maritimes, mais plus de 1,400 d'entre elles furent affectées à la pratique des exploitations fluviales et lacustres.

"Un autre trait notoire de la pêche consiste dans le fait que la valeur du matériel en usage dans les opérations primaires - prime et débarquement des poissons - fut légèrement plus élevée en 1931 qu'elle ne l'avait été l'année d'avant, soit environ \$284,200 par comparaison à \$279,456. D'autre part, la valeur des navires, barques, filets, etc., utilisés dans les opérations primaires de la pêche maritime, fut quelque peu moindre que l'année d'avant, soit \$2,051,000 en chiffres bruts, contre \$2,096,000."

Or, ce *Bulletin* est publié, savez-vous par qui? Par le ministère des Pêcheries d'Ottawa; et j'y vois en première page, d'un côté, le nom de l'honorable Alfred Duranleau, et de l'autre, celui de son sous-ministre, M. William A. Found.

Enfin, laissez-moi vous dire que je recevais, le 19 mars dernier, une lettre d'un personnage très important et d'un expert en pêcheries, M. A. S. Christie, président de la *Canadian Fisherman*, une revue très bien faite et très au courant de la situation des pêcheries, lettre qui se lit comme suit:

Gardenvale, March 19th, 1934

Honorable Hector Laferté
Parliament Buildings,
Quebec City, Canada

Dear Sir,

I should like to express my sincere appreciation of the continued cooperation and support which you are extending to us in our efforts for the fishing industry through the publication, *Canadian Fisherman*.

At the same time, may I extend my congratulations on the valuable work you have been doing for the fisheries of the Province of Quebec. Without being influenced by political beliefs and without any mental reservations whatsoever, it is a privilege to say that you, Sir, have done more for the fishing industry of the Province of Quebec than any Minister or official in the many years I have personally known anything of this industry.

Yours faithfully,
(Signed) A. S. Christie¹⁸

Mais il y a plus encore, et si je voulais continuer cette énumération d'appréciations flatteuses à l'adresse de mon département, je pourrais mentionner le témoignage non équivoque de l'ancien chef de l'opposition lui-même, M. Camillien Houde, qui, lors de la grande Convention internationale des associations canadienne et américaine des pêcheries, qui a eu lieu à Montréal, au cours du mois de septembre 1930, et à laquelle ont pris part environ 1,000 congressistes, déclarait publiquement, non pas évidemment en sa qualité de chef d'opposition, mais comme maire de Montréal: "Le ministre des Pêcheries est ici, et c'est, je crois, la première fois que je lui fais un compliment. C'est sous le ministère de M. Laferté que les pêcheries de Québec ont progressé."

Ceci me rappelle qu'au dire d'un ancien orateur, "la plus belle de toutes les louanges, c'est celle qui nous vient de ceux qui ne suivent pas notre doctrine, et qui sont forcés de l'admirer."

Je reprends mon siège en m'excusant d'avoir été aussi long. Vous avez remarqué, M. l'Orateur, que, sur cette importante question, nous avons procédé avec ordre, comme du reste dans toutes les branches de l'administration, et qu'en accordant des octrois substantiels à nos pêcheurs dont le nombre, grâce à notre politique, a augmenté, comme je l'ai déjà dit, de 35 % dans certains cas et, dans d'autres, de 50 %, nous avons voulu attacher nos pêcheurs à la mer, si je puis m'exprimer ainsi, comme nous nous sommes intéressés dans un autre domaine à attacher nos colons au sol natal. Faisant un pas de plus, nous avons entrepris la construction d'entrepôts frigorifiques qui leur sont d'une grande utilité.

De quoi demain sera-t-il fait et qu'allons-nous accomplir pour protéger davantage encore, si possible, les braves travailleurs de la mer? C'est un problème que nous ne manquerons pas de résoudre au fur et à mesure que les circonstances se présenteront. L'on peut compter à ce sujet sur notre meilleure volonté et sur notre dévouement le plus entier.

Et en agissant comme il convient, eu égard aux circonstances et au budget dont nous pourrions disposer, ce sera de notre part une grande satisfaction de pouvoir contribuer davantage au bonheur, au progrès et à l'avancement d'une partie très importante et très intéressante de notre population, et ce sera encore là la logique d'une politique et l'unité d'une direction et d'une pensée.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je veux attirer l'attention de la Chambre sur l'attitude assez

extraordinaire du ministre. Le ministre mêle la partisannerie politique à cette question. Je regrette que le ministre ait fait de cette question nationale une question politique. Je regrette que le ministre se soit jeté des fleurs en énumérant ce que le gouvernement a fait pour les pêcheries.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous passez votre vie à avoir des regrets.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition s'est soigneusement gardée de faire quoi que ce soit aux gouvernements libéraux ou conservateurs. Mais le ministre a consacré une grande partie de son discours à critiquer amèrement le gouvernement dont il veut implorer les faveurs, à lui dicter cavalièrement des conditions. Si le ministre avait le souci et l'intérêt des pêcheries québécoises, il procéderait avec plus de doigté.

Il n'a pas tenté de réfuter les statistiques que j'ai citées cet après-midi, qui sont précises et officielles, tirées des statistiques annuelles de la province de Québec. Nous avons prêché la collaboration. Nous n'avons fait aucune allusion politique, sans nous préoccuper qui était au pouvoir en 1922. Le discours du ministre se résume en trois points, dont le principal est une critique amère contre ceux dont on réclame le secours.

La situation de la Gaspésie est mauvaise. Aucune coopération n'était possible avant qu'il n'y ait deux champs pour les pêcheries sous des juridictions différentes: celle du dominion et celle du gouvernement provincial. Il (M. Duplessis) cite la valeur des pêcheries, en proportion de la population pour chaque province. La situation québécoise est grandement défavorable de tous les points de vue. Les statistiques démontrent que la situation de nos pêcheurs est critique. Nous n'avons pas trouvé dans la bouche du ministre un mot de sympathie à l'égard des pêcheurs. Je dirai au ministre de cesser ses critiques, mais d'adopter les mesures qui s'imposent, d'adopter une politique vraiment nationale. Je regrette que le ministre ait insinué qu'il n'y avait pas de coopération possible avec Ottawa quand il démontre le contraire dans ses lettres. Les éloges que le ministre s'est décernés doivent le satisfaire. Il devrait maintenant se mettre à l'œuvre et travailler à obtenir la coopération qui s'impose.

L'amendement est adopté sur division.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne peux voter pour la motion amendée. J'aurais voté pour la

motion originale du représentant de Gaspé-Sud (M. Chouinard). Peu importe que ce soit un gouvernement ou l'autre qui émette les licences, ce qu'il faut à tout prix, c'est que les deux pouvoirs s'entendent pour délimiter leurs obligations respectives. Il est absolument nécessaire que le Québec continue de travailler au développement des pêcheries, comme il le fait aujourd'hui, de nécessité urgente. Il nous faut aussi le service fédéral.

Je suis d'opinion que l'entente de 1922 n'avait qu'une chose en vue: accorder à une seule autorité le droit d'émettre les licences, parce que le jugement du Conseil privé de 1922 établissait une double juridiction. Mon collègue de Gaspé-Sud a demandé la révision de l'entente de 1922. Je crois que cela n'est pas nécessaire. Que chaque gouvernement fasse son devoir et tout ira bien.

La motion principale, telle qu'amendée, est adoptée sur division et se lit maintenant comme suit:

Que cette Chambre exprime l'avis qu'une conférence devrait aussitôt que possible avoir lieu entre les deux gouvernements fédéral et provincial pour déterminer les obligations respectives de chacun et favoriser le développement de nos pêcheries maritimes.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose: Qu'un crédit n'excédant pas trois millions cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Construction, réparation et entretien des chemins (Voirie et Mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

MM. Duplessis (Trois-Rivières), Béique (Chambly), et Sauvé (Deux-Montagnes) posent des questions.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. Gaberof¹⁹, candidat à l'élection de Montréal, avait acheté une propriété pour environ \$2,000, propriété qu'il a vendue à la voirie pour \$9,000.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La voirie a été obligée d'exproprier cette maison, et c'est le prix qui fut déterminé par les officiers.

L'étude de la résolution est suspendue.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen de la résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 30.

NOTES

1. *La Patrie* du 11 avril 1934, à la page 37, signale que lorsqu'il entend cette clause qui se termine par les mots "de même que la cité de Montréal", M. Duplessis se lève prestement de son siège pour la lire, et que le premier ministre fait de même.

2. Cette clause, comme le mentionne *La Patrie* du 11 avril 1934, à la page 37, n'avait aucun rapport avec le bill à l'étude, mais concernait plutôt le code scolaire de la loi de l'instruction publique.

3. À ce moment, selon *L'Événement* du 11 avril 1934, à la page 8, l'honorable M. Laferté, ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries, entre en Chambre et sourit en entendant parler de ces 260,000 hectares.

4. Dans leur édition du 11 avril 1934, *Le Soleil*, à la page 10, et *La Patrie*, à la page 8, écrivent 1,000 tonnes, tandis que *Le Canada*, à la page 9, *Le Devoir*, à la page 8, *L'Événement*, à la page 8, et *Le Nouvelliste*, à la page 10, précisent 9,000 livres.

5. M. Vautrin a remplacé l'Orateur, M. Bouchard, comme le mentionne *L'Événement* du 11 avril 1934, à la page 8.

6. Dans leur édition du 11 avril 1934, selon *Le Devoir*, à la page 8, *L'Action catholique*, à la page 11, *Le Canada*, à la page 1, et *La Patrie*, à la page 10, il s'agit de 10,883.

7. *L'Événement* du 11 avril 1934, à la page 8, mentionne plutôt 11,161 pêcheurs.

8. Pierre-François Côté fut élu député libéral de la circonscription de Charlevoix-Montmorency, avant de représenter Charlevoix-Saguenay de 1925 à 1941. Il sera nommé Orateur de la Chambre des communes en 1936 et Secrétaire d'État en 1940, avant d'accéder à la Cour supérieure du Québec en 1941.

9. Edgar Nelson Rhodes, conservateur, fut ministre fédéral des Pêcheries (1930-1932) et ministre des Finances (1932-1935), avant d'être nommé au Sénat.

10. Alfred Duranleau, conservateur, fut ministre de la Marine (1930-1935) et ministre intérimaire des Pêcheries (1932-1935).

11. *Traduction:* Qu'il est de l'opinion de cette Chambre que le gouvernement du dominion doive coopérer davantage avec le gouvernement provincial, afin de soutenir les pêcheries maritimes dans la province de Québec.

12. Onésime Gagnon, conservateur, était alors ministre sans portefeuille à Ottawa.

13. Vincent Dupuis fut alors député libéral de la circonscription fédérale de Laprairie-Napierville.

14. Le conservateur Edmund James Flynn remporte ultimement l'élection par un vote de 1,430 voix contre 1,419 pour son rival libéral Charles-Albert Marcil.

15. *Traduction:*

"L'ami des pêcheurs

"L'honorable M. Laferté, ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries, a encore prouvé qu'il était l'ami des pêcheurs.

"Non seulement a-t-il travaillé en faveur de l'établissement d'entrepôts frigorifiques sur la côte de Gaspé, un développement essentiel pour l'industrie de la pêche, mais il va maintenant plus loin en cherchant de nouveaux marchés pour le poisson de cette province.

"L'automne dernier, un des trois entrepôts est entré en opération et s'est avéré extrêmement bénéfique à l'industrie de la pêche.

"Les pêcheurs ont reçu un bon prix pour leur poisson dont la plus grande partie fut écoulée dans la province.

"L'été prochain, les deux autres entrepôts entreranno en opération.

"Au cours des derniers jours, l'honorable M. Laferté a mis en application un moyen très efficace de trouver des marchés pour notre poisson frais.

"Une des autorités les plus reconnues de la province dans le domaine des pêches travaillera au cours des prochains mois, en visitant les grands centres, à renseigner la population sur les avantages d'acheter du poisson frais des sources d'approvisionnement provinciales.

"Des exposés publics avec illustrations seront donnés dans chaque centre. Ils montreront à la population provinciale les avantages d'encourager et de développer cette industrie locale.

"Il s'agit d'un des efforts les plus remarquables, en vue de trouver des marchés pour notre poisson.

"Ceci correspond aux efforts faits pour augmenter le commerce à l'intérieur de l'Empire.

"Que l'on trouve des marchés pour nos produits et nos gens les approvisionneront.

"Nous sommes assurés que l'aide financière du gouvernement pour la construction de réfrigérateurs bénéficiera grandement aux gens de Gaspé et de la Côte-Nord."

16. *Traduction:*

"Les premières installations frigorifiques pour le poisson de la côte de Gaspé

"Le gouvernement québécois est à construire des entrepôts de congélation par saumure sur la côte de Gaspé; et, avant la fin de l'année, deux de ces entrepôts doivent entrer en opération à Petite-Rivière-Est et à Belle-Anse (Gaspé). Les pêcheurs de Gaspé profiteront avantageusement des procédés modernes de la congélation rapide pour la mise en marché de l'excellent saumon et d'autres produits de la mer de cette région. Ces installations, dont la construction fut annoncée il y a quelques semaines, seront les premières du genre sur la côte québécoise. Jusqu'à maintenant, les seules installations à congélation rapide étaient situées en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick. En plus de ces

installations répondant à la demande pour des produits de la mer congelés, le département québécois de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries vient en aide aux pêcheurs en construisant une usine frigorifique pour la boîte à Rivière-au-Renard, sur la côte de Gaspé.

"Les installations construites sont de taille modeste pour l'instant, permettant la congélation rapide du poisson, la technique la plus moderne pour fournir un produit frais au consommateur. Ce programme, incluant l'entrepôt de congélation de la boîte, coûte environ \$100,000. Cependant, ces équipements seront complets dans tous les détails, avec la mise en place de deux systèmes différents: un pour la congélation des filets et un autre pour les poissons entiers. Le saumon sera traité selon un procédé spécial (reconnu) par lequel on congèle le poisson très rapidement en l'aspergeant de saumure à une température d'environ zéro, après quoi on le glace, on l'emballage et on l'entrepasse, toujours à une température de zéro. En plus de la congélation des filets et des poissons entiers, on prévoit aussi la congélation des pétoncles. Ce fruit de mer, un mets très en demande dans l'industrie touristique de Gaspé, n'est disponible qu'au printemps. Mais, par la congélation rapide, on pourra approvisionner les hôteliers et restaurateurs de la côte de Gaspé pendant l'été.

"Les deux entrepôts auront une capacité de deux tonnes de poisson congelé par jour. L'équipement mécanique consiste en un système de congélation complet, incluant un compresseur d'ammoniac au diesel et les pièces de rechange, une cave pour la congélation des filets, une cabine pour le saumon, des pompes à saumure pour les chambres de congélation des pétoncles ainsi que tous les accessoires nécessaires à une utilisation efficace."

17. *Traduction:* "En ce sens, je voudrais exprimer, au nom de l'Association, nos remerciements au gouvernement québécois, qui a pris la tête entre les provinces canadiennes, pour l'aide consentie dans ces efforts, pour avoir fourni un assistant à Mme Spencer alors qu'elle était et est encore au travail dans la province de Québec. Et notre bon ami le ministre, l'honorable Hector Laferté, le sous-ministre, M. L.-A. Richard, le surintendant aux Pêcheries maritimes, M. F.-M. Gibaut, et les autres officiers du département ont été généreux de leurs efforts pendant la dernière année pour appuyer de toutes les façons possibles les travaux entrepris par le gouvernement fédéral. Il s'agit non seulement d'une aide importante, mais aussi d'une incitation pour les

autres gouvernements provinciaux dans l'ensemble du Canada à faire de même pour que l'effort puisse être coordonné au meilleur avantage de l'industrie."

18. *Traduction:*

Gardenvale, 19 mars, 1934

L'honorable Hector Laferté,
Édifices parlementaires,
Québec, Canada

Cher Monsieur,

Je voudrais vous exprimer mon appréciation sincère de la coopération et de l'aide continues que vous nous fournissez dans notre travail en faveur de l'industrie de la pêche par l'entremise de notre publication, *Canadian Fisherman*.

En même temps, puis-je offrir mes félicitations pour le travail utile que vous accomplissez en faveur des pêcheries de la province de Québec. Sans être influencé par aucune croyance politique et sans aucune arrière-pensée, c'est un privilège pour moi de dire que vous, Monsieur, avez fait plus pour l'industrie de la pêche de la province de Québec que n'importe quel ministre ou officier depuis que je connais quoi que ce soit à cette industrie.

Sincèrement vôtre,
(Signé) A. S. Christie

19. *L'Action catholique* du 11 avril 1934, à la page 3, précise que M. Gaberof est un avocat associé au représentant de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen), et qu'il vient de perdre contre l'échevin Schubert, lors des élections municipales de Montréal.

Première séance du mercredi 11 avril 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le trente-deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 17 modifiant la loi des liqueurs alcooliques pour confier au procureur général la surveillance et la poursuite des infractions;

- bill 196 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine.

**Lois fédérales assurant
des débouchés aux produits canadiens**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), la permission de présenter le bill 243 pour aider à la mise à effet, dans cette province, de toute loi fédérale ayant pour objet d'assurer des débouchés aux produits naturels du Canada, et de celle concernant la faillite en ce qui regarde les compromis entre créanciers et débiteurs.

Comme je l'ai déjà dit en cette Chambre, j'ai reçu de l'honorable M. Bennett, la semaine dernière, un télégramme me disant qu'il m'avait envoyé le texte de deux projets de loi. Le premier concernait la création d'un "Marketing Board", qui permettra au gouvernement fédéral de nommer une commission de contrôle ayant des pouvoirs très étendus sur les produits de la forêt, de la terre et des mines. Cette commission pourra contrôler les prix de vente, les importations et les exportations des produits, et de la production. Elle pourra même déterminer les indemnités qui seront payables aux industries ou commerces qui pourront être affectés adversément par les décisions de la commission.

J'ai reçu ces deux projets de loi. M. Bennett nous a demandé si nous ne pourrions pas passer une

législation pour permettre au lieutenant-gouverneur en conseil de la province, dans le cas où la chose serait dans l'intérêt de cette dernière, de donner effet à la législation fédérale au moyen d'arrêtés ministériels ayant pour objet d'assurer des débouchés aux produits naturels du Canada, et de celle concernant la faillite, en ce qui regarde les compromis entre créanciers et débiteurs.

J'ai lu dans les journaux que les provinces de l'Ouest sont favorables à ce projet. La province de Québec, comme je l'ai dit, a l'intention de coopérer avec le gouvernement fédéral dans ces deux domaines et dans tout domaine où nous avons un intérêt commun. Je ne veux pas qu'il soit dit que la province de Québec reste en arrière et qu'elle se confine dans l'isolement. Voilà pourquoi je demande à la Législature de nous donner le pouvoir d'accepter la législation fédérale, sans ne céder aucun de nos droits ni compromettre en aucune façon notre autonomie. Comme la législation fédérale n'en est encore qu'à ses débuts et peut subir de profonds changements par des amendements et sous-amendements, nous devons nécessairement procéder lentement avec notre propre législation.

Je ne vous cache pas que je considère cette loi comme dangereuse et que je la vois avec beaucoup d'appréhension. J'ai lu plusieurs clauses, et je crois notamment que cette loi empiète sur les droits et prérogatives de la province de Québec. Cependant, je n'hésite aucunement à demander à la Chambre de nous donner le pouvoir d'agréer la législation fédérale, pourvu que ce soit pour un temps limité, et pourvu aussi que tous les arrêtés ministériels que nous pourrions passer, pour donner force de loi à la législation fédérale, soient soumis à l'approbation des représentants du peuple à la prochaine session, de manière à ce que la Chambre puisse garder le contrôle absolu dans ce domaine.

Encore une fois, la législation fédérale, à laquelle je fais allusion, est dangereuse parce qu'elle peut amener de sérieux conflits entre Ottawa et Québec. Je répète que la province de Québec ne veut pas se confiner dans l'isolement mais que, d'un autre côté, elle ne veut pas céder ou même risquer aucun de ses droits et prérogatives.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai écouté l'honorable premier ministre avec beaucoup d'attention. La province de Québec est une partie intégrante de la Confédération. Cette Confédération

est le fait de tous ceux qui ont élaboré le pacte confédératif. Elle est établie sur une base d'autonomie pour chacune des provinces. Les Pères de la Confédération ont vu loin. Ils n'ont pas voulu faire une union législative, mais une confédération.

D'un autre côté, il y a des problèmes d'envergure nationale, comme celui du commerce, qui ressortissent au pouvoir central et aux Législatures. Il y en a d'autres qui exigent la coopération du fédéral et du provincial; et il y a des questions internationales qui dépendent exclusivement du fédéral. Les problèmes que nous avons intéressent souvent tout le pays.

L'opposition a pleine conscience de son devoir. Elle est prête à coopérer et à collaborer, dans toute la mesure du possible, pour améliorer les conditions économiques qui nous valent le chômage et la crise économique, et ce, sincèrement, cordialement et loyalement. Nous voulons, nous, la coopération avec ceux qui veulent régler la crise.

Je suis de l'opinion du premier ministre qui dit que cette coopération ne doit pas se faire sur les ruines de notre autonomie. La province de Québec n'a pas d'esprit paroissial. Elle a le sens de ses responsabilités et de ses devoirs, mais elle a aussi le sens de ses droits. Le premier ministre a raison de dire que nous devons conserver nos droits et notre autonomie. S'il y a moyen de concilier les intérêts avec les droits de la province, tant mieux; mais, encore une fois, l'autonomie de la province doit primer.

De façon générale, je suis opposé à cette pratique d'accorder des pouvoirs législatifs au gouvernement plutôt qu'à l'Assemblée législative. Toutefois, parce que la situation est extraordinaire, et parce que tous les arrêtés ministériels seront soumis à l'approbation des représentants du peuple, l'opposition est prête à coopérer et collaborer pour que cette loi soit aussi bonne que possible.

Au sujet du bill des faillites, je crois qu'il y aurait lieu pour le gouvernement de demander au gouvernement fédéral d'amender la loi des faillites, de façon à libérer les cultivateurs des obligations de faillites, sur demande à un juge. Toutes les autres classes de la société jouissent de ce privilège. Je suggère donc au premier ministre de demander à Ottawa de rétablir les droits des cultivateurs, et nous l'appuierons dans cette démarche. La province se doit de coopérer avec le gouvernement fédéral sur la législation proposée, mais ses droits doivent être protégés en toute circonstance.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Demandes de renseignements:

Session spéciale pour le bill de Montréal

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Au comité du Conseil législatif, il a été suggéré hier matin, par l'honorable M. Pamphile-Réal Du Tremblay, que le gouvernement convoque une session en juin pour permettre aux nouveaux administrateurs, que la métropole vient de se choisir, d'obtenir les pouvoirs dont ils ont besoin.

J'ai lu, dans les journaux, une déclaration en vertu de laquelle le gouvernement serait prêt à rappeler les députés en session spéciale, vers le mois de juin. On parlait, dans cette nouvelle, de la coopération qui doit exister entre les autorités de Montréal et le gouvernement provincial. Je me lève pour demander si cette nouvelle est fondée; et si elle l'est, j'aimerais connaître les intentions du gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai pas entendu la déclaration à laquelle le député de Montréal-Saint-Jacques réfère. Je puis dire toutefois qu'en ce qui concerne le gouvernement, personne au comité n'avait mission de parler en son nom.

Toutefois, je puis dire ceci: le bill de Montréal, le bill 100, après avoir été longuement discuté en Chambre, est actuellement étudié par le Conseil législatif, qui en a presque terminé l'étude. Ce bill nous a été soumis par l'ancienne administration qui nous a dit qu'elle le croyait utile et susceptible d'améliorer la situation de la métropole. Il y a deux jours, de nouvelles élections ont eu lieu et il s'est produit un changement considérable. Peut-être la nouvelle direction donnera-t-elle une autre orientation, une autre administration, une nouvelle vigueur à Montréal? Je n'en sais rien. Je n'ai ni la mission ni le droit de parler pour la nouvelle administration de Montréal.

Il y a une chose certaine, cependant. La situation à Montréal est, je ne dirai pas critique, mais difficile particulièrement au plan financier, et tout le monde en cette province souhaite que la métropole trouve une solution à ses problèmes. Tout ce que nous voulons, tous autant que nous sommes, c'est que Montréal soit placée sur une bonne et solide base. Nous réalisons ce que vaut Montréal pour la province et pour le Canada, car le développement de Montréal entraîne aussi le développement de l'ensemble du Québec.

On a donné à M. Camillien Houde et à ses partisans une majorité considérable sans précédent et un mandat impératif. La population de Montréal a

exprimé sa confiance en lui, et elle croit que M. Houde pourra orienter la politique de Montréal mieux que ses prédécesseurs et tirer la métropole du chaos. Réussira-t-on? Comme Québécois, comme ami et admirateur de Montréal, je le souhaite sincèrement.

La session présente s'achève. Nous ne pouvons pas demander à la nouvelle administration de nous offrir un programme d'ici quelques jours. Parlant en mon nom personnel, je puis dire que si la nouvelle administration, le nouveau maire, le nouvel exécutif veulent consulter les banquiers dont ils ont besoin, les propriétaires qui sont les plus intéressés, les hommes d'affaires et les ouvriers de Montréal, si après avoir consulté ce que Montréal a de meilleur, ils viennent ensuite devant nous, dans un jour, dans une semaine, dans un mois, avec un projet bien défini qui nécessiterait l'intervention de la Législature, je n'aurai aucune hésitation à demander au lieutenant-gouverneur de convoquer une session spéciale pour s'occuper des affaires de Montréal.

Mais à condition toutefois que l'on vienne avec un programme bien défini, et non pas avec un bill en blanc que nous serions obligés de faire et refaire, comme cela s'est fait trop souvent dans le passé. Je le répète, si Montréal veut venir avec un programme bien défini, approuvé par les corps publics, les banquiers, les propriétaires, nous convoquerons une session et, en quelques jours, nous pourrons régler la question.

Ce n'est pas parce que nous ne partageons pas les idées de M. Houde que nous voudrions en aucune manière être un obstacle à la prospérité de Montréal. Je puis assurer la députation de Montréal et la nouvelle administration de cette ville que tout ce qu'elle nous demandera de raisonnable trouvera de ce côté-ci de la Chambre toute la coopération voulue.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne m'attendais pas à ce que cette question fût discutée aujourd'hui. Je n'ai aucune objection à accepter l'offre de coopération et de collaboration qui nous est présentée. Je tiens à déclarer que l'attitude que prend l'honorable premier ministre à cet égard est conforme aux intérêts de la province et que l'opposition remplira son devoir.

Montréal est la métropole du Canada, la seconde ville française du monde, un des grands actifs de la province; et il est dans l'intérêt de tous ceux qui ont à cœur le bien de la province de coopérer franchement et loyalement avec ceux qui ont obtenu le mandat public de diriger ses destinées. J'ajouterai que le peuple de Montréal s'est prononcé de façon à prouver que, lorsqu'il y a un mouvement populaire, rien ne peut l'arrêter.

J'offre mes félicitations à tous ceux qui ont été élus, sans distinction, et je leur souhaite, du plus profond de mon cœur, le plus entier succès dans l'intérêt de Montréal et de la province.

Motions des députés:

Coopération pour l'industrie de la pêche

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Verdun (M. Lafleur):

Que cette Chambre,

Attendu que les pêcheries constituent une des ressources naturelles les plus importantes de la province;

Attendu que le progrès des pêcheries est intimement lié au bien-être d'une partie importante de notre population et au progrès de notre province;

Attendu que, depuis quelques années, nos pêcheries sont dans une situation pénible à laquelle il est du devoir de la province de remédier sans délai;

Attendu que la coopération entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial est essentielle au maintien de nos pêcheries;

Invite respectueusement le gouvernement à adopter sans plus de retard les mesures nécessaires pour obtenir la coopération qui s'impose entre les gouvernements fédéral et provincial et afin d'accorder à nos pêcheurs et à l'industrie de la pêche toute la protection et toute l'aide nécessaires.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous serons heureux de montrer notre largeur d'esprit et d'accepter cette motion, à condition que le chef de l'opposition consente à biffer le troisième "attendu".

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes toujours prêts à coopérer avec le gouvernement, et je crois que cette question des pêcheries doit être considérée en dehors de toute politique partisane. Je consens à ce que le troisième "attendu" soit biffé.

L'amendement est adopté et la motion se lit désormais comme suit:

Que cette Chambre,

Attendu que les pêcheries constituent une des ressources naturelles les plus importantes de la province;

Attendu que le progrès des pêcheries est intimement lié au bien-être d'une partie importante de notre population et au progrès de notre province;

Attendu que la coopération entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial est essentielle au maintien de nos pêcheries;

Invite respectueusement le gouvernement à adopter sans plus de retard les mesures nécessaires pour obtenir la coopération qui s'impose entre les gouvernements fédéral et provincial et afin d'accorder à nos pêcheurs et à l'industrie de la pêche toute la protection et toute l'aide nécessaires.

La motion, ainsi amendée, est adoptée.

Cidre de pommes

M. Barré (Rouville) propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin):

Que cette Chambre,

Attendu que la vente en nature des pommes de qualité inférieure a pour effet d'avilir le prix des pommes de bonne qualité;

Attendu que, même avec les méthodes modernes de culture, il arrive qu'il se récolte des pommes de qualité inférieure;

Attendu que ces pommes de qualité inférieure sont propres à faire une boisson saine et hygiénique, le cidre de pommes;

Attendu que, par sa fermentation, ce cidre devient une liqueur alcoolique;

Exprime l'avis que le gouvernement devrait, dès cette année, prendre les moyens pour que la fabrication et la vente du cidre, même fermenté, soient permises par les lois et encouragées par le gouvernement.

Mon intention est de parler aussi brièvement que possible du cidre de pommes. Et cette brièveté sera motivée pour deux raisons: en premier lieu, ma volonté bien arrêtée de ne pas allonger la session. Et puis, cette autre considération que parler longuement de cidre pourrait peut-être faire naître chez nos honorables collègues une soif de boire cette liqueur incomparable; et je ne voudrais pas être une cause même indirecte de souffrance pour les membres de cette Chambre.

Cette motion est claire dans ses motifs et dans sa conclusion. Qu'on le veuille ou non, il est une chose inévitable: c'est que, quoi que l'on fasse, quelle que soit la perfection actuelle des méthodes de culture, il est impossible d'éliminer complètement la production de pommes de qualité inférieure, qui incidemment, lorsque consommées, sont une mauvaise publicité pour les meilleures. Ces pommes d'une qualité inférieure, dont les méthodes modernes

de culture ne peuvent empêcher la cueillette, sont idéales pour fabriquer du cidre de pommes. Il (M. Barré) énumère les vertus rafraîchissantes du cidre de pommes.

Or, il est connu que ces pommes de qualité inférieure, lorsque mises en vente, sont une cause inévitable d'avilissement des prix, non seulement pour les pommes de qualité inférieure, mais aussi de toutes les qualités. La fabrication du cidre, ou si l'on veut la transformation en cidre des pommes de qualité inférieure, ferait disparaître cette cause d'avilissement des prix. Une telle loi aiderait l'agriculture, l'industrie de la pomme et les cultivateurs.

Que faudrait-il pour réaliser ces divers avantages? En premier lieu, amender notre loi des liqueurs. Le Statut de 1925, chapitre 37, article 3, définit ce qu'est une liqueur alcoolique, et le cidre fermenté en est une aux termes de la définition. L'article 22 du même chapitre défend la vente des liqueurs alcooliques avec certaines réserves qui ne s'appliquent pas au cidre. Au moins, pas dans les conditions actuelles. L'article 3 du chapitre 38 des mêmes Statuts de 1925 défend de garder, posséder, transporter des liqueurs alcooliques dans la province de Québec, et le cidre de pommes tombe sous le coup de cette interdiction.

La loi des liqueurs équivaut en somme à la prohibition de l'industrie du cidre. En effet, le cidre fermenté est considéré comme liqueur alcoolique, et sa vente est réservée à la Commission qui n'en vend pas. La situation actuelle force les gens à se placer hors-la-loi ou à perdre une bonne partie de leur récolte de pommes.

Amender ces lois provinciales est du ressort de cette Législature et, en particulier, du gouvernement, à qui incombe le soin de se rendre aux vœux des représentants du peuple. On devrait aussi amender la loi fédérale d'accise, trop onéreuse. Il faudrait encourager la consommation du cidre et en améliorer la fabrication en instruisant les producteurs.

Et maintenant, comme conclusion, la motion n'est ni un reproche ni un blâme au gouvernement. Ce n'est pas non plus une invitation à l'intempérance. Nous buvons dans cette province des liqueurs alcooliques dont un fort pourcentage est d'importation étrangère ou provenant de produits de l'Ontario. Il me semble que ce serait de bonne politique que d'encourager la consommation d'un produit de chez nous, au lieu et place de produits étrangers coûteux et d'une qualité hygiénique inférieure à celle de notre cidre.

J'irai encore plus loin. Pourquoi le cidre de pommes de chez nous ne deviendrait-il pas notre liqueur, notre boisson nationale? Comme pour les vins de France qu'on en est venu à désigner par le nom des localités où ils sont produits, nous pourrions avoir différents noms désignant des cidres de différentes saveurs et provenant de localités diverses. Et j'en conclus que ma motion devrait être adoptée avec empressement.

M. Paquet (Montmagny): Je suis porté à croire que la suggestion de l'honorable député de Rouville (M. Barré) a beaucoup de bon. Elle est sage et utile. Je suis un amateur de cidre.

Des députés ministériels: Écoutez!

M. Paquet (Montmagny): Le cidre de pommes est une boisson hygiénique et plus rafraîchissante que l'eau. Il protège contre les maux de reins. L'an dernier, je visitais le nord de l'Ontario. Partout, on nous offrait un excellent cidre. Il (M. Paquet) parle du cidre "Évangéline". Toutes les familles ont leur pressoir et je vois que plusieurs fermes se transforment en vergers. On devrait permettre la fabrication du cidre de pommes. Que chacun ait sa petite barrique! (Applaudissements)

M. Gauthier (Portneuf): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Beauce (M. Fortin), l'ajournement du débat. Adopté. Le débat est ajourné.

Échange de certains terrains

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 246 pour pourvoir à l'échange de certains terrains, aux fins d'activer la colonisation.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose: Que, conformément à l'article 26a de la loi

des terres et forêts, Statuts refondus, 1925, chapitre 44, tel qu'édicte par la loi qui sera basée sur la présente résolution, lorsqu'il considérera que la détention de terrains, par lettres patentes ou par licences de coupe de bois, sera de nature à nuire à la colonisation et au retour à la terre dans une région de la province, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Terres et Forêts à conclure des conventions et passer des contrats avec ceux qui détiennent ces terrains, aux fins de les échanger pour des terres publiques qui seront détenues par lettres patentes ou par licences de coupe de bois; que la valeur des terrains cédés par ledit ministre ne puisse être supérieure à celle des terrains reçus en échange et qu'elle soit établie par les officiers compétents en tenant compte de la situation respective de ces terrains, de leur étendue et de la quantité de bois qu'ils contiennent et que les dispositions du deuxième alinéa de l'article 25 de ladite loi des terres et forêts s'appliquent aux terrains acquis par la couronne en vertu dudit article 26a.

Le système d'échange de terrains proposé serait meilleur, plus simple et plus économique que la confiscation, l'expropriation ou l'achat. Ceci serait à l'avantage de la colonisation et de l'industrie forestière. Il y a certaines concessions forestières qui sont devenues une entrave à la colonisation. Nous demandons le pouvoir de prendre certaines étendues de terrain pour les échanger contre des lots concédés, dans le but de promouvoir la colonisation. Si, dans l'intérêt de la colonisation, nous jugeons qu'il serait bon d'échanger certains lots, nous offrirons aux concessionnaires des terrains qui ne sont pas propres à la colonisation immédiate, terrains situés dans d'autres régions de la province.

Je ne veux pas limiter l'application de cette loi, mais je veux donner des exemples. Il y a sur la Rive-Sud nombre de lots qui pourraient être échangés avec les compagnies forestières. Nous donnerions en retour des lots plus éloignés. Dans ces échanges, nous tiendrons compte de la valeur réelle des lots que nous voulons obtenir et nous donnerons des terrains d'égale valeur. Nous ne donnerons pas de terrain d'une valeur plus grande que celle des lots dont nous aurions recouvré la propriété. Cette loi est destinée à rendre de grands services et je crois qu'elle devrait être adoptée.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette loi est nécessaire ou elle ne l'est pas. Si elle est nécessaire, pourquoi en avoir retardé la présentation? Quelles sont les dispositions de la loi qui peuvent améliorer

la situation? Il y a déjà quelques années que l'on prêche de façon intensive la colonisation. Son Éminence le cardinal Villeneuve répétait récemment que la colonisation est l'œuvre la plus urgente et qu'il était nécessaire qu'elle puisse se faire sans entrave. Mais cette loi que nous présente le ministre des Terres et Forêts est-elle nécessaire? Le ministre demande le pouvoir d'échanger des lots patentés et des lots concédés.

Or, nous prétendons que le gouvernement a tous les pouvoirs nécessaires pour faire ces échanges et que la loi actuelle ne fait que les restreindre. Récemment encore, le ministre des Terres et Forêts a affirmé à plusieurs reprises qu'il pouvait retirer des lots pour la colonisation. Il a fait ces déclarations à diverses reprises, pendant le débat sur la permanence des droits de coupe. Évitions donc de faire des lois dans un but de camouflage politique!

Il y a actuellement une loi de classification. C'était une amélioration. La colonisation étant une œuvre permanente, il faut une démarcation des terres propres à la culture. Il faut comme matière première un domaine colonisable séparé du domaine forestier. La loi actuelle ne pourvoit pas à cette séparation. Si nous avons une loi pour la classification des terres, nous n'avons pas cette classification. Les remarques que je fais ne sont pas dans un but politique.

À cause de l'importance de la colonisation, nous devrions avoir une commission spéciale pour faire la classification des lots. Il importe que le domaine colonisable soit bien défini. Une commission indépendante, impartiale, composée d'hommes compétents, devrait être formée. Nous avons dans la province de Québec toutes les compétences voulues pour former une bonne commission.

Il y a des terres, notamment dans la région de la Matapédia, qui sont fermées à la colonisation. Elles sont entre les mains de compagnies, de concessionnaires qui ne les exploitent pas. La colonisation ne progressera que lorsqu'elle aura son propre domaine séparé, indépendant de la foresterie et de tout autre enchevêtrement. Nous avons même dans certaines parties de la province un vrai régime féodal, comme celui de la seigneurie Thomas, dans Témiscouata. Il (M. Duplessis) donne d'autres exemples.

Le titre de la loi est bon; l'intention du gouvernement est peut-être excellente. Je crois que les moyens suggérés, toutefois, ne sont pas aussi bons. Si le gouvernement veut faire de la colonisation, il ne prend pas les bons moyens. L'on devrait commencer par mettre entre les mains d'une commission indépendante la classification des lots.

Ainsi, les compagnies concessionnaires auraient moins de chances d'entraver la colonisation. Nous sommes prêts à coopérer à cette grande œuvre nationale, mais le gouvernement doit aller de l'avant.

M. Gagnon (Frontenac): M. le président, je félicite le gouvernement de ce projet de loi. Le bill à l'étude actuellement ne devra aucunement donner lieu à des discussions, convaincu que je suis qu'il rencontrera les vues non seulement de l'opposition, mais encore de tous ceux qui s'intéressent de loin ou de près à cette belle œuvre de la colonisation. Ces amis de la colonisation sont nombreux. Ils se trouvent dans toutes les classes de la société; ils se trouvent surtout parmi la classe dirigeante, parmi ceux qui voient loin, clair et bien. Le clergé qui est toujours de l'avant, quand il s'agit d'œuvre vitale, en a fait une œuvre d'apostolat. Dimanche dernier encore, tous les curés du diocèse lisaient aux fidèles une circulaire à ce sujet, provenant de Son Éminence le cardinal Villeneuve.

Ce projet de loi permettra à de vieilles paroisses de pouvoir étendre leurs limites. Ainsi, des fils de cultivateurs pourront s'établir à proximité de la terre paternelle, recevoir de leurs parents les conseils nécessaires et une aide plus efficace. La colonisation, ainsi faite de proche en proche, on sauvera des frais de transport. Dans plusieurs cas, même, on n'aura pas à construire d'école et d'église. D'ailleurs, les taxes que rapporteront les nouveaux venus contribueront à alléger le fardeau de ceux qui sont déjà installés dans la paroisse. Dans ma région, 600 familles pourront s'établir grâce à ce projet de loi. C'est là un facteur économique très important.

Il se fait actuellement, dans le comté de Frontenac, de la colonisation sur une haute échelle. Et ce sont les lots du domaine forestier de la couronne qui servent d'établissement aux colons, ce qui diminue d'autant le domaine forestier. Alors, les industries forestières de mon comté, qui actuellement ont à peu près le minimum requis de concessions forestières pour subsister, jettent les yeux sur les terrains cédés à la colonisation pour faire du reboisement. Les industries ont dû reculer devant l'envahissement du colon en ce qui regarde les lots de la couronne, mais, d'un autre côté, pour continuer d'exister, elles ont dû acquérir les exploitations rurales.

Nous assistons donc, d'une part, à l'envahissement des réserves forestières par la colonisation et, d'autre part, à l'envahissement du domaine agricole par les compagnies forestières. Le bill actuel corrigera donc cette situation anormale et

préjudiciable et à l'agriculture et à l'industrie. Étant assurées de leur domaine, les compagnies forestières laisseront à l'agriculture le champ libre là où elle s'est déjà installée. Les journaliers des villes qui dépendent de ces compagnies y seront assurés d'un travail satisfaisant.

C'est dire que plusieurs de ces journaliers, dont la plupart feraient de pauvres colons, pourront rester chez eux, vivre du produit de leur travail et n'exiger aucun sou pour les établir dans une profession qu'ils ne connaissent pas et n'aiment pas, et qui serait cependant un pis-aller. La colonisation, comprise de cette manière, tracera un cadre bien net pour l'agriculture, un autre pour l'exploitation forestière.

Ainsi seront sauvegardés les intérêts et de l'agriculture et de l'ouvrier, sans compter que le gouvernement économisera et fera économiser des sommes énormes. L'amour du travail qui est en perdition sera réhabilité, nos garçons et nos filles auront un avenir assuré, la majorité de ceux qui vivent aux dépens de la charité publique auront l'orgueil de manger le pain gagné à la sueur de leur front, et l'équilibre économique se rétablira. Je termine, M. le président, en émettant la conviction que ce bill sera étudié avec soin et approuvé par les membres de cette Chambre.

M. Lapointe (Wolfe): M. le président, il y a dans le comté de Wolfe, dans le canton de Weedon, des lots propres à la colonisation, situés tout près de l'église du village, dans Saint-Gérard, qui ont été concédés à la Brompton Pulp & Paper Company. On devrait donner ces lots aux colons, au lieu de les obliger à aller dans l'Abitibi. Cette compagnie pourra maintenant échanger ses lots, si le gouvernement peut en venir à une entente avec la compagnie, et ainsi plusieurs paroisses seront agrandies. De plus, le fils établi près de son père pourra utiliser les mêmes instruments aratoires. Je considère que le projet à l'étude est un des meilleurs qui aient été présentés en cette Chambre, car il aidera la colonisation.

M. Paquet (Montmagny): Lorsque j'ai vu apparaître ce projet, je me suis réjoui. C'était justement la réalisation de ce que je demandais l'an dernier au cours de la session, à pareille date. Je disais alors: "Qu'allons-nous faire de nos enfants?" Ce projet cause une grande joie dans toute la province. Les colons se réjouissent en pensant qu'ils vont pouvoir enfin obtenir des lots. Je suis assuré que l'application de cette loi va entraîner une rénovation de la colonisation sur la Rive-Sud. Je suggère

cependant que, si le gouvernement s'entend avec une compagnie pour l'échange de certains lots, il puisse accepter des lots impropres à la colonisation situés à proximité d'autres lots arables, afin d'en constituer des réserves cantonales forestières.

Ce projet va permettre de continuer la colonisation traditionnelle, la colonisation de proche en proche, celle qui coûte le moins cher, qui se fait par les familles. C'est de cette façon que l'on a colonisé la vallée du Saint-Laurent. Le premier rang a colonisé le deuxième rang, et le deuxième a colonisé le troisième. Nous allons pouvoir augmenter la population de la Rive-Sud, de Compton à Gaspé, en même temps que le désert de la Côte-Nord se peuplera par l'industrie.

M. Barré (Rouville): Je ne veux pas avoir l'air d'un trouble-fête, mais l'honorable député de Montmagny me semble exagérer ses espérances. Comme le disait l'honorable chef de l'opposition, on défonce avec ce projet une porte qui était déjà ouverte. Les terres que l'on pourra échanger ne le seront pas. La loi n'oblige pas le ministre à faire les échanges, car le gouvernement et les compagnies ne feront les échanges que si bon leur semble. Comment se fait-il que la Brompton Pulp soit propriétaire de lots colonisables si rapprochés des paroisses établies? Si ce bill constitue un bon mouvement dans la bonne voie, le mouvement n'est pas très efficace en pratique.

M. Lapointe (Wolfe): À Saint-Gérard, canton de Weedon, la Brompton possède 3,000 acres près du village. Ne croyez-vous pas que cela ferait de bonnes terres pour les colons?

M. Barré (Rouville): Je serais heureux si l'honorable ministre des Terres et Forêts nous expliquait pourquoi la Brompton a obtenu ces lots.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Je présente une loi excellente. Je ne crois pas que l'on doive forcer les compagnies à accepter les échanges de lots. La Brompton a des terrains qui lui appartiennent en propre, qu'elle a obtenus d'un ancien propriétaire. Certaines des concessions viennent du roi de France, du roi d'Angleterre et elles ont été cédées à la Brompton. Nous n'avons pas à y voir. Mais il y a des moyens d'acquérir ces terrains, et tel est le but du projet.

M. Guertin (Hull): Est-ce qu'il n'y avait pas de conditions de résidence?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Oui et elles ont été remplies, puisque les lettres patentes ont été émises. L'honorable chef de l'opposition a déjà suggéré l'achat par le gouvernement de la succession Thomas. Le projet a été abordé, mais il a été question d'un prix très élevé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel prix?**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Je le dirai tout à l'heure. Je veux d'abord assurer à l'honorable chef de l'opposition que nous voulons, comme lui, que la politique soit bannie de la colonisation. J'accepte en plus, volontiers, la suggestion du député de Montmagny (M. Paquet), au sujet des réserves cantonales.

Je me demande s'il serait opportun de demander l'autorisation d'exproprier les seigneuries, comme on le suggère. Le temps n'est pas encore mûr pour une telle action, à mon avis. Telle quelle, la loi apportera une solution efficace à un problème urgent.

Mon honorable ami le chef de l'opposition a parlé du transfert des lots. Je crois que le système actuel est bon. Le domaine de la couronne doit être administré par le ministre des Terres et Forêts qui en a la responsabilité. Du moment que la classification est faite, que la terre est jugée propre à la culture, le terrain est transféré du ministère des Terres et Forêts au ministère de la Colonisation. Mon honorable ami le ministre de la Colonisation a fait plus pour la colonisation que moi-même lorsque j'occupais son poste. Je l'admets. S'il nous propose des moyens d'aider davantage à la colonisation, je l'appuierai.

L'honorable chef de l'opposition dit que le lieutenant-gouverneur en conseil n'est pas qualifié pour faire la classification des lots. Je ne partage pas cette opinion. Je prétends au contraire que l'Exécutif de la province, responsable à la Législature et au peuple, est parfaitement qualifié pour ce travail. J'aime mieux m'en rapporter au gouvernement qu'à n'importe qui.

Il faut accepter avec discrétion certaines suggestions qui nous sont faites parfois. Des personnages bien cotés n'ont-ils pas été jusqu'à dire que nous devrions nous emparer des seigneuries, sans même payer d'indemnité? Quiconque a son bon jugement ne voudra jamais accepter un tel principe d'action. Si le gouvernement proposait un projet de cette nature, aucun député n'y consentirait.

Actuellement, la classification se fait par les officiers des ministères des Terres et Forêts et de la Colonisation conjointement. Le lieutenant-gouverneur passe ensuite un arrêté en conseil pour

transférer les lots propres à la culture au ministère de la Colonisation. Les rapports des techniciens sont soumis au gouvernement qui décide. Le gouvernement n'est pas disposé à abandonner la classification des terres à une commission indépendante.

Nous avons déjà formé des commissions particulières pour la classification. Je me souviens notamment d'une commission composée d'un représentant de l'évêque, de deux cultivateurs et d'un représentant respectif des Terres et Forêts et de la Colonisation. Cette soumission indépendante a fait son œuvre, mais elle a soulevé les mêmes critiques que tous les organismes précédents. À tel point que je soutiens qu'aucun organisme ne pourra faire la classification sans soulever des protestations. La chose est inévitable, et il est inutile de se le dissimuler. Que l'on nomme n'importe quelle commission, ses décisions seront toujours critiquées!

On nous reprochera d'avoir laissé faire de la colonisation sur des lots classifiés comme impropres à la colonisation. Je ne le nierai pas. J'ajouterai cependant que, si l'on venait examiner les dossiers du ministère des Terres et Forêts, on constaterait que nous nous sommes rendus à des demandes que, malheureusement, nous n'avons pas eu le courage de refuser. Il y a souvent des gens qui demandent des lots. On leur dit que ces lots sont impropres à la culture. Ils insistent quand même, on cède et ce n'est que plus tard qu'ils se rendent compte de leur erreur. Quelqu'un a dit un jour: "Pourquoi certains terrains ont-ils été concédés à des colons?" Il avait raison. Les terrains avaient été refusés, mais on les avait concédés sur la pression de l'influence du curé de la paroisse ou d'autres autorités.

Il est souvent difficile de résister à des pressions faites par des curés, des autorités religieuses, des autorités municipales. Moi-même, j'ai dû céder dans le cas des lots qui avaient été jugés impropres par la Commission de colonisation. Le curé de la localité a dit que la Commission ne connaissait pas son affaire, et il m'a amené à céder. Peut-être avons-nous eu tort? Mais j'expose la situation telle qu'elle est.

La classification actuelle est bien faite, précise et méticuleuse même. Mais nous sommes parfois forcés de passer outre, par suite des influences bien intentionnées, sans doute, mais parfois malheureuses, dont je viens de parler. On m'accusera d'avoir manqué à mon devoir. Je serai tenté d'admettre que c'est vrai. Mais je laisse aux députés le soin d'apprécier la situation. J'avoue que j'ai transféré à la colonisation des lots qui, dans mon

opinion, étaient impropres à la culture. Parce qu'on me soutenait le contraire. Je vais loin dans mes aveux. Je parle en toute franchise. Jamais on ne peut convaincre un homme qui veut avoir un lot. C'est la nature humaine. Si quelqu'un veut quelque chose et qu'il y met de l'énergie, il est bien difficile de ne pas lui accorder ce qu'il demande.

La loi qui est présentée devrait donner de bons résultats. Après une année d'essai, si j'arrivais à croire qu'il faut demander l'expropriation, je communiquerais le fait à mes collègues. Je comprends le désir de certaines gens de s'établir le plus près possible de la maison paternelle. C'est naturel.

C'est pour cela que nous avons présenté ce projet. Je le déclare à la Chambre, jamais nous n'avons refusé un lot à la colonisation parce qu'il y avait du bois dessus et qu'il était concédé à une compagnie forestière.

Le ministère a refusé des lots quand il s'agissait de terrains éloignés, quand d'autres lots voisins des paroisses établies ou des centres de colonisation constitués étaient disponibles. Quel que soit celui des membres du gouvernement qui envisage la question de la colonisation, il l'envisage dans le meilleur intérêt de la province et avec un seul but: coloniser sur des terres propres à la culture.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne veux pas discuter la politique de colonisation du gouvernement. Je tiens à placer cette question au-dessus de la politique, à cause de sa grande importance. Nous aurons l'occasion d'exposer nos vues, lorsque nous étudierons les crédits du ministre. Tenons-nous-en au projet de loi pour savoir s'il est efficace et utile comme on le prétend. Pour ma part, je suis surpris que nous soyons obligés de passer une loi pour retirer des lots de colonisation des concessions forestières.

Que dit le projet de loi? Il dit que le gouvernement pourra échanger de gré à gré avec des particuliers ou des compagnies des terrains, dans le but d'ouvrir des lots à la colonisation. Ce qui veut dire que ces échanges sont facultatifs et n'auront lieu que si les compagnies ou individus intéressés le veulent bien. Nous sommes opposés à la confiscation, mais il ne faut pas confondre confiscation avec restitution.

Confisquer signifie s'approprier un bien qui ne nous appartient pas, tandis que restitution signifie qu'on rentre en possession d'un bien qui nous appartient. D'ailleurs, si l'expropriation est permise pour des entreprises publiques, à plus forte raison

elle doit l'être pour les intérêts supérieurs de la colonisation.

On a dit que le ministère avait le pouvoir de retirer des lots, et je le crois. Le projet que l'on nous propose diminue les droits que le ministre possède déjà par la loi. Le bill actuel, non seulement n'ajoute rien aux pouvoirs déjà existants du ministère, mais il restreint ses pouvoirs. En effet, voyons ce que dit la loi générale.

L'article 25, chapitre 44, Statuts refondus 1925, dit que: "Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à acquérir des terrains privés, par échange ou autrement, aux prix et conditions qu'il détermine, lorsque l'intérêt de la colonisation dans une localité l'exige." Ainsi donc, dans la loi générale existante, le gouvernement peut échanger des terrains, même si l'autre partie intéressée refuse.

Or, avec le présent bill, l'échange n'a lieu que si la partie intéressée y consent. Donc, le présent bill non seulement n'est pas une amélioration, mais est un recul. Ce que nous venons de dire s'applique pour les lots patentés. Pour les concessions forestières, c'est la même situation. Le ministre n'a-t-il pas proclamé au cours du débat sur la permanence des droits de coupe qu'il gardait le droit certain de retraire des concessions les lots qu'il juge nécessaires à la colonisation? Dorénavant, avec sa loi, il ne les retraira que si les intéressés le veulent bien.

Le bill est donc inopérant, inutile. C'est non seulement un camouflage, mais un recul qui démontre bien que le gouvernement, en accordant l'hypothèque sur les concessions forestières, la considérait comme inamovible, au point qu'il faudrait demander aux compagnies la permission de distraire des limites ainsi affectées les terrains nécessaires à la colonisation.

Je répète donc que le but que l'on propose ne sera pas atteint par la nouvelle loi. L'honorable ministre est de bonne foi, je veux bien l'admettre, mais nous devrions amender le projet de façon à assurer la permanence - la continuité, si l'on aime mieux - de tout lot de colonisation. L'honorable ministre dit: "Nous allons faire l'essai de cette loi d'ici à un an." La colonisation attend depuis longtemps. Pendant cette année, on peut accumuler des ruines. Nous sommes à faire une loi. Faisons-la bonne.

M. Morel (Témiscouata): M. le président, j'ai l'honneur de proposer l'ajournement du débat.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Questions et réponses:**Prix des moulées alimentaires
publiés dans le *Journal d'agriculture***

M. Élie (Yamaska): 1. Est-il à la connaissance du gouvernement que la Coopérative fédérée a cessé la publication des prix des moulées alimentaires dans le *Journal d'agriculture*, depuis le 23 décembre 1933?

2. Une demande dans ce sens a-t-elle déjà été faite au ministère de l'Agriculture?

3. Dans l'affirmative: *a.* Par quelles personnes ou délégations? *b.* Qui a présenté ladite délégation?

4. Le ministre de l'Agriculture, ou l'un des fonctionnaires de son département, a-t-il demandé à la Coopérative fédérée de cesser la publication des prix des moulées alimentaires?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Nous avons constaté, en examinant la liste de prix publiée dans le *Journal d'agriculture* par la Coopérative fédérée, que cette dernière en avait supprimé certaines moulées alimentaires.

2. 3. et 4. Non.

**Vente de
laine en Europe**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Au cours de son voyage en Europe, en septembre et octobre 1933, M. J.-A. Grenier, sous-ministre de l'Agriculture, s'est-il occupé de trouver un marché pour la vente de la laine produite dans la province de Québec?

Dans l'affirmative:

2. Quel a été le résultat de ses démarches?

3. MM. Harison et Lemieux, les représentants de la province à Londres, ont-ils été mis au courant de ces démarches et de leur résultat?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): 1. Non.

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 11 avril 1934**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 9 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 70 modifiant la loi des licences relativement aux distributeurs automatiques;

- bill 73 modifiant la loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec;

- bill 104 modifiant la charte de la corporation des révérends pères Oblats de l'Immaculée Conception de Marie.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 38 concernant l'établissement de fermes pour y recevoir les personnes à leur sortie de prison.

**Fermes
pour ex-détenus**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 38 concernant l'établissement de fermes pour y recevoir les personnes à leur sortie de prison. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements¹.

**Lois fédérales assurant
des débouchés aux produits canadiens**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 243 pour aider à la mise à effet, dans cette province, de toute loi fédérale ayant pour objet d'assurer des débouchés aux produits naturels du

Canada, et de celle concernant la faillite, en ce qui regarde les compromis entre créanciers et débiteurs.

Adopté.

Charte du Cap-de-la-Madeleine

M. Grant (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 196 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine.

Adopté.

En comité:

Une voix de l'opposition: Explications.

M. Grant (Champlain): C'est en vue de l'agrandissement de l'aérodrome avec l'aide du gouvernement fédéral et le consentement du gouvernement provincial.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Où est-ce le Cap-de-la-Madeleine²?

M. Grant (Champlain): C'est la plus belle partie de Trois-Rivières, que mon honorable ami représente ici. (Rires)

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Grant (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Échange de certains terrains

La Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 246 pour pourvoir à l'échange de certains terrains, aux fins d'activer la colonisation.

En comité:

Le comité poursuit l'étude du projet de résolution soumis par l'honorable M. Mercier (Châteauguay):

Que, conformément à l'article 26a de la loi des terres et forêts, Statuts refondus, 1925, chapitre 44, tel qu'édicte par la loi qui sera basée sur la présente résolution, lorsqu'il considérera que la détention de terrains, par lettres patentes ou par licences de coupe de bois, sera de nature à nuire à la colonisation et au retour à la terre dans une région de la province, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des Terres et Forêts à conclure des conventions et passer des contrats avec ceux qui détiennent ces terrains, aux fins de les échanger pour des terres publiques qui seront détenues par lettres patentes ou par licences de coupe de bois; que la valeur des terrains cédés par ledit ministre ne puisse être supérieure à celle des terrains reçus en échange et qu'elle soit établie par les officiers compétents en tenant compte de la situation respective de ces terrains, de leur étendue et de la quantité de bois qu'ils contiennent, et que les dispositions du deuxième alinéa de l'article 25 de ladite loi des terres et forêts s'appliquent aux terrains acquis par la couronne en vertu dudit article 26a.

M. Morel (Témiscouata): Le bill que l'honorable ministre des Terres et Forêts soumet à la Chambre est excellent, et je l'en félicite en mon nom et au nom de mes électeurs. Le ministre aurait pu répondre à toutes les objections, mais il était pressé de questions.

Toutefois, les membres de l'opposition disent que cette loi ne servira à rien. Le ministre des Terres et Forêts affirme qu'elle est nécessaire. Ce bill ne serait peut-être pas nécessaire, s'il ne s'agissait pas de lots patentés et de seigneuries.

Dans mon comté, il y a deux seigneuries. La seigneurie Thomas est localisée entre deux chemins de fer et deux belles routes. Il y a aussi la seigneurie du Lac, exploitée également par la compagnie Fraser. Chez nous, on fait depuis deux ans de la colonisation en arrière de cette seigneurie, ce qui amène de grandes dépenses pour la construction de routes. Le gouvernement nous donne un moyen excellent de remédier à cette situation et d'obtenir certains lots facilement colonisables.

Il faut procéder d'une manière intelligente et pratique. J'aime mieux que l'on aille lentement et ne pas avoir à s'en repentir et revenir sur nos pas plus tard. Si le gouvernement s'empare de toutes les seigneuries en une seule année, que vont devenir nos moulins de pulpe? Avec cette loi, nos fils de cultivateurs, chez nous, n'auront pas à s'expatrier. Je préfère voir s'installer 25 à 50 fils de cultivateurs dans mon comté, chaque année, qu'un plus grand nombre à l'étranger.

Il n'est pas facile d'approcher les compagnies. Si elles ne veulent pas en venir à une entente, le gouvernement pourra les taxer raisonnablement. J'ai réclamé ce projet de loi dès ma première session en Chambre et je suis heureux que le ministre des Terres et Forêts le présente aujourd'hui.

(Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député a dit que le bail de la seigneurie Thomas expirait cette année.

M. Morel (Témiscouata): On me dit que la seigneurie Thomas appartient à une succession dont tous les membres, sauf un, résident en France. Je tiens ces renseignements de M. Jean-François Pouliot.

M. Duplessis (Trois-Rivières) voudrait que le gouvernement intervienne dans cette affaire de la seigneurie Thomas. Si je comprends bien, il faut le consentement de toutes les parties intéressées pour opérer les échanges dont il est question dans le projet de loi?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Oui.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suppose le cas suivant: Un concessionnaire, en vertu des droits conférés récemment, a constitué des hypothèques sur les limites dont il est concessionnaire. Si le gouvernement, en vertu du présent projet, veut transférer à la colonisation les concessions affectées de ces hypothèques, il faudra obtenir le consentement et du lieutenant-gouverneur en conseil, et du concessionnaire débiteur hypothécaire, et du créancier hypothécaire.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Évidemment, oui. Et j'ajouterai que le département ne fera pas d'échange, à moins que les concessions forestières ne soient libres de toute charge ou d'hypothèques, c'est-à-dire qu'elles soient absolument claires.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Conséquemment, les hypothèques que la loi de permanence a reconnues constituent réellement une entrave à la colonisation comme nous l'avons soutenu alors.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose la deuxième lecture du bill 246 pour pourvoir à l'échange de certains terrains, aux fins d'activer la colonisation.

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'y oppose. La résolution qui doit précéder ce bill n'est pas encore votée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Très bien. Si vous ne voulez pas voter ce bill, nous allons vous écouter, car nous voulons vous garder de bonne humeur.

Demandes de documents:

Travaux sur la route Montréal-Hull

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copies authentiques de toutes listes de paye concernant les travaux de voirie exécutés sur la route Montréal-Hull, en 1931, dans la partie appelée "Petit-Brûlé", conformément à la réponse consignée aux *Journaux de l'Assemblée législative*, en date du 10 avril 1934.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ces documents vous seront fournis comme d'habitude, sans retard.

La motion est adoptée.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

Le débat se poursuit sur la résolution, qui se lit comme suit:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Construction, réparation et entretien des chemins (Voirie et Mines), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935³.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est regrettable que dans notre province on néglige l'histoire, quand on lui fait une si large place en Europe et aux États-Unis. Les ministres, qui ont peur de voir disparaître leurs noms dans l'oubli, s'appliquent à les donner à des entreprises publiques.

On ne devrait pas donner des noms de ministres et de députés, de leur vivant, aux ponts et aux routes de notre province. Que l'on cesse cette vantardise! Nous devrions honorer plutôt nos grands disparus. Il y aurait une foule de beaux noms à donner.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): C'est ce que nous avons fait. Je ne crois pas que la province ait négligé ses héros. Nous avons une multitude de monuments évocateurs du passé. Aux États-Unis, vous voyez la même chose.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous avez la route Roosevelt, la route George Washington, mais ces gens-là sont morts. Ils ne se sont pas glorifiés eux-mêmes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous voulez attendre que nous soyons morts?
(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne souhaite pas que ce soit tout de suite parce que le premier ministre aura besoin de beaucoup de temps pour faire un retour sur lui-même. (Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous ne sommes pas aussi innocents que d'autres.
(Rires)

M. Chouinard (Gaspé-Sud): Il y a à Gaspé un nouveau pont et on lui a donné le nom de Mgr F.-X. Ross. J'espère que le chef de l'opposition ne protestera pas. Je ne crois pas que l'on ait mal fait.
(Applaudissements)

Il faudrait que l'on répare de bonne heure, ce printemps, les ponts du chemin de la Gaspésie qui sont brisés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il n'est pas mal que nos hommes publics soient honorés de leur vivant et donnent leur nom à des entreprises de la province. Peut-être que, lorsqu'ils seront disparus, ils seront très vite oubliés. Il est vrai que le chef de l'opposition fait son possible pour n'être pas oublié.

Nous pourrions peut-être avoir le pont Duplessis, entre Sainte-Angèle et Trois-Rivières, ou le pont Guertin à Hull! (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a le pont de l'île d'Orléans. (Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je croyais que vous alliez dire le pont Guertin.
(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): En tout cas, il n'y a pas d'abîme qui me sépare du député de Hull.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est vrai: s'il n'y a pas d'abîme qui vous sépare, il n'y a pas de pont qui vous unit. (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières) reproche au ministre du favoritisme pour certaines compagnies étrangères au détriment des nôtres. Ces compagnies souscrivaient au fonds électoraux du Parti libéral.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les compagnies canadiennes ont leur part. La plupart du temps, des soumissions sont demandées. Les étrangers font un travail très satisfaisant. J'ignore les souscriptions mentionnées.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Des hommes travaillaient sur les chemins en si grand nombre, lors des élections provinciales de 1931, qu'ils étaient obligés de couper leur manche de pics pour ne pas se nuire les uns les autres. Il (M. Duplessis) parle des tentacules des compagnies, comme la compagnie MacDonald.

Il demande au gouvernement de cesser ses abus. Il dit les bienfaits de la concurrence, facteur de progrès, et insiste pour que tous les contrats soient accordés après demande de soumissions dans les journaux.

Que l'on donne une chance aux entrepreneurs de la province! Le gouvernement y épargnera des centaines et des centaines de milliers de dollars. D'ailleurs, c'est le conseil que M. Oscar Morin, président de la Commission municipale, donne aux conseils municipaux.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous donnons une chance à tous les entrepreneurs de soumissionner pour nos travaux de voirie. Nous ne demandons pas de soumissions par les journaux, mais nous en demandons directement.

M. Béïque (Chambly) pose une question concernant les raccordements du boulevard Taschereau.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): On a fait les raccordements de manière à ce que les automobilistes puissent avoir accès à la fois au pont Victoria et au pont Jacques-Cartier. On s'est entendu à ce sujet avec le Chemin de fer national, qui a payé une partie des expropriations.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quand le ministère de la Voirie paiera-t-il certains comptes dus à des municipalités de mon comté?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mon ministère ne doit rien à aucune municipalité. Seulement, quand il promet un octroi, il arrive que les municipalités dépensent plus que le montant promis et demandent ensuite au gouvernement de les aider. Le ministère de la Voirie n'est pas obligé de se rendre à ces demandes, mais il le fait quand il le peut. Il veut bien payer ces excédents, mais quand il le pourra.

M. Béïque (Chambly) demande au gouvernement, après avoir consulté les divers contrats accordés par le ministère pour construction ou réfection des chemins, de n'accorder des contrats, dans l'avenir, autant que faire se pourra, qu'à des entrepreneurs canadiens et, de préférence, à des entrepreneurs de la province de Québec. Le chemin de Chambly, de Longueuil à Chambly, est très étroit et bordé de fossés très profonds. Les accidents y sont nombreux. C'est pourquoi j'en réclame l'élargissement⁴. C'est le chemin qui conduit à Saint-Hyacinthe et à Saint-Jean. Les touristes américains y circulent en grand nombre.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La route de Chambly, de Longueuil à Chambly, sera cet été élargie à 35 pieds. On élargira de 8 à 10 pieds, dépendamment des sections. On procédera aux travaux le plus tôt possible.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue une première fois.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 15.

NOTES

1. *Le Soleil* du 12 avril 1934, à la page 12, mentionne que M. Anatole Plante, député de Montréal-Mercier et candidat défait à la mairie de Montréal, entre en Chambre après l'adoption des amendements. Il est longuement applaudi.

2. C'est sans doute en plaisantant que M. Duplessis pose cette question à son oncle, le député libéral de Champlain, une circonscription avoisinante. *L'Événement* du 12 avril 1934, à la page 8, attribue cette phrase à M. Pomerleau. Il n'y a aucun député de ce nom au Québec. Cette erreur du quotidien lui vaudra quelques commentaires en Chambre, lors de la prochaine séance.

3. Le lieutenant-colonel J.-L. Boulanger prend place aux côtés de l'honorable M. Perrault pour renseigner le comité des subsides, comme le souligne *Le Soleil* du 12 avril 1934, à la page 12.

4. M. Béïque réitère cette demande à chaque session depuis son entrée à l'Assemblée législative en 1931.

Première séance du jeudi 12 avril 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Delisle (Chicoutimi): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 18 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

M. Dugas (Joliette): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt et unième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 18 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté sur division.

Code de procédure civile,
articles 15 et 554

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) demande, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dugas), la permission de présenter le bill 197 modifiant les articles 15 et 554 du Code de procédure civile.

Ce projet a pour but de permettre notamment aux juges de rendre jugement dans certaines causes pendant les jours fériés, s'ils le croient approprié.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est une mesure aussi excellente que celle de Low-Sud.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 63 modifiant la loi des dettes et emprunts municipaux concernant les émissions d'obligations;

- bill 68 modifiant la loi des assurances de Québec relativement aux sociétés de secours mutuels;

- bill 173 modifiant la loi de l'instruction publique concernant les ventes d'immeubles pour taxes;

- bill 190 modifiant la loi des exemptions de taxes municipales;

- bill 191 modifiant la loi médicale de Québec relativement à la division de la province pour les fins de l'élection du Bureau provincial de médecine;

- bill 192 modifiant le Code de procédure civile concernant les immeubles saisis;

- bill 248 modifiant la loi des syndicats professionnels.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 51 concernant les conventions des corporations municipales ou scolaires avec leurs créanciers;

- bill 121 ratifiant certaines résolutions concernant les emprunts faits par les syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi.

Emprunts de Saint-François-Xavier
de Chicoutimi

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 121 ratifiant certaines résolutions concernant les emprunts faits par les syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Corporations municipales
ou scolaires et créanciers**

La Chambre prend en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 51 concernant les conventions des corporations municipales ou scolaires avec leurs créanciers. Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Travaux de la Chambre:**Loi du chômage
et budget supplémentaire**

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends que notre loi du chômage prend fin avec celle du fédéral. Je voudrais savoir ce qu'on entend faire et quand nous aurons le budget supplémentaire.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Il n'est point besoin de loi du chômage.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le budget supplémentaire est en préparation. Nous n'avons pas besoin de loi du chômage, étant donné les dispositions de la loi fédérale.

Le gouvernement a tous les pouvoirs pour prolonger la loi actuellement en force. La cité de Québec présentera un bill d'ici quelques jours.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Montréal-Sainte-Anne (M. Dillon) a-t-il l'intention de présenter un bill au sujet des élections de Montréal¹?

Dépôt de documents:**Compagnies d'assurances,
1933-1934**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 27 mars 1934, pour copies authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1^{er} janvier 1933 inclusivement jusqu'au 20 mars 1934, et se rapportant à l'augmentation ou à la réduction des

taxes, permis ou licences concernant les compagnies d'assurances, les agents ou employés de ces compagnies ou les personnes s'occupant d'assurance en cette province. (Document de la session no 84)

**Aqueduc de Deschambault,
comté de Portneuf**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 5 avril courant, pour copies authentiques du rapport fait le 8 septembre 1933 au service provincial d'hygiène concernant l'aqueduc de Deschambault, comté de Portneuf, par M. Léopold Fontaine, assistant-ingénieur sanitaire, et du rapport fait le 20 novembre 1933, au service provincial d'hygiène concernant l'aqueduc de Deschambault, comté de Portneuf, par M. René Cyr, assistant-ingénieur sanitaire. (Document de la session no 85)

**Dépenses du ministère de la Colonisation,
comté de Yamaska, 1932-1933**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 23 mars 1934, pour un état indiquant: 1. Combien le ministère de la Colonisation a-t-il dépensé dans le comté de Yamaska du 1^{er} juillet au 20 juin 1933 inclusivement? 2. *a.* Quels sont ceux qui ont bénéficié de ces argents octroyés par le ministère de la Colonisation? *b.* Dans quelle paroisse résidait chacun d'eux? *c.* Quel montant chacun d'eux a-t-il reçu? (Document de la session no 86)

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget, se lisant comme suit: "Qu'un crédit n'excédant pas trois millions cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Construction, réparation et entretien des chemins (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935", rapportée du comité des subsides et lue une première fois mercredi le 11 avril courant, soit maintenant lue une deuxième fois.

La résolution est lue une deuxième fois et adoptée.

**Loi fédérale assurant
des débouchés aux produits canadiens**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 243 pour aider à la mise à effet, dans cette province, de toute loi fédérale ayant pour objet d'assurer des débouchés aux produits naturels du Canada, et de celle concernant la faillite, en ce qui regarde les compromis entre créanciers et débiteurs.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que toutes les dépenses encourues par le gouvernement ou par la commission qu'il pourra instituer, en vertu de la loi accompagnant la présente résolution, pour la mise à exécution de ladite loi, seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La résolution ne dit rien des montants requis pour la formation et le traitement des membres de la commission à être nommés plus tard. Les droits des membres de la Législature de contrôler les dépenses sont complètement ignorés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ne sachant pas exactement ce que le gouvernement fédéral entend faire, je ne peux préciser de montants dans la résolution.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le premier ministre pourrait nous donner une idée de ce qu'il entend faire?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je répète que je ne le peux pas. Si la Chambre veut nous faire confiance, nous assurons nos collègues que nous ne sacrifions pas les droits de la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La collaboration du pouvoir central est essentielle. S'il est vrai qu'il faille respecter l'autonomie de la province, il faut aussi respecter les droits des représentants du peuple. Nous ne sommes pas prêts à abandonner toutes nos prérogatives. On devrait demander à Ottawa de placer les cultivateurs au même niveau que les autres classes de la société, en ce qui concerne les faillites. À l'heure actuelle, il y a discrimination envers ceux-ci.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je suggère au chef de l'opposition de déposer une motion à cet effet, qui serait adoptée et envoyée à Ottawa et qui exprimerait l'opinion de la Législature. Cela aurait plus de poids.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous votons bien des résolutions, et nous n'en entendons plus parler après les avoir adressées à Ottawa.

M. Barré (Rouville): Le cultivateur devrait avoir les mêmes droits que les autres, en ce qui concerne la loi des faillites.

Ce qui a été inscrit dans la loi fédérale est une absurdité. Je crois que l'honorable député de Trois-Rivières a raison².

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait d'autres remarques.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois.

Loi de la police et du bon ordre

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 61 modifiant la loi de la police et du bon ordre relativement à la prévention et à la répression d'infractions à des lois particulières.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

La première partie est pour augmenter la taille de nos constables, et la seconde, pour diminuer leur âge. Il fallait jusqu'ici avoir cinq pieds et sept pouces pour entrer dans la police. Il faudra maintenant avoir cinq pieds et neuf pouces.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends que le gouvernement consacre le principe que plus on est vieux, moins on est apte. Le gouvernement se décerne un diplôme.

Des voix: Ha, ha, ha!

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Est-ce que cette loi touche à la force constabulaire des villes?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pas du tout.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois que dans les villes où il y a une police bien organisée et compétente, la police provinciale ne devrait rien avoir à faire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Jamais la police fédérale, la police provinciale et les différents corps de police municipale n'ont collaboré aussi étroitement qu'à l'heure actuelle, et avec autant de profit pour le public. Nous avons, à Québec et à Montréal, la plus grande coopération avec la police municipale. Il y a collaboration loyale dans tous les cas. C'est le devoir du procureur général de voir à réprimer les offenses. S'il fallait accepter le principe posé par le chef de l'opposition, la police montée n'aurait nulle part juridiction, puisque la police provinciale est bien organisée et que, dans les principales villes de la province, les corps de police locale sont également bien organisés. La police montée opère à Québec et à Montréal, et nous nous en trouvons fort bien. Tout le monde a intérêt à ce que nous coopérons.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La police fédérale ne s'occupe que des infractions aux lois fédérales, telles que la loi des drogues, la loi de la contrebande, etc.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La police montée s'était aussi occupée de l'affaire Ascah³.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Parce que cela relevait du Code criminel.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mais la police provinciale aussi doit voir à l'observance du Code criminel.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Dans ce cas, pourquoi la police fédérale est-elle intervenue dans l'affaire Ascah?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Parce que nous avons demandé sa collaboration. Il

arrive fréquemment que les deux corps de police s'entraident.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis heureux de la déclaration du premier ministre qui dit qu'il appartient au procureur général de voir à réprimer les offenses et à appliquer les lois générales. J'espère qu'il s'en souviendra pour faire observer la loi du dimanche. Et je lui offre mes félicitations pour sa déclaration.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai droit à aucune félicitation du chef de l'opposition. (Rires) Nous faisons observer en autant que possible la loi du dimanche, bien que ce soit une loi fédérale. L'observance du dimanche ne tombe donc pas sous le coup du Code criminel. Ottawa s'en lave les mains. Nous, nous nous en occupons. Encore dimanche dernier, nous sommes intervenus à Montréal.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je répète que, lorsqu'il y a une force constabulaire municipale, la police provinciale ne devrait pas intervenir. Le gouvernement devrait délimiter clairement les attributions des corps de police, afin d'éviter les conflits regrettables qui se sont produits dans le passé. Le gouvernement donne à ses officiers des pouvoirs extraordinaires.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il n'est que juste que la police provinciale s'occupe des élections provinciales, puisque la loi en vigueur est alors une loi provinciale. Bien plus, très souvent, en temps d'élections municipales, on demande l'intervention de la police provinciale qui ne peut refuser son concours.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le premier ministre croit que sa loi est bonne?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Certainement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi remettre sa mise en force à la discrétion du lieutenant-gouverneur en conseil?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cette loi demandera toute une réorganisation et cela peut prendre du temps.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Y aura-t-il diminution du personnel?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Probablement, à notre regret.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des véhicules automobiles

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 30 modifiant la loi des véhicules automobiles.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) donne quelques explications.

M. Fisher (Huntingdon) est d'avis que la nouvelle échelle de taux pour les camions va porter lourdement sur les cultivateurs. Les tarifs d'enregistrement seront tellement excessifs qu'ils agiront pratiquement comme une barrière à un commerce légitime.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) veut une définition plus large du véhicule de ferme.

L'honorable M. Stockwell (Brome): Nous mettons une extension pour protéger le petit cultivateur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): On devrait élever la capacité susceptible d'être exemptée de charges additionnelles. En vertu de cette loi, le cultivateur ne pourra pas amener son petit neveu en ville. De plus, le cultivateur ne peut transporter des produits autres que ceux de sa ferme, s'il veut jouir de l'exemption.

M. Duplessis (Trois-Rivières) pose des questions.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 12 avril 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Travaux de la Chambre:

Horaire des séances

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que, si la Chambre n'a pas d'objection, nous puissions avoir trois séances demain, comme aujourd'hui, siéger samedi matin de dix heures jusqu'à une heure de l'après-midi, et ajourner ensuite à mardi matin à onze heures.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien.

La motion est adoptée.

Loi fédérale assurant des débouchés aux produits canadiens

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution relative au bill 243 pour aider à la mise à effet, dans cette province, de toute loi fédérale ayant pour objet d'assurer des débouchés aux produits naturels du Canada, et de celle concernant la faillite, en ce qui regarde les compromis entre créanciers et débiteurs. La résolution est lue une deuxième fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 243 pour aider à la mise à effet, dans cette province, de toute loi fédérale ayant pour objet d'assurer des débouchés aux produits naturels du Canada, et de celle concernant la faillite, en ce qui regarde les compromis entre créanciers et débiteurs.

Municipalité scolaire de Low-Sud

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 72 concernant la municipalité scolaire de Low-Sud.

Adopté.

En comité:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce projet de loi est un compromis entre la Gatineau Power Company et la municipalité scolaire de Low-Sud. Il s'agit d'une exemption de taxes et d'une remise, de la part de la municipalité, de \$4,000 à cette compagnie. On ne devrait pas accepter cette commutation de taxes. Je m'oppose à ce projet qui prive une municipalité scolaire de ses revenus, et je demande à l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David) de ne pas attacher son nom à cette mesure.

M. Guertin (Hull): M. l'Orateur, je tiens à remercier l'honorable leader de la Chambre de m'avoir permis de parler de ce projet en le ramenant devant le comité plénier. Je n'étais pas présent au comité des bills publics. (M. Guertin rappelle l'histoire du conflit.) On a tort de fixer à \$550,000 l'évaluation des propriétés imposables pour fins scolaires.

Personnellement, je n'ai pas d'objection à ce projet, sauf en ce qui concerne l'exemption de taxes de la compagnie Gatineau Power. Nous ne devons pas faire de faveurs à une compagnie qui développe des centaines de mille chevaux-vapeur, vend son électricité très cher et doit payer ses taxes. Les contribuables de Low-Sud ont été trompés dans cette affaire.

L'honorable M. David (Terrebonne): M. le président, s'il s'agissait de discuter du principe, nous pourrions peut-être nous entendre, l'honorable chef de l'opposition, l'honorable député de Hull et moi. Mais nous sommes devant un fait acquis. Si le bill ne passe pas, les procès recommenceront entre les municipalités et la compagnie. La commission scolaire et la municipalité de Low-Sud ont adopté un règlement accordant à la Gatineau Power une évaluation municipale de \$550,000 pour fins de taxes scolaires.

Ce règlement, qui est le résultat d'une entente, a été accepté par le surintendant de l'Instruction publique, qui est l'autorité suprême en matière d'Instruction dans la province, sujet à ratification par le Conseil catholique de l'Instruction publique. Je ferai remarquer à l'honorable chef de l'opposition que la municipalité scolaire nous dit qu'elle tient presque tous ses revenus de la Gatineau Power.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça ne prouve rien.

L'honorable M. David (Terrebonne): Ça prouve que la compagnie paie \$10,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est rien.

L'honorable M. David (Terrebonne): Pour l'honorable député de Trois-Rivières, ce n'est rien. Pour moi, c'est quelque chose. Je m'étonne que chaque fois qu'un projet de ce genre est présenté, on parle tout de suite de démocratie ulcérée. Nos commissions scolaires pourraient-elles vivre sans les taxes que leur paient les entreprises industrielles?

M. Guertin (Hull): Oh! Oui.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut protéger le petit propriétaire.

L'honorable M. David (Terrebonne): Ce qui a sauvé la province de Québec, comme la France, c'est justement parce que chez nous, comme en France, presque tous nous sommes petits propriétaires. Dans mon comté, une municipalité scolaire doit ses progrès à une compagnie qui lui paie des taxes. C'est une bonne chose que nous ayons des compagnies qui payent des taxes dans plusieurs paroisses.

Aux États-Unis, il y a 575,000 enfants qui ne peuvent fréquenter les écoles parce qu'elles sont fermées, tandis que, chez nous, nous n'avons pas plus de 10 écoles de fermées. Ça prouve que notre situation est bien supérieure à d'autres. Les municipalités scolaires peuvent maintenir leurs écoles grâce aux taxes qu'elles perçoivent, notamment de l'industrie.

M. Guertin (Hull): Le secrétaire a dit que la municipalité de Low-Sud ne serait pas aussi prospère, si la Gatineau Power n'était pas dans ses limites. Je prétends le contraire.

L'honorable M. David (Terrebonne): La compagnie paie \$10,000 en taxes.

M. Guertin (Hull): S'il est vrai que l'entente entre la commission scolaire et la Gatineau Power a été acceptée par le surintendant de l'Instruction publique, il est possible que ce dernier ait été trompé, comme les contribuables.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je crois que, par l'entente, la Gatineau Power paie les

trois quarts des taxes scolaires de Low-Sud et assume les dettes des municipalités scolaires de tous les villages voisins: Fieldville, Stagsburn, Killarney, Valley View et Low.

M. Guertin (Hull): Je ne m'oppose pas à tout le reste du projet, mais à la clause qui fixe l'évaluation municipale pour taxes scolaires à \$550,000 pour 10 ans.

L'honorable M. David (Terrebonne): Lors de la présentation de ce projet, l'honorable député de Hull sait que l'on m'a demandé de porter l'évaluation à \$1,000,000. J'aurais voulu le faire. Mais l'entente était conclue, acceptée par la commission scolaire et le surintendant de l'Instruction publique. Que pouvais-je faire?

M. Guertin (Hull): Je suis certain que je me fais l'interprète de toute la Chambre en demandant que le surintendant de l'Instruction publique nous fasse un rapport.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'honorable premier ministre a demandé à l'honorable député de Hull tout à l'heure si les intéressés seraient prêts à venir au comité des bills publics. Nous aurions pu entendre alors le surintendant, l'honorable J. Delâge, le secrétaire du comité, M. Bergeron, et M. le Dr Percival. L'honorable député de Hull a répondu que non.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour ma part, je considère qu'il s'agit d'une question légale et financière. Les officiers du département de l'Instruction publique n'ont rien à voir là-dedans. C'est au gouvernement à prendre ses responsabilités, et il devrait refuser ce privilège à la Gatineau Power.

M. Guertin (Hull): Je suis prêt à aller devant le comité des bills publics.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Voilà une heure et demie que l'on discute ce projet. Mon honorable ami (M. Guertin) a parlé trois fois. Il me semble que cela suffit. L'honorable chef de l'opposition a raison.

M. Guertin (Hull): D'être contre le bill?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, mais de dire que les officiers du département de l'Instruction publique n'ont rien à voir dans ce projet

qui nous est demandé par la commission scolaire de Low-Sud.

M. Guertin (Hull): Eh bien, je demande que le bill soit de nouveau référé au comité des bills publics.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Très bien.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit de nouveau renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

Municipalisation de l'électricité

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 concernant la municipalisation de l'électricité soit maintenant lu une deuxième fois.

M. l'Orateur, je suis convaincu que l'idée de la municipalisation du service de l'électricité a fait beaucoup de progrès dans la province. Il est venu à la connaissance de tous les députés de cette Chambre que, depuis quelques années, on discute la question de donner aux municipalités le pouvoir de municipaliser l'électricité, pour fins d'éclairage et d'énergie motrice.

Beaucoup de personnes sont sous l'impression que ce serait là le système idéal, et d'autres croient qu'il faudrait s'en tenir au système des compagnies privées. Les premiers sont d'avis que, si les municipalités obtenaient le droit de municipaliser, elles pourraient vendre l'électricité pour fins d'éclairage et d'énergie à meilleur marché que les compagnies, et les autres, pas.

Le gouvernement est absolument bien disposé à se rendre à la demande des municipalités et à leur accorder le droit de municipaliser l'électricité. Après une étude approfondie de la question, nous avons présenté ce bill que nous croyons être meilleur possible dans les circonstances. Toutefois, je dois dire que beaucoup de municipalités ont dans leur charte le pouvoir de municipaliser, tandis que le Code municipal permet aussi aux municipalités rurales de municipaliser l'électricité, si elles le désirent.

Les grandes lignes du projet sont les suivantes: Toute municipalité de cité ou de ville aura le droit de municipaliser l'électricité pour fins d'énergie et d'éclairage, à condition qu'elle soit autorisée à le faire par un règlement voté par la majorité des contribuables, en nombre et en valeur. Lorsque la ville aura été autorisée à municipaliser, une commission de trois membres sera nommée, qui aura pour mission de faire installer le système électrique et de voir à son bon fonctionnement. La commission aura le droit de posséder des appareils de production et de distribution électrique, elle aura le droit d'émettre des obligations garanties par la municipalité et de faire des expropriations; elle surveillera l'installation du système.

Il est pourvu dans le projet à ce que la commission soit, dans une large mesure, indépendante du conseil municipal. Nous ne voulons pas que les fonds municipaux servent pour l'établissement ou le maintien du système. Nous ne voulons pas non plus que les profits recueillis par la commission aillent au fonds général de la municipalité.

Nous voulons que cette commission soit indépendante, qu'elle puisse émettre ses propres obligations, qu'elle charge un tarif suffisant pour rencontrer ses obligations et voie au maintien du service, et qu'elle pourvoie aussi à un fonds de dépréciation de 5 % sur ses propriétés et ses appareils.

Voilà les grandes lignes du projet que nous soumettons à la Chambre. Nous croyons que c'est le meilleur. Je ne veux pas discuter l'opportunité de municipaliser l'électricité, à savoir si la municipalisation est le système le plus avantageux ou non.

Les opinions sont très partagées. Les uns favorisent le système de la municipalisation, et les autres, le système de l'initiative privée. Les municipalités, qui ont le droit de municipaliser d'après leur charte, ne l'ont pas fait. Dix ou douze municipalités se sont servies de leur droit, et elles ont ensuite jugé à propos de vendre leur système à des compagnies privées.

Elles ont considéré qu'il était plus avantageux pour les contribuables d'avoir affaire à des compagnies. Cependant, je dirai ceci. Je ne cache pas que le système de la municipalisation est nouveau et il n'y a rien qui presse pour le mettre en application. Je crois qu'à part Saint-Hyacinthe, où le projet n'est pas complet, pas une municipalité n'a encore adopté le système de la municipalisation.

La mesure que j'expose à la Chambre demande une étude de la part de l'opinion publique et de tous les intéressés. Il faut que tous la comprennent bien. Je veux ajouter que nous sommes prêts à

étudier toutes les suggestions que l'on voudra nous faire, avant d'adopter notre projet. Je suis informé que l'Union des municipalités, à son prochain congrès, doit étudier cette question avec soin et nous fera de bonnes suggestions.

Ce n'est donc pas l'intention du gouvernement de hâter l'adoption de cette loi au cours de la session actuelle. Nous en discuterons les grandes lignes. Lors de la prochaine session de la Législature, nous pourrions discuter le projet de nouveau. D'ici là, on pourra nous faire des suggestions, afin que nous fassions une bonne loi. Voilà pourquoi nous demandons l'avis de tous ceux que cette question intéresse.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Dois-je comprendre que le projet est retiré?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Non, je vais proposer que le projet soit référé au comité des bills publics et il restera là. D'ici au jour où il sera étudié, nous sommes prêts à entendre toutes les suggestions que l'on voudra nous faire.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, le projet de loi que nous discutons actuellement est illusoire. Il a été annoncé avec beaucoup d'éclat comme une législation merveilleuse en vertu de laquelle le gouvernement déclarait vouloir, dans la mesure du possible, réparer ses erreurs désastreuses du passé, au sujet de la question des taux électriques et du droit de municipaliser l'électricité.

Le titre du bill est "Loi concernant la municipalisation de l'électricité". Si nous considérons que ce projet fait disparaître des droits certains et sans entrave que possède actuellement la grande majorité des municipalités de cette province, en vertu de nos lois actuellement en force, et si nous examinons la substance de la législation qui nous est soumise, il est évident que le titre choisi par l'honorable premier ministre n'est pas bien choisi et que la mesure qu'il présente devrait plutôt s'intituler: "Loi pour paralyser la municipalisation de l'électricité en cette province".

L'électricité est un objet de première nécessité et elle n'est, somme toute, que la mise en valeur d'une partie importante de nos ressources hydrauliques. La population, à qui appartiennent ces ressources, a droit de compter que les administrateurs du domaine public assureront l'utilisation de ces ressources dans l'intérêt général. Le projet de loi que nous discutons actuellement est plutôt favorable à l'intérêt privé dont nous avons à nous plaindre à juste titre, et nous ne pouvons consacrer le principe que le

droit de municipaliser l'électricité en cette province devienne illusoire.

C'est pourquoi j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher)⁴, l'amendement suivant:

Que tous les mots après "que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre exprime l'avis:

"Que la loi proposée par le gouvernement et intitulée "Loi concernant la municipalisation de l'électricité" entraverait et paralyserait la municipalisation de l'électricité en cette province et favoriserait l'augmentation des taux;

"Que cette Chambre estime que les droits, accordés à la très grande majorité des municipalités de la province par les lois générales se rapportant à la municipalisation de l'électricité, ne devraient pas être restreints mais, au contraire, devraient être augmentés de façon à s'appliquer à toutes les municipalités de cette province, nonobstant toute loi à ce contraire, et de manière à établir, autant que possible, un système de municipalisation sur les bases du système en vigueur dans la province d'Ontario."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. l'Orateur, l'honorable député de Deux-Montagnes avait évidemment préparé son amendement longtemps avant de connaître le sort qui attendait ce bill, en pensant que le projet aurait un autre sort que celui que nous voulons lui assurer. Comme je l'ai dit tout à l'heure, nous n'avons pas l'intention de presser l'adoption de notre projet au cours de la présente session.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors pourquoi ne pas adopter l'amendement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous n'adopterons certainement pas les considérants de mon honorable ami. Nous allons référer le projet au comité des bills publics, et nous en terminerons l'étude à la prochaine session, après avoir entendu les suggestions des parties intéressées pendant les vacances parlementaires. Je demanderai donc à la Chambre, vu les déclarations que j'ai faites, de ne pas accepter cet amendement.

M. Guertin (Hull): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Rouville (M. Barré), l'ajournement du débat.

M. l'Orateur: Adopté?

Des voix: Non, non.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

C'est bon, adopté.

M. Drouin (Québec-Est): La motion est-elle adoptée? M. l'Orateur, si la motion d'ajournement n'est pas acceptée, je veux parler sur le projet.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous consentons à l'ajournement du débat.

Le débat est ajourné.

Échange de certains terrains

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture de la résolution relative au bill 246 pour pourvoir à l'échange de certains terrains aux fins d'activer la colonisation.

La résolution est lue une deuxième fois sur division et adoptée sur division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 246 pour pourvoir à l'échange de certains terrains, aux fins d'activer la colonisation.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné vendredi le 6 avril courant, sur la motion de l'honorable M. Mercier (Châteauguay) proposant que le bill 246 pour pourvoir à l'échange de certains terrains, aux fins d'activer la colonisation soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Élie (Yamaska): Ce projet de loi est intitulé "Loi pour pourvoir à l'échange de certains terrains, aux fins d'activer la colonisation". Le titre autorise des espoirs; il s'agit d'examiner si les espérances que le titre suscite se réalisent par la loi.

M. l'Orateur, il est inutile de réitérer l'urgence et la nécessité qu'il y a de mettre en application une politique de colonisation efficace, rationnelle et fructueuse, car tout le monde est d'accord sur ce point.

Comme l'a déclaré le chef de l'opposition, à plusieurs reprises, il faut absolument, et sans délai, pourvoir à l'établissement de notre jeunesse, particulièrement de notre jeunesse agricole. Il est vrai de dire que "l'agriculture est la pierre angulaire de l'édifice économique", mais il n'est pas moins vrai d'ajouter que "la colonisation est le complément indispensable à l'agriculture".

Tous les pays au monde, tous les économistes, proclament l'urgence de profiter des avantages d'une politique de retour à la terre, c'est-à-dire d'une politique de colonisation. La province de Québec est essentiellement agricole, et c'est d'importance vitale qu'elle conserve son caractère agricole, tant au point de vue économique qu'au point de vue national et religieux.

Une sage et progressive politique agricole, ayant comme complément indispensable une vigoureuse politique de colonisation, constitue, de l'avis de tous, le meilleur remède au chômage et aux misères qu'il provoque et qu'il faut immédiatement alléger et soulager. Il n'y a pas de colonisation possible sans un plan méthodique, sans débarrasser cette œuvre nationale et primordiale de toute ingérence politique qui la paralyse et l'anémie, et sans la débarrasser également de toutes entraves actuelles qui font obstacle depuis trop d'années à l'expansion de la colonisation.

Le projet de loi actuel se résume à quoi? Le gouvernement, c'est-à-dire le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le désire, pourra échanger, avec ceux qui consentiront, des terrains pouvant servir à la colonisation. Le succès de la colonisation ne doit pas être conditionnel en ce qui concerne ses facilités. Il n'est pas de sage politique de faire une loi simplement facultative.

Il est de l'essence de la législation que toutes les lois comportent une sanction et que toutes les lois contiennent des éléments d'efficacité. La loi qui est soumise ne contient aucun élément d'efficacité, aucune sanction. Elle ne répond pas aux besoins; au contraire, elle donne l'impression d'un recul, parce qu'elle laisse croire à l'impossibilité d'imposer les obligations nécessaires au succès de la colonisation.

Il faut absolument, et sans délai, séparer complètement le domaine colonial du domaine forestier. Cette séparation doit être faite d'une façon impartiale, sans préoccupation politique, en rendant justice à tous les intéressés, mais en n'oubliant pas l'importance primordiale de la colonisation. Un organisme indépendant et compétent est nécessaire pour faire ce travail basique.

Si le gouvernement, par une législation qui malheureusement lui paraissait plus urgente, a cru à propos de faire adopter par sa majorité une loi décrétant la permanence, suivant les prétextes invoqués, des permis de droits de coupe et des hypothèques gigantesques les affectant, il me paraît qu'il est bien plus important, bien plus nécessaire de décréter la permanence ou la continuité, si on le préfère, des droits de la colonisation.

On se surprendra, peut-être avec raison, que le gouvernement ait adopté une loi pour donner de la

sécurité aux créanciers hypothécaires à même notre domaine forestier, alors que ce même gouvernement ne songe, quant à la colonisation, qu'à présenter une législation subordonnée à la volonté de ceux-là mêmes dont les intérêts sont diamétralement opposés à ceux des colons.

Pour obtenir la libération de notre domaine propre à la colonisation, il faut, M. l'Orateur, une législation exécutoire et obligatoire. Notre Code civil décrète que tous les individus sont obligés, moyennant une juste et préalable indemnité, de céder leurs propriétés pour une cause d'utilité publique. Si un contribuable est obligé de céder sa propriété, lorsqu'il s'agit d'ouvrir un chemin, n'est-il pas plus important et urgent d'accorder le droit d'expropriation pour l'ouverture des terrains propres à la colonisation et pour le succès d'une œuvre qui est, non seulement d'intérêt public, mais qui est d'intérêt primordial et supérieur?

Je suis peiné que la loi qui nous est soumise ne réponde pas aux besoins urgents de l'heure, et je suggère au gouvernement d'adopter les mesures nécessaires pour que les besoins de la colonisation soient satisfaits et pour que les droits de cette œuvre éminemment nationale soient sauvegardés et respectés. Nous n'avons pas de temps à perdre; le problème est urgent. Au gouvernement, qui en a le pouvoir et le devoir, de prendre les mesures qui s'imposent.

(Applaudissements à gauche)

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

Loi des véhicules automobiles

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 30 modifiant la loi des véhicules automobiles.

En comité:

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai un amendement à suggérer. Je crois que la taxe que l'on veut imposer aux camions de sept tonnes ne devrait pas s'appliquer aux camions des cultivateurs qui s'en servent pour l'exploitation de leurs fermes ou le transport de leurs produits agricoles ou laitiers, ou d'articles personnels entrant dans le travail de la ferme.

L'honorable M. Stockwell (Brome): Je suis prêt à accepter en partie cet amendement, mais pas pour les camions de sept tonnes. Nous devrions

limiter les camions à cinq tonnes dans ce cas-là. Je vais soumettre l'amendement à M. Émile-F. Joncas, du département des enregistrements du Bureau du revenu provincial, pour qu'il étudie les suggestions du député de Deux-Montagnes, qu'il les formule de la manière appropriée et qu'il les insère au bon endroit dans le bill. L'amendement est partiellement acceptable et, ce faisant, il le rendra acceptable à l'administration.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 12 avril 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 9 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Charte de Québec

M. Samson (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Drouin), que toutes les règles relatives aux avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions ainsi qu'à l'examen et à la lecture des bills privés (sauf celles qui ont trait aux droits à payer) soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter le bill 125 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté.

M. Samson (Québec-Centre) présente, en conséquence, le bill 125 modifiant la charte de la cité de Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les nouvelles autorités municipales de Québec nous demandent des amendements à la charte de leur ville. Il n'y a rien de très important dans ce projet de législation, et nous allons l'étudier la semaine prochaine au comité des bills privés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Échange de certains terrains

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 246 pour pouvoir à l'échange de certains terrains, aux fins d'activer la colonisation.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Lois fédérales assurant des débouchés aux produits canadiens

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 243 pour aider à la mise à effet, dans cette province, de toute loi fédérale ayant pour objet d'assurer des débouchés aux produits naturels du Canada, et de celle concernant la faillite, en ce qui regarde les compromis entre créanciers et débiteurs, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. La présente loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation; et elle prendra fin, ainsi que tous les arrêtés et règlements qui auront été adoptés en vertu d'icelle, à la date de la prorogation de la session de la Législature qui suivra celle actuellement en cours."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'avoue à la Chambre que nous sommes dans les ténèbres avec cette législation fédérale. Mais je ne veux pas que l'on dise que la province de Québec a refusé son concours aux autorités fédérales.

Cependant, je propose un amendement à l'effet que les ordres en conseil passés en vertu de cette loi entre les deux sessions soient soumis à la Législature et déposés sur la table de la Chambre dès le commencement la prochaine session.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous pourrions peut-être mettre un délai?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je suis prêt à mettre dans la loi que les arrêtés en conseil devront être soumis dans les premiers jours de la session.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Disons avant le quinzième jour de la session.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Alors, entendu pour le quinzième jour de la session.

L'article 5 est amendé. Les mots "à la date de la prorogation" sont remplacés par "le quinzième jour".

L'amendement est adopté.

L'article 5, ainsi amendé, est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Remboursement de droits:

Union des municipalités

M. Saintonge (Beauharnois) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Francoeur), que les droits ordinaires et additionnels payés pour le bill 97 concernant l'administration de certains biens de l'Union des municipalités de la province de

Québec soient remis aux promoteurs, moins les frais d'impression et de traduction, vu que le bill a pour objet de favoriser une association dont le but est de rendre meilleure l'administration des municipalités de cette province, sans y chercher de gain pécuniaire, mais pour des fins éducationnelles seulement.

Adopté.

Code de procédure civile, articles 15 et 554

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 197 modifiant les articles 15 et 554 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est une mesure aussi excellente que celle concernant Low-Sud⁵.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Primes de défrichement, de labour et de résidence (Colonisation, etc.), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a négligé la colonisation en diminuant les primes de 25 % à 35 % et en retardant le paiement durant des mois et des mois. Les primes constituent la seule source de revenus pour les colons. On devrait les augmenter au lieu de les baisser.

L'honorable M. Laferté (Drummond): On a baissé l'échelle des primes sur la demande des missionnaires-colonisateurs. D'ailleurs, si les primes ont été diminuées, le prix des lots a été également diminué, soit de \$0.60 l'acre à \$0.30.

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est la prime qu'il importe de maintenir, parce qu'elle constitue la seule source de revenus. À un certain moment, le gouvernement retardait le paiement des montants totalisant plus de \$400,000 destinés aux colons. Pourquoi un colon de Bellechasse, qui avait envoyé \$10 pour des lots, n'a pas eu ses lots et a attendu des mois pour être remboursé de son argent?

L'honorable M. Laferté (Drummond) veut obtenir le nom de ce colon.

M. Duplessis (Trois-Rivières) ne veut pas le nommer.

M. Taschereau (Bellechasse): Il l'a eu son \$10? (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi l'honorable ministre de la Colonisation, qui comprend comme moi l'importance de cette œuvre nationale, a-t-il consenti à une diminution de son budget?

Les crédits de la colonisation ont été réduits de \$500,000, et ceux de l'agriculture, de \$800,000, après qu'on ait affirmé que le retour à la terre était la seule solution à la crise actuelle.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Le budget n'a pas été diminué, cette année.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, mais il l'a été l'an dernier.

L'honorable M. Laferté (Drummond): En plus de ce que nous avons inscrit au budget de la colonisation, il faut compter ce que nous dépensons pour les écoles, payées par le secrétariat provincial (l'honorable M. David), pour le plan Gordon⁶ qui nous a permis d'établir 525 familles, l'an dernier.

Enfin, il faut compter ce que nous dépensons en travaux pour remédier au chômage. Qu'importe le département qui fournit l'argent, du moment que nous aidons la colonisation!

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable ministre était-il pour le plan Gordon? Il me semble qu'il était contre.

L'honorable M. Laferté (Drummond): J'ai proposé à M. Gordon qu'Ottawa et Québec paient 50 % chacun, pour éviter des dépenses aux municipalités qui ployaient sous le fardeau.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas payé la part des municipalités? Je suis informé que, au contraire, le gouvernement a retardé le retour à la terre en ne payant pas ses dettes à Montréal et à Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable chef de l'opposition a tort de parler ainsi. Ce n'est pas le gouvernement qui doit aux municipalités. Contrairement à ce que dit depuis le début de la session le chef de l'opposition, les villes de Québec et de Montréal nous doivent bien plus que ne leur doit le gouvernement provincial.

Ces villes doivent au gouvernement pour l'entretien des aliénés, pour les hôpitaux, pour les amendes, etc. Quand ces villes nous présentent des comptes pour le chômage, nous constatons qu'en somme elles sont endettées envers nous, même si nous leur payons cet argent qu'elles réclament. De temps en temps, nous nous faisons payer en gardant notre contribution du chômage.

Le chef de l'opposition veut savoir pourquoi nous ne payons pas la part des municipalités qui veulent profiter du plan Gordon de colonisation. Mais M. Bennett n'a-t-il pas promis de régler à lui seul, en six mois, le chômage? Si la crise du chômage n'est pas réglée, ce n'est pas notre faute, comme le prétend le chef de l'opposition. Nous payons notre part du chômage, le chômage que M. Bennett devait régler en arrivant au pouvoir⁷.

(Applaudissements à droite)

Le gouvernement Bennett est arrivé au pouvoir sous de faux prétextes, de fausses représentations.

(Applaudissements)

Il a promis de régler le chômage et il n'en a réglé que le tiers. Il nous a fait payer un tiers et il a fait payer un tiers par les municipalités.

(Applaudissements)

À la session spéciale qu'il a convoquée après son élection, il a bien fait voter \$20,000,000 pour des travaux de chômage, mais en forçant les provinces et les municipalités à dépenser presque sans compter. Il n'a rien trouvé de mieux que de nous faire payer la moitié et plus des dépenses qu'il devait défrayer à lui seul.

C'est cette politique du gouvernement Bennett qui a mis les municipalités et bien des provinces dans une position effroyable. C'est le gouvernement Bennett qui est en grande partie responsable de l'état désastreux des finances de certaines provinces et de nos municipalités. Le chef de l'opposition affirme que nous n'avons pas payé la part que les municipalités étaient censées assumer,

en vertu du plan Gordon. Mais est-ce notre plan à nous? C'est le plan du gouvernement Bennett.

À lui de voir au succès de son projet! Nous voulons bien collaborer, mais nous ne voulons pas tout faire. En retour, je lui demande pourquoi Ottawa ne l'a pas payée, sa part, lui? Nous avons offert à Ottawa de partager avec lui, dans une proportion de 50 % chacun, la part des municipalités. M. Gordon a refusé. Nous étions prêts, cependant, et nous le sommes encore, à payer cette proportion, si Ottawa veut faire la même chose.

Lors de la dernière Conférence interprovinciale, j'ai dit à M. Bennett que nos municipalités ne pouvaient plus continuer à porter le fardeau du chômage, qu'il nous fallait soulager les municipalités ruinées par la politique fédérale du chômage. Je lui ai offert de laisser ce fardeau seulement à Ottawa et aux gouvernements provinciaux. M. Bennett et M. Gordon nous ont répondu non. Qui fait le plus sa part? Le gouvernement d'Ottawa ou le gouvernement de Québec?

Le chef de l'opposition nous dit que nous avons retardé le départ des colons pour ne pas avancer de l'argent à Montréal, alors que celle-ci était notre créancière. Ce n'est pas le cas. C'est Montréal qui nous devait, pour toutes sortes de choses: comptes d'hôpitaux et d'hospices, entretien des aliénés, et que sais-je encore!

Le chef de l'opposition fait de la petite, de la mesquine politique. C'est la petite politique du parti bleu de la province de Québec. Il a discuté ce soir, pendant une heure, le cas d'un colon de Bellechasse qui aurait envoyé \$10 au département. Il n'est pas étonnant qu'avec cette petite politique, son parti soit resté dans l'opposition pendant 37 ans et y restera encore 37 ans.

(Applaudissements à droite)

Ce n'est pas en parlant pendant une heure sur un compte de \$10, au sujet d'un colon de Bellechasse, que mon honorable ami s'attirera la confiance de la population.

L'honorable chef de l'opposition, au commencement de la session, nous avait promis sa coopération. Était-ce là de la coopération que de nous demander chaque jour: "De combien étiez-vous soutirés à la banque, tel ou tel jour?" C'était de la politique mesquine.

Quand notre compte est soutiré à la banque, c'est parce que nous avons donné l'argent pour secourir la population qui en a grand besoin par ces temps de crise effroyable. Petite politique indigne de mon honorable ami, indigne du parti dont il est le chef.

L'honorable chef de l'opposition nous accuse d'avoir diminué notre budget de la colonisation. Oui, car nous recevons \$10,000,000 de revenus en moins, chaque année. Il nous faut réduire les dépenses. Nous avons donc diminué nos budgets. Nous avons réduit nos octrois et nos dépenses. Nous avons su économiser sans nuire aux services essentiels. Nous ne dépensons pas plus que nous recevons. Notre conduite a été sage car, lors du dernier emprunt de \$7,700,000, nous avons obtenu des conditions extraordinairement avantageuses. Nous vivons suivant nos moyens. C'est pour cela que le crédit de la province est intact; nous avons obtenu un prix sans précédent pour nos dernières obligations.

La supposée coopération du chef de l'opposition a consisté à miner le crédit de notre province, à discréditer le gouvernement. Constamment, l'ordre du jour a été rempli de questions pour savoir de combien le compte de la province était soutiré en banque à telle ou telle date. Quel intérêt y avait-il à montrer que notre compte de banque était soutiré d'une dizaine de millions?

Pourquoi avons-nous soutiré notre compte de \$12,000,000? Pour le donner à notre population. La coopération franche et loyale du chef de l'opposition, ça a été d'essayer de ruiner dans l'opinion publique le crédit de la province par ses questions inconsidérées, œuvre indigne du chef de l'opposition, indigne de son parti. Si nous empruntons, il nous critique; si nous n'empruntons pas, il nous critique encore.

Mais nous endurons ces critiques. Nous avons déjà eu davantage de la part de l'opposition. Et, en somme, cela ne nous a pas nui. Nous avons la confiance de la population. L'honorable chef de l'opposition rit? Oui, nous avons encore la confiance du peuple. Au lieu de rire, c'était de venir dans Jacques-Cartier, dans Nicolet.

Il est venu dans Wolfe, et la politique du gouvernement a été approuvée⁸. Le vainqueur de cette élection siège de notre côté. Nous viendrons encore devant le peuple qui nous approuvera encore. Le peuple nous gardera sa confiance.

(Applaudissements à droite)

Si le chef de l'opposition veut conduire son parti à la victoire, ce n'est pas par ces critiques ni par ces façons d'agir qu'il y parviendra. Si le chef de l'opposition et ses amis veulent un jour s'asseoir sur nos banquettes, qu'ils changent leurs tactiques et leurs méthodes! Qu'ils fassent de la vraie politique! Et alors, ils auront une chance, peut-être une petite chance, il est vrai, de nous remplacer.

La province réalise que nous portons un très lourd et bien dur fardeau qui pèse sur nos épaules

comme un manteau de plomb. Nous donnons le meilleur de nous-mêmes, de notre travail, de nos énergies et de notre intelligence pour la province. Et nous réussissons, je pense, dans une bonne mesure. Si nous regardons comment les choses se passent ailleurs, nous n'avons pas à rougir de Québec.

M. le président, il est difficile de gouverner dans ce temps de crise extraordinaire. On nous reproche de ne pas payer assez rapidement. On nous reproche de ne pas emprunter. Si nous empruntons, on nous critiquerait quand même. Nous en avons entendu et vu bien d'autres! Heureusement, nous avons des témoignages plus consolants.

N'avons-nous pas vu, au cours de la Conférence interprovinciale, un grand chef conservateur, un ami de mon ami, un ministre très important du gouvernement fédéral, proclamer que de toutes les provinces du dominion, la province de Québec est la seule province solvable du Canada?

(Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, je suis habitué aux colères de l'honorable premier ministre et à ses façons de procéder. (Rires) Et le plus grand compliment qu'on puisse se faire, c'est de ne pas l'imiter. Le premier ministre est un habile politicien. Mais il reste qu'il n'a répondu à aucun des arguments que j'ai avancés. Et ni à ce que je lui ai demandé. Il n'a pas nié non plus mes affirmations.

(Murmures à droite)

J'ai affirmé que le département de la Colonisation a négligé pendant des mois de payer les primes dues aux colons. Il ne l'a pas nié. J'ai affirmé qu'à Montréal le gouvernement avait exigé, pour autoriser l'envoi de 200 colons sur des terres, que la cité de Montréal non seulement paie les dettes passées, mais même paie en avance la part des nouveaux colons.

Le premier ministre ne l'a pas nié et ne pouvait le nier. J'ai affirmé que le Trésor provincial a refusé de payer pour des millions de comptes courants, de dettes criardes, pendant des mois et des mois; qu'il a ainsi paralysé la circulation de l'argent; qu'il a obligé des marchands à payer des intérêts onéreux aux banques; qu'il a acculé ainsi de nombreux marchands presque à la ruine. Le premier ministre ne l'a pas nié et ne peut le nier.

J'ai affirmé que le gouvernement provincial, en vertu du plan Gordon pour le retour à la terre, avait le droit de payer la part des municipalités indigentes. Le premier ministre ne l'a pas nié et ne peut le nier. Et si le plan Gordon est bon, si le mouvement du retour à la terre est, d'après les

ministres et surtout le premier ministre, le seul moyen de résoudre la crise du chômage, pourquoi alors le gouvernement provincial n'a-t-il pas accepté la généreuse contribution de \$200 par colon que lui offrait le gouvernement fédéral, contribution entièrement gratuite?

Le premier ministre a parlé de petite politique. Petite politique, petits moyens? La petite politique et les petits moyens, ils appartiennent aux gens qui n'ont pas le sens des responsabilités assez développé pour payer aux colons les primes qui étaient leur seul moyen de subsistance, qui ont laissé traîner les pitons⁹, les petits comptes de pauvres gens, paralysé le commerce, placé une infinité de petits marchands dans d'impossibles situations financières. La petite politique et les petits moyens, ils sont à ceux qui comblent d'injures et de leurs sarcasmes les gens qui, pour faire leur devoir, s'imposent plus de sacrifices et travaillent plus que n'importe quel ministre.

(Murmures à droite)

La petite politique et les petits moyens, ils appartiennent aux politiciens qui, pour afficher un maigre surplus ou masquer un déficit trop réel, ont laissé traîner pendant des mois et des mois des dettes criardes aux petits marchands et causé la ruine des petites gens. C'est de cette petite politique que nous ne voulons pas, c'est cette petite politique que nous dénonçons.

Je n'ai pas mission de défendre Ottawa, car je suis ici pour les intérêts de notre province, et je n'ai pas besoin d'aller porter la guerre en Afrique pour me défendre. Le premier ministre aime volontiers à dire que M. Bennett avait promis de régler la crise. Il oublie qu'il a dit qu'il pouvait régler le chômage sans l'aide d'Ottawa.

J'ai ici plusieurs journaux qui l'ont répété. Qu'il se rappelle donc son discours de Saint-Raymond! Le premier ministre doit se rappeler qu'à l'assemblée de Saint-Raymond, en 1931, en face de toute la province qui écoutait à la radio, et que j'ai entendue de mes oreilles, il a déclaré qu'il était capable de régler la crise sans l'aide d'Ottawa. Il (M. Duplessis) cite *Le Soleil*, *L'Illustration*, *La Patrie*, *La Presse*, *The Star*, *The Gazette* et *Titite*¹⁰.

Et c'est le même premier ministre qui, après avoir promis de régler la crise, vient nous faire des reproches, parce que nous voulons des crédits généreux pour la colonisation et l'agriculture, parce que nous dénonçons le gouvernement qui réduit ces crédits de \$2,600,000 en deux ans. Et aujourd'hui, tout ce qu'il trouve, c'est de rejeter sur les épaules des autres le fardeau qui lui incombe.

Je répète que le gouvernement a aggravé la crise en retardant ses paiements. Un marchand de Québec m'a dit qu'il avait été incapable de se faire payer un compte au Trésor. L'honorable premier ministre, je le dis encore, n'a pas répondu à ce que j'ai affirmé tantôt.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je n'ai que deux mots à dire en réponse à mon honorable ami. Il me dit que je ne lui ai pas répondu à sa question: "Pourquoi n'avez-vous pas payé la part de Montréal pour le retour à la terre?" Si je discutais comme mon honorable ami, je lui dirais: "Pourquoi n'avez-vous pas répondu à ma question: Pourquoi le gouvernement Bennett n'a-t-il pas payé la part de Montréal, en vertu du plan Gordon?" Il ne répond pas, parce qu'il est incapable de le faire. En autant que les affaires de Montréal sont concernées, on nous accuse de ne pas avoir payé la part gouvernementale à la métropole pour l'envoi des colons sur les terres.

M. le président, en 1932, nous avons payé la part de Montréal pour le retour à la terre. Nous avons payé sa part jusqu'à concurrence de \$60,000. Lorsque 1933 est venu, nous avons dit à Montréal: "Payez-nous d'abord la part que vous nous devez pour 1932, et nous verrons à vous faire tenir les sommes que vous voulez pour envoyer de nouveaux colons sur des terres." Quand Montréal nous a payé sa contribution de 1932, nous lui avons fait tenir sa part pour 1933. Étions-nous pour avancer à Montréal deux années de sa part pour le retour à la terre? Je le demande à tous les hommes de bon sens, n'était-ce pas là la façon logique de procéder?

Mon honorable ami a ramassé des tas d'extraits de journaux pour nous parler de mon discours à Saint-Raymond.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre dit "ramasser". Parle-t-il du *Soleil*?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'Illustration est une feuille qu'il faut ramasser.

Quant à mon discours de Saint-Raymond, sans l'aide des journaux, je puis me rappeler ce que j'ai dit. J'ai déclaré que nous allions donner du travail, qu'Ottawa nous donne sa contribution ou non. Et nous avons donné du travail. L'honorable chef de l'opposition nous reproche la construction du pont de l'île d'Orléans. Sait-il, cependant, que nous avons fait gagner \$300,000 aux braves ouvriers de Québec avec le pont de l'île d'Orléans, au cours de l'hiver dernier? En pleine crise, nous avons construit le pont de Caughnawaga, au coût de \$2,000,000, et

nous avons donné du travail aux aciéries de Montréal qui emploient une foule d'ouvriers. Nous avons ensuite construit un pont entre Chicoutimi et Sainte-Anne, toujours en pleine crise, pour donner de l'emploi à nos gens. Ces travaux ne pressaient pas, mais nous les avons accomplis pour donner du travail à nos ouvriers. Si nous donnons du travail à nos ouvriers, on nous critique; si nous n'en donnons pas, on nous critique. On nous critique toujours!

Mon honorable ami parle du retard que nous apportons à payer nos dettes. Nous ne pouvons payer sans avoir examiné les comptes, car si nous payons sans vérification, Ottawa nous force à rembourser l'argent donné en surplus et nous accuse, comme on l'a fait récemment, de ne pas exercer un contrôle efficace sur ces dépenses de chômage. L'honorable chef de l'opposition ne sait-il pas qu'on nous a forcés à poursuivre 20 municipalités en remboursement de sommes payées en surplus pour le chômage? Nous avons été obligés de faire arrêter et emprisonner des maires et des conseillers municipaux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous avez passé une loi pour les exonérer.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous n'avons exonéré personne. Il est injuste de la part de mon honorable ami de faire la discussion de cette manière. Voici ce qui est arrivé. Un maire pouvait être condamné à deux ans de prison et être déqualifié pour une simple vente par-dessus le comptoir. Nous avons pensé que la punition était suffisante sans le déqualifier. Nous avons dit que, dans un cas comme celui-là, le juge pourra suspendre la sentence, de sorte que le maire ne sera pas déqualifié pour une simple peccadille. Je vais dire comme mon honorable ami: "Ce que je dis le fatigue."

Encore une fois, il nous faut faire l'audition de tous les comptes que nous recevons à pleines poches et à pleins sacs de facteurs. À Montréal, nous avons des inspecteurs à l'année pour vérifier et nous payons une fois que les comptes ont été contrôlés. Que veut-on de plus? J'ai dit ce que j'avais à dire. Mais nous sommes loin des crédits de la colonisation. Cependant, il fallait que ces choses fussent dites, et c'est maintenant fait.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre a parlé du pont de l'île d'Orléans. Mais il ne devrait pas oublier qu'au-dessus du pont de l'île, il y a le problème de l'établissement permanent de nos

jeunes gens, du retour à la terre. Si on avait appliqué les \$3,000,000 du pont de l'île d'Orléans à établir nos jeunes gens sur la terre, la province en aurait retiré de plus grands avantages. Je ne dirai que deux mots de plus. C'est qu'avant de s'occuper de l'établissement temporaire des colons, il faut s'occuper de l'établissement permanent des colons... Pourquoi les comptes ne sont-ils pas payés en temps?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Demandez cela à notre trésorier.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Que l'honorable trésorier nous le dise!

L'honorable M. Stockwell (Brome): Aucun compte n'est payé sans avoir été approuvé par l'auditeur de la province. Mais que mon honorable ami me dise quels comptes nous avons retardés!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les comptes des hôpitaux.

L'honorable M. Stockwell (Brome): Les hôpitaux sont traités avec la plus grande attention par le gouvernement.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les hôpitaux se plaignent.

L'honorable M. Stockwell (Brome): Que l'honorable chef de l'opposition me donne donc la chance de répondre!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a d'autres comptes qui ne sont pas payés et qui sont approuvés par les ministres.

L'honorable M. Stockwell (Brome): Je répète qu'il faut que les comptes soient vérifiés par l'auditeur et qu'il faut un peu de temps pour cela.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas l'auditeur ni les ministres qui retardent les paiements.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'apprends que le gouvernement compte un nouveau ministre¹¹.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce doit être un ministre protestant.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais non. C'est un ministre qui a parlé dans cette Chambre et

que je n'ai pas l'honneur de connaître. Il s'appelle Pomerleau. Il (M. Sauvé) cite *L'Événement*.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce doit être un ministre d'Ottawa.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il se serait trompé de Chambre?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cela peut arriver à tout le monde¹².

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Publication de cartes et brochures (Colonisation, etc.), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

M. Chouinard (Gaspé-Sud): Je demande à l'honorable ministre de la Colonisation de faire de la Gaspésie, dans le prochain guide, autant de place que par le passé. La Gaspésie contient de vastes régions très propres à la colonisation et il est important de ne pas l'oublier.

(Applaudissements)

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service d'enregistrement (cadastre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 35.

NOTES

1. M. Duplessis fait évidemment de l'ironie en dirigeant spécifiquement sa question vers M. Dillon qui, on se le rappelle, fut le parrain de la loi concernant les contestations d'élections, en décembre 1931. M. Houde, nouveau maire de Montréal, et à l'époque chef du Parti conservateur et de l'opposition en Chambre, tient l'honorable M. Taschereau ainsi que M. Duplessis responsables de cette loi. M. Dillon n'a pas daigné répondre à cette intervention de M. Duplessis.
2. *Le Canada* du 13 avril 1934, à la page 1, mentionne que, depuis le début de la session, les membres "indépendants", M. Guertin. M. Barré et M. Gault, semblent en meilleurs termes que jamais avec M. Duplessis.
3. L'affaire Ascah se rapporte à un double meurtre perpétré, commis en Gaspésie en août 1933. Les deux victimes, des cousines, Maud et Marguerite Ascah, âgées respectivement de 14 et 18 ans, ont apparemment été assassinées par Nelson Philipps, 18 ans. Il y aura sursis de l'exécution, fixée au 18 mai 1934, et un nouveau procès aboutira à l'acquittement du jeune accusé. Les quotidiens ont suivi le déroulement des procès et les ont rapportés avec maints détails.
4. Bien qu'il soit fait mention de M. Fisher, à la page 390 des *Journaux de l'Assemblée législative*, M. Sauvé est appuyé par le député de Chambly (M. Béïque), selon la plupart des quotidiens dans leur édition du 13 avril 1934: *L'Action catholique*, à la page 4, *L'Événement*, à la page 8, *The Montreal Daily Star*, à la page 19, *Le Nouvelliste*, à la page 3, *La Patrie*, à la page 18, et *La Presse*, à la page 16.
5. Le premier ministre s'adresse particulièrement au député de Hull, qui s'était opposé au bill concernant la ville de Low-Sud, un peu plus tôt, en comité.
6. Le plan Gordon, qui porte le nom du ministre fédéral du Travail (Wesley A. Gordon), a pour fin première d'obvier à la crise du chômage par le retour à la terre.
7. M. Bennett est arrivé au pouvoir en 1930, et son incapacité à combattre le chômage et à redresser la situation économique provoquera la chute de son gouvernement conservateur en 1935.
8. Le libéral Thomas Lapointe a remporté l'élection partielle tenue dans la circonscription de Wolfe le 14 novembre 1933.
9. Bons échangeables en nature ou en argent.
10. Il s'agit probablement d'un texte humoristique et satirique tiré du *Goglu*, journal d'allégeance conservatrice où "Titite" commente la politique.
"Titite ne croit pas qu'il soit pratique de faire rendre gorge à ceux qui se sont "graisés" dans cette affaire..." (*Le Goglu* du 2 octobre 1931, à la page 7)
11. M. Sauvé fait référence au compte rendu de la séance de *L'Événement* du 11 avril 1934, à la page 8, où le quotidien, par faute typographique, fait intervenir un certain M. Pomerleau, lors du débat sur la charte du Cap-de-la-Madeleine.
12. Le premier ministre fait sans doute allusion au père du député de Deux-Montagnes, Arthur Sauvé, ancien chef de l'opposition à l'Assemblée législative (1916-1929) et chef du Parti conservateur du Québec (1922-1929), avant de servir comme ministre des Postes dans le cabinet Bennett (1930-1935).

Première séance du vendredi 13 avril 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le trente-troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 72 concernant la municipalité scolaire de Low-Sud;

- bill 197 modifiant les articles 15 et 554 du Code de procédure civile.

**Montreal Trust
Company**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 124 modifiant la charte de la Montreal Trust Company.

Adopté.

En comité:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Au moyen de ce bill, on donne au Montreal Trust, dont le président est Sir Herbert Holt¹, le pouvoir de faire ce pourquoi on mettrait des avocats et des notaires en prison. Lorsqu'un citoyen va porter un dépôt de \$25,000 à un notaire ou à un avocat, si ce notaire ou cet avocat s'en sert pour faire de la spéculation ou des placements au profit de son bureau, il se rend coupable de ce qu'on appelle "embezzlement²", et il peut être condamné à la prison.

Or, c'est le pouvoir qu'on accorde au Montreal Trust. Ce dernier pourra prendre les dépôts, les placer à son gré, recueillir les bénéfices, non pour les déposants, mais pour son propre profit. Mais si les placements entraînent des pertes, seuls les déposants perdront. C'est un principe d'affaires faux, dangereux et injuste pour les déposants.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Plante (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte
de Québec**

M. Samson (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 modifiant la charte de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Taux de
l'électricité**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 57 relatif aux taux de l'électricité soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi que nous présentons, "Loi relative aux taux de l'électricité", a pour but de donner juridiction à la Commission des services publics dans le règlement de tous les cas où il s'agit de tarif d'électricité, lorsque telle enquête est demandée par une municipalité, et nonobstant tout contrat passé entre cette municipalité et la compagnie d'électricité.

D'après la loi créant la Commission des services publics, celle-ci peut déterminer les taux qui seront chargés aux clients pour l'électricité. S'il arrivait qu'un individu ou qu'une municipalité se plaigne des taux édictés, il ou elle pourrait demander à la Commission de faire enquête. Toutefois, la loi dit que la Commission n'a pas juridiction pour modifier les taux fixés, d'après des contrats antérieurs au 24 mars 1926. Nous voulons qu'elle ait juridiction dans tous les cas. Ce projet de loi pourvoit aussi à ce que la partie qui se plaint des taux ait le droit de se faire représenter au sein de la Commission, et il en sera de même pour la partie attaquée. Ainsi, la commission qui a trois membres en aura cinq, dans ces cas spéciaux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui paiera ces nouveaux membres?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est la partie qui se fera représenter au sein de la Commission.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette question est très importante. La population de Québec se plaint qu'elle paie trop cher pour son électricité. L'électricité est une matière de première nécessité. C'est un gros actif dans notre province. Mais elle nous a desservis jusqu'ici, à cause des tarifs trop élevés, en comparaison avec les taux ontariens plus favorables. Le fait qu'il faut considérer surtout, c'est que l'électricité est produite dans notre province avec nos pouvoirs d'eau. Les compagnies, en exploitant ces ressources, doivent mettre l'électricité à la portée de la population.

Le gouvernement devrait se plaindre des taux actuels et payer un expert, s'il laisse à un corps public la charge de se plaindre. Je crois que l'initiative privée, contenue dans les bornes raisonnables, fournit les meilleurs avantages, à condition que cette initiative s'exerce de façon légitime. Elle suscite l'épargne, elle suscite l'ambition. Mais il ne faut pas que l'entreprise privée exploite le consommateur. Le produit de nos ressources ne doit pas servir à exploiter notre population.

Nous n'avons pas d'organisme pour protéger efficacement le public. La Commission des services publics n'a malheureusement pas de pouvoirs. Elle peut faire une enquête, mais elle n'a pas de fonds pour ce faire. Sa juridiction n'est pas assez étendue. Il y a des compagnies qui chargent des taux excessifs. Il est temps que cette question de l'électricité soit réglée. Certaines compagnies vendent l'électricité à un prix beaucoup trop élevé. Le produit des mêmes compagnies est revendu dans l'Ontario à un prix 200 % moins élevé que dans notre province.

C'est le devoir et l'obligation du gouvernement de régler la question des taux de l'électricité, et il doit s'en occuper, d'autant plus qu'il paye des montants considérables pour la consommation de l'électricité. La loi actuelle n'ajoute rien; elle ne va pas à la racine du mal. Elle n'est que le moyen de donner l'impression que l'on fait quelque chose, quand au fond on ne fait rien. Le bill actuel ne permettra, en pratique, de faire que les enquêtes nécessaires et qui devraient être faites par les pouvoirs publics. C'est un autre camouflage pour ajourner la question, au détriment des consommateurs. De plus, il n'est pas juste de faire

assumer aux municipalités requérantes les frais de l'enquête. Le gouvernement devrait s'en charger et l'enquête devrait couvrir tous les points litigieux.

Dans la loi relative à la Commission, il y a un article qui dit que pas une compagnie ne peut établir un système électrique sans avoir été autorisée par la Commission des services publics. Cela veut dire que Saint-Hyacinthe ne pourra pas municipaliser sans cette autorisation. On devrait faire disparaître cet article, car il constitue une entrave à la municipalisation. Le gouvernement a l'intention de restreindre la municipalisation et veut donner à la Commission des services publics les pouvoirs nécessaires pour hausser les taux là où elle ne peut intervenir. Je le répète, cette loi ne voit pas assez loin; elle a pour seul but de laisser croire qu'on fait quelque chose, quand on ne change rien.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai qu'un mot à ajouter. Il est bien difficile de satisfaire mon honorable ami. Ce dernier trouve toujours à redire et à critiquer. Je comprends qu'il remplit très bien son rôle de critique. Il faut un avocat du diable, même lors de la canonisation des saints.

Ce bill est un nouveau pas de la province dans sa marche continuelle vers le progrès, et la Chambre, en donnant son approbation, aiderait considérablement les consommateurs. Nous avons une excellente Commission des services publics. Elle rend de grands services. Il sera évidemment précisé que les membres sont nommés par le gouvernement, mais, quoi qu'on en pense, il n'en demeure pas moins que la commission possède la confiance du public. On nous a dit: "Si tout le monde pouvait se faire représenter au sein de la Commission, cela serait très bien." Voilà ce que nous faisons. Avec ce projet de loi, nous donnerons à tous le pouvoir de se faire représenter au sein de la Commission.

De plus, tous les contrats intervenus à Québec comme à Montréal sont sujets à révision par la Commission des services publics, sans égard pour la date, l'importance ou la durée. Autrefois, des contrats spéciaux comme ceux de Montréal ou de Québec ne tombaient pas sous la juridiction de la Commission. Maintenant, la Commission, après avoir tenu audience, aura le droit de réviser tous les contrats.

Si j'ai bien entendu mon honorable ami, il est favorable à l'initiative privée. Moi aussi, à condition qu'elle reste dans les limites qui lui sont assignées. Nous allons donc adopter ce projet en deuxième lecture, et nous le considérerons en comité plénier à la prochaine séance.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

Prix du lait et de la crème

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 245 concernant le prix du lait et de la crème soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. Dans la présente loi:

"1° Le mot "commission" désigne la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec;

"2° Les mots "distributeur de produits laitiers" et "marchand de lait" ont le même sens que celui qui leur est respectivement attribué par le paragraphe 6°a et le paragraphe 13° de l'article 2 de la loi des produits laitiers (Statuts refondus, 1925, chapitre 63).

Il est proposé d'amender cet article comme suit:

"1. Dans la présente loi:

"1° Le mot "commission" désigne la Commission de l'industrie laitière de la province de Québec, telle que créée par la loi 24 George V, chapitre (insérer ici le no du chapitre du bill 64);

"2° Les mots "distributeur de produits laitiers" et "marchand de lait" ont le même sens que celui qui leur est respectivement attribué par le paragraphe 6°a de l'article 2, ledit paragraphe 6°a tel qu'édicte par la loi 24 George V, chapitre (insérer ici le no du chapitre du bill no 64) et par le paragraphe 13° dudit article 2 de la loi des produits laitiers (Statuts refondus, 1925, chapitre 63)."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3, paragraphe c, qui se lit comme suit:

"c. Pour toute infraction subséquente, d'une amende de pas moins de vingt-cinq dollars et de pas plus de mille dollars; et à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas quarante jours.

"Dans le cas du paragraphe c, le tribunal peut, à sa discrétion, condamner le délinquant à l'amende et à l'emprisonnement à la fois."

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il s'agit de donner à la Commission de l'industrie laitière le droit de contrôler le prix du lait et de la crème. La clause principale du bill permettra à la Commission d'empêcher les marchands de lait de vendre, dans les limites de la province, du lait importé d'une autre province à un prix inférieur à celui fixé par la Commission.

Nous voulons que les vendeurs de lait ne puissent mettre nos producteurs de côté pour favoriser ceux de l'extérieur. Nous voulons que notre loi soit constitutionnelle; c'est pourquoi nous légiférons uniquement sur le lait et la crème qui seront consommés dans la province. Nous ne voulons pas affecter la crème qui sera transportée à Montréal, par exemple, transformée en beurre, qui sera expédié en Angleterre.

La loi fixe des sanctions et des amendes pour ceux qui seront coupables d'infraction. Les amendes imposables seront: de \$10 à \$100, pour la première offense; de \$20 à \$200, pour la deuxième; de \$25 à \$1,000, pour la troisième et toute infraction subséquente. À défaut de paiement de l'amende et des frais, le délinquant pourra être condamné à un emprisonnement n'excédant pas 40 jours. À partir de la troisième amende, l'amende et la prison pourront être imposées à la fois.

Il est proposé d'amender la dernière phrase de l'article 3°c comme suit: "Dans le cas du paragraphe c, le tribunal peut, à sa discrétion, condamner le délinquant à ces amendes et emprisonnement à la fois."

M. Duplessis (Trois-Rivières): Des dispositions devraient être prises pour empêcher la falsification des produits. Les définitions que l'on donne aux mots "lait" et "crème" dans le bill ne sont pas assez claires.

M. Barré (Rouville) pose des questions.

L'amendement est adopté.

Le paragraphe *c* de l'article 3°, ainsi amendé, est adopté.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 4 et 5 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Taxes municipales et scolaires, délai de prescription

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 19 modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires et concernant la vente obligatoire de certains immeubles pour taxes.

Adopté.

En comité:

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette loi pourvoit à l'extension du délai pour la perception des taxes. L'an dernier, le député de Yamaska, que je félicite, a présenté une loi dans ce sens, et elle n'a pas été agréée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est curieux, vous ne félicitez que quelques députés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le premier ministre m'en donnait l'occasion, je le ferais.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a aussi le député de Hull. C'est un député très actif.

(Rires)

M. Guertin (Hull) s'oppose au bill. Il propose un amendement disant que la Commission municipale aurait le droit d'exempter les municipalités ayant un bon système de taxes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Déjà, l'effet de cette loi se fait sentir. La ville de Québec nous a dit que déjà la perception des taxes se faisait mieux depuis que nous avons décidé de passer cette loi. Je le répète: l'effet moral de notre projet sera meilleur que son effet légal.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette loi est intrinsèquement mauvaise. Ce sera la concentration de la propriété. On va miner les prêteurs. On va tarir la source de revenus des municipalités.

J'ai combattu la Commission municipale et j'y suis plus que jamais opposé. C'est pourquoi je ne suis pas favorable à ce que l'on étende ses pouvoirs.

M. Fisher (Huntingdon): Le bill nuira aux petits propriétaires dont les moyens sont modestes.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 13 avril 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Code de procédure civile, articles 15 et 554

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 197 modifiant les articles 15 et 554 du Code de procédure civile.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 65 concernant le rachat de terrains détenus en vertu d'un contrat de louage, d'un bail à rente ou constitué dans certains districts électoraux;
- bill 69 modifiant la loi du prêt agricole de Québec pour diminuer les frais d'enregistrement des actes et les frais sur les procédures;
- bill 71 modifiant la loi des renseignements sur les compagnies concernant les compagnies de cimetières;
- bill 118 modifiant la charte de la Corporation de crédit et d'entreposage;
- bill 187 modifiant l'article 83 du Code de procédure civile;
- bill 247 autorisant la cité des Trois-Rivières et certaines autres municipalités à contribuer à la célébration du troisième centenaire de la fondation des Trois-Rivières.

Motions des députés:

Cidre de pommes

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 11 avril courant, sur la motion présentée par le représentant de Rouville (M. Barré) le même jour, proposant:

Que cette Chambre,

Attendu que la vente en nature des pommes de qualité inférieure a pour effet d'avilir le prix des pommes de bonne qualité;

Attendu que, même avec les méthodes modernes de culture, il arrive qu'il se récolte des pommes de qualité inférieure;

Attendu que ces pommes de qualité inférieure sont propres à faire une boisson saine et hygiénique, le cidre de pommes;

Attendu que, par sa fermentation, ce cidre devient une liqueur alcoolique;

Exprime l'avis que le gouvernement devrait, dès cette année, prendre les moyens pour que la fabrication et la vente du cidre, même fermenté, soient permises par les lois et encouragées par le gouvernement.

M. Gauthier (Portneuf) fait l'historique de la pomme à travers les âges: celle du paradis terrestre, celle d'Adam, celle de Pâris, du jardin des Hespérides, de Guillaume Tell, de Isaac Newton, jusqu'à celle des vergers du comté de Rouville.

Nos pommes canadiennes sont bien connues par leurs qualités et leur saveur surtout; elles sont connues en Europe.

Je n'ai pas à énumérer les bienfaits effets du cidre de pomme, qui finira par guérir plusieurs maladies comme la flatulence stomacale. Le cidre est excellent pour la santé. Les procédés de fabrication n'ont guère changé depuis des siècles.

Ce débat me rappelle la belle lutte que fit naguère à la Chambre M. le Dr C.-A. Bernard, ancien député de Rouville, pour décider le gouvernement à encourager la fabrication du cidre pétillant avec les belles pommes de son cher pays de Beauce.

En terminant, M. l'Orateur, je propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (M. Drouin), l'amendement suivant: Que tous les mots après "devrait", dans la première ligne du dernier paragraphe, soient biffés et remplacés par les suivants: "encourager la distribution du cidre par la Commission des liqueurs, en faisant valoir, par une propagande appropriée l'excellence de cette boisson hygiénique."

M. Barré (Rouville): Je ne crois pas à l'opportunité de cet amendement. Mais faute de mieux, je l'accepterai.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La question du cidre de pomme intéresse la population depuis quelques années. La motion de l'honorable député de Rouville était parfaite et n'aurait pas dû être amendée.

Le gouvernement encourage la vente de certains vins étrangers, parfois guère bons, mais il n'encourage pas nos produits domestiques, tels que le cidre.

La Commission des liqueurs encourage les trusts de vins français et les trusts de whisky écossais, une politique qui n'est pas sans lien avec les importants fonds de la campagne libérale en temps d'élections. Mais je ne vois pas la pertinence de demander un vote en Chambre sur cette question.

L'amendement est adopté sur division.

La motion principale, ainsi amendée, est adoptée sur division.

Soins à l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 249 relatif à la réception, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne) propose:

1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le secrétaire de la province à faire avec la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence, un contrat pour la réception, les soins, la garde et l'entretien des aliénés dans l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu.

2. Que ce contrat devra pourvoir à ce que:

a. Ladite Communauté des Sœurs de Charité de la Providence reçoive, loge et entretienne, dans l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu, tous les malades qui leur seront confiés par le gouvernement, leur donne une nourriture saine et suffisante, améliore, suivant les ressources de l'établissement, les services de laboratoire et autres, d'après les données modernes, de façon à favoriser la guérison des malades qui s'y trouvent et le développement de la science des maladies mentales;

b. Les obligations respectives des parties à ce contrat, relativement aux matières et choses visées par le paragraphe *a* ci-dessus, soient, en substance, semblables à celles stipulées au contrat intervenu entre les mêmes parties et aux mêmes fins, le 21 décembre 1925, et ratifié par la loi 16 George V, chapitre 8, sauf les dérogations ci-dessous prévues;

c. Le nombre des malades confiés audit hôpital ne soit inférieur à quatre mille;

d. Le montant annuel payable pour chaque malade gardé dans ledit hôpital, et pour le temps de l'internement seulement, soit de deux cent seize dollars;

e. Le montant annuel de deux cent seize dollars ci-dessus prévu soit réduit à deux cents dollars pour chaque malade en plus de quatre mille cinq cents malades;

f. Ledit contrat demeure en vigueur durant une période de vingt-six années.

Que le secrétaire de la province pourra ajouter dans ce contrat toutes les autres conditions, non contraires à celles ci-dessus prescrites, qu'il juge utiles ou nécessaires pour la mise à effet de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, pourvu que ces conditions aient été approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

3. Que l'accomplissement des obligations auxquelles le gouvernement s'engagera, en vertu de ce contrat, sera subordonné à la condition que la Communauté des Sœurs de la Charité de la Providence commencera, dans un délai de soixante jours de la signature du contrat, et terminera dans un délai raisonnable, les travaux nécessaires pour agrandir l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu actuel ou construire un bâtiment additionnel, afin de pouvoir accueillir, hospitaliser et traiter au moins le nombre de malades prévu au paragraphe *c* de la résolution 2.

4. Que si, pour exécuter ces travaux d'agrandissement de l'hôpital actuel ou de construction d'un bâtiment additionnel, ladite communauté est dans l'obligation de négocier un emprunt, le trésorier de la province retiendra sur chacun des montants de deux cent seize dollars qui pourront être dus en vertu dudit contrat, la somme suffisante pour acquitter le fonds d'amortissement et les intérêts d'une somme n'excédant pas un million cent mille dollars sur ledit emprunt.

5. Que la retenue faite par le trésorier de la province en vertu de la résolution précédente soit payée par lui, semi-annuellement, aux prêteurs qui auront effectué le prêt ci-dessus mentionné ou au fiduciaire pour le bénéfice des obligataires en vertu de cet emprunt.

6. Que les sommes qui pourront être dues par le gouvernement, en vertu du contrat ci-dessus prévu, seront payées à même les montants votés chaque année par la Législature pour les asiles d'aliénés.

7. Qu'à compter de la date que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil, le contrat passé en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions remplacera celui passé entre les mêmes parties le 21 décembre 1925 et qui a été ratifié par la loi 16 George V, chapitre 8.

Le but du projet est de permettre aux religieuses de l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu de construire une aile qui contiendra 600 lits, au coût de \$1,100,000. L'hôpital est devenu trop petit, et des malades étaient hospitalisés à deux endroits différents, dont l'un a été condamné par la police municipale parce qu'il n'était pas à l'épreuve du feu.

Il manque actuellement beaucoup de lits pour les malades mentaux.

La province de Québec, au point de vue des malades mentaux, suit les autres pays. Il n'y a qu'un point où nous sommes peut-être en avance, c'est en ce qui regarde les arriérés mentaux. Nos enfants ne sont pas examinés assez tôt, dans nos écoles, alors qu'ils sont encore en bas âge. Alors, on pourrait envoyer les malades plus vite dans les hôpitaux spéciaux.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce qu'il y aura augmentation du coût de l'hospitalisation?

L'honorable M. David (Terrebonne): Nous augmentons le coût de \$16 par malade par année.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien y a-t-il de malades?

L'honorable M. David (Terrebonne): Quatre mille³.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela veut dire une augmentation de \$64,000, dont \$32,000 seront payés par les municipalités. C'est une nouvelle charge pour ces dernières, et qui pourrait retomber sur certaines qui sont incapables présentement de payer leurs obligations.

L'honorable M. David (Terrebonne): À Québec, je crois que nous payons \$227 par malade à l'Hôpital de Saint-Michel-Archange. À Montréal, nous paierons \$216 par malade à l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu. L'hospitalisation des arriérés mentaux est ce qui coûte le plus cher au monde. Il n'y a pas un pays au monde où l'hospitalisation des aliénés coûte si bon marché. La raison en est que l'hospitalisation est confiée à des religieuses qui, grâce à leur zèle, font des prodiges d'économie et nous donnent un service de tout premier ordre, à des conditions extrêmement modiques.

L'an dernier, nous avons eu 148,639 jours de congé, à 60 sous par jour; cela fait presque la somme que nous avons à payer pour couvrir la différence de \$200 à \$216 par jour que nous demandons pour nos malades. Les bâtisses qui seront construites seront totalement à l'épreuve du feu, et c'est le moins que nous puissions faire pour les malades de cette nature.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'opposition est aussi désireuse que le gouvernement de donner toute la place possible aux malades dans les institutions. Je reconnais le mérite des communautés religieuses, mais le gouvernement devrait soulager

les municipalités en payant une large part de l'hospitalisation.

L'honorable M. David (Terrebonne): J'ai beaucoup d'estime pour l'honorable chef de l'opposition et il le sait. J'aime à écouter ses observations. Mais je me permettrai de lui dire qu'il n'y a personne qui ait fait plus pour les hôpitaux, pour les maisons d'éducation, pour les œuvres d'assistance publique que le Parti libéral.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'argent voté vient de la poche des citoyens de Québec, sans égard pour leur allégeance politique. La province de Québec n'est ni le Parti libéral, ni le Parti conservateur; c'est la population.

L'honorable M. David (Terrebonne): Certainement. Nous ne nous vantons pas de ce que nous avons fait, mais nous voulons que le fait soit constaté.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois, et adoptées sur division.

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 249 relatif à la réception, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Municipalité scolaire de Low-Sud

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 72 concernant la municipalité scolaire de Low-Sud.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. David (Terrebonne): Le bill a pour but de fusionner les différentes commissions scolaires du canton de Low et également, pour fins d'impôts, d'établir une évaluation fixe de \$550,000 pour les propriétés de la Gatineau Power Company à Low.

M. Guertin (Hull) s'oppose au projet.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Taxes municipales et scolaires,
délai de prescription**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 19 modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires et concernant la vente obligatoire de certains immeubles pour taxes.

En comité:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, paragraphe 2, alinéa 2°, qui se lit comme suit:

2° Les mots "corporation scolaire" désignent toute corporation de commissaires ou de syndics d'écoles, dont la juridiction s'étend sur tout le territoire d'une municipalité de cité ou de ville ou sur une partie d'icelui et généralement toute commission et tout bureau, ayant juridiction semblable, constitués en corporations pour fins d'administrer des écoles dans la province;"

Il est proposé d'amender cet article en ajoutant après le mot "d'icelui" les mots: "située dans la cité ou la ville,".

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 2, alinéa 2° de l'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 2, paragraphe 10, qui se lit comme suit:

"10. Des honoraires n'excédant pas dix dollars dans les procédures non contestées et quinze dollars dans les procédures contestées pourront être réclamés par les avocats présentant ces requêtes."

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): Je crois que nous devrions amender la loi en réduisant les frais d'avocats payables pour la requête au juge de \$10 et de \$15 dans le projet initial, et à \$5 pour chaque cas, afin d'obtenir du délai, qu'il y ait contestation ou non.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Très bien.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien.

Il proposé d'amender cet article comme suit:

"10. Ces honoraires n'excédant pas cinq dollars pourront être réclamés par les avocats présentant ces requêtes, contestées ou non."

Le paragraphe 10 de l'article 2, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

M. Guertin (Hull): J'ai suggéré d'amender le projet de façon à ce que la Commission municipale puisse exempter de cette loi les municipalités qui ont un bon système de perception des taxes⁴.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je le regrette, mais il nous faut un texte de loi formel. Autrement, nous aurions des ennuis. Je regrette de ne pouvoir m'accorder avec l'honorable député de Hull.

L'amendement du député de Hull, étant mis aux voix, est rejeté⁵.

Les articles 3 et 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. La Commission municipale de Québec aura le droit d'exempter de l'opération de la présente loi, pour telle période et à telles conditions qu'elle jugera convenables, les municipalités dont les chartes ont des dispositions ou un système de perception de taxes aussi efficaces que celles prévues par les dispositions de la présente loi."

M. Bertrand (Saint-Sauveur) félicite le chef de l'opposition d'avoir exposé, d'une manière aussi irréfutable, plus tôt, les raisons pour lesquelles le gouvernement ne devrait pas procéder avec ce bill qui n'a aucune raison d'être et qui vient à l'encontre des intérêts des citoyens. M. le président, j'ai demandé au gouvernement de retirer ce projet. Je répète ma demande. Les propriétaires sont dans l'embarras. Ce projet de loi constitue la preuve de l'indifférence du gouvernement à l'égard des petits propriétaires.

Le gouvernement semble oublier que la crise sévit depuis longtemps et que la période de dépression n'est pas encore terminée. Il semble oublier qu'il y a des chômeurs qui ne paient pas leur loyer depuis des mois et des mois, et que ce sont les propriétaires qui en souffrent. Il semble oublier que le coût du chômage retombe surtout sur le propriétaire et que le fardeau du secours direct, c'est le propriétaire qui, en définitive, doit le supporter.

Les locataires paient difficilement leurs loyers. Si on avait proposé cette loi pendant la guerre, lorsque tout le monde avait de l'argent, très bien. Mais aujourd'hui, les propriétaires sont chômeurs, ne reçoivent pas leurs loyers, supportent le poids du secours direct. Je ne peux pas comprendre que le gouvernement présente un pareil projet de loi dans les temps difficiles que nous traversons.

Les propriétaires attendent jusqu'à trois ou quatre ans pour payer leurs taxes avant que leurs immeubles soient vendus. Cela leur permet d'attendre leurs locataires. Ils disent: "C'est un bon garçon et il me paiera." La loi oblige les propriétaires à payer leurs taxes au bout de deux ans et 20 jours. Avec le bill 19, ils auront droit à un an de délai de plus. C'est trop exiger des propriétaires. Mieux vaudrait laisser la loi dans l'état actuel.

Si nous adoptons ce projet, nous causerons un grand tort aux propriétaires et nous nuirons au crédit de Québec. Les municipalités sont en détresse, parce que le gouvernement leur a enlevé la majorité de leurs revenus normaux. Aujourd'hui, après les avoir dépouillées, il veut les mettre en faillite. Cette loi va décourager le petit propriétaire qui a mis dans la maison les épargnes de sa vie de travail; le gouvernement va favoriser les financiers peu scrupuleux et leur permettre d'acquiescer pour rien de nombreuses propriétés.

Un officier de l'hôtel de ville me disait qu'une maison évaluée à \$75,000, rue Saint-Jean, a été vendue pour les taxes, et qu'une propriété évaluée à \$35,000, rue Saint-Pierre, a été vendue à \$4,000. La

ville peut emprunter sur les arrérages de taxes. Le gouvernement va réduire le nombre des petits propriétaires. Puis, il ira se plaindre que le nombre des propriétaires diminue, que les gens n'ont plus le respect, ni d'intérêt sain dans la propriété.

Pourquoi ne pas laisser la loi telle qu'elle est? À Québec, le délai de la perception des taxes municipales et scolaires est de trois ans, et l'on tolère jusqu'à cinq ans. Il me semble que c'est raisonnable. Comme la taxe municipale est de 1½ % et la taxe scolaire de 1½ %, soit 3 % par année, au bout de cinq ans, la propriété ne doit en taxes municipales et scolaires que 15 % de sa valeur, et il reste 85 % pour répondre.

Aujourd'hui, en pleine crise, alors que le propriétaire n'est même pas payé par ses locataires qu'il garde dans ses logements des mois et des mois, sans retirer un seul sou, le gouvernement, par son projet de loi, dit à ces propriétaires: "Vous devez deux ans de taxes à la ville, nous allons faire vendre votre propriété pour les taxes. En tout cas, allez devant un juge et prouvez-nous que vous n'êtes pas capable de payer vos taxes, et on verra ce qu'il y aura à faire."

Voilà une façon de procéder que je trouve souverainement injuste. Avec ce système-là, vous allez voir une procession de pauvres gens qui vont se présenter devant nos cours pour aller exposer leurs misères et être forcés de dire aux juges que, s'ils ne paient pas leurs taxes municipales et scolaires, c'est parce qu'ils ne sont pas capables de les payer.

Il me semble que l'honorable premier ministre devrait assez connaître les contribuables de notre ville de Québec pour savoir qu'ils aiment à payer leurs dettes quand ils le peuvent, et que les propriétaires ne paient pas leurs taxes parce qu'ils ne sont pas capables de les payer. Les élections de Montréal ont dû montrer que les tutelles ne sont pas populaires. À Québec, qu'on laisse aux propriétaires leurs propriétés! Il ne faut pas les forcer à payer quand ils ne peuvent pas payer.

J'irai plus loin et j'ajouterai qu'au lieu d'adopter une loi de cette nature, le gouvernement devrait lui-même s'occuper de ce que nous coûte le chômage, comme le premier ministre l'avait promis à Saint-Raymond, avant les élections. "La province, avait-il déclaré à cette occasion, n'a pas besoin de l'aide du fédéral et est capable de voir à ses propres besoins." Pourquoi le premier ministre n'honore-t-il pas cette promesse?

Ce projet de loi a pour effet de décourager le petit propriétaire, quand le gouvernement devrait au contraire prendre tous les moyens nécessaires pour l'encourager. La petite propriété est la sauvegarde contre le socialisme et le communisme. Le petit

propriétaire qui, de peine et de misère, s'est construit une petite propriété, y tient comme à la prune de son œil et il fait sourde oreille à ceux qui tempêtent contre la propriété privée. Un pays où il n'y aurait que des propriétaires, gros ou petits, serait un pays complètement fermé aux idées communistes. Mais si vous découragez le petit propriétaire, vous en faites un mécontent qui ira plus facilement rejoindre les révoltés. Je répète que le gouvernement devrait retirer ce projet de loi et attendre une autre année avant de le présenter.

(Applaudissements à gauche)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les remarques de l'honorable député de Saint-Sauveur, un expert en affaires municipales, nous démontrent que ce projet est dangereux. À Trois-Rivières, la deuxième ville de la province... (Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Hein?

M. Duplessis (Trois-Rivières): ... et la première au point de vue de la représentation provinciale ... (Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cela montre ce que vaut votre affirmation. (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Trois-Rivières a été très affectée par le chômage. Environ un tiers de la population souffre du chômage, et les propriétaires doivent loger nombre de familles ouvrières qui ne sont pas capables de payer de loyer. Inutile de dire que les propriétaires sont souvent dans l'impossibilité, eux-mêmes, de rencontrer leurs obligations, leurs taxes municipales.

Ce bill sera funeste pour les petits propriétaires qui seraient obligés de laisser vendre leurs propriétés à des compagnies qui deviendront ainsi maîtresses de la plupart des propriétés. Le petit propriétaire est un rempart contre le communisme et on a tort de lui nuire au lieu de l'aider. Je ne veux pas insister, mais nous devrions attendre pour adopter cette loi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable chef de l'opposition a dit deux choses vraies: la première: que l'honorable député de Saint-Sauveur est un expert en affaires municipales; la seconde: que Trois-Rivières est la ville la mieux représentée. Les journaux nous apprennent que Trois-Rivières boucle son budget cette année avec

\$100,000 de surplus. Si c'est vrai, j'en félicite très sincèrement les administrateurs de Trois-Rivières. Avec cette loi, les affaires municipales de Trois-Rivières s'amélioreront encore.

S'il y a quelque chose, ce projet est trop large. Il donne jusqu'à cinq ans au propriétaire pour payer ses taxes. Le propriétaire profite de tous les services municipaux. Il doit payer des taxes. Ce bill ne peut être populaire, mais je le crois nécessaire. On ne veut prendre personne à la gorge. Un propriétaire qui a deux ans d'arrérages peut obtenir une année additionnelle puis, s'il a de bonnes raisons, peut capitaliser ce qu'il doit et prendre cinq ans pour tout payer.

J'ai confiance dans l'effet moral de cette loi. C'est une loi qui sera bienfaisante pour les municipalités. Ces dernières ont grandement besoin de revenus, car la loi sera une incitation à payer. Le trésorier de la ville de Québec me disait que déjà la simple présentation de la loi a eu un bon effet, et que les propriétaires font un effort.

D'ailleurs, il n'est pas juste que ce soit toujours les mêmes qui paient les taxes et supportent les frais de l'administration, quand il y en a d'autres qui pourraient payer et ne le font pas.

L'article 5 est adopté.

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, pour le représentant de Westmount (M. Smart)⁶, un amendement voulant que les villes sous la juridiction de la Commission métropolitaine échappent à cette loi.

L'amendement est rejeté.

L'article 6 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Bertrand (Saint-Sauveur) parle du sort du petit propriétaire, puis du pont de l'île d'Orléans. Il propose, par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Yamaska (M. Élie), que tous les mots après "que" dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants: "cette Chambre approuve le prolongement du délai quant

au paiement des taxes municipales et scolaires, mais elle s'oppose à l'adoption du bill proposé par le gouvernement et intitulé: "Loi modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires et concernant la vente obligatoire de certains immeubles pour taxes", parce que ce bill aurait pour effet:

- a. De ruiner le petit propriétaire, facteur de progrès et de paix sociale;
- b. De favoriser la concentration de la propriété dans les mains d'un petit nombre;
- c. D'occasionner des dommages irréparables à nombres de prêteurs;
- d. De diminuer le crédit des petits propriétaires et de décourager les prêts individuels et l'épargne populaire;
- e. De déprécier la valeur de la propriété imposable et de tarir une source importante des revenus municipaux et scolaires."

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Sauvé, 5.

Contre: MM. Arcand, Bédard, Bergeron, Chouinard, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), David, Dillon, Dufour, Dugas, Francoeur (Lotbinière), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Laferté, Lapierre, McDonald, Mercier fils, Moreau (Roberval), Morel, Paquet, Perrault, Piché, Rochette, Sabourin, Saintonge, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 35.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée, comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Questions et réponses:

Jacques-E. Valentine

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Depuis le 1^{er} janvier 1931 inclusivement jusqu'à date, M. James,

alias Jacques-E. Valentine, de Québec: 1. A-t-il été à l'emploi de la province? Dans l'affirmative:

- a. À quel titre?
- b. Pendant combien de temps?
- c. À quelles conditions, quant au salaire ou aux dépenses?
2. La province lui a-t-elle payé quelques montants?
- d. Quand?
- e. Quels montants?
- f. Pourquoi?

L'honorable M. Stockwell (Brome): 1. et 2. Non.

Subsides fédéraux

M. l'Orateur informe la Chambre que le secrétaire d'État du Canada a accusé réception de l'adresse qu'elle a votée à Son Excellence le gouverneur général du Canada au sujet des subsides fédéraux.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles publiques (Instruction publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles publiques rurales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que l'on a aboli les primes aux institutrices?

L'honorable M. David (Terrebonne): Mon honorable ami le chef de l'opposition connaît mes opinions au point de vue éducationnel. Je n'ai pas besoin de les exprimer de nouveau. Nous n'avons pas

aboli les primes. Nous en accordons encore, non plus de \$10, mais de \$15, \$30 et plus.

Je voudrais ajouter quelques mots sur un problème qui préoccupe beaucoup en ce moment. Depuis le commencement de la session, nous entendons beaucoup parler du retour à la terre et de colonisation. Depuis longtemps, j'ai eu l'intention d'exprimer toute ma pensée et je crois que le moment est venu de le faire.

Que l'on me comprenne bien. Que l'on ne voie pas dans mes paroles une critique des écoles normales. Je ne veux rien dire contre l'école normale de ma province, qui a rendu de très grands services. Mais on parle de retour à la terre, de maintien sur la terre. Le véritable moyen de l'obtenir, c'est d'enseigner l'amour du sol à la petite école. Or, les jeunes filles qui sortent des écoles normales, à 17 ans, à 18 ans, n'ont malheureusement pas le goût, l'amour du sol, et le respect de la terre.

Si elles n'ont pas ces sentiments, elles ne peuvent pas les enseigner et les inculquer aux petits enfants dont l'éducation est confiée à leurs soins.

(Applaudissements)

Avant de songer à ruraliser Québec, la première chose à faire, c'est de ruraliser l'école normale, afin que les institutrices soient en mesure de donner à leurs élèves le goût du sol et le respect de l'agriculture. Je tiens à préciser, en passant, que je ne suis pas le maître de l'éducation en cette province.

En France, les élèves possèdent un tout petit livre, de lecture très facile, intitulé: "La douce terre de France"⁷. Il vaut mieux que tous les manuels.

(Applaudissements)

Au lieu d'une foule d'autres manuels, ne pourrions-nous pas en avoir un, très simple, dans Québec, qui aurait pour très beau titre: "La bonne terre de Québec", et qui donnerait aux jeunes le désir de mieux la connaître?

(Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Très bien!

L'honorable M. David (Terrebonne): Il faut que les institutrices prennent leur exemple dans la vie rurale. La jeune institutrice demande aux petits enfants: "J'ai vu un immeuble de 20 étages à Montréal, dont chaque étage avait 12 pieds de hauteur; quelle est la hauteur de l'immeuble?" Ne devrait-elle pas plutôt poser le problème en disant: "Mon père a 100 pommiers qui produisent tant de fruits par arbre; combien gagnera-t-il avec son verger⁸?"

Je crois au retour à la terre. En France, pendant les années de la Guerre mondiale, des

milliers et des milliers de Français ont quitté leurs campagnes ravagées pour venir à Paris. Presque tous sont retournés sur leurs terres, dès la guerre finie, pour reconstruire les régions dévastées et retrouver dans les ruines le lot cultivé par leurs ancêtres. Leur passage dans la capitale a été très bien vu et a eu un grand effet moral. Ces braves gens travaillaient bien et ils avaient des pensées saines, qui ont eu un grand effet sur leur entourage.

Ne croit-on pas que la plus belle chose à faire serait d'inculquer, dans le cœur et dans l'âme des enfants, l'amour du sol, et les convaincre que la plus belle carrière pour tous est celle du cultivateur? N'est-ce pas là la meilleure façon d'encourager le mouvement du retour à la terre?

Qu'on ne s'y méprenne pas. J'ai bien peur que le jour où les cheminées des grandes usines recommenceront à fumer, plusieurs personnes qui se sont établies sur des terres qu'elles n'aimaient pas, pendant la crise, soient encore attirées vers les villes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le secrétaire de la province a dit des vérités, et je partage certains de ses sentiments sur les observations qu'il a faites. J'ajouterai que nos écoles normales rendent de grands services. Mais est-il juste de lancer dans l'enseignement des institutrices rémunérées aussi peu qu'elles le sont? Il faut se demander si les salaires payés à nos institutrices sont équivalents aux services que l'on désire d'elles.

Certes, comme le dit le secrétaire de la province, il est bon de ruraliser l'enseignement dans les écoles, mais il est d'autres causes à la situation que nous déplorons. C'est que l'on n'a pas accordé à l'agriculture l'attention et l'importance qu'elle méritait; c'est qu'on lui a préféré l'industrie, la "grosse industrie", en faveur de laquelle on inondait les vieilles terres, on faisait disparaître de vieilles paroisses.

Je me défends bien de faire de la politique, mais je regrette l'industrialisation à outrance que le gouvernement a encouragée. L'industrie agricole ne doit jamais, pour aucune considération, céder le pas à une autre industrie. Il est certain que la province de Québec est essentiellement agricole et doit le demeurer.

Faut-il se surprendre si de nombreux cultivateurs, se sentant peu encouragés, dédaignés, se sont désintéressés de la culture et s'en sont allés vers la ville? Pourquoi aussi le gouvernement n'a-t-il pas aidé à rendre la vie plus agréable, plus facile, par l'électrification rurale à des taux raisonnables, ce qui aurait apporté tant de confort à la vie campagnarde, l'électricité qui permettrait la radio et mille et un avantages?

Il faudra que le gouvernement se pénètre enfin de l'importance première de l'agriculture chez nous, qu'il apprenne à la placer à son rang véritable, au premier rang.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'honorable chef de l'opposition s'accorde avec moi. Je le note avec plaisir. Que l'on me permette de rappeler le mot de Sully⁹, que l'on a souvent répété: "Labourage et pâturage sont les deux mamelles de la France." Il faut qu'il en soit de même chez nous.

J'accepte les remarques du chef de l'opposition. C'est une chose que je ne puis faire tous les jours. Il croit avec moi qu'il faut d'abord ruraliser les esprits de ceux-là qui dirigeront demain nos jeunes gens. Que l'on me permette une autre citation: "Les villes seront toujours des fours où les gens de la campagne viendront mourir, mais grâce aux campagnes, les villes pourront toujours résister¹⁰."

(Applaudissements)

S'il y a un homme qui désire de tout son cœur que le retour à la terre soit un succès, c'est celui qui parle en ce moment. Si mon honorable ami le chef de l'opposition veut bien me le permettre. J'ai rencontré, l'autre jour, dans le train qui me ramenait de Montréal à Québec, un de ses très bons amis qui me disait:

"Je suis allé voir ma mère et mes sœurs à la campagne. Lorsque je suis arrivé, elles ont regardé mon automobile et elles ont ensuite jeté un coup d'œil vers la remise pour la comparer à leur vieille "Ford". Elles ont ensuite fait des comparaisons.

"Elles ont aussi regardé ma mise et celle de ma femme. Elles se sont ensuite souvenues de tous les sacrifices qu'elles avaient faits pour que je puisse faire un cours classique, devenir avocat et ensuite juge."

Et il ajoutait. "Il y a plus dans ces comparaisons pour expliquer la désertion de nos campagnes que dans tous les discours prononcés un peu partout. Pour que le cultivateur aime la terre, il faut que, dès son enfance, vous lui fassiez comprendre que la terre est la bonne nourricière et que la profession de cultivateur est la plus belle de toutes. Autrement, vos efforts seront dépensés en pure perte."

Autrefois, l'agriculture n'était pas industrialisée comme elle l'est à présent. C'était une entreprise familiale. Aujourd'hui, on fait une industrie de l'agriculture et il le faut peut-être, en face des circonstances. Il faut faire aimer le sol pour le sol.

Et, s'il est vrai que l'agriculture est devenue une industrie, que l'on fasse préférer cette industrie à toute autre. Souhaitons pour les nôtres un plus grand amour du sol, et le problème du retour à la terre et celui de la désertion des campagnes seront résolus.

Le moyen, je le répète, c'est de ruraliser l'éducation à la petite école.

(Applaudissements)

M. le président, prenons de bons moyens pour maintenir nos jeunes gens sur la terre, car j'ai peur que lorsque les cheminées des villes recommenceront à fumer, nous voyions la rivière redevenir "solitaire"¹¹.

(Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'idéal a toujours sa place, est toujours beau, mais il faut avoir du sens pratique pour assurer des traitements convenables aux instituteurs et aux institutrices. Nous pourrions y arriver en refusant les exemptions de taxes scolaires aux grosses compagnies.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'honorable chef de l'opposition connaît mes opinions à ce sujet. Je les ai exprimées hier au comité.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des Statuts refondus, 1925, chapitre 133, articles 456-457, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices un traitement annuel d'au moins deux cent vingt-cinq dollars, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des Statuts refondus, 1925, chapitre 133, articles 456-457, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices un traitement annuel d'au moins deux cent cinquante dollars, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des Statuts refondus, 1925, chapitre 133, articles 456-457, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices un traitement annuel d'au moins deux cent soixante-quinze dollars, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions des Statuts refondus, 1925, chapitre 133, articles 456-457, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices un traitement annuel d'au moins trois cent vingt-cinq dollars, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Dépôt de documents:

Travaux sur la route Montréal-Hull

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 11 avril 1934, pour copies authentiques de toutes listes de paye concernant les travaux de voirie exécutés sur la route Montréal-Hull, en 1931, dans la partie appelée "Petit-Brûlé", conformément à la réponse consignée aux *Journaux de l'Assemblée législative*, en date du 10 avril 1934. (Document de la session no 87)

Travaux de la Chambre:

Préparation du budget supplémentaire

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Comme nous avons fait un bon après-midi, avec une bonne soirée ce soir, nous pourrions nous exempter d'une séance samedi matin. Samedi avant-midi, le Conseil exécutif profitera de ce petit congé pour préparer son budget supplémentaire qui sera probablement déposé en Chambre mardi matin.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 13 avril 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 8 h 55.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de dame Rosa Mongrain, alias Rosa Hardy, épouse de Joseph-Roméo Toupin, et ce dernier, demandant à ce qu'ils soient ajoutés comme pétitionnaires au bill 117 concernant l'adoption de Rosa Mongrain (M. Vautrin).

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 37 relatif à l'extension des conventions collectives de travail;
- bill 59 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec;
- bill 103 refondant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe;
- bill 107 établissant et définissant les pouvoirs d'une corporation devant être connue sous le nom de "Syndics de l'église de l'Ascension de Notre-Seigneur, Westmount";
- bill 117 concernant l'adoption de Rosa Mongrain;
- bill 122 concernant les substitutions créées au testament de feu Louis-Ovide Grothé.

Charte de Saint-Hyacinthe

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 103 refondant la charte de la cité de Saint-

Hyacinthe. Les amendements sont lus une première fois.

**Syndics de l'église de l'Ascension de
Notre-Seigneur de Westmount**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 107 établissant et définissant les pouvoirs d'une corporation devant être connue sous le nom de "Syndics de l'église de l'Ascension de Notre-Seigneur, Westmount". Les amendements sont lus une première fois.

**Adoption
de Rosa Mongrain**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 117 concernant l'adoption de Rosa Mongrain. Les amendements sont lus une première fois.

**Extension des
conventions collectives**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 37 relatif à l'extension des conventions collectives de travail. Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Loi de
l'assistance publique**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 59 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec. Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Succession de
Louis-Ovide Grothé**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 122 concernant les substitutions créées au testament de feu Louis-Ovide Grothé. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Loi des liqueurs alcooliques,
surveillance et infractions**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) pour **l'honorable M. Stockwell (Brome)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 17 modifiant la loi des liqueurs alcooliques, pour confier au procureur général la surveillance et la poursuite des infractions.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cette loi a pour but de permettre aux officiers de la Commission des liqueurs de travailler sous la tutelle du département du procureur général et des autres officiers de ce département pour remplir des tâches semblables à celles actuellement effectuées par les officiers de la Commission.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le premier ministre a reçu un télégramme de M. Jules Desmarais au sujet de ce bill?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je n'ai pas reçu de télégramme; on se téléphone.
(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): D'après cette loi, les officiers de la Commission des liqueurs seront nommés durant bonne conduite, et non plus durant bon plaisir. Pourquoi ce changement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Parce que nos employés se conduisent si bien que nous voulons qu'ils soient certains de garder leur emploi aussi longtemps qu'ils auront la même conduite. Il est préférable de donner plus de permanence aux officiers de la commission.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est bien plus important de favoriser l'industrie laitière que la

vente des liqueurs. Or, les membres de la Commission de l'industrie laitière ne sont nommés que durant bon loisir. On aurait dû nommer les commissaires de l'industrie laitière durant bonne conduite au lieu de les nommer à bon plaisir. Il faut une loi pour maintenir dans leurs fonctions ceux qui se conduisent bien.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Tant que mon honorable ami se conduira bien, je suis prêt à le maintenir là. (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis prêt à admettre que le premier ministre ferait un bien meilleur chef de l'opposition. (Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je serais peut-être mieux à votre place qu'ici, mais sûrement vous ne seriez pas mieux à la mienne. (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette disposition autorisera à l'avenir toute police, qu'elle appartienne au corps provincial, à la Commission des liqueurs ou au département de la Voirie, de pénétrer dans n'importe quel édifice privé sans mandat. Cela contrevient à toutes les lois, puisque aucun officier de paix ne peut entrer chez un individu sans avoir un mandat, à moins qu'il soit témoin de ses propres yeux qu'un crime est en train de se commettre dans un édifice.

Les agents de police, dont les pouvoirs sont à toutes fins pratiques illimités, se verront accorder des occasions exceptionnelles de pratiquer l'intimidation et le chantage. Le bill accroîtra des pouvoirs possédés par certaines branches de la police gouvernementale et qui sont déjà, à l'heure actuelle, excessifs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne sais pas si les officiers de vitesse de la voirie tomberont sous la juridiction de la police provinciale.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les officiers de la voirie ont l'habitude d'accompagner M. Victor Marchand à Montréal. M. Marchand est propriétaire d'une distillerie. Ainsi, on pourra aller perquisitionner chez des rivaux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je puis bien me faire accompagner par un officier de circulation quand je vais tenir une assemblée, pour "clarifier" le chemin comme on dit.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour vous faire applaudir. (Rires)

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Il devrait falloir un mandat pour pénétrer chez les gens sous prétexte qu'ils vendent de la boisson. Les agents de la Commission ne devraient pas arrêter sans mandat.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mon honorable ami se trompe. Il est expert dans les questions municipales, mais pas là-dedans. (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a des avocats de la Commission des liqueurs à Montréal qui profitent de la loi pour se faire des revenus fabuleux. M. Jules Desmarais, de Montréal, se fait jusqu'à \$500 par jour avec des arrestations de ce genre.

On pénètre où on veut sans mandat. Il se produit des injustices criantes. Quand un homme commet un meurtre, il faut un mandat et on n'en a pas besoin pour arrêter celui qui vend de la boisson sans licence. On n'arrête pas un meurtrier, sans mandat, à moins de le prendre sur le fait. On ne devrait pas arrêter sans mandat un individu soupçonné de vendre de la boisson. Avec ce système, on viole les domiciles.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si mon honorable ami veut lire le Code criminel.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans les cas ordinaires, un agent ne peut pénétrer dans une maison, à moins qu'il y voie perpétrer un acte criminel. Pour les liqueurs, on n'exige pas de mandat.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les mêmes pouvoirs existent en ce qui concerne la loi de l'accise. (L'honorable M. Taschereau lit la loi.) Nous disons nous aussi que seuls les constables spécialement autorisés à cet effet pourront pénétrer dans une maison sans mandat.

M. Duplessis (Trois-Rivières) lit lui aussi la loi d'accise. C'est entre 6 heures du matin et 10 heures du soir, seulement, alors que, dans la loi des liqueurs, c'est à n'importe quelle heure. En plus, pour la loi de l'accise, il faut d'abord une plainte. Ce n'est pas la même chose. Il faut prouver d'abord qu'il y a dans la maison des objets sujets à l'accise.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) déplore la pratique de certains députés haut placés du

gouvernement qui prennent les policiers en moto du département de la Voirie comme escortes, sans raison apparente, et il exige que l'on mette fin à de tels excès.

M. le président¹² avise le député de Deux-Montagnes de s'en tenir à l'article 19 que l'on est à discuter.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant de rendre une décision, le président doit demander aux députés s'ils ont à parler. Si on veut appliquer le bâillon, j'avertis le gouvernement qu'il ne gagnera rien.

M. Taschereau (Bellechasse) dresse un résumé de la loi et de la façon dont elle devra être interprétée et appliquée dans des cas de cette nature.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) poursuit la discussion¹³.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) pour **l'honorable M. Stockwell (Brome)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Distribution de circulaires pour fins d'assemblées publiques

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 28 concernant la distribution de circulaires, dans les cités et les villes, pour fins d'assemblées publiques.

Adopté.

En comité:

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi actuelle prête à des abus et à du patronage politique. Le mal ne réside pas dans la distribution des circulaires, mais dans la tenue des assemblées. Les circulaires, même si elles annoncent des assemblées où l'on doit prononcer des paroles séditeuses, sont une bonne chose. Car elles donnent de la publicité à ces assemblées, sans quoi le mal se ferait dans l'ombre,

et ce serait plus dangereux. Les circulaires avertissent la police.

C'est un bon moyen de faire connaître que ces assemblées sont convoquées. Si les circulaires sont indécentes ou immorales, le Code criminel y pourvoit.

Le comité étudie l'article 1, chapitre 170A, introduit par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"1. La présente loi peut être citée sous le titre de "Loi de la distribution de circulaires, dans les cités et villes, pour fins d'assemblées publiques"."

Il est proposé d'amender cet article comme suit:

"1. La présente loi peut être citée sous le titre de "Loi concernant l'annonce de certaines assemblées"."

L'amendement est adopté.

L'article 1, chapitre 170A, introduit par l'article 1 du projet de loi et ainsi amendé, est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie le titre du bill, qui se lit comme suit:

"Loi concernant la distribution de circulaires, dans les cités et les villes, pour fins d'assemblées publiques."

Il est proposé d'amender le titre du bill comme suit:

"Loi concernant certaines assemblées publiques dangereuses pour l'ordre public, social ou religieux."

L'amendement est adopté.

Le titre, ainsi amendé, est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements, dont un au titre. Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Droits sur les successions

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 250 modifiant la loi des droits sur les successions.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:

1. Que, conformément aux sections 1, 2, 4 et 5 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, modifiant respectivement les articles 6, 6a, 27 et 27a de la loi des droits sur les successions, Statuts refondus, 1925, chapitre 29, les donations entre vifs stipulées dans un contrat de mariage ne seront plus exemptées de l'application des dispositions de ladite loi des droits sur les successions telles qu'y prévues.

2. Que, nonobstant toute disposition de la section I de ladite loi des droits sur les successions, les polices d'assurance sur la vie, effectuées ou appliquées d'après les dispositions de l'article 3 de la loi de l'assurance des maris et des parents, Statuts refondus, 1925, chapitre 244, et toutes autres sommes dues par un assureur à raison du décès d'une personne dont la vie est assurée, lorsqu'elles sont dévolues à titre gratuit, seront sujettes aux droits prévus par l'article 3 de ladite loi des droits sur les successions, quel que soit le rapport entre l'actif et le passif de la succession.

3. Que, nonobstant toute disposition de la section II de ladite loi des droits sur les successions, les polices d'assurance sur la vie, effectuées ou appliquées d'après les dispositions de l'article 3 de ladite loi de l'assurance des maris et des parents et toutes autres sommes dues par un assureur à raison du décès d'une personne dont la vie est assurée, lorsqu'elles sont dévolues à titre gratuit, seront sujettes aux droits prévus par l'article 24 de ladite loi des droits sur les successions, quel que soit le rapport entre l'actif et le passif de la succession.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explications.

L'honorable M. Stockwell (Brome)¹⁴: Les deux objets concernent respectivement la volonté

d'imposer les donations monétaires entre vifs lors d'un contrat matrimonial, lesquelles donations sont présentement exemptes de droits sur la succession, et également celle d'empêcher les fuites à loi des droits sur les successions par le biais de police d'assurance.

Il se trouve parfois que des donations sont passées aux héritiers sous forme de police d'assurance, afin de les faire tomber sous la clause d'exemption, ou alors pour déterminer le taux ou les taux d'imposition. Les montants légués normalement par testament sont exempts de toute saisie et protégés de la loi des droits sur les successions.

Il arrive donc qu'on puisse léguer \$100,000 à ses héritiers par biais d'une police d'assurance, sans que ce montant soit sujet à la loi des droits sur les successions. En vertu de cette loi, les legs par contrat de mariage sont maintenant taxés. Ils seront exemptés des droits sur les successions quand ils auront été faits au moins cinq ans avant la mort du donateur.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce que nous dit le ministre ici ne nous explique rien. Il résulte de cette loi que nous avons une nouvelle taxe. Présentement, les donations par contrat matrimonial ne sont pas taxées. En proposant de les taxer, le gouvernement nous signifie qu'après avoir taxé morts et vivants, il faut maintenant taxer l'avenir. Les donations par contrat de mariage n'existent pas, en réalité, puisqu'elles relèvent davantage de la promesse.

Le Code civil défend de transiger sur l'avenir, sauf dans le contrat de mariage et le testament, puisqu'il est évident que les contrats de mariage sont des ententes concernant l'avenir.

On taxe de plus les polices d'assurance. Elles ne l'étaient pas auparavant. Présentement, on les considère comme faisant parti de l'actif d'un patrimoine, duquel les dettes sont déduites pour fins de droits sur la succession. Ce qui est proposé avec cette modification, par laquelle on ne tiendra plus compte de la dette lors du traitement des indemnités de police d'assurance, est extraordinaire et ressemble beaucoup à une nouvelle taxe. C'est une mauvaise taxe. On devrait modifier cette loi d'une autre façon.

Je suggère au gouvernement qu'il y a lieu de modifier la loi imposant des droits sur les successions. Une succession de \$25,000 en ligne directe n'est pas taxée. Si elle est de \$25,001, on doit payer la taxe sur la somme totale, ce qui est disproportionné. Prenons un homme qui laisse \$26,000 à 10 héritiers. Est-il juste que la taxe s'applique, considérant que chaque enfant ne recevra que \$2,600? Dans le cas où ce n'est qu'un seul

héritier qui reçoit le plein montant de \$25,000, il ne paie rien. Ce n'est pas juste.

Il y a aussi la question des actions sur le marché boursier. La loi interdit la vente de ces actions par les héritiers, au moment de la mort du testamentaire. Dans un cas que je connais personnellement, un homme a légué \$250,000, et, avant que le patrimoine n'ait pu être distribué, sa valeur a chuté à \$30,000, mais le gouvernement a exigé le paiement sur la base du \$250,000. Ce n'est pas équitable.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Des génies légaux se sont évertués à trouver des moyens pour éviter à leurs clients l'obligation de payer les sommes dues au Trésor provincial, en vertu de la loi sur les successions.

Je suis convaincu que, lorsque le chef de l'opposition connaîtra mieux le but de cette loi, il sera d'accord avec nous pour dire que nous devons faire quelque chose pour empêcher les gens de passer à côté de la loi sur les successions.

On a essayé par tous les moyens d'échapper à cette loi. Des gens qui ont laissé de \$2,000,000 à \$3,000,000 ont essayé de l'éviter. Il y a même un bureau d'avocat de Toronto qui écrit aux gens pour leur dire qu'ils trouveront pour eux le moyen de ne pas donner au fisc, après leur mort.

Je ne veux nommer personne mais, tout récemment, un homme très riche est mort dans la province de Québec, à Montréal. Il laissait une fortune évaluée à \$3,000,000. Nous avons reçu un rapport des héritiers portant que la succession n'était que de \$80,000, juste ce qu'il fallait pour qualifier cet homme à faire partie du bureau de direction de certaines compagnies.

Cet homme avait, dans le contrat de mariage d'un de ses enfants, fait un véritable testament où il léguait ainsi ses biens en échappant aux droits de succession. Ce contrat de mariage équivalait à un testament. Je vous le demande, est-ce juste?

Si nous laissons s'implanter un tel système, qui tend à dégénérer dans la pratique, chez ceux qui sont le plus en mesure de remplir le Trésor par les droits sur les successions, où irons-nous? Déjà, les taxes sur les successions nous ont rapporté \$3,000,000 de moins l'année dernière.

Cette taxe est juste. Il est juste que celui qui a fait de l'argent dans la province de Québec, alors qu'il vivait, remette une partie de cet argent au Trésor après sa mort. Quelle différence y a-t-il, je vous le demande, entre un testament, une donation entre vifs ou un contrat de mariage? Dans un cas comme dans

l'autre, c'est de l'argent donné quand même. L'exemption jusqu'à concurrence de \$25,000 pour les héritiers en ligne directe demeure toujours par le nouveau projet de loi.

Ce que nous voulons, c'est atteindre les personnes qui ont recours à toutes sortes de moyens pour éviter la loi. Nous voulons éviter que le contrat de mariage, même si on est millionnaire, empêche de payer les droits sur les successions.

Prenons maintenant le deuxième cas, celui des polices d'assurance. Un homme meurt et il laisse une police d'assurance de \$100,000. Il laisse aussi une somme de \$25,000 et des dettes pour \$50,000. Les héritiers refusent la succession de \$25,000 parce qu'elle est trop endettée, mais ils acceptent la police d'assurance qui n'est pas imposable. Cela n'est pas juste.

Cette police de \$100,000 a été payée à même les sommes acquises du vivant du défunt. Pourquoi ne ferait-elle pas partie de la succession au même titre que les propriétés ou les meubles du disparu? C'est une donation comme par testament ou donation entre vifs.

Dans le passé, nous avons fait payer les héritiers de ces polices, mais des doutes se sont élevés, et il y a eu des contestations. Ce sont ces doutes que nous voulons faire disparaître. Nous voulons que les sommes laissées par police d'assurance soient assujetties à la loi comme tous les autres legs.

Il est maintenant assez tard, nous poursuivrons l'étude du bill mardi. Nous voulons simplement attirer l'attention de la Chambre sur ce projet. En toute justice pour le Trésor, il faut que tous contribuent loyalement et qu'il n'y ait pas d'échappatoires.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a deux sortes de polices d'assurance, l'une étant un cas de donation réelle, et l'autre, un cas où le bénéficiaire en fait paie la prime, donc où il n'y a pas de donation. Dans nombre de cas, les polices sont maintenues par le bénéficiaire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous déduisons toujours le montant qu'il a payé.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le premier ministre avait réussi à se faire payer, il n'aurait pas besoin de la loi.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose: Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service forestier et inspection des terres: \$400,000, *moins*: montant applicable au revenu, \$27,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mon parti ne critique jamais le capital étranger, mais l'exploitation du peuple de cette province au profit de ce capital. Certaines compagnies emploient parfois des ingénieurs forestiers étrangers.

Le gouvernement devrait obliger les compagnies à prendre des ingénieurs forestiers canadiens à leur service.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): C'est regrettable, mais je ne peux voir à cette situation que pour les travaux du gouvernement. Mon ministère n'emploie que des ingénieurs forestiers canadiens. Tous les inventaires doivent être faits par des Canadiens.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Que pense le ministre des moulins à scie?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): L'industrie du bois de sciage a souffert de la crise, mais la Commission des produits forestiers s'efforce d'y remédier. Le commerce de bois dans la province s'est amélioré à la suite des accords de la Conférence impériale.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 10.

NOTES

1. Sir Herbert Holt (1856-1941), œuvrant d'abord comme ingénieur dans le domaine des chemins de fer, devient, dès 1902, président de la Montreal Light, Heat & Power. Cette dernière acquiert, sous sa direction, le monopole de la distribution de l'énergie hydroélectrique à Montréal et de la distribution à différents endroits au Québec. En 1908, il est nommé président de la Banque Royale du Canada, poste qu'il occupe jusqu'en 1934. En 1915, il est nommé président de la Montreal Trust Company. Sous sa présidence, la Banque Royale absorbe un certain nombre de petites banques et accroît ses activités pour devenir l'institution la plus importante de son domaine au Canada et la troisième en importance de l'Amérique du Nord. Son réseau d'influence sera très important et, durant toutes ces années, il contrôlera directement ou non, un bon nombre d'entreprises montréalaises.

2. Détournement de fonds.

3. *Le Devoir* du 14 mars 1934, à la page 3, mentionne 4,500 patients.

4. *The Chronicle-Telegraph* du 14 avril 1934, à la page 1, souligne que l'amendement de M. Guertin visait à remplacer l'article 5 du bill, tandis que *The Gazette*, à la page 1, et *L'Illustration*, à la page 3, du même jour, écrivent que le député de Hull "voulait un amendement qui serait de nature à trouver satisfaisante la perception des taxes scolaires par les municipalités".

5. MM. Guertin et Barré sont les seuls à voter pour cet amendement.

6. Les journaux nous apprennent que M. Smart est retenu, chez lui, par la maladie.

7. Dans leur édition du 14 avril 1934, *L'Événement*, à la page 8, *Le Nouvelliste*, à la page 5, et *Le Quotidien*, à la page 1, écrivent que ce petit livre s'intitule *La Douce France*.

8. Dans *Le Soleil* du 14 mars 1934, à la page 15, le problème est posé autrement. Le ministre David demande: "Combien le cultivateur retirera-t-il de son verger, s'il a 50 pommiers et que chaque pommier rapporte 3 barils de pommes à \$3 le baril?"

9. Maximilien de Béthune, duc de Sully (1560-1641), fut celui à qui Henri IV confia le soin de réorganiser les finances de l'État et qui a su reconnaître la primauté de l'agriculture. La citation est tirée de ses mémoires *Économie royale* (1638-1662) et se lit ainsi: "Labourage et pâturage sont les deux mamelles dont la France est alimentée et les vraies mines et trésor du Pérou."

10. Dans *L'Événement* du 14 mars 1934, à la page 8, la citation est quelque peu différente: "Les villes resteront toujours des fours où les gens de la campagne viendront mourir, mais la campagne pourra toujours fournir aux villes un regain de vie."

11. Peut-être M. David fait-il allusion ici au roman de Marie Le Franc, *Rivière solitaire*, publié à Paris en 1934, et relatant les misères d'un groupe de citoyens sans emploi, envoyés défricher les terres au Témiscamingue à l'époque où le gouvernement chercha à relancer l'agriculture pour contrer la crise économique.

12. M. Lucien Dugas (Joliette) préside les travaux du comité plénier.

13. *The Chronicle-Telegraph* du 14 mars 1934, à la page 1, souligne que le premier ministre, lors de cette discussion, a pu compter sur l'appui de son fils, représentant de Bellechasse, particulièrement en ce qui concerne les aspects légaux de la question. M. Taschereau fils est avocat et professeur de droit à l'Université Laval.

14. Selon *Le Devoir* du 14 mars 1934, à la page 3, c'est l'honorable M. Taschereau qui intervient à ce moment-là.

Première séance du mardi 17 avril 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 h 40.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de dame Rosa Mongrain, alias Rosa Hardy, épouse de Joseph-Roméo Toupin, et ce dernier, demandant à ce qu'ils soient ajoutés comme pétitionnaires au bill 117 concernant l'adoption de Rosa Mongrain (M. Vautrin).

Rapports de comités:

M. Fortin (Beauce): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 125 modifiant la charte de la cité de Québec.

Droits sur
les successions

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 250 modifiant la loi des droits sur les successions.

En comité:

Le comité poursuit l'étude du projet de résolutions soumis par l'honorable M. Stockwell (Brome).

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:

1. Que, conformément aux sections 1, 2, 4 et 5 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, modifiant respectivement les articles 6, 6a, 27 et 27a de la loi des droits sur les successions, Statuts

refondus, 1925, chapitre 29, les donations entre vifs stipulées dans un contrat de mariage ne seront plus exemptées de l'application des dispositions de ladite loi des droits sur les successions telles qu'y prévues.

2. Que, nonobstant toute disposition de la section I de ladite loi des droits sur les successions, les polices d'assurance sur la vie, effectuées ou appliquées d'après les dispositions de l'article 3 de la loi de l'assurance des maris et des parents, Statuts refondus, 1925, chapitre 244, et toutes autres sommes dues par un assureur à raison du décès d'une personne dont la vie est assurée, lorsqu'elles sont dévolues à titre gratuit, seront sujettes aux droits prévus par l'article 3 de ladite loi des droits sur les successions, quel que soit le rapport entre l'actif et le passif de la succession.

3. Que, nonobstant toute disposition de la section II de ladite loi des droits sur les successions, les polices d'assurance sur la vie, effectuées ou appliquées d'après les dispositions de l'article 3 de ladite loi de l'assurance des maris et des parents, et toutes autres sommes dues par un assureur à raison du décès d'une personne dont la vie est assurée, lorsqu'elles sont dévolues à titre gratuit, seront sujettes aux droits prévus par l'article 24 de ladite loi des droits sur les successions, quel que soit le rapport entre l'actif et le passif de la succession.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il a toujours été compris que des donations par contrat de mariage étaient exemptées de taxes. Cette loi est mal venue. Il y a des abus, mais il ne faut pas les corriger par un autre abus. Il y aurait moyen de prévoir le cas visé. Le premier ministre parlait de mariage...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ne parlez pas de choses que vous ne connaissez pas¹.
(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le bill va trop loin lorsqu'il taxe les donations par contrat de mariage, sans apporter au moins les distinctions qui s'imposent. Toutes les donations entre vifs seront taxées.

L'honorable M. Stockwell (Brome): Nous exemptons toute donation effectuée cinq ans et plus, avant le décès d'une personne. En outre, l'exemption de \$25,000 qu'accorde la province de Québec est plus importante que partout ailleurs dans le dominion.

M. Duplessis (Trois-Rivières): De plus, on taxe aussi les polices d'assurance-vie. Désormais, le produit d'une assurance est taxable au même titre que toute autre propriété. C'est une entrave sérieuse au commerce de l'assurance. Le gouvernement impose une taxe mal équilibrée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La même exemption demeure jusqu'à \$25,000 en ligne directe.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si quelqu'un laisse à son fils \$25,000, il n'y a aucune taxe à payer. Mais si la succession est de \$25,001, la taxe s'appliquera sur \$25,001. Cette taxe ne devrait être calculée qu'à partir de l'excédent de \$25,000.

De même, il se trouve que si un donateur laisse \$25,000 à ses cinq enfants, il n'y a pas de taxe à payer. Mais si le donateur laisse \$25,005, chaque enfant ne recevra que \$5,001. Cependant, la taxe sera imposée sur le total de \$25,005. Il conviendrait d'apporter une distinction dans l'imposition de la taxe. Car c'est taxer la famille nombreuse.

Je propose en amendement, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher), que la taxe ne soit appliquée que sur l'excédent du \$25,000, et non sur le total.

L'honorable M. Stockwell (Brome): Ce n'est que justice que la taxe s'applique sur le total. Il (l'honorable M. Stockwell) refuse l'amendement proposé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le but de ces amendements est de clarifier la situation. À l'heure actuelle, le gouvernement perçoit une taxe sur l'assurance, mais il arrive que ce droit dans certains cas soit contesté. C'est pour prévenir de telles contestations que les amendements sont proposés. Nous voulons que les polices d'assurance payables à la mort soient imposables comme tous les autres biens.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je voudrais savoir quels sont les revenus anticipés par cette loi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous ne savons pas qui va mourir pendant l'année, et nous ne connaissons pas non plus l'état des fortunes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis surpris que le gouvernement taxe aujourd'hui, après avoir dit

qu'il n'y aurait pas de nouveaux impôts. En vertu de la loi, une succession de \$25,000 est exemptée, mais on taxe le montant total dès que celui de \$25,000 est dépassé. Ce n'est pas juste. Si un homme laisse \$26,000 à 10 enfants, ceux-ci vont payer la taxe sur \$26,000.

On devrait aussi permettre la transaction des valeurs dans les successions, sans le certificat du Trésor. Il serait bien plus important de remédier à ces trois inconvénients que je viens de mentionner. Je proteste, car cette nouvelle taxe est très injuste.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Cette taxe ne s'applique, par exemple, que dans le cas où un héritier, ayant refusé une succession insolvable, reçoit une police d'assurance. Désormais, celle-ci sera taxable.

M. Fisher (Huntingdon) pose des questions.

Les résolutions sont adoptées.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté trois résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

Remboursement de droits:

Maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. Bastien), que les droits ordinaires et spéciaux payés pour le bill 88 concernant la Maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal soient remis aux promoteurs, moins les frais d'impression et de traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique.

Adopté.

Demandes de documents:

Compagnies d'assurances

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, appuyé par le représentant de Huntingdon (M. Fisher), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copies

authentiques de tous les ordres en conseil adoptés par le gouvernement de cette province, depuis le 1^{er} janvier 1931, inclusivement, jusqu'au 1^{er} janvier 1933, et se rapportant à l'augmentation ou à la réduction des taxes, permis ou licences concernant les compagnies d'assurances, les agents ou employés de ces compagnies ou les personnes s'occupant d'assurances en cette province.

Adopté.

Syndics de l'église de l'Ascension de Notre-Seigneur de Westmount

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 107 établissant et définissant les pouvoirs d'une corporation devant être connue sous le nom de "Syndics de l'église de l'Ascension de Notre-Seigneur, Westmount". Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Adoption de Rosa Mongrain

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 117 concernant l'adoption de Rosa Mongrain. Les amendements sont lus une deuxième fois sur division et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 17 avril 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Stockwell (Brome) transmet à M. l'Orateur le message suivant de Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

H. G. Carroll, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1934, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre. (Document de la session no 1a)

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 17 avril 1934

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), que le message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur et le budget supplémentaire qui l'accompagne soient renvoyés au comité des subsides.

Adopté.

Charte de Québec

M. Samson (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 125 modifiant la charte de la cité de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Samson (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Droits de successions

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, la deuxième lecture des résolutions relatives au bill 250 modifiant la loi des droits sur les successions.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai déjà exprimé mon opinion sur ce projet de loi, lorsque

nous en avons discuté les résolutions au comité des bills publics. Je résume donc. Jusqu'à aujourd'hui, les donations par contrats de mariage n'étaient pas sujettes à l'impôt sur les successions.

Plusieurs raisons militaient en faveur d'un tel état de choses. Il est en effet plus que suffisant de taxer le passé et le présent, sans engager l'avenir. Les donations entre vifs incitaient les jeunes gens à se marier, justement parce qu'elles étaient soustraites à l'impôt sur les successions. Or, il n'est pas de problème plus urgent que celui-là de l'établissement de notre jeunesse. On l'a compris ailleurs. Dans plusieurs pays en effet, on a pris des mesures diverses pour favoriser les mariages. Le projet de loi que patronise (sic) le trésorier de la province établit une taxe dangereuse, injuste, antisociale.

Tout d'abord, on taxe maintenant les biens futurs garantis par contrat de mariage, qui sont très souvent le patrimoine prévu pour les enfants, la femme, ou les petits-enfants, et qui sont les économies futures que l'on veut amasser. Le gouvernement, par cette modification dans la loi, vient décourager cet esprit de prévoyance, et on admettra que le temps est pour le moins mal choisi. Pourquoi les prestations des polices d'assurance doivent-elles à tout prix être séparées de l'ensemble du patrimoine, alors qu'il ne s'agit que de soustraire le passif de l'actif?

En plus, le gouvernement taxe les assurances-vie. Non seulement il suscite des entraves au commerce d'assurance qui a pris de plus en plus chez nous le caractère de l'épargne, et qui est devenu le placement des économies familiales, mais il taxe la prévoyance que le père ou le tuteur peut avoir pour les enfants ou héritiers.

L'assurance que le père prend pour assurer l'éducation future de ses enfants, pour leur constituer un établissement à leur majorité, et l'assurance que le mari prend pour mettre sa femme à l'abri de la misère et lui permettre d'élever ses enfants, le gouvernement la taxe maintenant. Cette taxe est répugnante.

Dès le premier article du bill, le gouvernement taxe les années à venir, en abolissant l'exemption des donations faites par le mari à l'épouse par contrat matrimonial, et, dans le deuxième article, sur la police d'assurance, on touche les épargnes populaires. Quand donc le gouvernement s'arrêtera-t-il?

Pourtant, le gouvernement avait annoncé à grands fracas qu'au cours de cette session, il n'imposerait aucune nouvelle taxe et n'augmenterait aucune taxe existante. Or, voici qu'il impose une taxe sur l'économie, sur la prévoyance. Il y avait pourtant

d'autres amendements urgents, et ceux-là raisonnables, à apporter à la loi des successions.

Actuellement, la loi accorde une exemption jusqu'à concurrence de \$25,000 pour successions en ligne directe. Mais, si la succession est de \$25,001, le gouvernement impose une taxe sur toute la somme de \$25,001. C'est évidemment injuste. La taxe devrait être imposée alors seulement sur l'excédent du \$25,000, soit sur le dollar restant. De même, la loi actuelle ne fait aucune distinction lorsque l'héritage va à un seul héritier ou à plusieurs héritiers. Ainsi, si un héritier unique reçoit \$25,000, il ne paie pas un sou de taxe. Mais, si la succession est de \$25,001 et qu'elle soit distribuée entre 10 héritiers, chaque héritier ne recevra que \$2,500 et, cependant, la taxe sera chargée par le gouvernement.

Il est aussi un autre délai que le gouvernement devrait faire disparaître. Lorsqu'une succession est ouverte, le gouvernement ne permet de laisser vendre aucune partie de l'héritage, tant que l'estimation définitive des biens n'a pas été établie par ses inspecteurs. Il arrive que la valeur des biens diminue sensiblement par les lenteurs du gouvernement, au détriment des héritiers.

Ainsi, à Trois-Rivières, un citoyen est décédé, laissant \$300,000, formés surtout en valeurs de bourse. Le gouvernement a refusé de laisser vendre aucune des actions, bien que le marché fût inquiétant. Au bout de deux mois, il avait fini son inventaire qui, au moment du décès, atteignait \$300,000. Mais, après les deux mois et la permission de vendre donnée, l'héritage ne valait plus que \$90,000, grâce à l'incurie des agents du gouvernement. Cependant, le gouvernement a imposé des droits, non pas sur \$90,000, mais sur \$300,000.

Le gouvernement devrait songer à faire disparaître tous ces abus, au lieu de taxer les économies, la prévoyance, comme il le fait. C'est une mauvaise loi, et nous nous y opposons. Il avait toujours été reconnu que les assurances sur la vie, constituant une donation entre vifs, devaient être soustraites à l'impôt sur les successions, excepté lorsqu'elles faisaient partie de successions très élevées.

Conformément au nouveau projet de loi du gouvernement, ces assurances sur la vie sont rendues imposables, indépendamment des conditions financières des successions. Le gouvernement taxe, taxe. Quand s'arrêtera-t-il? Je proteste contre cette manière de taxer le futur, l'économie, la prévoyance, la prudence, le mariage, l'amour paternel et l'amour maternel.

L'honorable M. Stockwell (Brome): L'objet principal de ce bill, pour autant que cela concerne l'assurance, est d'atteindre ceux qui constituent des exceptions aux termes généraux de la loi dans cette province. Ces taxes sont justes. En considérant l'assurance comme une sorte de patrimoine, à part dans certains cas, le gouvernement pourra le taxer et ainsi protéger la province contre d'éventuelles fraudes de la part de certaines personnes fortunées. Ceux qui le peuvent contribueront au Trésor et, surtout, ils ne se serviront pas de machinations pour éviter la loi. Il y en a trop qui prennent des mesures pour se soustraire à la loi. D'ailleurs, notre projet de loi est loi dans certaines autres provinces.

Autrement dit, il faut garder en mémoire que les petites gens ne sont pas taxées, puisqu'il y a l'exemption de \$25,000. C'est une somme assez importante de nos jours. Le gouvernement a besoin de revenus, en ce temps de crise, et il ne faut pas d'exception à loi des droits sur les successions.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arcand, Bastien, Bercovitch, Bissonnet, Casgrain, Chouinard, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Dansereau, David, Delisle, Drouin, Dufour, Duval, Farand, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortier, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gabias, Gagnon (Frontenac), Gaudet, Gauthier, Giguère, Grant, Laferté, Lamoureux, Lapierre, Messier, Moreau (Roberval), Morel, Paquet, Perrault, Phaneuf, Plante, Poulin, Rochette, Sabourin, Saurette, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, 47.

Contre: MM. Barré, Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Fisher, Gault, Lafleur, Smart, 9.

Ainsi, la motion est adoptée. Les résolutions sont, en conséquence, lues une deuxième fois.

La motion portant sur l'adoption des résolutions étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée, comme dans le cas du vote précédent.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

L'honorable M. Stockwell (Brome) demande la permission de présenter le bill 250 modifiant la loi des droits sur les successions.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

M. l'Orateur²: Deuxième lecture, prochaine séance.

M. Duplessis (Trois-Rivières): D'ici ce temps-là, le gouvernement pourra peut-être amender la loi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si vous vous donnez la peine de réfléchir, vous verrez que la loi est bonne.

Questions et réponses:

Sommes payées à M. Jules Desmarais

M. Bertrand (Saint-Sauveur): À la connaissance officielle du gouvernement de cette province ou de la Commission des liqueurs de Québec, ou d'aucun des employés dudit gouvernement ou de ladite Commission, combien a été payé à M. Jules Desmarais, avocat de Montréal:

1. Par le gouvernement de cette province?
2. Par la Commission des liqueurs de Québec?
3. Relativement aux causes pour infractions à la loi des liqueurs:
 - a. Du 1^{er} janvier 1930 inclusivement au 31 décembre 1930 inclusivement?
 - b. Du 1^{er} janvier 1931 inclusivement au 31 décembre 1931 inclusivement?
 - c. Du 1^{er} janvier 1932 inclusivement au 31 décembre 1932 inclusivement?
 - d. Du 1^{er} janvier 1933 inclusivement au 31 décembre 1933 inclusivement?
 - e. Du 1^{er} janvier 1934 inclusivement au 25 mars 1934 inclusivement?

L'honorable M. Stockwell (Brome): 1. 2. et 3. Nous n'avons payé aucun montant personnellement à M. Jules Desmarais, avocat, de Montréal, mais les montants suivants ont été payés à MM. Desmarais et DeSerres, avocats de Montréal:

- a. \$6,217.25.
- b. \$4,852.
- c. \$4,427.
- d. \$2,580.
- e. \$560.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte

maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Tout en étant prête à voter à Sa Majesté les subsides nécessaires, exprime l'avis:

"Qu'il est important et urgent d'encourager l'établissement et le progrès de scieries ou moulins à scie et l'industrie du bois de sciage, en cette province.

"Que cette Chambre recommande respectueusement au gouvernement d'adopter, sans plus de retard, les mesures nécessaires pour assurer l'établissement et le progrès de scieries ou moulins à scie, et pour encourager l'industrie du bois de sciage, en cette province."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous sommes prêts à adopter cette motion de l'opposition, nous sommes de tout cœur avec le député de Montréal-Verdun, mais pas sur une proposition pour que la Chambre se forme en comité des subsides, car si nous l'adoptons, nous ne pourrions siéger en comité des subsides.

C'est pourquoi, bien à contrecœur, je serai obligé de voter contre l'amendement. Le gouvernement est prêt à encourager les moulins à scie et le commerce du bois. Si mes honorables amis de l'opposition veulent retirer leur amendement et en faire une motion inscrite au *Feuilleton*, nous adopterons cette motion à l'unanimité.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons ajourner l'étude de la motion, si le gouvernement est prêt à l'accepter.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Retirez votre motion; présentez-la au *Feuilleton* et nous l'adoptons.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons retirer cette motion et la présenter comme avis de motion³.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Vous voyez, du moment que vous faites les choses comme il faut, nous nous accordons toujours.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne suis pas prêt à dire que ce n'est pas une chose faite

comme il faut. Rien ne s'opposait à la formation en comité des subsides, même après l'adoption de l'amendement. Mais j'accepte la suggestion du premier ministre, si ça peut le faire s'intéresser à nos moulins à scie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Dans tous les cas, nous accepterons la motion, bien que les moulins à scie, je connais ça, car nous en avons plusieurs en Chambre. (Rires)

La motion d'amendement est retirée.

La motion principale est adoptée et la Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome)⁴ propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Chemins de colonisation et aide à la colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

M. Duplessis (Trois-Rivières): M. le président, je souligne la nécessité pour le ministère de faire des appels d'offres avant d'accorder des contrats, de surveiller les agissements de certains employés du département et de faire enquête sur quelques abus. Mais cette critique ne met aucunement en doute l'intégrité personnelle et le dévouement du ministre. Je recommande seulement au ministre de réprimer certains abus.

On ne devrait pas donner d'argent à des individus, mais aux municipalités elles-mêmes, afin d'éviter des vols. Aussi est-il arrivé au département de se faire jouer. (M. Duplessis cite plusieurs cas et parle de certains privilèges octroyés au club Winchester, à Bécancour, et de certains ennuis occasionnés aux pêcheurs de cette région.)

L'honorable M. Laferté (Drummond): J'ai autorisé des enquêtes, et mon département a sévi contre ceux qui ont commis des irrégularités. (L'honorable M. Laferté explique la façon de procéder du gouvernement.)

M. Duplessis (Trois-Rivières) félicite le ministre de sa loyauté. Je ne doute aucunement de l'intégrité du ministre et du sous-ministre, mais je les tiens responsables d'abus qui se commettent, faute d'un meilleur système.

L'honorable M. Laferté (Drummond) donne l'assurance que l'on surveillera davantage.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les *Comptes publics* mentionnent qu'une somme d'environ \$200,000 n'a pas été dépensée. C'est faux, puisque cet argent a été dépensé et porté au compte capital. C'est là un truc employé par le gouvernement pour dissimuler ses déficits.

Aussi, la voirie a dépensé \$4,000,000 qui ne figurent pas dans les déboursés ordinaires, pour ne pas accuser le non-déficit de \$10,000,000.

Je n'hésite pas à dire que si le gouvernement tenait ses comptes comme Price, Waterhouse & Co. lui a conseillé de le faire, on ne mettrait pas au compte capital ce qui augmenterait le déficit. On a avoué un déficit de \$6,000,000 cette année, alors que le déficit réel est de \$15,000,000 à \$20,000,000.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Je n'ai rien à ajouter.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je comprends la situation du ministre; il doit subir les directives du trésorier et les ordres d'en haut.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Immigration, colonisation et publicité, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service maritime sur la Côte-Nord et les Îles-de-la-Madeleine: octroi pour dix ans se terminant à la fermeture de la navigation en 1934, ordre en conseil, no 640, 1925, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Clarke Steamship Co., Ltd., octroi *re:* service hebdomadaire entre Montréal et la côte de Gaspé: octroi pour dix ans se terminant à la fermeture de la navigation en 1934, ordre en conseil, no 639, 1925, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Compagnie de Navigation Rimouski-Saguenay, octroi *re:* service

entre Rimouski et la Côte-Nord, ordre en conseil, no 1726, 1926, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Pêche, chasse et pisciculture, élevage des animaux à fourrure et Jardin zoologique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je veux des précisions sur les pertes subies par les cultivateurs dans l'industrie des renards.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Il s'est perdu des millions à cause de l'imprévoyance des cultivateurs qui, sans expérience, se sont lancés dans cette industrie. Les cultivateurs se sont aussi laissés prendre par des exploiters sans vergogne.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne veux pas rendre le gouvernement responsable de tout, mais je trouve qu'on a trop laissé faire ces exploiters.

L'honorable M. Laferté (Drummond) exalte l'œuvre de la Ferme expérimentale et du Jardin zoologique, à l'organisation duquel le fédéral a contribué par une large part.

M. Duplessis (Trois-Rivières): À quelles conditions la Shawinigan a obtenu la permission de passer sa ligne de transmission à travers le Parc national des Laurentides?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Je ne le sais pas, parce que ce travail s'est fait avant moi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette ligne constitue un danger et est le fruit d'un privilège excessif.

M. Côté (Bonaventure): M. le président, le gouvernement a doté la province d'un beau parc national, dans les Laurentides, qui fait le bonheur des pêcheurs. Ne serait-il pas opportun d'offrir maintenant aux pêcheurs l'occasion de pêcher le saumon? Nous avons dans le comté de Bonaventure une belle rivière à saumon, la rivière Petit Pabos, qui n'est pas louée encore, le bail n'ayant pas été renouvelé par le concessionnaire. J'ai déjà demandé au gouvernement de garder une rivière pour le public et de permettre aux pêcheurs d'aller y pêcher le saumon. Je crois que le gouvernement devrait la laisser ouverte à nos Canadiens qui veulent aller y pêcher, moyennant finances.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'assistant-procureur général devrait approuver ce projet, car il est grand pêcheur de saumon.

M. Côté (Bonaventure): Je ne veux pas faire de personnalité. J'espère que l'honorable ministre des Pêcheries pourra se rendre à ma demande. Nous aurons de grandes fêtes l'été prochain, dans la Gaspésie, à l'occasion du quatrième centenaire de l'arrivée de Jacques Cartier. L'occasion serait belle de permettre la pêche au saumon sur la rivière Petit Pabos. D'ailleurs, les Canadiens, pour la plupart, n'ont pas les moyens d'aller pêcher dans le parc national, et il faut les accommoder.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'assistant-procureur général a les moyens, lui, d'aller pêcher dans le parc national.

M. Côté (Bonaventure) réitère sa suggestion.

M. Chouinard (Gaspé-Sud): J'approuve la demande de l'honorable député de Bonaventure. Le gouvernement, s'il le peut, devrait garder cette rivière. J'ai déjà adressé moi-même une requête à l'honorable ministre à ce sujet. Cependant, la rivière Petit Pabos a été l'an dernier dynamitée. Je demande donc au gouvernement, non seulement de créer une réserve, mais de la protéger.

L'honorable M. Laferté (Drummond): La rivière Petit Pabos n'a pas été louée, car le saumon y est devenu rare à la suite de nombreuses infractions à la loi de la pêche. Des jeunes gens ont dynamité la rivière. Nous avons poursuivi les délinquants. Il y a eu une soixantaine d'arrestations et plusieurs personnes ont été condamnées pour récidive.

Il y a quelque chose de changé dans la mentalité de nos gens. Autrefois, les dynamitards auraient été quasi félicités de leurs prouesses. Maintenant, quand le procès de ces personnes a eu lieu, les gens étaient indignés. Je suis forcé de déclarer que ça prendra peut-être plusieurs années avant que disparaissent les résultats du dynamitage de la rivière Petit Pabos. La rivière n'est pas très peuplée à la suite de ce que nous avons constaté, et il serait difficile de permettre au public d'y faire la pêche au saumon.

Je puis assurer cependant à l'honorable député de Bonaventure que sa demande nous a vivement intéressés et que nous l'étudions sérieusement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:

7. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Amélioration et entretien des parcs, \$35,000, *moins*: montant applicable au capital, \$15,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Commission sur perception de royauté et de licences de pêche et de chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association de la protection de la chasse et de la pêche: octroi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues une première fois.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 17 avril 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 8 h 45.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

Travaux de voirie sur la route Montréal-Hull, 1931

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Relativement aux travaux de voirie exécutés sur la route Montréal-Hull, dans la partie appelée "Petit-Brûlé", comté des Deux-Montagnes, au cours de l'été 1931, conformément à la réponse consignée aux *Journaux de l'Assemblée législative*, en date du 10 avril 1934:

1. *a.* Quelle a été la nature des travaux exécutés à la journée?
- b.* Quand ces travaux ont-ils été commencés?
- c.* Quand ces travaux ont-ils été discontinués?
2. *a.* Quelle a été la nature des travaux exécutés par les contracteurs?
- b.* Quand ces travaux ont-ils été commencés?
- c.* Quand ces travaux ont-ils été discontinués?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Travaux d'élargissement en gravier; creusage d'une tranchée d'une largeur moyenne de deux pieds de chaque côté du pavage, par 10 pouces de profondeur, et remplissage de ces tranchées avec du gravier; allongement des ponceaux et remplacement de ceux qui étaient défectueux. Ces travaux étaient faits en vue de la pose d'une surface en macadam bitumineux.

b. Le 3 août 1931.

c. Le 31 août 1931. Quelques travaux ont aussi été exécutés en octobre 1931 pour la mise en place de certains ponceaux.

2. *a.* Élargissement en gravier du pavage existant; creusage de tranchées; apport de gravier; allongement de ponceaux, et réfection d'une surface en macadam bitumineux Bitumuls.

b. Le 9 juillet 1931.

c. Le 10 novembre 1931.

Achat de chlorure de calcium

M. Barré (Rouville): En rapport avec l'achat de chlorure de calcium: 1. Quelle quantité le gouvernement a-t-il achetée en 1933?

2. Quels sont:

a. Les noms des fournisseurs?

b. Les montants payés ou à payer à chacun d'eux?

3. L'approvisionnement pour 1934 est-il acheté?

4. Dans l'affirmative:

a. Quels sont les noms des fournisseurs?

b. Quels sont la quantité et le prix payé ou à payer dans chaque cas?

c. Quelle est la quantité totale achetée ou commandée?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. 9,102.3 tonnes.

2. *a.* et *b.* The Dow Chemical Co., \$234,059.80; General Construction Material Co., \$2,600.

3. Oui.

4. *a.* et *b.* The Dow Chemical Co., 11,249 tonnes à \$26 la tonne; Canadian Industries Ltd., 100 tonnes à \$26 la tonne.

c. 11,349 tonnes.

Produit pour abattre la poussière, département de la Voirie

M. Fortin (Beauce): 1. Le département de la Voirie a-t-il employé, pour abattre la poussière, un autre produit que le chlorure de calcium?

2. Dans l'affirmative, quel produit a été employé?

3. Se fabrique-t-il du chlorure de calcium dans la province de Québec ou dans les autres provinces du Canada?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui.

2. Huile asphaltique légère et sel Malagash.

3. Non.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget:

"Qu'un crédit n'excédant pas six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Chemins de colonisation et aide à la colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935", rapportée du comité des subsides et lue une première fois à la séance de l'après-midi, soit maintenant lue une deuxième fois.

La résolution est lue une deuxième fois et adoptée.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget:

"Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Immigration, colonisation et publicité, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935", rapportée du comité des subsides et lue une première fois à la séance de l'après-midi, soit maintenant lue une deuxième fois.

La résolution est lue une deuxième fois et adoptée.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget:

"Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service maritime sur la Côte-Nord et les Îles-de-la-Madeleine: octroi pour dix ans se terminant à la fermeture de la navigation en 1934, ordre en conseil,

no 640, 1925, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935", rapportée du comité des subsides et lue une première fois à la séance de l'après-midi, soit maintenant lue une deuxième fois.

La résolution est lue une deuxième fois et adoptée.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget:

"Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Clarke Steamship Co., Ltd., octroi *re*: service hebdomadaire entre Montréal et la côte de Gaspé: octroi pour dix ans se terminant à la fermeture de la navigation en 1934, ordre en conseil, no 639, 1925, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935", rapportée du comité des subsides et lue une première fois à la séance de l'après-midi, soit maintenant lue une deuxième fois.

La résolution est lue une deuxième fois et adoptée.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget:

"Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour compagnie de Navigation Rimouski-Saguenay, octroi *re*: service entre Rimouski et la Côte-Nord, ordre en conseil, no 1726, 1926, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935", rapportée du comité des subsides et lue une première fois à la séance de l'après-midi, soit maintenant lue une deuxième fois.

La résolution est lue une deuxième fois et adoptée.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget:

"Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Pêche, chasse et pisciculture, élevage des animaux à fourrure et jardin zoologique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935", rapportée du comité des subsides et lue une première fois à la séance de l'après-midi, soit maintenant lue une deuxième fois.

La résolution est lue une deuxième fois et adoptée.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget:

"Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Amélioration et entretien des parcs, \$35,000, *moins*: montant applicable au capital, \$15,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935", rapportée du comité des

subsides et lue une première fois à la séance de l'après-midi, soit maintenant lue une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières) objecte qu'il est irrégulier de ne faire voter qu'un crédit de \$20,000 lorsqu'on déclare, dans le budget des dépenses, vouloir dépenser \$35,000.

M. l'Orateur prend l'objection en délibéré.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget:

"Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Commission sur perception de royauté et de licences de pêche et de chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935", rapportée du comité des subsides et lue une première fois à la séance de l'après-midi, soit maintenant lue une deuxième fois.

La résolution est lue une deuxième fois et adoptée.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget:

"Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association de la protection de la chasse et de la pêche: octroi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935", rapportée du comité des subsides et lue une première fois à la séance de l'après-midi, soit maintenant lue une deuxième fois.

La résolution est lue une deuxième fois, et adoptée sur division.

Motions des députés:

Hôpitaux subventionnés

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Bagot (M. Phaneuf), que cette Chambre invite le gouvernement à faire une enquête sur l'administration des hôpitaux subventionnés par la province, afin de rechercher:

1. Si ceux-ci n'ont pas abusé de l'assistance et de la charité publique;

2. S'il ne serait pas opportun d'établir chez ces hôpitaux un système de comptabilité uniforme, ainsi qu'un système de contrôle qui empêche l'utilisation des lits publics et des dispensaires par toute personne non indigente;

3. S'il ne serait pas possible et à propos d'ouvrir ces hôpitaux à tout médecin dûment qualifié.

Je ne crois pas devoir apporter à la Chambre, pour le moment, toutes les pièces justificatives que je possède pour démontrer qu'une enquête s'impose sur l'administration des hôpitaux subventionnés par le gouvernement. Cette enquête s'imposerait d'abord pour rechercher s'il y a eu des abus et à qui on doit les imputer - au public, aux hôpitaux ou aux médecins - puis, pour empêcher, si c'est possible, que l'on prenne les fonds de la charité publique pour combler des déficits occasionnés par l'exploitation du service payant des chambres privées. Cette enquête pourrait également établir, s'il y a lieu, un système de contrôle qui empêcherait l'utilisation des lits publics et des consultations dans les dispensaires par toute autre personne que l'indigent, et imposer même, si l'on peut, un système de comptabilité uniforme. Enfin, l'enquête permettrait de faire ouvrir tous les hôpitaux subventionnés à tous les médecins dûment qualifiés.

Je ne veux pas prononcer de discours à l'appui de cette motion qui s'explique par elle-même, et je demanderais qu'elle soit adoptée.

L'honorable M. David (Terrebonne): Il pouvait y avoir eu des abus dans le passé concernant les faits que dénonce le député de Montréal-Laurier, mais, d'une façon générale, le public, de ce côté, est bien protégé. Je crois que l'argent que le gouvernement y consacre est bien dépensé. Mais il est possible que des abus soient commis, et je remercie l'honorable député de Montréal-Laurier d'avoir attiré l'attention de mon département.

Adopté sur division.

Charte de Saint-Hyacinthe

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 103 refondant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe⁵.

M. Phaneuf (Bagot) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin), que l'ordre soit révoqué et que le bill tel qu'il a été amendé par le Conseil législatif soit de nouveau renvoyé au comité plénier.

Adopté. L'ordre est révoqué.

M. Phaneuf (Bagot) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. le président, les amendements greffés, ces jours derniers, au projet de loi amendement la charte de Saint-Hyacinthe m'obligent à faire une déclaration à titre d'Orateur de cette Chambre et de maire de Saint-Hyacinthe. J'ai demandé que ces amendements du Conseil législatif soient référés au comité plénier pour me permettre de prendre la parole, en ma qualité de député et de maire de Saint-Hyacinthe. En cette dernière qualité, je veux d'abord déclarer qu'il est essentiel que rien ne vienne entraver la bonne administration de Saint-Hyacinthe.

Ces amendements sont contraires aux principes qui ont présidé à l'administration de la ville de Saint-Hyacinthe depuis quelques années. Dans le projet de loi amendement la charte de notre cité, j'ai demandé à l'Assemblée de valider les rôles de perception des taxes spéciales dans Saint-Hyacinthe. Ceci, pour nous permettre de rentrer en possession de taxes qui nous sont dues depuis 15 ans. Il s'agit là d'un cas angoissant pour nos citoyens, car un montant de \$10,000 chez nous équivaut à une somme de \$500,000 à Montréal. Nous avons besoin, pour maintenir l'efficacité de notre administration municipale, de tous les deniers que nous pouvons justement prélever.

Saint-Hyacinthe a une loi de taxation municipale qui nous a permis de répartir le fardeau des taxes sur le plus grand nombre possible de citoyens et grâce à laquelle nous avons pu réduire graduellement notre taxe foncière. En matière de construction et d'entretien des rues, de trottoirs et d'égouts, nous avons mis en force l'ancienne loi générale de la province, et nous avons soumis tous les citoyens à cette loi. Dans le cas spécial que vous connaissez bien et auquel réfèrent les amendements discutés actuellement, un conseil municipal de Saint-Hyacinthe, ayant conclu un contrat avec un citoyen⁶, la ville s'est par la suite trouvée dans une situation difficile, quand elle a voulu percevoir ses taxes spéciales. Ce contrat avec ce citoyen est regrettable. Nous avons soumis le cas aux tribunaux, mais la cause traîne depuis 15 ans. Nous avons dû par trois fois demander à ce Parlement de décréter la non-prescription de ces taxes spéciales.

Maintenant, à la suite de certains articles, je tiens à rétablir des faits qui ont été racontés par certains journaux de Saint-Hyacinthe. On a déclaré que cette question de la perception forcée des taxes spéciales avait été soulevée, pour la première fois, durant mon stage comme maire de Saint-Hyacinthe. C'est une erreur et je tiens à rétablir les faits.

L'affaire a été soulevée pour la première fois, alors que M. Pagé, un conservateur, était maire de Saint-Hyacinthe, il y a de cela 15 ans. L'échevin qui a fait la proposition au conseil de Saint-Hyacinthe était également un conservateur. M. Victor Sylvestre qui, par la suite, a proposé d'instituer des procédures judiciaires contre ce citoyen, était aussi un ancien candidat conservateur.

Cette mise au point terminée, je tiens à déclarer que je suis satisfait du jugement rendu en cette affaire récemment par l'Assemblée législative, jugement qui fut plus tard infirmé par le Conseil législatif.

Je ne veux pas discuter la décision du Conseil législatif. Il en avait le droit et il a exercé son droit librement. Les conseillers législatifs ont droit à leur opinion que je respecte, même si je ne la partage pas. Je ne suis pas satisfait de cette décision.

Je ne veux pas insister présentement sur la réadoption de la clause biffée ces jours derniers par la Chambre haute. Et voici pourquoi: La cause de la cité de Saint-Hyacinthe contre ce citoyen traîne depuis 15 ans devant les tribunaux.

Nous en appelons actuellement d'un jugement récemment prononcé par M. le juge Trahan. La cause doit être entendue à la fin du mois par la Cour d'appel.

Nous sommes prêts à procéder devant ce tribunal. Nos aviseurs légaux prétendent que la décision de la Cour d'appel nous sera favorable. Si la ville de Saint-Hyacinthe perd, nous en appellerons du jugement à la Cour suprême.

Dans les causes pour des montants de plus de \$25, il est rare que les magistrats jugent suivant l'équité. Ils s'en tiennent surtout aux textes juridiques, et c'est alors qu'il convient de faire intervenir le législateur en certains cas. Je l'ai dit et je le répète, au point de vue équité, notre cause est juste.

Mais les juges sont toujours obligés de baser leurs décisions sur la preuve présentée. Et souvent, une telle décision, basée sur la preuve seulement, n'est pas conforme à l'équité. C'est alors que le Parlement provincial doit intervenir. Dans la cause à laquelle je m'intéresse, ce ne sont pas deux particuliers qui sont en présence; c'est un particulier poursuivi par un groupe de citoyens. L'équité veut que l'intérêt collectif prime sur l'intérêt privé. Et c'est le devoir de l'Assemblée législative et du Conseil législatif de rétablir l'équité quand l'équité a été violée.

Le Conseil législatif a invoqué la cause pendante pour biffer la clause du bill de Saint-

Hyacinthe. Comme je l'ai déclaré, nous allons épuiser toutes les ressources judiciaires pour obtenir justice.

Si nous perdons devant toutes les cours, nous reviendrons devant le Parlement provincial, et j'espère qu'alors on comprendra que l'intervention du Parlement provincial est l'unique moyen d'obtenir justice pour Saint-Hyacinthe.

Le comité, ayant étudié le bill et les amendements apportés par le Conseil législatif, en fait rapport sans amendement.

M. Phaneuf (Bagot) propose la deuxième lecture des amendements apportés par le Conseil législatif. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Tarifs de certains voituriers publics

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 244 concernant l'adoption par les corporations municipales de cités et de villes de tarifs affectant certains voituriers publics soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome): Nous voulons que les municipalités de plus de 10,000 âmes fassent des règlements fixant les tarifs de taxis exigibles dans leurs limites. Les villes de moins de 10,000 âmes pourront le faire, mais n'y seront pas obligées.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a eu des "mergers" de taxis à Montréal, dans lesquels le trust de l'essence semble intéressé, et je me demande si ce projet ne protégera pas ces "mergers". On veut protéger la Quebec Cartage, filiale de la Quebec

Power, à Québec. On m'affirme que nombre de taxis privés ont des tarifs beaucoup moins élevés que le service de taxis de la Quebec Power. À Montréal, on crée le monopole de la gazoline; on veut maintenant créer dans d'autres villes le monopole des taxis. Il faut assurer la protection du consommateur. Il faut peut-être fixer un tarif maximum et non pas un tarif minimum.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Tous les tarifs de services municipaux sont fixés par la Commission des services publics. Quand nous avions des voitures à Québec, traînées par des chevaux, les tarifs existaient. Ils étaient affichés dans les voitures et les étrangers ne se faisaient pas exploiter. Aujourd'hui, il n'y a pas de contrôle et les étrangers se font exploiter.

Jamais la Quebec Power n'a fait de demande de monopole. Cette loi nous a été demandée par plusieurs délégations. On nous a représenté que, dans l'intérêt de Québec, par exemple, où l'on reçoit un grand nombre d'étrangers, des chauffeurs de taxis chargent différents prix pour conduire un voyageur de la gare à l'hôtel.

Ces délégations nous ont demandé de fixer un tarif afin que tout le monde sache à quoi s'en tenir. Nous donnons donc le droit aux autorités municipales de fixer un tarif pour les taxis, qui pourra être affiché dans les voitures. Les taxis sont un moyen de transport public et il faut les réglementer.

De plus, il se fait une concurrence effrénée. Le prix des taxis a diminué d'au moins de moitié, avec des conséquences regrettables. Ainsi, pour me rendre de l'hôtel, au bureau du gouvernement, à Montréal, on me charge beaucoup moins cher, mais les taxis sont dans un état déplorable.

Il est évident qu'au tarif qui est chargé, les compagnies ne peuvent tenir leurs voitures en bon état. J'ai reçu une délégation aujourd'hui. J'ai demandé à un chauffeur de taxi de Québec: "Combien faites-vous par jour?" Il m'a dit: "\$2". Cela n'est pas suffisant. Comment veut-on qu'un homme puisse avoir une voiture convenable avec un pareil revenu?

Nous ne voulons pas fixer de prix. Nous voulons laisser cela à l'autorité municipale. Si le tarif est trop élevé ou trop bas, la Commission des services publics pourra y voir, car les tarifs seront sujets à révision par la Commission.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Que l'on fixe un tarif maximum, très bien, mais que l'on n'empêche pas la population pauvre de voyager à bon marché.

Le comité étudie l'article 3 du chapitre 113B, introduit par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"3. Toute corporation municipale dont la population au dernier recensement fédéral était de dix mille âmes ou plus doit, dans les trois mois de l'entrée en vigueur de la présente loi, et toute corporation municipale dont la population audit recensement était inférieure à dix mille âmes peut, établir et mettre en vigueur un tarif du prix de courses que doit exiger un voiturier public, dans le territoire sous la juridiction de la corporation municipale."

M. Guertin (Hull): Le projet de loi s'applique aux villes de 10,000 âmes. Pourquoi ne pas dire 30,000 âmes?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Va pour 30,000. Nous ne pouvons rien vous refuser.

Cet article est amendé et les mots "dix mille" sont remplacés par "trente mille".

L'amendement est adopté.

L'article 3 du chapitre 113B, introduit par l'article 1 du projet de loi et ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 7 du chapitre 113B, introduit par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"7. Une corporation municipale, dont la population au dernier recensement fédéral était de dix mille âmes ou plus, qui se conforme aux dispositions de l'article 6, n'est pas tenue à l'obligation qui lui est imposée par l'article 3."

Cet article est amendé et les mots "dix mille" sont remplacés par "trente mille".

L'amendement est adopté.

L'article 7 du chapitre 113B, introduit par l'article 1 du projet de loi et ainsi amendé, est adopté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je considère que nous allons créer un trust de taxis avec cette loi, au détriment des consommateurs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le projet a un effet absolument contraire, car il empêchera une compagnie ou un particulier de charger trop cher. Nous empêchons la concurrence

déloyale, et nous prévenons la création d'un trust, en permettant à la municipalité de fixer le tarif. Si une compagnie veut acheter ses concurrentes et créer un trust pour charger plus cher, elle ne le pourra pas, car elle en sera empêchée par la loi que nous étudions. Nous voulons empêcher que les étrangers soient exploités. Mon honorable ami voit des dangers où il n'y en a pas.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Que l'on fixe un maximum et non pas un minimum! La Commission des services publics augmente toujours les taux et, invariablement, décide contre le consommateur dans tous les cas qui lui sont soumis.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous savez bien que c'est le contraire qui se produit. Presque toujours, la Commission diminue les taux d'électricité, quand on lui demande, en faisant valoir bonnes et valables raisons.

Quant au principe de faire réglementer les taux des taxis, il ne comporte rien de nouveau, ni d'anormal. À Ottawa, par exemple, on établit l'office des débouchés commerciaux (marketing board) précisément pour réglementer les prix de certaines marchandises.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi permet à un chauffeur de charger plus que le tarif, mais elle ne lui permet pas de charger moins que le tarif.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Un avocat ne peut réclamer des honoraires inférieurs au tarif établi.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si vous comparez un avocat avec un taxi, cela dépend de quel avocat vous parlez.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est la même chose pour les chemins de fer. Ils n'ont pas le droit de charger un tarif inférieur à celui qui est fixé par la Commission des chemins de fer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les chemins de fer, ce n'est pas la même chose. Ils traversent des pays tout entiers.

Cette loi va aider les grosses compagnies, comme le Québec Cartage et le "merger" des taxis à Montréal, et tuer les petits propriétaires de taxis.

L'honorable M. Stockwell (Brome): Nous ajoutons un article portant qu'à défaut par la

corporation de fixer un tarif dans un délai de trois mois, la Commission pourra le faire.

Le comité étudie l'article 9 du chapitre 113B, introduit par l'article 1 du projet de loi, qui se lit comme suit:

"9. À défaut par la corporation municipale d'établir un tarif, dans ledit délai de trois mois, la Commission des services publics de Québec, sur demande de toute partie intéressée, peut fixer un tarif, après avis donné à la corporation municipale intéressée."

L'article 9 du chapitre 113B, introduit par l'article 1 du projet de loi, est adopté.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) pose des questions.

M. Plante (Montréal-Mercier): Avant l'adoption définitive du projet, j'ai des amendements à proposer et je demande que le comité rapporte progrès.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous ne finirons jamais dans deux jours, si nous procédons comme cela. Nous devrions continuer l'étude.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La demande de l'honorable député de Montréal-Mercier est bien raisonnable. Nous ne finirons peut-être pas dans deux jours. Nous sommes prêts à rester ici deux semaines encore pour étudier avec soin la législation.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous allons adopter le projet de loi en comité et nous ajournerons la troisième lecture à demain. Si le député a des amendements à apporter, il pourra alors le faire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avez-vous reçu des demandes de la Québec Cartage ou de la Québec Power au sujet de ce bill?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous n'avons reçu ni demande, ni délégation, ni lettre de ces organisations.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 64 modifiant la loi des produits laitiers.

**Droits sur
les successions**

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 250 modifiant la loi des droits sur les successions soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous nous opposons à ce projet et je demande le vote sur la deuxième lecture.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arcand, Bédard, Bélanger, Bercovitch, Bissonnet, Caron, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Dansereau, David, Drouin, Duffy, Dufour, Dugas, Farand, Filion, Fillion, Fortier, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gaudet, Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Laferté, Lapierre, Lapointe, McDonald, Messier, Moreau, Morel, Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Plante, Rochette, Sabourin, Saintonge, Saurette, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 53.

Contre: MM. Barré, Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Gault, Guertin, Lafleur, Sauvé, Smart, 10.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité. Adopté.

En comité:

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"[10. Nonobstant toute disposition de la présente section, sont sujets aux droits prévus par l'article 3, quel que soit le rapport entre l'actif et le passif de la succession:

"1° Les polices d'assurance sur la vie effectuées ou appliquées d'après les dispositions de l'article 3 de la loi de l'assurance des maris et des parents (chapitre 244); et

"2° Toutes autres sommes d'argent dues par un assureur, à raison du décès d'un assuré, lorsqu'elles sont dévolues à titre gratuit."]]"

Il est proposé d'amender cet article comme suit:

"[10. Nonobstant toute disposition de la présente section, sont sujets aux droits prévus par l'article 3, quel que soit le rapport entre l'actif et le passif de la succession:

"1° Les polices d'assurance sur la vie effectuées ou appliquées d'après les dispositions de l'article 3 de la loi de l'assurance des maris et des parents (chapitre 244); et

"2° Toutes autres sommes d'argent dues par un assureur, à raison du décès d'une personne dont la vie est assurée, lorsqu'elles sont dévolues à titre gratuit.

"Néanmoins, les dettes et charges existant au moment du décès pourront être déduites du produit des polices d'assurance visées par le paragraphe 2 ci-dessus, dans les cas où l'acceptation de l'assurance comporte l'obligation de les payer et jusqu'à concurrence de telle obligation seulement."]]"

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cet amendement ajoute encore aux charges de la loi.

L'amendement est adopté.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 4 et 5 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 6, paragraphe 2, qui se lit comme suit:

"2° Toutes autres sommes d'argent dues par un assureur, à raison du décès d'un assuré, lorsqu'elles sont dévolues à titre gratuit."

Il est proposé d'amender cet article comme suit:

"2° Toutes autres sommes d'argent dues par un assureur, à raison du décès d'une personne dont la

vie est assurée, lorsqu'elles sont dévolues à titre gratuit."

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 2 de l'article 6, ainsi amendé, est adopté.

L'article 6, ainsi amendé, est amendé.

L'article 7 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus une première fois.

Motions des députés:

Toponymie commémorant l'anniversaire de l'arrivée de Jacques Cartier

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. Bastien), que cette Chambre exprime l'avis que la Commission de géographie de Québec devrait donner au bras de mer entre l'île d'Anticosti et la Côte-Nord le nom de "détroit de Jacques-Cartier" et à d'autres points géographiques de notre province toutes autres appellations propres à commémorer le quatrième centenaire de l'arrivée de Jacques Cartier au Canada.

M. l'Orateur, nous sommes à la veille de célébrer le quatrième centenaire de la découverte du Canada, en 1534, par le navigateur français Jacques Cartier, et j'ai pensé qu'il était à propos de présenter cette motion. Tout le monde sait que, récemment encore, on avait entrepris de déposséder Jacques Cartier de sa gloire légitime d'avoir été le premier découvreur véritable de notre pays.

La Société historique de Montréal, le 29 janvier 1930, après avoir entendu la démonstration brillante de M. Émile Benoist, du *Devoir*, conclut à juste titre qu'il fallait considérer Jacques Cartier comme le découvreur authentique du Canada. Je ne désire pas rappeler l'histoire de Cartier; sa renommée l'a depuis longtemps immortalisé. Il est et demeure l'une de nos plus belles gloires nationales. Sa mémoire vit et vivra toujours dans le cœur des Canadiens, et tout spécialement dans le cœur du peuple de Charlevoix-Saguenay, dont il a visité tout le littoral.

Lui, plus que tout autre, parmi les héros de notre histoire, n'a cessé de mériter notre admiration parce que c'est par sa science, sa bravoure, son

courage et sa clairvoyance que ce Nouveau Monde, avec son fleuve incomparable, a été véritablement révélé aux Vieux-Pays.

(M. Rochette passe en revue les divers voyages de Jacques Cartier au Canada.) Le grand découvreur avait donné des noms français à tous les endroits rencontrés. Ces endroits ont ensuite changé de noms et ont reçu des patronymes anglais. Ce serait une bonne occasion, cette année, de redonner à ces endroits les noms français qui leur appartiennent.

Sur la Côte-Nord du Saint-Laurent, depuis le détroit de Belle Isle jusqu'à l'archipel de Mingan, tous ces noms historiques français ont été malheureusement remplacés par des noms anglais ou indiens.

Ainsi, le havre des Buttes est devenu Black Bay; l'île aux Oiseaux, Greenly Island; la baie de Saint-Jacques, Shekatika Bay; la baie Saint-Laurent, Pillage Bay; le cap Thiennot, Natashquan Point; etc.

Le bras de mer mentionné dans ma motion, entre l'île d'Anticosti et la Côte-Nord, fut appelé détroit Saint-Pierre, parce que Cartier traversa ce détroit lorsqu'il repartit pour la France le 1^{er} août 1534, jour de la fête de saint Pierre aux Liens.

Le pays se prépare actuellement pour fêter dignement l'héroïque voyage de Cartier. Cet été, à l'occasion de ces fêtes grandioses, l'on inaugurera un monument religieux en même temps que national, à Gaspé, à l'endroit même où le capitaine de Saint-Malo planta la croix aux armes de France, assurant ainsi les droits de notre ancienne mère-patrie sur le futur domaine du Canada.

Ma motion a pour objet de demander le rétablissement des noms ou appellations donnés par Jacques Cartier, en tenant compte, évidemment, de l'évolution de l'orthographe. Nous sommes les premiers habitants du sol canadien. Nous y avons conservé les traditions françaises et nous devons profiter de l'occasion pour restituer à tous les endroits immortalisés par nos ancêtres les noms historiques qu'ils ont reçus à l'origine. La Société historique de Montréal a exprimé les mêmes vœux que ma motion et, à cet effet, a présenté une requête à la Société de géographie de Québec.

La Société historique du Montréal, dans sa séance du 28 février 1934, demande respectueusement à la Commission de géographie de Québec d'user de ses pouvoirs et de son influence, pour restituer aux principaux endroits géographiques visités et dénommés par Jacques Cartier les noms et appellations que le découvreur leur a donnés et qui sont consignés dans la relation de ses voyages, mais dont l'usage s'est malheureusement perdu dans la suite.

Elle suggère en particulier de revenir aux appellations: baie de Jacques-Cartier (aujourd'hui baie Shekatika); Port-Saint-Servan et de baie Saint-Nicolas, où furent plantées des croix, baie de Saint-Laurent, dont le nom s'est étendu au fleuve et au golfe, etc.

M. l'Orateur, en exprimant ce vœu patriotique, nous ne ferons que nous inspirer de la belle devise de cette province: "Je me souviens." Et nous mettrons aussi en pratique le magnifique emblème de Cartier lui-même, le plus sympathique de nos héros, lequel est *Semper Fidelis*.

"Soyons toujours fidèles", ce symbole est déjà gravé, depuis 1889, sur la face nord du monument Cartier-Brébeuf, à Québec; ces appellations évocatrices que nous voulons recommander enseigneront à tous les patriotes, et à nos descendants, la fidélité due à notre noble origine.

(Applaudissements)

M. Drouin (Québec-Est): M. l'Orateur, je félicite l'honorable député de Charlevoix-Saguenay de son excellente suggestion. Il ne faut pas oublier que Jacques Cartier a passé son premier hiver au Canada, en 1535, dans le beau comté que j'ai l'honneur de représenter, à l'endroit appelé aujourd'hui le "Domaine Lairé". Au siècle dernier, on trouvait encore des vestiges de ses travaux et de ses vaisseaux.

En 1889, un monument y a été érigé, sur la rivière Saint-Charles, le monument Cartier-Brébeuf. Cette cérémonie fut grandiose et présidée par Son Éminence le cardinal Taschereau. On l'a malheureusement négligé, et le gouvernement et les sociétés historiques devraient le restaurer. Je suggère qu'un beau parc soit établi à cet endroit en l'honneur de Jacques Cartier.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): M. l'Orateur, je félicite les honorables députés qui viennent de parler. Je suis en faveur de cette motion. Mais le bras de mer auquel on veut donner le nom de Jacques-Cartier est, comme les eaux navigables, sous la juridiction d'Ottawa. En ma qualité de représentant de la Commission de géographie, je puis déclarer que le vœu exprimé par la Chambre sera communiqué au gouvernement fédéral. Je ferai tout en mon pouvoir pour que la Société de géographie de Québec, qui relève de mon ministère, obtienne d'Ottawa la faveur demandée. Et, je puis assurer mon honorable ami que le nom de Jacques Cartier sera donné au bras de mer qui sépare Anticosti de la terre ferme.

La motion est adoptée à l'unanimité.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

M. Béique (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Yamaska (M. Élie), que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Tout en étant prête à voter à Sa Majesté les crédits nécessaires, cette Chambre exprime l'avis:

"a. Que l'œuvre de la colonisation en cette province est d'une importance vitale;

"b. Qu'il est urgent d'assurer le succès de la colonisation en cette province;

"c. Qu'il faut assurer à l'œuvre de la colonisation les éléments de permanence et de continuité qui lui sont indispensables."

"Que cette Chambre recommande respectueusement au gouvernement de procéder, sans plus de retard, au moyen d'un organisme offrant toutes les garanties de diligence, de compétence et d'impartialité, à séparer complètement et définitivement, du domaine forestier, le domaine propre à la colonisation en cette province."

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Gault, Guertin, Lafleur, Sauvé, Smart, 10.

Contre: MM. Arcand, Bastien, Bédard, Bélanger, Bercovitch, Bissonnet, Charbonneau, Chouinard, Côté (Bonaventure), Côté (Gaspé-Nord), Dansereau, David, Drouin, Duffy, Dufour, Dugas, Farand, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Fortier, Fortin, Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gaudet, Gauthier, Giguère, Godbout, Grant, Laferté, Lapierre, Lapointe, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Morel, Paquet, Perrault, Phaneuf, Piché, Plante, Rochette, Sabourin, Saintonge, Saurette, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 53.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte sur division et se forme en comité des subsides.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose: Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Pêcheries maritimes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

M. Guertin (Hull): Le gouvernement a-t-il envoyé un représentant en Italie pour s'enquérir des chances de commerce pour le poisson de la province?

L'honorable M. Laferté (Drummond): L'Italie est le marché par excellence pour la morue séchée. Il est fortement question de la nomination d'un agent commercial de la province de Québec en Italie, pour activer le marché de notre poisson, surtout celui de la morue séchée. Comme nous ne voulions pas envoyer un de nos officiers pour étudier la question sur place, ce qui aurait coûté très cher, nous avons demandé à un de nos compatriotes, qui se trouvait à Paris, de se rendre à Milan et à Naples, pour examiner la situation et rencontrer certaines personnes. Il a fait cela à titre gracieux. Nous ne lui avons donné aucune rémunération⁷.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant de créer une agence commerciale en Italie, il faudrait essayer d'encourager les pêcheurs. Le ministère des Pêcheries n'a pas toujours de bons classificateurs. (M. Duplessis cite le cas d'un classificateur de la Côte-Nord dont les classifications ont été refusées et dont on s'est plaint officiellement au ministre.) Plusieurs autorités religieuses et civiles de la Gaspésie sont d'avis que M. Gibaut, surintendant des Pêcheries, est une entrave au progrès des pêcheries. Je suis informé que ce qui nuit aux pêcheries de la Gaspésie, c'est l'ingérence politique et le favoritisme. Le gouvernement ne doit pas faire de patronage politique dans la distribution des octrois.

M. Côté (Bonaventure): M. le président, je crois devoir donner mon opinion. Puisque l'on parle de pêcheries maritimes, et surtout d'ingérence politique en rapport avec nos pêcheries, que l'on me permette de dire quelques mots. Le chef de l'opposition a parlé de coopération fédérale et provinciale. Avant 1922, il y avait dualité de juridiction dans la province de Québec. Cette dualité de juridiction ne fut jamais dans l'intérêt des pêcheurs, et tout ce qui a été fait pour aider à l'expansion de nos pêcheries l'a été depuis que Québec s'en occupe exclusivement.

L'Action catholique et un autre journal de Québec, *Le Journal*, organe conservateur, ont exprimé les opinions émises ce soir par le chef de l'opposition. Ce dernier a parlé d'ingérence politique dans l'administration des pêcheries. Pas plus que lui, ces journaux n'ont pu apporter de preuves à l'appui de leurs dires. Je suis convaincu de la bonne foi du chef de l'opposition. Je regrette toutefois qu'il n'ait pas encore visité la Gaspésie. Je suis convaincu que, lorsqu'il aura fait le tour de la péninsule de Gaspé, il reviendra avec la certitude qu'il n'y a pas d'ingérence politique dans l'administration de nos pêcheries et que le gouvernement n'a en vue que le bien-être et l'amélioration du sort de nos pêcheurs.

Je vis avec les pêcheurs depuis 20 ans. Avant 1922, les pêcheries québécoises étaient gérées par le pouvoir central. Celui-ci n'avait rien fait pour les pêcheurs. Chaque pêcheur recevait pendant l'année une prime qui se chiffrait à \$2.50 ou \$3. Le fédéral a entrepris la construction de quelques glaciers ou neigères. Ces glaciers furent parfaitement inutiles; elles ne pouvaient pas servir à ce pourquoi elles avaient été construites. Le pouvoir central n'a aidé les pêcheurs que de deux façons: en construisant des quais, quand cela pouvait se faire, ou des havres, quand il n'y avait pas moyen de construire des quais. À part cela, il n'a rien fait. Les quais sont en ruine et il faudrait les reconstruire.

Voyons maintenant ce que Québec a fait, depuis que les pêcheries sont sous sa juridiction. En 10 ans, il a donné aux pêcheries \$1,200,000. Si l'on retranche de cette somme les frais d'administration, il reste encore trois quarts de million qui sont allés directement aux pêcheurs. Ottawa a constaté ce fait. Lorsque M. Pierre-F. Casgrain, député de Charlevoix-Saguenay aux Communes, a voulu savoir à combien on estimait les agrès de pêche des pêcheurs de la Gaspésie, le ministre conservateur de la Marine, l'honorable M. Duranleau, a répondu qu'ils étaient évalués à \$1,000,000. Dans cela, il y a évidemment la part contributive par Québec.

Le gouvernement provincial a bâti des entrepôts frigorifiques pour la boëtte, le poisson frais ou gelé et des hangars pour la classification, ouvert de nouveaux marchés et, grâce à lui, nous sommes en train de nous emparer du commerce de poisson dans la province de Québec. Grâce à ces entrepôts, on a pu vendre du hareng aux États-Unis et on a pu obtenir des prix de 50 % plus élevés.

Ceux qui prétendent que les pêcheries de Québec périclitent ou sont arriérées se trompent. Nos prises de morue, en 1930, ont été de 33,000,000 de livres, et celles de 1933, de 43,000,000 de livres.

Un électeur de mon comté, grâce à l'aide du gouvernement, a réussi à vendre 20,000 livres d'éperlan, cette année. Les entrepôts frigorifiques permettent de mettre du poisson frais sur les marchés de Québec et de Montréal, 24 heures après sa prise. Le poisson frais que nous achetons des autres provinces a toujours sept ou huit jours, quand il nous arrive. Le poisson de la Gaspésie se transporte en quelques heures dans la province. C'est là un point important car, si la viande doit être un peu faisandée pour avoir de la saveur, le poisson est meilleur, quand il est frais. Les villes, jusqu'ici, ne connaissaient pas ce que c'est que du poisson frais. On dit que le poisson est bon, quand il n'est pas franchement mauvais. Notre morue séchée est la meilleure au monde.

En 1932, tandis que la Nouvelle-Écosse obtenait \$676,717 pour 7,959,800 livres de morue, Québec obtenait \$629,891 pour 4,607,300 livres. Ce qui indique à l'évidence que la qualité de notre morue est supérieure.

(M. Côté cite des chiffres sur les quantités de poisson pêché au Québec et dans les autres provinces, notamment la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et la Colombie anglaise.) Pendant que, de 1928 à 1932, les pêcheries diminuaient de 44 % en Nouvelle-Écosse, elles augmentaient de 40 % en notre province. Ce n'est pas si mal pour Québec qui eut à souffrir de la crise comme les autres provinces, surtout quand l'on songe que, dans les autres provinces, on peut pêcher 12 mois par année, tandis que l'on ne peut le faire que cinq mois de l'année dans Québec.

Au sujet de la coopération fédérale, le chef de l'opposition demande de délimiter le champ d'action des pouvoirs central et provincial. Il y a un journal conservateur qui veut que Québec abandonne ses droits à Ottawa. Le chef de l'opposition a même parlé d'une lettre qui lui a été adressée par la Ligue des intérêts nationaux de Québec.

Je suis en faveur de la coopération avec le fédéral. Nous avons tous le même but, mais nous différons sur le choix des moyens. Je soutiens qu'il peut y avoir coopération entre le fédéral et le provincial, sans que nous n'abandonnions nos droits. Ottawa devrait garder la partie scientifique et expérimentale et nous laisser le côté pratique. Autrement dit, Ottawa devrait laisser à Québec tout ce qui touche le pêcheur, et s'occuper des pêcheries.

Que l'on n'arrête donc pas le bon travail de Québec, si bien fait depuis 10 ans! Que l'on ne veuille donc pas faire croire à la partisanerie politique, quand nous avons donné aux pêcheurs tout

ce qu'ils possèdent et ce qu'ils ont gagné depuis 10 ans!

(Applaudissements)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Très bien.

M. Côté (Bonaventure): Je n'ai pas confiance dans ces gens qui viennent faire des voyages de deux ou trois jours, à vol d'oiseau, dans la Gaspésie et, en revenant, écrivent des livres de 300 pages pour démontrer que nous sommes des quêteux et des miséreux. On nous fait passer pour tels, et nous ne le sommes pas.

Je n'ai pas confiance non plus à ceux qui disent qu'il y a du patronage dans l'administration des pêcheries, lorsque tout le monde sait le dévouement de l'honorable ministre des Pêcheries et du surintendant des Pêcheries maritimes, M. Gibaut. Les pêcheurs de la Gaspésie n'ont pas de meilleurs amis que l'honorable ministre, et le surintendant M. Gibaut, qui a vécu pendant 30 ans au milieu de nous. Il a été longtemps à l'emploi de la maison Robins & Cie, et il venait d'entrer au service de la Hudson's Bay, lorsque le ministre du temps (l'honorable M. Perrault) a réussi à l'enlever à cette compagnie pour s'assurer son dévouement ses talents et sa grande expérience. Les critiques, qui parlent à tort et à travers, veulent se faire du capital politique, tout simplement.

(M. Côté cite des articles de M. L'Heureux, dans *L'Action catholique*, et du *Journal*, qui ont parlé de patronage et de favoritisme dans Bonaventure.)

J'affirme à M. Eugène L'Heureux qu'il n'y a ni patronage ni favoritisme dans le comté de Bonaventure. Je ne veux pas être dur pour M. L'Heureux, mais il devrait être assez chic pour reconnaître ce que le gouvernement a fait. Quand il demande aux députés qui n'en font pas, de ne pas faire de politique avec cette question des pêcheries, il ne semble pas se rendre compte qu'il en fait lui-même. Qu'il prêche d'exemple! M. Bona Arsenaault⁸ devrait lui aussi cesser ses manœuvres pour se faire du capital politique avec cette question des pêcheries. M. Camillien Houde, ancien chef de l'opposition, a reconnu lui-même que l'administration des pêcheries échappait aux critiques de l'opposition. Il disait que jamais le ministère des Pêcheries n'avait été si bien administré que sous la direction du député de Drummond (l'honorable M. Laferté).

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si M. Houde a dit cela, il a simplement prouvé qu'il était mal renseigné.

M. Côté (Bonaventure): Je pourrais citer un autre témoignage à l'honorable chef de l'opposition. M. Thomas Maher⁹, qui est venu dans Bonaventure en 1931, a reconnu que les pêcheurs, rouges et bleus, étaient heureux. Je pourrais citer encore le témoignage de M. le Dr C.-E. Pouliot, préfet de comté de Gaspé-Sud, le témoignage de M. Chapados, de Newport.

M. Barré (Rouville): Est-ce le même qui a reçu un octroi du gouvernement?

M. Côté (Bonaventure): M. Chapados est un grand marchand de Newport, où il y a 800 pêcheurs. Il a construit un entrepôt frigorifique dont il a payé 25 %. Il a reçu, suivant les règlements, un octroi du gouvernement. Cela ne l'empêchera jamais de dire la vérité, car M. Chapados est un citoyen d'une haute intégrité. Il s'est déclaré en faveur du maintien par la province des pêcheries maritimes qui lui ont été remises il y a une dizaine d'années.

M. Chouinard (Gaspé-Sud): Mon collègue de Bonaventure fait-il une distinction entre l'opinion du Dr Pouliot, de M. Chapados, et de moi-même, lorsqu'il parle de la délégation qui rencontrait récemment le premier ministre?

M. Côté (Bonaventure): Je ne veux pas faire allusion au discours prononcé en Chambre par le député de Gaspé-Sud. M. le président, en terminant, je veux ajouter que j'ai donné mon opinion, mais que je ne prétends pas être infaillible. La question des pêcheries n'est pas une question de dogme. Le moyen d'assurer la prospérité des pêcheurs, c'est de nous entendre, de nous unir et de coopérer ensemble, Ottawa et Québec, suivant les conditions que j'ai mentionnées. Que l'on m'indique un meilleur moyen de coopération que celui que j'ai suggéré et je me rallierai.

(Applaudissements)

L'honorable M. Laferté (Drummond): Le chef de l'opposition a parlé de classification. Il a parlé de 1928. Depuis cette époque, il a coulé de l'eau sous les ponts! Le gouvernement a construit 11 hangars de classification en Gaspésie et les pêcheurs en ont tiré beaucoup de bénéfices. Le classificateur de la Côte-Nord est reconnu comme bon classificateur. Je tiens à rendre hommage moi-même au beau travail accompli par M. Gibaut, un des bons serviteurs de la province et grand ami des pêcheurs. À cause des entrepôts frigorifiques construits par mon département, les pêcheurs ont pu vendre pour \$1,000,000 de filets frais de morue sur le marché de Montréal, l'an dernier.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député de Bonaventure propose la coopération avec Ottawa, mais il impose à Ottawa l'obligation de ne s'occuper que du côté scientifique et expérimental. Je félicite l'honorable ministre des Pêcheries et l'honorable député de Bonaventure d'avoir rendu un si bel hommage à M. Gibaut. Je tiens moi-même à reconnaître sa parfaite intégrité.

La valeur de nos pêcheries a néanmoins diminué depuis 50 ans.

M. Côté (Bonaventure): Si le chef de l'opposition connaît un meilleur moyen de coopération que celui que je lui ai suggéré, qu'il en fasse part à la Chambre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La droite parle d'une coopération impossible, lorsqu'elle dit qu'Ottawa s'occupe de l'enseignement et des recherches scientifiques et laisse la balance au provincial. C'est demander à Ottawa de prendre ce qui coûte le plus cher et laisser le reste à la province. Le pouvoir central ne prendra certainement pas ce qui coûte le plus cher, pour laisser le reste à notre province. Si l'on reconnaît la nécessité du concours du fédéral, que l'on fasse une meilleure délimitation des champs d'action.

Le gouvernement fédéral devrait avoir le contrôle des pêcheries maritimes, et le gouvernement provincial, celui des pêcheries en rivières. Québec restera maître pour la pêche au saumon sur laquelle Ottawa laissera les droits qu'il possède, et le fédéral prendra le reste des pêcheries maritimes. (M. Duplessis réitère ses observations au sujet du surintendant, M. Gibaut.)

On a parlé de patronage. J'ai ici une lettre d'un député qui écrit à un pêcheur, un M. Deveau, lettre qui se lit comme suit:

"J'accuse réception de votre lettre en date du 28 octobre.

"J'ai été informé que vous-même et M. C. Deveau avez jugé bon de voter contre le gouvernement aux dernières élections, et c'est la raison pour laquelle je n'ai pas recommandé au ministre des Pêcheries de vous payer l'octroi pour votre bateau de pêche. Vous ne devez pas en être surpris.

"Sincèrement à vous"

M. Côté (Bonaventure): L'honorable chef de l'opposition aura-t-il la bonté de dire que ce n'est pas moi qui ai écrit cela?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, ce n'est pas l'honorable député de Bonaventure. Autre exemple d'ingérence politique: Avant les élections de 1931, on donnait des octrois pour moins de \$100,000; pour les élections, on est allé à \$150,000; après les élections, les octrois ont baissé à moins de \$90,000.

Mon honorable ami a prononcé un très beau discours. Mais il rend un bien mauvais service à la cause des pêcheries en affirmant, contre les statistiques officielles, que nos pêcheries sont prospères. En moins d'un demi-siècle, nos pêcheries ont périclité de \$1,000,000. Je ne dis pas que rien n'a été fait pour les pêcheurs. J'admets que l'on a fait quelque chose, mais on aurait pu faire mieux, beaucoup mieux, je crois.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) parle de la gazoline¹⁰.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

Dépôt de documents:

Vente des grains

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 5 avril 1934, pour la production de copies authentiques de toute correspondance et de tous documents échangés entre le ministre d'Agriculture, aucun membre du gouvernement provincial ou aucun de ses officiers, et entre la Coopérative fédérée de Québec, aucun de ses membres, employés ou officiers, quant à la vente et quant à la discontinuation de la vente des grains, depuis le 1^{er} septembre 1933, inclusivement, jusqu'au 1^{er} avril 1934. (Document de la session no 88)

La séance est levée à minuit.

NOTES

1. Pour pouvoir apprécier cette blague du premier ministre, il faut savoir que M. Duplessis ne s'est jamais marié.

2. M. Vautrin remplace, au fauteuil, l'Orateur M. Bouchard.

3. Avis de cette motion sera donné au *Feuilleton* de la première séance du 18 avril 1934. Elle sera alors traitée comme une motion de député.

4. M. le sous-ministre L.-A. Richard vient s'asseoir à côté de l'honorable M. Laferté pour renseigner le comité des subsides.

5. Les journaux ont fait grand état de l'étude de ce bill au Conseil législatif, qui en retirait l'article auquel le maire de Saint-Hyacinthe, l'honorable M. Bouchard, tenait le plus. Les journaux avaient même rapporté certaines rumeurs voulant que M. Bouchard forme un troisième parti politique, ou encore qu'un débat soit tenu sur la réforme ou l'abolition du Conseil législatif. C'est pourquoi on s'attendait à des sensations en Chambre, lors de cette séance. Le journaliste de *La Presse* du 18 avril 1934, à la page 12, mentionne que plusieurs conseillers législatifs assistaient à la séance, et prenaient place dans des tribunes bondées. *Le Canada* du même jour à la page 1, souligne que M. Paul Gouin, qui fondera l'Action libérale nationale le 6 juin 1934, laquelle s'alliera aux conservateurs de Duplessis en 1935, et M. Armand Crépeau, ancien député conservateur de Sherbrooke, se trouvent dans les galeries.

6. Le citoyen en question est le juge Louis Tellier. *Le Canada* du 18 avril 1934, à la page 3, signale que tout au long de son discours, l'honorable M. Bouchard n'a, en aucune occasion, précisé son nom.

7. *The Chronicle-Telegraph* du 18 avril 1934, à la page 3, mentionne que plusieurs membres, particulièrement ceux faisant partie de l'opposition, ont posé quelques questions au ministre Laferté, sans toutefois préciser de quels députés il s'agissait.

8. Bona Arsénault fut candidat conservateur défait dans Bonaventure en 1931, et Gaspé-Sud, en 1935. Il fut élu député indépendant en 1945, et député libéral, en 1949 et 1953, à la Chambre des communes. Il

reviendra à l'Assemblée législative en 1960 comme représentant libéral de Matapédia. Dans le cabinet Lesage, il sera successivement ministre des Terres et Forêts (1960-1962), de la Chasse et des Pêcheries (1962-1963) et secrétaire de la province (1963-1966).

9. Ingénieur forestier de formation, Thomas Maher fut organisateur conservateur pour la région de Québec, directeur du *Journal* et vice-président de la Commission canadienne de la radiodiffusion.

10. Les journaux rapportent que M. Gault a su dérider la Chambre en parlant de "gazoline" dans un débat concernant les pêcheries. Il s'était tout simplement trompé de débat. *Le Canada* du 18 avril 1934, à la page 3, écrit qu'il était impossible de comprendre les mots prononcés par M. Gault, ce que les journalistes lui reprochent souvent.

Première séance du mercredi 18 avril 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 11 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 31 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec;
- bill 44 relatif aux opérations forestières et aux bûcherons;
- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

**Loi de
l'hygiène publique**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 31 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec. Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Opérations forestières
et bûcherons**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 44 relatif aux opérations forestières et aux bûcherons. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Charte
de Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal. Les amendements sont lus une première fois.

**Droits sur
les successions**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements apportés par le comité plénier au bill 250 modifiant la loi des droits sur les successions. Les amendements sont lus une deuxième fois sur division et adoptés sur division.

**Taux de
l'électricité**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 57 relatif aux taux de l'électricité.

Adopté.

En comité:

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. La personne qui se prévaut des dispositions de l'article 3 doit transmettre sa plainte au secrétaire de la Commission des services publics de Québec, et y joindre un avis indiquant les nom et prénom ainsi que l'occupation et l'adresse de la personne qu'elle désigne, pour faire partie de ladite Commission des services publics de Québec.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La Commission des services publics pourra, dans tous les cas, baisser ou augmenter les taux.

L'article 4 est adopté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La ville de Québec a passé un contrat avec la Quebec Power. Avec cette loi, les taux pourront être augmentés en dépit du contrat.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le chef de l'opposition ne voit pas l'autre côté de la médaille. La cité de Québec pourra aussi bien s'adresser à la Commission pour faire abaisser les tarifs, malgré le contrat en existence. Les taux ne seront pas augmentés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi?**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

La tendance est à la baisse. (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Que l'on dise

donc que la Commission ne pourra élever les taux!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Cela ne serait pas juste. Prenez une compagnie qui serait à la veille de la faillite et qui ne pourrait être sauvée que par une augmentation des taux.

La tendance à l'heure actuelle est à la réduction du prix des produits de base, et cela s'applique aux taux d'électricité, comme on a vu ces derniers mois, alors que des compagnies privées ont accordé certaines réductions.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement,

comme mandataire du peuple, devrait lui-même prendre l'initiative de demander une réduction des tarifs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Cette question est présentement à l'étude.

M. Bertrand (Saint-Sauveur): Je demanderais

que l'effet de la loi soit rétroactif pour un an.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Pourquoi pas 10 ans¹? Je crois que cette loi est excellente comme cela.

Les articles 5 et 6 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 7, qui se lit comme suit:

"7. Ne peut être désignée, en vertu de la présente loi, pour être adjointe comme membre de la Commission des services publics de Québec, une personne:

"1. Non domiciliée dans la province de Québec;

"2. Mineure;

"3. Qui exerce une charge ou un emploi incompatible avec l'accomplissement des devoirs conférés par la présente loi, et qui, soit directement ou indirectement:

"a. Possède pour elle-même des actions, obligations, bons ou autres valeurs d'un service public;

"b. A un intérêt dans des inventions, appareils, machines, procédés ou articles brevetés, en tout ou en partie, qui peuvent être employés pour les fins d'un service public."

Il est proposé d'amender cet article en ajoutant les mots suivants:

"4. Qui n'est pas sujet britannique".

L'amendement est adopté.

L'article 7, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 8 à 17 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Motions des députés:**Moulins à scie
et bois de
sciage**

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Bertrand):

Que cette Chambre exprime l'avis qu'il est important et urgent d'encourager l'établissement et le progrès de scieries ou moulins à scie et l'industrie du bois de sciage, en cette province.

Que cette Chambre recommande respectueusement au gouvernement d'adopter, sans plus de retard, les mesures nécessaires pour assurer l'établissement et le progrès de scieries ou moulins à scie, et pour encourager l'industrie du bois de sciage, en cette province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je tiens à féliciter l'honorable député de Montréal-Verdun d'avoir fait adopter ainsi son point de vue par le gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Le député de Montréal-Verdun est excellent en Chambre et en dehors. (Rires)

La motion est adoptée.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Administration, vente et inspection des terres publiques pour fins d'agriculture, (colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le ministre de la Colonisation n'est pas d'avis que le département de la Colonisation devrait avoir son système d'arpentage?

L'honorable M. Laferté (Drummond):
Pourquoi le séparer de celui des Terres et Forêts?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis surpris de la question du ministre. Je regrette sa décision.

L'honorable M. Laferté (Drummond):
Nous n'avons pas eu de plaintes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On m'a répondu plusieurs fois que les arpenteurs du département des Terres et Forêts étaient trop occupés. Il faut pourtant offrir aux colons, qui sont nombreux, toutes les terres cultivables. Ne faut-il pas donner la préséance à la colonisation? Alors il faut séparer l'arpentage de la colonisation de celui des terres et forêts. Le ministre devrait mettre ce projet à exécution. La colonisation est le grand remède.

Les travaux publics et les secours ne sont que des palliatifs. Le ministre devrait avoir l'énergie nécessaire pour faire comprendre aux membres du cabinet qui y sont opposés la nécessité de la colonisation. La colonisation sans politique, c'est ce qu'il nous faut. Si le retour à la terre fait faillite, d'ici deux ans,

j'aime mieux ne pas envisager l'avenir. Nous avons le devoir impérieux de garder notre population. J'aimerais savoir combien de cultivateurs bénéficient de la somme de \$100 par année pendant trois ans.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Il n'y a rien encore. L'enquête a été faite dans plusieurs cas.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Depuis combien de temps l'ordre en conseil est-il signé?

L'honorable M. Laferté (Drummond): Il n'y a pas très longtemps.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que la résolution du budget:

"Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Amélioration et entretien des parcs, \$35,000, *moins:* montant applicable au capital, \$15,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935", rapportée du comité des subsides et lue une première fois mardi le 17 avril courant, soit maintenant lue une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande de modifier "trente-cinq mille dollars" par "vingt mille dollars" et de supprimer les mots "*moins:* montant applicable au capital, \$15,000".

Accordé.

Ladite résolution, ainsi modifiée, est lue une deuxième fois et adoptée.

Tarifs de certains voituriers publics

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements apportés par le comité plénier au bill 244 concernant l'adoption par les corporations municipales de cités et de villes de tarifs affectant certains voituriers publics. Les amendements sont lus une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Agronomie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) fait des observations.

L'étude de la résolution est suspendue.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen de la résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Questions et réponses:

Obligations de la Beauharnois Light, Heat and Power Company

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): 1. Quel montant des obligations de la Beauharnois Light, Heat and Power Company le gouvernement a-t-il reçu pour acquit et paiement de certains loyers et autres obligations, le tout tel que prévu par l'acte de fiducie?

2. De quelle façon a-t-on disposé de ces obligations?

3. Quel montant la compagnie doit-elle payer chaque année?

4. Quel est le montant total qui doit être payé?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. \$113,300 en obligations de fonds d'amortissement, première hypothèque, de la Beauharnois Light, Heat and Power Company, à 5½ %, série A.; 1^{er} janvier 1973 à 92.45.

2. Elles ont été vendues par le trésorier de la province au prix du marché, et le produit en a été crédité au département des Terres et Forêts.

3. Le montant à recevoir chaque année sera formé du loyer et des royautés. Le loyer est actuellement de \$65,000 et peut augmenter dans quelques années jusqu'à \$87,500.

La royauté payée cette année est de \$42,310 et elle est sujette à une augmentation proportionnelle à la production.

4. \$1,352,000.

Remboursement de droits:

Charte de Québec

M. Samson (Québec-Centre) propose, appuyé par le représentant de Berthier (M. Bastien), que les droits additionnels payés pour le bill 125 modifiant la charte de la cité de Québec soient remboursés au promoteur, vu que ce bill a été présenté en retard, par suite de circonstances incontrôlables.

Adopté.

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 18 avril 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Dépôt de documents:

Rapport annuel du surintendant des assurances

L'honorable M. Stockwell (Brome) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport annuel du surintendant des assurances de la province de Québec, 1933. (Document de la session no 89)

Questions et réponses:**Taxes de la
cité de Joliette**

M. Dugas (Joliette): 1. La Commission municipale de Québec a-t-elle exigé de la corporation de la cité de Joliette qu'elle perçoive immédiatement, par quelque moyen que ce soit, toutes taxes ou autres redevances qui sont dues à titre d'arrérages et même pour l'année courante?

2. Dans l'affirmative, quand la Commission a-t-elle donné de semblables ordres?

3. En vertu de quelle autorité?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Non. La Commission municipale de Québec n'a aucun pouvoir, en vertu de la loi, d'imposer ses vues à la corporation de la cité de Joliette en rapport avec la perception des taxes. Elle ne peut que conseiller aux municipalités, qui ne sont pas en défaut, de s'occuper activement de telle perception.

Remboursement de droits:**Terres en culture
de Montréal-Ouest**

M. Rhéaume (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Francoeur), que les amendes payées par les promoteurs pour le bill 123 concernant les terres en culture dans la ville de Montréal-Ouest soient remboursées, vu que ce bill a été présenté en retard par suite de circonstances incontrôlables.

Adopté.

Droits sur les successions

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 250 modifiant la loi des droits sur les successions soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Tarifs de certains
voituriers publics**

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 244 concernant

l'adoption par les corporations municipales de cités et de villes de tarifs affectant certains voituriers publics soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La législation proposée entraînera inévitablement la formation d'un monopole du taxi, au détriment des consommateurs qui, eux, en feront les frais. Nous renouvelons notre opposition à ce projet qui est de nature à favoriser les grandes compagnies, au détriment des petits propriétaires de taxis. Cette mesure forcera tôt ou tard ces derniers à interrompre leurs activités.

Adopté sur division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Municipalisation
de l'électricité**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 12 avril courant, sur l'amendement du représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), à la motion présentée par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) le même jour, proposant la deuxième lecture du bill 22 concernant la municipalisation de l'électricité, lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre exprime l'avis:

"Que la loi proposée par le gouvernement et intitulée "Loi concernant la municipalisation de l'électricité" entraverait et paralyserait la municipalisation de l'électricité en cette province et favoriserait l'augmentation des taux;

"Que cette Chambre estime que les droits, accordés à la très grande majorité des municipalités de la province par les lois générales se rapportant à la municipalisation de l'électricité, ne devraient pas être restreints mais, au contraire, devraient être augmentés de façon à s'appliquer à toutes les municipalités de cette province, nonobstant toute loi à ce contraire, et de manière à établir, autant que possible, un système de municipalisation sur les bases du système en vigueur dans la province d'Ontario."

M. Guertin (Hull): Je considère que le projet du gouvernement n'est pas suffisant. Il est étonnant de constater que le gouvernement qui avait annoncé sa loi de municipalisation de l'électricité dans le

discours du trône, qui s'était engagé à la présenter au cours de l'élection complémentaire de Wolfe, ait attendu ce stade de la session pour en autoriser la discussion. Cette question des taux de l'électricité passionne l'opinion publique de cette province. Avant longtemps, l'opinion publique obligera le gouvernement à prendre une décision bien précise et bien définie.

L'intention du gouvernement de laisser mûrir son projet de loi jusqu'à la prochaine session, de ne pas en presser l'adoption au cours de la session actuelle, me semble étrange. Si le projet de loi avait été soumis pour adoption au cours de la session actuelle, je n'hésite pas à dire que j'aurais voté contre. Car je crois que le projet, tel quel, enlève aux municipalités ou restreint des pouvoirs qu'elles ont déjà. Au lieu d'aider la municipalisation, il l'entrave. Et j'espère que le gouvernement, puisqu'il attend la prochaine session, réfléchira et améliorera son projet de loi.

Le bill, dont l'honorable premier ministre est le parrain, contient un exposé de l'opinion du gouvernement et la solution qu'il offre pour résoudre cette question épineuse des taux de l'électricité.

L'amendement du député de Deux-Montagnes me semble préférable au projet de loi lui-même, mais je crois qu'il ne va pas encore assez loin. Nous devrions adopter, en matière de taux d'électricité, le système ontarien qui a fait ses preuves depuis 25 ans et qui a valu des taux très bas aux consommateurs d'électricité de la province voisine.

En conséquence, je propose en sous-amendement, appuyé par le représentant de Rouville (M. Barré), que tous les mots après "cette Chambre", dans la motion d'amendement en discussion, soient remplacés par les suivants:

"Est d'avis que le gouvernement, au lieu de restreindre le pouvoir de municipaliser le service d'électricité aux municipalités qui l'ont déjà, et de conférer un pouvoir restreint à celles qui ne l'ont pas, et afin de donner à ce service sa pleine mesure d'efficacité, devrait prendre les moyens nécessaires pour pourvoir à la création immédiate d'une commission provinciale, ayant mission de diriger et d'alimenter les systèmes électriques des différentes municipalités, le tout dans le genre du système en vigueur dans la province d'Ontario depuis 1908."

Je suis certain qu'à la prochaine session l'opinion publique demandera que l'on donne suite à la suggestion exprimée dans mon sous-amendement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai l'honneur de proposer l'ajournement du débat.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Avez-vous peur du vote?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oh! Non. Je n'ai pas peur du vote, mais quand je vote, j'aime bien à savoir pourquoi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
M. l'Orateur, je ne crois pas que le sous-amendement soit dans l'ordre. Le sous-amendement fait disparaître entièrement l'amendement du député de Deux-Montagnes. Or, un sous-amendement doit porter sur l'amendement. Le sous-amendement propose de mettre tout de côté, excepté "la Chambre". Probablement que si mon honorable ami s'écoutait, il proposerait de mettre de côté même la Chambre.

(Rires)

Je soumets que le sous-amendement est hors d'ordre. Je propose donc que M. l'Orateur prenne le point d'ordre en délibéré et rende sa décision lors de la prochaine session.

M. Guertin (Hull): Pourquoi est-on si sévère pour mon sous-amendement? Si le premier ministre jetait un coup d'œil sur les procès-verbaux de la Chambre, il verrait qu'ils fourmillent d'amendements et de sous-amendements proposés dans la même forme que le mien, approuvés ou rejetés. Il semble que l'on soulève des points d'ordre seulement lorsque les propositions faites sont embarrassantes.

M. l'Orateur: Point d'ordre en délibéré.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité²:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Agronomie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) parle d'une réclamation d'un cultivateur, M. Émile Groulx de Saint-Eustache, comté de Deux-Montagnes, contre le département de l'Agriculture. Au cours de 1931, un

instructeur du département de l'Agriculture a préparé, sur la demande de M. Groulx, une ration alimentaire pour le troupeau de ce dernier. Après que les animaux eurent mangé de cette ration pendant un mois, le propriétaire constata que ses animaux souffraient d'un mal qu'il ne connaissait pas. Il en avisa immédiatement M. Lajoie, l'instructeur qui vint examiner le troupeau. M. Lajoie a alors admis que les animaux avaient été rendus malades par l'alimentation prescrite.

L'état du troupeau empira. M. Groulx décida de faire un rapport au ministère de l'Agriculture et se confia à M. Nelson Cossette, agronome du comté, qui lui offrit de se charger de faire le rapport et de régler le cas avec le département. M. Lajoie, l'instructeur, devait en même temps faire un rapport au département et donner une copie de ce rapport à M. Groulx.

(À l'aide de documents produits au cours de la session, à sa demande, par le département de l'Agriculture, M. Sauvé démontre que ces rapports n'ont jamais été envoyés au département.)

L'honorable M. Godbout (L'Islet): J'ai eu connaissance du cas que rapporte le député de Deux-Montagnes, mais je nie toute responsabilité de mon département. La ration alimentaire préparée par son instructeur ne peut pas être la cause de la maladie qui a affecté le troupeau de M. Groulx. Le département a fait faire une analyse et une expérience par le Dr R. L. Conklin du collège MacDonald, Québec, et cette expérience a démontré que le concentré ne contenait rien de nuisible.

Les statistiques publiées par Québec et Ottawa démontrent que, dans l'année qui suivit l'incident mentionné par le député de Deux-Montagnes, la production laitière du troupeau de M. Groulx a augmenté. M. Groulx n'a pas souffert les dommages que prétend le représentant de Deux-Montagnes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Depuis le mois de décembre 1931, sept des animaux de M. Groulx sont morts, et le reste du troupeau a été vendu au mois de décembre 1933 pour le montant de \$65, soit un prix moyen de \$3 par tête. Comment l'honorable ministre de l'Agriculture peut dire que M. Groulx n'a pas subi de dommages? Quant à l'expérience faite par le Dr R. L. Conklin, dont le rapport fait partie de la documentation produite au cours de la session, elle a porté sur une ration alimentaire entièrement différente de celle préparée pour M. Groulx.

Je ne suis pas un expert en cette matière, mais il est une chose qui me frappe. Après avoir absorbé une ration préparée par l'instructeur, les animaux tombent malades et quelques-uns meurent: l'instructeur admet sa responsabilité. Un an plus tard, M. Groulx avertit les instructeurs du département de l'Agriculture qu'il veut faire une expérience. L'expérience est faite avec la même alimentation sur un animal sain. Le résultat est exactement le même, l'animal souffre du même mal que le troupeau de M. Groulx. C'est un fait significatif.

Il est assez difficile de faire une preuve positive, étant donné que l'incident remonte à au-delà de deux ans. Mais je blâme l'agronome du comté, M. Cossette, et l'instructeur, M. Lajoie, qui pendant deux ans, sous prétexte d'arranger l'affaire, ont trompé M. Groulx et l'ont mis dans l'impossibilité de faire une preuve complète de leur responsabilité.

Les officiers du département ont fait preuve d'ignorance et d'incompétence. Si la prétention de M. Groulx est juste, que les dommages ont été causés par eux, ils n'auraient pas dû occuper la position qu'ils occupent. Si la prétention de l'honorable ministre de l'Agriculture est fondée, que les dommages n'ont pas été causés par eux, ils ont encore fait preuve d'ignorance et d'incompétence en admettant une responsabilité qu'ils auraient dû savoir impossible.

Quant à l'agronome, M. Cossette, si l'on admet la prétention de l'honorable ministre de l'Agriculture, il a d'abord fait preuve d'un manque de jugement en n'expliquant pas la situation à M. Groulx, et l'a ensuite trompé en ne faisant pas le rapport au département, et en lui laissant entendre que sa réclamation serait réglée par le département de l'Agriculture.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je n'ad mets pas que mon département soit responsable. Peut-être y a-t-il eu négligence ou manque de jugement dans le cas de l'un de nos officiers, mais je puis assurer mon honorable ami que, après enquête, si certains officiers ont mérité des reproches, ils seront sévèrement punis.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable ministre de l'Agriculture ne croit-il pas que les agronomes ne devraient pas accepter de charges publiques comme celle de conseiller municipal, de membre de la Commission scolaire, ou autres³? Ces agronomes, on les prend parfois à faire du démarchage auprès des cultivateurs pour les députés

ou les candidats libéraux, plutôt qu'à s'occuper de leurs affaires.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Il est assez difficile de répondre à la question d'une façon générale. Si un agronome est invité à faire partie d'un conseil municipal et qu'il y a contestation, il serait préférable pour lui de s'en abstenir. Mais nous avons une couple d'agronomes qui sont l'un maire de sa municipalité, l'autre préfet de son comté, et nous rendrions un mauvais service en leur défendant d'accepter ces charges qui leur ont été données à l'unanimité. Les agronomes s'acquittent de leurs importantes tâches dans l'intérêt de l'industrie agricole. Nous ne pouvons défendre aux agronomes d'occuper des charges publiques, à moins que les élections à ces charges ne suscitent de sérieuses contestations.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On devrait défendre aux agronomes de s'occuper de politique municipale ou autre, parce qu'ils doivent être en bons termes avec tout le monde.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suis en mesure d'affirmer que beaucoup de cultivateurs ont des préjugés contre les agronomes et la science agricole, préjugés qui disparaîtraient si certains agronomes s'occupaient seulement de leurs affaires.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Les agronomes visés par la gauche constituent une exception dont il ne faut pas exagérer l'importance. Quoi qu'il en soit, je suis disposé à sévir chaque fois qu'on me rapportera des abus.

M. Smart (Westmount) demande si les agronomes s'intéressent à l'industrie laitière.

L'honorable M. Godbout (L'Islet) répond par l'affirmative.

M. Smart (Westmount) soumet que les efforts déployés par les agronomes dans cette industrie de base ne sont pas très concluants, si l'on considère que les cultivateurs de Québec obtiennent beaucoup moins pour leur beurre et leur fromage que ceux de l'Ontario.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:
2. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt

mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a tort de réduire les crédits de l'agriculture. Il devrait plutôt les augmenter. Je suis prêt à consentir à la suspension des règlements de la Chambre pour augmenter ces crédits.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Ils ne sont pas réduits.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le montant global n'est pas réduit, mais on a, sous l'item agriculture, des dépenses qui n'y figuraient pas les années dernières, d'où réduction en définitive. Le gouvernement ne fait pas tout ce qui est en son pouvoir pour promouvoir l'intérêt de l'agriculture; et là où une sage dépense aurait produit de bons résultats, c'est plutôt l'économie qu'on a choisi de privilégier. Le ministre de l'Agriculture devrait se montrer plus énergique au conseil des ministres, afin d'obtenir tout l'argent qui lui est nécessaire.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Nul n'est mieux disposé que le ministre de l'Agriculture et que le premier ministre de cette province en faveur de la classe agricole. Nous sommes d'avis que nous pourrions faire encore plus, mais nous n'avons pas les ressources nécessaires.

La classe agricole et les autres classes sont suffisamment taxées pour que nous ne songions pas à les taxer davantage. Que la gauche nous dise qui taxer pour nous procurer des ressources à distribuer ensuite aux cultivateurs, et nous dépenserons cet argent à bon escient! Le trésorier ne peut malheureusement pas fabriquer des sous.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Que l'on dépense moins dans les autres ministères et que l'on donne plus d'argent à l'agriculture!

L'honorable M. Godbout (L'Islet): On reproche au gouvernement d'avoir trop dépensé d'argent pour la voirie qui est une autre industrie importante ayant donné de larges sommes en salaires aux cultivateurs.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La voirie n'est pas aussi importante que l'agriculture.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La voirie constitue un beau développement pour l'agriculture.

Par la voirie, on a procuré des avantages considérables à la classe agricole au point de vue des marchés.

Par la construction de chemins, on a aussi assuré aux cultivateurs une petite industrie. Une certaine presse réclame la petite industrie pour aider l'agriculture et, durant plusieurs années, les travaux de voirie ont constitué cette petite industrie.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre admet que toutes les classes, y compris la classe agricole, sont suffisamment taxées. Nous sommes d'accord. Le ministre nous dit de lui indiquer des sources de revenus, des endroits où il pourra taxer. Ce n'est pas nécessaire.

Si l'on demandait des soumissions pour les contrats de la voirie et les travaux publics, si le ministre des Terres et Forêts réclamait ses droits de coupe et ses rentes foncières, le gouvernement aurait suffisamment d'argent, près d'un million de plus, à consacrer à l'agriculture et à la colonisation.

Le ministre de l'Agriculture prétend que la voirie est une industrie aussi importante que l'agriculture. C'est une affirmation qui m'étonne dans la bouche du ministre.

On ne devrait pas comparer le gravais ou le gravier avec le capital humain. L'agriculture est le réservoir du capital humain.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Je ne crois pas qu'il faille encourager, dans le moment, la grande industrie du cidre⁴. Mais je suis favorable à cette industrie sur le plan domestique, avec la vente du cidre contrôlé par la Commission des liqueurs.

M. Barré (Rouville): On ne rencontre peut-être pas dans mon comté d'aussi belles femmes qu'ailleurs, mais nulle part on ne peut trouver des pommes "fameuses" meilleures qu'à Saint-Hilaire et des MacIntosh meilleures qu'à Rougemont. Le gouvernement devrait sortir ces petites industries de l'enfance.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): On est en train de préparer un expert dans cette industrie.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service entre les îles-de-la-Madeleine, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté trois résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 18 avril 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 8 h 50⁵.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Motions des députés:

Trafic sur la route Lachute-Montréal

M. Sauvé (Deux-Montagnes) proteste contre l'interdiction du trafic lourd sur la route Lachute-Montréal. Certains camionneurs ont défrayé, au printemps, le coût du déblaiement de cette route mais, dans la suite, on les a empêchés de circuler à cet endroit.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Cette politique est suivie partout avec la période du dégel. Tous les camionneurs sont traités sur un pied d'égalité.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 28 concernant certaines assemblées publiques dangereuses pour l'ordre public, social ou religieux;

- bill 43 pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant;
- bill 61 modifiant la loi de la police et du bon ordre relativement à la prévention et à la répression d'infractions à des lois particulières;
- bill 72 concernant la municipalité scolaire de Low-Sud;
- bill 91 constituant en corporation la ville de Bourlamaque;
- bill 119 permettant à Samuel Julius Smilovitz de changer son nom de famille en celui de Smiley;
- bill 120 permettant à Max Schwartz de changer son nom de famille en celui de Swards;
- bill 185 modifiant la loi du salaire minimum des femmes;
- bill 195 modifiant l'article 498a du Code municipal;
- bill 243 pour aider à la mise à effet, dans cette province, de toute loi fédérale ayant pour objet d'assurer des débouchés aux produits naturels du Canada, et de celle concernant la faillite, en ce qui regarde les compromis entre créanciers et débiteurs;
- bill 245 concernant le prix du lait et de la crème;
- bill 246 pour pourvoir à l'échange de certains terrains aux fins d'activer la colonisation.

Remboursement de droits:

Adoption de Rosa Mongrain

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. Fortin), que les amendes payées par les promoteurs pour le bill 117 concernant l'adoption de Rosa Mongrain leur soient remboursées, vu que ce bill a été présenté en retard par suite de circonstances incontrôlables.

Adopté.

Institut des Sœurs de Notre-Dame-de-Mont-Laurier

M. Lortie (Labelle) propose, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lahaie), que les droits ordinaires et additionnels payés pour le bill 111 constituant en corporation "l'Institut des Sœurs de Notre-Dame-de-Mont-Laurier" soient remboursés aux promoteurs, moins les frais d'impression et de

traduction, vu que ce bill a pour objet de favoriser la diffusion de l'instruction publique et les œuvres de bienfaisance.

Adopté.

Décisions de l'Orateur:

Municipalisation de l'électricité

M. l'Orateur décide que le sous-amendement, proposé ce jour par le représentant de Hull (M. Guertin), à l'amendement du représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), à la motion présentée par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) jeudi le 12 avril courant, proposant la deuxième lecture du bill 22 concernant la municipalisation de l'électricité, ne contrevient à aucune disposition du Règlement et est, en conséquence, régulier.

Travaux de la Chambre:

Questions au Feuilleton

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a deux interpellations à l'ordre du jour, que j'ai faites inscrire au *Feuilleton*, il y a quelques semaines, et auxquelles j'invite le gouvernement à répondre sans délai. Autrement, la prorogation pourrait être retardée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les réponses à ces questions ne sauraient tarder maintenant. J'ai promis à mon honorable ami qu'il aurait la réponse à sa première question demain matin.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, mais il y a la deuxième question.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pour la deuxième question, ça marche.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça marche, mais ça marche lentement. La prorogation s'en vient lentement, elle aussi!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La température est particulièrement favorable, à Québec, actuellement.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 42 modifiant la loi du régime des eaux courantes relativement à certaines expropriations;
- bill 50 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec;
- bill 102 concernant la charte de la cité de Montréal;
- bill 123 concernant les terres en culture dans la ville de Montréal-Ouest;
- bill 249 relatif à la réception, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu.

Régime des eaux courantes

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 42 modifiant la loi du régime des eaux courantes relativement à certaines expropriations. Les amendements sont lus une première fois.

Commission municipale de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 50 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec. Les amendements sont lus une première fois.

Charte de Montréal, frais de pavage

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 102 concernant la charte de la cité de Montréal. Les amendements sont lus une première fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Montréal est la métropole du Canada. On nous demande aujourd'hui d'agréer des amendements greffés par le Conseil législatif à un projet de loi présenté dans des circonstances extraordinaires.

Montréal, en effet, vient de se choisir de nouveaux administrateurs, et l'on nous demande de ratifier certains actes, contrats et privilèges spéciaux consentis par l'ancienne administration et dont il n'a jamais été encore question en cette Chambre. Ces contrats, actes et privilèges peuvent avoir des conséquences extraordinaires.

Quand le Conseil législatif est le premier à valider certains contrats, l'Assemblée législative a le droit d'exiger, avant de les ratifier à son tour, une copie certifiée desdits contrats, pour pouvoir en connaître la teneur et rendre une décision en connaissance de cause. Je soulève un point d'ordre pour faire reconnaître nos droits.

(M. Duplessis cite une liste de contrats et privilèges que l'on demande à la Chambre de ratifier et dont la Chambre entend parler pour la première fois.)

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Je ne suis pas le parrain du projet de loi, et je n'ai jamais été administrateur de Montréal. Quand j'ai su que l'on voulait faire valider certains contrats, dont le Conseil législatif avait seul connu la teneur, j'ai demandé aux représentants de la métropole de déposer copies de ces actes. Ces copies ont été déposées et j'ai pu en prendre connaissance. Je ne sais pas si d'autres en ont pris connaissance. Mais je dois ajouter que le chef de l'opposition a raison de protester. Le chef de l'opposition a raison de protester, parce que les amendements du Conseil ont ratifié certains contrats dont la Chambre n'a pas eu le temps de prendre connaissance.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Les actes en question ne devraient pas être seulement déposés en Chambre, mais annexés aux amendements qui les ratifient.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le chef de l'opposition a-t-il une proposition à faire?

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande la production des contrats pour en prendre connaissance, puisqu'ils n'ont pas été portés à ma connaissance. J'en parlerai ensuite au premier ministre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce ne sera pas la première fois que nous parlerons ensemble. Je demande que la question soit laissée en suspens jusqu'à la prochaine séance.

M. l'Orateur prend le point d'ordre en délibéré.

Terres en culture de Montréal-Ouest

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 123 concernant les terres en culture dans la ville de Montréal-Ouest. Les amendements sont lus une première fois.

Soins à l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 249 relatif à la réception, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu.

Les amendements sont lus une première fois.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles d'agriculture, École de médecine vétérinaire et École de laiterie de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement a-t-il l'intention de construire de nouvelles écoles d'agriculture?

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Non, pas pour le moment.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Stockwell (Brome)⁶ propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hygiène publique de Québec, Statuts refondus, 1925, chapitre 186, article 155, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour Combattre la

tuberculose et la mortalité infantile dans la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-quatre mille sept cent quatre-vingt-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Octrois à diverses institutions de charité autres que celles reconnues d'assistance publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je demande à l'honorable secrétaire provincial de faire mettre un peu d'hygiène dans les finances de la province. Cela lui permettra de payer sans retard ses octrois aux hôpitaux, aux hospices, à toutes les maisons de charité. On dit que c'est grâce à ces institutions que, sans les pensions de vieillesse, nous pouvons faire face à un grand problème. C'est vrai. Mais que l'on paie donc les octrois à toutes ces bonnes maisons.

L'honorable M. David (Terrebonne): M. le président, je transmettrai à l'honorable trésorier provincial le conseil de l'honorable chef de l'opposition, bien que mon collègue ait démontré depuis deux ans qu'il sait mettre de l'hygiène dans les finances. Mon honorable ami s'est apitoyé sur le sort de nos institutions, qui comprennent parfaitement bien que parfois le paiement de leurs octrois peut être retardé.

Il ne faut pas oublier que, depuis 1921, le gouvernement a assuré la construction de maisons de charité d'une valeur de \$17,000,000, en garantissant le paiement de l'intérêt sur ce capital. Nous nous efforçons de payer ces octrois le plus rapidement possible. Nous n'oublions pas qu'il s'agit d'un service social. Que l'on n'oublie pas qu'autrefois il y avait des hospices, des asiles, des orphelinats, des hôpitaux. Ces institutions ne recevaient rien du gouvernement. Aujourd'hui, elles reçoivent des octrois et quelques-unes ne pourraient vivre sans l'assistance publique.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quand on a commencé, il faut continuer. Le gouvernement a pris des engagements, qu'il les tienne! Ceci dit, j'espère que l'honorable secrétaire provincial pourra obtenir la coopération de son chef et du trésorier pour payer ses octrois à temps. Comme il s'agit de la santé publique et du bon renom de la province, nous ne nous opposons pas au vote de ces crédits.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:

5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq

cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Achat de vaccin pour Québec et Montréal, y compris \$500 pour inspection, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Maladies vénériennes (aide à la protection du public contre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Asiles d'aliénés, y compris le transport de patients des prisons aux asiles et autres dépenses contingentes: \$2,000,000, *moins*: remboursements par: municipalités, \$800,000; patients: \$100,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles de réforme et d'industrie, y compris dépenses contingentes: \$547,000, *moins*: remboursement par les municipalités: \$272,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Corporation des écoles techniques ou professionnelles, 16 George V, chapitre 49, section 16: École technique de Québec, \$100,000; École technique de Montréal, \$145,000; École technique de Hull, \$60,000; École des hautes études commerciales, \$165,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles dans les municipalités pauvres, spécialement dans les centres de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Allocation aux municipalités scolaires de village et de la campagne qui emploient des instituteurs porteurs d'un diplôme d'école normale, pour les garçons de 10 à 18 ans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

Inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Fonds de pension des instituteurs, au lieu des retenues sur l'allocation de l'éducation supérieure en vertu des Statuts refondus, 1925, chapitre 133, article 542 et 22 George V, chapitre 44, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Industrie animale (Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Concernant l'élevage du cheval, mon ministère a tout fait pour encourager cette industrie animale en accordant des primes pour l'achat des reproducteurs, en créant des cercles d'élevage, en donnant des bonis d'encouragement, etc. Il y a actuellement six cercles d'éleveurs dans la province, sis en des endroits stratégiques qui servent de centre d'approvisionnement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:

16. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent quatre-vingt-onze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Économie rurale (Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté⁷.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Questions et réponses:

Comptes soutirés de la province, du 19 février au 13 mars 1934

M. Duplessis (Trois-Rivières): 1. Les comptes de banque de la province ont-ils été soutirés, depuis le lundi 19 février 1934 inclusivement jusqu'au 13 mars 1934 inclusivement? Dans l'affirmative:

- a. Pendant combien de temps?
 b. Quand?
 c. Pour quelle somme chaque jour?
 2. Quel est le taux d'intérêt payé ou payable par la province au sujet desdits comptes soutirés, pour chacun desdits jours?
 3. À combien se chiffre le total des intérêts payés ou payables par la province au sujet desdits comptes?

L'honorable M. Stockwell (Brome): 1. a. b. et c. Oui, comme suit:

Fév.	19	.....	\$ 8,011,509.00
Fév.	20	.....	8,071,197.00
Fév.	21	.....	8,070,972.00
Fév.	22	.....	9,860,488.00
Fév.	23	.....	10,286,895.00
Fév.	24	.....	10,271,806.00
Fév.	25	.....	10,271,806.00
Fév.	26	.....	10,395,797.00
Fév.	27	.....	10,668,563.00
Fév.	28	.....	11,050,060.00
Mars	1 ^{er}	.....	11,451,533.00
Mars	2	.....	11,939,456.00
Mars	3	.....	11,915,075.00
Mars	4	.....	11,915,075.00
Mars	5	.....	11,699,550.00
Mars	6	.....	11,803,980.00
Mars	7	.....	11,518,147.00
Mars	8	.....	11,516,604.00
Mars	9	.....	11,531,886.00
Mars	10	.....	11,461,935.00
Mars	11	.....	11,461,935.00
Mars	12	.....	11,572,862.00
Mars	13	.....	11,673,097.00

**Comptes soutirés de la province,
du 13 mars au 2 avril 1934**

M. Duplessis (Trois-Rivières): 1. Les comptes de banques de la province ont-ils été soutirés, depuis le 13 mars 1934 jusqu'au 2 avril 1934 inclusivement? Dans l'affirmative:

- a. Pendant combien de temps?
 b. Quand?
 c. Pour quelle somme chaque jour?
 2. Quel est le taux d'intérêt payé ou payable par la province au sujet desdits comptes soutirés, pour chacun desdits jours?
 3. À combien se chiffre le total des intérêts payés ou payables par la province au sujet desdits comptes?

L'honorable M. Stockwell (Brome): 1. a. b. et c. Oui, comme suit:

Mars	14	.....	\$11,902,695.41
Mars	15	.....	11,829,309.67
Mars	16	.....	12,093,425.77
Mars	17	.....	12,384,109.82
Mars	18	.....	12,384,109.82
Mars	19	.....	12,359,832.45
Mars	20	.....	12,294,539.94
Mars	21	.....	12,831,222.22
Mars	22	.....	12,892,949.37
Mars	23	.....	12,578,100.19
Mars	24	.....	12,997,807.20
Mars	25	.....	12,997,807.20
Mars	26	.....	12,895,914.19
Mars	27	.....	5,417,776.13
Mars	28	.....	6,042,091.48
Mars	29	.....	6,443,623.40
Mars	30	.....	6,443,623.40
Mars	31	.....	6,082,262.46
Avril	1 ^{er}	.....	6,082,262.46
Avril	2	.....	6,082,262.46

2. 5 % par année jusqu'au 31 mars inclusivement, et 4½ % par année, depuis le 1^{er} avril inclusivement.

3. \$27,902.14.

**Régime des
eaux courantes**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 42 modifiant la loi du régime des eaux courantes, relativement à certaines expropriations. Les amendements sont lus une deuxième fois sur division et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Commission municipale
de Québec**

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 50 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec. Les amendements sont lus une deuxième fois sur division et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Soins à l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 249 relatif à la réception, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu. Les amendements sont lus une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de Montréal

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 102 concernant la charte de la cité de Montréal. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Terres en culture de Montréal-Ouest

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 123 concernant les terres en culture dans la ville de Montréal-Ouest. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, dix heures et demie du matin.

Adopté.

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 heures.

NOTES

1. Dans leur édition du 19 avril 1934, *L'Événement* et *Le Nouvelliste*, tous deux à la page 3, indiquent "deux ans" au lieu de "10 ans".

2. M. le sous-ministre J.-A. Grenier vient s'asseoir à côté de l'honorable M. Godbout pour renseigner le comité des subsides.

3. Il est intéressant de souligner, comme le fait remarquer *The Montreal Daily Star* du 19 avril 1934, à la page 17, que M. Paul Sauvé, en abordant le sujet des agronomes de la province, renoue avec le sujet de prédilection de son père, M. Arthur Sauvé, lorsqu'il était le chef du Parti conservateur du Québec (1922-1929) et le chef de l'opposition à l'Assemblée législative (1916-1929).

4. Les journaux du 19 avril 1934, tels *La Patrie*, à la page 31, et *La Presse*, à la page 28, rapportent que la discussion "glisse" ensuite sur la question du cidre.

5. *Le Canada* du 19 avril 1934, à la page 1, souligne qu'il a fallu sonner l'appel quatre fois avant qu'il y eût quorum.

6. M. le Dr Alphonse Lessard, directeur du service provincial d'hygiène et de l'assistance publique, vient s'asseoir à côté de l'honorable M. David pour renseigner le comité des subsides.

7. Contrairement aux *Journaux de l'Assemblée législative*, *The Chronicle-Telegraph* du 19 avril 1934, à la page 3, rapporte que l'adoption de ce crédit fut reportée à la prochaine séance, sur la demande de M. Duplessis. C'est toutefois le seul journal à le mentionner. *L'Action catholique* et *L'Événement* du même jour, respectivement aux pages 12 et 3, écrivent "qu'il ne reste qu'un item" à voter pour le ministère de l'Agriculture. Il s'agit des crédits de \$227,000 alloués à "l'encouragement à l'agriculture en général", lesquels seront adoptés à la séance de l'après-midi du 20 avril 1934.

Première séance du jeudi 19 avril 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 10 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill B du Conseil législatif relatif aux arrêtés en conseil mettant à effet la loi des terres et forêts, pour lequel il demande son concours.

Loi des
terres et forêts

M. Côté (Bonaventure) propose que le bill B du Conseil législatif relatif aux arrêtés en conseil mettant à effet la loi des terres et forêts soit maintenant lu une première fois.

Adopté.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Entretien de certains édifices publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent sept mille neuf cent trente et un dollars et quatre cents soit ouvert à Sa Majesté pour Frais d'administration (dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La dette de la province a augmenté considérablement. Chose curieuse, plus les taxes augmentent, plus la dette augmente.

Ainsi, depuis deux ans, sans interruption, le compte de banque de la province a été soutiré de \$7,000,000 environ, à raison d'un intérêt de 5½ %. Or, tout récemment, le trésorier provincial a lancé un emprunt public de \$7,700,000, emprunt qui a été absorbé à 4 % environ.

Cela veut donc dire que, par la faute du gouvernement, la province a payé inutilement un intérêt de 1½ % sur une somme de \$7,000,000 pendant plus d'une année. C'est une perte considérable et d'autant moins excusable que le gouvernement, sous prétexte de manque de revenus, a réduit les crédits de l'agriculture et de la colonisation et ne paie pas les primes dues aux colons.

C'est une pratique malsaine et condamnée par tout spécialiste en comptabilité publique. L'attitude du gouvernement, d'emprunter aux banques à 5½ % quand il pouvait emprunter à 4 %, est d'autant plus condamnable que le gouvernement, par ses pratiques de ne pas payer ses dettes, a entravé considérablement le commerce et l'industrie. À un moment donné, il devait \$20,000,000 aux banques.

Au lieu d'emprunter, il préférerait ne pas payer les comptes de chômage; il ne donnait que des acomptes et encore, en rechignant. En fait, il faisait comme un débiteur en très mauvaises affaires. Ce n'était pas pour améliorer le crédit de la province. Le gouvernement a aggravé la crise par son genre d'administration financière. Il a d'abord donné un mauvais exemple aux municipalités et aux particuliers.

En effet, à un moment donné, le gouvernement devait jusqu'à \$20,000,000 en pitons¹, et ce, sans compter la dette flottante ou consolidée, sans compter les comptes soutirés aux banques. Il a non seulement paralysé la circulation de l'argent, non seulement il a acculé les marchands et commerçants à la ruine, mais il les a obligés à payer un intérêt de 5¼ % que le gouvernement aurait dû assumer.

Les comptes de la province sont soutirés, et rien pour remédier à cela ne peut empêcher la province d'émettre un emprunt. Un individu dont le compte est sans cesse soutiré est un mauvais débiteur, et notre riche province ne peut se permettre de voir ainsi bafouer sa réputation.

Le gouvernement non seulement ne payait pas ses pitons, non seulement ne payait pas les hôpitaux, mais il ne payait même pas les comptes de chômage. Pendant des mois et des mois, il a fait attendre les marchands qui attendaient le remboursement de leur dû. Des employés du gouvernement, des pères de famille, attendent depuis des mois que le gouvernement leur paie leurs dépenses de voyage.

Et tout cela, pourquoi? Pour fabriquer une comptabilité fictive, pour cacher les emprunts qu'il fait. Car les sommes que le gouvernement doit et ne paie pas, les emprunts aux banques, n'apparaissent pas dans les *Comptes publics*. Ça paraît moins quand on soutire les comptes. Ainsi, pour avoir des *Comptes publics* reluisants, on fait perdre plus de \$100,000 à la province, rien qu'en excédents d'intérêts; on ne paie pas les créanciers.

Le gouvernement répond qu'il faut vérifier et que ça prend du temps. C'est M. Edgard Vézina qui vérifie les comptes. Le sous-ministre M. Williams n'a qu'à payer, au lieu de retenir les comptes comme il le fait pendant des mois et des mois. Mais si M. Williams veut vérifier tous les comptes, alors il n'a donc pas confiance aux comptes authentiqués par les ministres de l'Agriculture, des Travaux publics, du secrétaire provincial. Ces comptes seraient donc susceptibles d'être faux assez souvent? Je dirai plus: le sous-ministre du Trésor retarde sciemment l'envoi des comptes à Ottawa, afin de payer sa part le plus tard possible. C'est ainsi que des comptes de chômage du mois de juillet ne sont pas encore rendus à Ottawa.

Nous avons même constaté, en parcourant la correspondance officielle, que le secrétaire provincial a adjuré le trésorier de la province de payer les comptes des hôpitaux, des institutions de charité. C'est ça qu'on appelle exploiter la misère humaine, abuser du dévouement. C'est ainsi que le gouvernement aggrave la crise, donne un mauvais exemple aux individus, paralyse le commerce, abuse du dévouement.

L'honorable M. Stockwell (Brome): Si nos comptes sont soutirés, c'est pour nous permettre de payer les réclamations. Nous faisons notre comptabilité exactement comme Price, Waterhouse & Co. nous a recommandé de la faire et suivant l'avis de l'auditeur de la province. De temps immémorial, les gouvernements ont toujours soutiré leurs comptes de banque à certaines périodes de l'année où les dépenses excèdent les revenus. Par exemple, pendant les mois d'hiver, les revenus des automobiles sont à

leur plus bas et, pourtant, il faut payer les dépenses sessionnelles.

Tous les gouvernements ont adopté cette façon de procéder, y compris Ottawa et ceux des autres provinces. On la trouve logique, et particulièrement dans les mois précédant la fin de l'année fiscale. Si le chef de l'opposition est loyal, il se souviendra que la province a émis des emprunts ces 15 derniers mois, alors que l'argent était à bon marché. Récemment, le soutiré est plus important, mais nous n'y pouvons rien. L'argent est plus abondant et sa valeur est à la baisse, comme on a pu le constater avec ce qu'ont coûté les dernières émissions d'obligations du gouvernement. Pour ce qui est d'ailleurs de ces émissions, Québec a de bien meilleurs prix pour ses obligations. Je réfute les critiques du chef de l'opposition qui affirme que la province a un mauvais crédit.

Le chef de l'opposition dit que les salaires, ainsi que les comptes, ont été retardés. Mais les salaires ont tous été payés à temps, alors que les comptes, qui sont vérifiés par les auditeurs, seront payés dès qu'ils auront été certifiés. Quelques-uns attendent toujours approbation, tandis que d'autres, étant inexacts, ne seront tout simplement pas délivrés.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a saigné les crédits départementaux pour mieux faire paraître les comptes, mais cela a gravement affecté l'efficacité des divers services publics.

M. Smart (Westmount) fait des commentaires.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Que mon honorable ami le chef de l'opposition ne mette donc pas son beau talent au service de ceux qui veulent dénigrer le crédit de la province! Il s'en est pris au bureau de l'auditeur provincial au sujet des comptes en souffrance. Je l'invite à lire le superbe témoignage que l'honorable M. Bennett a rendu à M. Edgar Vézina, l'auditeur de la province. Je suis très heureux qu'un tel témoignage soit rendu par le premier ministre du Canada à l'auditeur de la province de Québec.

Je regrette que, depuis le début de la session, le chef de l'opposition se soit attaqué au crédit de la province. Lui qui nous avait promis de coopérer avec le gouvernement n'a pas cessé ses attaques contre le crédit de la province. Ces attaques sont faites pour des fins exclusivement politiques et nuisent au crédit de la province.

(L'honorable M. Taschereau cite un rapport de la North American Life démontrant que la province a payé le taux le moins élevé pour son dernier emprunt, et ceci, malgré les attaques de l'opposition.) La province de Québec a fait tout ce qu'elle pouvait faire. On nous dit: "Vous avez des comptes en retard." Oui. Mais nous avons \$10,000,000 de revenus de moins que nos dépenses. L'an dernier, nous avons été obligés de payer \$5,225,000 à même le fonds consolidé du revenu pour l'assistance publique, parce que les sources de revenus ordinaires de ce fonds sont presque taries.

Actuellement, tout le monde se débat dans les affres de la crise. Prenez donc le cas des autres provinces. Prenez le cas de Chicago qui n'a pas payé ses professeurs depuis un an. Québec n'a pas réduit le salaire de ses fonctionnaires, alors qu'Ottawa et presque tous les autres organismes le faisaient. Nous aurions pu réaliser des économies considérables en taillant dans les salaires des employés civils. Nous ne l'avons pas fait. On nous dit: "Empruntez". Serait-il sage d'augmenter encore la dette, alors que nous pouvons financer comme nous le faisons et que nous espérons que des jours meilleurs vont remettre de l'ordre dans les finances de tout le monde et nous redonner nos revenus?

Malgré toutes les attaques de l'opposition contre le crédit de la province, la population nous garde sa confiance. Nous en avons eu la preuve lorsque nous avons contracté un emprunt dernièrement et que nous avons obtenu un taux d'intérêt qui a dépassé toutes nos espérances, et plus avantageux que ceux obtenus par le gouvernement du dominion. La province de Québec est celle où la situation est la meilleure. C'est ici que la finance est la meilleure. Le chef de l'opposition a tort de toujours critiquer et de nous attaquer. Que mon honorable ami veuille donc ne pas mettre au service de la critique malsaine ses beaux talents. Ce n'est pas là la coopération qu'il nous a promise. Nous faisons tout ce que nous pouvons pour maintenir notre crédit.

Nous aurions pu augmenter les taxes de la province. Nous aurions pu faire comme la Nouvelle-Écosse et augmenter les droits sur la gazoline. Nous ne l'avons pas fait. S'il y a un seul compte en souffrance, l'opposition crie; et pourtant, quelle est la personne qui paye ses dettes rubis sur l'ongle à l'heure actuelle?

Nous avons confiance que nos ressources naturelles nous permettront de rentrer bientôt dans nos revenus d'autrefois. Avec notre excellente population, avec l'aurore que nous entrevoyons, nous croyons que, sans de nouveaux emprunts, nous pourrions administrer la province. La population de Québec comprend la situation. C'est encore la province qui

fait encore le mieux honneur à ses obligations, et j'ai confiance que, lorsque nous expliquerons la situation, la population nous fera encore confiance.

(Applaudissements à droite).

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable premier ministre dit que nos questions nuisent au crédit de la province. Ce n'est pas la dénonciation, mais la commission du mal qui peut faire du tort. Si le crédit de la province est encore solide, en dépit du gouvernement, cela prouve que notre province est solide. C'est le gouvernement qui laisse croire que notre crédit n'est pas bon en ne payant pas ses comptes. Le premier ministre dit que tout le monde se débat. C'est pour cela qu'il est du devoir du gouvernement d'aider ceux qui se débattent, d'aider les municipalités. On dit que les salaires n'ont pas été diminués, mais on n'a pas donné les augmentations statutaires.

Mes collègues et moi avons coopéré: adoption de l'adresse en réponse au discours du trône, du budget, de la loi du chômage, de la loi de l'industrie laitière, etc. La coopération la meilleure, c'est de s'insurger contre les mesures qui provoquent le mal. Coopération n'est pas complicité. Nous entendons continuer à donner une coopération loyale et saine.

(Applaudissements à gauche)

Le gouvernement a imposé des taxes. (Le gouvernement libéral est une plaie.) Je critique les dépenses exagérées. Je répète que nous sommes prêts à coopérer, mais non à approuver toutes les mesures, bonnes ou mauvaises.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière): En ma qualité de ministre des Travaux publics et de directeur du chômage, je répondrai au chef de l'opposition qui a dit que le gouvernement libéral était une plaie. Il n'ignore pas qu'il a été élu par le peuple de cette province depuis 36 ans. Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce reproche s'applique au peuple qui en a voulu ainsi. Entre deux maux, il a voulu choisir le moindre. (Rires)

(Il explique comment se fait l'octroi des secours et la vérification des comptes.) Si certains comptes d'assistance sociale sont toujours dus aux municipalités, c'est surtout parce que le gouvernement fédéral ne les a pas encore approuvés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y a un arrangement avec Ottawa et les provinces, pour la vérification. Notre auditeur a bien rempli son devoir, puisqu'il a reçu un si beau témoignage de M. Bennett. (L'honorable M. Taschereau lit dans

L'Événement la déclaration de M. Bennett rendant hommage à M. Edgar Vézina.) C'est le premier ministre du Canada qui parle en ces termes de l'auditeur de la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le premier ministre n'a pas l'habitude de citer M. Bennett.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:
3. Qu'un crédit n'excédant pas trente et un mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitements, dépenses contingentes, etc. (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui est colonel de ces contingents²? (Rires) Est-ce qu'on a demandé au Dr Bernard d'aller au Conseil législatif³?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Nous lui avons offert. Il n'a pas voulu. (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois que le Conseil législatif devrait être composé des membres des deux partis. La composition actuelle du Conseil n'est pas conforme à l'esprit du pacte législatif. J'exprime ici l'opinion du parti dont je suis le chef. Le Conseil devrait être représentatif des deux grands partis et de toutes les classes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Très bien, nous allons vous nommer conseiller législatif. (Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement serait trop heureux de se débarrasser de moi.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-trois mille huit cent quarante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitements, dépenses contingentes, etc. (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, Statuts refondus, 1925, chapitre 3, article 92, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Achat de livres (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille neuf cent soixante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitement, dépenses contingentes, etc., (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour le Greffier de la couronne en chancellerie et un commis traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Impression, reliure et distribution des Statuts (imprimeur du Roi), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitements, Statuts refondus, 1925, chapitre 10, article 36, remplacé par la loi 16 George V, chapitre 14, section 17 (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante-deux mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Dépenses contingentes des départements (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas un million seize mille trois cent soixante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Juges de la Cour des sessions de la paix et magistrats de police, constables et messagers à Québec et à Montréal, Statuts refondus, 1925, chapitre 145, articles 219-242, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Motions des députés:**Anniversaire du chef de l'opposition,
M. Duplessis, Trois-Rivières**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'apprends que demain est un grand jour: l'honorable chef de l'opposition célèbre son anniversaire de naissance⁴. Les termes me manquent pour dire à mon honorable ami tout le bien que je pense de lui. Il a fait une session très active au cours de laquelle il a déployé tout son talent.

Ses talents lui ont même permis de trouver parfois notre législation en défaut, ce qui est pourtant très difficile. Il nous a fait certaines suggestions qui prouvaient jusqu'à quel point il suivait de près les affaires de la province. Je suis heureux, au nom de la droite, de lui souhaiter un heureux anniversaire.
(Applaudissements)

M. Smart (Westmount): L'opposition est heureuse de féliciter son chef très estimé et elle est fière de constater que le gouvernement reconnaît les qualités de l'honorable député de Trois-Rivières. Pour nous, nous lui renouvelons l'assurance de notre collaboration entière, de notre respect. Nous avons pleine confiance en lui et lui souhaitons une heureuse fête.

(Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne m'attendais pas du tout à cette déclaration de l'honorable premier ministre. Ses aimables paroles me procurent deux satisfactions. Je me rends d'abord compte que si je vieillis, le gouvernement vieillit lui aussi. De plus, le premier ministre m'a souhaité bonne fête une journée à l'avance. C'est un commencement de prévoyance de bon augure.

(Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce qui prouve que le gouvernement n'est jamais en retard.

(Rires)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je remercie la députation qui m'honore en ce moment. Ses applaudissements chaleureux prouvent que, malgré les divergences d'opinion, elle me témoigne son amitié. J'ai fait de mon mieux pour servir ma province. Je remercie sincèrement l'honorable premier ministre de ses bons souhaits, lui qui s'est fait l'interprète de la droite. Je remercie aussi mon

bon ami, l'honorable député de Westmount, qui a parlé au nom de mes collègues de la gauche.
(Applaudissements)

La séance est levée à 1 heure.

Deuxième séance du 19 avril 1934**Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard**

La séance est ouverte à 3 h 10.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:**Travaux
dans Yamaska**

M. Béique (Chambly): Outre le ministère de la Voirie et le ministère de la Colonisation, quels sont les autres ministères qui ont accordé des subventions ou octrois et fait exécuter des travaux dans le comté de Yamaska: *a.* Du 1^{er} octobre 1933 au 15 octobre 1933 inclusivement? *b.* Du 16 octobre 1933 au 28 octobre inclusivement?

L'honorable M. Stockwell (Brome):
a. Promesse de payer au conseil municipal de Saint-Thomas-de-Pierreville 40 % du coût des travaux exécutés dans le cours d'eau "Vallée" rang Sainte-Anne, jusqu'à concurrence de \$70.
b. Aucun montant.

Travaux dans Wolfe

M. Béique (Chambly): Outre le ministère de la Voirie et le ministère de la Colonisation, quels sont les autres ministères qui ont accordé des subventions ou octrois et fait exécuter des travaux dans le comté de Wolfe: *a.* Du 25 octobre 1933 au 5 novembre 1933 inclusivement? *b.* Du 6 novembre 1933 au 18 novembre 1933 inclusivement?

L'honorable M. Stockwell (Brome): *a.* et *b.* Aucun montant n'a été accordé.

Motions des députés:**Cultivateurs
et loi sur la faillite**

M. Béique (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Yamaska (M. Élie):

Que cette Chambre:

Attendu que la loi concernant la faillite, adoptée par le pouvoir fédéral, offre à ceux qui peuvent s'en prévaloir l'avantage d'obtenir du délai, de faire des compromis ou concordats avec leurs créanciers et même l'avantage d'obtenir une libération de leurs dettes;

Attendu que, de bonne foi et pour répondre à certaines demandes, cette loi a été amendée de façon à enlever aux cultivateurs de cette province le privilège de se prévaloir de ces avantages;

Recommande respectueusement au gouvernement de cette province de faire, sans délai, les démarches nécessaires auprès des autorités fédérales pour que les cultivateurs de cette province puissent de nouveau bénéficier du privilège d'obtenir une prorogation de délai quant au paiement de leurs dettes et d'obtenir aussi le privilège de faire des concordats ou des compromis avec leurs créanciers et afin surtout qu'ils puissent bénéficier des avantages d'obtenir une libération de leurs dettes.

Dans l'intérêt de la classe agricole, je crois que nous devrions adopter cette motion.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): M. l'Orateur, le gouvernement fédéral a fait une enquête en 1931, qui a révélé que des gens parcouraient les campagnes pour inciter les cultivateurs à se prévaloir de la loi et à faire faillite. La loi sur la faillite a en conséquence été amendée et on a exempté les cultivateurs du droit de faire faillite. Amender de nouveau la loi sur la faillite, de manière à permettre aux cultivateurs de s'en prévaloir, c'est constituer une offensive contre le crédit du cultivateur et rendre possibles de nombreuses faillites agricoles.

Nous ne pouvons demander que cette disposition de la loi soit changée, sans que le gouvernement fédéral fasse une enquête qui démontrerait que les conditions sont changées depuis que l'on a amendé la loi sur la faillite, de manière à en soustraire les cultivateurs.

En conséquence, je propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Brome

(l'honorable M. Stockwell), que tous les mots après "que cette Chambre" soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Invite le gouvernement fédéral à s'enquérir si les conditions ont changé depuis que la loi fédérale a été amendée de manière à ne pas permettre aux cultivateurs de se prévaloir des dispositions de la loi sur la faillite."

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable député de Chambly, qui est un des membres les plus distingués de cette Chambre, propose une motion rédigée très courtoisement, dans des termes polis, ne jetant le blâme sur personne, et la Chambre devrait l'adopter telle que rédigée.

C'est une des motions les plus importantes que l'on ait présentées en Chambre, cette année. Elle intéresse uniquement la classe agricole, et la Chambre devrait oublier ses lignes de parti et se rallier autour de cette motion destinée, si on met les suggestions qu'elle renferme en pratique, à faire beaucoup de bien. L'amendement de l'honorable ministre de la Voirie rejette sur le gouvernement fédéral la responsabilité d'amender la loi de faillite et constitue une manœuvre politique.

M. Barré (Rouville): Le gouvernement fédéral a amendé la loi de faillite en enlevant aux cultivateurs le droit de faire faillite. L'amendement n'a pas eu le résultat que l'on recherchait. Je ne pense donc pas que nous devons demander au gouvernement fédéral de faire une enquête pour constater si les conditions ont changé.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le gouvernement n'a privé les cultivateurs du privilège de faire faillite qu'après avoir tenu une enquête. Nous ne pouvons lui demander de défaire ce qu'il a fait sans raison. Il me semble que l'Union catholique des cultivateurs avait réclamé d'Ottawa l'amendement à la loi de faillite qui exempt les cultivateurs, sous prétexte que les faillites nombreuses avaient nui au crédit des cultivateurs.

M. Barré (Rouville): C'est possible, et j'admets que l'argument de l'honorable ministre est assez fort. Mais il y a souvent des gens qui croient connaître les intérêts des cultivateurs mieux que ces derniers. L'honorable ministre de la Voirie vient d'affirmer que l'adoption de la motion, dont le député de Chambly est le parrain, constituerait une offensive contre le crédit du cultivateur et provoquerait de nombreuses faillites.

Je lui répondrai ceci: Alors que la loi des faillites n'avait pas encore été amendée et que les cultivateurs n'avaient pas encore été privés du droit d'être libérés de leurs dettes, droit que possèdent aujourd'hui tous les citoyens, sauf les cultivateurs, la proportion des faillites agricoles était très faible. On comptait une faillite agricole pour 30 faillites de commerçants. Ce qui nuit au crédit des agriculteurs, c'est que trop de réclamations privilégiées passent avant les hypothèques.

L'amendement à la loi des faillites n'a pas eu pour effet d'augmenter le crédit du cultivateur. Ce crédit est plus menacé que jamais. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perrault) a demandé si l'Union catholique des cultivateurs n'avait pas demandé d'amender la loi des faillites. Je répondrai que l'Union catholique des cultivateurs, de même que l'Assemblée législative ont, en 1931, demandé que soit amendée la loi des faillites précisément parce qu'il y avait dans cette loi des clauses qu'il fallait faire disparaître.

L'un des plus grands inconvénients de l'ancienne loi consistait dans la sollicitation que faisaient certains syndics auprès des cultivateurs en difficultés financières, afin de s'assurer le règlement de leurs faillites. On a conséquemment greffé à la loi des faillites un amendement qui prohibait cette sollicitation. Ce que nous voulons faire disparaître, c'est cette exception qui dit que seuls ne pourront bénéficier d'une libération de leurs dettes ceux qui travaillent la terre. Mais ce qui nuit encore plus au cultivateur que le pouvoir d'être libéré de ses dettes, ce sont les créances privilégiées qui sont trop nombreuses et qui réduisent d'autant la valeur d'une hypothèque. La Chambre devrait adopter la motion de l'honorable député de Chambly (M. Béïque).

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est au gouvernement provincial de demander au fédéral d'amender la loi des faillites. La province doit prendre ses responsabilités et ne pas se décharger de ses devoirs sur le gouvernement fédéral. Le ministre de la Voirie fait de la petite politique avec cette question qui est d'intérêt national et qui devrait être au-dessus des préoccupations partisans. Je demande à la Chambre d'approuver la motion du député de Chambly et de rejeter l'amendement du ministre de la Voirie.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le gouvernement et la Chambre doivent être conséquents avec eux-mêmes. En 1931, la question des faillites fut vidée en cette Chambre. Le 31 mars,

le député de Bellechasse (M. Taschereau) fit adopter une motion portant que la loi de faillite était préjudiciable aux cultivateurs, parce qu'elle avait provoqué de trop grandes faillites. La motion invitait le gouvernement fédéral à amender sa loi. Cette motion fut adoptée à l'unanimité de la Chambre. Ottawa fit une enquête et décida d'amender la loi dans le sens que je viens de dire.

À cette époque, les faillites de cultivateurs dans la province se comptaient à la douzaine. Des courtiers parcouraient les campagnes et incitaient les cultivateurs à faire faillite. Ottawa a donc exempté les cultivateurs à l'obligation de faire faillite. Allons-nous maintenant revenir sur nos pas et demander à Ottawa de changer encore une fois sa loi?

Depuis le commencement de la session, la Chambre a fait beaucoup pour soulager la classe agricole. On a dit que le cultivateur manque de crédit. Il ne faut donc pas infirmer encore celui qu'il possède. Le gouvernement a attendu les délais pour les prescriptions des taxes municipales et scolaires; nous avons déclaré que le capital des obligations contractées par les cultivateurs ne sera pas exigible; nous avons rendu insaisissable tout le matériel des cultivateurs, tous ses instruments aratoires et ses troupeaux. Je ne suis pas prêt à dire que nous avons bien fait, et maintenant, nous allons demander à Ottawa, en plus de tout cela, de permettre aux cultivateurs de faire faillite?

Personnellement, je considère que le cultivateur ne devrait pas faire faillite. Je considère que nous devons laisser à Ottawa la responsabilité de changer la loi. Encore une fois, soyons logiques avec nous-mêmes. Nous disons par l'amendement qu'Ottawa fasse enquête et, s'il y a lieu, qu'il agisse. Je crois que cet amendement mérite toute la considération de la Chambre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le remède que l'on a apporté à Ottawa en soustrayant le cultivateur à la loi de faillite n'a pas été jugé bon. Il faut donc le changer.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Pour savoir si le remède est bon ou mauvais, il faut faire une enquête.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il est facile de constater le résultat.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Il faut constater si les conditions ont changé et, pour

cela, il faut une enquête. En 1931, l'Union catholique des cultivateurs a adopté une résolution demandant l'exemption des cultivateurs et, l'année suivante, après une lutte violente, elle a changé d'avis.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arcand, Bélanger, Bercovitch, Bouthillier, Casgrain, Charbonneau, Chouinard, Cohen, Côté (Bonaventure), Crête, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Drouin, Dufour, Dugas, Duval, Farand, Fauteux, Fillion (Lac-Saint-Jean), Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Frigon, Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Giguère, Godbout, Laferté, Lortie, Mercier fils, Messier, Morel, Paquet, Perrault, Plante, Poulin, Rochette, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Turcotte, Vautrin, 48.

Contre: MM. Barré, Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Guertin, Sauvé, Smart, 8.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, adopté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte sur division, comme dans le cas du vote précédent.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 17 modifiant la loi des liqueurs alcooliques pour confier au procureur général la surveillance et la poursuite des infractions;
- bill 81 modifiant la charte de la ville de Mont-Royal;
- bill 124 modifiant la charte de la Montreal Trust Company;
- bill 193 modifiant le Code municipal relativement à la compensation pour l'eau;
- bill 194 modifiant l'article 112 du Code municipal;
- bill 196 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine;
- bill 197 modifiant les articles 15 et 554 du Code de procédure civile.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 11 modifiant la loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres;
- bill 116 modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides;
- bill 125 modifiant la charte de la cité de Québec;
- bill 175 modifiant la loi de pharmacie de Québec.

Loi de pharmacie

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 175 modifiant la loi de pharmacie de Québec. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 11 modifiant la loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres. Les amendements sont lus une première fois, puis une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de Laval-des-Rapides

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 116 modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides. Les amendements sont lus une première fois.

Charte de Québec

La Chambre prend en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 125 modifiant la charte de la cité de Québec. Les amendements sont lus une première fois.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Encouragement à l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

L'étude de la résolution est suspendue.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureau des statistiques de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Inspection des bureaux d'enregistrement, des prisons et autres institutions, Statuts refondus, 1925, chapitre 156, division VIII et chapitre 262, division IX et amendements, \$15,000, *moins*: dépenses applicables contre le revenu des bureaux d'enregistrement \$8,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

M. Guertin (Hull) parle de la prison de Rouyn. Il la trouve trop exigüe. Pourquoi ne pourrait-on pas faire un peu de place dans les prisons pour les grévistes arrêtés à Rouyn, lors des troubles du travail, l'automne dernier? Il rappelle la grève de Rouyn et l'emprisonnement de quelque 84 bûcherons. Il cite un jugement de la Cour supérieure qui vient d'infirmier le jugement rendu à Ville-Marie par le magistrat qui a présidé le procès des grévistes, dans le cas d'un gréviste condamné.

À la suite de ce jugement de la Cour supérieure, le gouvernement va-t-il considérer la cause comme une cause type et faire relâcher les autres condamnés?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

On discute un item qui a trait à l'entretien matériel des prisons, et l'affaire de Rouyn n'a rien à voir ici. Il y a quelques jours, sachant l'intérêt que porte le député de Hull aux choses de Rouyn, je lui ai fait

parvenir un rapport complémentaire et confidentiel sur la grève, et aujourd'hui il veut soulever un débat alors que l'on est en subsides. Je soulève un point d'ordre. Le député de Hull aurait dû faire ses remarques à l'item "administration de la justice".

M. Guertin (Hull): Chaque fois que je souhaite discuter une question d'intérêt public, vous vous empressiez de soulever un point d'ordre, afin d'éviter tout débat possible. Qu'est ce que le procureur général a à cacher? À mon avis, c'est qu'un jugement prononcé récemment en Cour d'appel, à Montréal, place le procureur général dans l'obligation de libérer des prisonniers qui n'auraient pas dû être incarcérés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je conseille au député de Hull d'ajourner ses observations à la fin de la séance ou au début de la séance du soir.

M. Guertin (Hull): Je prétends que je suis dans l'ordre. Si le procureur général continue de faire arrêter les gens en grand nombre, comme il l'a fait à Rouyn, je prétends qu'il faudra que le gouvernement construise d'autres prisons. D'ailleurs, le premier ministre admet à qui veut l'entendre qu'il y a des troubles encore à Rouyn et que la police provinciale doit exercer une surveillance continuelle. Je suis donc justifié de soulever la question que j'explique. D'ailleurs, n'avons-nous pas liberté de parole en cette Chambre?

M. le président: La Chambre discute l'entretien des prisons. Le point d'ordre est justifiable et je crois que l'honorable député devrait s'en tenir à la question.

M. Guertin (Hull): Le gouvernement a-t-il un rapport sur la prison de Rouyn? Je veux voir ce rapport avant de continuer la discussion.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Il n'y a pas de tel rapport. D'ailleurs, ce que l'on appelle la prison de Rouyn n'est qu'un "poste avancé".

M. Guertin (Hull): Les inspecteurs du gouvernement ont-ils inspecté la prison de Ville-Marie?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je le crois.

M. Guertin (Hull): Le gouvernement a-t-il reçu un rapport? Et, dans l'affirmative, quelle est la teneur de ce rapport?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je ne puis ainsi répondre de mémoire à mon honorable ami.

M. Guertin (Hull): Je trouve étonnant que l'on attende toujours à la fin de la session pour présenter les crédits du procureur général. Les députés ont hâte de partir. Si nous posons des questions, on dit que nous retardons la prorogation. Le procureur général ne se fait pas accompagner de son sous-ministre, de sorte que nous ne pouvons obtenir les renseignements que nous désirons.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je veux bien répondre à vos questions, mais je n'ai pas les rapports sur l'inspection des prisons. Suspendons cet item, et je vais faire venir tous les rapports que j'ai sur les prisons, et mon honorable ami pourra les consulter.

M. Guertin (Hull): Je veux les rapports sur les prisons de Rouyn, de Ville-Marie et de Hull.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je vais les faire venir.

M. Guertin (Hull): C'est cela, nous allons

les discuter en détail. (Rires)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Mon honorable ami n'est pas juste. Il vient nous demander des faveurs avec sa voix douceuse et, ensuite, il se conduit comme aujourd'hui envers le gouvernement.

M. Guertin (Hull): Quelles faveurs ai-je demandées au gouvernement? Je crois que c'est plutôt un droit que j'ai exercé quand je me suis fait le porte-parole de mes électeurs.

L'étude de la résolution est suspendue.

Le comité poursuit l'étude de la résolution, suspendue au cours de la présente séance, qui se lit comme suit:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Encouragement à l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

M. Barré (Rouville): J'ai en main deux copies du *Journal d'agriculture*, du numéro du 2 décembre. Dans l'une, je trouve un article signé

L. P. D., article qui est un commentaire d'un article du *Bulletin des agriculteurs*.

Dans l'autre copie, cet article n'existe plus. J'en conclus que la censure a fait son œuvre et je veux en connaître les raisons.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): La censure a coupé cet article parce que le rédacteur du *Bulletin des agriculteurs* y attaquait un certain commerce.

M. Barré (Rouville): M. Noizeux faisait l'éloge de la coopérative, commentait la visite des marchands de grains, qui avaient à se plaindre, chez le ministre, de la coopérative, alléguant que celle-ci vendait à des prix trop bas. M. L. P. D., du *Journal d'agriculture*, citait M. Noizeux et le louait de son appréciation.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): L'article reproduit n'était pas exact et était injuste à l'égard des commerçants. C'est la raison pour laquelle on l'a biffé.

Jamais, jamais nous n'avons permis au *Journal d'agriculture* de critiquer aucune classe, ni aucun parti politique.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministère a fait du favoritisme à l'égard de certains industriels de mise en conserves. On a accordé à un organisateur libéral un substantiel octroi pour commencer ses opérations, puis une garantie sur des machines. Cet individu vendit son industrie à un autre.

Le ministère avertit l'acheteur qu'il avait un lien sur les machines. L'acheteur voulut poursuivre le vendeur. Le département se désista alors du lien sur les machines. Je n'ai pas d'objection à l'encouragement de l'industrie de la mise en conserves, mais je ne vois pas pourquoi le département s'est désisté de son lien en faveur d'un organisateur libéral menacé de poursuites.

L'honorable M. Godbout (L'Islet): Ces octrois ont été accordés avant mon avènement au ministère, et le désistement a été accordé sur recommandation du chef du service des conserves alimentaires. Je n'ai jamais refusé des octrois à quelque compagnie que ce fût, quand on a offert les garanties exigées. Ces octrois étaient nécessaires pour empêcher cette industrie de sombrer sous la concurrence déloyale des industriels étrangers.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui a demandé au ministère de se désister de son lien?

M. Filion (Laval): C'est moi qui ai fait cette demande. (Rires)

La résolution est adoptée.

Le comité poursuit l'étude de la résolution, suspendue au cours de la présente séance, qui se lit comme suit:

3. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Inspection des bureaux d'enregistrement, des prisons et autres institutions, Statuts refondus, 1925, chapitre 156, division VIII et chapitre 262, division IX et amendements, \$15,000, *moins*: dépenses applicables contre le revenu des bureaux d'enregistrement \$8,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Le député de Hull est-il ici?

Une voix de l'opposition: Il est parti⁵!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Nous allons adopter l'item et vous lui écrirez⁶!
(Rires)

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Comité France-Amérique, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Comité France-Amérique, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Fondation Strathcona, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Last Post Fund" (septième de 10 versements annuels, O. C. 1264, 1928), pour l'exercice finissant le 30 juin 1925.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Maison des étudiants canadiens à Paris, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Musée Laurier à Arthabaska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société Provancher d'histoire naturelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association des maréchaux-ferrants de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour *Bulletin de la ferme*: octroi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée à 6 heures.

Troisième séance du 19 avril 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 8 h 45.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Explications sur des faits publiés:

Accusation de favoritisme par *L'Action catholique* en matière de pêcheries

L'honorable M. Laferté (Drummond):
M. l'Orateur, avant de passer à l'ordre du jour, je me lève sur une question de privilège. Un journal bien connu, *L'Action catholique*, dans un premier Québec, publie aujourd'hui un article intitulé "Encore les pêcheries". Cet article est signé par M. Eugène L'Heureux. J'y relève les paragraphes suivants:

"Favoritisme politique?"

"L'allusion au patronage politique que nous avons faite récemment dans un article sur les pêcheries a provoqué à la Législature, de la part d'un député, une déclaration niant tout favoritisme politique en matière de pêcheries.

"Il paraît que l'évidence ne se prouve pas. Il est possible aussi que les politiciens fassent du favoritisme politique sans s'en rendre compte, un peu comme M. Jourdain⁷ faisait de la prose.

"D'autre part, nous avons autre chose à faire que de confectionner des dossiers contre les députés. Aussi, abandonnons-nous cette tâche à ceux qui voudront l'assumer. On nous taxerait cependant d'insouciance, si nous ne reproduisions pas ici une lettre citée à la Chambre, au cours du même débat, par M. Duplessis et dont quelqu'un nous révèle à l'instant le nom du député signataire:

"J'accuse réception de votre lettre en date du 28 octobre.

"J'ai été informé que vous-même et M. C. Deveau avez jugé bon de voter contre le gouvernement aux dernières élections, et c'est la raison pour laquelle je n'ai pas recommandé au ministre des Pêcheries de vous payer l'octroi pour votre bateau de pêche. Vous ne devez pas en être surpris.

"Sincèrement à vous.

"Que faut-il dont appeler favoritisme et ingérence politique?"

M. l'Orateur, je tiens à déclarer de mon siège que, conformément à la politique suivie au département, nous avons toujours payé les octrois dus aux pêcheurs pour construction de barges, de hangars, etc., sans nous occuper de leur couleur politique.

Nous l'avons fait dans le cas de M. Deveau, comme dans tous les autres cas du même genre, et j'ai actuellement en ma possession les pièces justificatives établissant que le monsieur en question a retiré le montant qui lui était dû et nous a donné un reçu à cette fin. Il a reçu son chèque daté du 22 septembre 1932. Il n'y a donc pas eu de favoritisme. Nous avons payé après quelques mois, comme en d'autres cas, sans considération d'allégeance politique.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministre ne nie pas l'authenticité de la lettre. Il avouera que le ministère a payé après plusieurs instances faites par M. Gérard Simard et celui qui parle en ce moment.

L'honorable M. Laferté (Drummond): Ce

M. Simard est l'ex-député dans le comté des Îles-de-la-Madeleine. Nous avons payé ces messieurs de qui il est question dans la lettre. Il n'y a pas eu de favoritisme, quoi qu'en pense *L'Action catholique*.

Je ne me fais pas d'illusion et réalise parfaitement bien que, vis-à-vis un bon nombre de gens, l'attaque injustifiable et injustifiée du pieux journal de la rue Sainte-Anne aurait un certain effet contre le mauvais gouvernement dont je fais partie, mais je tenais à rétablir les faits pour qu'on sache à quoi s'en tenir.

L'Action catholique semble, depuis quelque temps, s'attaquer particulièrement à mon département et ne manque jamais l'occasion de le faire injustement, soit en ce qui concerne la colonisation ou les pêcheries. J'ai déjà eu l'occasion, à plusieurs reprises, d'étaler sa mauvaise foi, et je sais que l'organe en question n'en continuera pas moins ses attaques injustes et délétoires, mais peu m'en chaut. Je puis assurer ces messieurs que nous allons continuer notre œuvre, sans faiblesse ni défaillance, et sans nous occuper des injustices dont nous sommes très souvent l'objet.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 57 relatif aux taux de l'électricité;
- bill 244 concernant l'adoption par les corporations municipales de cités et de villes de tarifs affectant certains voituriers publics.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 19 modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires et concernant la vente obligatoire de certains immeubles pour taxes;
- bill 250 modifiant la loi des droits sur les successions.

Taxes municipales et scolaires, délai de prescription

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 19 modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires et concernant la vente obligatoire de certains immeubles pour taxes. Les amendements sont lus une première fois.

Il est ordonné que la deuxième lecture desdits amendements soit remise à la présente séance.

Droits sur les successions

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 250 modifiant la loi des droits sur les successions. Les amendements sont lus une première fois.

Il est ordonné que la deuxième lecture desdits amendements soit remise à la présente séance.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitements, dépenses, commissions et remboursements se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations, etc., et inspection des hôtels, restaurants et maisons de logement, \$275,000, *moins:* remboursements applicables au revenu \$45,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Le comité étudie une allocation de \$1,000 payée à M. Williams, sous-ministre de la trésorerie provinciale, pour fonctions à remplir au sujet des droits de succession.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai chargé M. Williams de ces fonctions, au temps où j'étais aussi trésorier de la province⁸. Je n'ai qu'à louer le travail accompli par le sous-ministre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette somme est-elle payée en même temps que les autres salaires

quand ceux-ci, par exemple, sont retardés? (M. Duplessis s'enquiert aussi de frais de voyage de \$1,200 chargés par M. Williams, il y a deux ans, pour voyages à Montréal en fin de semaine.) La province paie-t-elle les déplacements de M. Williams quand il va visiter sa famille⁹?

L'honorable M. Stockwell (Brome):

M. Williams charge ses frais de voyage quand il se déplace pour du travail pour la province, mais non quand il voyage pour son propre compte. M. Williams est un financier très averti et très utile, quand il s'agit de négocier des emprunts. Dans d'autres provinces, on paierait jusqu'à \$15,000 à \$20,000 pour obtenir les services d'un homme aussi capable.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le sous-ministre est si compétent que le prétend le ministre, ce dernier devrait lui céder immédiatement sa place, dans l'intérêt de la province. Et puis, quand M. Williams a accepté le poste, il connaissait les conditions; et, d'ailleurs, en partant de cette base de raisonnement, rien n'empêche que ce soit de prétendre la même chose.

Au surplus, un tel génie financier devrait au moins payer les comptes et dettes criardes de la province. Moins de génie et qu'il paie mieux les dettes. Lorsqu'un ministre approuve un compte, l'autorise, et que ce compte est vérifié par l'auditeur de la province, M. Williams devrait le payer au lieu d'attendre des mois et des mois.

Si l'assistant-trésorier est un génie, comment se fait-il qu'on ait apposé les scellés pour la première fois en 20 ans sur les bureaux du Trésor? Si c'est un génie, pourquoi rédige-t-il les estimés budgétaires contrairement à la loi? Mes renseignements sont que, si les comptes de la province sont en retard, si les hôpitaux, si les institutions de charité, ne sont pas payés à temps, c'est dû au génie financier de M. Williams.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le chef de l'opposition a tort d'accuser ainsi M. Williams. Je puis dire que le trésorier provincial et moi-même prenons la pleine responsabilité des retards dans le paiement des comptes. La faute n'en est pas à M. Williams.

Si le chef de l'opposition croit qu'il y a eu des erreurs commises, il est injuste d'en accuser M. Williams qui est un employé loyal, remplissant bien ses fonctions. Je suis heureux de l'avoir et de le garder.

Quant aux scellés, le chef de l'opposition sait bien que, s'ils ont été apposés, c'est parce que les bureaux du Trésor n'étant pas à l'épreuve du feu, nous avons décidé de déposer les valeurs dans les banques. Nous avons alors dû faire l'inventaire et, après chaque jour de travail, nous apposons les scellés. Et, encore une fois, ce que l'opposition peut avoir à reprocher à la trésorerie, c'est nous qui en sommes responsables.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai rien à retirer de ce que j'ai dit. Les scellés n'ont été apposés qu'une fois en 20 ans. Et on peut se demander comment il se fait qu'un génie comme M. Williams ait pris des années pour constater le danger du feu.

Le premier ministre a dit que M. Williams n'était pas responsable des retards apportés dans le paiement des comptes, mais bien le premier ministre et le trésorier. Je suis heureux de noter cet aveu. Car je savais bien que M. Williams n'aurait pas eu le courage et l'autorité de parler comme il l'a fait à des ministres, s'il ne s'était pas senti appuyé par le premier ministre.

Et, alors, je dirai que le premier ministre et le trésorier, qui endossent l'entière responsabilité dans les retards apportés au paiement des comptes, n'avaient pas droit de retarder comme ils l'ont fait ces paiements, surtout des comptes authentiqués par les ministres et vérifiés par l'auditeur général.

Je constate que le premier ministre n'avait donc pas confiance dans ses ministres, ni dans l'auditeur, puisqu'il faisait tout réviser par M. Williams, en qui seul il avait confiance. C'est un beau compliment du premier ministre à ses collègues et à l'auditeur de la province. Ils doivent s'en sentir particulièrement fiers.

L'étude de la résolution est suspendue.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen de la résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Charte de Montréal

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements apportés par le Conseil législatif au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

M. Plante (Montréal-Mercier) fait des remarques.

M. Poulin (Montréal-Laurier): Tous les articles devraient être biffés, exceptés ceux de nature financière, tels qu'adoptés par l'Assemblée législative, de sorte que la nouvelle administration municipale ne se trouve pas gênée par ce qui se fait en ce moment. Cela signifie qu'il faille supprimer tous les autres amendements, comme ceux par exemple traitant des pensions.

Je propose donc par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dugas), que cette Chambre accepte les amendements du Conseil législatif, mais avec les amendements suivants:

"1° Les chiffres et mot "48 et 49", dans la troisième ligne du 14^e amendement, sont remplacés par les mots et chiffres "et 48";

"2° L'article 47, ajouté dans le 14^e amendement, est retranché;

"3° L'article 48, ajouté dans le 14^e amendement, devient article 47;

"4° L'article 49, ajouté dans le 14^e amendement, devient article 48 et est modifié:

"a. En retranchant les deux premières lignes et les dix premiers paragraphes;

"b. En remplaçant les chiffres "11", dans le paragraphe 11, par la lettre "L" et en ajoutant à la fin de ce paragraphe les mots "est déclaré valide et légal".

"5° Les chiffres "50", dans le 15^e amendement, sont remplacés par les chiffres "49".

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) lit un télégramme de Me Charles Laurendeau, conseiller juridique de Montréal, qui demande que l'on ratifie le plus tôt possible le contrat entre la Compagnie des tramways de Montréal et le conseil municipal, au sujet du tunnel de la rue Wellington, à cause de l'urgence.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) appuie la motion.

M. Plante (Montréal-Mercier): La disposition qui permet à la cité d'accorder une pension au chef du département de santé devrait être maintenue, puisque rien ne justifie que ce directeur reçoive un traitement différent de celui accordé par les autres chefs de départements de santé. La cité sera autorisée à payer une pension au Dr S. Boucher, mais elle n'y sera pas forcée.

M. Barré (Rouville) s'élève contre cette façon de procéder. Je ne comprends rien à la procédure que propose le député de Montréal-Laurier, et je crois que la plupart des autres députés sont aussi dans le même bateau.

Ce qu'on nous présente ici, c'est une importante législation, ou des changements apportés à un bill important, et ce, aux derniers moments de la session, sans copies.

Les amendements du Conseil législatif ont été lus à la Chambre hier et étudiés, et il semble que ce que nous ayons devant nous aujourd'hui soit tout autre.

On parle beaucoup d'une éventuelle session extraordinaire, dans un mois ou deux d'ici, et je ne vois pas pourquoi des amendements qui n'ont pas encore été soumis à la nouvelle administration devraient être présentés maintenant.

Rien ne presse, et puisque le bill de Montréal est passé devant le comité des bills publics et l'Assemblée elle-même, il devrait selon moi être adopté, et rien d'autre ne devrait être accepté. Lorsque nous serons en session extraordinaire, le point de vue de la nouvelle administration municipale pourra être entendu. Mais, en attendant, je n'approuve pas la procédure.

M. Poulin (Montréal-Laurier): On fait exactement ce que vous souhaitiez: laisser la nouvelle administration présenter ses demandes elle-même, sans égard à ce qu'a pu décider l'ancienne.

L'amendement est adopté sur division. Les amendements du Conseil législatif, ainsi amendés, sont lus une deuxième fois et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de Laval-des-Rapides

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 116 modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Charte de Québec

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 125 modifiant la charte de la cité de Québec.

M. Drouin (Québec-Est): Du premier amendement apporté par le Conseil législatif et qui place l'ingénieur de l'aqueduc sous sa juridiction, je n'ai rien à dire; mais l'amendement concernant l'incinérateur m'intéresse particulièrement. Hier, le Conseil législatif décidait d'accorder à la ville le pouvoir d'emprunter \$290,000, sans référendum, pour la construction d'un incinérateur. Aujourd'hui, le Conseil législatif décide de modifier la clause et d'obliger au référendum.

J'ignore les motifs qui ont poussé les conseillers à changer d'opinion. Un journal annonçait aujourd'hui que le parrain du bill, le député de Québec-Centre (M. Samson), menaçait de retirer son bill si l'on n'obligeait pas la ville à un référendum pour cet emprunt. Je puis déclarer que si mon collègue avait renoncé à ce bill, il y aurait eu certainement un autre député pour le piloter.

M. l'Orateur, je regrette que les deux Chambres ne se soient pas entendues pour permettre à la cité de Québec de construire un incinérateur, sans référendum. Tout le quartier de Limoilou souffre d'un dépotoir. J'ai peur que le projet ne soit pas approuvé par un référendum de tous les quartiers. La question d'un incinérateur intéresse davantage le quartier qui est empesté par les vidanges, et il est possible que les quartiers dont les vidanges vont empester ce quartier se prononcent contre la construction d'un incinérateur.

Quand il s'est agi d'autoriser une dépense pour un terrain de jeu, dans le quartier Montcalm, on n'a pas exigé de référendum, et on a bien fait. Pourquoi ne pas agir de la même façon à l'égard d'un autre quartier sur une matière tout au moins aussi importante? Si le dépotoir avait été dans le quartier Montcalm, on n'aurait peut-être pas mis autant d'insistance à exiger un référendum. Je tiens donc à répéter que je regrette que la ville soit obligée de tenir un référendum pour obtenir l'autorisation d'un emprunt concernant l'incinérateur.

M. Samson (Québec-Centre): Je me suis opposé, lorsque j'étais maire de Québec, à toute dépense excédant \$50,000, à moins d'y être autorisé par référendum, et ce, parce que la charte de la cité de Québec l'exige. En ces dernières années, on ne

s'est pas assez occupé de ça et on a dépensé sept ou huit millions. Je me suis opposé à cet emprunt de \$290,000, à moins que le peuple ne l'approuve, parce que si l'on est obligé de consulter le peuple, on prendra plus de précautions pour bien évaluer le coût de l'entreprise et pour préciser les plans.

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Taxes municipales et scolaires, délai de prescription

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 19 modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires et concernant la vente obligatoire de certains immeubles pour taxes.

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait quelques remarques.

Les amendements sont lus une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Droits sur les successions

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 250 modifiant la loi des droits sur les successions.

Les amendements sont lus une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Municipalisation de l'électricité

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 18 avril courant, sur le sous-amendement du député de Hull

(M. Guertin) à l'amendement du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), à la motion présentée par le représentant de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) jeudi le 12 avril courant, proposant la deuxième lecture du bill 22 concernant la municipalisation de l'électricité, lequel amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre exprime l'avis:

"Que la loi proposée par le gouvernement et intitulée "Loi concernant la municipalisation de l'électricité" entraverait et paralyserait la municipalisation de l'électricité en cette province et favoriserait l'augmentation des taux;

"Que cette Chambre estime que les droits, accordés à la très grande majorité des municipalités de la province par les lois générales se rapportant à la municipalisation de l'électricité, ne devraient pas être restreints mais, au contraire, devraient être augmentés de façon à s'appliquer à toutes les municipalités de cette province, nonobstant toute loi à ce contraire, et de manière à établir, autant que possible, un système de municipalisation sur les bases du système en vigueur dans la province d'Ontario."

Le sous-amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "cette Chambre", dans la motion d'amendement en discussion, soient remplacés par les suivants:

"Est d'avis que le gouvernement au lieu de restreindre le pouvoir de municipaliser le service d'électricité aux municipalités qui l'ont déjà, et de conférer un pouvoir restreint à celles qui ne l'ont pas, et afin de donner à ce service sa pleine mesure d'efficacité, devrait prendre les moyens nécessaires pour pourvoir à la création immédiate d'une commission provinciale, ayant mission de diriger et d'alimenter les systèmes électriques des différentes municipalités, le tout dans le genre du système en vigueur dans la province d'Ontario depuis 1908."

Le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre le rejette sur division.

M. Barré (Rouville): Je regrette que le gouvernement n'ait pas eu le courage d'aller jusqu'au bout avec cette loi et, surtout, n'ait pas eu le bon sens de présenter un bill qui permette la municipalisation, au lieu de la restreindre.

Le député de Hull a proposé un sous-amendement à l'amendement du député de Deux-

Montagnes (M. Sauvé). Ce sous-amendement réclame le système ontarien, et il aurait dû être adopté. Le service de l'électricité devrait être généralisé en cette province.

Nos ressources naturelles, celles que l'on transforme en électricité surtout, devraient servir à autre chose qu'à l'édification de fortunes colossales qui exercent sur les gouvernants, la presse, etc., une influence assez forte pour pouvoir ensuite extorquer l'épargne populaire, surcapitaliser et mouiller les stocks.

Bien qu'il soit vain de tenter de convaincre le gouvernement d'adopter un point de vue plus sain sur un problème comme celui qui nous occupe, je tiens à enregistrer mon accord pour qu'un système de réduction générale des taux d'électricité soit instauré dans les communautés agricoles. Je tiens à protester de nouveau contre l'attitude du gouvernement.

L'amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Francoeur (Montréal-Dorion), Sauvé, Smart, 8.

Contre: MM. Arcand, Bastien, Bédard, Bélanger, Bercovitch, Charbonneau, Chouinard, Côté (Bonaventure), David, Dillon, Dugas, Duval, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Francoeur (Lotbinière), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Lapierre, Lapointe, Messier, Moreau (Roberval), Morel, Paquet, Perrault, Piché, Plante, Power, Saintonge, Samson, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 41.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant d'aller plus loin, je tiens à dire que nous devrions décider cette question immédiatement, afin de ne pas apporter de retard additionnel au règlement d'un problème important.

M. Gauthier (Portneuf) propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Côté), que le débat soit ajourné.

M. Duplessis (Trois-Rivières) et **M. Barré (Rouville)** protestent.

Cette dernière motion est adoptée sur division. Le débat est ajourné.

Loi des terres et forêts

M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill B du Conseil législatif relatif aux arrêtés en conseil mettant à effet la loi des terres et forêts soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières) s'objecte à ce bill. Pour ne pas prolonger la session, je suis cependant prêt à accepter un compromis. Je suggère de changer la phraséologie du projet de loi.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) n'accepte pas le texte du chef de l'opposition. Le lieutenant-gouverneur y perdrait ses droits.

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'estime que le bill, tel que rédigé, est mauvais, et je vais le combattre avec toute l'énergie dont je suis capable.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je crois qu'en temps de chômage, le pouvoir accordé par ce projet au lieutenant-gouverneur en conseil de réduire les droits de coupe, dans la Gaspésie, le comté de Bonaventure et sur la Côte-Nord, pourra être utile dans l'intérêt de ces régions.

M. Barré (Rouville): Je considère que cette législation peut donner lieu à des abus, et je m'y oppose.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Et je demande le vote.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Arcand, Bastien, Bédard, Bélanger, Bercovitch, Charbonneau, Chouinard, Côté (Bonaventure), David, Dillon, Drouin, Dugas, Duval, Fauteux, Filion (Laval), Fillion (Lac-Saint-Jean), Francoeur (Lotbinière), Francoeur (Montréal-Dorion), Gagnon (Frontenac), Gagnon (Kamouraska), Gaudet, Gauthier, Godbout, Grant, Laferté, Lahaie, Lapierre, Lapointe, Mercier fils, Messier, Moreau (Roberval), Morel, Paquet, Perrault, Piché, Plante, Power, Samson, Stockwell, Taschereau (Bellechasse), Taschereau (Montmorency), Thisdel, Vautrin, 43.

Contre: MM. Barré, Béique, Bertrand, Duplessis, Élie, Sauvé, Smart, 7.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

M. Côté (Bonaventure) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité. Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 5 du chapitre 44 des Statuts refondus, 1925, est remplacé par le suivant:

"5. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut passer les arrêtés nécessaires pour mettre à effet les dispositions de la présente loi, suivant leur vrai sens, ou dans le but de pourvoir aux cas qui peuvent se présenter, et pour lesquels il n'est pas établi de dispositions par la présente loi.

"Ces arrêtés peuvent être généraux ou spéciaux. Les arrêtés généraux s'appliquent à toute la province, ou à toutes les limites détenues sous licence par toute personne, compagnie ou corporation. Les arrêtés spéciaux s'appliquent à certaines parties de la province seulement, ou à une ou plus des limites à bois détenues sous licence par toute personne, compagnie ou corporation."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je fais amender le projet de manière à ce que la loi ne s'applique qu'aux comtés de Gaspé-Sud, Gaspé-Nord, Bonaventure et Charlevoix-Saguenay.

Dans certaines parties de la province, les compagnies nous disent qu'elles pourraient entreprendre des coupes de bois, si nous leur accordons une réduction de droits de coupe, pour donner du travail à la population. Si les droits restent ce qu'ils sont ailleurs, ces compagnies ne peuvent entreprendre d'exploitation à cause des temps durs que nous traversons. Voilà pourquoi le bill soumis par M. Kelly¹⁰, et proposé en cette Chambre, donnera au lieutenant-gouverneur en conseil le droit de réduire les droits de coupe dans certains comtés spécifiquement mentionnés dans le bill et pour les raisons énumérées.

Je puis d'ailleurs dire à la Chambre que la chose s'est déjà faite dans le passé. Je ne sais pas si le gouvernement aura l'occasion de se servir de cette loi, mais je crois qu'il aura en main un instrument qui lui permettra d'atténuer les effets de la crise et du chômage dans certaines régions de la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je m'oppose à ce projet de loi qui peut provoquer du favoritisme et des abus, en autorisant le gouvernement à faire toutes sortes de changements et adapter la loi au gré des individus, des compagnies ou des corporations. Cette dangereuse législation engendrera une discrimination pernicieuse et une intimidation inévitable; et, dès qu'il lui sera possible de le faire, le gouvernement en tirera évidemment avantage pour les fonds du parti.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) proteste contre le bill et invoque les grands arguments: dilapidation du patrimoine national, favoritisme politique, protection des grosses compagnies, discrimination à l'égard d'autres compagnies, etc.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le Conseil législatif veut seulement préciser un point de droit douteux. Actuellement, le gouvernement a droit d'accorder des réductions et il l'a fait; mais l'honorable M. Kelly et d'autres soutiennent que ce n'est peut-être pas légal. On veut que ce le soit, hors de tout doute. Je suis prêt à amender le projet de façon à l'entourer de toutes les précautions nécessaires.

M. Barré (Rouville) proteste contre la loi.

M. Côté (Bonaventure): J'ai récemment reçu une résolution du conseil de comté de Bonaventure qui me demandait de suggérer de passer une mesure semblable pour soulager les chômeurs dans le comté de Bonaventure, et aussi dans le but de faire abattre des arbres qui sont menacés de destruction par un insecte qui ronge les épinettes.

On me demandait donc de faire réduire les droits de coupe pour sauver du bois. J'ai écrit à l'honorable ministre des Terres et Forêts, pour lui soumettre ce plan en vertu duquel on sauverait de 25,000,000 à 35,000,000 de pieds de bois affecté par les insectes. La coupe se ferait à Port-Daniel, à Paspébiac, sur la rivière Bonaventure sur la rivière Petite-Cascapédia, sur la rivière Grande-Cascapédia, dans la paroisse de Saint-Jean-L'Évangéliste, et sur la Matapédia.

Le bill que nous étudions maintenant est justement la conséquence de cette demande du conseil de comté, afin de rendre plus facile au gouvernement la tâche d'accorder certaines réductions aux compagnies, pour leur permettre de couper le bois attaqué dans le comté de Bonaventure. La demande que j'ai faite au ministre des Terres et

Forêts a d'ailleurs été fort bien accueillie, et le ministre m'a promis de la soumettre au conseil.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Si c'est cela que l'on veut, qu'on le dise dans le bill et comme compromis, nous allons accepter¹¹.

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. L'article 5 du chapitre 44 des Statuts refondus, 1925, est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant:

"5. Sans restreindre les pouvoirs que les lois de la province actuellement en vigueur confèrent au lieutenant-gouverneur en conseil, celui-ci peut établir, quant aux comtés de Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, Bonaventure et Charlevoix-Saguenay, des droits de coupe ou de rentes foncières différents de ceux qui sont en vigueur dans le reste de la province."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu une première fois, une deuxième fois sur division, et adopté sur division.

M. Côté (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi des véhicules automobiles

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération en comité plénier du bill 30 modifiant la loi des véhicules.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (l'honorable M. Arcand), que l'ordre soit révoqué et que ledit bill soit retiré.

Adopté. L'ordre est révoqué et le bill est retiré.

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte

maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

Le comité poursuit l'étude de la résolution, suspendue au cours de la présente séance, qui se lit comme suit:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitements, dépenses, commissions et remboursements se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations, etc., et inspection des hôtels, restaurants et maisons de logement, \$275,000, *moins*: remboursements applicables au revenu \$45,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Timbres, licences, etc., \$25,000, *moins*: remboursements d'honoraires perçus en vertu des lois des assurances et de l'incorporation municipale, \$15,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour l'Imprimeur du Roi: *Gazette officielle de Québec*, Statuts refondus, 1925, chapitre 18, section V, \$65,000. Déboursés applicables au revenu, \$61,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des véhicules automobiles, Statuts refondus, 1925, chapitre 35, article 71, amendé par 18 George V, chapitre 20, section 1, \$410,000. Dépenses applicables au revenu, \$4,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi concernant la gazoline, Statuts refondus, 1925, chapitre 36, article 13, amendé par 18 George V, chapitre 20, section 1 et 22 George V, chapitre 30, \$455,000. Remboursements applicables au revenu, \$425,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Divers en

général (services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Agent de la province à Ottawa: traitement, comprenant toutes ses dépenses de voyages et autres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Annuité à Mlle Marie-Regina Drolet, par résolution de l'Assemblée législative du 3 février 1890, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société d'archéologie et de numismatique de Montréal (résolutions de l'Assemblée législative en date du 30 décembre 1893), pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Société de géographie de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1935.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille neuf cent cinquante dollars et trente et un cents soit ouvert à Sa Majesté pour Traitements, dépenses contingentes, etc., (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitements, dépenses contingentes, etc., (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cent quatre-vingt-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Traitements, dépenses contingentes, etc., (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

Dépenses contingentes des départements (gouvernement civil); département du Conseil exécutif: \$700; département du secrétaire provincial: \$20,000; département du Trésor: bureau du trésorier: \$5,000; département du Trésor: bureau des assurances: \$4,000; département des Travaux publics: \$4,000; département du Travail: \$3,000; département de l'Instruction publique: \$14,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas treize mille quatre cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École des hautes études commerciales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles techniques en dehors des cités de Québec, Montréal et Hull, et pour cours professionnels, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille huit cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles des sourds-muets et des aveugles: Institut Nazareth, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Fonds des écoles élémentaires en vertu des Statuts refondus, 1925, chapitre 133, article 474, tel que modifié par 16 George V, chapitre 43, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cent soixante-dix dollars et vingt cents soit ouvert à Sa Majesté pour Publication d'un journal français et d'un journal anglais de l'Instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Classes spéciales pour enfants arriérés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Certificats d'études primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, dix heures du matin.

Demain matin, il faut assister à des obsèques¹²; il y a cinq bills au *Feuilleton*. Nous pourrions finir le budget supplémentaire.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à minuit et cinq minutes.

NOTES

1. Bons échangeables en nature ou en argent.

2. M. Duplessis plaisante ici, quand on sait que l'honorable M. Stockwell fut lieutenant-colonel de l'armée canadienne.

3. Il s'agit du Dr Cyrille-Améric Bernard, député libéral de Rouville de 1923 à 1931. Il fut inspecteur des prisons de la province de 1931 à 1945.

4. M. Duplessis fêtera ses 44 ans le 20 avril, comme le précisent les journaux.

5. Le député de Hull, M. Guertin, est déjà en route vers son comté et ne reviendra pas avant la prochaine session. C'est pourquoi le crédit est adopté sans trop de difficultés.

6. Le premier ministre s'adresse ici au chef de l'opposition dont M. Guertin, conservateur indépendant, ne fait plus partie depuis que M. Duplessis dirige le Parti conservateur du Québec.

7. Personnage principal de la comédie de Molière "Le bourgeois gentilhomme", présentée pour la première fois en 1670.

8. Le premier ministre Taschereau cumula la fonction de trésorier du 27 novembre 1930 au 26 octobre 1932.

9. *Le Canada* du 20 avril 1934, à la page 10, souligne que, lorsque M. Duplessis fait cette attaque contre M. A. P. B. Williams, ce dernier est assis aux côtés du trésorier, l'honorable M. Stockwell.

10. John Hall Kelly, libéral, fut conseiller législatif de la division de Grandville (1914-1939) et ministre sans portefeuille dans le cabinet Taschereau (1935-1936).

11. L'honorable M. Taschereau, M. Duplessis et M. Côté (Bonaventure) se réunissent à la table du greffier pour essayer de s'accorder sur le projet tel qu'il a été amendé.

12. M. Taschereau fait allusion aux affaires qui vont "mourir" au *Feuilleton*, c'est-à-dire qui resteront inscrites à la fin de la session, parce que la Chambre ne se sera pas prononcée à leur égard.

Séance du vendredi 20 avril 1934

Présidence de l'honorable T.-D. Bouchard

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes¹!

Dépôt de documents:

**Salaires des ouvriers forestiers,
rapport**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dépose sur le bureau de la Chambre l'enquête concernant les salaires des ouvriers forestiers, rapport. (Document de la session no 90)

**Salaires des ouvriers forestiers,
contrats**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dépose sur le bureau de la Chambre l'enquête concernant les salaires des ouvriers forestiers, contrats. (Document de la session no 91)

**Salaires des ouvriers forestiers,
des entrepreneurs, prix des marchandises**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dépose sur le bureau de la Chambre l'enquête concernant les salaires des ouvriers forestiers, entrepreneurs, prix des marchandises. (Document de la session no 92)

**Salaires des ouvriers forestiers,
feuilles de temps**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dépose sur le bureau de la Chambre l'enquête concernant les salaires des ouvriers forestiers, feuilles de temps. (Document de la session no 93)

Subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.
Adopté.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hygiène publique de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Unités sanitaires de comtés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Entretien de certains édifices publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

M. Duplessis (Trois-Rivières) pose une question.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

L'hiver très rigoureux que nous avons eu, dit-il, a forcé le gouvernement à dépenser une somme supplémentaire de \$97,000 pour le chauffage des édifices publics.

M. Duplessis (Trois-Rivières) se plaint du système de ventilation employé au parlement.

L'honorable M. Francoeur (Lotbinière):

Le système de ventilation est presque parfait, mais on ne peut presque pas l'utiliser parce que les uns se plaignent qu'il fait trop chaud, et d'autres, qu'il fait trop froid. Comme il est impossible de contenter tout le monde et son père, c'est la ventilation qui en souffre.

M. Bertrand (Saint-Sauveur) dit un mot sur les "femmes de peine"².

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:

4. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et des départements, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Palais de justice

et prisons: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Palais de justice, Montréal: préparation de plans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Encouragement à l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Économie rurale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Dépenses générales (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Arpentages (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille cinq cent quatre dollars et cinquante-six cents soit ouvert à Sa Majesté pour Service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

L'étude de la résolution est suspendue.

14. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Primes de défrichement, de labour et de résidence (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-dix-sept mille quatre cent trente et un dollars et dix-neuf cents soit ouvert à Sa Majesté pour Chemins

de colonisation et aide à la colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Amélioration et entretien des parcs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Mouvement du retour à la terre: administration, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Placement sur la terre des fils de cultivateurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association de tir de la province de Québec: octroi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées, à l'exception de la résolution suivante:

13. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille cinq cent quatre dollars et cinquante-six cents soit ouvert à Sa Majesté pour Service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1934.

La résolution est lue une première fois, puis une deuxième fois sur division, et adoptée sur division.

Voies et moyens

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose:

1. Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui

ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1934, il soit permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$1,799,046.26.

Adopté.

2. Que pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1935, il soit permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$18,273,625.89.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Loi des subsides

L'honorable M. Stockwell (Brome) demande la permission de présenter le bill 24 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1934 et le 30 juin 1935, et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Stockwell (Brome) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Remboursement de droits:

Samuel Julius Smilovitz

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Grant), que les amendes payées pour le bill 119, permettant à Samuel Julius Smilovitz de changer son nom de famille en celui de Smiley, soient remboursées, vu que ce bill a été présenté en retard par suite de circonstances incontrôlables.

Adopté.

Max Schwartz

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Grant), que les amendes payées pour le bill 120, permettant à Max Schwartz de changer son nom de famille en celui de Swards, soient remboursées, vu que ce bill a été présenté en retard par suite de circonstances incontrôlables.

Adopté.

Motions des députés:

Célébration de l'arrivée de Jacques Cartier, participation des députés

M. Côté (Gaspé-Nord) propose, appuyé par le représentant de Kamouraska (M. Gagnon), que cette Chambre exprime le vœu que tous les membres du gouvernement et de la Législature de Québec prennent part officiellement à la célébration du quatrième centenaire de l'arrivée de Jacques Cartier au Canada et se rendent à Gaspé, le 25 août prochain, pour se joindre à la délégation du gouvernement canadien et à celle du gouvernement français.

(Il se lève pour appuyer sa motion d'un discours.)

Des voix: Adopté! Adopté!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Nous serons très heureux de nous joindre aux personnes qui assisteront aux fêtes de Gaspé et nous leur souhaitons tout le succès possible.

La motion est adoptée.

Municipalisation de l'électricité

L'ordre du jour appelle la reprise du débat sur la motion de l'honorable M. Taschereau (Montmorency) proposant la deuxième lecture du bill 22 concernant la municipalisation de l'électricité.

Le député de Portneuf (M. Gauthier) n'est pas très bien ce matin³.

La deuxième lecture est remise à une séance ultérieure.

Demandes de documents:**Vues animées,
présence des enfants**

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Delisle), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copies de toutes lettres, correspondances et documents concernant l'admission, en dehors des heures de classe, des enfants à des représentations familiales de vues animées éducationnelles, et spécialement censurées pour eux, dans des locaux offrant le maximum de sécurité contre les accidents.

Adopté.

**Code de procédure civile,
article 716**

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 157 modifiant l'article 716 du Code de procédure civile.

Rejeté sur division.

**Officiers de justice,
palais de justice et prisons**

M. Élie (Yamaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 153 modifiant la loi des salaires de certains officiers de justice et la loi concernant les palais de justice et les prisons.

Rejeté sur division.

Décisions de l'Orateur:**Fonds de
l'assistance publique**

M. l'Orateur rend la décision suivante sur l'objection soulevée, vendredi le 2 mars dernier, sur la deuxième lecture du bill 179 relatif au Fonds de l'assistance publique.

Après avoir examiné le bill 179 relatif au Fonds de l'assistance publique, sur la régularité duquel j'ai réservé ma décision⁴, j'en suis venu à la conclusion que l'objet de ce bill est identique à celui des bills numéros 158 et 159 que j'ai déclarés non

conformes aux règlements le 15 février 1934, parce que leur effet était de constituer une affectation de deniers publics tirés du fonds consolidé de la province pour une fin spéciale, celle de l'assistance publique.

Mon opinion étant que ce bill a un objet similaire, je le déclare donc en contravention avec les articles 447, 670 et 671 du Règlement, et je laisse à la Chambre le soin de le retirer de l'ordre du jour, l'article 449 lui en laissant seule le droit à ce stade de la procédure.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'adoption de ce projet de loi aurait assaini le système de comptabilité du gouvernement en l'empêchant de cacher les déficits.

Actuellement, les ressources qui constituent le Fonds de l'assistance publique vont dans un coffre spécial. Elles devraient être abolies, selon les recommandations faites il y a quelque temps par Price, Waterhouse & Co.

Garder ces fonds spéciaux séparés est signe de mauvaise tenue de livres et d'un financement inadéquat. Le Fonds d'assistance publique devrait être fusionné dans la dette consolidée de la province.

Il (M. Duplessis) s'appuie sur le Règlement pour démontrer que, bien que le bill 179 ait été déclaré hors d'ordre sur la base du fait qu'il en reprenait un autre déjà rejeté au cours de cette session, l'Orateur ne pouvait rayer l'item de l'ordre du jour sans l'adoption d'une motion de révocation et de retrait.

Je demande qu'ait lieu la deuxième lecture.

M. l'Orateur soutient ce point de vue.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill 179 relatif au Fonds de l'assistance publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général⁵.

**Droits annuels ou taxes de
certains commerces**

M. Casgrain (Rivière-du-Loup) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 184 modifiant la loi des cités et villes relativement aux droits annuels ou taxes sur certains commerces soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Rapports de comités:**Comité permanent mixte
des impressions législatives****L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent mixte des impressions législatives. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Perrault pour son président et a décidé de faire imprimer les documents dont les numéros suivent: 63, 65, 70, 82, 83, 86, 90, 91, 92.

Le rapport est adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé, sans amendement, ses amendements aux amendements faits par le Conseil législatif, au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a agréé, sans amendement, les amendements faits par l'Assemblée législative au bill B du Conseil législatif relatif aux arrêtés en conseil mettant à effet la loi des terres et forêts.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 24 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1934 et le 30 juin 1935, et pour d'autres fins du service public⁶.

Messages du lieutenant-gouverneur⁷:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

**Sanction
royale**

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill B du Conseil législatif relatif aux arrêtés en conseil mettant à effet la loi des terres et forêts;

- bill 8 modifiant l'article 599 du Code de procédure civile concernant l'insaisissabilité de certains traitements et salaires;

- bill 10 modifiant la loi des mines de Québec;

- bill 11 modifiant la loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres;

- bill 14 modifiant la loi de la taxe sur les corporations;

- bill 17 modifiant la loi des liqueurs alcooliques pour confier au procureur général la surveillance et la poursuite des infractions;

- bill 18 modifiant la loi des convictions sommaires de Québec concernant les comparutions;

- bill 19 modifiant la loi prolongeant le délai de la prescription des taxes municipales et scolaires et concernant la vente obligatoire de certains immeubles pour taxes;

- bill 20 modifiant la loi des établissements industriels;

- bill 25 modifiant la loi relative aux mécaniciens de machines fixes;

- bill 28 concernant certaines assemblées publiques dangereuses pour l'ordre public, social ou religieux;

- bill 31 modifiant la loi de l'hygiène publique de Québec;

- bill 32 concernant le Bureau central des écoles protestantes de Montréal;

- bill 33 modifiant la loi du salaire minimum des femmes;

- bill 37 relatif à l'extension des conventions collectives de travail;

- bill 38 concernant l'établissement de fermes pour y recevoir les personnes à leur sortie de prison;

- bill 39 modifiant la loi des sociétés coopératives agricoles;

- bill 40 modifiant la loi des employés publics relativement au cautionnement des officiers ou employés publics;

- bill 41 autorisant l'organisation d'une loterie pour fins éducationnelles et d'assistance publique;
- bill 42 modifiant la loi du régime des eaux courantes relativement à certaines expropriations;
- bill 43 pour prévoir la permanence des permis de coupe de bois et l'enregistrement de certains actes s'y rapportant;
- bill 44 relatif aux opérations forestières et aux bûcherons;
- bill 45 modifiant la loi des poseurs de tuyauterie;
- bill 46 modifiant le Code municipal;
- bill 49 modifiant la loi des cités et villes;
- bill 50 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec;
- bill 51 concernant les conventions des corporations municipales ou scolaires avec leurs créanciers;
- bill 52 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la signature de certains jugements;
- bill 57 relatif aux taux de l'électricité;
- bill 58 modifiant la loi des pensions;
- bill 59 modifiant la loi de l'assistance publique de Québec;
- bill 60 modifiant la loi de l'instruction publique;
- bill 61 modifiant la loi de la police et du bon ordre, relativement à la prévention et à la répression d'infractions à des lois particulières;
- bill 63 modifiant la loi des dettes et emprunts municipaux concernant les émissions d'obligations;
- bill 64 modifiant la loi des produits laitiers;
- bill 65 concernant le rachat de terrains détenus en vertu d'un contrat de louage, d'un bail à rente ou constitué dans certains districts électoraux;
- bill 66 concernant la ville de Black Lake;
- bill 68 modifiant la loi des assurances de Québec relativement aux sociétés de secours mutuels;
- bill 69 modifiant la loi du prêt agricole de Québec pour diminuer les frais d'enregistrement des actes et les frais sur les procédures;
- bill 70 modifiant la loi des licences relativement aux distributeurs automatiques;
- bill 71 modifiant la loi des renseignements sur les compagnies concernant les compagnies de cimetière;

- bill 72 concernant la municipalité scolaire de Low-Sud;
- bill 73 modifiant la loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec;
- bill 76 modifiant la charte de l'Association des optométristes et opticiens de la province de Québec;
- bill 81 modifiant la charte de la ville de Mont-Royal;
- bill 84 modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme;
- bill 88 concernant la Maison protestante d'industrie et de refuge de Montréal;
- bill 90 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;
- bill 91 constituant en corporation la ville de Bourlamaque;
- bill 95 modifiant la charte de la cité de Verdun;
- bill 97 concernant l'administration de certains biens de l'Union des municipalités de la province de Québec;
- bill 98 concernant la succession de feu dame Fortunate Blanchard;
- bill 99 modifiant la charte de la cité de Grand'Mère;
- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal;
- bill 102 concernant la charte de la cité de Montréal;
- bill 103 refondant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe;
- bill 104 modifiant la charte de la corporation des révérends pères Oblats de l'Immaculée Conception de Marie;
- bill 106 concernant les coiffeurs pour dames de la province de Québec;
- bill 107 établissant et définissant les pouvoirs d'une corporation devant être connue sous le nom de "Syndics de l'église de l'Ascension de Notre-Seigneur, Westmount";
- bill 112 concernant la paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes;
- bill 113 refondant la charte de la ville de Montréal-Est;
- bill 116 modifiant la charte de la ville de Laval-des-Rapides;
- bill 117 concernant l'adoption de Rosa Mongrain;
- bill 118 modifiant la charte de la Corporation de crédit et d'entrepasage;
- bill 119 permettant à Samuel Julius Smilovitz de changer son nom de famille en celui de Smiley;

- bill 120 permettant à Max Schwartz de changer son nom de famille en celui de Swards;
- bill 121 ratifiant certaines résolutions concernant les emprunts faits par les syndics de la paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi;
- bill 122 concernant les substitutions créées au testament de feu Louis-Ovide Grothé;
- bill 123 concernant les terres en culture dans la ville de Montréal-Ouest;
- bill 124 modifiant la charte de la Montreal Trust Company;
- bill 125 modifiant la charte de la cité de Québec;
- bill 160 modifiant l'article 27 de la loi des véhicules automobiles relativement aux bicycles;
- bill 163 modifiant l'article 123 de la loi des cités et villes;
- bill 171 modifiant l'article 1150 du Code de procédure civile;
- bill 172 concernant la validation d'un règlement de la cité de Sherbrooke;
- bill 173 modifiant la loi de l'instruction publique concernant les ventes d'immeubles pour taxes;
- bill 175 modifiant la loi de pharmacie de Québec;
- bill 177 détachant certains lots de la paroisse de Saint-Ours, dans le district électoral de Richelieu, et les annexant à la paroisse de Saint-Bernard, dans le district électoral de Saint-Hyacinthe, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement;
- bill 181 modifiant le Code civil relativement aux visites des maisons à louer;
- bill 182 modifiant le Code municipal relativement à la qualité d'électeur;
- bill 185 modifiant la loi du salaire minimum des femmes;
- bill 186 modifiant l'article 227 du Code municipal;
- bill 187 modifiant l'article 83 du Code de procédure civile;
- bill 190 modifiant la loi des exemptions de taxes municipales;
- bill 191 modifiant la loi médicale de Québec relativement à la division de la province pour les fins de l'élection du Bureau provincial de médecine;
- bill 192 modifiant le Code de procédure civile concernant les immeubles saisis;
- bill 193 modifiant le Code municipal relativement à la compensation pour l'eau;
- bill 194 modifiant l'article 112 du Code municipal;

- bill 195 modifiant l'article 498a du Code municipal;
- bill 196 concernant la cité du Cap-de-la-Madeleine;
- bill 197 modifiant les articles 15 et 554 du Code de procédure civile;
- bill 243 pour aider à la mise à effet, dans cette province, de toute loi fédérale ayant pour objet d'assurer des débouchés aux produits naturels du Canada, et de celle concernant la faillite, en ce qui regarde les compromis entre créanciers et débiteurs;
- bill 244 concernant l'adoption par les corporations municipales de cités et de villes de tarifs affectant certains voituriers publics;
- bill 245 concernant le prix du lait et de la crème;
- bill 246 pour pourvoir à l'échange de certains terrains aux fins d'activer la colonisation;
- bill 247 autorisant la cité des Trois-Rivières et certaines autres municipalités à contribuer à la célébration du troisième centenaire de la fondation des Trois-Rivières;
- bill 248 modifiant la loi des syndicats professionnels;
- bill 249 relatif à la réception, à la garde et à l'entretien des aliénés dans l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu;
- bill 250 modifiant la loi des droits sur les successions.

Le Greffier du Conseil législatif prononce la sanction royale sur ces bills comme suit:

Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

- bill 24 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1934 et le 30 juin 1935, et pour d'autres fins du service public.

À ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants: "Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill".

Après quoi il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de clore la troisième session de la dix-huitième législature de la province de Québec par le discours suivant⁸:

Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous avez étudié avec un soin tout particulier les mesures qui vous ont été soumises au cours de cette troisième session de la dix-huitième législature, et je vous en félicite.

C'est avec plaisir, croyez-le bien, que j'ai apposé la sanction royale aux lois que vous avez adoptées. J'ai la certitude que ces lois ne manqueront pas d'aider notre population à traverser les jours difficiles que nous vivons et contribueront à maintenir la province dans la bonne voie où elle est depuis longtemps engagée.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie d'avoir voté les crédits nécessaires à l'administration publique. Vous pourrez être assurés que ces crédits seront employés d'une façon judicieuse.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

À l'heure où vous vous proposez de retourner dans vos foyers, je fais des vœux pour votre bonheur personnel et pour le bonheur de vos familles. Je prie aussi la Providence de répandre ses bienfaits sur ceux dont vous êtes les représentants et sur toute la province.

M. l'Orateur du Conseil législatif: C'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit prorogée *sine die*, et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*⁹.

La séance est levée à midi quarante minutes.

NOTES

1. Les journaux mentionnent que l'atmosphère de cette dernière séance est détendue et plutôt à la fête qu'au travail.

2. M. Bertrand fait allusion aux femmes de ménage, un sujet qu'il avait abordé lors de la session de 1933. *Le Soleil* mentionne qu'il fait ses commentaires avec un large sourire.

3. Le député de Portneuf devait prendre la parole, étant donné qu'il avait demandé l'ajournement du débat à la séance du soir du 19 avril 1934.

4. Le 2 mars 1934.

5. Le premier ministre a permis l'adoption du bill 179 en deuxième lecture et son renvoi au comité permanent des bills publics, puisque, avec la prorogation imminente du Parlement, le bill allait de toute façon "mourir" au *Feuilleton*. Cependant, avec cette adoption, la Chambre s'est prononcée en faveur du principe du bill, ce qui devait sans doute faire sourire M. Duplessis.

6. Une fois la besogne terminée, les députés se sont prêtés aux traditions de la Chambre. En attendant le huissier à la verge noire, ils chantaient et laissaient choir par terre des morceaux de papier déchirés. *L'Événement* du 21 avril 1934, à la page 3, précise que les députés "... chantaient avec un bel entrain les airs connus: "Un Canadien errant", "À la claire fontaine", "Sur la route de Berthier", "Sur le grand mâ", et "Vive la Canadienne". Dans ce concert dominaient les voix du Dr Pierre Gauthier (Portneuf), de MM. Jean-Paul Sauvé (Deux-Montagnes), et Hortensius Béique (Chambly)".

7. La prorogation d'une session est, comme l'ouverture, entourée de traditions parlementaires. *Le Canada* du 21 avril 1934, à la page 3, les explique en détail. "Quelques minutes avant midi trente, l'huissier à la verge noire frappa solennellement trois coups à la porte de l'Assemblée. Aimablement, on la lui ouvrit. Il fit trois grands saluts après avoir fait six pas entre chacun. Et, chaque fois qu'il se prosternait, ou presque, devant l'Orateur l'honorable T.-D. Bouchard, les députés soulevaient le couvercle de leurs pupitres en le laissant retomber avec le plus de fracas possible." Lorsque l'huissier a transmis son message, il recommence ses cérémonies, mais en reculant.

8. Le lieutenant-gouverneur, l'honorable M. Carroll, a, à sa droite, les membres du cabinet et, à sa gauche, l'Orateur du Conseil législatif. Il est aussi flanqué de ses aides de camp, les colonels Papineau et Brousseau. *Le Canada* du 21 avril 1934, à la page 3,

précise que "... suivant une antique tradition britannique, MM. Nicol et Bouchard restaient coiffés de leur tricorne pendant que parlait M. H. G. Carroll. Cette persistance à rester coiffés signifie que le peuple souverain n'a pas à s'incliner devant le Roi ou son représentant, pas plus que les lords, du reste. Par contre, chacun des individus qui composent le peuple se doit d'entourer d'un infini respect celui qui personnifie la monarchie."

9. *L'Événement* du 21 avril 1934, à la page 3, fait remarquer que la session qui prend fin est "... l'une des sessions les plus actives et les plus longues de la Législature".

INDEX DES PARTICIPANTS

A**ARCAND, Charles-Joseph (Maisonneuve)**

Accident du travail
 Indemnité
 Bill 150: 181–2
 Médecin
 Libre choix
 Bill 151: 249
 Bûcheron
 Bill 44: 453, 473–4
 Commission des accidents du travail
 Déficit, 724
 Dépense, 103
 Rapport annuel 1933, 709
 Subsides, 600
 Convention collective
 Délai
 Bill 37: 101, 201–4, 597, 674–5
 Établissement industriel
 Bill 20: 220, 326–7, 431–2
 Femme
 Salaire minimum
 Bill 33: 220, 299, 400, 505
 Bill 185: 704
 Mécanicien de machine fixe
 Bill 25: 220, 340, 399, 426
 Ministre du Travail
 Rapport annuel 1932–1933, 45
 Opération forestière
 Bill 44: 453, 473–4
 Orphelin
 Indemnité
 Accident du travail
 Bill 164: 619
 Père de famille
 Travail, 526
 Poseur de tuyauterie
 Bill 45: 220, 340, 360–2, 369
 Subsides, 600
 Syndicat professionnel
 Bill 248: 669–70, 695, 703

AUTHIER, Hector (Abitibi)

Bûcheron
 Bill 44: 464
 Colon
 Transport, 532–5
 Colonisation
 Dépense, 157
 Crédit agricole, 649
 Mines
 Bill 10: 359
 Opération forestière
 Bill 44: 464
 Pension de vieillesse, 230, 238–9

B**BACHAND, Robert-Raoul (Shefford)**

Code de procédure civile
 Bill 168: 195, 224, 328
 Gaudry, Louis-Jules
 Testament
 Bill 110: 100, 127–8, 246, 695
 Immeuble
 Vente
 Bill 168: 195, 224, 328
 Subside fédéral, 356, 370–3

BARRÉ, Laurent (Rouville)

Agriculture
 Subsides, 902
 Assurances
 Réclamation
 Bill 6: 646
 Bourse d'étude
 Étudiant
 Paris (ville), 644
 Bûcheron
 Bill 44: 475, 581
 Chlorure de calcium
 Achat, 863
 Cidre
 Fabrication, 804–5, 837
 Commission municipale de Québec
 Bill 50: 770
 Crédit agricole, 380–1, 719–21, 740–1
 Crème
 Prix
 Bill 245: 835
 Cultivateur
 Emprunt
 Enregistrement
 Frais, 208–9
 Faillite
 Loi, 898–9
 Électricité
 Municipalisation, 908–9
 Établissement industriel
 Bill 20: 327
 Faillite
 Bilan, 337
 Ferme
 Ex-détenu
 Bill 38: 520
 Horticulture
 Subsides, 885
 Lait
 Prix
 Bill 245: 835
 Loterie
 Bill 41: 571

BARRÉ, Laurent (Rouville) (suite)

Mère nécessiteuse
 Allocation, 68–71, 124, 126
 Montréal (cité)
 Charte
 Bill 100: 907
 Opération forestière
 Bill 44: 475, 581
 Pêcherie maritime
 Subsidés, 874
 Pension de vieillesse, 258–60
 Pharmacie
 Bill 175: 650
 Pont
 Rivière Richelieu
 Aménagement, 613–4
 Poseur de tuyauterie
 Bill 45: 369
 Produit canadien
 Loi fédérale
 Bill 243: 817
 Produit laitier
 Bill 64: 731–2
 Route Saint-Hyacinthe-Saint-Hubert
 Aménagement, 613–4
 Route Shawinigan-Grand'Mère
 Aménagement, 614
 Schwartz, Max
 Bill 120: 704
 Société coopérative agricole
 Bill 39: 340
Soleil, Le (journal)
 Paiement, 336
 Subsidés, 874, 885, 902
 Taxe municipale
 Exemption
 Bill 190: 607
 Terrain
 Échange
 Bill 246: 807
 Terres et Forêts
 Bill B: 909–10
 Véhicule automobile
 Bill 161: 236

BÉDARD, Joseph-Éphraïm (Québec)

Cités et villes
 Bill 163: 92, 224, 398
 Code municipal
 Bill 186: 403, 426, 480
 Bill 194: 643, 667, 717–8

BÉŒQUE, Hortensius (Chambly)

Assurances
 Réclamation
 Bill 6: 646

Boulevard Alexandre-Taschereau
 Dépense, 233
 Chemin
 Entretien
 Subsidés, 814
 Chemin de terre
 Amélioration, 133
 Commission municipale de Québec
 Bill 50: 770
 Commission scolaire
 Paiement
 Gouvernement, 346
 Corporation municipale
 Convention
 Créancier
 Bill 51: 299
 Corporation scolaire
 Convention
 Créancier
 Bill 51: 299
 Coupe de bois
 Permis
 Bill 43: 656, 659
 Cultivateur
 Faillite
 Loi, 898
 Exposition américaine
 Représentation
 Dépense, 155
 Femme
 Droit de vote
 Bill 170: 313
 Salaire minimum
 Bill 33: 400
 Gazoline
 Vente, 612–3
 Gravier
 Achat, 755
 Huile
 Vente, 612–3
 Juré
 Indemnité
 Bill 12: 83
 Ministère de la Voirie
 Annonce
 Coût, 155
 Entrepreneur
 Paiement, 643
 Ministère de la Voirie et des Mines
 Certificat, 712–7
 Municipalité
 Contribution
 Chemin, 234, 264
 Comté, 233
 Paiement
 Gouvernement, 347
 Passage à niveau
 Dépense, 103

Pêcherie
 Plan
 Coopération fédérale-provinciale, 448
 Pêcherie maritime
 Subsides, 871
 Produit asphaltique
 Coût, 588
 Produit bitumineux
 Prix, 613
 Produit laitier
 Bill 64: 663
 Route Montréal-Sherbrooke
 Aménagement, 221, 231
 Contrat, 347
 Subsides, 173–4, 690, 797, 814, 871
 Taxe municipale
 Exemption
 Bill 190: 607
 Travaux
 Subvention
 Wolfe (comté), 233, 737
 Yamaska (comté), 234–5, 737
 Travaux publics
 Dépense, 221
 Voirie
 Contrat, 670–1
 Travaux
 Coût, 644
 Octroi
 Wolfe (comté), 670
 Yamaska (comté), 670
 Wolfe (comté), 897
 Yamaska (comté), 897
 Wolfe (comté)
 Employé temporaire, 234
 Voirie, 670
 Subvention, 233
 Yamaska (comté)
 Employé temporaire, 234
 Voirie, 670

BÉLANGER, Arthur (Lévis)

Orphelinat agricole de Saint-Ferdinand
 d'Halifax
 Corporation
 Bill 105: 100, 127, 191, 356–7, 681

BERCOVITCH, Peter (Montréal-Saint-Louis)

Comité permanent des comptes publics
 Rapport, 16
 Hampstead (ville)
 Charte
 Bill 109: 101, 128, 272–3
 Larocque, Marie-Joseph-Armand-Auguste
 Substitution
 Bill 85: 42, 59, 147, 209

Salaberry-de-Valleyfield (cité)
 Charte
 Bill 86: 79, 97, 246, 265
 Schwartz, Max
 Bill 120: 467, 501, 654, 705, 917
 Règlement de l'Assemblée législative
 Suspension, 467
 Smilovitz, Samuel Julius
 Bill 119: 467, 501, 653, 917
 Règlement de l'Assemblée législative
 Suspension, 467

BERTRAND, Pierre (Saint-Sauveur)

Accident du travail
 Indemnité
 Bill 150: 43, 180–1, 185
 Assemblée publique
 Circulaire
 Distribution
 Bill 28: 110
 Assurances
 Réclamation
 Bill 6: 81, 645–6
 Bûcheron
 Bill 44: 475
 Commission municipale de Québec
 Bill 50: 770
 Desmarais, Jules
 Paiement, 859
 Électricité
 Taux
 Bill 57: 878
 Femme
 Salaire minimum
 Bill 33: 505
 Immeuble
 Vente
 Taxe
 Bill 19: 590–1, 841–3
 Liqueur alcoolique
 Infraction
 Bill 17: 848
 Mère nécessiteuse
 Allocation, 125
 Opération forestière
 Bill 44: 475
 Pension de vieillesse, 239
 Père de famille
 Travail, 527
 Police
 Bill 61: 818
 Pont
 Construction
 Île d'Orléans, 417–8
 Poseur de tuyauterie
 Bill 45: 360–1
 Schwartz, Max
 Bill 120: 654, 704–5

BERTRAND, Pierre (Saint-Sauveur) (suite)

Smilovitz, Samuel Julius
 Bill 119: 653
 Subsidies, 417–8, 600, 915
 Syndicat professionnel
 Bill 248: 695–6, 703
 Taxe municipale
 Prescription
 Bill 19: 590–1, 841–3
 Taxe scolaire
 Prescription
 Bill 19: 590–1, 841–3

BOUCHARD, Téléphore-Damien (Saint-Hyacinthe)

Belgique
 Consulat général
 Lettre, 415
 Bibliothèque de la Législature
 Rapport annuel 1933, 179
 Bûcheron
 Traitement, 278
 Conseil législatif
 Message, 191, 195, 232, 244–5, 246, 319,
 360, 365, 383, 432, 441, 467–8, 524,
 531, 539, 587–8, 612, 620–1, 643,
 735–6, 746, 753, 810, 815, 837, 846,
 869, 877, 885–6, 887, 893, 900, 904,
 919
 Fonds de l'assistance publique
 Bill 159: 253–4
 Orateur
 Décision, 278, 343, 886, 918
 Saint-Hyacinthe (cité)
 Charte
 Bill 103: 434–6, 865–6
 Taxe d'hôpital
 Bill 158: 253
 Taxe municipale
 Exemption
 Bill 190: 607

BOUTHILLIER, Alexis (Saint-Jean)

Notre-Dame-Auxiliatrice (paroisse)
 Corporation scolaire
 Territoire
 Bill 108: 80, 111, 607

C**CARON, Amédée (Îles-de-la-Madeleine)**

Bicycle
 Bill 160: 91, 176

Code de procédure civile
 Bill 171: 220, 238, 328
 Subsidies, 174
 Véhicule automobile
 Bill 161: 91, 186, 188, 235
 Bill 162: 91, 384

CASGRAIN, Léon (Rivière-du-Loup)

Charge municipale
 Statuts refondus
 Bill 167: 220, 338, 406
 Cités et villes
 Commerce
 Taxe
 Bill 184: 403, 918
 Code de procédure civile
 Bill 197: 815, 826, 836
 Code municipal
 Bill 167: 220, 338, 406
 Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière
 Charte
 Bill 82: 66, 97, 180, 185, 468
 École supérieure d'agriculture de Sainte-
 Anne-de-la-Pocatière
 Corporation
 Bill 83: 66, 97, 186, 468

CHOUNARD, Alexandre (Gaspé-Sud)

Chemin
 Entretien
 Subsidies, 813
 Colonisation
 Subsidies, 831
 Pêcherie
 Plan
 Coopération fédérale-provinciale, 444–8
 Pêcherie maritime
 Subsidies, 874
 Subsidies, 813, 831, 862, 874

COHEN, Joseph (Montréal-Saint-Laurent)

Barreau de la province de Québec
 Admission
 Poulin, Marcel
 Bill 101: 100
 Better Business Bureau of Montreal, The
 Corporation
 Bill 78: 131, 150
 Coiffeur pour dames
 Bill 106: 277
 Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière
 Charte
 Bill 82: 153
 Collège des chirurgiens dentistes de la
 province de Québec
 Admission

McNally, Thomas Joseph
 Bill 77: 153
 Comité permanent des bills privés
 Rapport, 15, 100, 119, 153, 179, 195,
 219, 233, 253, 277, 343, 365, 421,
 467, 561, 617, 653, 669, 685
 Dawes Porteous, Andrew
 Bill 87: 100
 École supérieure d'agriculture de Sainte-
 Anne-de-la-Pocatière
 Corporation
 Bill 83: 153
 Grand'Mère (cité)
 Charte
 Bill 99: 467
 Hampstead (ville)
 Charte
 Bill 109: 253, 273
 Hôpital Notre-Dame de Montréal
 Charte
 Bill 93: 233
 Hull (cité)
 Charte
 Bill 80: 277
 Institut des Soeurs de Notre-Dame-de-
 Mont-Laurier
 Corporation
 Bill 111: 219
 International Advent Christian Conference
 Bill 79: 119
 Laval-des-Rapides (ville)
 Charte
 Bill 116: 685
 Maison protestante d'industrie et de refuge
 de Montréal
 Bill 88: 101, 128, 343, 398, 856
 Mont-Royal (ville)
 Charte
 Bill 81: 685
 Montréal (cité)
 Charte
 Bill 100: 653
 Bill 102: 669
 Montréal-Est (ville)
 Charte
 Bill 113: 277
 Notre-Dame-Auxiliatrice (paroisse)
 Corporation scolaire
 Territoire
 Bill 108: 561
 Oblats de l'Immaculée Conception de Marie
 Charte
 Bill 104: 421
 Orphelinat agricole de Saint-Ferdinand
 d'Halifax
 Corporation
 Bill 105: 153
 Question de privilège
 Gobeil, Sam, 368–9

Saint-Hyacinthe (cité)
 Charte
 Bill 103: 365
 Saint-Jérôme (ville)
 Charte
 Bill 84: 179, 253
 Salaberry-de-Valleyfield (cité)
 Charte
 Bill 86: 195
 Schwartz, Max
 Bill 120: 617
 Smilovitz, Samuel Julius
 Bill 119: 617
 Subside fédéral, 351–6
 Susta, Jalmar Frederick
 Bill 75: 153
 Terres en culture
 Montréal-Ouest (ville)
 Bill 123: 669
 Trafalgar Institute, The
 Bill 114: 219
 Verdun (cité)
 Charte
 Bill 95: 253

CÔTÉ, Pierre-Émile (Bonaventure)

Comité permanent du Code municipal
 Rapport, 16
 Pêcherie maritime
 Subsidés, 872–4
 Rivière à saumon
 Pêche, 861–2
 Saint-Hyacinthe (cité)
 Charte
 Bill 103: 435–6
 Subsidés, 861–2, 872–4
 Terres et Forêts
 Bill B: 893, 909–11

CÔTÉ, Thomas (Gaspé-Nord)

Cartier, Jacques
 Anniversaire
 Commémoration, 917
 Pêcherie
 Plan
 Coopération fédérale-provinciale, 448

CRÊTE, Joseph-Alphida (Laviolette)

Association des optométristes et opticiens
 de la province de Québec
 Charte
 Bill 76: 66, 97, 271–2
 Bûcheron
 Bill 44: 462–4

CRÊTE, Joseph-Alphida (Laviolette) (suite)

Grand'Mère (cité)
 Charte
 Bill 99: 50, 76, 500
 Opération forestière
 Bill 44: 462-4

D**DANSEREAU, Georges (Argenteuil)**

Saint-Jérôme (ville)
 Charte
 Bill 84: 79, 111, 245, 273
 Véhicule automobile
 Bill 161: 186, 236

DAVID, Athanase (Terrebonne)

Académie
 Construction
 Subsidés, 332
 Accident du travail
 Loi, 102
 Aqueduc
 Deschambault (municipalité), 693, 816
 Archiviste de la province de Québec
 Rapport annuel 1932-1933, 523
 Assemblée publique
 Circulaire
 Distribution
 Bill 28: 66, 108-11, 244, 849
 Assistance publique
 Bill 59: 365, 508, 666
 Loi, 309
 Municipalité
 Contribution, 67, 222
 Bois
 Exportation
 États-Unis, 80
 Bourse d'étude
 Étudiant
 Paris (ville), 644
 Bureau central des écoles protestantes de
 Montréal
 Bill 32: 154, 210, 527
 Cancer
 Film, 230-1
 Colon
 Transport, 634
 Compagnie d'assurances, 816
 Compagnie de chemin de fer
 Taxe
 Exploitation forestière, 218
 Compagnie de cimetièr
 Bill 71: 669, 694

Compagnie de conserves de Napierville
 limitée, 512
 Compagnie de télégraphe
 Bill 2: 37, 45, 95
 Compagnie de téléphone
 Bill 2: 37, 45, 95
 Concours physique
 Bill 29: 66, 111, 142-4
 Contribution scolaire
 Rapport annuel 1931-1932, 92
 Corporation
 Taxe, 80
 Cultivateur
 Fils
 Octroi, 80
 Directeur de l'Assistance publique
 Rapport annuel 1932-1933, 8
 Droit de coupe, 80
 École élémentaire
 Dépense, 512
 École technique
 Subsidés, 331
 Enseignement professionnel
 Loi fédérale, 500
 Entrepôt
 Construction
 Octroi, 264
 Fonds de l'assistance publique, 493
 Fonctionnaire
 Salaire, 95
 Octroi, 63, 71-2
 Fonds publics
 Octroi, 97, 102, 120
Gazette officielle de Québec
 Publication
 Paiement, 68
 Grain
 Vente, 875
 Hôpital
 Subvention, 865
 Hôpital Saint-Jean-de-Dieu
 Bill 249: 669, 735, 838-9
 Hull (cité)
 Emprunt temporaire, 264
 Hull (comté)
 Division d'enregistrement, 523
 Hygiène publique
 Bill 31: 91, 175-6, 357-8
 Institution de charité
 Subsidés, 888
 Institutrice
 Prime
 Subsidés, 843
 Instruction publique
 Bill 60: 321, 328-9, 340, 527-8
 Lake St. John Power & Paper Company, Limited
 Contrat
 Ministre des Terres et Forêts, 356

Limite forestière
 Concession, 81
 Loterie
 Bill 41: 215, 562–8, 571, 589
 Low-Sud (municipalité scolaire)
 Bill 72: 753, 764, 819–21, 839–40
 Mère nécessiteuse
 Allocation, 120–5
 Ministère de la Colonisation
 Dépense
 Yamaska (comté), 816
 Ministre de l'Agriculture
 Certificat
 Octroi
 École d'agriculture, 356
 Entrepôt
 Construction, 356
 Municipalité
 Contribution
 Asile, 68
 École, 68
 Hôpital, 68
 Orphelinat, 68
 Établissement public
 Contribution, 156
 Oeuvre d'art
 Achat
 Subsides, 330–1
 Passage à niveau
 Loi, 102
 Pension de vieillesse, 227, 239–43, 257
 Produit agricole
 Vente
 Loi, 263
 Produit forestier
 Contribution, 80
 Produit laitier
 Bill 64: 732
 Question de privilège
 Gobeil, Sam, 367
 Rente foncière
 Païement, 80
 Retour à la terre, 843–5
 Route Montréal-Hull
 Travaux, 846
 Secrétaire et registraire de la province de Québec
 Rapport annuel 1932-1933, 16
 Service provincial de la démographie
 Rapport annuel 1932, 56
 Service provincial d'hygiène
 Rapport annuel 1932-1933, 56
 Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec, 264
 Société historique
 Bill 23: 44, 58, 96
 Subsides, 169, 330–2, 843–5, 888
 Surintendant de l'Instruction publique
 État financier 1932-1933, 8

Rapport annuel 1932-1933, 8
 Terres de la couronne
 Concession
 Rapport annuel 1932-1933, 16
 Unité sanitaire
 Coût, 92–3
 Fondation américaine
 Octroi, 156
 Université de Montréal
 Subsides, 331
 Véhicule automobile
 Bill 161: 187
 Voirie
 Loi, 356
 Travaux
 Vaillancourt, Almyra, 175
 Saint-Placide (paroisse), 175

DELISLE, Gustave (Chicoutimi)

Comité permanent des règlements
 Rapport, 15, 41–2, 49–50, 65, 79, 91, 100, 131, 149, 153, 195, 365, 441, 468, 561, 685, 815

DESMARAIS, Stanislas-Edmond (Richmond)

Code civil
 Bill 189: 421, 540
 Commerce
 Prescription
 Bill 189: 421, 540
 Taxe municipale
 Exemption
 Bill 190: 493, 541, 606–7, 619

DROUIN, Oscar (Québec-Est)

Cartier, Jacques
 Anniversaire
 Commémoration, 871
 Charbon de bois
 Production, 431
 Vente, 431
 Compagnie de chemin de fer
 Congédiement, 611–2
 Électricité
 Municipalisation
 Bill 22: 823
 Montréal (cité)
 Charte
 Bill 100: 703
 Québec (cité)
 Charte
 Bill 125: 907
 Susta, Jalmar Frederick
 Bill 75: 50, 76, 209

DUFFY, William James (Compton)

Bûcheron
 Bill 44: 461–2
 Opération forestière
 Bill 44: 461–2

DUGAS, Lucien (Joliette)

Barreau de la province de Québec
 Admission
 Poulin, Marcel
 Bill 101: 50, 76, 127
 Code civil
 Bill 178: 335, 362
 Code de procédure civile
 Bill 187: 421, 520
 Comité permanent des bills privés
 Rapport, 815
 Crédit agricole, 381, 427–9
 Grothé, Louis-Ovide
 Succession
 Bill 122: 540, 574, 681, 748
 Règlement de l'Assemblée législative
 Suspension, 540
 Immeuble
 Vente
 Taxe
 Bill 173: 277, 328, 666–7
 Instruction publique
 Bill 173: 277, 328, 666–7
 Joliette (cité)
 Taxe, 881
 Notre-Dame de Lourdes (paroisse)
 Bill 112: 153, 210, 415, 588
 Véhicule automobile
 Bill 161: 187
 Vente à tempérament
 Bill 178: 335, 362

DUPLESSIS, Maurice Le Noblet (Trois-Rivières)

Accident du travail
 Indemnité
 Bill 150: 182–3
 Loi, 61, 117
 Médecin
 Libre choix
 Bill 151: 43–4, 248–9
 Recours
 Bill 165: 531–2
 Agent commercial
 Subsidés, 210–1
 Agriculture
 Politique gouvernementale, 19–20
 Subsidés, 902
 Agronomie
 Subsidés, 884
 Arpentage, 879

Subsidés, 223–4
 Arrêté en conseil
 Production, 269
 Asile d'aliénés
 Municipalité
 Paiement, 405
 Assemblée publique
 Circulaire
 Distribution
 Bill 28: 66, 108–10, 244, 849
 Assistance publique
 Bill 59: 365
 Loi
 Municipalité
 Contribution, 67, 222
 Assurances
 Bill 34: 339
 Réclamation
 Bill 6: 81, 634, 645–7
 Beaux-arts
 Collection, 232
 Bicycle
 Bill 160: 176
 Black Lake (ville)
 Bill 66: 344
 Bois
 Commerce
 Subsidés, 210
 Exportation
 États-Unis, 46
 Bon du trésor
 Emprunt temporaire, 404
 Boulamaque (ville)
 Corporation
 Bill 91: 763
 Bûcheron
 Bill 44: 154, 387–91, 393–7, 454–5, 457–8,
 469, 473, 475–9, 481–2, 486–90, 501–4,
 528, 575–9
 Traitement, 267–8
 Bureau central des écoles protestantes de
 Montréal
 Bill 32: 154
 Canada Power & Paper Corporation, 346
 Cap-de-la-Madeleine (cité)
 Bill 196: 811
 Charge municipale
 Statuts refondus
 Bill 167: 338, 406
 Chemin
 Entretien
 Subsidés, 813
 Chemin de colonisation
 Subsidés, 860–1
 Chômage
 Loi, 816
 Chômeur
 Aide
 Loi, 71

- Octroi, 60–1
- Cidre
 - Fabrication, 837
- Cités et villes
 - Bill 163: 398
- Code civil
 - Bill 189: 540
- Code de procédure civile
 - Bill 157: 51, 75–6, 918
 - Bill 188: 421, 480
- Code municipal
 - Bill 167: 338, 406
 - Bill 182: 504
- Collège classique
 - Subsides, 331
- Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière
 - Charte
 - Bill 82: 180, 185
- Colon
 - Transport, 534
- Colonisation
 - Subsides, 826–7, 829–31
- Commerce
 - Prescription
 - Bill 189: 540
- Commission des accidents du travail
 - Contribution annuelle, 61
 - Déficit, 724
 - Dépense, 103
 - Rapport annuel 1933, 709
 - Subsides, 599–600
- Commission des liqueurs
 - Revenu, 57
- Commission municipale de Québec
 - Bill 50: 770
- Compagnie d'assurances, 681, 856–7
- Compagnie de chemin de fer
 - Taxe
 - Exploitation forestière, 179–80
- Compagnie de cimetière
 - Bill 71: 669, 694
- Compagnie de télégraphe
 - Bill 2: 95
- Compagnie de téléphone
 - Bill 2: 95
- Compte de banque
 - Québec (province), 222, 337, 404, 424, 889–90
- Concours oratoire
 - Étudiant
 - Université Laval, 378
- Concours physique
 - Bill 29: 66, 143–4
- Conférence interprovinciale d'Ottawa, 55–6
- Conseil économique
 - Création, 677–8
- Consolidated Paper Corporation, Limited, 345
- Contrat de travail
 - Extension juridique, 231
- Convention collective
 - Délai
 - Bill 37: 101, 204, 597
- Conviction sommaire
 - Comparution
 - Bill 18: 96
- Corporation
 - Taxe, 179
 - Bill 14: 101, 248, 377, 412–5, 506–7, 514–6
- Corporation municipale
 - Convention
 - Créancier
 - Bill 51: 298–9
- Corporation scolaire
 - Convention
 - Créancier
 - Bill 51: 299
- Coupe de bois
 - Permis
 - Bill 43: 301–6, 635–42, 655–61, 662–3, 687–8, 697–700, 702–3, 705–8, 718
- Créance hypothécaire
 - Bill 11: 42
- Crédit agricole, 623, 720, 723–4, 738–40
- Crème
 - Prix
 - Bill 245: 835
- Cultivateur
 - Emprunt
 - Enregistrement
 - Frais, 207, 209
- Faillite
 - Loi, 898
- Fils
 - Établissement, 19, 20
- Débenture
 - Achat
 - Date, 513
- Département du Trésor
 - Valeur
 - Achat, 444
- Dette publique, 893–6
- Dimanche
 - Loi, 322–3, 326
- Discours du trône
 - Adresse en réponse, 13–4, 18–24
- Distributeur automatique
 - Bill 70: 680–1, 686–7
- Droit de coupe, 45–6
 - Cour Suprême
 - Jugement, 366
 - Diminution, 66
 - Paiement, 280
- Droits sur les successions
 - Bill 250: 850–1, 855–6, 857–9, 869–70

DUPLESSIS, Maurice Le Noblet (Trois-Rivières) (suite)

Duplessis, Maurice
 Anniversaire, 897
 École de réforme
 Municipalité
 Paiement, 405
 École supérieure d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière
 Corporation
 Bill 83: 186
 École technique
 Subsidés, 331
 Édifice public
 Subsidés, 915
 Électeur municipal
 Bill 182: 504
 Électricité
 Milieu rural, 20
 Municipalisation, 909
 Bill 22: 43, 822
 Taux, 21, 437–9
 Bill 57: 834, 877–8
 Emprunt temporaire
 Gouvernement, 46, 67
 Établissement industriel
 Bill 20: 327–8
 État des mandats spéciaux 1933-1934, 46
 Femme
 Droit de vote
 Bill 170: 313, 318
 Salaire minimum
 Bill 33: 299–300, 400, 505
 Bill 185: 403
 Ferme
 Ex-détenu
 Bill 38: 102, 518–9
 Fleuve Saint-Laurent
 Canalisations, 44
 Fonds consolidé du revenu
 Dépense
 Chômeur
 Aide, 338
 Pont-route
 Construction, 338
 Retour à la terre, 338
 Fonds d'amortissement
 Obligation
 Remboursement, 47
 Québec (province)
 Dette, 404
 Paiement, 280
 Fonds de l'assistance publique, 71, 117
 Avance de fonds, 150
 Bill 159: 51, 216
 Bill 179: 343–4, 411
 Fonctionnaire
 Salaire, 94–5

Octroi, 72
 Fonds pour le troisième centenaire de Trois-Rivières
 Bill 247: 757
 Fonds publics
 Octroi, 59–60
 Forêt
 Politique gouvernementale, 21
 Protection, 751
 Fromage
 Production, 211
Gazette officielle de Québec
 Publication
 Paiement, 67–8
 Gazoline
 Bill 15: 42, 196–201, 247, 376
 Gouvernement
 Banque
 Revenu, 443
 Grothé, Louis-Ovide
 Succession
 Bill 122: 748
 Hampstead (ville)
 Charte
 Bill 109: 272–3
 Hôpital
 Subvention, 321
 Hôpital Saint-Jean-de-Dieu
 Bill 249: 735, 839
 Horticulture
 Subsidés, 884–5
 Hospice
 Subvention, 321
 Huissier
 Bill 7: 107
 Hygiène publique
 Bill 31: 357
 Immeuble
 Vente
 Taxe
 Bill 19: 589–91, 836, 840, 842, 908
 Imprimeur du roi
 Bureau
 Dépense, 404
 Industrie du bois de sciage, 878
 Subsidés, 860
 Ingénieur forestier
 Subsidés, 852
 Institution de charité
 Subsidés, 888
 Institutrice
 Prime
 Subsidés, 843
 Instruction publique
 Bill 60: 329, 527
 Juré
 Indemnité
 Bill 12: 82–5, 106–7

- Lait
 - Prix
 - Bill 245: 835
- Lake St. John Power & Paper Company, Limited
 - Ministre des Terres et Forêts
 - Contrat, 231
- Licence
 - Bill 70: 680–1, 686–7
- Lieu d'amusement
 - Licence
 - Bill 4: 50, 76, 298
- Limite forestière
 - Concession, 46
- Liqueur alcoolique
 - Heures d'affaires
 - Bill 5: 38
 - Infraction
 - Bill 17: 777, 847–9
 - Bill 166: 604–5
- Loi 21 George V
 - Bill 155: 85–6
 - Bill 156: 88–9
- Loterie
 - Bill 41: 565, 567–8, 570–1
- Loterie provinciale, 661
- Low-Sud (municipalité scolaire)
 - Bill 72: 820–1
- Mandat
 - Émission, 46
 - Auditeur, 46
- Mère nécessiteuse
 - Allocation, 126
- Mines
 - Bill 10: 358–60, 360, 377, 562
 - Subsides, 678–9, 683–4
- Ministère des Affaires municipales
 - Emprunt municipal
 - Autorisation, 254
- Ministre de l'Agriculture
 - Réponse
 - Correction, 276
- Montréal (cité)
 - Charte
 - Bill 102: 111, 887
- Montréal (ville)
 - Bill
 - Session spéciale, 803
- Montreal Trust Company
 - Charte
 - Bill 124: 747–8, 833
- Moulin à scie, 878
- Municipalité
 - Contribution
 - Asile, 68
 - École, 68
 - Hôpital, 68
 - Orphelinat, 68
 - Établissement public
 - Contribution, 156
 - Politique gouvernementale, 22–3
- Obligation
 - Émission
 - Bill 174: 278, 407–8, 410–1
 - Rachat
 - Bill 54: 297, 348
- Oeuvre d'art
 - Achat
 - Subsides, 330–1
- Opération forestière
 - Bill 44: 154, 387–91, 393–7, 454–5, 457–8, 469, 473, 475–9, 481–2, 486–90, 501–4, 528, 575–9
- Orateur
 - Décision, 918
 - Épouse
 - Décès, 47
- Orphelin
 - Indemnité
 - Accident du travail
 - Bill 164: 149, 619–20
- Orphelinat
 - Subvention, 321
- Orphelinat agricole de Saint-Ferdinand d'Halifax
 - Corporation
 - Bill 105: 191
- Pêcherie
 - Plan
 - Coopération fédérale-provinciale, 772–4, 776, 796–7, 803–4
- Pêcherie maritime
 - Subsides, 872–5
- Pension
 - Bill 58: 508
 - Loi, 335
- Pension de vieillesse, 242–3, 258, 261–2
- Pharmacie
 - Bill 175: 381, 675
- Police
 - Bill 61: 755–6, 817–8
- Pont
 - Construction
 - Île d'Orléans, 416–8
 - Octroi de contrats
 - Caughnawaga (municipalité), 418
 - Subsides, 529–30
- Pont Caughnawaga
 - Construction
 - Contrat, 132
 - Coût, 132
 - Soumission, 132
- Pont de la baie de Gaspé
 - Bill 35: 190
- Pont Montréal-Longueuil
 - Dépense, 405
- Poseur de tuyauterie
 - Bill 45: 361, 369

DUPLESSIS, Maurice Le Noblet (Trois-Rivières) (suite)

Premier ministre
 Anniversaire, 423
 Prêt agricole
 Bill 69: 673–4, 688–9, 756–7
 Produit canadien
 Loi fédérale
 Bill 243: 801–2, 817, 826
 Produit forestier
 Loi, 61
 Produit laitier
 Bill 64: 595–6, 664–6, 683, 732, 765–6
 Québec (ville)
 Aménagement, 416
 Question de privilège
 Gobeil, Sam, 366–8
 Moulin à papier
 Cap-de-la-Madeleine (ville), 693
 Pêcherie
Action catholique, L' (journal)
 Accusation, 904
 Radio
 Bill 155: 85–6
 Radiodiffusion
 Responsabilité civile
 Bill 156: 88–9
 Régime des eaux courantes
 Expropriation
 Bill 42: 758
 Renard
 Élevage
 Subsidés, 861
 Rente foncière
 Diminution, 67
 Paiement, 46, 280
 Ressources naturelles
 Exploitation, 22
 Retour à la terre, 844–5
 Politique gouvernementale, 19
 Rivière à saumon
 Pêche, 862
 Route
 Subsidés, 529–30
 Route d'hiver
 Entretien
 Subsidés, 758
 Saint-Hyacinthe (cité)
 Charte
 Bill 103: 434, 436
 Saint-Jérôme (ville)
 Charte
 Bill 84: 245, 273
 Salaberry-de-Valleyfield (cité)
 Charte
 Bill 86: 246, 265, 384
 Schwartz, Max
 Bill 120: 654

Société coopérative agricole
 Bill 39: 340, 592
 Société coopérative fédérée des agriculteurs
 de la province de Québec
 Corporation
 Bill 73: 587, 682–3
Soleil, Le (journal)
 Paiement, 336
 St. Maurice Valley Corporation, 346
 Subside fédéral, 375, 652, 671
 Subsidés, 36, 169, 210–2, 223–4, 250–1,
 267–8, 330–1, 416–8, 437–9, 509,
 529–30, 599–600, 677–9, 683–4,
 690, 751, 758, 797, 813, 826–7,
 829–31, 843–5, 852, 860–2, 864,
 872–5, 879, 884–5, 888, 893–6, 902,
 905–6, 915
 Syndicat professionnel
 Bill 248: 695
 Taxe
 Corporation
 Loi
 Pénalité, 47
 Taxe d'hôpital
 Bill 158: 51, 215–6, 273–5
 Taxe municipale
 Exemption
 Bill 190: 607
 Prescription
 Bill 19: 589–91, 836, 840, 842, 908
 Taxe scolaire
 Prescription
 Bill 19: 589–91, 836, 840, 842, 908
 Terrain
 Échange
 Bill 246: 765, 805–6, 808–9, 812
 Terres et Forêts
 Bill B: 909–11
 Timbre
 Achat, 58
 Impression, 58
 Timbre de loi
 Vente, 404–5
 Travaux publics
 Dépense, 511
 Trésorerie
 Bureau
 Règlement, 46
 Sous-ministre
 Allocation, 905–6
 Trois-Rivières (cité)
 Fondation
 Anniversaire
 Bill 16: 145–7
 Université de Montréal
 Subsidés, 331
 Université Laval
 Étudiant
 Arrestation, 711

Véhicule automobile
 Bill 30: 101, 597–9, 819
 Bill 161: 189
 Licence
 Coût, 676
 Véhicule automobile non utilisé
 Enregistrement
 Bill 152: 74–5
 Voirie
 Dépense, 254
 Loi, 231
 Travaux
 Soumission, 425
 Voiturier public
 Tarif
 Bill 244: 866–8, 881

DUVAL, Médéric (Montcalm)

Colon
 Transport, 537

E

ÉLIE, Antonio (Yamaska)

Animal
 Tuberculine, 192
 Aqueduc
 Deschambault (municipalité), 693, 748–9
 Bûcheron
 Bill 44: 583–4
Bulletin de la ferme
 Octroi, 679, 712
 Chemin
 Dépense, 753
 Colonisation
 Comté, 232
 Compagnie de conserves de Napierville
 limitée, 511–2, 633
 Conseil économique
 Création, 677
 Coopérative avicole
 Trois-Rivières (district)
 Subvention, 112
 Coopérative fédérée de Québec
 Achat
 Coût, 404
 Créancier
 Garantie, 117
 Octroi, 271
 Publicité
 Journal d'agriculture, 262
 Crédit agricole, 592–4
 Cultivateur
 Emprunt
 Enregistrement
 Frais, 208–9

Fils, 61
 Municipalité, 337
 Défrichement
 Prime, 105, 469
 Comté, 254
 Département de la Colonisation
 Pont en bois
 Construction, 321
 École d'agriculture
 Octroi, 116
 Entrepôt
 Construction
 Octroi, 62
 Ferme de démonstration, 280
 Coût, 191
 Dépense, 263
 Gouvernement fédéral
 Octroi, 120
 Subsides, 120
 Grain
 Vente, 748
 Grain de semence
 Gouvernement
 Dépense, 336
 Jardin zoologique de Québec, 736
 Coût, 175
Journal d'agriculture
 Coût, 116
 Publicité, 403
 Lot
 Estcourt (paroisse), 156
 Octroi, 105
 Vente, 737
 Marché agricole
 Dépense, 112, 116
 Ministère de la Colonisation
 Dépense
 Yamaska (comté), 653
 Ministère de l'Agriculture
 Budget, 493–9
 Ministre de l'Agriculture
 Certificat
 Octroi
 École d'agriculture, 111
 Entrepôt
 Construction, 111
 Dépense, 626–33
 Moulée alimentaire
 Prix
 Journal d'agriculture
 Publication, 810
 Municipalité
 Population, 337
 Musée d'histoire naturelle
 Aménagement
 Coût, 693–4
 Officier de justice
 Salaire
 Bill 153: 50–1, 85, 608, 918

ÉLIE, Antonio (Yamaska) (suite)

Opération forestière
 Bill 44: 583–4
 Palais de justice
 Bill 153: 50–1, 85, 608, 918
 Passage à niveau
 Loi, 62
 Pont
 Construction, 93–4
 Île d'Orléans
 Coût, 156
 Pont de péage
 Gardien
 Salaire, 275, 338
 Revenu, 95
 Prison
 Bill 153: 50–1, 85, 608, 918
 Produit agricole
 Entrepôt
 Construction, 116
 Vente, 61–2
 Route Dorion
 Chemin
 Entretien, 404
 Route Lévis-Saint-Lambert-Dundee
 Aménagement
 Coût, 281
 Société coopérative agricole
 État financier 1933, 480
 Incorporation, 480
 Société coopérative fédérée des agriculteurs
 de la province de Québec, 62
 Prêt, 649–50
 Subsidés, 169–72, 677
 Terrain
 Échange
 Bill 246: 765, 823–4
 Terrain amélioré, 337

F**FAUTEUX, Gaspard (Montréal-Sainte-Marie)**

Coiffeur pour dames
 Bill 106: 131, 150, 328, 681
 Règlement de l'Assemblée législative
 Suspension, 99
 Colmore Grant, Charles
 Succession
 Bill 94: 131, 150, 272
 Règlement de l'Assemblée législative
 Suspension, 99
 Femme
 Droit de vote
 Bill 170: 215, 309–13
 Gazoline

Bill 15: 198
 Hôpital Notre-Dame de Montréal
 Charte
 Bill 93: 131, 150, 265, 695
 Règlement de l'Assemblée législative
 Suspension, 99
 Pharmacie
 Bill 175: 278, 381, 650–1, 675

FILION, Joseph (Laval)

Agriculture
 Subsidés, 903
 Laval-des-Rapides (ville)
 Charte
 Bill 116: 397–8, 415, 694–5
 Règlement de l'Assemblée législative
 Suspension, 397
 Montréal-Est (ville)
 Charte
 Bill 113: 157, 193, 319
 Subsidés, 172–3, 903

FILLION, Joseph-Ludger (Lac-Saint-Jean)

Bûcheron
 Bill 44: 472–3
 Opération forestière
 Bill 44: 472–3

FISHER, Martin Beattie (Huntingdon)

Autobus
 Licence
 Revenu, 103
 Commission du prêt agricole, 711
 Crédit agricole, 622–3
 Exposition agricole
 Octroi, 57
 Gazoline
 Taxe
 Revenu, 134
 Immeuble
 Vente
 Taxe
 Bill 19: 836
 Mère nécessiteuse
 Allocation, 126
 Pension
 Bill 58: 508
 Prêt agricole
 Demande, 736
 Subsidés, 157–63
 Taxe municipale
 Prescription
 Bill 19: 836
 Taxe scolaire
 Prescription
 Bill 19: 836

Unité sanitaire
 Fondation américaine
 Octroi, 156
 Véhicule automobile
 Bill 30: 819
 Licence
 Coût, 675–7
 Véhicule automobile non utilisé
 Enregistrement
 Bill 152: 43, 72–3
 Véhicule-moteur
 Enregistrement
 Revenu, 134
 Loi
 Revenu, 255
Women's Institute of Quebec Province
 Manuel
 Impression, 193

FORTIER, Émery-Hector (Sherbrooke)

Sherbrooke (cité)
 Règlement
 Validation
 Bill 172: 271, 306, 348

FORTIN, Joseph-Édouard (Beauce)

Bourlamaque (ville)
 Corporation
 Bill 91: 711
 Comité permanent des bills privés
 Rapport, 711, 855
 Crédit agricole, 727–30
 Cultivateur
 Emprunt
 Enregistrement
 Frais, 209
 Département de la Voirie
 Produit, 863
 Femme
 Droit de vote
 Bill 170: 313–7
 Macurban Asphalt Limited, 754
 Québec (cité)
 Charte
 Bill 125: 855
 Rolland, Marie-Blanche
 Succession
 Bill 115: 468, 501, 608
 Règlement de l'Assemblée législative
 Suspension, 277, 468
 Syndic
 Emprunt
 Saint-François-Xavier de Chicoutimi
 (paroisse)
 Bill 121: 524, 540, 654, 777
 Règlement de l'Assemblée législative
 Suspension, 523–4

Véhicule automobile
 Bill 161: 235, 237

FRANCOEUR, Joseph-Achille (Montréal-Dorion)

Compagnie de chemin de fer
 Congédiement, 524, 611
 Établissement industriel
 Bill 20: 326–7
 Salaire, 432–3, 437
 Femme
 Salaire minimum
 Bill 33: 400
 Fleuve Saint-Laurent
 Canalisation, 44
 Maison de commerce
 Salaire, 432–3, 437
 Mont-Royal (ville)
 Charte
 Bill 81: 80, 97, 725
 Montréal (cité)
 Charte
 Bill 100: 703
 Pension de vieillesse, 259–60
 Père de famille
 Travail, 520–2, 526–7
 Poseur de tuyauterie
 Bill 45: 362

FRANCOEUR, Joseph-Napoléon (Lotbinière)

Bûcheron
 Bill 44: 450, 458
 Chemin de fer
 Rapport annuel 1932, 56
 Chômage
 Loi, 816
 Chômeur
 Aide
 Loi
 Octroi, 60
 Comité permanent des chemins de fer et
 autres moyens de communication
 Rapport, 16
 Compagnie de chemin de fer
 Congédiement, 612
 Cultivateur
 Emprunt
 Enregistrement
 Frais, 208
 Dette publique, 895
 Édifice public
 Subsidés, 915
 Électricité
 Taux, 437–9

FRANCOEUR, Joseph-Napoléon (Lotbinière)
(suite)

Immeuble
 Vente
 Taxe
 Bill 19: 840
 Incendie
 Enquête
 Bill 27: 154, 217–8
 Prévention
 Bill 26: 153, 209, 216–7, 266
 Ministre des Travaux publics
 Rapport annuel 1932-1933, 5
 Mont-Royal (ville)
 Charte
 Bill 81: 725
 Montreal Trust Company
 Charte
 Bill 124: 748
 Musée d'histoire naturelle
 Aménagement
 Coût, 694
 Opération forestière
 Bill 44: 450, 458
 Pension de vieillesse, 225–6, 228–30, 257,
 261–2
 Pont
 Construction, 93–4
 Île d'Orléans, 417–8
 Coût, 156
 Octroi de contrats
 Caughnawaga (municipalité), 418
 Subsidés, 529–30
 Pont Caughnawaga
 Construction
 Contrat, 132
 Coût, 132
 Soumission, 132
 Pont de la baie de Gaspé
 Bill 35: 189–91, 196
 Pont de péage
 Gardien
 Salaire, 275–6, 338
 Revenu, 95
 Québec (ville)
 Aménagement, 416
 Route
 Subsidés, 529–30
 Route 51
 Travaux de chômage
 Park (canton), 157
 Pohénégamook (canton), 157
 Secours direct
 Coût, 512
 Montréal (cité)
 Réclamation, 271
 Subsidés, 416–8, 437–9, 529–30, 895, 915
 Taxe municipale

Prescription
 Bill 19: 840
 Taxe scolaire
 Prescription
 Bill 19: 840
 Travaux
 Subvention
 Wolfe (comté), 737
 Yamaska (comté), 737

FRIGON, Joseph-Auguste (Saint-Maurice)

Bûcheron
 Bill 44: 581–2
 Crédit agricole, 741
 Opération forestière
 Bill 44: 581–2
 Pension de vieillesse, 257

G**GABIAS, Joseph-Maurice (Montréal-Saint-Henri)**

Assurances
 Réclamation
 Bill 6: 646
 Montréal (cité)
 Charte
 Bill 100: 149, 209, 703–4
 Pratt, John
 Succession
 Bill 89: 66, 97, 150

GAGNON, Henri-Louis (Frontenac)

Terrain
 Échange
 Bill 246: 806–7
 Véhicule automobile
 Bill 161: 235–7

GAGNON, Pierre (Kamouraska)

Bûcheron
 Bill 44: 464
 Crédit agricole, 594, 621–2
 Opération forestière
 Bill 44: 464
 Route 51
 Travaux de chômage
 Park (canton), 156
 Pohénégamook (canton), 156
 Véhicule automobile
 Bill 161: 186–7

GAULT, Charles Ernest (Montréal-Saint-Georges)

Assemblée publique
 Circulaire
 Distribution
 Bill 28: 110
 Beauharnois Light, Heat and Power Company
 Obligation, 880
 Church Society of the Diocese of Quebec, The
 Bill 96: 50, 76, 127, 524–5
 Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec
 Admission
 McNally, Thomas Joseph
 Bill 77: 101, 128, 180, 717
 Commission municipale de Québec
 Bill 50: 770
 Hull (cité)
 Charte
 Bill 80: 42
 Juré
 Indemnité
 Bill 12: 107
 Montréal (cité)
 Charte
 Règlement de l'Assemblée législative
 Suspension, 119
 Pêcherie maritime
 Subsides, 875
 Premier ministre
 Anniversaire, 423
 Subsides, 875
 Trafalgar Institute, The
 Bill 114: 149, 169, 246, 588
 Règlement de l'Assemblée législative
 Suspension, 99
 Voiturier public
 Tarif
 Bill 244: 868

GAUTHIER, Pierre (Portneuf)

Betterave à sucre
 Culture, 770–1
 Bois de chauffage
 Production, 610
 Bûcheron
 Traitement, 266–7
 Charbon de bois
 Vente, 378–9
 Cidre
 Fabrication, 805, 837
 Commission des écoles catholiques de Montréal
 Bill 90: 100
 Électricité
 Municipalisation, 909

Mère nécessiteuse
 Allocation, 71
 Pension de vieillesse, 262
 Subsides, 251, 266–7
 Véhicule automobile
 Bill 161: 189
 Véhicule automobile non utilisé
 Enregistrement
 Bill 152: 75

GIGUÈRE, Joseph-Philibert (Dorchester)

Charbon de bois
 Production, 429–31
 Vente, 380, 429–31
 Discours du trône
 Adresse en réponse, 35–6

GODBOUT, Joseph-Adélard (L'Islet)

Agriculture
 Subsides, 902
 Agronomie
 Subsides, 883–4
 Animal
 Tuberculine, 192–3
 Betterave à sucre
 Culture, 771–2
Bulletin de la ferme
 Octroi, 679–80
 Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation
 Rapport, 16
 Compagnie de conserves de Napierville
 limitée, 633
 Coopérative avicole
 Trois-Rivières (district)
 Subvention, 112
 Coopérative fédérée de Québec
 Créancier
 Garantie, 117
 Octroi, 271
 Publicité
 Journal d'agriculture, 263
 Créance hypothécaire
 Bill 11: 42, 58, 507
 Crème
 Prix
 Bill 245: 769, 835–6
 Cultivateur
 Emprunt
 Enregistrement
 Frais, 207
 École d'agriculture
 Octroi, 116
 Subsides, 888
 Exposition agricole
 Octroi, 57

GODBOUT, Joseph-Adélar (L'Islet) (suite)

Ferme
 Ex-détenu
 Bill 38: 519
 Ferme de démonstration, 280–1, 680
 Coût, 192
 Dépense, 263
 Fromage
 Production, 211
 Horticulture
 Subsides, 884–5
 Industrie animale
 Subsides, 889
 Industrie laitière
 Prix, 211
Journal d'agriculture
 Coût, 116
 Laine
 Vente
 Europe, 810
 Lait
 Prix
 Bill 245: 769, 835–6
 Marché agricole
 Dépense, 112–6
 Ministère de l'Agriculture
 Budget, 493–500
 Ministre de l'Agriculture
 Dépense, 626–33
 Rapport annuel 1932-1933, 45
 Réponse
 Correction, 276
 Moulée alimentaire
 Prix
 Journal d'agriculture
 Publication, 810
 Produit agricole
 Entrepôt
 Construction, 116
 Produit laitier
 Bill 64: 511, 594–6, 663–6, 683, 730, 732, 766, 778
 Société coopérative agricole
 Bill 39: 149, 339–40, 591–2
 État financier 1933, 480
 Incorporation, 480
 Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec
 Corporation
 Bill 73: 587, 682–3, 687
 Prêt, 649–50
 Subsides, 162, 211, 883–5, 888, 889, 902
 Véhicule automobile
 Bill 161: 187–8
Women's Institute of Quebec Province
 Manuel
 Impression, 193

GRANT, William-Pierre (Champlain)

Cap-de-la-Madeleine (cité)
 Bill 196: 769, 777–8, 811

GUERTIN, Aimé (Hull)

Agent de recouvrement
 Cautionnement
 Bill 176: 321, 528
 Agriculteur
 Situation, 31–2
 Assemblée législative
 Procès-verbal
 Coût, 712
 Session
 Coût, 712
 Assemblée publique
 Circulaire
 Distribution
 Bill 28: 110
 Assurances
 Réclamation
 Bill 6: 81
 Billot de bois
 Mesure, 687
 Bûcheron
 Bill 44: 231, 388–9, 391, 393, 396–7, 449–53, 455–7, 461, 474–5, 477–8, 482, 502, 528, 575, 582–3
 Grève
 Rouyn (ville), 618
 Rapport, 650
 Traitement, 268
 Chantier de bois
 Enfant
 Statistiques, 679
 Femme
 Statistiques, 679
 Charge municipale
 Statuts refondus
 Bill 167: 338
 Chemin
 Travaux
 Messines (canton), 357
 Code municipal
 Bill 167: 338
 Commission des accidents du travail
 Déficit, 724
 Compte à percevoir, 736
 Coupe de bois
 Permis
 Bill 43: 657
 Crédit agricole, 625–6, 719–20
 Discours du trône
 Adresse en réponse, 31–4
 École élémentaire
 Dépense, 512

- Électricité
 - Municipalisation
 - Bill 22: 823, 881–2
- Enseignement professionnel
 - Loi fédérale, 500
- Établissement industriel
 - Bill 20: 326–8, 432
 - Salaire, 433, 573–5
- Femme
 - Salaire minimum
 - Bill 33: 299–300, 400
 - Bill 185: 403, 528, 704
- Ferme
 - Ex-détenu
 - Bill 38: 102, 518–9
 - Gouvernement
 - Achat, 405
- Ferme de démonstration, 680
- Feu de forêt
 - Bilan, 425
- Garde-feu
 - Salaire, 425
- Huissier
 - Bill 7: 107–8
- Hull (cité)
 - Charte
 - Bill 80: 59, 319
 - Emprunt temporaire, 231
- Hull (comté)
 - Division d'enregistrement, 296
- Immeuble
 - Vente
 - Taxe
 - Bill 19: 836, 840
- Licence
 - Loi
 - Droits perçus, 405
- Liqueur
 - Loi
 - Revenu
 - Hull (ville), 425
- Loterie
 - Bill 41: 565
- Low-Sud (municipalité scolaire)
 - Bill 72: 820–1, 840
- Maison de commerce
 - Salaire, 433, 573–5
- Mère nécessiteuse
 - Allocation, 124–5
- Obligation
 - Rachat
 - Bill 54: 348
- Opération forestière
 - Bill 44: 231, 388–9, 391, 393, 396–7, 449–53, 455–7, 461, 474–5, 477–8, 482, 502, 528, 575, 582–3
- Ouvrier
 - Salaire, 32
- Pêcherie maritime
 - Subsides, 872
- Pension de vieillesse, 224–9, 241, 243, 259–61
- Père de famille
 - Travail, 525–6
- Pont
 - Subsides, 530
- Poseur de tuyauterie
 - Bill 45: 362
- Price, Waterhouse & Co.
 - Rapport
 - Compte recevable, 309, 405
- Prison
 - Inspection
 - Subsides, 901–2
- Produit laitier
 - Bill 64: 731–2
- Réforme sociale, 32–4
- Retour à la terre, 34
- Route
 - Subsides, 530
- Route Mont-Laurier-Maniwaki
 - Construction, 672
- Salaberry-de-Valleyfield (cité)
 - Charte
 - Bill 86: 265
- Schwartz, Max
 - Bill 120: 654, 704–5
- Secours direct
 - Coût, 512
 - Montréal (cité)
 - Réclamation, 271
- Smilovitz, Samuel Julius
 - Bill 119: 653
- Soleil, Le* (journal)
 - Paiement, 336
- Subsides, 268, 530, 557, 872, 901–2
- Taxe municipale
 - Prescription
 - Bill 19: 836, 840
- Taxe scolaire
 - Prescription
 - Bill 19: 836, 840
- Terrain
 - Échange
 - Bill 246: 807
- Trust
 - Position gouvernementale, 32
- Voirie
 - Journalier
 - Salaire, 425
- Voiturier public
 - Tarif
 - Bill 244: 867

L**LAFERTÉ, Hector (Drummond)**

Animal à fourrure, 761–2
 Arpentage, 879
 Chemin
 Dépense, 753–4
 Chemin de colonisation
 Subsides, 860–1
 Colon
 Transport, 544–56
 Colonisation
 Comté, 232
 Dépense, 157
 Subsides, 826–7, 831
 Défrichement
 Prime, 105, 469
 Comté, 254–5
 Département de la Colonisation
 Pont en bois
 Construction, 321
 Établissement industriel
 Salaire, 575
 Ferme
 Gouvernement
 Achat, 405
 Gazoline
 Vente, 613
 Huile
 Vente, 613
 Jardin zoologique de Québec, 736–7
 Coût, 175
 Lot
 Estcourt (paroisse), 156
 Octroi, 105
 Vente, 738
 Maison de commerce
 Salaire, 575
 Ministre de la Colonisation, de la Chasse et
 des Pêcheries
 Rapport annuel 1932-1933, 5
 Nicolet (district électoral)
 Député
 Accueil, 2
 Pêcherie
 Europe
 Étude, 685
 Plan
 Coopération fédérale-provinciale, 776,
 779–96
 Pêcherie maritime
 Subsides, 872, 874
 Question de privilège
 Pêcherie
 Action catholique, L' (journal)
 Accusation, 903–4
 Renard
 Élevage

Subsides, 861
 Rivière à saumon
 Pêche, 862
 Subsides, 826–7, 831, 860–2, 872, 874, 879
 Travaux
 Subvention
 Wolfe (comté), 233
 Yamaska (comté), 235
 Trois-Rivières (cité)
 Fondation
 Anniversaire
 Bill 16: 144
 Wolfe (comté)
 Employé temporaire, 234
 Subvention, 233
 Yamaska (comté)
 Employé temporaire, 234
 Subvention, 235

LAFLEUR, Pierre-Auguste (Montréal-Verdun)

Bûcheron
 Traitement, 329
 Chômage
 Taxe
 Revenu, 562
 Code civil
 Bill 189: 540
 Commerce
 Prescription
 Bill 189: 540
 Commission des liqueurs
 Dépense, 120
 Magasin
 Déficit, 618
 Restaurant
 Coût, 104
 Revenu, 263
 Montréal (cité), 263
 Contribution scolaire
 Rapport annuel 1931-1932, 92
 Crédit agricole, 730
 Droits du pauvre
 Montréal (cité), 223
 État des recettes et déboursés 1933
 Québec (province), 195–6
 Faillite
 Bilan, 337
 Fonds de l'assistance publique
 Droits
 Perception, 104
 Gazoline
 Taxe, 103
 Perception, 103
 Gouvernement
 Paiement
 Annonce, 345
 Impression, 345
 Reliure, 345

Hôtel
 Licence
 Revenu
 Montréal (district), 104–5
 Industrie du bois de sciage, 878
 Subsidés, 860
 Licence
 Loi
 Droits perçus, 222–3
 Mandat non payé, 222
 Marquette, Charles
 Services, 512
 Moulin à scie, 878
 Population rurale, 754
 Population urbaine, 754
 Restaurant
 Licence
 Revenu
 Montréal (district), 104–5
Soleil, Le (journal)
 Paiement, 336
 Subside fédéral, 296, 349–51
 Subsidés, 168, 329, 860
 Taxe sur les repas, 603
 Unité sanitaire
 Coût, 92–3
 Valentine, Jacques-E.
 Conditions de travail, 843
 Verdun (cité)
 Charte
 Bill 95: 80, 127, 296

LAMOUREUX, Lucien (Iberville)

Bûcheron
 Bill 44: 581
 Colon
 Transport, 543
 Crédit agricole, 35, 721–3
 Discours du trône
 Adresse en réponse, 34–5
 Opération forestière
 Bill 44: 581
 Produit laitier
 Bill 64: 732
 Véhicule automobile
 Bill 161: 236
 Véhicule automobile non utilisé
 Enregistrement
 Bill 152: 74

LAPOINTE, Thomas (Wolfe)

Bûcheron
 Traitement, 269
 Subsidés, 269
 Terrain
 Échange
 Bill 246: 807

LORTIE, Pierre (Labelle)

Institut des Sœurs de Notre-Dame-de-Mont-
 Laurier
 Corporation
 Bill 111: 149, 169, 246, 886

M

McDONALD, Wallace Reginald (Pontiac)

Colonisation
Ottawa Journal
 Article, 12
 Dette publique, 11–2
 Discours du trône
 Adresse en réponse, 11–3
 Établissement industriel
 Salaire, 573
 Industrie minière
 Développement, 13
 Maison de commerce
 Salaire, 573
 Pharmacie
 Bill 175: 651, 675

MERCIER (fils), Honoré (Châteauguay)

Beauharnois Light, Heat and Power
 Company
 Obligation, 880
 Billot de bois
 Mesure, 687
 Bois
 Commerce
 Subsidés, 210
 Bois de chauffage
 Production, 610–1
 Bûcheron
 Bill 44: 154, 384–94, 396–7, 448–9, 452,
 454, 457–8, 469, 473, 476, 478–9,
 480–6, 489–90, 501–4, 575, 577–8,
 583
 Grève
 Rouyn (ville), 399
 Traitement, 278
 Canada Power & Paper Corporation, 346
 Cartier, Jacques
 Anniversaire
 Commémoration, 871
 Chantier de bois
 Statistiques
 Enfant, 679
 Femme, 679
 Charbon de bois
 Vente, 379–80

MERCIER (fils), Honoré (Châteauguay)
(suite)

Comité permanent des privilèges et élections
Rapport, 15
Commission des eaux courantes
Rapport annuel 1933, 493
Consolidated Paper Corporation, Limited,
345–6
Coupe de bois
Permis
Bill 43: 221, 300–1, 305–6, 634–9, 642,
654–5, 657–60, 662, 687–8, 696–7,
705–9, 718
Curé Poirier
Singer (compagnie)
Lettre, 403
Droit de coupe
Diminution, 66–7
Paieement, 280
Entrepreneur
Enquête, 915
Établissement industriel
Salaire, 574
Feu de forêt
Bilan, 425
Forêt
Protection, 751
Garde-feu
Salaire, 425
Ingénieur forestier
Subsides, 852
Jacques-Cartier (district électoral)
Député
Accueil, 2–3
Loi 21 George V
Bill 155: 85
Bill 156: 88
Maison de commerce
Salaire, 574
Marchandise
Prix
Enquête, 915
Ministre des Terres et Forêts
Rapport annuel 1932-1933, 175
Opération forestière
Bill 44: 154, 384–94, 396–7, 448–9, 452,
454, 457–8, 469, 473, 476, 478–9,
480–6, 489–90, 501–4, 575, 577–8, 583
Ouvrier forestier
Salaire
Enquête
Contrat, 915
Feuille de temps, 915
Rapport, 915
Pont
Octroi de contrats
Caughnawaga (municipalité), 418
Subsides, 529–30

Premier ministre
Anniversaire, 422–3
Radio
Bill 155: 85
Radiodiffusion
Responsabilité civile
Bill 156: 88
Régime des eaux courantes
Expropriation
Bill 42: 154, 339, 758
Rente foncière
Diminution, 67
Paieement, 280
Route
Subsides, 529–30
Schwartz, Max
Bill 120: 654
St. Maurice Valley Corporation, 346
Subsides, 210, 212, 418, 529–30, 751, 852
Terrain
Échange
Bill 246: 735, 765, 805, 807–9, 811–2, 825

MOREAU, Émile (Roberval)

Bûcheron
Bill 44: 469–71
Opération forestière
Bill 44: 469–71

MOREL, Joseph-Wilfrid (Témiscouata)

Colon
Transport, 543–4
Terrain
Échange
Bill 246: 809, 811–2
Véhicule automobile
Bill 161: 189

P**PAQUET, Charles-Abraham (Montmagny)**

Betterave à sucre
Culture, 746, 749–50
Cidre
Fabrication, 805
Colon
Transport, 537–9
Crédit agricole, 429, 624–5
Lot
Annexion
Bellechasse (district électoral)
Bill 180: 344, 480
Terrain
Échange
Bill 246: 807

PERRAULT, Joseph-Édouard (Arthabaska)

Boulevard Alexandre-Taschereau
 Dépense, 233
 Bûcheron
 Bill 44: 488–9, 582
 Traitement, 268
 Chemin
 Entretien
 Subsidés, 813–4
 Chemin de terre
 Amélioration, 133–4
 Chlorure de calcium
 Achat, 863
 Comité permanent et conjoint des
 impressions législatives
 Rapport, 919
 Comité spécial du rajustement des subsides
 Rapport, 617–8
 Coupe de bois
 Permis
 Bill 43: 656–7, 698–700
 Cultivateur
 Faillite
 Loi, 898–900
 Département de la Voirie
 Contrat, 133
 Produit, 863
 Établissement industriel
 Salaire, 573
 Exposition américaine
 Représentation
 Dépense, 156
 Gazoline
 Vente, 613
 Gravier
 Achat, 755
 Huile
 Vente, 613
 Loi 21 George V
 Bill 156: 88–9
 Macurban Asphalt Limited, 754
 Maison de commerce
 Salaire, 573
 Marquette, Charles
 Services, 512
 Mines
 Bill 10: 38, 358–9, 360, 376, 384, 562
 Subsidés, 678–9, 684
 Ministère de la Voirie
 Annonce
 Coût, 155
 Entrepreneur
 Paiement, 643–4
 Ministre de la Voirie
 Rapport annuel 1933, 5
 Ministre des Mines
 Rapport annuel 1932-1933, 5
 Municipalité

Contribution
 Chemin, 234, 264
 Comté, 233–4
 Opération forestière
 Bill 44: 488–9, 582
 Passage à niveau
 Dépense, 103
 Pont
 Rivière Richelieu
 Aménagement, 614
 Produit asphaltique
 Coût, 588
 Produit bitumineux
 Prix, 613
 Radiodiffusion
 Responsabilité civile
 Bill 156: 88–9
 Route d'hiver
 Entretien
 Subsidés, 758
 Route Dorion
 Chemin
 Entretien, 404
 Route Lachute-Montréal
 Trafic, 885
 Route Lévis-Saint-Lambert-Dundee
 Aménagement
 Coût, 281
 Route Mont-Laurier-Maniwaki
 Construction, 672
 Route Montréal-Hull
 Travaux, 769
 Route Montréal-Sherbrooke
 Aménagement, 221
 Contrat, 347
 Route Saint-Hyacinthe-Saint-Hubert
 Aménagement, 614
 Route Shawinigan-Grand'Mère
 Aménagement, 614
 Saint-Hyacinthe (cité)
 Charte
 Bill 103: 436
 Salaberry-de-Valleyfield (cité)
 Charte
 Bill 86: 265
 Subsidés, 163–8, 173, 268, 678–9, 684,
 690–1, 758, 798, 813–4
 Taxe d'hôpital
 Bill 158: 274–5
 Travaux publics
 Dépense, 222
 Véhicule automobile non utilisé
 Enregistrement
 Bill 152: 74
 Voirie
 Contrat, 671
 Dépense, 254
 Journalier
 Salaire, 425

PERRAULT, Joseph-Édouard (Arthabaska)
(*suite*)Voirie (*suite*)

Travaux
 Coût, 644
 Octroi
 Wolfe (comté), 670
 Yamaska (comté), 670
 Route Montréal-Hull, 863
 Soumission, 425
 Wolfe (comté)
 Employé temporaire
 Voirie, 670
 Wolfe (district électoral)
 Député
 Accueil, 2
 Yamaska (comté)
 Employé temporaire
 Voirie, 670

PHANEUF, Joseph-Éméry (Bagot)

Lot
 Annexion
 Saint-Hyacinthe (district électoral)
 Bill 177: 335, 362
 Saint-Hyacinthe (cité)
 Charte
 Bill 103: 153, 266, 434, 453–4, 865–6

PICHÉ, Joseph-Édouard (Témiscamingue)

Code municipal
 Bill 195: 663–4, 693, 742
 Mines
 Bill 10: 359

PLANTE, Anatole (Montréal-Mercier)

Blanchard, Fortunat
 Succession
 Bill 98: 66, 97, 398
 Corporation de crédit et d'entreposage
 Charte
 Bill 118: 441, 501, 654
 Règlement de l'Assemblée législative
 Suspension, 441
 Femme
 Salaire minimum
 Bill 33: 300, 400–1
 Bill 169: 195
 Montréal (cité)
 Charte
 Bill 100: 906
 Montreal Trust Company
 Charte
 Bill 124: 618, 649, 746–7, 833
 Règlement de l'Assemblée législative

Suspension, 618
 Pension de vieillesse, 260
 Voiturier public
 Tarif
 Bill 244: 868
 Vue animée
 Enfant, 918

POULIN, Ernest (Montréal-Laurier)

Bois de chauffage
 Production, 608–10
 Cancer
 Film, 230
 Code civil
 Bill 181: 344, 381, 589
 Code de procédure civile
 Bill 183: 344, 382
 Hôpital
 Subvention, 864–5
 Locataire
 Expulsion
 Bill 183: 344, 382
 Maison
 Bail
 Bill 181: 344, 381, 589
 Montréal (cité)
 Charte
 Bill 100: 906–7

POWER, Joseph Ignatius (Québec-Ouest)

Bûcheron
 Bill 44: 485
 Opération forestière
 Bill 44: 485

R**REED, Walter (L'Assomption)**

Comité permanent des industries et du commerce
 Rapport, 16

RHÉAUME, Théodule (Jacques-Cartier)

Chômage, 10
 Code de procédure civile
 Bill 192: 587, 650, 686
 Discours du trône
 Adresse en réponse, 8–11
 Immeuble
 Saisie
 Bill 192: 587, 650, 686
 Logis
 Construction, 10
 Montréal (cité)
 Charte

- Bill 102: 91, 111, 689
 - Retour à la terre, 9–10
 - Santé publique, 10
 - Terres en culture
 - Montréal-Ouest (ville)
 - Bill 123: 561, 597, 690, 881
 - Règlement de l'Assemblée législative
 - Suspension, 561
- ROCHETTE, Edgar (Charlevoix-Saguenay)**
 - Animal à fourrure, 759–60
 - Cartier, Jacques
 - Anniversaire
 - Commémoration, 870–1
 - Colon
 - Transport, 535–7
 - Femme
 - Droit de vote
 - Bill 170: 317–8
 - Pêcherie
 - Plan
 - Coopération fédérale-provinciale, 774–6
- S**
- SAINTONGE, Gontran (Beauharnois)**
 - Pension de vieillesse, 261
 - Père de famille
 - Travail, 523, 525
 - Salaberry-de-Valleyfield (cité)
 - Charte
 - Bill 86: 265
 - Union des municipalités de la province de Québec
 - Bill 97: 195, 231, 434, 826
 - Règlement de l'Assemblée législative
 - Suspension, 179, 195
- SAMSON, Joseph (Québec-Centre)**
 - Betterave à sucre
 - Culture, 745–6
 - Femme
 - Salaire minimum
 - Bill 33: 299
 - Hampstead (ville)
 - Charte
 - Bill 109: 273
 - Québec (cité)
 - Charte
 - Bill 125: 825, 833, 857, 880, 907–8
 - Smilovitz, Samuel Julius
 - Bill 119: 653
- SAUVÉ, Joseph-Mignault-Paul (Deux-Montagnes)**
 - Accident du travail
 - Recours
 - Bill 165: 149–50, 531, 686
 - Agronomie
 - Subsides, 882–4
 - Assurances
 - Réclamation
 - Bill 6: 634, 646–7
 - Bûcheron
 - Bill 44: 397, 471–2, 481, 489, 580
 - Traitement, 267–9
 - Chemin
 - Entretien
 - Subsides, 814
 - Code civil
 - Bill 154: 51, 75
 - Colon
 - Transport, 548, 556–7
 - Colonisation
 - Subsides, 831
 - Concours physique
 - Bill 29: 143
 - Corporation
 - Taxe
 - Bill 14: 248
 - Crédit agricole, 626, 647–9, 719–20, 740
 - Cultivateur
 - Emprunt
 - Enregistrement
 - Frais, 206–7
 - Faillite
 - Loi, 899
 - Département de la Voirie
 - Contrat, 133, 614
 - École d'agriculture
 - Subsides, 888
 - Électricité
 - Municipalisation
 - Bill 22: 822–3, 882
 - Femme
 - Salaire minimum
 - Bill 33: 401, 505
 - Fonds de l'assistance publique
 - Octroi, 62–3, 112
 - Groulx, Émile
 - Troupeau
 - Saint-Eustache (municipalité), 126–7
 - Industrie laitière
 - Prix, 211
 - Laine
 - Vente
 - Europe, 810
 - Liqueur alcoolique
 - Infraction
 - Bill 17: 848
 - Bill 166: 150, 604, 606

SAUVÉ, Joseph-Mignault-Paul (Deux-Montagnes) (suite)

Loi 21 George V
 Bill 155: 51, 85, 87
 Bill 156: 51, 87–9
 Mines
 Bill 10: 360
 Opération forestière
 Bill 44: 397, 471–2, 481, 489, 580
 Pêcherie
 Europe
 Étude, 685
 Pension
 Bill 58: 539
 Pension de vieillesse, 243, 256–8, 261
 Police
 Bill 61: 818
 Produit laitier
 Bill 64: 663–5, 732, 766, 778
 Radio
 Bill 155: 51, 85, 87
 Radiodiffusion
 Responsabilité civile
 Bill 156: 51, 87–9
 Route Lachute-Montréal
 Trafic, 885
 Route Montréal-Hull
 Travaux, 769, 812
 Schwartz, Max
 Bill 120: 705
 Subside fédéral, 375, 427
 Subsidés, 169, 211, 267–9, 509, 797, 814, 831, 880, 882–4, 888
 Terres et Forêts
 Bill B: 910
 Véhicule automobile
 Bill 30: 819, 825
 Bill 161: 235
 Véhicule automobile non utilisé
 Enregistrement
 Bill 152: 73–5
 Véhicule-moteur
 Enregistrement, 105
 Voirie
 Travaux
 Route Montréal-Hull, 862
 Vaillancourt, Almyra, 126
 Saint-Placide (paroisse), 112

SMART, Charles Allan (Westmount)

Agronomie
 Subsidés, 884
 Commission des liqueurs
 Emprunt, 444
 Immeuble, 511
 Crédit agricole, 724
 Dette publique, 894

Duplessis, Maurice
 Anniversaire, 897
 Subsidés, 742–4, 884, 894
 Syndics de l'église de l'Ascension de Notre-Seigneur, Westmount
 Bill 107: 100, 127, 244, 319, 608

STOCKWELL, Ralph Frederick (Brome)

Académie
 Construction
 Subsidés, 332
 Agronomie
 Subsidés, 882
 Arpentage, 879
 Subsidés, 223
 Asile d'aliénés
 Municipalité
 Paiement, 405
 Assurances
 Bill 34: 155, 339
 Bill 68: 421, 509, 689
 Réclamation
 Bill 6: 50, 81–2, 634, 644–6, 654
 Autobus
 Licence
 Revenu, 103
 Bois
 Commerce
 Subsidés, 210
 Bon du trésor
 Emprunt temporaire, 404
 Bonaventure (comté)
 Document
 Bill 3: 37, 45, 52, 96
 Budget provincial 1934-1935
 Bill 24: 917
 Chemin
 Entretien
 Subsidés, 812
 Chemin de colonisation
 Subsidés, 860
 Chômage
 Taxe
 Revenu, 562
 Collège classique
 Subsidés, 331
 Colonisation
 Subsidés, 826, 831
 Comité des voies et moyens
 Rapport, 916–7
 Commission des liqueurs
 Dépense, 120
 Emprunt, 444
 Immeuble, 511
 Magasin
 Déficit, 618
 Revenu, 57–8, 263
 Montréal (cité), 263

- Commission des liqueurs de Québec
 - Rapport annuel 1932-1933, 221
- Commission du prêt agricole, 711-2
- Compte de banque
 - Québec (province), 222, 337, 404, 424-5, 890
- Coopérative fédérée de Québec
 - Achat
 - Coût, 404
- Corporation
 - Taxe, 179
 - Bill 14: 101, 247-8, 377, 411-4, 506-7, 513-5, 589
- Crédit agricole, 723-4, 727
- Débeture
 - Achat
 - Date, 513
- Département du Trésor
 - Valeur
 - Achat, 444
- Desmarais, Jules
 - Païement, 859
- Dette publique, 893-4, 896
- Distributeur automatique
 - Bill 70: 422, 666, 680-1, 686-7
- Droits du pauvre
 - Montréal (cité), 223
- Droits sur les successions
 - Bill 250: 850, 855-6, 857, 859, 869, 881
- École d'agriculture
 - Subsides, 888
- École de réforme
 - Municipalité
 - Païement, 405
- École technique
 - Subsides, 331
- Emprunt temporaire
 - Gouvernement, 67
- État des cautionnements 1932-1933
 - Officier public, 16
- État des comptes publics 1932-1933
 - Québec (province), 45
- État des mandats spéciaux, 16
- État des recettes et déboursés 1933
 - Québec (province), 196
- Fonds consolidé du revenu
 - Dépense
 - Chômeur
 - Aide, 338
 - Pont-route
 - Construction, 338
 - Retour à la terre, 338
- Fonds d'amortissement
 - Québec (province)
 - Dette, 404
 - Païement, 280
- Fonds de l'assistance publique
 - Avance de fonds, 150
 - Droits
 - Perception, 104
- Forêt
 - Protection, 751
- Gaspé (comté)
 - Document
 - Bill 3: 37-8, 45, 52, 96
- Gazoline
 - Bill 15: 42-3, 196-7, 201, 247, 297, 339, 375-6
- Taxe, 103
 - Perception, 103
 - Revenu, 134
- Gouvernement
 - Banque
 - Revenu, 443-4
 - Employé
 - Cautionnement
 - Bill 40: 155, 232, 508, 532, 589
 - Païement
 - Annonce, 345
 - Impression, 345
 - Reliure, 345
- Gouvernement fédéral
 - Octroi, 120
 - Subsides, 120
- Grain de semence
 - Gouvernement
 - Dépense, 336-7
- Horticulture
 - Subsides, 884
- Hôtel
 - Licence
 - Revenu
 - Montréal (district), 104-5
- Imprimeur du roi
 - Bureau
 - Dépense, 404
- Industrie animale
 - Subsides, 889
- Industrie du bois de sciage
 - Subsides, 859
- Ingénieur forestier
 - Subsides, 852
- Institution de charité
 - Subsides, 888
- Institution protestante
 - Subsides, 330
- Institutrice
 - Prime
 - Subsides, 843
- Journal d'agriculture*
 - Publicité, 403
- Licence
 - Bill 70: 422, 666, 680-1, 686-7
 - Loi
 - Droits perçus, 223, 406
- Lieu d'amusement
 - Licence
 - Bill 4: 50, 76, 298

STOCKWELL, Ralph Frederick (Brome)
(suite)

Liqueur
 Loi
 Revenu
 Hull (ville), 425–6
 Liqueur alcoolique
 Heures d'affaires
 Bill 5: 38, 45, 96
 Infraction
 Bill 17: 343, 777
 Mandat non payé, 222
 Mines
 Subsides, 678, 684
 Obligation
 Émission, 603
 Rachat
 Bill 54: 297, 329, 347, 348
 Pêcherie maritime
 Subsides, 872
 Pension
 Bill 58: 508, 513, 516, 539, 589
 Loi, 335
 Pont
 Subsides, 528
 Pont Montréal-Longueuil
 Dépense, 405
 Price, Waterhouse & Co.
 Rapport
 Compte recevable, 309, 405
 Prison
 Inspection
 Subsides, 901
 Produit laitier
 Bill 64: 778
 Québec (ville)
 Aménagement, 416
 Restaurant
 Licence
 Revenu
 Montréal (district), 104–5
 Route
 Subsides, 528
 Route d'hiver
 Entretien
 Subsides, 758
 Société de secours mutuels
 Bill 68: 421, 510, 689
Soleil, Le (journal)
 Paiement, 336
 Subsides, 36, 134–42, 174, 210–2, 223, 250, 330–3, 416, 418–9, 437, 469, 509, 528, 557, 599, 604, 677–8, 684, 686, 690, 694, 742, 745, 751, 758, 764, 766–7, 797, 812, 816, 826, 831, 843, 845, 852, 859–62, 863–4, 871–2, 879, 880, 882, 884, 885, 888–9, 893–4, 896, 901, 903, 905, 911–3, 915–6, 917

Surintendant des assurances de la province de Québec
 Rapport annuel 1933, 880
 Taxe sur les repas, 604
 Timbre
 Achat, 58
 Impression, 58
 Timbre de loi
 Vente, 405
 Travaux publics
 Dépense, 511
 Trésorerie
 Sous-ministre
 Allocation, 905
 Valentine, Jacques-E.
 Conditions de travail, 843
 Véhicule automobile
 Bill 30: 101, 596–7, 597–9, 604, 819, 824–5, 911
 Licence
 Coût, 676–7
 Véhicule automobile non utilisé
 Enregistrement
 Bill 152: 73–4
 Véhicule-moteur
 Enregistrement, 105
 Revenu, 134
 Loi
 Revenu, 255
 Voirie
 Travaux
 Wolfe (comté), 897
 Yamaska (comté), 897
 Voiturier public
 Tarif
 Bill 244: 769, 866, 868, 881

T**TASCHEREAU, Louis-Alexandre (Montmorency)**

Accident du travail
 Indemnité
 Bill 150: 43, 183–5
 Loi, 117, 279
 Médecin
 Libre choix
 Bill 151: 43
 Recours
 Bill 165: 531, 669
 Adoption
 Bill 36: 91, 176, 219, 244
 Agent commercial
 Subsides, 210
 Agent de recouvrement
 Cautionnement
 Bill 176: 653
Annuaire statistique de Québec 1933, 209

- Arrêté en conseil
 - Production, 269
- Assemblée législative
 - Procès-verbal
 - Coût, 712
 - Session
 - Coût, 712
- Assemblée publique
 - Circulaire
 - Distribution
 - Bill 28: 110, 153, 244, 711
- Assistance publique
 - Bill 59: 508, 587
- Association des optométristes et opticiens de la province de Québec
 - Charte
 - Bill 76: 253, 272
- Assurances
 - Bill 34: 339
 - Bill 68: 617
 - Réclamation
 - Bill 6: 617, 634, 645–7
- Beaux-arts
 - Collection, 280
- Better Business Bureau of Montreal, The
 - Corporation
 - Bill 78: 467
- Bicycle
 - Bill 160: 176
- Black Lake (ville)
 - Bill 66: 344, 378, 383, 416
- Blanchard, Fortunate
 - Succession
 - Bill 98: 365
- Bonaventure (comté)
 - Document
 - Bill 3: 79
- Bourlamaque (ville)
 - Corporation
 - Bill 91: 669
- Bûcheron
 - Bill 44: 154–5, 231, 388–9, 391, 397, 452, 454–61, 474–9, 482, 489–90, 502, 504, 528, 575–6, 579–83
- Grève
 - Rouyn (ville), 618
 - Rapport, 661
 - Traitement, 28–9, 266, 268–9
- Bulletin de la ferme*
 - Octroi, 712
- Bureau central des écoles protestantes de Montréal
 - Bill 32: 154, 493
- Cap-de-la-Madeleine (cité)
 - Bill 196: 801
- Cartier, Jacques
 - Anniversaire
 - Commémoration, 917
- Charge municipale
 - Statuts refondus
 - Bill 167: 338–9, 365, 406–7
- Chemin
 - Entretien
 - Subsides, 813
 - Travaux
 - Messines (canton), 419
- Chômage
 - Loi, 816
- Chômeur
 - Aide, 27
 - Loi
 - Octroi, 60–1
- Church Society of the Diocese of Quebec, The
 - Bill 96: 100
- Cités et villes
 - Bill 49: 219, 298, 403, 426
 - Bill 163: 365, 398
- Code civil
 - Bill 9: 37, 45, 79, 96
 - Bill 154: 153
 - Bill 178: 643
 - Bill 181: 561
 - Bill 189: 587
- Code de procédure civile
 - Bill 8: 37, 45, 493, 528
 - Bill 9: 37, 45, 79, 96
 - Bill 157: 277
 - Bill 168: 277
 - Bill 171: 277
 - Bill 183: 587
 - Bill 188: 587
 - Bill 192: 669
 - Bill 197: 815, 826, 833
- Code municipal
 - Bill 46: 219, 298, 403, 426
 - Bill 167: 338–9, 365, 406–7
 - Bill 182: 441
 - Bill 186: 441
 - Bill 193: 753
 - Bill 194: 693
 - Bill 195: 753
- Colmore Grant, Charles
 - Succession
 - Bill 94: 253
- Colonisation
 - Subsides, 827–31
- Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation
 - Composition, 8
 - Formation, 4
- Comité permanent des bills privés
 - Composition, 7
 - Formation, 4
- Comité permanent des bills publics
 - Composition, 8
 - Formation, 4

TASCHEREAU, Louis-Alexandre (Montmorency)
(suite)

Rapport, 15, 79, 100, 119, 131, 153, 179, 219, 253, 277, 335, 365, 383, 403, 441, 467, 493, 561, 587, 603, 617, 643, 653, 669, 685, 693, 711, 735, 753, 769, 801, 833

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication

Composition, 7

Formation, 4

Comité permanent des comptes publics

Composition, 8

Formation, 4

Comité permanent des industries et du commerce

Composition, 8

Formation, 4

Comité permanent des privilèges et élections

Composition, 8

Formation, 4

Comité permanent des règlements

Composition, 7

Formation, 4

Comité permanent du Code municipal

Composition, 8

Formation, 4

Comité permanent et conjoint de la Bibliothèque de la Législature

Formation, 4

Nomination, 37

Comité permanent et conjoint des impressions législatives

Formation, 4

Nomination, 37

Comité spécial du rajustement des subsides

Rapport, 618

Comité spécial pour le choix des membres des comités permanents

Composition, 4–5

Rapport, 7

Commerce

Prescription

Bill 189: 587

Commission des accidents du travail

Contribution annuelle, 279

Rapport annuel 1933, 709

Subsides, 599–600

Commission des écoles catholiques de Montréal

Bill 90: 253

Commission des services publics de Québec

Rapport annuel, 221

Commission municipale de Québec

Bill 50: 219, 505, 669, 770

Commission scolaire

Païement

Gouvernement, 346–7

Compagnie de chemin de fer

Congédiement, 524

Compagnie de télégraphe

Bill 2: 79

Compagnie de téléphone

Bill 2: 79

Compte à percevoir, 736

Concours oratoire

Étudiant

Université Laval, 378

Concours physique

Bill 29: 66, 119, 144

Conférence interprovinciale d'Ottawa, 52–6

Conseil économique

Création, 677–8

Contrat de travail

Extension juridique, 231

Convention collective

Délai

Bill 37: 597, 653

Conviction sommaire

Comparution

Bill 18: 44, 96, 100, 217

Prisonnier

Bill 13: 42, 76

Corporation

Taxe

Bill 14: 248, 412–5, 506–7, 515

Corporation de crédit et d'entreposage

Charte

Bill 118: 643

Corporation municipale

Convention

Créancier

Bill 51: 219, 298–9, 669, 694

Corporation scolaire

Convention

Créancier

Bill 51: 219, 298–9, 669, 694

État financier 1931–1932, 92

Coupe de bois

Permis

Bill 43: 301–6, 636, 640–2, 657, 660–1, 662–3, 700–3, 705–6, 718

Créance hypothécaire

Bill 11: 153, 196, 441

Crédit agricole, 381, 622, 719, 740

Cultivateur

Emprunt

Enregistrement

Frais, 205–6, 208

Faillite

Loi, 899

Municipalité, 337

Département du procureur général

Infraction

Poursuite

Bill 62: 278, 540

Dettes publiques, 894–6

Dimanche

- Loi, 323–6
- Discours du trône
 - Adresse en réponse, 13–4, 20, 24–32, 34
- Distributeur automatique
 - Bill 70: 680–1, 686
- Droit de coupe
 - Cour Suprême
 - Jugement, 366
- Droits sur les successions
 - Bill 250: 851, 855–6, 859
- Duplessis, Maurice
 - Anniversaire, 897
- Eau
 - Compensation
 - Bill 193: 753
- Électeur municipal
 - Bill 182: 441
- Électricité
 - Municipalisation, 27–8
 - Bill 22: 43, 821–3, 882
 - Taux, 29
 - Bill 57: 277, 833–5, 878
- Emprunt temporaire
 - Gouvernement, 279–80
- Enseignement
 - Statistiques 1932-1933, 92
- Établissement industriel
 - Bill 20: 327–8, 335, 432
 - Salaire, 434, 573–5
- État des mandats spéciaux, 279
- Faillite
 - Bilan, 337
- Femme
 - Droit de vote
 - Bill 170: 314
 - Salaire minimum
 - Bill 33: 299–300, 505
 - Bill 185: 403, 653
- Ferme
 - Ex-détenu
 - Bill 38: 101–2, 516–20
- Fleuve Saint-Laurent
 - Canalisation, 44–5
- Fonds d'amortissement
 - Obligation
 - Remboursement, 279
- Fonds de l'assistance publique, 117
 - Bill 159: 216, 275
 - Bill 179: 344, 411
 - Octroi, 62–3, 72, 279
- Fonds pour le troisième centenaire de Trois-Rivières
 - Bill 247: 725, 757–8
- Fonds publics
 - Octroi, 60
- Fromage
 - Production, 211
- Gagnon, Onésime
 - Candidature
- Parti conservateur
 - Direction, 25
- Gaspé (comté)
 - Document
 - Bill 3: 79
- Gaudry, Louis-Jules
 - Testament
 - Bill 110: 219
- Gazoline
 - Bill 15: 197–201
- Grothé, Louis-Ovide
 - Succession
 - Bill 122: 735, 748
- Groulx, Émile
 - Troupeau
 - Saint-Eustache (municipalité), 480
- Hôpital
 - Subvention, 321
- Hôpital Saint-Jean-de-Dieu
 - Bill 249: 735
- Hospice
 - Subvention, 321
- Huissier
 - Bill 7: 37, 45, 79, 107–8
- Hull (cité)
 - Charte
 - Bill 80: 42
- Hygiène publique
 - Bill 31: 335
- Immeuble
 - Saisie
 - Bill 192: 669
 - Vente
 - Bill 168: 277
 - Taxe
 - Bill 19: 343, 589–91, 735, 836, 840, 842
 - Bill 173: 617
- Industrie du bois de sciage, 879
 - Subsides, 860
- Institution protestante
 - Subsides, 331
- Instruction publique
 - Bill 60: 493
 - Bill 173: 617
- Jacques-Cartier (district électoral)
 - Député
 - Accueil, 2–3
- Joliette (cité)
 - Taxe, 881
- Jour férié
 - Bill 9: 37, 45, 79, 96
- Juré
 - Indemnité
 - Bill 12: 82–4, 95, 106–7, 128
- Lait
 - Prix
 - Contrôle, 28

TASCHEREAU, Louis-Alexandre (Montmorency)
(suite)

Larocque, Marie-Joseph-Armand-Auguste

Substitution
Bill 85: 119

Licence

Bill 70: 680–1, 686

Lieu d'amusement

Licence
Bill 4: 76, 153, 298

Liqueur alcoolique

Heures d'affaires
Bill 5: 38, 79

Infraction

Bill 17: 777, 801, 847–9
Bill 166: 605–6

Locataire

Expulsion
Bill 183: 587

Loi 21 George V

Bill 155: 51, 86–7
Bill 156: 51, 87

Lot

Annexion
Bellechasse (district électoral)
Bill 180: 561

Loterie

Bill 41: 568–70

Loterie provinciale, 661

Low-Sud (municipalité scolaire)

Bill 72: 769, 821, 833

Maison

Bail
Bill 181: 561

Maison de commerce

Salaire, 434, 573–5

Mandat

Émission
Auditeur, 279

Mandat non payé, 279

Mère nécessiteuse

Allocation, 125–6

Ministère des Affaires municipales

Emprunt municipal
Autorisation, 254

Ministre des Affaires municipales

Rapport annuel 1932-1933, 16

Mongrain, Rosa

Adoption
Bill 117: 643

Montréal (cité)

Charte
Bill 100: 906
Bill 102: 111, 887

Montréal (ville)

Bill
Session spéciale, 802–3

Montreal Trust Company

Charte

Bill 124: 735, 748, 769

Moulin à scie, 879

Municipalité

Paiement
Gouvernement, 347

Population, 337

Statistiques 1932, 209

Terrain

Rue
Bill 48: 219, 298, 365, 384

Nicolet (district électoral)

Député
Accueil, 2

Notre-Dame de Lourdes (paroisse)

Bill 112: 383

Obligation

Émission
Bill 63: 587, 696, 703
Bill 174: 408–10

Rachat

Bill 54: 297–8, 348

Oeuvre d'art

Achat
Subsides, 331

Officier de justice

Salaire
Bill 153: 51, 85, 493

Opération forestière

Bill 44: 154–5, 231, 388–9, 391, 397,
452, 454–61, 474–9, 482, 489–90,
502, 504, 528, 575–6, 579–83

Orateur

Épouse
Décès, 47

Orphelin

Indemnité
Accident du travail
Bill 164: 619–20

Orphelinat

Subvention, 321

Orphelinat agricole de Saint-Ferdinand
d'HalifaxCorporation
Bill 105: 191

Ouvrier

Salaire, 29

Palais de justice

Bill 153: 51, 85, 493

Pêcherie

Plan
Coopération fédérale-provinciale, 773,
776, 797, 803

Pêcherie maritime

Subsides, 873

Pension

Bill 58: 508, 539–40
Loi, 335

Pension de vieillesse, 225, 256–7, 259–61

- Père de famille
 - Travail, 523, 525–6
- Pétition
 - Présentation
 - Délai, 42
- Pharmacie
 - Bill 175: 603, 650–1
- Police
 - Bill 61: 278, 725, 753, 755–6, 817–9
- Pont
 - Construction
 - Île d'Orléans, 417–8
- Population rurale, 754
- Population urbaine, 754
- Poseur de tuyauterie
 - Bill 45: 361
- Pratt, John
 - Succession
 - Bill 89: 131
- Premier ministre
 - Anniversaire, 423–4
- Prêt agricole
 - Bill 69: 421–2, 672–4, 688–9, 693, 756–7
 - Demande, 736
- Prison
 - Bill 153: 51, 85, 493
 - Inspection
 - Subsides, 901–3
- Prisonnier
 - Ferme
 - Création, 28
- Produit canadien
 - Loi fédérale
 - Bill 243: 801, 816–7, 825–6
- Produit laitier
 - Bill 64: 596, 664, 685, 731–2
- Québec (cité)
 - Charte
 - Bill 125: 825
- Question de privilège
 - Gobeil, Sam, 366–7
 - Moulin à papier
 - Cap-de-la-Madeleine (ville), 693
- Radio
 - Bill 155: 51, 86–7
- Radiodiffusion
 - Responsabilité civile
 - Bill 156: 51, 87
- Régime des eaux courantes
 - Expropriation
 - Bill 42: 154, 735
- Rolland, Marie-Blanche
 - Succession
 - Bill 115: 561
- Route Montréal-Hull
 - Travaux, 812
- Route Montréal-Sherbrooke
 - Aménagement, 280
- Saint-Jérôme (ville)
 - Charte
 - Bill 84: 245–6
- Salaberry-de-Valleyfield (cité)
 - Charte
 - Bill 86: 246, 265
- Salaire
 - Saisie
 - Bill 8: 37, 45, 493, 528
- Schwartz, Max
 - Bill 120: 654, 704–5
- Serment d'office
 - Prestation
 - Bill 1: 3
- Sherbrooke (cité)
 - Règlement
 - Validation
 - Bill 172: 335
- Smilovitz, Samuel Julius
 - Bill 119: 653
- Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec
- Corporation
 - Bill 73: 587, 683
- Société de secours mutuels
 - Bill 68: 617
- Société historique
 - Bill 23: 79
- Soleil, Le* (journal)
 - Palement, 336
- Subside fédéral, 374–5
- Subsides, 157, 168–70, 172, 174, 210–1, 266, 268–9, 331, 417–8, 509, 557, 599–600, 677–9, 813, 827–31, 860, 873, 894–6, 901–3, 905–6
- Syndic
 - Emprunt
 - Saint-François-Xavier de Chicoutimi (paroisse)
 - Bill 121: 617
- Syndics de l'église de l'Ascension de Notre-Seigneur, Westmount
 - Bill 107: 179, 277
- Taxe d'hôpital
 - Bill 158: 215–6, 273–5
- Taxe municipale
 - Exemption
 - Bill 190: 587, 607
 - Prescription
 - Bill 19: 343, 589–91, 735, 836, 840, 842
- Taxe scolaire
 - Perception
 - Bill 21: 43, 58, 79, 96
 - Prescription
 - Bill 19: 343, 589–91, 735, 836, 840, 842
- Terrain
 - Échange
 - Bill 246: 735, 812
 - Rachat
 - Bill 65: 344, 398, 669, 725–7

TASCHEREAU, Louis-Alexandre (Montmorency)
(suite)

Terrain amélioré, 337
 Terres et Forêts
 Bill B: 909–10
 Trésorerie
 Bureau
 Règlement, 280
 Sous-ministre
 Allocation, 905–6
 Tribunal judiciaire
 Jugement
 Signature
 Bill 52: 215, 224, 365, 384, 415–6
 Trois-Rivières (cité)
 Fondation
 Anniversaire
 Bill 16: 144–7
 Trust
 Position gouvernementale, 29–30, 32
 Union des municipalités de la province de Québec
 Bill 97: 335
 Université de Montréal
 Subsides, 331
 Université Laval
 Étudiant
 Arrestation, 711
 Véhicule automobile
 Bill 30: 599
 Bill 161: 187, 189, 236–7
 Véhicule automobile non utilisé
 Enregistrement
 Bill 152: 75
 Vente à tempérament
 Bill 178: 643
 Verdun (cité)
 Charte
 Bill 95: 607
 Voiturier public
 Tarif
 Bill 244: 867–8
 Wolfe (district électoral)
 Député
 Accueil, 2

TASCHEREAU, Robert (Bellechasse)

Bourlamaque (ville)
 Corporation
 Bill 91: 66, 97, 763
 Bureau provincial de médecine
 Carte électorale
 Modification
 Bill 191: 561–2, 588, 685
 Code municipal
 Bill 182: 365, 399, 504–5, 520
 Bill 193: 587, 667, 764

Colon
 Transport, 539, 541–3
 Colonisation
 Subsides, 827
 Coupe de bois
 Permis
 Bill 43: 638, 706
 Dawes Porteous, Andrew
 Bill 87: 42, 59, 127
 Eau
 Compensation
 Bill 193: 587, 667, 764
 Électeur municipal
 Bill 182: 365, 399, 504–5, 520
 International Advent Christian Conference
 Bill 79: 41, 58, 147, 608
 Liqueur alcoolique
 Infraction
 Bill 17: 849
 Oblats de l'Immaculée Conception de Marie
 Charte
 Bill 104: 41, 59, 454, 607
 Subsides, 827

TURCOTTE, Joseph-Célestin-Avila (Richelieu)

Établissement industriel
 Salaire, 437, 571–5
 Maison de commerce
 Salaire, 437, 572–3

V**VAUTRIN, Irénée (Montréal-Saint-Jacques)**

Commission des écoles catholiques de Montréal
 Bill 90: 127, 296
 Discours du trône, 3–4
 District électoral
 Vacance, 1
 Jacques-Cartier (district électoral)
 Bref d'élection, 1
 Certificat d'élection, 2
 Vacance, 1
 Mongrain, Rosa
 Adoption
 Bill 117: 399, 415, 654, 886
 Règlement de l'Assemblée législative
 Suspension, 399
 Montréal (cité)
 Charte
 Bill 100: 703, 906
 Bill 102: 887
 Montréal (ville)
 Bill
 Session spéciale, 802

Nicolet (district électoral)

Bref d'élection, 1

Certificat d'élection, 1–2

Vacance, 1

Pharmacie

Bill 175: 651

Subside fédéral, 281–96, 375, 427, 652,
671–2, 672

Wolfe (district électoral)

Bref d'élection, 1

Certificat d'élection, 2

Vacance, 1

